

Le Recueil
2009

Barreau
du Québec



Recueil 2009
de
documentation
professionnelle



Recueil 2009
de
documentation
professionnelle

Le Recueil
2009

Barreau
du Québec



Recueil 2009
de
documentation
professionnelle

© 2009 Barreau du Québec

**Catalogue avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec et
Bibliothèque et Archives Canada**

Vedette principale au titre :

Recueil de documentation professionnelle

Comprend un index.

ISSN 1182-2309

ISBN 978-2-89635-362-0 (Version imprimée)

ISBN 978-2-922151-81-7 (Version PDF)

1. Droit - Pratique - Québec (Province). 2. Professions - Droit - Québec (Province) - Codes. 3. Aide juridique - Québec (Province). 4. Avocats - Québec (Province) - Discipline.

KEQ153.A18

344.71401'76134

C91-080567-9

REMARQUES

Cette compilation n'a reçu aucune sanction parlementaire. Les modifications ont été incorporées aux lois et aux règlements à seule fin d'en faciliter la consultation. Lorsqu'il s'agit d'interpréter et d'appliquer la loi ou le règlement, il faut se reporter aux lois refondues, aux recueils annuels des lois, aux règlements refondus, ainsi qu'à la *Gazette officielle du Québec*.

La présente édition est à jour au 1^{er} juillet 2009.

Les trames grises indiquent les dispositions non en vigueur.

Dans ce recueil, la forme masculine désigne, lorsque le contexte s'y prête, aussi bien les femmes que les hommes.

Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada accordée par l'entremise du Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition (PADIÉ) pour nos activités d'édition.

Dépôt légal : 3^e trimestre 2009

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Bibliothèque et Archives Canada

ISBN : 978-2-89635-362-0



THOMSON REUTERS

Éditions Yvon Blais, une division de Thomson Reuters Canada Limitée

C.P. 180 Cowansville

(Québec) Canada

J2K 3H6

Service à la clientèle

Téléphone : 1-800-363-3047

Télécopieur : (450) 263-9256

Site Internet : www.editionsyvonblais.com

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – LOIS	Référence	Page
Loi sur l’aide juridique, L.R.Q., c. A-14	A-14	A-1
Index analytique		A-31
Loi sur le Barreau, L.R.Q., c. B-1	B-1	B-1
Index analytique		B-35
Code des professions, L.R.Q., c. C-26.	C-26	C-1
Index analytique		C-99
 PARTIE 2 – RÈGLEMENTS		
Actes professionnels qui peuvent être posés par des personnes autres que des membres du Barreau du Québec (Règlement sur les), D. 49-2000, (2000) 132 <i>G.O.</i> II, 852	B-1 r. 0.01	R-1
Aide juridique (Règlement sur l’), D. 1073-96, (1996) 128 <i>G.O.</i> II, 5307	A-14 r. 0.2	R-5
Application de la Loi sur l’aide juridique (Règlement d’), R.R.Q., 1981, c. A-14, r. 1	A-14 r. 1	R-25
Assurance-responsabilité professionnelle du Barreau du Québec (Règlement sur la souscription obligatoire au Fonds d’), D. 471-88, (1988) 120 <i>G.O.</i> II, 2023.	B-1 r. 12.01	R-41
Cessation d’exercice des membres du Barreau du Québec (Règlement sur la), D. 1131-91, (1991) 123 <i>G.O.</i> II, 4852.	B-1 r. 0.2	R-51
Code de déontologie des avocats, R.R.Q., 1981, c. B-1, r. 1	B-1 r. 1	R-57
Comité de la formation des avocats (Règlement sur le), D. 1025-97, (1997) 129 <i>G.O.</i> II, 5718	B-1 r. 2.1	R-75
Comptabilité et les comptes en fidéicomis des avocats (Règlement sur la), R.R.Q., 1981, c. B-1, r. 3	B-1 r. 3	R-79
Conduite des affaires du Barreau du Québec (Règlement sur la), R.R.Q., 1981, c. B-1, r. 4.	B-1 r. 4	R-89
Délivrance des permis spéciaux du Barreau du Québec (Règlement sur la), D. 538-2008, (2008) 140 <i>G.O.</i> II, 3014	C-26 r. 19.1.1.1	R-95

	Référence	Page
Exercice de la profession d'avocat en société et en multidisciplinarité (Règlement sur l'), D. 350-2004, (2004) 136 <i>G.O.</i> II, 1835	C-26 r. 19.1.2	R-103
Fonds d'études juridiques du Barreau du Québec (Règlement sur le), R.R.Q., 1981, c. B-1, r. 5	B-1 r. 5	R-117
Fonds d'indemnisation du Barreau du Québec (Règlement sur le), R.R.Q., 1981, c. B-1, r. 6	C-26 r. 19.2	R-125
Formation continue obligatoire des avocats (Règlement sur la), Décision, (2009) 141 <i>G.O.</i> II, 809	C-26 r. 19.2.001	R-131
Formation, le contrôle de la compétence, la délivrance d'une attestation et la discipline des sténographes (Règlement sur la), D. 240-2006, (2006) 138 <i>G.O.</i> II, 1523.	B-1 r. 6.1	R-139
Formation professionnelle des avocats (Règlement sur la), D. 199-2005, (2005) 137 <i>G.O.</i> II, 971	B-1 r. 7.3	R-155
Inscription au Tableau de l'ordre des avocats (Règlement sur l'), R.R.Q., 1981, c. B-1, r. 8	B-1 r. 8	R-165
Inspection professionnelle des avocats (Règlement sur l'), Décision, (2007) 139 <i>G.O.</i> II, 1190	C-26 r. 19.2.01	R-177
Normes d'équivalence de diplôme et de formation du Barreau du Québec (Règlement sur les), D. 670-96, (1996) 128 <i>G.O.</i> II, 3530	C-26 r. 19.2.1	R-185
Normes de tenue des dossiers et de domicile professionnel des avocats (Règlement sur les), Décision, (2000) 132 <i>G.O.</i> II, 7706	C-26 r. 19.2.2	R-195
Procédure de conciliation et d'arbitrage de comptes des avocats (Règlement sur la), D. 1775-94, (1994) 126 <i>G.O.</i> II, 6725	B-1 r. 9.2	R-201
Registres des dispositions testamentaires et des mandats donnés en prévision de l'incapacité (Règlement sur les), Avis, (2003) 135 <i>G.O.</i> II, 3795A	B-1 r. 11.01	R-209
Règles de fonctionnement du Comité sur la sténographie (Règlement sur les), D. 335-2005, (2005) 137 <i>G.O.</i> II, 1499	B-1 r. 12.001	R-217
Règles de pratique du Tribunal des professions, D. 967-96, (1996) 128 <i>G.O.</i> II, 5013	C-26 r. 6.1	R-221
Stages de perfectionnement du Barreau du Québec (Règlement sur les), D. 727-86, (1986) 118 <i>G.O.</i> II, 1935	B-1 r. 12.1	R-229

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 3 – TARIFS	Référence	Page
Tarif d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement par des avocats ou des notaires, R.R.Q., 1981, c. A-6, r. 31	A-6.01 r. 8	T-1
Tarif des honoraires exigibles du débiteur pour l'exécution par les huissiers et les avocats d'un jugement aux petites créances, D. 228-2003, (2003) 135 <i>G.O.</i> II, 1456	C-25 r. 9.2	T-9
Tarif des honoraires des avocats dans le cadre du régime d'aide juridique (Règlement ratifiant l'entente ...), D. 911-2008, (2008) 140 <i>G.O.</i> II, 5429	A-14 r. 1.4	T-13
Tarif des honoraires judiciaires des avocats, R.R.Q., 1981, c. B-1, r. 13	B-1 r. 13	T-53
Tarif des honoraires pour la prise et la transcription des dépositions des témoins, D. 239-2006, 138 <i>G.O.</i> II, 1520	S-33 r. 3	T-67
INDEX ANALYTIQUE DES RÈGLEMENTS ET DES TARIFS	Index	IN-1

LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE

HISTORIQUE LÉGISLATIF

L.Q. 1978, c. 8, art. 52, 53 et 54	L.Q. 1994, c. 12, art. 67, par. 2°
L.Q. 1979, c. 32, art. 13 et 14	L.Q. 1996, c. 2, art. 26
L.Q. 1979, c. 56, art. 310	L.Q. 1996, c. 23, art. 1 à 51
L.Q. 1982, c. 17, art. 35	L.Q. 1997, c. 43, art. 25 à 27
L.Q. 1982, c. 21, art. 1	L.Q. 1997, c. 63, art. 128, par. 2°
L.Q. 1982, c. 36, art. 1 à 10	L.Q. 1998, c. 36, art. 164, 165
L.Q. 1982, c. 53, art. 20	L.Q. 1999, c. 14, art. 5
L.Q. 1983, c. 54, art. 6 et 7	L.Q. 1999, c. 40, art. 17
L.Q. 1985, c. 29, art. 1	L.Q. 2000, c. 8, art. 101, 102 et 242
L.Q. 1986, c. 58, art. 2	L.Q. 2000, c. 42, art. 99
L.Q. 1988, c. 51, art. 96 et 97	L.Q. 2001, c. 44, art. 30
L.Q. 1990, c. 4, art. 49	L.Q. 2002, c. 6, art. 80 et 81
L.Q. 1991, c. 33, art. 2	L.Q. 2002, c. 31, art. 1
L.Q. 1991, c. 33, art. 2	L.Q. 2003, c. 8, art. 6
L.Q. 1992, c. 61, art. 45, 46 et 47	L.Q. 2006, c. 3, art. 35
L.Q. 1993, c. 28, art. 1	L.Q. 2007, c. 7, art. 1

LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE

TABLE DES MATIÈRES

Section I	Interprétation	1 à 3
Section I.1	Objet et principes	3.1 et 3.2
Section II	Attribution et effet de l'aide juridique	4 à 10
§ 1	Admissibilité financière	4.1 à 4.3
§ 2	Services juridiques pour lesquels l'aide juridique est accordée	4.4 à 4.13
§ 3	Effet de l'aide juridique quant au paiement des honoraires, frais et dépens	5 à 10
Section III	Commission des services juridiques	11 à 21
Section IV	Fonctions et devoirs de la Commission	22 à 28
§ 1	Dispositions générales	22 à 23
§ 2	Administration provisoire	24 à 28
Section V	Centres d'aide juridique	29 à 61
§ 1	Formation et pouvoirs	29 à 34
§ 2	Conseil d'administration	35 à 39
§ 3	Comité administratif	40 à 43
§ 4	Directeur général et employés	44 à 47
§ 5	Divers	48 et 49
§ 6	Services professionnels	50 à 61
Section VI	Demandes d'aide juridique	62 à 73
Section VI.1	Recouvrement des coûts de l'aide juridique	73.1 à 73.6
Section VI.2	Révision	74 à 79
Section VII	Règlements et tarifs d'honoraires	80 à 81
Section VIII	Dispositions pénales	82 à 83
Section IX	Dispositions diverses et finales	84 à 96

LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE, L.R.Q., c. A-14

SECTION I INTERPRÉTATION

1. *Interprétation.* Dans la présente loi et les règlements, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient :

a) «bénéficiaire» : une personne qui reçoit l'aide juridique ;

b) «personne» : une personne physique ainsi qu'un groupe de personnes ou une personne morale sans but lucratif dont les membres sont des personnes physiques financièrement admissibles à l'aide juridique ;

c) (paragraphe abrogé) ;

d) «Commission» : la Commission des services juridiques constituée par l'article 11 ;

e) «centre régional d'aide juridique» ou «centre régional» : un centre régional institué en vertu de la présente loi et habilité par la Commission à fournir l'aide juridique ;

f) «centre d'aide juridique» ou «centre» : un centre régional d'aide juridique ou un centre local visé au paragraphe c de l'article 32 ;

g) «bureau d'aide juridique» ou «bureau» : un bureau d'aide juridique formé par un centre régional d'aide juridique en vertu du paragraphe a de l'article 32 ;

h) «directeur général» : le directeur général d'un centre régional d'aide juridique ;

i) «règlement» : tout règlement adopté en vertu des articles 80 et 81. [1972, c. 14, art. 1 ; 1996, c. 23, art. 2]

1.1. *Conjoints.* Sont des conjoints :

1° les personnes liées par un mariage ou une union civile qui cohabitent ;

2° les personnes, de sexe différent ou de même sexe, vivant maritalement qui sont les père et mère d'un même enfant ;

3° les personnes majeures, de sexe différent ou de même sexe, qui vivent maritalement et qui, à un moment donné, ont cohabité pendant une période d'au moins un an. [1996, c. 23, art. 3 ; 1999, c. 14, art. 5 ; 2002, c. 6, art. 80]

1.2. *Famille.* Une famille est formée :

1° du père ou de la mère ou, dans les cas prévus par règlement, d'une autre personne qui y est désignée, ainsi que des enfants mineurs avec qui ils cohabitent et qui ne sont ni mariés ni père ou mère d'un enfant et des enfants majeurs qui fréquentent, au sens du règlement, un établissement d'enseignement et qui ne sont ni le conjoint d'une personne, ni père ou mère d'un enfant ;

2° des conjoints avec tout enfant visé au paragraphe 1° ;

3° des conjoints sans enfant.

Règlement. Toutefois, une personne continue de faire partie d'une famille, en devient membre ou cesse d'en faire partie dans les circonstances prévues par règlement. [1996, c. 23, art. 3]

2. (Abrogé). [1972, c. 14, art. 2 ; 1982, c. 36, art. 1 ; 1988, c. 51, art. 96 ; 1996, c. 23, art. 4]

3. «tribunal» Aux fins de la présente loi, le mot «tribunal» comprend tout organisme qui

exerce une compétence judiciaire ou quasi judiciaire. [1972, c. 14, art. 3]

SECTION I.1 OBJET ET PRINCIPES

3.1. Bénéficiaires. Le régime d'aide juridique institué par la présente loi a pour objet de permettre aux personnes financièrement admissibles de bénéficier, dans la mesure prévue par la présente loi et les règlements, de services juridiques. [1996, c. 23, art. 5]

3.2. Gestion et prestation. Pour l'application de la présente loi, les principes suivants guident la gestion et la prestation des services d'aide juridique :

1° l'importance qu'il y a d'assurer aux personnes financièrement admissibles les services juridiques dont elles ont besoin ;

2° la nécessité d'assurer une gestion efficace de ces services et des ressources qui y sont affectées ;

3° l'importance, aux fins définies au paragraphe 2°, d'assurer la coordination des activités de la Commission et des centres d'aide juridique en favorisant, entre eux et parmi les personnes qui y œuvrent, la concertation et la collaboration en vue d'assurer une utilisation rationnelle des ressources ;

4° l'importance de favoriser, par la concertation, une application cohérente de la loi et des règlements entre les régions. [1996, c. 23, art. 5]

SECTION II ATTRIBUTION ET EFFET DE L'AIDE JURIDIQUE

4. Admissibilité. L'aide juridique est accordée, sur demande, à une personne financièrement admissible suivant les dispositions de la sous-section 1 de la présente section pour

les services juridiques prévus à la sous-section 2 de la présente section, au deuxième alinéa de l'article 32.1 ainsi qu'aux règlements et dans la mesure qui y est prévue. [1972, c. 14, art. 4 ; 1982, c. 36, art. 2 ; 1996, c. 23, art. 6]

§ 1. Admissibilité financière

4.1. Critères. Est financièrement admissible à l'aide juridique gratuite toute personne qui démontre que ses revenus, ses liquidités et ses autres actifs, tels que déterminés par les règlements et, selon ce que prévoient les règlements, ceux de sa famille n'excèdent pas les niveau et valeur d'admissibilité financière gratuite déterminés par règlement.

Personne admissible. Est réputée financièrement admissible à l'aide juridique gratuite toute personne qui reçoit une prestation, autre qu'une prestation spéciale, en vertu d'un programme d'aide financière de dernier recours prévu à la *Loi sur l'aide aux personnes et aux familles* (chapitre A-13.1.1) ou qui est membre d'une famille qui reçoit une telle prestation. [1996, c. 23, art. 6 ; 1998, c. 36, art. 164 ; 2005, c. 15, art. 139]

4.2. Versement d'une contribution. Est financièrement admissible à l'aide juridique, moyennant le versement par le bénéficiaire d'une contribution, toute personne qui, suivant l'article 4.1, n'est pas financièrement admissible à l'aide juridique gratuite mais dont les revenus, tels que déterminés par les règlements et, selon ce que prévoient les règlements, ceux de sa famille n'excèdent pas le niveau d'admissibilité financière déterminé par règlement. [1996, c. 23, art. 6]

4.3. Recommandation. Le comité administratif de la Commission peut, sur recommandation du directeur général du centre régional, déclarer financièrement admissible à l'aide juridique, moyennant le versement par le bénéficiaire d'une contribution, une personne qui, suivant les articles 4.1 et 4.2, n'est finan-

cièrement admissible à aucune aide juridique, s'il considère que des circonstances exceptionnelles le justifient et que le fait de ne pas la déclarer financièrement admissible entraînerait pour cette personne un tort irréparable.

Décision du comité. La décision du comité administratif de la Commission ne peut faire l'objet d'aucune révision par le comité formé en vertu du paragraphe *k* de l'article 22. [1996, c. 23, art. 6]

§ 2. Services juridiques pour lesquels l'aide juridique est accordée

4.4. Aide juridique. L'aide juridique est accordée, dans la mesure déterminée par les dispositions de la présente sous-section et des règlements, pour les affaires dont un tribunal est ou sera saisi; elle peut être accordée en tout état de cause, en première instance ou en appel; elle s'étend, dans la même mesure, aux actes d'exécution.

Cas visés. Elle est également accordée pour les services juridiques prévus à l'article 4.10 ainsi qu'au deuxième alinéa de l'article 32.1 et, exceptionnellement, pour ceux prévus à l'article 4.13. [1996, c. 23, art. 6]

En matière criminelle ou pénale

4.5. Première instance. En matière criminelle ou pénale, l'aide juridique est accordée, en première instance, dans l'un ou l'autre des cas suivants :

1° pour assurer la défense d'une personne qui fait face, devant un tribunal, à une poursuite pour un acte criminel prévu dans une loi du Parlement du Canada;

2° pour assurer la défense d'un adolescent qui fait face, devant un tribunal, à une poursuite à laquelle s'applique la *Loi sur les jeunes contrevenants* (L.R.C. (1985), ch. Y-1);

3° pour assurer soit la défense d'une personne, autre qu'un adolescent, qui fait face,

devant un tribunal, à une poursuite pour une infraction à une loi du Parlement du Canada punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, soit la défense d'une personne, qu'il s'agisse d'un adulte ou d'une personne âgée de moins de 18 ans, qui fait face, devant un tribunal, à une poursuite intentée en vertu du *Code de procédure pénale* (chapitre C-25.1) lorsque dans l'un ou l'autre cas, il est probable, si l'accusé était reconnu coupable, qu'il en résulterait pour ce dernier soit une peine d'emprisonnement ou de mise sous garde, soit la perte de ses moyens de subsistance ou encore lorsqu'il est dans l'intérêt de la justice que l'aide juridique soit accordée à cet accusé, compte tenu des circonstances exceptionnelles de l'affaire, notamment sa gravité ou sa complexité;

4° pour assurer la défense d'une personne qui fait face, devant un tribunal, à une demande d'emprisonnement en vertu de l'article 346 du *Code de procédure pénale* ou à une demande d'incarcération en vertu de l'article 734.7 du *Code criminel* (L.R.C. (1985), ch. C-46);

5° pour assurer la défense d'une personne qui fait face, devant un tribunal, à une procédure intentée en vertu de la *Loi sur l'extradition* (L.R.C. (1985), ch. E-23) ou de la *Loi sur les criminels fugitifs* (L.R.C. (1985), ch. F-32). [1996, c. 23, art. 6]

4.6. Recours extraordinaire. En matière criminelle ou pénale, l'aide juridique est accordée en appel ou pour l'exercice d'un recours extraordinaire :

1° s'il s'agit d'un appel logé ou d'un recours extraordinaire exercé par le poursuivant dans une affaire visée à l'article 4.5;

2° s'il s'agit d'un appel logé ou d'un recours extraordinaire exercé par l'accusé dans une affaire visée à l'article 4.5 lorsque l'appel ou le recours extraordinaire est raisonnablement fondé. [1996, c. 23, art. 6]

En matière autre que criminelle ou pénale

4.7. Cas sélectionnés. En matière autre que criminelle ou pénale, l'aide juridique est accordée pour toute affaire dont un tribunal est ou sera saisi, dans l'un ou l'autre des cas suivants :

1° lorsqu'il s'agit d'une affaire en matière familiale à laquelle s'applique le titre IV du livre V du *Code de procédure civile* (chapitre C-25);

2° lorsqu'il s'agit d'une affaire relative à la survie de l'obligation alimentaire, fondée sur le chapitre V du titre III du livre III du *Code civil du Québec* (L.Q. 1991, c. 64);

3° lorsqu'il s'agit d'une affaire relative à une tutelle au mineur, à un régime de protection du majeur ou à un mandat donné par une personne en prévision de son inaptitude ou encore d'une affaire fondée sur l'article 865.2 du *Code de procédure civile*;

4° lorsqu'il s'agit d'une instance qui vise à obtenir, par voie judiciaire, le changement de nom d'une personne mineure ou la révision par le tribunal de la décision du directeur de l'état civil relative à l'attribution ou au changement de nom d'une personne mineure si la demande au tribunal assurerait la sécurité physique ou psychologique de cette personne;

5° lorsqu'il s'agit d'une affaire à laquelle s'applique la *Loi sur les aspects civils de l'enlèvement international et interprovincial d'enfants* (chapitre A-23.01);

6° lorsqu'il s'agit d'une affaire pour laquelle le tribunal exerce ses attributions en vertu de la *Loi sur la protection de la jeunesse* (chapitre P-34.1);

7° lorsqu'il s'agit d'un recours formé devant un tribunal contre une décision administrative d'un ministère ou d'un organisme gouvernemental prise dans le cadre d'un pro-

gramme de prestations ou d'indemnités désigné par règlement;

8° lorsqu'il s'agit de toute autre affaire, si la personne à qui l'aide juridique serait accordée subit ou subira vraisemblablement une atteinte grave à sa liberté, notamment une mesure de garde ou de détention;

9° lorsqu'il s'agit de toute autre affaire, si cette affaire met en cause ou mettra vraisemblablement en cause soit la sécurité physique ou psychologique d'une personne, soit ses moyens de subsistance, soit ses besoins essentiels et ceux de sa famille. [1996, c. 23, art. 6]

4.8. Restriction. Aucune aide juridique n'est accordée :

1° pour toute affaire en matière de diffamation ou de libelle, en demande seulement;

2° pour toute affaire relative à une élection, à une consultation populaire ou à un référendum;

3° pour une requête fondée sur le chapitre II du titre VI du livre V du *Code de procédure civile* (chapitre C-25);

4° pour une action en dommages pour rupture injustifiée de promesse de mariage ou d'union civile, en demande seulement;

5° pour une action en dommages pour aliénation d'affection, en demande seulement. [1996, c. 23, art. 6; 2002, c. 6, art. 81]

Autres dispositions

4.9. Accusation d'outrage au tribunal. L'aide juridique est accordée pour assurer la défense d'une personne qui fait face, devant un tribunal, à une accusation d'outrage au tribunal lorsqu'il est probable, si cette personne était condamnée pour cet outrage, qu'il en résulterait pour elle soit une peine d'emprisonnement ou de mise sous garde, soit la perte de ses moyens de subsistance ou lorsqu'il est dans l'intérêt de la justice que l'aide juridique

soit accordée à cette personne, compte tenu des circonstances exceptionnelles de l'affaire, notamment sa gravité ou sa complexité. [1996, c. 23, art. 6]

4.10. Cas d'assistance. Malgré les dispositions de la présente sous-section, l'aide juridique est accordée :

1° lorsqu'il est nécessaire qu'un avocat assiste :

a) une personne mineure aux fins d'une entente portant sur l'application de mesures volontaires en vertu de la *Loi sur la protection de la jeunesse* (chapitre P-34.1) ;

b) un adolescent dans le cadre d'un programme de mesures de rechange ou de l'examen d'une décision en vertu de la *Loi sur les jeunes contrevenants* (L.R.C. (1985), ch. Y-1) ;

2° à une personne en vue de lui permettre d'être assistée devant une autorité qui, exerçant une fonction administrative dans le cadre d'un programme de prestations ou d'indemnités désigné par règlement et administré par un ministère ou un organisme gouvernemental, est chargée, au sein de ce ministère ou de cet organisme, d'effectuer, par voie hiérarchique, la révision d'une décision administrative concernant cette personne ;

3° à une personne pour la rédaction d'un document relevant normalement des fonctions d'un notaire ou d'un avocat si ce service s'avère nécessaire, compte tenu de la difficulté qu'éprouve cette personne à préserver ou faire valoir ses droits et des conséquences néfastes qui, en l'absence de ce service, en résulteraient pour son bien-être physique ou psychologique ou celui de sa famille. [1996, c. 23, art. 6]

4.11. Refus de l'aide juridique. En toute matière autre que criminelle ou pénale, l'aide juridique peut être refusée ou retirée, selon le cas, en tout état de cause, lorsque, en considérant l'ensemble des circonstances et en envi-

sageant la question du point de vue du rapport habituel entre un avocat et son client, l'affaire ou le recours n'apparaît pas fondé, compte tenu notamment de l'un ou l'autre des facteurs suivants :

1° la personne qui demande l'aide ne peut établir la vraisemblance d'un droit ;

2° cette affaire ou ce recours a manifestement très peu de chance de succès ;

3° les coûts que cette affaire ou ce recours entraînerait seraient déraisonnables par rapport aux gains ou aux pertes qui pourraient en résulter pour le requérant ou, selon le cas, le bénéficiaire, à moins qu'il ne mette en cause soit ses moyens de subsistance, soit ses besoins essentiels et ceux de sa famille ;

4° le jugement ou la décision ne serait probablement pas susceptible d'exécution ;

5° la personne qui demande l'aide ou qui en bénéficie refuse, sans motif valable, une proposition raisonnable de règlement de l'affaire.

Refus de l'aide juridique. L'aide juridique est également refusée ou retirée lorsque les services pour lesquels cette aide est demandée peuvent être obtenus autrement, notamment par l'intermédiaire d'un autre service gouvernemental ou d'un organisme ou encore au moyen d'un contrat d'assurance ou par l'entremise d'un syndicat ou d'une association dont le requérant ou, selon le cas, le bénéficiaire est membre, à moins qu'il ne s'agisse d'une association à but non lucratif dont l'objectif est d'assurer la promotion et la défense des droits sociaux. [1996, c. 23, art. 6]

4.12. Stationnement. Aucune aide juridique n'est accordée pour toute défense relative à une infraction aux lois et aux règlements concernant le stationnement. [1996, c. 23, art. 6]

4.13. Circonstances exceptionnelles. Le comité administratif de la Commission peut, sur recommandation du directeur général du centre régional, accorder l'aide juridique à

une personne qui ne peut, suivant les autres dispositions de la présente sous-section et des règlements, bénéficier de cette aide, s'il considère que des circonstances exceptionnelles le justifient et que le fait de lui refuser cette aide entraînerait pour cette personne un tort irréparable. Toutefois, le comité administratif de la Commission ne peut accorder l'aide juridique aux termes du présent article à l'égard des services pour lesquels aucune aide juridique ne peut être accordée suivant les articles 4.8 ou 4.12 ou suivant les règlements.

Disposition applicable. Les dispositions du premier alinéa peuvent notamment s'appliquer, aux conditions qui y sont fixées, en vue de permettre à celui qui demande l'aide juridique d'établir ses droits dans le cadre d'une procédure menant à une décision administrative.

Révision. La décision du comité administratif de la Commission ne peut faire l'objet d'une révision par le comité formé en vertu du paragraphe *k* de l'article 22. [1996, c. 23, art. 6]

§ 3. Effet de l'aide juridique quant au paiement des honoraires, frais et dépens

5. Exemption de paiement. Sous réserve de la contribution qu'il peut être appelé à verser conformément aux règlements, le bénéficiaire est dispensé du paiement :

a) des honoraires judiciaires et extrajudiciaires d'un avocat et des honoraires d'un notaire, pour des services professionnels rendus au bénéficiaire en vertu de la présente loi par l'avocat ou le notaire qui lui est assigné ;

b) nonobstant toute loi à ce contraire, des déboursés de cour, y compris ceux exigibles par le gouvernement du Québec, et de tous droits qu'un officier de la publicité des droits perçoit ;

c) des honoraires de tout huissier ou de tout sténographe qui exerce ses fonctions pour le compte de ce bénéficiaire ; et

d) des honoraires et des frais des experts qui, avec l'autorisation préalable du directeur général, agissent pour le bénéficiaire.

Recouvrement. Toutefois, dans les cas prévus par les règlements, les coûts de l'aide juridique obtenue sont recouvrés conformément aux dispositions de la section VI.1. [1972, c. 14, art. 5 ; 1982, c. 36, art. 3 ; 1991, c. 20, art. 1 ; 1996, c. 23, art. 8]

6. Honoraires. Sous réserve des règlements, les honoraires d'un avocat ou d'un notaire qui n'est pas à l'emploi d'un centre et dont celui-ci a retenu les services pour le compte d'un bénéficiaire ainsi que les honoraires d'un sténographe ou d'un huissier qui exerce ses fonctions pour le compte d'un bénéficiaire sont payés par le centre qui accorde l'aide juridique à ce bénéficiaire, conformément aux tarifs établis par les règlements. [1972, c. 14, art. 6 ; 1996, c. 23, art. 9]

7. (Abrogé). [1972, c. 14, art. 7 ; 1996, c. 23, art. 10]

8. Condamnation aux dépens. Le bénéficiaire qui succombe n'est pas exempt de la condamnation aux dépens en faveur de la partie adverse ni de leur paiement.

Taxe des dépens. En cas de condamnation aux dépens prononcés contre l'adversaire d'un bénéficiaire, qui n'est pas lui-même un bénéficiaire, les dépens sont taxés comme s'il n'y avait pas eu aide juridique. [1972, c. 14, art. 8]

9. Frais lors de jugements interlocutoires. Les frais taxés à l'occasion de jugements interlocutoires rendus dans une cause où l'une des parties bénéficie de l'aide juridique ne sont exigibles qu'en même temps que ceux adjugés par le jugement final. [1972, c. 14, art. 9]

10. (Abrogé). [1972, c. 14, art. 10 ; 1996, c. 23, art. 11]

SECTION III
COMMISSION DES SERVICES
JURIDIQUES

11. *Organisme constitué.* Un organisme est constitué sous le nom de « Commission des services juridiques ». [1972, c. 14, art. 11; 1977, c. 5, art. 14]

12. *Composition.* La Commission se compose de 12 membres choisis parmi les groupes de personnes qui, en raison de leurs activités, sont susceptibles de contribuer d'une façon particulière à l'étude et à la solution des problèmes juridiques des milieux défavorisés et qui sont nommés par le gouvernement après consultation de ces groupes. Le gouvernement nomme, parmi ces membres, un président et un vice-président.

Membres à titre consultatif. La Commission comprend également le sous-ministre de la Justice ou son délégué et le sous-ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale ou son délégué qui sont membres de la Commission à titre consultatif et n'ont pas droit de vote. [1972, c. 14, art. 12; 1972, c. 15, art. 1; 1982, c. 53, art. 20; 1992, c. 44, art. 81; 1994, c. 12, art. 67; 1997, c. 63, art. 128; 2001, c. 44, art. 30]

13. *Nomination du président et du vice-président.* Le président, qui doit être un avocat ou un juge, et le vice-président, qui doit être un avocat, sont nommés pour une période qui ne peut excéder dix ans et qui, une fois déterminée, ne peut être réduite.

Nomination des autres membres. Les autres membres de la Commission autres que ceux visés au dernier alinéa de l'article 12, sont nommés pour trois ans. Trois des premiers membres nommés par le gouvernement sont nommés pour un an, trois pour deux ans et les deux autres pour trois ans.

Cessation de mandat. Un membre qui fait défaut d'assister à quatre séances consécutives et qui ne donne pas au président de

la Commission des motifs valables de son absence, cesse d'être membre. [1972, c. 14, art. 13; 1972, c. 15, art. 2]

14. *Fonctions continuées.* Chacun des membres de la Commission, y compris le président et le vice-président, demeure en fonction après l'expiration de son mandat jusqu'à ce qu'il ait été remplacé ou nommé de nouveau. [1972, c. 14, art. 14]

15. *Vacance.* Toute vacance survenant au cours de la durée du mandat d'un membre de la Commission autre que le président et le vice-président est comblée pour la durée non écoulée du mandat de ce membre. [1972, c. 14, art. 15]

16. *Indemnités et traitements.* Le gouvernement fixe les indemnités et les allocations de présence auxquelles les membres de la Commission ont droit ainsi que le traitement du président et du vice-président. Ce traitement, une fois fixé, ne peut être réduit. [1972, c. 14, art. 16]

17. *Services exclusifs.* Le président et le vice-président doivent exercer leurs fonctions pour la Commission, à temps plein. [1972, c. 14, art. 17]

18. *Administration.* Le président est responsable de l'administration et de la direction de la Commission.

Absence du président. Au cas d'absence ou d'empêchement du président, il est remplacé par le vice-président. [1972, c. 14, art. 18; 1996, c. 23, art. 12]

19. *Personne morale.* La Commission est une personne morale. [1972, c. 14, art. 19; 1996, c. 23, art. 13]

20. *Quorum.* Le quorum de la Commission est fixé à sept membres, dont le président ou le vice-président. [1972, c. 14, art. 20]

21. *Siège.* La Commission a son siège à l'endroit déterminé par le gouvernement; elle peut

toutefois le transporter sur le territoire d'une autre municipalité avec l'approbation du gouvernement; un tel changement entre en vigueur sur publication d'un avis à cet effet à la *Gazette officielle du Québec*.

Séances. La Commission peut tenir ses séances à tout endroit du Québec. [1972, c. 14, art. 21; 1996, c. 2, art. 26; 1996, c. 23, art. 14]

SECTION IV FONCTIONS ET DEVOIRS DE LA COMMISSION

§ 1. Dispositions générales

22. Fonctions et devoirs. La Commission doit :

a) veiller à ce que l'aide juridique soit fournie, dans la mesure établie par la présente loi et les règlements, aux personnes financièrement admissibles;

b) former et développer des centres régionaux d'aide juridique et les habiliter à fournir l'aide juridique;

c) veiller au financement des centres régionaux d'aide juridique et des centres locaux d'aide juridique qu'elle habilite à fournir l'aide juridique en vertu du paragraphe c de l'article 32;

d) veiller à ce que les activités des centres d'aide juridique soient conformes à la présente loi et aux règlements;

d.1) favoriser, par la concertation, une application cohérente de la présente loi et des règlements par les centres d'aide juridique;

e) faire enquête sur l'administration financière de tout centre d'aide juridique qui présente une situation financière déficitaire ou dont l'administration ou les services sont déficients ou qui semble poursuivre des activités

qui ne sont pas conformes à la présente loi ou aux règlements;

f) promouvoir le développement de programmes d'information destinés à renseigner les personnes financièrement admissibles sur leurs droits et leurs obligations;

f.1) s'assurer qu'un service de consultation téléphonique soit disponible à tout moment en matière criminelle ou pénale pour toute personne, qu'elle soit ou non financièrement admissible à l'aide juridique, afin de lui permettre d'avoir recours, à titre gratuit, à l'assistance d'un avocat au moment de son arrestation ou de sa détention;

g) favoriser la poursuite d'études et d'enquêtes et l'établissement de statistiques de manière à planifier l'évolution du système d'aide juridique;

h) collaborer avec les établissements universitaires et les facultés de droit, le Barreau du Québec et la Chambre des notaires du Québec, en vue du développement de programmes de recherches et d'assistance technique relatifs à l'aide juridique et en vue de l'établissement de centres d'aide juridique au Québec;

i) sous réserve des pouvoirs des ordres professionnels à cet égard, prendre les mesures nécessaires afin d'assurer l'intégrité des relations entre les avocats ou les notaires à l'emploi des centres et leurs clients et collaborer à cette fin avec le Barreau du Québec ou, selon le cas, avec la Chambre des notaires;

j) dispenser des services juridiques à la place d'un centre d'aide juridique qui a cessé de remplir ses fonctions ou qui n'est plus habilité à les exercer;

k) former un comité chargé d'effectuer les révisions prévues aux articles 74 et 75;

l) établir et maintenir ou aider à l'établissement ou au maintien d'une caisse de retraite ou d'un régime de rente de retraite en faveur de ses employés et de ceux des centres ou de

leurs parents et personnes à charge et effectuer à leur acquit ou, s'il y a lieu, faire effectuer à leur acquit par les centres, le paiement de primes, le tout sous réserve des dispositions de la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite* (chapitre R-15.1);

m) (paragraphe abrogé);

n) établir un comité administratif formé d'au moins trois membres, dont le président de la Commission, qui le préside, le vice-président et tout autre membre de la Commission nommé annuellement par les membres de la Commission réunis en assemblée générale qui en déterminent les fonctions, pouvoirs et devoirs. [1972, c. 14, art. 22; 1989, c. 38, art. 319; 1994, c. 40, art. 457; 1996, c. 23, art. 15; 1996, c. 23, art. 52; 1996, c. 23, art. 53; 1996, c. 23, art. 54]

22.1. Publication. La Commission publie périodiquement, notamment en vue de favoriser l'application cohérente de la loi et des règlements, un bulletin contenant des informations générales ou particulières relativement à l'application de cette loi et de ces règlements. Ce bulletin peut également comporter un recueil des décisions prises dans le cadre de la présente loi.

Diffusion. La Commission diffuse ce bulletin parmi ses membres, les membres des conseils d'administration des centres d'aide juridique ainsi que parmi ses employés et ceux des centres. Elle en assure également l'accès dans la mesure qu'elle détermine. [1996, c. 23, art. 16]

23. Nomination et rémunération des employés. La Commission nomme et rémunère, conformément aux normes et barèmes établis par règlement, les employés nécessaires à l'exercice de ses fonctions. [1972, c. 14, art. 23]

§ 2. Administration provisoire

24. Fonctions assumées par la Commission. La Commission peut assumer provisoirement les fonctions d'un centre d'aide juridique :

a) si, après enquête, la Commission constate que ce centre présente une situation financière déficitaire, notamment en ayant encouru des dépenses qui n'étaient pas prévues à son budget ou qui ont été occasionnées par les activités qui n'étaient pas prévues par la présente loi, un règlement ou toute convention intervenue avec la Commission ;

a.1) si, après enquête, la Commission constate qu'un centre a pris au cours d'un exercice financier des engagements supérieurs au montant autorisé par la Commission pour cet exercice financier ;

b) si un centre a manqué gravement aux obligations qui lui sont imposées par la présente loi, par tout règlement ou par une convention intervenue avec la Commission, notamment en refusant ou négligeant de fournir l'aide juridique qu'il était habilité à fournir et en mesure de fournir ou en poursuivant d'autres activités que celles visées par la présente loi ;

c) s'il y a eu malversation, abus de confiance ou autre inconduite d'un ou de plusieurs membres du conseil d'administration. [1972, c. 14, art. 24; 1996, c. 23, art. 17; 1996, c. 23, art. 54]

25. Avis. La Commission assume l'administration provisoire d'un centre à compter de la date où elle donne un avis à cet effet à ce centre.

Audition du centre. Aussitôt que possible après qu'elle a assumé l'administration provisoire, mais au plus trente jours après la réception de l'avis visé au premier alinéa, la Commission doit donner au centre l'occasion de faire valoir son point de vue. [1972, c. 14, art. 25; 1996, c. 23, art. 54]

26. *Durée de l'administration.* La Commission assume l'administration provisoire d'un centre tant que le centre n'a pas remédié à toute situation prévue à l'article 24 ou jusqu'à ce que le centre ait accepté de mettre en œuvre les mesures établies par la Commission pour corriger une telle situation dans le délai que la Commission prescrit. [1972, c. 14, art. 26; 1996, c. 23, art. 54]

27. *Suspension des pouvoirs du conseil.* Lorsque la Commission assume l'administration provisoire d'un centre, les pouvoirs du conseil d'administration de ce centre sont suspendus et la Commission exerce par l'intermédiaire d'un administrateur qu'elle nomme, les pouvoirs de ce conseil d'administration ainsi que tous ceux du centre. [1972, c. 14, art. 27; 1996, c. 23, art. 54]

28. *Enquête.* La Commission peut charger une personne qu'elle désigne, de faire enquête sur quelque matière se rapportant à l'administration ou au fonctionnement d'un centre.

Pouvoirs d'un commissaire. La personne ainsi désignée est investie, pour les fins de l'enquête, des pouvoirs et immunités d'un commissaire nommé en vertu de la *Loi sur les commissions d'enquête* (chapitre C-37), sauf du pouvoir d'imposer une peine d'emprisonnement. [1972, c. 14, art. 28; 1992, c. 61, art. 45; 1996, c. 23, art. 54]

SECTION V

CENTRES D'AIDE JURIDIQUE

§ 1. *Formation et pouvoirs*

29. *Centres régionaux.* Les services d'aide juridique sont fournis dans le territoire du Québec par l'intermédiaire de centres régionaux d'aide juridique que la Commission institue pour chacune des régions qu'elle détermine en tenant compte des divisions administratives

et des districts judiciaires existants. [1972, c. 14, art. 29; 1996, c. 23, art. 52]

30. *Nom.* Le nom de tout centre régional doit comprendre l'expression «centre communautaire juridique» et indiquer la région pour laquelle ce centre est institué. [1972, c. 14, art. 30; 1996, c. 23, art. 52]

31. *Pouvoirs d'une personne morale.* Tout centre régional est une personne morale et il peut, dans le cadre du mandat qui lui est donné par la Commission et des normes établies par les règlements, exercer tous les pouvoirs d'une telle personne morale en outre des pouvoirs spéciaux que lui confère la présente loi. [1972, c. 14, art. 31; 1996, c. 23, art. 18]

32. *Fonction principale.* Un centre régional a pour fonction principale de fournir l'aide juridique de la manière prévue par la présente loi et, à cette fin, dans le cadre des règlements et de toute entente conclue avec la Commission :

a) d'établir, dans les limites de ses ressources, des bureaux d'aide juridique dans la région qu'il dessert, suivant les besoins de la population ;

b) d'engager les avocats et les notaires à temps plein et les autres employés nécessaires ainsi que de retenir les services d'étudiants en droit ;

c) de recommander à la Commission l'accréditation de centres locaux d'aide juridique pour fournir l'aide juridique dans le territoire ou pour les fins que la Commission détermine, lorsqu'il apparaît que cette solution est de nature à satisfaire les besoins de la population et qu'un centre local est en mesure de rendre des services juridiques valables ;

d) de susciter l'institution d'un comité consultatif d'un maximum de douze membres, ou de reconnaître un tel comité, pour représenter les personnes financièrement admissibles à l'aide juridique auprès d'un bureau ou d'un

centre local d'aide juridique afin de faire des représentations relatives à l'application de la présente loi, donner son avis au directeur du bureau ou du centre local sur les besoins des personnes financièrement admissibles à l'aide juridique et, lorsque nécessaire, faire des recommandations audit centre régional. [1972, c. 14, art. 32; 1996, c. 23, art. 19; 1996, c. 23, art. 52; 1996, c. 23, art. 53]

32.1. Programmes d'information. Il entre dans les fonctions de tout centre d'aide juridique de développer et d'appliquer, en collaboration avec la Commission, des programmes d'information destinés à renseigner les personnes financièrement admissibles à l'aide juridique sur leurs droits et leurs obligations.

Consultation. Des consultations d'ordre juridique peuvent être dispensées, dans les matières autres que celles visées au paragraphe f.1 de l'article 22, aux personnes financièrement admissibles à l'aide juridique qui en font la demande. [1996, c. 23, art. 20]

32.2. Honoraires. La Commission peut convenir avec toute association d'experts des honoraires et des frais auxquels ont droit les experts qui acceptent d'agir à ce titre dans le cadre de la présente loi. Une telle convention s'applique sur tout le territoire du Québec.

Convention. À défaut de convention avec une association, tout centre régional ou tout regroupement de centres régionaux peut conclure une convention avec une association d'experts ou avec les personnes qui acceptent d'agir comme experts. Une telle convention s'applique sur tout le territoire du Québec ou dans les régions que la convention indique.

Restriction. Sauf en cas d'impossibilité d'agir des experts visés par une convention, lorsqu'une convention a été conclue, un centre ne peut en aucun cas verser, pour toute expertise, des honoraires et frais supérieurs à ceux prévus dans la convention.

Honoraires de l'expert. En l'absence d'une convention ou en cas d'impossibilité d'agir des experts visés par une convention, le directeur général fixe le montant des honoraires et des frais payables à l'expert. [1996, c. 23, art. 20]

33. Intégration des activités. Lorsque la Commission accrédite un centre local d'aide juridique, le centre régional qui a compétence dans la région voit à ce que les activités d'un tel centre local s'intègrent dans l'ensemble des services juridiques offerts dans la région et veille à ce qu'il se conforme à la présente loi et aux règlements. [1972, c. 14, art. 33; 1996, c. 23, art. 52; 1996, c. 23, art. 53]

34. Activités politiques interdites. Un centre d'aide juridique ne peut se livrer à une activité partisane en faveur d'un candidat ou d'un parti politique. [1972, c. 14, art. 34; 1996, c. 23, art. 54]

§ 2. Conseil d'administration

35. Composition du conseil. Les pouvoirs d'un centre régional sont exercés par un conseil d'administration formé de douze membres nommés pour trois ans par la Commission. De plus, le directeur général y siège dès sa nomination avec voix consultative seulement.

Qualités requises. Au moins un tiers des membres du conseil d'administration doivent être choisis parmi les membres du Barreau du Québec ou de la Chambre des notaires du Québec ou parmi les professeurs de droit des établissements universitaires et au moins un autre tiers des membres doivent être choisis parmi les personnes qui résident dans la région que dessert le centre régional.

Mandat. Quatre des premiers membres sont nommés pour un an, quatre pour deux ans, et quatre pour trois ans. [1972, c. 14, art. 35; 1996, c. 23, art. 52]

36. Indemnité. Les membres du conseil d'administration d'un centre régional ne reçoivent aucun traitement à ce titre; ils peuvent être indemnisés, conformément aux règlements, de ce qu'il leur en coûte pour assister aux assemblées. [1972, c. 14, art. 36; 1996, c. 23, art. 52]

37. Fonctions continuées. Les membres du conseil d'administration d'un centre régional restent en fonction, nonobstant l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés. [1972, c. 14, art. 37; 1996, c. 23, art. 52]

38. Vacance. Toute vacance parmi les membres du conseil d'administration d'un centre régional est comblée pour la durée non écoulée du mandat de ce membre. [1972, c. 14, art. 38; 1996, c. 23, art. 52]

39. Élection du président. Les membres du conseil d'administration d'un centre régional réunis en assemblée générale élisent, parmi eux, chaque année, le président et le vice-président du centre régional.

Vote prépondérant. Au cas d'égalité des voix à une assemblée des membres du conseil d'administration, le président a un vote prépondérant. [1972, c. 14, art. 39; 1996, c. 23, art. 52]

§ 3. Comité administratif

40. Établissement par règlement. Le conseil d'administration de tout centre régional doit, par règlement, établir un comité administratif et déterminer les fonctions, pouvoirs et devoirs de ce comité.

Composition. Le comité administratif est formé du président du conseil d'administration, qui le préside, du directeur général et de trois membres du conseil d'administration nommés annuellement par les membres de ce conseil réunis en assemblée générale. [1972, c. 14, art. 40; 1996, c. 23, art. 52]

41. Allocation de présence. Les membres du comité administratif peuvent recevoir une allocation de présence déterminée par les règlements. [1972, c. 14, art. 41]

42. Fonctions continuées. Les membres du comité administratif demeurent en fonction, nonobstant l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés, pourvu que, sauf dans le cas du directeur général, ils demeurent membres du conseil d'administration. [1972, c. 14, art. 42]

43. Vacance. Toute vacance parmi les membres du comité administratif est comblée en suivant le mode de nomination prescrit pour la nomination du membre à remplacer, mais seulement pour la durée non écoulée du mandat de ce dernier. [1972, c. 14, art. 43]

§ 4. Directeur général et employés

44. Nomination du personnel. Le directeur général, le secrétaire ainsi que les autres employés d'un centre régional sont nommés par le conseil d'administration; toutefois, la nomination du directeur général doit être ratifiée par la Commission. Les avocats et les notaires dont le centre régional veut retenir les services à temps plein sont nommés par le conseil d'administration sur recommandation du directeur général; les employés visés au présent article sont rémunérés suivant les normes et barèmes établis à cette fin par les règlements. [1972, c. 14, art. 44; 1996, c. 23, art. 52]

45. Candidat à une élection. L'article 24 de la *Loi sur la fonction publique* (chapitre F-3.1.1) s'applique, compte tenu des adaptations nécessaires, à l'égard d'un avocat ou d'un notaire employé à plein temps par un centre d'aide juridique. [1972, c. 14, art. 45; 1979, c. 56, art. 310; 1983, c. 55, art. 161; 1996, c. 23, art. 21; 1996, c. 23, art. 54]

46. Services exclusifs. Le directeur général, qui doit être un avocat, doit exercer ses fonc-

tions pour le centre régional à temps plein. [1972, c. 14, art. 46; 1996, c. 23, art. 52]

47. Fonctions du directeur général. Le directeur général, en plus des fonctions qui lui sont spécialement attribuées par la présente loi, a la direction générale des affaires du centre régional et la direction et la surveillance du personnel; il administre l'octroi de l'aide juridique et assure la mise à exécution des résolutions du conseil d'administration et du comité administratif. [1972, c. 14, art. 47; 1996, c. 23, art. 52]

§ 5. Divers

48. Authenticité des procès-verbaux. Les procès-verbaux des séances approuvés par un centre régional sont authentiques; il en est de même des copies ou extraits certifiés par le président ou le secrétaire. [1972, c. 14, art. 48; 1996, c. 23, art. 52]

49. Signature des documents. Nul acte, document ou écrit n'engage un centre régional, ni ne peut lui être attribué s'il n'est signé par le président, le directeur général, le secrétaire ou par un employé du centre mais uniquement, dans le cas de ce dernier, dans la mesure déterminée par règlement du conseil d'administration.

Signature des documents. Toutefois, la signature d'un avocat ou d'un notaire à l'emploi du centre régional engage ce centre régional dans tous les cas où il s'agit de l'exercice de ses fonctions de professionnel pour un bénéficiaire. [1972, c. 14, art. 49; 1996, c. 23, art. 52; 1996, c. 23, art. 54]

§ 6. Services professionnels

50. Attestations d'admissibilité. Dans le cadre des règlements adoptés en vertu de la présente loi et des règlements du centre régional, le directeur général délivre, au nom de ce

centre, les attestations d'admissibilité à l'aide juridique.

Délégation de pouvoir. Le conseil d'administration peut toutefois, dans la limite qu'il indique par résolution, déléguer ce pouvoir au directeur d'un bureau d'aide juridique ou, à défaut, à un membre du personnel du centre que la résolution désigne ainsi qu'au directeur d'un centre local d'aide juridique, qui doivent être des avocats. Dans ce cas, les dispositions de la présente sous-section et des sections VI à VI.2 relatives au directeur général s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, aux personnes à qui ce pouvoir a été délégué. [1972, c. 14, art. 50; 1996, c. 23, art. 22; 1996, c. 23, art. 52; 1996, c. 23, art. 54]

51. Services d'un avocat ou d'un notaire. Le directeur général doit fournir à un bénéficiaire les services professionnels d'un avocat ou d'un notaire à l'emploi du centre régional. [1972, c. 14, art. 51; 1996, c. 23, art. 52]

52. Mandat à un avocat ou notaire non employé. Le directeur général doit confier un mandat à un avocat ou notaire qui n'est pas à l'emploi du centre, lorsqu'un bénéficiaire fait le choix particulier de cet avocat ou de ce notaire et que celui-ci accepte de fournir ses services professionnels au bénéficiaire conformément aux règlements. Dans un tel cas, cet avocat ou ce notaire doit remplir personnellement ce mandat dans ses aspects essentiels. [1972, c. 14, art. 52; 1996, c. 23, art. 23; 1996, c. 23, art. 54]

52.1. Fonds d'aide juridique. Malgré les dispositions des articles 51 et 52, le gouvernement peut, par règlement, prévoir les services juridiques qui, compte tenu des impératifs d'une bonne administration des fonds publics d'aide juridique, sont dispensés, selon ce qu'indique le règlement, de façon permanente ou temporaire, exclusivement soit par des avocats ou des notaires à l'emploi d'un centre d'aide juridique, soit par des avocats

ou des notaires qui ne sont pas à l'emploi d'un tel centre.

Exclusivité. Tout règlement d'exclusivité peut également porter sur des secteurs d'activités dans lesquels les services juridiques sont dispensés.

Application. Le règlement d'exclusivité indique les services juridiques ou les secteurs d'activités qui en font l'objet. Il peut prévoir que son application est restreinte au territoire qu'il désigne. S'il pourvoit à l'exclusivité temporaire, ce règlement fixe la période pendant laquelle il s'applique.

Interprétation. Un règlement d'exclusivité n'a pas pour effet d'écarter l'application des articles 53 à 55. [1996, c. 23, art. 24]

53. Mandat si personnel insuffisant. Dans le cas où un centre régional n'a pas le personnel suffisant pour fournir à un bénéficiaire l'aide juridique par l'intermédiaire d'un avocat ou d'un notaire à son emploi à temps plein, le directeur général peut confier un mandat à un autre avocat ou notaire. [1972, c. 14, art. 53; 1996, c. 23, art. 52]

54. Mandat pour cause exigeant compétence particulière. Dans le cas où la nature de la question, du litige, de la cause ou de la poursuite nécessite une compétence particulière que le centre n'est pas en mesure d'assumer par l'entremise d'un avocat à son emploi, le directeur général assigne au bénéficiaire un autre avocat. [1972, c. 14, art. 54; 1996, c. 23, art. 54]

55. Cas où les deux parties recourent à l'aide. Dans le cas où une personne qui demande l'aide juridique est partie à un litige ou à une cause impliquant, en défense ou en demande, un bénéficiaire pour lequel un avocat permanent du centre agit comme procureur, le directeur général réfère la personne à un autre centre ou confie un mandat à un avocat qui n'est pas à l'emploi d'un centre, selon

la méthode qui s'avère la plus pratique. [1972, c. 14, art. 55; 1996, c. 23, art. 54]

56. Liste des avocats et notaires. Le directeur général doit dresser une liste des avocats et des notaires qui ne sont pas à l'emploi du centre et qui acceptent que leurs services professionnels soient retenus pour des bénéficiaires. [1972, c. 14, art. 56; 1996, c. 23, art. 54]

57. Répartition des mandats. Sous réserve de l'article 52, le directeur général doit répartir équitablement entre chacun des avocats ou, selon le cas, des notaires visés à l'article 56, les mandats qui leur sont confiés, en tenant compte de la nature des questions ou litiges et du nombre de mandats confiés à chacun d'eux. [1972, c. 14, art. 57]

58. Conditions des mandats. Dans le cas où le directeur général fournit à un bénéficiaire les services professionnels d'un avocat ou d'un notaire qui n'est pas à l'emploi du centre régional, il fixe alors, dans le cadre des règlements, les conditions du mandat qu'il accorde à cet avocat ou ce notaire. [1972, c. 14, art. 58; 1996, c. 23, art. 52]

59. Services exclusifs. Un avocat employé à temps plein par un centre doit se consacrer exclusivement à l'exercice de ses fonctions pour ce centre, sauf dans des cas exceptionnels avec l'approbation du centre et conformément aux règlements. [1972, c. 14, art. 59; 1996, c. 23, art. 54]

60. Restriction. Un avocat ou un notaire qui n'est pas à l'emploi d'un centre d'aide et qui rend des services juridiques à un bénéficiaire dans le cadre de la présente loi ne peut, à l'égard de ces services, recevoir que les honoraires et déboursés prévus par la présente loi et les règlements.

Recouvrement. Quiconque a versé une somme d'argent ou procuré quelque autre avantage non prévu par la présente loi a droit

de les recouvrer. [1972, c. 14, art. 60; 1982, c. 36, art. 4; 1996, c. 23, art. 25]

61. Remise des honoraires au centre. Nonostante toute loi ou tout règlement à ce contraire, un avocat ou un notaire à l'emploi d'un centre doit remettre à ce centre les montants des honoraires et des déboursés qu'il perçoit par suite d'un jugement ou d'une transaction.

Bénéfices interdits. De plus, sous réserve de son traitement et des autres bénéfices que lui accorde, en vertu de la présente loi, le centre qui l'emploie, il est interdit à un tel avocat ou notaire d'accepter, pour exécuter ses fonctions, une somme d'argent ou un bénéfice quelconque. [1972, c. 14, art. 61; 1996, c. 23, art. 26; 1996, c. 23, art. 54]

SECTION VI

DEMANDES D'AIDE JURIDIQUE

62. Demande d'aide. Une personne qui demande l'aide juridique doit, conformément aux règlements, en faire la demande au centre local accrédité en vertu de la présente loi ou au bureau le plus proche du lieu de sa résidence.

Acquittement de frais. Cette personne est tenue d'acquitter, pour l'étude de sa demande, les frais au montant fixé par règlement, à moins qu'elle ne reçoive une prestation, autre qu'une prestation spéciale, en vertu d'un programme d'aide financière de dernier recours prévu à la *Loi sur l'aide aux personnes et aux familles* (chapitre A-13.1.1) ou qu'elle y soit admissible. [1972, c. 14, art. 62; 1982, c. 36, art. 5; 1988, c. 51, art. 97; 1996, c. 23, art. 27; 1998, c. 36, art. 165; 2005, c. 15, art. 140]

63. Directeur général. Sous réserve des dispositions des articles 4.3 et 4.13 et du deuxième alinéa de l'article 50, seul le directeur général a compétence pour décider de l'attribution de l'aide juridique.

Attestation d'admissibilité. Dans le cas où le requérant est une personne qui exerce ou entend exercer le recours collectif, le directeur général délivre une attestation d'admissibilité à cette personne si elle-même et une partie importante des membres du groupe qu'elle représente ou entend représenter sont admissibles à recevoir l'aide juridique. [1972, c. 14, art. 63; 1978, c. 8, art. 52; 1982, c. 36, art. 6; 1996, c. 23, art. 28]

64. Situation financière. Le requérant doit, conformément aux règlements, exposer sa situation financière et, selon ce que prévoient les règlements, celle de sa famille et établir les faits sur lesquels se fonde la demande.

Renseignements. Il doit fournir ou veiller à ce que soient fournis tous les renseignements et documents déterminés par règlement et qui sont nécessaires à l'établissement et à la vérification de son admissibilité à l'aide juridique et à l'établissement, s'il en est, de la contribution exigible.

Renseignements. Le directeur général ou un membre de son personnel qu'il désigne à cette fin peut, dans le cadre d'une vérification, exiger de toute personne tout renseignement ou document relatif à l'admissibilité financière à l'aide juridique d'un requérant, examiner ces documents et en tirer copie. Toute personne à qui une telle demande est faite est tenue de s'y conformer. [1972, c. 14, art. 64; 1996, c. 23, art. 29]

65. Étude et décision. Le directeur général à qui une demande est faite doit, dans le plus bref délai possible, procéder à l'étude de cas du requérant, afin de statuer sur son admissibilité à l'aide juridique. [1972, c. 14, art. 65]

66. Attestation d'admissibilité. Le directeur général délivre une attestation d'admissibilité à chaque personne à laquelle l'aide juridique est accordée. L'attestation, sur laquelle est indiquée, s'il en est, la contribution exigible du bénéficiaire, doit être remise par

celui-ci, sans délai, à son avocat ou notaire qui la dépose au dossier de la cour ou, selon le cas, au bureau de la publicité des droits. L'attestation n'est valide que pour la période, le litige, la poursuite ou le service juridique que le directeur général détermine.

Nouvelle demande. Chaque recours devant une instance, y compris en appel, doit faire l'objet d'une nouvelle demande d'aide juridique.

Admissibilité. Lorsqu'un bénéficiaire a été déclaré financièrement admissible moyennant le versement d'une contribution, la délivrance ultérieure, dans la même affaire, d'une ou plusieurs attestations d'admissibilité à ce même bénéficiaire n'entraîne pas pour ce bénéficiaire l'obligation de verser de nouveau une contribution. [1972, c. 14, art. 66; 1996, c. 23, art. 30]

67. Attestation conditionnelle. En cas d'urgence, le directeur général peut, avant l'étude approfondie du dossier d'un requérant, délivrer une attestation conditionnelle d'admissibilité pour la prestation des actes conservatoires nécessaires à la préservation des droits du requérant, notamment pour la comparution dans une poursuite criminelle ou pénale. Le directeur général peut délivrer par la suite, si le requérant est admissible, une attestation définitive avec effet rétroactif.

Effet rétroactif. Lorsque le directeur général ne délivre pas au requérant une attestation définitive avec effet rétroactif:

1° l'avocat ou le notaire du requérant doit, s'il n'est pas à l'emploi du centre d'aide, recouvrer du requérant ses honoraires et déboursés afférents aux actes conservatoires accomplis;

2° le requérant est tenu, lorsque les actes conservatoires ont été accomplis par un avocat ou un notaire à l'emploi du centre d'aide, de rembourser, conformément aux dispositions de la section VI.1, les coûts de l'aide juridique obtenue. [1972, c. 14, art. 67; 1996, c. 23, art. 31]

68. Avis de changement de situation. Un requérant ou bénéficiaire de l'aide juridique doit, sans délai, aviser le centre auquel il a fait une demande ou qui lui a émis une attestation, de tout changement dans sa situation ou dans celle de sa famille qui affecte son admissibilité à l'aide juridique. [1972, c. 14, art. 68; 1996, c. 23, art. 32; 1996, c. 23, art. 54]

69. Refus au cas d'entente avec un avocat. Le directeur général doit refuser l'émission d'une attestation d'admissibilité à une personne autrement admissible dans le cas où, à cause du fondement de son droit et du montant en litige, un avocat qui n'est pas à l'emploi d'un centre accepte d'agir comme procureur et de faire, conformément au paragraphe 3 de l'article 126 de la *Loi sur le Barreau* (chapitre B-1), une entente expresse relative aux honoraires extrajudiciaires.

Effet rétroactif. Toutefois, si ce requérant ne parvient pas à percevoir un montant équivalent à celui qui aurait été versé à son avocat si le requérant avait bénéficié de l'aide juridique, et si le directeur général estime que les circonstances l'indiquent, l'aide juridique peut lui être accordée, déduction faite du montant perçu, le cas échéant, avec effet rétroactif à compter de la date de la demande refusée en vertu du premier alinéa.

Subrogation. Lorsque l'aide est ainsi accordée parce que le jugement ne peut être exécuté, le centre est subrogé dans les droits du requérant contre la partie adverse pour le montant de l'aide accordée. La créance du centre est acquittée de préférence à celle du requérant. [1972, c. 14, art. 69; 1982, c. 36, art. 7; 1996, c. 23, art. 33; 1996, c. 23, art. 54]

70. Refus de l'aide. L'aide juridique peut être refusée ou retirée, selon le cas, à toute personne qui, sans raison suffisante:

a) refuse ou néglige de fournir les renseignements ou documents requis pour l'étude de sa demande;

a.1) fournit volontairement un renseignement que le directeur général a des motifs raisonnables de croire faux ou inexact;

b) néglige de se conformer à l'article 68;

c) refuse ou néglige d'exercer les droits et recours judiciaires qui lui appartiennent;

d) refuse ou néglige d'accorder à l'avocat ou au notaire qui lui rend des services professionnels, la collaboration normale et habituelle entre un avocat ou un notaire et son client.

Inadmissibilité. L'aide juridique peut également être refusée ou retirée lorsque le requérant, le bénéficiaire ou un autre membre de la famille a disposé d'un bien ou de liquidités sans juste considération de manière à rendre le requérant ou le bénéficiaire financièrement admissible à l'aide juridique ou à éluder le versement d'une contribution.

Suspension. L'aide juridique peut en outre être suspendue ou retirée lorsque le bénéficiaire fait défaut de verser, en tout ou en partie, la contribution exigible, s'il en est.

Paiement des honoraires. Le retrait ou la suspension de l'aide peut intervenir en tout état de cause. Sous réserve des règlements, le centre verse à l'avocat ou au notaire qui n'est pas à l'emploi du centre les honoraires et déboursés auxquels il a droit pour les services qu'il a rendus avant que le retrait ou la suspension ne lui soit notifié. [1972, c. 14, art. 70; 1996, c. 23, art. 34]

71. Aide maintenue. Lorsque le bénéficiaire cesse d'être financièrement admissible, l'aide juridique peut être maintenue pour les services faisant l'objet de l'attestation qui lui avait été délivrée. [1972, c. 14, art. 71; 1996, c. 23, art. 35]

72. (Abrogé). [1972, c. 14, art. 72; 1982, c. 36, art. 8; 1996, c. 23, art. 36]

73. Avis de refus. Le directeur général doit aviser par écrit le requérant du refus, de la

suspension ou du retrait de l'aide juridique. Cet avis doit contenir les motifs de la décision et le directeur général doit en transmettre, le cas échéant, une copie à l'avocat ou au notaire responsable du dossier qui doit en informer le greffier du tribunal ou l'officier de la publicité des droits. La décision du directeur général comporte, lorsqu'il s'agit d'un refus ou d'un retrait de l'aide juridique, la mention du droit du requérant ou, selon le cas, du bénéficiaire d'en demander la révision et du délai dans lequel cette demande doit être présentée. [1972, c. 14, art. 73; 1996, c. 23, art. 37]

SECTION VI.1

RECouvreMENT DES COÛTS DE L'AIDE JURIDIQUE

73.1. Remboursement. Une personne doit, dans les cas prévus par les règlements et dans la mesure qui y est établie, rembourser au centre d'aide juridique, sur demande, les coûts de l'aide juridique obtenue. [1996, c. 23, art. 38]

73.2. Prescription. Le recouvrement des coûts de l'aide juridique se prescrit par trois ans à compter du moment où, suivant les règlements, leur remboursement devient exigible. S'il y a eu mauvaise foi, il se prescrit par trois ans à compter de la date à laquelle le directeur général a eu connaissance du fait que ces coûts sont recouvrables, mais au plus tard dix ans après la date à laquelle le remboursement aurait été autrement exigible. [1996, c. 23, art. 38]

73.3. Mise en demeure. Le directeur général met en demeure le débiteur par un avis qui énonce le montant et les motifs d'exigibilité de la dette et le droit du débiteur de demander une révision de cette décision.

Interruption de la prescription. Cette mise en demeure interrompt la prescription. [1996, c. 23, art. 38]

73.4. Remboursement. Le débiteur doit rembourser la dette dans le délai prévu par règlement, à moins que le directeur général n'accepte que tout ou partie de la dette soit remboursée en plusieurs versements.

Défaut du débiteur. La dette devient exigible en totalité lorsque le débiteur fait défaut de se conformer à une entente prise avec le directeur général. [1996, c. 23, art. 38]

73.5. Certificat d'exigibilité. Lorsque le débiteur fait défaut de rembourser tout ou partie de la dette, le directeur général ou un membre de son personnel qu'il désigne à cette fin peut, à l'expiration du délai pour demander une révision ou, s'il y a révision, à compter de la date de la décision du comité de révision confirmant en tout ou en partie la décision du directeur général, délivrer un certificat attestant le montant et l'exigibilité de la dette. Ce certificat fait preuve, en l'absence de toute preuve contraire, de l'exigibilité de la dette et du montant dû. [1996, c. 23, art. 38]

73.6. Intérêts. Le débiteur est tenu au paiement d'intérêts, dans les cas et suivant les modalités déterminés par règlement, au taux qui y est fixé. [1996, c. 23, art. 38]

SECTION VI.2

RÉVISION

74. Demande de révision. Une personne à qui l'aide juridique est refusée ou retirée ou de qui le remboursement des coûts de l'aide juridique est exigé ou qui conteste le montant de la contribution exigible peut, dans les trente jours de la décision du directeur général, faire une demande de révision au comité formé en vertu du paragraphe *k* de l'article 22. La demande est décidée par trois membres dont au moins un est avocat. Cette demande délie l'avocat de la personne qui demande la révision et le directeur général de leur secret professionnel à l'égard du comité chargé d'effectuer la révision et de son délégué.

Attestation conditionnelle d'admissibilité. Lorsque la décision concerne le refus ou le retrait de l'aide juridique, le directeur général doit, en cas d'urgence, délivrer une attestation conditionnelle d'admissibilité pour la prestation des actes conservatoires nécessaires à la préservation des droits de la personne qui demande la révision. Lorsqu'une telle attestation est délivrée, la révision doit être effectuée en priorité.

Recouvrement d'honoraires. Lorsque le comité chargé d'effectuer la révision décide que la personne qui a demandé la révision n'est pas admissible à l'aide juridique :

1° l'avocat ou le notaire de la personne qui a demandé la révision doit, s'il n'est pas à l'emploi du centre d'aide, recouvrer de cette personne ses honoraires et déboursés afférents aux actes conservatoires accomplis ;

2° la personne qui a demandé la révision est tenue, lorsque les actes conservatoires ont été accomplis par un avocat ou un notaire à l'emploi du centre d'aide, de rembourser, conformément aux dispositions de la section VI.1, les coûts de l'aide juridique obtenue. [1972, c. 14, art. 74 ; 1996, c. 23, art. 39]

75. Contestation de l'admissibilité financière à l'aide. Toute partie intéressée dans un litige ou une cause peut contester l'admissibilité financière d'une personne à l'aide juridique en faisant une demande à cette fin au directeur général ; la décision du directeur général peut faire l'objet, dans les quinze jours de la date à laquelle elle a été rendue, d'une demande de révision auprès du comité de révision. [1972, c. 14, art. 75 ; 1996, c. 23, art. 40 ; 1997, c. 43, art. 25]

76. Contenu des demandes. Sous réserve de l'article 75, la demande écrite de révision ou en contestation doit contenir un exposé sommaire des motifs invoqués et être adressée par courrier recommandé ou certifié au président de la Commission.

Copie à l'avocat. Le cas échéant, une copie de la demande doit être transmise à l'avocat ou au notaire qui a été chargé de rendre les services professionnels au bénéficiaire. [1972, c. 14, art. 76; 1975, c. 83, art. 84]

77. Audition. Le comité de révision doit, avant de prendre sa décision, donner au requérant ou bénéficiaire, ainsi que, le cas échéant, à la personne qui conteste l'admissibilité financière à l'aide juridique, l'occasion de présenter ses observations. [1972, c. 14, art. 77; 1996, c. 23, art. 41; 1997, c. 43, art. 26]

78. Décision et avis. Le comité de révision avise sans délai les personnes visées et le centre de sa décision et des raisons qui la motivent. [1972, c. 14, art. 78; 1996, c. 23, art. 54; 1997, c. 43, art. 27]

79. Décision finale. La décision visée à l'article 78 est finale et n'est pas sujette à appel. [1972, c. 14, art. 79]

SECTION VII

RÈGLEMENTS ET TARIFS D'HONORAIRES

80. Réglementation. Peuvent être adoptés des règlements pour les fins de la présente loi et notamment pour :

a) déterminer, aux fins de l'admissibilité financière, dans quel cas une personne, autre que le père ou la mère, forme, avec les enfants, une famille et désigner cette personne, prévoir dans quels cas ou quelles circonstances et, le cas échéant, à quelles conditions une personne continue de faire partie d'une famille, en devient membre ou cesse d'en faire partie et définir, pour l'application de l'article 1.2, ce que constitue la fréquentation d'un établissement d'enseignement;

a.1) déterminer la période pour laquelle les revenus, les liquidités et les autres actifs sont considérés aux fins de l'admissibilité finan-

cière à l'aide juridique et prévoir les conditions dans lesquelles a lieu cette détermination ;

a.2) déterminer, aux fins de l'admissibilité financière à l'aide juridique, dans quels cas et, s'il y a lieu, à quelles conditions et dans quelle mesure :

1° sont considérés les revenus, les liquidités et les autres actifs du requérant et de sa famille ;

2° sont considérés les revenus, les liquidités et les autres actifs du requérant et de son conjoint ;

3° sont considérés les revenus, les liquidités et les autres actifs du requérant, de son conjoint et d'un enfant ;

4° ne sont considérés que les revenus, les liquidités et les autres actifs d'un enfant mineur ;

5° ne sont pas considérés les revenus, les liquidités et les autres actifs du conjoint du requérant ;

a.3) déterminer ce qui constitue les revenus, les liquidités et les autres actifs aux fins de l'admissibilité financière à l'aide juridique et, à cette fin, déterminer les revenus, les liquidités et les autres actifs qui doivent être considérés ou exclus, indiquer les montants qui peuvent être déduits des revenus, prévoir les méthodes de calcul pour établir les revenus ou la valeur des biens et déterminer ce que comprennent les liquidités ;

a.4) fixer le niveau maximal des revenus ainsi que la valeur maximale des liquidités et des autres actifs en deçà desquels une personne est financièrement admissible à l'aide juridique gratuite en vertu de l'article 4.1 ;

a.5) fixer le niveau maximal des revenus en deçà duquel une personne est financièrement admissible à l'aide juridique moyennant le versement d'une contribution en vertu de l'article 4.2 et, à cette fin, prévoir dans quelle

mesure les liquidités sont réputées constituer des revenus et dans quelle mesure et suivant quelle proportion, exprimée en pourcentage, la valeur des actifs autres que les liquidités est réputée constituer des revenus, déterminer la contribution exigible et fixer le montant maximal que cette contribution peut atteindre;

a.6) déterminer la contribution exigible d'une personne déclarée financièrement admissible à l'aide juridique en vertu de l'article 4.3 et fixer le montant maximal que cette contribution peut atteindre;

a.7) déterminer, aux fins de la contribution prévue au paragraphe *a.5* ou *a.6*, ce que comprennent les coûts de l'aide juridique, fixer à quel moment le versement de la contribution est exigible du bénéficiaire et déterminer les normes qui régissent le versement de la contribution et, à cette fin, prévoir les délais et les modalités du versement, établir dans quels cas le bénéficiaire est tenu au paiement d'intérêts et en fixer le taux;

a.8) adapter, pour les personnes qui résident dans une région éloignée, les règles d'admissibilité financière à l'aide juridique gratuite ou moyennant le versement d'une contribution et, à cette fin, fixer la période minimale de résidence dans cette région et déterminer ce qu'est une région éloignée;

b) déterminer les programmes de prestations ou d'indemnités dans le cadre desquels l'aide juridique est accordée, dans la mesure prévue au paragraphe 7° de l'article 4.7 et au paragraphe 2° de l'article 4.10 ou désigner les dispositions législatives établissant ces programmes;

b.1) déterminer, outre ceux qui sont déjà accordés en vertu de la présente loi, les services juridiques pour lesquels l'aide juridique est accordée et prévoir, s'il y a lieu, à quelles conditions cette aide est accordée et déterminer, outre ceux pour lesquels aucune aide n'est accordée, les services juridiques qui ne

peuvent faire l'objet de l'aide juridique et prévoir, s'il y a lieu, dans quels cas et à quelles conditions ces services ne peuvent faire l'objet de cette aide;

b.2) définir les termes et expressions utilisés dans la présente loi ou en préciser la portée;

c) fixer les conditions que doit remplir un centre d'aide juridique et les renseignements qu'elle doit fournir pour être habilitée par la Commission aux fins de la présente loi;

d) déterminer les conditions de toute entente entre la Commission et les centres d'aide juridique aux fins de la présente loi;

e) déterminer la forme et le contenu de toute attestation d'admissibilité délivrée en vertu de la présente loi;

f) déterminer, après consultation du Barreau du Québec ou, selon le cas, de la Chambre des notaires du Québec, les services juridiques, autres que ceux qui sont du ressort exclusif de l'avocat ou du notaire, qu'un stagiaire ou un étudiant en droit à l'emploi d'un centre d'aide juridique est autorisé à rendre ainsi que les secteurs d'activités dans lesquels ces services juridiques peuvent ainsi être rendus et les conditions suivant lesquelles ces services sont rendus;

g) déterminer les livres, comptes et statistiques qu'un centre d'aide juridique doit tenir ainsi que la nature et la forme des rapports qu'il doit fournir, la nature des renseignements qu'ils doivent contenir et l'époque à laquelle ils doivent être produits;

h) déterminer la forme et le contenu d'une demande d'aide juridique ainsi que la teneur des engagements que le requérant doit prendre;

h.1) déterminer les documents et les renseignements que doit fournir une personne qui demande l'aide juridique et désigner les catégories de personnes qui sont dispensées de

l'obligation de fournir certains documents ou certains renseignements ;

h.2) définir ce qu'est un requérant à l'aide juridique et désigner les personnes ou les organismes qui ne peuvent présenter une demande d'aide juridique au nom d'autrui ;

h.3) déterminer les documents et les renseignements relatifs à une demande d'aide juridique qui peuvent faire l'objet d'une vérification, auprès de qui cette vérification peut être effectuée et prévoir les autorisations qui peuvent être exigées à cet égard ;

i) établir les normes et critères suivant lesquels sont établies les indemnités payables aux membres du conseil d'administration d'un centre régional et les allocations de présence payables aux membres du comité administratif ;

j) fixer la date de la fin de son exercice financier et de celui des centres d'aide juridique ainsi que la date du dépôt de leurs prévisions budgétaires ;

k) édicter des règles nécessaires à sa régie interne et à la conduite de ses affaires, notamment en ce qui concerne le fonctionnement du comité chargé d'effectuer les révisions prévues à la section VI.2 ;

l) prendre, s'il y a lieu, les dispositions nécessaires à l'application des dispositions d'une entente prévue à l'article 94, notamment en vue de prévoir l'attribution de l'aide juridique selon ce qui est prévu à l'entente ;

m) déterminer les normes et critères relatifs au contrôle que doit exercer un centre régional sur les dépenses d'un centre local d'aide juridique ;

n) déterminer l'endroit où une personne qui désire obtenir l'aide juridique doit adresser sa demande et établir des règles à cet égard ;

o) (*paragraphe abrogé*) ;

p) déterminer les cas où, nonobstant les dispositions de la présente loi, les honoraires des avocats et des notaires qui ne sont pas à l'emploi d'un centre et dont les services sont retenus pour le compte d'un bénéficiaire, sont payés par la Commission plutôt que par les centres ;

q) déterminer, pour l'application du deuxième alinéa de l'article 63, les critères et les normes selon lesquels le directeur général établit qu'une partie importante d'un groupe est admissible à l'aide juridique ;

r) fixer le montant des frais qu'un centre local ou qu'un bureau doit exiger conformément à l'article 62, établir, quant à ces frais, des modalités de paiement et déterminer dans quels cas ils pourront être remboursés ;

s) prévoir, aux fins du recouvrement des coûts de l'aide juridique, dans quels cas et dans quelle mesure une personne est tenue de rembourser ces coûts, déterminer ce que comprennent ces coûts, fixer la manière selon laquelle le montant exigible est établi, déterminer tout ou partie des sommes que le débiteur n'est pas tenu de rembourser et les cas dans lesquels le recouvrement n'a pas lieu, fixer à quel moment le remboursement des coûts est exigible, prévoir le délai et les modalités de ce remboursement et déterminer dans quels cas le débiteur est tenu au paiement d'intérêts et en fixer le taux ;

t) pourvoir à l'exclusivité de services prévue à l'article 52.1.

Règlements. Les dispositions des règlements pris en vertu des paragraphes *a* à *a.8* du premier alinéa peuvent varier selon qu'il s'agit d'une personne seule ou d'une famille, selon la composition de la famille, selon la situation du requérant ou d'un membre de sa famille, ou selon le nombre d'enfants ou selon qu'il s'agit d'une personne physique, d'un groupe de personnes ou d'une personne morale ou, dans le cas du paragraphe *a.2*, se-

lon le service juridique dispensé ou, dans le cas du paragraphe *a.4*, selon le type d'actifs ou selon que le requérant ou son conjoint est propriétaire ou non de la résidence ou, dans le cas du paragraphe *h.1*, selon que le requérant est une personne physique, un groupe de personnes ou une personne morale. La méthode de calcul pour établir les revenus ou la valeur des biens visés au paragraphe *a.3* du premier alinéa peut varier selon les types de revenus et les actifs considérés. Les dispositions du règlement prises en vertu du paragraphe *a.5* ou *a.6* du premier alinéa et relatives à l'établissement de la contribution peuvent prévoir que cette dernière peut varier selon qu'il s'agit d'une personne seule ou d'une famille et selon le niveau de revenus du bénéficiaire ou selon qu'il s'agit d'une personne physique, d'un groupe de personnes ou d'une personne morale. Les normes relatives au versement par le bénéficiaire de la contribution prévue au paragraphe *a.7* peuvent varier selon que les services ont été rendus par un avocat ou un notaire à l'emploi d'un centre d'aide ou par un avocat ou un notaire qui n'est pas à l'emploi d'un tel centre. Les dispositions du règlement prises en vertu du paragraphe *f* du premier alinéa peuvent varier selon les services juridiques rendus ou les secteurs d'activités dans lesquels ces services sont rendus ou selon que les services sont rendus par un stagiaire ou un étudiant en droit. La manière permettant d'établir le montant exigible d'une personne tenue de rembourser les coûts de l'aide juridique, en vertu du paragraphe *s* du premier alinéa, peut varier selon les cas qu'indique le règlement. Les dispositions d'un règlement prévu au paragraphe *t* du premier alinéa peuvent varier selon les services juridiques dispensés ou les secteurs d'activités dans lesquels ces services sont dispensés ou selon le territoire où elles s'appliquent et leur durée d'application.

Règlement du gouvernement. Le gouvernement prend les règlements visés aux

paragraphe *a* à *a.8*, *b* à *b.2*, *h* à *h.3*, *l*, *q*, *r*, *s* et *t* du premier alinéa.

Règlement de la Commission. Tout autre règlement est pris par la Commission et est soumis à l'approbation du gouvernement qui peut l'approuver avec ou sans modification.

Publication. Après son approbation, un règlement pris par la Commission pour l'application du paragraphe *k* du premier alinéa est publié à la *Gazette officielle du Québec*. Il entre en vigueur à compter de cette publication ou à toute date ultérieure qui y est indiquée. [1972, c. 14, art. 80; 1978, c. 8, art. 53; 1982, c. 36, art. 9; 1982, c. 17, art. 35; 1996, c. 23, art. 42; 1996, c. 23, art. 52; 1996, c. 23, art. 53; 1996, c. 23, art. 54; 2000, c. 8, art. 101]

80.1. Normes et barèmes de rémunération. Sous réserve des dispositions d'une convention collective, la Commission détermine, par règlement, les normes et barèmes de rémunération de son personnel et de celui des centres régionaux conformément aux conditions définies par le gouvernement. [2000, c. 8, art. 102; 2002, c. 31, art. 1]

80.2. Entreprise unique. Pour l'application de la *Loi sur l'équité salariale* (chapitre E-12.001), la Commission et les centres régionaux sont réputés ne constituer qu'une seule entreprise et la Commission est considérée l'employeur des salariés des centres régionaux.

Programme unique. Malgré l'article 11 de la *Loi sur l'équité salariale*, il ne peut y avoir qu'un seul programme d'équité salariale pour l'ensemble des salariés de la Commission et des centres régionaux. [2007, c. 7, art. 1]

81. Négociations des tarifs. Le ministre négocie avec les organismes habilités à représenter les notaires, les avocats, les huissiers ou les sténographes, les tarifs des honoraires applicables aux fins de la présente loi ainsi qu'une procédure de règlement des différends et les matières qui peuvent en être l'objet.

Règlements et ratification d'entente.

Malgré toute loi générale ou spéciale, le gouvernement peut adopter des règlements pour ratifier une entente visée au premier alinéa ou, à défaut d'une telle entente, pour établir de tels tarifs aux fins de la présente loi. Ces règlements peuvent en outre prévoir quelle personne peut déterminer les honoraires applicables à un service non tarifé. Ils peuvent de plus prévoir une procédure de règlement des différends et les matières qui peuvent en être l'objet.

Honoraires forfaitaires. Un tarif établi suivant les dispositions du présent article peut fixer, dans la mesure qui y est prévue, des honoraires forfaitaires pour l'ensemble des services juridiques fournis dans le cadre d'un même mandat. Il peut également prévoir le niveau maximal des honoraires pouvant être versés en vertu de la présente loi à un même professionnel au cours d'une période que le tarif indique et au-delà duquel les honoraires versés à ce professionnel sont réduits, pour chaque mandat, dans la proportion que le tarif indique. Les dispositions du tarif relatives au niveau maximal des honoraires pouvant être versés à un même professionnel peuvent varier selon la catégorie de professionnels à laquelle elles s'appliquent.

Effet des règlements. La Commission et les centres sont liés par tout règlement visé au deuxième alinéa. [1972, c. 14, art. 81; 1982, c. 36, art. 10; 1985, c. 29, art. 1; 1996, c. 23, art. 43; 1996, c. 23, art. 54]

SECTION VIII

DISPOSITIONS PÉNALES

82. Infraction et peine. Commet une infraction et est passible d'une amende d'au moins 500 \$ et d'au plus 1 400 \$ s'il s'agit d'une personne physique ou d'une amende d'au moins 1 000 \$ et d'au plus 7 000 \$ s'il s'agit d'une personne morale :

1° quiconque fait une déclaration sachant qu'elle contient un renseignement faux ou trompeur ou transmet un document qu'il sait contenir un tel renseignement en vue :

a) de se rendre ou de demeurer admissible à l'aide juridique ;

b) de rendre un membre de sa famille admissible ou de le faire demeurer admissible à cette aide ;

c) d'aider une autre personne à obtenir une aide à laquelle elle n'a pas droit ;

2° tout avocat ou notaire qui, contrairement à l'article 60 ou au deuxième alinéa de l'article 61, reçoit une somme d'argent ou quelque autre avantage non prévu par la présente loi ;

3° tout avocat ou notaire visé au premier alinéa de l'article 61 qui fait défaut de remettre au centre qui l'emploie les honoraires et déboursés qu'il perçoit à la suite d'un jugement ou d'une transaction. [1972, c. 14, art. 82; 1986, c. 58, art. 2; 1990, c. 4, art. 49; 1991, c. 33, art. 2; 1996, c. 23, art. 44]

82.1. Infraction et peine. Commet une infraction et est passible d'une amende d'au moins 250 \$ et d'au plus 1 000 \$ quiconque refuse ou néglige de fournir les renseignements et documents exigés en vertu du troisième alinéa de l'article 64. [1996, c. 23, art. 44]

83. (Abrogé). [1972, c. 14, art. 83; 1992, c. 61, art. 47]

SECTION IX

DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

84. Prévisions budgétaires. La Commission doit transmettre ses prévisions budgétaires au ministre de la Justice, pour l'exercice financier subséquent, au plus tard le premier novembre de chaque année. [1972, c. 14, art. 84; 1996, c. 23, art. 45]

85. Montants permis. La Commission et les centres d'aide juridique ne peuvent faire de dépenses ou assumer des obligations dont les montants dépassent, dans un exercice financier, les sommes dont ils disposent pour cet exercice.

Engagements. La Commission ne peut, au cours d'un exercice financier, prendre des engagements, autres qu'un emprunt, supérieurs au montant autorisé à cette fin par le ministre de la Justice pour cet exercice. Les centres d'aide juridique ne peuvent non plus, au cours d'un exercice financier, prendre des engagements supérieurs au montant autorisé à cette fin par la Commission pour cet exercice.

Bail, convention collective. Le présent article n'a pas pour effet d'empêcher la Commission ou un centre de s'engager pour plus d'un exercice financier lorsqu'il s'agit du bail d'un bien meuble ou immeuble, d'une convention collective ou de la rémunération et des conditions de travail des employés qui ne sont pas régis par une telle convention. Il n'a pas non plus pour effet d'empêcher la Commission de contracter un emprunt dont le terme de remboursement excède un exercice financier. [1972, c. 14, art. 85; 1979, c. 32, art. 13; 1996, c. 23, art. 46]

85.1. Autorisation d'emprunter. La Commission ne peut contracter un emprunt, par billet ou autre titre, qu'avec l'autorisation du gouvernement, au taux d'intérêt et aux autres conditions que ce dernier détermine. [1996, c. 23, art. 46]

86. Rapport financier d'un centre. Chaque centre d'aide juridique doit, chaque année, à la date fixée par règlement, transmettre à la Commission un rapport financier vérifié par un comptable public et comprenant son bilan, son compte de revenus et dépenses, l'état des obligations assumées ou des engagements contractés, notamment en vertu de l'article 52, un estimé du coût de ses engagements ainsi qu'un état détaillé de l'utilisa-

tion de l'aide financière que la Commission lui a accordée. Il doit transmettre une copie de ce rapport au ministre de la Justice. [1972, c. 14, art. 86; 1979, c. 32, art. 14; 1996, c. 23, art. 47; 1996, c. 23, art. 54]

87. Rapport financier de la Commission. La Commission doit, chaque année, dans les quatre mois qui suivent la clôture de son exercice financier, transmettre au ministre de la Justice un rapport financier vérifié par un comptable public et comprenant son bilan, son compte de revenus et dépenses, l'état des obligations assumées ou des engagements contractés, notamment en vertu de l'article 52, un estimé du coût de ses engagements ainsi qu'un état détaillé de l'utilisation de la subvention que le gouvernement lui a accordée et de tout revenu dont elle dispose, y compris les sommes perçues par les centres d'aide juridique.

Transmission au ministre. Sur demande, la Commission doit également transmettre au ministre tout renseignement ou tout document se rapportant à l'administration de la présente loi que le ministre requiert. [1972, c. 14, art. 87; 1979, c. 32, art. 14; 1996, c. 23, art. 48]

87.1. Financement d'un recours collectif. Un centre ne peut assumer le financement d'un recours collectif, si ce n'est qu'il peut permettre qu'un avocat à son emploi soit le procureur du représentant. [1978, c. 8, art. 54; 1996, c. 23, art. 54]

87.2. Coût des déboursés de cour. La Commission assume le coût des déboursés de cour exigibles par le gouvernement du Québec et des droits qu'un officier de la publicité des droits aurait autrement perçus, et dont les bénéficiaires sont dispensés du paiement en application du paragraphe b du premier alinéa de l'article 5, à l'exception des honoraires visés à l'article 8.3 de la *Loi favorisant la réforme du cadastre québécois* (chapitre R-3.1). À la fin de chaque exercice financier, elle verse au fonds des registres du ministère de la Justice et au fonds d'information foncière du ministère

des Ressources naturelles et de la Faune les sommes relatives au coût des biens et services que chacun de ces fonds finance et, au fonds consolidé du revenu, les autres sommes. [1993, c. 28, art. 1; 1996, c. 23, art. 49; 2000, c. 42, art. 99; 2003, c. 8, art. 6; 2006, c. 3, art. 35]

88. Succession. Sous réserve de l'article 89, tout centre régional ayant compétence sur la totalité ou une partie de l'île de Montréal, et que la Commission désigne à cette fin, succède, à compter de la date que la Commission détermine, au Bureau d'assistance judiciaire du Barreau de Montréal et il en acquiert les droits et en assume les obligations à la date indiquée. [1972, c. 14, art. 88; 1996, c. 23, art. 52]

89. Priorité d'emploi. Les employés permanents de tout organisme d'assistance judiciaire établi en vertu de la *Loi sur le Barreau* (chapitre B-1) et les employés d'une section du Barreau chargés exclusivement de s'occuper de l'assistance judiciaire, qui sont en fonction le 5 septembre 1972, ont droit, en priorité, de devenir des employés de la Commission ou d'un centre d'aide juridique, suivant que le détermine la Commission.

Avantages équivalents. Les avantages que la Commission ou les centres accorderont à ces employés ne doivent pas être moindres que ceux dont ils bénéficiaient le 21 mars 1972. [1972, c. 14, art. 89; 1996, c. 23, art. 54]

90. Services provisoires. La Commission peut provisoirement fournir directement les services d'aide juridique dans une région jusqu'à ce qu'un centre régional ait été constitué et soit en mesure de fournir lui-même ces services.

Exercices de pouvoirs. Dans le cas visé au présent article, la Commission exerce les pouvoirs dévolus à un centre régional, elle en assume les fonctions et en remplit les devoirs.

Nomination d'avocat. À cette fin, la Commission nomme un avocat qui exerce les fonctions dévolues par la présente loi au direc-

teur général d'un centre régional. [1972, c. 15, art. 3; 1996, c. 23, art. 52]

91. Communications confidentielles. Toutes communications faites par un requérant ou un bénéficiaire à l'un des membres de la Commission ou d'un centre, au directeur général ou à l'un quelconque de leurs préposés, a le même caractère confidentiel qu'une communication entre client et avocat, et toutes ces personnes qui reçoivent telles communications sont tenues au secret professionnel. [1972, c. 14, art. 90; 1996, c. 23, art. 54]

92. Dispositions applicables. La Commission, un centre ou un bureau d'aide juridique peut se prévaloir des dispositions de l'article 88 du *Code des professions* (chapitre C-26). À cette fin, ils sont assimilés à une personne recourant aux services d'un membre d'un ordre professionnel. [1972, c. 14, art. 93; 1996, c. 23, art. 50]

93. Rapport annuel. Le ministre de la Justice doit, dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier, déposer à l'Assemblée nationale un rapport des activités de la Commission pour cet exercice financier. [1972, c. 14, art. 95]

94. Ministre de la Justice. Le ministre de la Justice peut, conformément à la loi, conclure des ententes relatives à l'aide juridique avec tout autre gouvernement ou l'un de ses ministères ou organismes ou avec toute autre autorité qui, à l'extérieur du Québec, est responsable de l'attribution de l'aide juridique.

Ententes avec le gouvernement du Canada. Le ministre peut également, conformément à la loi, conclure avec le gouvernement du Canada ou l'un de ses ministères ou organismes, des ententes relatives au paiement par le Canada au Québec de la partie des dépenses nécessaires à l'application de la présente loi qui est déterminée par ces ententes. [1972, c. 14, art. 97; 1996, c. 23, art. 51]

95. *Application de la loi.* Le ministre de la Justice est chargé de l'application de la présente loi. [1972, c. 14, art. 99]

96. (*Cet article a cessé d'avoir effet le 17 avril 1987*). [1982, c. 21, art. 1 ; 1982, R.-U., c. 11, ann. B, ptie I, art. 33]

LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE, L.R.Q., c. A-14

INDEX ANALYTIQUE

L'index réfère aux articles de la *Loi sur l'aide juridique* et aux alinéas et paragraphes particuliers le cas échéant.

A

Aide juridique (*Voir* Demande d'aide juridique; Services d'aide juridique; Services professionnels)

- Admissibilité financière
 - Contestation de l'admissibilité financière d'une personne 75
 - Personne reconnue financièrement admissible (contribution du bénéficiaire) 4.2
 - Personne reconnue financièrement admissible (par le comité administratif) 4.3
 - Personne réputée financièrement admissible 4.1, al. 2
 - Principe 4.1, al. 1
- Attribution de l'aide juridique 4
- Objet 3.1
- Principes directeurs 3.2

Avocat

- Bénéfices interdits 61, al. 2
- Candidat à une élection 45
- Honoraires et déboursés 60
- Remise des honoraires au centre d'aide juridique 61, al. 1
- Services exclusifs 59

B

Bénéficiaire 1, par. a)

Bureau d'aide juridique 1, par. g)

- Demande d'aide juridique 62
- Recours à la conciliation 92

Bureau d'assistance judiciaire du Barreau de Montréal

- Compétence attribuée aux centres régionaux de Montréal 88

C

Centre d'aide juridique

- Activités politiques interdites 34
- Communications confidentielles 91
- Dépenses limitées 85, al. 1
- Engagements d'une durée excédant l'exercice financier 85, al. 3
- Engagements limités 85, al. 2
- Financement d'un recours collectif 87.1
- Rapport financier 86
- Recours à la conciliation 92
- Suspension des pouvoirs du conseil 27

Centre local d'aide juridique

- Définition 1, par. f)
- Demande d'aide juridique 62

Centre régional d'aide juridique

- Authenticité des procès-verbaux 48
- Bureau
 - Composition 35
 - Délégation de pouvoirs 50, al. 2
 - Élection du président 39, al. 1
 - Fonctions continuées 37
 - Indemnité 36
 - Mandat 35, al. 3
 - Nomination du personnel 44
 - Qualités requises 35, al. 2
 - Vacance 38

- Vote prépondérant du président 39, al. 2
- Comité administratif
 - Allocation de présence 41
 - Composition 40, al. 2
 - Établissement par règlement du Bureau 40, al. 1
 - Fonctions continuées 42
 - Vacance 43
- Convention d'honoraires et de frais d'expert 32.2, al. 2
- Définition 1, par. e)
- Employés du Bureau d'assistance judiciaire 89, al. 1
- Équité salariale 80.2
- Fonctions 32, al. 1
- Intégration des activités d'un nouveau centre local 33
- Nom 30
- Objet 29
- Personne morale 31
- Pouvoirs 31
- Programme d'équité salariale 80.2
- Programmes d'information 32.1, al. 1
- Remplacement du Bureau d'assistance judiciaire du Barreau de Montréal 88
- Service de consultation 32.1, al. 2
- Signature d'un avocat ou notaire à l'emploi du centre 49, al. 2
- Signature des documents 49, al. 1
- Commission des services juridiques**
 - Absence ou empêchement d'agir du président 18, al. 2
 - Administration provisoire d'un centre d'aide juridique
 - Audition du centre 25, al. 2
 - Avis 25, al. 1
 - Conditions d'application 24
 - Durée de l'administration 26
 - Enquête 28, al. 1
 - Pouvoirs et immunités de l'enquêteur 28, al. 2
 - Suspension des pouvoirs du Bureau 27
 - Cessation de mandat 13, al. 3

- Comité administratif
 - Composition 22, al. 1, par. n)
 - Déclaration d'admissibilité à l'aide juridique 4.3
 - Déclaration d'admissibilité en raison de circonstances exceptionnelles 4.13
- Communications confidentielles 91
- Composition 12, al. 1
- Constitution 11
- Convention d'honoraires et de frais d'expert 32.2, al. 1
- Coût des déboursés de cour imputables à la Commission 87.2
- Définition 1, par. d)
- Dépenses limitées 85, al. 1
- Emprunts 85.1
- Engagements d'une durée excédant l'exercice financier 85, al. 3
- Engagements limités 85, al. 2
- Équité salariale 80.2
- Fonctions continuées 14
- Fonctions du président 18, al. 1
- Fonctions et devoirs de la Commission 22; 22.1; 23
 - Assurer l'intégrité des relations avocats/notaires dans les centres 22, al. 1, par. i)
 - Assurer un service de consultation téléphonique 22, al. 1, par. f.1)
 - Diffuser des programmes d'information auprès du public 22, al. 1, par. f)
 - Dispenser les services d'aide juridique 22, al. 1, par. a), b), c), d.1)
 - Dispenser les services juridiques à la place d'un centre 22, al. 1, par. j)
 - Enquêter sur l'administration financière d'un centre 22, al. 1, par. e)
 - Établir un comité administratif 22, al. 1, par. n)
 - Nomination et rémunération des employés 23
 - Publier un bulletin d'information 22.1
- Indemnités et traitement 16
- Membres à titre consultatif 12, al. 2

- Nomination des membres 13, al. 2
 - Durée du mandat des membres 13, al. 2
- Nomination du directeur général d'un centre (ratification) 44
- Nomination du président et du vice-président 13, al. 1
 - Durée du mandat 13, al. 1
 - Éligibilité 13, al. 1
- Personne morale 19
- Prévisions budgétaires 84
- Programme d'équité salariale 80.2
- Quorum 20
- Rapport financier 87
- Recours à la conciliation 92
- Séances 21, al. 2
- Services d'aide juridique provisoires 90, al. 1
 - Exercice des pouvoirs dévolus à un centre régional 90, al. 2
 - Nomination d'un avocat à titre de directeur général 90, al. 3
- Services exclusifs (président et vice-président) 17
- Siège 21, al. 1
- Vacance 15
- Communications confidentielles** 91
- Conjoints** 1.1

D

Définitions

- Bénéficiaire 1, par. a)
- Bureau d'aide juridique 1, par. g)
- Centre d'aide juridique 1, par. f)
- Centre régional d'aide juridique 1, par. e)
- Commission 1, par. d)
- Conjoints 1.1
- Directeur général 1, par. h)
- Famille 1.2
- Personne 1, par. b)
- Règlement 1, par. i)
- Tribunal 3

Demande d'aide juridique

- Attestation conditionnelle d'admissibilité 67, al. 1
 - Recouvrement des coûts de l'aide juridique 67, al. 2, par. 2°
 - Recouvrement d'honoraires 67, al. 2, par. 1°
- Attestation d'admissibilité pour recours collectif 63, al. 2
- Avis de changement de situation 68
- Compétence du directeur général à attribuer l'aide juridique 63, al. 1
- Contenu de la demande 64, al. 1, 2
- Délivrance de l'attestation d'admissibilité 66, al. 1
- Délivrance de l'attestation d'admissibilité moyennant contribution 66, al. 3
- Demande au centre local ou au bureau d'aide juridique 62, al. 1
- Demande d'aide juridique refusée ou retirée
 - Défaut de verser une contribution 70, al. 3
 - Demande d'aide juridique incomplète 70, al. 1, par. a)
 - Disposition de biens sans juste considération 70, al. 2
 - Entente avec un avocat qui n'est pas employé par un centre 69
 - Refus de fournir certains renseignements 70, al. 1, par. a), b)
 - Refus ou négligence de collaborer avec le professionnel 70, al. 1, par. d)
 - Refus ou négligence d'exercer droits et recours 70, al. 1, par. c)
 - Renseignements faux ou inexacts 70, al. 1, par. a.1)
- Dépôt de l'attestation d'admissibilité 66, al. 1
- Étude et décision de la demande d'aide juridique 65
- Frais 62, al. 2
- Fréquence des demandes 66, al. 2
- Moment du retrait ou de la suspension de l'aide juridique 70, al. 4

- Obligations de fournir des renseignements 64, al. 3

Directeur général

- Attestation d'admissibilité pour recours collectif 63, al. 2
- Avis de refus 73
- Communications confidentielles 91
- Compétence à attribuer l'aide juridique 63, al. 1
- Conditions relatives à l'exécution d'un mandat 58
- Contestation de l'admissibilité d'une personne à l'aide juridique 75
- Définition 1, par. *h*)
- Délivrance de l'attestation conditionnelle d'admissibilité 67, al. 1
- Délivrance des attestations d'admissibilité 50, al. 1; 66, al. 1
- Étude et décision d'une demande d'aide juridique 65
- Fonctions 47
- Honoraires et frais d'experts (autorisation préalable) 5, par. *d*)
- Liste des avocats et notaires 56
- Mise en demeure 73.3
- Perception des sommes dues par un débiteur 73.4; 73.5
- Qualités exigées 46
- Répartition des mandats d'aide juridique 57
- Services exclusifs 46

Dispositions pénales

- Avantage ou somme d'argent non prévu par la loi 82, al. 1, par. 2°
- Défaut de remettre honoraires et déboursés 82, al. 1, par. 3°
- Fausses déclarations 82, al. 1, par. 1°
- Négligence à fournir certains renseignements 82.1
- Refus de fournir certains renseignements 82.1

E

Équité salariale (Loi sur l') 80.2

F

Famille 1.2

H

Honoraires, déboursés et dépens

- Bénéfices interdits 61, al. 2
- Condamnation aux dépens 8, al. 1
- Exemption de paiement 5
 - Déboursés de cour 5, al. 1, par. *b*)
 - Honoraires et frais d'expert 5, al. 1, par. *d*)
 - Honoraires d'huissier et sténographe 5, al. 1, par. *c*)
 - Honoraires judiciaires et extrajudiciaires 5, al. 1, par. *a*)
 - Publications de droits 5, al. 1, par. *b*)
- Frais lors de jugements interlocutoires 9
- Paiement d'une dette par un débiteur à l'aide juridique 73.4
 - Défaut de rembourser 73.5
 - Intérêts 73.6
 - Modalités de versement 73.4, al. 1
 - Montant exigible en totalité 73.4, al. 2
- Recouvrement des honoraires de l'avocat et du notaire 6
- Recouvrement d'une somme d'argent et autre avantage non prévu par la loi 60, al. 2
- Remboursement des coûts de l'aide juridique au centre 73.1
 - Interruption de prescription 73.3, al. 2
 - Mise en demeure 73.3, al. 1
 - Prescription 73.2
- Remise des honoraires au centre d'aide juridique 61, al. 1
- Restriction 60, al. 1
- Taxation des dépens 8, al. 2

L

Lois

- Code civil du Québec 4.7
- Code criminel 4.5
- Code de procédure civile 4.7
- Code de procédure pénale 4.5

- Code des professions 92
- Loi sur l'aide juridique
 - Interprétation 1
- Loi sur les aspects civils de l'enlèvement international et interprovincial d'enfants 4.7
- Loi sur le Barreau 89
- Loi sur les commissions d'enquête 28, al. 2
- Loi sur les criminels fugitifs 4.5
- Loi sur l'extradition 4.5
- Loi sur la fonction publique 45
- Loi sur les jeunes contrevenants 4.5; 4.10
- Loi sur la protection de la jeunesse 4.10
- Loi favorisant la réforme du cadastre québécois 87.2
- Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale 62

M

Ministre de la Justice

- Application de la loi 95
- Pouvoir de conclure des ententes 94
- Rapport annuel des activités de la Commission 93

N

Notaire

- Bénéfices interdits 61, al. 2
- Candidat à une élection 45
- Honoraires et déboursés 60
- Remise des honoraires au centre d'aide juridique 61, al. 1

P

Personne 1, par. b)

Personne morale

- Centre régional d'aide juridique 31
- Commission des services juridiques 19

Président du Bureau d'un centre régional d'aide juridique

- Élection 39, al. 1
- Programme d'équité salariale 80.2

- Vote prépondérant du président 39, al. 2

Président de la Commission des services juridiques

- Absence ou empêchement d'agir 18, al. 2
- Durée du mandat 13, al. 1
- Fonctions 18, al. 1
- Nomination 13, al. 1
- Qualités requises 13, al. 1
- Services exclusifs 17
- Traitement 16

R

Règlement

- Commission des services juridiques 80, al. 4
 - Approbation des règlements par le gouvernement 80, al. 3, 4
 - Centre d'aide juridique 80, al. 1, par. c)
 - Contrôle des dépenses d'un centre local 80, al. 1, par. m)
 - Dépôt d'une demande d'aide juridique 80, al. 1, par. n)
 - Entente avec les centres d'aide juridique 80, al. 1, par. d)
 - Exercice financier et prévision budgétaire 80, al. 1, par. j)
 - Forme de l'attestation d'admissibilité 80, al. 1, par. e)
 - Indemnités payables 80, al. 1, par. i)
 - Nomination et rémunération des employés de centres régionaux 80.1
 - Rapports des centres d'aide juridique 80, al. 1, par. g)
 - Régie interne 80, al. 1, par. k)
 - Services juridiques rendus par un stagiaire ou un étudiant en droit 80, al. 1, par. f)
- Définition 1, par. i)
- Gouvernement 80, al. 3
 - Admissibilité d'un groupe à l'aide juridique 80, al. 1, par. q)
 - Admissibilité financière 80, al. 1, par. a) à a.8)
 - Contexte d'application des dispositions réglementaires 80, al. 2

- Entente 80, al. 1, par. *l*)
- Exclusivité de service 80, al. 1, par. *t*)
- Forme et contenu d'une demande d'aide juridique 80, al. 1, par. *h*)
- Frais de la demande d'aide juridique 80, al. 1, par. *r*)
- Honoraires forfaitaires 81, al. 3
- Négociation des tarifs d'aide juridique 81
- Portée des termes et expressions utilisés dans la loi 80, al. 1, par. *b.2*)
- Programmes de prestations et indemnités reconnus 80, al. 1, par. *b*)
- Recouvrement des coûts de l'aide juridique 80, al. 1, par. *s*)
- Règlement d'exclusivité des services professionnels 52.1
- Règlement et ratification d'entente (tarifs) 81, al. 2, 4
- Renseignements à fournir dans le cadre d'une demande 80, al. 1, par. *h.1*), *h.3*)
- Requéran à l'aide juridique 80, al. 1, par. *h.2*)
- Services juridiques accordés 80, al. 1, par. *b.1*)
- Teneur des engagements d'un requérant 80, al. 1, par. *h*)

Révision

- Attestation d'admissibilité conditionnelle 74, al. 2
 - Demande de révision prioritaire 74, al. 2
- Comité de révision
 - Décision et avis 78
 - Décision finale 79
 - Procédure 77
- Contenu de la demande de révision 76, al. 1
 - Copie à l'avocat 76, al. 2
- Contestation de l'admissibilité d'une personne à l'aide juridique 75
- Décision du comité de révision 74, al. 3
 - Remboursement des coûts de l'aide juridique 74, al. 3, par. 2°

- Remboursement des honoraires et déboursés 74, al. 3, par. 1°
- Demande de révision 74
- Levée du secret professionnel 74, al. 1

S

Services d'aide juridique

- Aide juridique maintenue 71
- Aide juridique refusée ou retirée
 - Affaire ou recours non fondé 4.11, al. 1
 - Aliénation d'affection (en demande) 4.8, al. 1, par. 5°
 - Diffamation ou libelle (en demande) 4.8, al. 1, par. 1°
 - Élection, consultations populaires et référendums 4.8, al. 1, par. 2°
 - Rupture de promesse de mariage ou d'union civile (en demande) 4.8, al. 1, par. 4°
 - Services juridiques pouvant être obtenus autrement 4.11, al. 2
 - Stationnement 4.12
 - Usurpation de fonctions (*Quo warranto*) 4.8, al. 1, par. 3°
- Matière autre que criminelle ou pénale
 - Atteinte à la sécurité d'une personne 4.7, al. 1, par. 9°
 - Atteinte grave à la liberté de la personne 4.7, al. 1, par. 8°
 - Changement de nom 4.7, al. 1, par. 4°
 - Décision administrative (prestations et indemnités) 4.7, al. 1, par. 7°
 - Loi sur les aspects civils de l'enlèvement international et interprovincial d'enfants 4.7, al. 1, par. 5°
 - Mandat d'inaptitude, régime de protection du majeur et tutelle 4.7, al. 1, par. 3°
 - Matière familiale 4.7, al. 1, par. 1°
 - Survie de l'obligation alimentaire 4.7, al. 1, par. 2°
- Matière criminelle ou pénale 4.5
 - Acte criminel 4.5, al. 1, par. 1°
 - Appel et recours extraordinaires 4.6

- Code de procédure pénale 4.5, al. 1, par. 3°, 4°
 - Déclaration de culpabilité sur procédure sommaire 4.5, al. 1, par. 3°
 - Incarcération (article 734.7 du Code criminel) 4.5, al. 1, par. 4°
 - Jeunes contrevenants 4.5, al. 1, par. 2°
 - Loi sur les criminels fugitifs 4.5, al. 1, par. 5°
 - Loi sur l'extradition 4.5, al. 1, par. 5°
 - Portée 4.4
 - Services juridiques octroyés en raison de circonstances particulières
 - Décision du comité administratif de la Commission 4.13
 - Nécessité d'obtenir les services d'un avocat 4.10, al. 1, par. 1°
 - Outrage au tribunal 4.9
 - Recours administratifs particuliers (prestations et indemnités) 4.10, al. 1, par. 2°
 - Rédaction d'un document juridique 4.10, al. 1, par. 3°
- Services professionnels**
- Attestation d'admissibilité 50
 - Conditions relatives à l'exécution d'un mandat 58
 - Honoraires et déboursés
 - Bénéfices interdits 61, al. 2
 - Fixés par la loi et les règlements 60, al. 1
 - Recouvrement d'une somme d'argent et autre avantage non prévu par la loi 60, al. 2
 - Remise des honoraires au centre d'aide juridique 61, al. 1
 - Liste des avocats et notaires 56
 - Mandat à un avocat ou un notaire non employé par un centre 52
 - Mandat pour cause exigeant compétence particulière 54
 - Personnel insuffisant 53
 - Recours des parties à l'aide juridique 55
 - Règlement d'exclusivité de services professionnels 52.1
 - Répartition des mandats 57
 - Services d'un avocat ou d'un notaire 51
 - Services exclusifs de l'avocat à l'emploi d'un centre 59
- T**
- Tribunal** 3
- U**
- Union civile** 1.7; 4.8
- V**
- Vice-président de la Commission des services juridiques**
- Durée du mandat 13, al. 1
 - Nomination 13, al. 1
 - Qualités requises 13, al. 1
 - Services exclusifs 17
 - Traitement 16

LOI SUR LE BARREAU

HISTORIQUE LÉGISLATIF

1785

Ordonnance concernant les Avocats, Procureurs, Solliciteurs et les Notaires, et pour faciliter le recouvrement des Revenus de Sa majesté

Statuts provinciaux du Bas-Canada 1785, 25 Geo. III, c. 4

Modifiée par:

Statuts provinciaux du Bas-Canada 1787, 27 Geo. III, c. 11

Statuts provinciaux du Bas-Canada 1826, 6 Geo. IV, c. 6

Statuts provinciaux du Bas-Canada 1836, 6 Guill. IV, c. 10

1845

Loi refondue:

Ordonnance qui concerne les Avocats, Procureurs, Solliciteurs et les Notaires, et qui rend plus aisé le Recouvrement des Revenus de Sa Majesté

Actes et ordonnances révisés, Bas-Canada 1845, Classe D, section 19

1849

Nouvelle loi:

Acte pour l'incorporation du barreau du Bas-Canada

Statuts provinciaux du Canada 1849, 12 Vict., c. 46

Modifiée par:

S.C. 1853, 16 Vict., c. 130, art. 4 à 8

S.C. 1854-55, 18 Vict. (partie II), c. 115

S.C. 1857, 20 Vict., c. 44, art. 148

S.C. 1857, 20 Vict., c. 140

S.C. 1858, 22 Vict., c. 104

1861

Loi refondue:

Acte concernant le Barreau du Bas-Canada, (S.R.B.-C. 1861, c. 72)

1866

Nouvelle loi:

Acte concernant le Barreau du Bas-Canada, (Statuts de la province du Bas-Canada 1866, 29-30 Vict., c. 27)

1869

Acte pour amender l'Acte concernant le Barreau du Bas-Canada, (S.Q. 1869, c. 27)

1881

Nouvelle loi:

Acte concernant le Barreau de la Province de Québec, (S.Q. 1881, 44-45 Vict., c. 27)

1886

Nouvelle loi:

Acte concernant le barreau de la province de Québec, (S.Q. 1886, 49-50 Vict., c. 34)

Modifiée par:

S.Q. 1888, 51-52 Vict., c. 41

1888

Loi refondue:

Des professions libérales. Du Barreau de la province de Québec, (S.R.Q. 1888, titre X, c. 1), art. 3504 à 3600

Modifiée par:

S.Q. 1889, 52 Vict., c. 37

S.Q. 1889, 52 Vict., c. 38

S.Q. 1890, 53 Vict., c. 45

S.Q. 1891, 54 Vict., c. 32

S.Q. 1894, 57 Vict., c. 34

S.Q. 1894, 57 Vict., c. 35

S.Q. 1895, 58 Vict., c. 36

S.Q. 1898, 61 Vict. (1^{re} session, 9^e législ.),
c. 27

S.Q. 1902, 2 Éd. VII, c. 23

S.Q. 1903, 3 Éd. VII, c. 34

S.Q. 1904, 4 Éd. VII, c. 25

S.Q. 1906, 6 Éd. VII, c. 26

S.Q. 1909, 9 Éd. VII, c. 52

1909

Loi refondue :

Des professions libérales. Du Barreau de la province de Québec, (S.R.Q. 1909, Titre X, c. 2), art. 4477 à 4567

Modifiée par :

S.Q. 1910, 1 Geo. V, c. 29

S.Q. 1912, 2 Geo. V, c. 37

S.Q. 1921, 11 Geo. V, c. 80

S.Q. 1922, 13 Geo. V, c. 62

S.Q. 1924, 14 Geo. V, c. 51

S.Q. 1924, 14 Geo. V, c. 52

S.Q. 1925, 15 Geo. V, c. 10

S.Q. 1925, 15 Geo. V, c. 56

1925

Loi refondue :

Loi du Barreau, (S.R.Q. 1925, c. 210)

Modifiée par :

S.Q. 1926, 16 Geo. V, c. 57

S.Q. 1926, 16 Geo. V, c. 58

S.Q. 1927, 17 Geo. V, c. 58

S.Q. 1929, 19 Geo. V, c. 66

S.Q. 1930, 20 Geo. V, c. 85

S.Q. 1930-31, 21 Geo. V, c. 87

S.Q. 1933, 23 Geo. V, c. 79

S.Q. 1936, 1 Éd. VIII, c. 5

S.Q. 1937, 1 Geo. VI, c. 88

S.Q. 1941, 5 Geo. VI, c. 56

1941

Loi refondue :

Loi du Barreau, (S.R.Q. 1941, c. 262)

Modifiée par :

S.Q. 1942, 6 Geo. VI, c. 59

S.Q. 1943, 7 Geo. VI, c. 41

S.Q. 1944, 8 Geo. VI, c. 41

S.Q. 1946, 10 Geo. VI, c. 45

S.Q. 1947, 11 Geo. VI, c. 62

S.Q. 1948, 12 Geo. VI, c. 30

S.Q. 1949, 13 Geo. VI, c. 63

S.Q. 1950, 14 Geo. VI, c. 67

S.Q. 1950-51, 14-15 Geo. VI, c. 62

S.Q. 1951-52, 15-16 Geo. VI, c. 53

S.Q. 1952-53, 1-2 Eliz. II, c. 53

1953-54

Nouvelle loi :

Loi du Barreau, (S.Q. 1953-54, 2-3 Eliz. II, c. 59)

Modifiée par :

S.Q. 1954-55, 3-4 Eliz. II, c. 41

S.Q. 1959-60, 8-9 Eliz. II, c. 81

S.Q. 1962, 10-11 Eliz. II, c. 52

1964

Loi refondue :

Loi du Barreau, (S.R.Q. 1964, c. 247)

1966-67

Nouvelle loi :

Loi du Barreau, (S.Q. 1966-67, c. 77)

Modifiée par :

S.Q. 1968, c. 69

L.Q. 1969, c. 48

L.Q. 1972, c. 14

L.Q. 1973, c. 44

L.Q. 1973, c. 64

L.Q. 1974, c. 65

L.Q. 1975, c. 80

L.Q. 1975, c. 81

L.Q. 1977, c. 66

L.Q. 1978, c. 57

1977

Loi refondue :

Loi sur le Barreau, (L.R.Q., c. B-1)

Modifiée par:

L.Q. 1978, c. 57, art. 74
 L.Q. 1979, c. 37, art. 43
 L.Q. 1979, c. 48, art. 127
 L.Q. 1979, c. 63, art. 274
 L.Q. 1982, c. 21, art. 1
 L.Q. 1982, c. 32, art. 74
 L.Q. 1983, c. 22, art. 100
 L.Q. 1984, c. 27, art. 47, 48 et 49
 L.Q. 1985, c. 6, art. 490
 L.Q. 1985, c. 29, art. 2 et 3
 L.Q. 1986, c. 89, art. 50
 L.Q. 1986, c. 95, art. 28 à 34
 L.Q. 1987, c. 54, art. 32
 L.Q. 1987, c. 79, art. 1 et 2
 L.Q. 1987, c. 85, art. 53
 L.Q. 1988, c. 29, art. 67
 L.Q. 1988, c. 51, art. 107
 L.Q. 1988, c. 84, art. 701
 L.Q. 1989, c. 48, art. 249
 L.Q. 1989, c. 54, art. 157 et 158
 L.Q. 1990, c. 4, art. 93 et 94
 L.Q. 1990, c. 52, art. 3
 L.Q. 1990, c. 54, art. 1 à 78
 L.Q. 1990, c. 54, art. 43

L.Q. 1990, c. 76, art. 5
 L.Q. 1992, c. 57, art. 441
 L.Q. 1992, c. 61, art. 77
 L.Q. 1994, c. 40, art. 227 à 269
 L.Q. 1996, c. 2, art. 84
 L.Q. 1997, c. 27, art. 32
 L.Q. 1997, c. 43, art. 86, 875
 L.Q. 1997, c. 63, art. 128(6)
 L.Q. 1998, c. 15, art. 15
 L.Q. 1998, c. 46, art. 1
 L.Q. 1998, c. 36, art. 175
 L.Q. 1998, c. 37, art. 516
 L.Q. 1999, c. 40, art. 36
 L.Q. 2001, c. 26, art. 72
 L.Q. 2001, c. 34, art. 17
 L.Q. 2001, c. 44, art. 30
 L.Q. 2001, c. 64, art. 1 à 4
 L.Q. 2001, c. 78, art. 4
 L.Q. 2001, c. 64, art. 2, 5 à 8
 L.Q. 2005, c. 15, art. 151
 L.Q. 2006, c. 9, art. 1 et 2
 L.Q. 2006, c. 58, art. 52
 L.Q. 2007, c. 35, art. 1 à 16
 L.Q. 2008, c. 11, art. 160 à 176
 L.Q. 2009, c. 35, art. 32 à 44

LOI SUR LE BARREAU

TABLE DES MATIÈRES

Section I	Dispositions déclaratoires et interprétatives	1 et 2
Section II	Constitution du Barreau	3 à 9
Section III	Conseil général	10 à 26
§ 1	Composition	10 à 12
§ 2	Assemblées	13 et 14
§ 3	Pouvoirs	15 à 18
§ 4	Comité exécutif	19 à 22.1
§ 5	Administration	23 à 26
Section IV	Sections	27 à 42
§ 1	Assemblées	27 à 30
§ 2	Conseils	31 à 34
§ 3	Dirigeants	35 à 37
§ 4	Pouvoirs	38 à 42
Section V	Admission au Barreau et inscription au Tableau	43 à 59
§ 1	Avocats en exercice	43 à 54
§ 1.1	Avocats à la retraite	54.1
§ 2	Conseillers en loi	55 à 58
§ 3	Exercice occasionnel	59
Section VI	Tableau de l'ordre des avocats	60 à 67
Section VII	Cotisations, retrait d'inscription et réinscription au Tableau	68 à 74
Section VIII	Syndic	75 à 80
Section IX	(Abrogée)	81 à 90
Section X	(Abrogée)	91 à 121
Section XI	Inhabileté à exercer la profession d'avocat	122 à 124
Section XII	Frais judiciaires et extrajudiciaires	125 à 127.1
Section XIII	Exercice de la profession d'avocat	128 à 131
Section XIV	Exercice illégal de la profession d'avocat	132 à 140
Section XIV.1	Formation, contrôle de la compétence et discipline des sténographes	140.1 à 140.4
Section XV	Dispositions finales	141 à 143
Annexe I	Limites territoriales des sections	

LOI SUR LE BARREAU, L.R.Q., c. B-1

SECTION I DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

1. *Interprétation.* Dans la présente loi et dans les règlements édictés sous son empire, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les mots suivants désignent respectivement :

a) « **Barreau** » : l'Ordre professionnel des avocats du Québec constitué par l'article 3 ;

b) « **Conseil général** » : Le Conseil général du Barreau ;

c) « **Ordre des avocats** » : le corps professionnel formé de l'ensemble des membres du Barreau ;

d) « **Tableau** » : le Tableau de l'Ordre des avocats ;

e) « **avocat, conseiller juridique, membre du Barreau, procureur** » : quiconque est inscrit au Tableau ;

f) « **permis** » : un permis délivré conformément à la présente loi et au *Code des professions* (chapitre C-26) ;

g) « **conseiller en loi** » : un avocat d'une autre province ou d'un territoire du Canada ou un professeur de droit inscrit au Tableau en vertu d'un permis restrictif ; « avocat » inclut « conseiller en loi », sauf disposition contraire de la loi ;

h) (*définition abrogée*).

i) « **section** » : corporation locale du Barreau, formée des avocats qui y sont inscrits ;

j) « **conseil** » : le conseil d'une section ;

k) « **personne** » : une personne morale ou physique, ainsi qu'une association, une société ou une corporation ;

l) « **tribunal** » : tout organisme qui siège au Québec et qui y exerce une fonction judiciaire ou quasi judiciaire ;

m) « **frais judiciaires ou dépens** » : les frais prévus au tarif, taxables par l'officier compétent d'un tribunal ;

n) « **frais extrajudiciaires** » : les honoraires ou frais qu'un avocat peut exiger pour des services professionnels ou en sus des frais judiciaires, et qui découlent de l'exercice de la profession d'avocat ;

o) « **sténographie** » : sténographie ou enregistrement des dépositions, conformément à l'article 324 du *Code de procédure civile* (chapitre C-25).

p) « **avocat à la retraite** » : quiconque est inscrit au Tableau à titre d'avocat à la retraite ; « avocat » inclut « avocat à la retraite », sauf disposition contraire de la loi. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 1 ; 1973, c. 44, art. 1 ; 1975, c. 81, art. 1 ; 1990, c. 54, art. 1 ; 1994, c. 40, art. 227 ; 1999, c. 40, art. 36 ; 2007, c. 35, art. 1]

2. *Fonction publique.* L'avocat exerce une fonction publique auprès du tribunal et collabore à l'administration de la justice. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 2]

SECTION II

CONSTITUTION DU BARREAU

3. *Ordre. Nom.* L'Ordre des avocats constitue un ordre professionnel désigné sous le nom de « Barreau du Québec ». [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 3; 1973, c. 44, art. 2; 1977, c. 5, art. 229; 1994, c. 40, art. 228]

4. *Code applicable.* Le Barreau et ses membres sont régis par le *Code des professions* (chapitre C-26), sous réserve des dispositions contraires ou incompatibles de la présente loi. [1973, c. 44, art. 3]

5. 1° *Division.* Le Barreau est divisé en sections

2° ***Section.*** Chaque section est distincte, autonome et formée des avocats qui y sont inscrits.

3° ***Désignations.*** Les sections existantes, sont désignées respectivement sous les noms de: Barreau de Montréal, Barreau de Québec, Barreau de la Mauricie, Barreau de Saint-François, Barreau d'Arthabaska, Barreau de Bedford, Barreau de l'Outaouais, Barreau de Richelieu, Barreau du Bas-Saint-Laurent — Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Barreau du Saguenay — Lac-Saint-Jean, Barreau des Laurentides — Lanaudière, Barreau d'Abitibi-Témiscamingue, Barreau de la Côte-Nord, Barreau de Longueuil, Barreau de Laval.

4° ***Limites.*** Les limites territoriales des sections sont déterminées à l'annexe I. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 4; 1975, c. 81, art. 2; 1985, c. 29, art. 2; 1987, c. 79, art. 1; 1990, c. 54, art. 2; 1999, c. 40, art. 36; 2001, c. 64, art. 1; 2009, c. 35, art. 32]

6. *Personnes morales.* Le Barreau et chacune des sections sont des personnes morales.

Acquisition de biens. Ils peuvent acquérir, posséder, administrer, vendre, louer, échanger ou céder des biens meubles et immeubles sis dans le Québec.

Pouvoir d'hypothéquer. Ils peuvent hypothéquer des biens meubles et immeubles pour assurer le paiement des obligations ou valeurs qu'ils émettent.

Immeubles non utilisés. Ils doivent disposer dans un délai raisonnable des immeubles qui pendant une période de sept années consécutives n'auront pas été utilisés pour la poursuite de leurs fins. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 5; 1968, c. 69, art. 1; 1992, c. 57, art. 441; 1999, c. 40, art. 36]

7. 1° *Siège du Barreau.* Le Barreau a son siège à Montréal ou à tout autre endroit déterminé par règlement du Conseil général pris en application du paragraphe *f* de l'article 93 du *Code des professions* (chapitre C-26).

2° ***Siège des sections.*** Chaque section a son siège à l'endroit qu'elle fixe par résolution.

3° (*paragraphe abrogé*). [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 6; 1968, c. 23, art. 8; 1990, c. 54, art. 3; 1994, c. 40, art. 229]

8. *Signification des procédures.* Toute procédure dirigée contre le Barreau doit être signifiée à son siège.

Signification des procédures. Celle dirigée contre une section doit l'être, soit à son siège, soit au bâtonnier ou au secrétaire de cette section, personnellement ou à leur étude. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 7; 1990, c. 54, art. 4]

9. *Sceau.* Le Barreau et chaque section doivent avoir un sceau portant leur nom en bordure. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 8]

SECTION III

CONSEIL GÉNÉRAL

§ 1. *Composition*

10. 1° *Conseil général.* Le Barreau est administré par le « Conseil général du Barreau du Québec ».

2° Droits et obligations. Le Conseil général exerce tous les droits, pouvoirs et prérogatives et assume les obligations du Conseil d'administration, au sens du *Code des professions* (chapitre C-26).

3° Composition. Le Conseil général comprend le bâtonnier du Québec, le vice-président, dix délégués de la section de Montréal, cinq délégués de la section de Québec, deux délégués de chacune des sections de la Mauricie, de Saint-François et de l'Outaouais, un délégué de chacune des autres sections et quatre autres membres nommés par l'Office des professions du Québec conformément au *Code des professions*.

4° Délégués et substituts. Les délégués de chaque section sont choisis par le conseil de la section parmi les conseillers anciens et actuels. De plus, le conseil nomme de la même façon trois substituts pour remplacer, sur désignation du bâtonnier de la section, l'un ou l'autre des délégués empêchés d'assister à une assemblée. Si les délégués et les substituts sont empêchés d'assister à une assemblée, le bâtonnier désigne autant de membres de sa section que nécessaire pour former la délégation de sa section à cette assemblée.

5° Fonctions continuées. Les membres du Conseil général demeurent en fonction jusqu'à leur décès, leur démission, leur radiation du Tableau ou l'entrée en fonction de leurs successeurs à la première assemblée ordinaire du Conseil général qui a lieu annuellement conformément au paragraphe 1 de l'article 13. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 9; 1973, c. 44, art. 4; 1975, c. 81, art. 3; 1990, c. 54, art. 5; 1999, c. 40, art. 36; 2008, c. 11, art. 212; 2009, c. 35, art. 33]

11. 1° Bâtonnier. Le bâtonnier du Québec est le président du Barreau. Il exerce un droit de surveillance générale sur les affaires du Barreau et préside les assemblées du Conseil général, les séances du comité exécutif ainsi que les assemblées générales. Il fait partie, de

droit, de tous les comités du Barreau, sauf des organismes de discipline, d'inspection professionnelle et du comité d'accès à la profession. Il prévient et concilie les différends d'ordre professionnel entre les membres du Barreau.

2° Anciens bâtonniers. Les avocats qui ont occupé la fonction de bâtonnier du Québec conservent ce titre et ont préséance selon leur ancienneté, tant qu'ils demeurent membres du Barreau.

3° Remplacement. En cas d'absence ou d'empêchement du bâtonnier du Québec, le vice-président le remplace et en exerce les fonctions.

4° Vice-président. En cas de vacance au poste de bâtonnier du Québec, le vice-président y accède pour la partie du mandat qui reste à courir; le Conseil général élit alors l'un de ses membres vice-président.

5° Autres dirigeants. Outre le bâtonnier du Québec et le vice-président, le comité exécutif peut désigner d'autres dirigeants dont il détermine les fonctions. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 10; 1973, c. 44, art. 5; 1975, c. 81, art. 4; 1999, c. 40, art. 36; 2008, c. 11, art. 212; 2009, c. 35, art. 34]

12. 1° Élection du bâtonnier et du vice-président. Les membres du Barreau élisent au suffrage universel le bâtonnier du Québec et le vice-président.

Mandat. La durée de leur mandat est déterminée par règlement du Conseil général et l'article 95.2 du *Code des professions* (chapitre C-26) s'applique à ce règlement.

2° Membres éligibles. Tous les membres du Barreau, sauf les conseillers en loi et les avocats à la retraite, sont éligibles aux postes de bâtonnier du Québec et de vice-président et ont droit de vote à une élection.

3° Qualité requise. Le candidat au poste de bâtonnier doit toutefois avoir été membre du Conseil général pendant au moins une an-

née au cours des cinq années précédant la date de l'élection.

4° Signataires de la candidature. Toute candidature au bâtonnat du Québec ou à la vice-présidence doit être appuyée par la signature d'au moins 30 avocats exerçant dans l'une ou l'autre d'au moins six sections.

5° Un seul candidat. S'il n'y a qu'un seul candidat à l'un ou à l'autre des postes de bâtonnier du Québec et de vice-président, ce candidat est proclamé élu.

6° Procédures d'élection. Advenant la nécessité d'une élection, elle se fait suivant les modalités et les procédures de mise en candidature et d'élection établies en vertu du *Code des professions* (chapitre C-26).

7° Entrée en fonction. Le bâtonnier du Québec et le vice-président entrent en fonction à l'assemblée générale annuelle prévue à l'article 103 du *Code des professions* et le demeurent jusqu'à l'expiration de leur mandat, leur décès, leur démission, leur remplacement ou leur radiation du Tableau. [1973, c. 44, art. 6; 1975, c. 81, art. 5; 1977, c. 66, art. 13; 1990, c. 54, art. 6; 1994, c. 40, art. 230; 2007, c. 35, art. 2; 2008, c. 11, art. 160]

§ 2. Assemblées

13. 1° Première assemblée ordinaire. La première assemblée ordinaire du Conseil général a lieu à l'endroit et à la date fixés par le comité exécutif.

2° Autres assemblées ordinaires. Le Conseil général fixe la date et le lieu des autres assemblées ordinaires.

3° Assemblées extraordinaires. Le bâtonnier du Québec, le comité exécutif ou douze membres du Conseil général peuvent convoquer une assemblée extraordinaire.

4° Lettre de convocation. Toute assemblée est convoquée par lettre du bâtonnier du

Québec ou du directeur général. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 11; 1973, c. 44, art. 7; 1990, c. 54, art. 7; 2008, c. 11, art. 161, 212]

14. Quorum. Le quorum du Conseil général est composé de la majorité de ses membres; ses décisions se prennent conformément à l'article 84 du *Code des professions* (chapitre C-26). [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 12; 1990, c. 54, art. 8]

§ 3. Pouvoirs

15. 1° Le Conseil général peut :

a) (*sous-paragraphe abrogé*);

b) publier des recueils officiels des décisions des tribunaux du Québec ou du Canada ou tout autre périodique d'intérêt professionnel;

c) déterminer les devoirs et les fonctions de ses dirigeants et employés, ainsi que ceux des dirigeants des sections à l'égard du Barreau et de ses dirigeants;

d) (*sous-paragraphe abrogé*);

e) exiger des sections un rapport financier annuel;

f) imposer aux sections une répartition établie sur la base jugée la plus équitable, au cas où les revenus ordinaires du Conseil général ne suffiraient pas à défrayer ses dépenses;

g) (*sous-paragraphe abrogé*);

h) disposer des livres, des archives et des biens des sections abolies par le Conseil général aux termes de la présente loi, le Barreau devant alors assumer leurs obligations;

i) (*sous-paragraphe abrogé*);

j) (*sous-paragraphe abrogé*);

k) prescrire les frais exigibles de toute personne qui présente une demande au comité exécutif ou au Comité des requêtes, pour la constitution d'un dossier;

l) permettre, aux conditions qu'il fixe, que la signature du bâtonnier ou du directeur général soit apposée au moyen d'un appareil automatique sur les documents qu'il détermine; il peut également permettre qu'un fac-similé de leur signature soit gravé, lithographié ou imprimé sur les documents qu'il détermine;

m) mettre sous tutelle une section qui n'a pas les fonds suffisants pour subsister ou qui ne fait pas un usage convenable et utile de ses fonds; exiger des dirigeants de cette section un rapport de l'emploi de ses fonds et, si nécessaire, ordonner une enquête;

n) prononcer à l'égard d'une section en défaut de payer la répartition imposée en vertu du sous-paragraphe *f* du présent paragraphe les sanctions suivantes: la privation du droit de représentation au Conseil général ou la mise en tutelle de la section;

o) (sous-paragraphe supprimé).

2° Règlements. Le Conseil général, par règlement, peut:

a) (sous-paragraphe abrogé);

b) assurer l'entraînement professionnel, en définir les modalités, dispenser l'enseignement approprié et, à ces fins, fonder et administrer une école de formation professionnelle;

c) abolir les sections qui n'ont pas les fonds suffisants pour subsister ou qui ne font pas un usage convenable et utile de leurs fonds; exiger des dirigeants de ces sections un rapport de l'emploi de leurs fonds et, si nécessaire, ordonner une enquête;

d) prononcer à l'égard d'une section en défaut de payer la répartition imposée en vertu du sous-paragraphe *f* du paragraphe 1 la sanction suivante: l'abolition de la section;

e) (sous-paragraphe abrogé);

f) (sous-paragraphe abrogé);

g) (sous-paragraphe abrogé);

h) établir et administrer un fonds d'études juridiques constitué des sommes votées par le Conseil général, des donations et des legs faits à cette fin, des revenus des comptes généraux tenus en fidéicomis par les avocats dans l'exercice de leur profession et des revenus du fonds, afin de promouvoir la qualité des services professionnels, la réforme du droit, la formation professionnelle, la formation permanente, la recherche et l'information juridiques, ainsi que l'établissement et le maintien de bibliothèques de droit.

3° Règlements. Le Conseil général, par règlement, doit:

a) (sous-paragraphe abrogé);

b) (sous-paragraphe abrogé);

c) (sous-paragraphe abrogé);

d) (sous-paragraphe abrogé);

e) établir un registre des testaments, codicilles et révocations de testaments déposés chez les avocats, en déterminer les formalités et les modalités ainsi que les honoraires exigibles pour inscriptions et recherches;

f) (sous-paragraphe abrogé);

g) établir un registre des mandats donnés en prévision de l'inaptitude du mandant en application de l'article 2166 du Code civil et déposés chez les avocats, en déterminer les formalités et les modalités ainsi que les honoraires exigibles pour inscriptions et recherches. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 13; 1972, c. 14, art. 92; 1973, c. 44, art. 8; 1975, c. 81, art. 6; 1977, c. 66, art. 14; 1987, c. 54, art. 32; 1990, c. 52, art. 3; 1990, c. 54, art. 9; 1990, c. 76, art. 5; 1994, c. 40, art. 231; 1999, c. 40, art. 36; 2008, c. 11, art. 162, 212; 2009, c. 35, art. 35]

16. Disposition applicable. L'article 95.2 du *Code des professions* (chapitre C-26) s'applique à tout règlement adopté par le Conseil général en application des sous-paragraphe *c*,

d et *h* du paragraphe 2 de l'article 15 et du paragraphe 3 de cet article. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 14; 1973, c. 44, art. 9; 1994, c. 40, art. 232; 2008, c. 11, art. 163]

17. 1° Communication d'avis. La communication d'un avis, d'une convocation ou d'un renseignement en vertu de la présente loi ou d'un règlement adopté conformément à celle-ci ou au *Code des professions* (chapitre C-26) se fait par la mise à la poste, à la dernière adresse connue au siège du Barreau, d'une lettre, d'une revue ou d'un journal publiés par le Barreau et contenant cet avis, cette convocation ou ce renseignement.

2° Preuve par attestation. La preuve d'une telle communication ou de la réception par le Barreau d'un document quelconque peut être faite devant un tribunal ou un organisme du Barreau au moyen de la production d'une attestation signée par la personne qui a donné la communication ou reçu le document. [1973, c. 44, art. 10; 1994, c. 40, art. 233]

18. Aucune responsabilité en cas d'erreur. Le fait par le Barreau de donner, à partir des registres établis en vertu des sous-paragraphe *e* et *g* du paragraphe 3 de l'article 15, des renseignements relatifs aux testaments, codicilles et révocations de testament déposés chez les avocats, ou aux mandats donnés en prévision de l'inaptitude du mandant et ainsi déposés, n'engage pas sa responsabilité au cas d'erreur ou d'omission. [1975, c. 81, art. 7; 1994, c. 40, art. 234]

§ 4. Comité exécutif

19. 1° Comité exécutif. À l'assemblée prévue au paragraphe 1 de l'article 13, le Conseil général forme le comité exécutif du Barreau.

2° Formation. Le comité exécutif est formé de dix membres du Conseil général, savoir :

a) le bâtonnier du Québec et le vice-président; et en plus

b) trois membres choisis parmi les délégués de la section de Montréal;

c) deux membres choisis parmi ceux de la section de Québec;

d) deux délégués des autres sections;

e) un membre choisi parmi ceux nommés par l'Office des professions du Québec.

3° (*paragraphe abrogé*). [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 15; 1973, c. 44, art. 12, 78; 1990, c. 54, art. 10; 2008, c. 11, art. 212]

20. 1° Président. Le comité exécutif est présidé par le bâtonnier du Québec.

2° Quorum. Le quorum du comité exécutif est de six membres; ses décisions se prennent conformément aux troisième et quatrième alinéas de l'article 100 du *Code des professions* (chapitre C-26).

3° Vote prépondérant. Au cas d'égalité des voix, le président donne un vote prépondérant. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 16; 1973, c. 44, art. 13, 78; 1990, c. 54, art. 11; 1994, c. 40, art. 235; 2008, c. 11, art. 212]

21. Durée d'office. Les membres du comité exécutif demeurent en fonctions jusqu'à l'élection de leurs successeurs.

Vacance. Le Conseil général comble toute vacance au cours d'un mandat par l'un de ses membres. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 17; 1973, c. 44, art. 14, 78; 2008, c. 11, art. 212]

22. 1° Pouvoir du comité exécutif. Le comité exécutif voit à l'administration courante des affaires du Barreau et exerce les pouvoirs du Conseil général, sauf ceux qui s'exercent par règlement.

2° Rapport. Le comité exécutif fait rapport de toutes ses décisions au Conseil général à son assemblée suivante; celui-ci peut les modifier ou les rescinder, sans préjudice des droits

acquis. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 18; 1973, c. 44, art. 15, 78; 2008, c. 11, art. 212]

22.1. Le Comité exécutif peut déléguer à un Comité des requêtes l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés par les articles 48, 70, 71, 72 et 122 de la présente loi et de ceux qui sont conférés au Conseil général par les articles 55.1 à 55.3 et 161 du *Code des professions* (chapitre C-26).

Le Comité des requêtes est formé d'au moins 25 membres nommés par le Conseil général ainsi que des membres du Comité exécutif et de ses membres sortants y ayant siégé au cours des deux dernières années. Les membres du Comité des requêtes ne peuvent être membres du Conseil de discipline.

Le Comité des requêtes peut siéger en divisions de trois membres, dont un président. Le Comité exécutif désigne le président de division parmi ses membres ou ses membres sortants y ayant siégé au cours des deux dernières années. Les deux autres membres sont désignés par le bâtonnier du Québec ou à défaut par le Comité exécutif.

Le Comité exécutif détermine les règles de fonctionnement applicables à l'examen des demandes dont le Comité des requêtes peut être saisi. [1984, c. 27, art. 47; 1990, c. 54, art. 12; 1994, c. 40, art. 236; 2008, c. 11, art. 164, 212; 2009, c. 35, art. 36]

§ 5. Administration

23. 1° Directeur général. Le Conseil général nomme un directeur général qui agit comme secrétaire de l'Ordre.

2° Adjoints. Il peut être assisté d'adjoints ou d'autres personnes à qui le Conseil général confie une fonction particulière.

3° Secrétaire du Conseil général. Le directeur général, ou la personne désignée par le comité exécutif, agit comme secrétaire du Conseil général et du comité exécutif. [S.Q. 1966-

67, c. 77, art. 19; 1973, c. 44, art. 17; 1990, c. 54, art. 13; 1994, c. 40, art. 237; 2008, c. 11, art. 165, 212]

24. 1° Devoirs du directeur général. Le directeur général accomplit les devoirs prévus par la présente loi et les règlements ainsi que ceux que lui imposent le Conseil général et le comité exécutif. Il agit sous l'autorité du comité exécutif et est responsable de l'administration et du fonctionnement du Barreau. Il doit notamment :

a) assurer la mise en application des résolutions du Conseil général et du comité exécutif;

b) préparer et soumettre pour approbation au comité exécutif le plan d'organisation et des effectifs relevant du siège du Barreau;

c) préparer le budget annuel, le soumettre pour approbation au comité exécutif et en assurer la mise en application;

d) sélectionner et engager les effectifs qui relèvent du siège du Barreau;

e) formuler au comité exécutif des recommandations sur l'engagement et la nomination des cadres qui relèvent du siège du Barreau.

2° Serments. Il peut recevoir toute déclaration sous serment et administrer les serments prescrits par la présente loi.

3° État financier. Il expédie chaque année au secrétaire de chacune des sections un état des finances du Barreau arrêté au 31 mars. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 20; 1973, c. 44, art. 78; 1990, c. 54, art. 14; 2008, c. 11, art. 212]

25. 1° Directeur général adjoint. Le directeur général adjoint, sous la direction du directeur général, remplit les fonctions et devoirs de celui-ci et le remplace lorsqu'il est absent ou empêché d'agir.

2° Remplacement. En cas d'empêchement ou d'absence du directeur général, tout acte re-

quis de lui peut être valablement fait par le bâtonnier du Québec, le directeur général adjoint ou une autre personne désignée par le comité exécutif. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 21; 1973, c. 44, art. 78; 1999, c. 40, art. 36; 2008, c. 11, art. 212]

26. Membres à plein temps du secrétariat.

Le directeur général et son adjoint ainsi que le syndic et ses adjoints sont des membres à plein temps du secrétariat et chacun d'eux ne peut être démis de ses fonctions que par un vote des deux tiers des membres du Conseil général. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 27; 1973, c. 44, art. 78; 1990, c. 54, art. 15]

SECTION IV SECTIONS

§ 1. Assemblées

27. 1° Assemblée générale annuelle. Chaque section doit tenir une assemblée générale annuelle entre le 20 avril et le 10 mai.

2° Date et ordre du jour. Le conseil fixe la date et l'ordre du jour de cette assemblée. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 29; 1977, c. 66, art. 15]

28. Assemblées extraordinaires de sections. Des assemblées extraordinaires de la section peuvent être tenues sur convocation par le secrétaire, à la demande du conseil, du bâtonnier ou du premier conseiller ou à la requête écrite de vingt membres dans la section de Montréal, de dix membres dans la section de Québec et de six membres dans les autres sections. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 30]

29. Quorum. Cinquante membres forment le quorum des assemblées générales dans la section de Montréal, vingt membres dans la section de Québec et huit membres dans les autres sections. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 31]

30. Convocation. La convocation des assemblées générales se fait de la manière et au lieu déterminés par les règlements de la

section ou par le conseil. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 32; 2008, c. 11, art. 165]

§ 2. Conseils

31. Composition des conseils de section.

Le conseil de chaque section comprend quatre dirigeants: le bâtonnier, le premier conseiller, le trésorier et le secrétaire, ainsi que des conseillers au nombre de neuf pour la section de Montréal, de huit pour la section de Québec et d'au moins trois mais d'au plus huit pour les autres sections. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 33; 1990, c. 54, art. 16; 1999, c. 40, art. 36]

32. 1° Date de l'élection. L'élection des dirigeants et conseillers se tient entre le 20 avril et le 10 mai.

2° Modalités. Le conseil fixe les modalités de l'élection et nomme comme président de l'élection un membre de la section.

3° Scrutin secret. Les voix doivent être données au scrutin secret à un endroit désigné par le conseil.

4° Quorum après ajournement. Au cas d'ajournement de l'assemblée annuelle pour fins de l'élection, le quorum, à la reprise de l'assemblée, se compose des membres présents.

5° Éligibilité. Seuls peuvent voter et sont éligibles les avocats en exercice qui ont versé leurs cotisations pour l'année courante conformément au paragraphe 2 de l'article 68. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 34; 1973, c. 44, art. 20; 1975, c. 81, art. 8; 1977, c. 66, art. 16; 1999, c. 40, art. 36; 2008, c. 11, art. 166]

33. 1° Durée des mandats. Les dirigeants et les conseillers sont élus pour un an mais ils sont rééligibles. Les règlements de chaque section déterminent les conditions de leur éligibilité.

2° Durée des mandats. Une section peut toutefois arrêter, par une résolution votée à

l'assemblée générale annuelle ou à une assemblée extraordinaire, que les dirigeants et les conseillers, ou certains d'entre eux, sont élus pour deux ans.

3° Durée des mandats. Les dirigeants et les conseillers entrent en fonctions dès leur élection et ils le demeurent jusqu'à leur décès, leur démission ou leur remplacement, selon le cas.

4° Démission implicite. La nomination d'un dirigeant ou d'un conseiller à une fonction incompatible avec l'exercice de la profession équivaut à sa démission.

5° Remplacement. Au cas de décès, de démission ou d'empêchement d'un de ses membres, le conseil élit un remplaçant parmi les membres de la section ou ordonne un scrutin. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 35; 1999, c. 40, art. 36]

34. 1° Quorum. Le quorum du conseil est composé de la majorité de ses membres.

2° Décisions à la majorité. Les décisions se prennent à la majorité des membres présents ou des membres qui s'expriment sur les décisions suivant un mode de communication et aux conditions prévus par règlement adopté en vertu du sous-paragraphe c du paragraphe 1 de l'article 38.

3° Vote. Les membres sont tenus de voter ou de s'exprimer sur une décision conformément au règlement adopté en vertu du sous-paragraphe c du paragraphe 1 de l'article 38, sauf empêchement stipulé par ce règlement ou motif de récusation jugé suffisant par le président. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 36; 1990, c. 54, art. 17]

§ 3. Dirigeants

35. 1° Bâtonnier. Le bâtonnier préside les assemblées de la section et les séances du conseil. Au cas d'égalité des voix, le bâtonnier, le premier conseiller ou le président tem-

poraire choisi en leur absence, donne un vote prépondérant.

2° Privilège. Le bâtonnier fait partie de droit de tous les comités formés par le conseil. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 37]

36. Remplacement. Le premier conseiller remplace le bâtonnier absent ou empêché d'agir. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 38; 1999, c. 40, art. 36]

37. 1° Trésorier et secrétaire. Le trésorier et le secrétaire remplissent les fonctions ordinairement dévolues par l'usage à ces dirigeants et ils accomplissent les devoirs spéciaux que leur dictent la présente loi et les règlements du Barreau ou que leur impose le conseil.

2° Cumul. Le conseil peut décréter que la même personne cumule les fonctions de secrétaire et de trésorier; en ce cas, le nombre des conseillers à élire est augmenté d'une unité. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 39; 1999, c. 40, art. 36]

§ 4. Pouvoirs

38. 1° Pouvoir de régler. Un conseil de section peut, par règlement :

a) (sous-paragraphe abrogé);

b) établir, dans les limites de la section, un fonds de bienfaisance ou une bibliothèque générale de droit;

c) déterminer les modes de communication permettant aux membres du conseil de section, lorsqu'ils ne sont pas présents ou n'assistent pas physiquement à l'endroit où se tient une séance du conseil de section, de s'exprimer en vue d'une prise de décision, les conditions suivant lesquelles ils peuvent s'en prévaloir et, pour l'application du paragraphe 3 de l'article 34, déterminer ce qui constitue un empêchement.

2° Pouvoir de régler. Un conseil de section peut, par règlement ou résolution :

a) pourvoir à l'administration des organismes énumérés au sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 ;

b) déterminer les fonctions des employés de la section et pourvoir à leur rémunération ;

c) mettre à la retraite les employés de la section et leur payer une pension fixée par le conseil ou instituer en leur faveur un régime de retraite conformément à la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite* (chapitre R-15.1) ;

d) former des comités, déterminer leurs pouvoirs et fixer la rémunération de leurs membres.

3° Pouvoir de régler. Un conseil de section peut aussi, par règlement ou résolution, statuer sur sa régie interne et l'administration de ses biens ainsi que sur toute matière d'intérêt général. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 40; 1972, c. 14, art. 92; 1977, c. 66, art. 17; 1989, c. 38, art. 319; 1990, c. 54, art. 18; 2001, c. 64, art. 2]

39. Entrée en vigueur des règlements. À moins qu'il n'en soit autrement ordonné, les règlements des conseils de section entrent en vigueur le jour de leur adoption. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 41]

40. Désaveu de règlements. Un règlement d'un conseil de section peut être désavoué par le Conseil général, dans les six mois de son adoption, s'il est incompatible avec un règlement ou une résolution du Conseil général ou avec l'intérêt général du Barreau. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 42; 1973, c. 44, art. 21]

41. 1° Copie au directeur général. Dans les dix jours de l'adoption d'un règlement de section, le secrétaire de cette section en expédie une copie certifiée au directeur général.

2° Recommandation. Le comité exécutif formule à l'intention du Conseil général sa recommandation ; le directeur général en informe la section, avec avis que la recomman-

dation sera soumise au Conseil général à sa prochaine assemblée.

3° Décision. Une décision du Conseil général visant à désavouer un règlement de section doit être prise par au moins les deux tiers des membres.

4° Effet rétroactif. Le désaveu rétroagit à la date d'adoption du règlement et annule tout ce qui a pu être fait sous son empire, sans préjudice des droits acquis. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 43; 1973, c. 44, art. 22; 1990, c. 54, art. 19; 2008, c. 11, art. 212]

42. Effet de mise en tutelle. La mise en tutelle d'une section entraîne la suspension de tous ses pouvoirs qui passent au Conseil général. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 44]

SECTION V

ADMISSION AU BARREAU ET INSCRIPTION AU TABLEAU

§ 1. Avocats en exercice

43. (Abrogé). [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 45; 1973, c. 44, art. 23; 1990, c. 54, art. 21; 1994, c. 40, art. 238]

44. Comités. Sous réserve de l'article 46, le Conseil général peut, pour les fins d'application des règlements prévus au paragraphe *c* de l'article 93 et aux paragraphes *h*, *i* et *o* de l'article 94 du *Code des professions* (chapitre C-26), déléguer ses pouvoirs à des comités dont il détermine la composition et le fonctionnement. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 46; 1973, c. 44, art. 23; 1988, c. 29, art. 67; 1990, c. 54, art. 22; 1994, c. 40, art. 239; 2008, c. 11, art. 167; 2009, c. 35, art. 37]

45. 1° Le Conseil général forme le comité d'accès à la profession et en nomme les membres, dont le président. Ce comité est composé d'au moins 10 membres. Le comité peut siéger en divisions de trois membres dont le président

ou un membre désigné par lui pour agir à titre de président de division. Les deux autres membres sont désignés par le président du comité. Les membres du comité ne peuvent être membres du Conseil de discipline.

2° Devoirs. Ce comité examine le dossier d'un candidat à la formation professionnelle, à l'évaluation et à l'inscription au Tableau; il doit s'enquérir si le candidat possède les mœurs, la conduite, la compétence, les connaissances et les qualités requises pour exercer la profession et se prononcer sur son admissibilité.

3° Pouvoirs. À cette fin, il exerce tous les pouvoirs de la Cour supérieure pour contraindre, par voie d'assignation sous la signature de l'un de ses membres, le candidat, ses témoins ou toute autre personne à comparaître, à répondre sous serment et à produire tout document. Les dispositions du *Code de procédure civile* (chapitre C-25) s'appliquent, aux fins du présent paragraphe, compte tenu des adaptations nécessaires. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 47; 1973, c. 44, art. 23; 1986, c. 95, art. 28; 1990, c. 54, art. 23; 1999, c. 40, art. 36; 2009, c. 35, art. 38]

46. Permis délivré sur rapport. Sur rapport du comité d'accès à la profession qu'un candidat s'est conformé aux dispositions de la présente loi, du *Code des professions* (chapitre C-26) et des règlements du Barreau relatives à l'admission, le Barreau délivre un permis à ce candidat. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 48; 1973, c. 44, art. 23; 1990, c. 54, art. 24; 1994, c. 40, art. 240; 2009, c. 35, art. 39]

47. (Abrogé). [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 49; 1973, c. 44, art. 23; 1990, c. 54, art. 25; 1994, c. 40, art. 241]

48. Appel de décision d'un comité. Le candidat qui se croit lésé par une décision d'un comité visé aux articles 44 ou 45 sauf en ce qui a trait au résultat de la formation professionnelle et aux décisions d'un comité visé à l'article 44 pour les fins d'application d'un rè-

glement prévu au paragraphe o de l'article 94 du *Code des professions*, peut, dans les 15 jours de la décision, en appeler au comité exécutif, avec droit d'appel de la décision du Comité au Tribunal des professions suivant les dispositions de la section VIII du chapitre IV du *Code des professions* (chapitre C-26).

Signification au candidat. La décision du comité exécutif est signifiée au candidat conformément au *Code de procédure civile* (chapitre C-25). [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 50; 1973, c. 44, art. 23; 1975, c. 81, art. 9; 1990, c. 54, art. 26; 1994, c. 40, art. 242; 2008, c. 11, art. 212; 2009, c. 35, art. 40]

49. Plainte devant conseil de discipline. Lorsque le comité exécutif est informé ou a raison de croire que le titulaire d'un permis ou d'un certificat de spécialiste s'est rendu coupable de fraude dans l'obtention de ce permis ou de ce certificat, il peut ordonner qu'une plainte soit portée devant un conseil de discipline. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 51; 1973, c. 44, art. 23; 1994, c. 40, art. 243; 1997, c. 43, art. 875; 2008, c. 11, art. 212]

50. (Abrogé). [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 52; 1973, c. 44, art. 23; 1977, c. 66, art. 18; 1990, c. 54, art. 27; 1994, c. 40, art. 244]

51. (Abrogé). [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 53; 1973, c. 44, art. 23; 1975, c. 81, art. 10; 1990, c. 54, art. 28; 1994, c. 40, art. 244]

52. (Abrogé). [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 54; 1973, c. 44, art. 23; 1990, c. 54, art. 29]

53. (Abrogé). [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 55; 1973, c. 44, art. 23; 1975, c. 81, art. 11; 1990, c. 54, art. 30; 1994, c. 40, art. 244]

54. (Abrogé). [1966-67, c. 77, art. 56; 1973, c. 44, art. 23; 1990, c. 54, art. 30; 1994, c. 40, art. 244]

§ 1.1. *Avocats à la retraite*

54.1. Description. Un avocat âgé de 55 ans ou plus qui n'exerce pas la profession peut être inscrit au Tableau à titre d'avocat à la retraite, sur demande adressée au directeur général.

Restrictions. L'avocat à la retraite peut faire précéder son nom du préfixe «Me» ou «Mtre», s'il le fait suivre du titre «avocat à la retraite»; il ne peut cependant prendre le titre d'avocat ou de procureur, verbalement ou autrement, ni exercer la profession d'avocat, notamment les actes prévus à l'article 128, y compris plaider ou agir devant un tribunal visé par les sous-paragraphes 1° à 7° du sous-paragraphe a du paragraphe 2 de cet article. [2007, c. 35, art. 3]

§ 2. *Conseillers en loi*

55. 1° Requête et documents pour admission. Un membre du barreau d'une autre province ou d'un territoire du Canada peut aussi être admis au Barreau à titre de conseiller en loi, sur requête adressée au comité exécutif et accompagnée des documents suivants :

a) un certificat du dirigeant compétent attestant que le requérant est membre en règle du barreau d'une autre province ou d'un territoire du Canada ;

b) une déclaration énonçant toutes les modalités des fonctions qu'il occupe ou entend occuper au sein d'un organisme ayant son siège, une succursale ou une filiale au Québec ;

c) une déclaration par laquelle le requérant s'engage à agir, dans les limites des fonctions autorisées par l'article 128, pour le compte exclusif de son employeur ou des filiales de celui-ci.

2° Disposition de requête. Le comité exécutif a discrétion pour disposer de la requête. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 62 ; 1973, c. 44, art. 23 ; 1990, c. 54, art. 31 ; 1994, c. 40,

art. 245 ; 1999, c. 40, art. 36 ; 2008, c. 11, art. 212]

56. 1° Admission d'un professeur de droit à titre de conseiller en loi. Un professeur qui enseigne le droit à temps complet depuis au moins trois ans dans une faculté de droit ou dans un département de sciences juridiques décernant un diplôme reconnu par le gouvernement en vertu de l'article 184 du *Code des professions* (chapitre C-26), peut être admis au Barreau à titre de conseiller en loi, sur requête adressée au comité exécutif et accompagnée des documents suivants :

a) un certificat de la personne compétente attestant que le requérant est un professeur qui enseigne le droit à temps complet depuis au moins trois ans dans une faculté de droit ou dans un département de sciences juridiques décernant un diplôme reconnu en vertu de l'article 184 du *Code des professions* ;

b) un certificat de la personne compétente attestant que le requérant est détenteur d'un diplôme universitaire en droit ;

c) une déclaration par laquelle le requérant s'engage à agir dans les limites des fonctions autorisées par le sous-paragraphe a du paragraphe 1 de l'article 128.

2° Disposition de la requête. Le comité exécutif a discrétion pour disposer de la requête.

3° Restriction quant aux titres. Le professeur admis à titre de conseiller en loi en vertu du présent article peut faire précéder son nom du préfixe «Me» ou «Mtre», mais ne peut prendre, verbalement ou autrement, le titre d'avocat ou de procureur. [1975, c. 81, art. 13 ; 1994, c. 40, art. 246 ; 2008, c. 11, art. 212]

57. Permis restrictif. Si la requête est accueillie, le directeur général délivre au requérant un permis restrictif. [S.Q. 1966-67,

c. 77, art. 63; 1973, c. 44, art. 23; 1990, c. 54, art. 32; 1994, c. 40, art. 247]

58. Révocation et renouvellement du permis. Le permis restrictif est annuel et doit être renouvelé le ou avant le premier jour du mois d'avril de chaque année sur requête adressée au comité exécutif. Il peut être révoqué par le comité exécutif si le conseiller en loi ne respecte pas les conditions prévues par la présente loi. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 64; 1973, c. 44, art. 23; 1975, c. 81, art. 14; 2008, c. 11, art. 212]

§ 3. Exercice occasionnel

59. (Abrogé). [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 65; 1973, c. 44, art. 23; 1990, c. 54, art. 33; 1994, c. 40, art. 248]

SECTION VI

TABLEAU DE L'ORDRE DES AVOCATS

60. 1° Liste officielle. Le Tableau est la liste officielle des membres en règle du Barreau.

2° Membre en règle. Est membre en règle du Barreau celui qui a rempli les conditions d'admission prévues à la section V de la présente Loi et au *Code des professions* (chapitre C-26).

3° Catégories. Le Tableau comprend trois catégories : avocats en exercice, avocats à la retraite et conseillers en loi. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 76; 1973, c. 44, art. 24; 1975, c. 81, art. 15; 1994, c. 40, art. 249; 2007, c. 35, art. 5]

61. Certificat. Le directeur général délivre à tout membre en règle du Barreau un certificat attestant que le membre est inscrit au Tableau et précisant la catégorie à laquelle il appartient. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 77; 1973, c. 44, art. 25; 1990, c. 54, art. 34; 2007, c. 35, art. 6]

62. Impression du Tableau. Au cours du mois de mai de chaque année, le directeur gé-

néral fait imprimer le Tableau. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 78; 1973, c. 44, art. 78]

63. Inscription multiple. Un avocat peut s'inscrire dans plus d'une section en payant la cotisation annuelle imposée à ses membres par chacune des sections dont il s'agit. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 79]

64. 1° Distribution. Le directeur général expédie sans délai des exemplaires du Tableau, certifiés par lui, à tous les secrétaires de sections et au directeur des services judiciaires de chaque palais de justice, qui doivent les afficher dans un endroit apparent de leur bureau et au greffe des tribunaux.

2° Distribution. Il en expédie en outre un exemplaire à tous les juges en chef des tribunaux et aux secrétaires des régies et des commissions siégeant dans le Québec. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 80; 1973, c. 44, art. 78; 1990, c. 54, art. 35]

64.1. 1° Avis aux membres. Le directeur général expédie à tous les membres du Barreau ainsi qu'à toutes les personnes énumérées à l'article 64 un avis de la radiation ou de la révocation du permis d'un membre imposée par le conseil de discipline et devenue exécutoire, indiquant la nature de l'infraction qui fait l'objet de la décision.

2° Affichage de l'avis. Le directeur des services judiciaires de chaque palais de justice doit afficher cet avis dans un endroit apparent de son bureau et au greffe des tribunaux.

3° Dispositions applicables. Les paragraphes 1 et 2 s'appliquent également dans le cas d'une radiation imposée par le Conseil d'administration en application de l'article 55.1 ou 55.2 du *Code des professions* (chapitre C-26). [1994, c. 40, art. 250; 2008, c. 11, art. 168; 212]

65. 1° Réinscription. La personne dont le nom n'est pas inscrit au Tableau pour le motif qu'elle n'a pas acquitté, pour l'année financière courante, ses cotisations ou la somme fixée

aux fins du régime collectif ou du fonds d'assurance de la responsabilité professionnelle peut demander sa réinscription en payant ces cotisations ou cette somme en plus des frais déterminés par le Conseil général.

2° Certificat. Sur paiement des cotisations ou de la somme et des frais, le directeur général délivre le certificat prévu à l'article 61; ce certificat tient lieu d'inscription au Tableau pour le reste de l'année courante.

3° Réinscription. La personne dont le nom n'est pas inscrit au Tableau pour le motif qu'elle doit des cotisations ou une somme fixée aux fins du régime collectif ou du fonds d'assurance de la responsabilité professionnelle pour plus d'une année financière ou celle qui a fait cession de ses biens ou contre laquelle une ordonnance de séquestre a été prononcée en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (L.R.C. (1985), ch. B-3) après qu'elle ait cessé d'être inscrite au Tableau peut demander sa réinscription en suivant les dispositions de l'article 70. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 82; 1973, c. 44, art. 27; 1990, c. 54, art. 36; 1994, c. 40, art. 251; 2008, c. 11, art. 169]

66. Radiation de 3 mois ou moins. Une personne peut, au terme de toute radiation de 3 mois ou moins, requérir le certificat prévu à l'article 61, sur paiement des frais déterminés par le Conseil général et, le cas échéant, des cotisations exigibles pour l'année courante. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 83; 1973, c. 44, art. 28; 1990, c. 54, art. 37; 1994, c. 40, art. 252; 2008, c. 11, art. 169]

67. Inscription un an après permis. Une personne qui désire s'inscrire au Tableau plus d'un an après la date de la délivrance de son permis doit en faire la demande en suivant les dispositions de l'article 70. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 84; 1973, c. 44, art. 29; 1990, c. 54, art. 37]

SECTION VII

COTISATIONS, RETRAIT D'INSCRIPTION ET RÉINSCRIPTION AU TABLEAU

68. 1° Cotisations annuelles. Le Conseil général et les conseils de section fixent, suivant leur juridiction respective, les cotisations annuelles exigibles des membres appartenant à chacune des catégories de membres ou à certaines classes d'entre eux établies en fonction des activités professionnelles exercées, qu'ils peuvent déterminer.

2° Versements. Ces cotisations doivent être versées au siège du Barreau au plus tard le premier jour juridique du mois d'avril ou à toutes autres dates fixées par le Conseil général, à défaut de quoi le membre ne peut être inscrit au Tableau. Le Conseil général peut déterminer les modalités de versements de ces cotisations ainsi que les frais d'administration y afférents, le cas échéant.

3° Cotisation spéciale. De plus, le Conseil général peut imposer une cotisation spéciale et fixer le délai dans lequel elle doit être versée; le défaut de paiement dans ce délai entraîne les mêmes sanctions que le non-paiement des cotisations annuelles.

4° Liste. À l'expiration des 15 jours qui suivent la date à laquelle une cotisation est payable, le directeur général communique au secrétaire de chaque section la liste des membres inscrits dans cette section qui ont acquitté lesdites cotisations.

5° Part de chaque section. De plus, il transmet au trésorier de chaque section la part afférente à cette section.

6° Exercice dans plusieurs sections. Un membre peut s'inscrire dans plusieurs sections en payant la cotisation imposée par chacune d'elles.

7° Dispositions applicables. Les dispositions du *Code des professions* (chapitre C-26) concernant les cotisations s'appliquent,

compte tenu des adaptations nécessaires, aux cotisations imposées en vertu du présent article.

8° Paiement dans les délais. Tout paiement de cotisations accompagné des frais déterminés par le Conseil général est réputé avoir été acquitté à la date prévue pour le versement, s'il a été effectué dans les 15 jours suivant cette date. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 85; 1973, c. 44, art. 30; 1990, c. 54, art. 39; 1994, c. 40, art. 253; 1999, c. 40, art. 36; 2007, c. 35, art. 7; 2008, c. 11, art. 170]

69. Abandon d'exercice. L'avocat qui a l'intention de ne plus être membre en règle du Barreau peut se libérer du paiement de ses cotisations, en avisant par écrit le directeur général et le secrétaire de la section à laquelle il appartient de son intention de ne plus être inscrit au Tableau et de la date où le retrait d'inscription prendra effet. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 86; 1973, c. 44, art. 31, 78; 1990, c. 54, art. 40; 2007, c. 35, art. 8]

69.1. Tutelle ou curatelle. L'ouverture par le tribunal d'un régime de tutelle ou de curatelle à un avocat entraîne sa radiation automatique du Tableau.

Information au directeur général. Le greffier doit informer le directeur général du jugement dès qu'il est passé en force de chose jugée.

Fin du régime. Lorsque le régime de protection prend fin, la personne peut demander sa réinscription au Tableau, conformément à l'article 70. [1994, c. 40, art. 254]

70. 1° Réinscription. Celui qui a cessé d'être inscrit au Tableau peut requérir sa réinscription au moyen du formulaire fourni par le Barreau, adressé au directeur général 45 jours avant la date à laquelle il entend redevenir membre en règle du Barreau. Il doit de plus déposer au siège du Barreau, avec le formulaire, le montant des cotisations exigibles pour

l'année courante et les frais déterminés par le Conseil général.

2° Avis au syndic. Le directeur général en avise immédiatement le syndic, le secrétaire du comité d'inspection professionnelle, le secrétaire de la dernière section à laquelle le requérant a appartenu ainsi que le secrétaire de la section dans laquelle il a l'intention de s'inscrire.

3° Objection. Le directeur général saisit le comité exécutif de toute objection à cette demande, produite par écrit et qu'il reçoit avant l'expiration de ce délai de 45 jours.

4° Audition. Le comité exécutif examine le dossier du requérant; il doit s'enquérir si celui-ci possède les mœurs, la conduite, la compétence, les connaissances et les qualités requises pour être membre en règle du Barreau et se prononcer sur son admissibilité. Il entend le requérant, ses témoins ou toute autre personne.

Comparution. À cette fin, il exerce tous les pouvoirs de la Cour supérieure pour contraindre, par voie d'assignation sous la signature de l'un de ses membres, le requérant, ses témoins ou toute autre personne à comparaître, à répondre sous serment et à produire tout document. Les dispositions du *Code de procédure civile* (chapitre C-25) s'appliquent, aux fins du présent paragraphe, compte tenu des adaptations nécessaires.

Décision. Le comité exécutif peut, en rendant sa décision, imposer au requérant toute condition reliée à l'exercice de la profession qu'il juge raisonnable pour la protection du public.

5° Appel. Il y a appel au Tribunal des professions de la décision du comité exécutif suivant les dispositions de la section VIII du chapitre IV du *Code des professions* (chapitre C-26). La décision du comité exécutif est signifiée au requérant conformément au *Code de procédure civile* (chapitre C-25).

6° Émission du certificat. Si aucune objection n'est formulée durant le délai de 45 jours ou si l'objection est rejetée par une décision finale, le directeur général émet au requérant le certificat prévu à l'article 61 et en informe le secrétaire de la section à laquelle il désire appartenir. Le directeur général peut aussi émettre ce certificat avant l'expiration du délai de 45 jours, s'il reçoit des personnes avisées en vertu du paragraphe 2, un avis écrit attestant qu'aucune objection ne sera formulée.

7° Avocat à la retraite. Le présent article s'applique, compte tenu des adaptations nécessaires, à l'avocat à la retraite qui demande à être inscrit au Tableau dans la catégorie des avocats en exercice. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 87; 1973, c. 44, art. 32; 1975, c. 81, art. 16; 1984, c. 27, art. 48; 1986, c. 95, art. 29; 1990, c. 54, art. 40; 1994, c. 40, art. 255; 1999, c. 40, art. 36; 2007, c. 35, art. 9; 2008, c. 11, art. 171, 212]

71. 1° Réinscription. Une personne qui, sans avoir donné l'avis requis par l'article 69, n'est plus inscrite au Tableau en application de l'article 65 peut demander sa réinscription en suivant les dispositions de l'article 70 et en payant ses arriérés de cotisations.

2° Reprise après cessation sans avis. Toutefois, sur requête reçue sous serment et pour des motifs jugés suffisants, le comité exécutif peut relever cette personne du paiement de tous arriérés ou d'une partie de ceux-ci.

3° Paiement des frais. Cette personne demeure tenue au paiement des frais déterminés par le Conseil général. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 88; 1973, c. 44, art. 33; 1990, c. 54, art. 41; 1994, c. 40, art. 256; 2007, c. 35, art. 10; 2008, c. 11, art. 172, 212]

72. Réinscription. Une personne peut, au terme de toute radiation de plus de trois mois, demander sa réinscription en suivant les dispositions de l'article 70. Elle peut adresser au

directeur général la demande visée au paragraphe 1 de cet article 45 jours avant le terme de la radiation.

Fardeau de la preuve. Lorsque cette personne a été radiée par le conseil de discipline ou le Tribunal des professions, elle doit fournir au comité exécutif la preuve qu'elle a réparé ou n'a rien négligé pour réparer le préjudice qu'elle a causé, le cas échéant, et qui découle de l'infraction pour laquelle cette radiation a été imposée. La décision du comité exécutif à cet égard ne peut être portée en appel.

Acquittement des frais. Elle doit, en outre, avoir acquitté les déboursés auxquels elle a été condamnée, les frais déterminés par le Conseil général et, le cas échéant, l'amende adjugée contre elle par le conseil de discipline ou le Tribunal des professions. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 89; 1990, c. 54, art. 42; 1994, c. 40, art. 257; 2008, c. 11, art. 173, 212]

73. (Remplacé). [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 90; 1973, c. 44, art. 34, 78; 1975, c. 81, art. 17; 1990, c. 54, art. 42]

74. Réadmission d'un juge. La personne qui a cessé d'occuper la fonction de juge peut demander sa réinscription en suivant les dispositions de l'article 70. [1973, c. 44, art. 35; 1990, c. 54, art. 43]

SECTION VIII SYNDIC

75. 1° (Paragraphe abrogé).

2° Fonction du syndic. Le syndic fait enquête sur toute personne qui demande son admission ou sa réadmission au Barreau ou son inscription, sa réinscription ou un changement de catégorie au Tableau.

3° (paragraphe abrogé).

4° (paragraphe abrogé). [1973, c. 44, art. 36; 1975, c. 81, art. 19; 1990, c. 54, art. 44;

1994, c. 40, art. 258; 2007, c. 35, art. 11; 2009, c. 35, art. 41]

76. 1° Accès aux documents. Dans l'exécution de ses fonctions, le syndic a accès aux archives du Barreau et des sections de même qu'à tous les documents produits aux greffes des tribunaux ou aux bureaux des organismes publics ou faisant partie de tout dossier d'un avocat; il peut obtenir copie de tout document qu'il juge nécessaire.

2° Prise de possession de dossier. Il a aussi le droit de prendre possession et de disposer de tout dossier, document ou bien confié à un avocat devenu inhabile, incapable d'exercer ou dans l'impossibilité d'agir, ou détenu par les représentants légaux d'un avocat décédé, nonobstant tous honoraires et déboursés dus à l'avocat.

3° Procès-verbal. Dans les cas prévus au paragraphe 2, il doit rédiger un procès-verbal, en laisser copie à une personne raisonnable en charge des lieux et rendre compte à l'avocat ou à ses représentants. [1973, c. 44, art. 36; 1975, c. 81, art. 20]

77. Syndics adjoints. Les syndics adjoints assistent le syndic dans l'exécution de ses fonctions et chacun d'eux peut exercer, sous sa direction, les pouvoirs décrits aux articles 75 et 76. [1973, c. 44, art. 36; 1975, c. 81, art. 21]

78. 1° Personnes pour assister le comité. Le comité exécutif peut, s'il le juge utile, nommer des personnes pour assister le syndic dans l'exercice de ses fonctions.

2° Pouvoirs. Dans les limites du mandat qui leur est confié, ces personnes possèdent les pouvoirs du syndic. [1973, c. 44, art. 36; 1975, c. 81, art. 22; 2008, c. 11, art. 212]

79. 1° Comité spécial d'enquête. Le comité exécutif peut, de plus, former un comité spécial d'enquête relativement à la conduite de tout membre du Barreau.

2° Dispositions applicables. Les articles 135, 143, 144, 146 et 149 du *Code des professions* (chapitre C-26) s'appliquent à ce comité.

3° Rapport d'activités. Ce comité fait, sur demande, un rapport écrit de ses activités au comité exécutif. [1973, c. 44, art. 36; 1975, c. 81, art. 23; 1994, c. 40, art. 259; 2008, c. 11, art. 212]

80. (Abrogé). [1973, c. 44, art. 36; 1975, c. 81, art. 24; 1994, c. 40, art. 260]

SECTION IX (ABROGÉE)

81. (Abrogé). [1973, c. 44, art. 36; 1990, c. 54, art. 45; 1994, c. 40, art. 261]

82. (Abrogé). [1973, c. 44, art. 36; 1994, c. 40, art. 261]

83. (Abrogé). [1973, c. 44, art. 36; 1988, c. 21, art. 66; 1994, c. 40, art. 261]

84. (Abrogé). [1973, c. 44, art. 36; 1975, c. 81, art. 28; 1977, c. 66, art. 19; 1986, c. 95, art. 30; 1990, c. 54, art. 46; 1994, c. 40, art. 261]

85. (Abrogé). [1973, c. 44, art. 36; 1975, c. 81, art. 30; 1977, c. 66, art. 20; 1990, c. 54, art. 47; 1994, c. 40, art. 261]

86. (Abrogé). [1973, c. 44, art. 36; 1975, c. 81, art. 31; 1990, c. 54, art. 48]

87. (Abrogé). [1973, c. 44, art. 36; 1989, c. 54, art. 157; 1994, c. 40, art. 261]

88. (Abrogé). [1973, c. 44, art. 36; 1975, c. 81, art. 32; 1990, c. 54, art. 49; 1994, c. 40, art. 261]

89. (Abrogé). [1975, c. 81, art. 33; 1990, c. 54, art. 49; 1994, c. 40, art. 261]

90. (Abrogé). [1975, c. 81, art. 33; 1994, c. 40, art. 261]

SECTION X (ABROGÉE)

91. (*Abrogé*). [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 91; 1973, c. 44, art. 37; 1975, c. 81, art. 34; 1982, c. 32, art. 74; 1990, c. 54, art. 50; 1994, c. 40, art. 261]

92. (*Abrogé*). [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 92; 1973, c. 44, art. 38; 1975, c. 81, art. 35; 1990, c. 54, art. 51; 1994, c. 40, art. 261]

93. (*Abrogé*). [1973, c. 44, art. 40; 1974, c. 65, art. 55; 1975, c. 81, art. 37; 1990, c. 54, art. 52; 1994, c. 40, art. 261]

94. (*Abrogé*). [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 94; 1973, c. 44, art. 41; 1975, c. 81, art. 38; 1994, c. 40, art. 261]

95. (*Abrogé*). [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 96; 1973, c. 44, art. 42; 1975, c. 81, art. 39; 1990, c. 54, art. 53; 1994, c. 40, art. 261]

96. (*Abrogé*). [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 96; 1973, c. 44, art. 43; 78; 1979, c. 37, art. 43; 1990, c. 54, art. 54; 1994, c. 40, art. 261]

97. (*Abrogé*). [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 97; 1973, c. 44, art. 44; 1990, c. 54, art. 55; 1994, c. 40, art. 261]

98. (*Abrogé*). [1973, c. 44, art. 45, 78; 1975, c. 81, art. 40; 1990, c. 54, art. 56; 1994, c. 40, art. 261]

99. (*Abrogé*). [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 98; 1973, c. 44, art. 46; 1988, c. 21, art. 66; 1994, c. 40, art. 261]

100. (*Abrogé*). [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 99; 1973, c. 44, art. 47; 1975, c. 81, art. 41; 1994, c. 40, art. 261]

101. (*Abrogé*). [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 100; 1973, c. 44, art. 48; 1990, c. 54, art. 57; 1994, c. 40, art. 261]

102. (*Abrogé*). [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 101; 1973, c. 44, art. 49; 1994, c. 40, art. 261]

103. (*Abrogé*). [1973, c. 44, art. 50; 1986, c. 95, art. 31; 1994, c. 40, art. 261]

104. (*Abrogé*). [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 102; 1973, c. 44, art. 51; 1986, c. 95, art. 32; 1994, c. 40, art. 261]

105. (*Abrogé*). [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 103; 1973, c. 44, art. 52; 1975, c. 81, art. 42; 1986, c. 95, art. 33; 1990, c. 54, art. 58; 1994, c. 40, art. 261]

106. (*Abrogé*). [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 104; 1973, c. 44, art. 53, 78; 1990, c. 54, art. 59; 1994, c. 40, art. 261]

107. (*Abrogé*). [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 105; 1973, c. 44, art. 54, 78; 1994, c. 40, art. 261]

108. (*Abrogé*). [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 106; 1973, c. 44, art. 55; 1975, c. 81, art. 43; 1990, c. 54, art. 60; 1994, c. 40, art. 261]

109. (*Abrogé*). [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 107; 1973, c. 44, art. 56; 1975, c. 83, art. 84; 1990, c. 54, art. 61; 1994, c. 40, art. 261]

110. (*Abrogé*). [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 108; 1973, c. 44, art. 57, 78; 1990, c. 54, art. 62; 1994, c. 40, art. 261]

111. (*Abrogé*). [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 109; 1973, c. 44, art. 78; 1990, c. 54, art. 63; 1994, c. 40, art. 261]

112. (*Abrogé*). [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 110; 1990, c. 54, art. 64; 1994, c. 40, art. 261]

113. (*Abrogé*). [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 111; 1973, c. 44, art. 58; 1977, c. 66, art. 21; 1988, c. 21, art. 66; 1990, c. 4, art. 93; 1990, c. 54, art. 65; 1994, c. 40, art. 261]

114. (*Abrogé*). [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 112; 1973, c. 44, art. 78; 1990, c. 4, art. 94; 1990, c. 54, art. 66; 1994, c. 40, art. 261]

115. (*Abrogé*). [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 113; 1973, c. 44, art. 59; 1975, c. 81, art. 44; 1990, c. 54, art. 67; 1994, c. 40, art. 261]

116. (*Abrogé*). [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 114; 1973, c. 44, art. 60, 78; 1990, c. 54, art. 68; 1994, c. 40, art. 261]

117. (Abrogé). [1973, c. 44, art. 61; 1975, c. 81, art. 45; 1994, c. 40, art. 261]

118. (Abrogé). [1973, c. 44, art. 61; 78; 1975, c. 81, art. 46; 1988, c. 21, art. 66; 1990, c. 54, art. 69; 1994, c. 40, art. 261]

119. (Abrogé). [1973, c. 44, art. 61; 1990, c. 54, art. 70; 1994, c. 40, art. 261]

120. (Abrogé). [1973, c. 44, art. 66; 1975, c. 81, art. 52; 1990, c. 54, art. 71; 1994, c. 40, art. 261]

121. (Abrogé). [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 121; 1973, c. 44, art. 67; 1975, c. 81, art. 53; 1986, c. 95, art. 34; 1990, c. 54, art. 72; 1994, c. 40, art. 261]

SECTION XI

INHABILITÉ À EXERCER LA PROFESSION D'AVOCAT

122. 1° Inhabilité. Toute personne devient inhabile à exercer la profession d'avocat et perd son statut de membre du Barreau dans le cas où :

a) (*sous-paragraphe abrogé*);

b) elle occupe une charge ou une fonction incompatible avec l'exercice ou la dignité de la profession d'avocat;

c) elle est pourvue d'un tuteur, d'un curateur ou d'un conseiller;

d) elle fait cession de ses biens ou une ordonnance de séquestre est prononcée contre elle en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (L.R.C. (1985), ch. B-3).

2° Déclaration d'habileté. Dans un cas visé au sous-paragraphe d du paragraphe 1 et sur requête adressée au directeur général, le comité exécutif peut, après s'être assuré que la protection du public ne sera pas mise en danger, déclarer le requérant habile à exercer et lui imposer toutes conditions reliées à l'exercice de la profession qu'il juge raisonnables pour assurer cette protection du public.

Reprise d'exercice de la pratique. Une personne déclarée habile à exercer par le comité exécutif en vertu du premier alinéa, reprend son plein droit d'exercice à compter de sa libération en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, à moins que le comité exécutif n'ait prescrit en vertu de cet alinéa des conditions, auquel cas elle doit s'y conformer.

Réinscription après faillite. Une personne devenue inhabile à exercer en vertu du sous-paragraphe d du paragraphe 1 et à laquelle ne s'appliquent pas les premier et deuxième alinéas peut, après l'obtention de sa libération en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, demander sa réinscription au Tableau en suivant les dispositions de l'article 70.

Dispositions applicables. Les dispositions de la section VII du chapitre IV du *Code des professions* (chapitre C-26), sauf celles de l'article 156, s'appliquent. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 122; 1973, c. 44, art. 69; 1975, c. 81, art. 54; 1989, c. 54, art. 158; 1990, c. 54, art. 73; 1994, c. 40, art. 262; 2008, c. 11, art. 212]

123. 1° Peines et sanctions. Toute personne devenue inhabile à exercer la profession d'avocat qui, directement ou indirectement, exerce seul ou avec un avocat, ou qui se représente ou s'affiche comme avocat, est passible des peines prévues à l'article 132 en plus des sanctions prévues à l'article 156 du *Code des professions* (chapitre C-26).

2° Valeur des procédures faites par avocat inhabile. Une procédure judiciaire faite par une personne devenue inhabile à exercer comme avocat ne peut être invalidée par le seul fait de cette inhabilité que si le client pour qui elle a été faite le demande ou si on établit qu'il connaissait cette inhabilité. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 123; 1973, c. 44, art. 70; 1994, c. 40, art. 263]

123.1. Avocat à la retraite. Les articles 122 et 123 s'appliquent à l'avocat à la retraite, compte tenu des adaptations nécessaires. [2007, c. 35, art. 12]

124. Actes dérogatoires. Un avocat qui prête son nom à une personne devenue inhabile à exercer la profession ou à toute autre personne qui n'est pas avocat, ou qui lui permet d'employer son nom pour exécuter un acte réservé à un avocat, ou qui emploie ou garde à son emploi une personne radiée du Tableau ou destituée comme notaire ou qui tolère, sans raison valable, sa présence dans son étude, commet un acte dérogatoire et est passible des sanctions prévues à l'article 156 du *Code des professions* (chapitre C-26). [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 124; 1973, c. 44, art. 71; 1994, c. 40, art. 264]

SECTION XII

FRAIS JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES

125. 1° Droit aux frais. Seuls les avocats ont droit à des frais judiciaires et extrajudiciaires. Toutefois, lorsqu'un avocat exerce ses activités professionnelles au sein d'une société par actions conformément au règlement du Conseil général pris en application du paragraphe *p* de l'article 94 du *Code des professions* (chapitre C-26), la société a droit à ces frais, y compris, sauf convention contraire, à la distraction de plein droit en faveur du procureur dans le cas de condamnation aux dépens.

2° Honoraires judiciaires. Par règlement, le Conseil général peut arrêter, modifier et remplacer des tarifs d'honoraires judiciaires pour les avocats exerçant devant les tribunaux.

3° Coût de la lettre d'avocat. Le coût fixé par le tarif, de la lettre d'avocat ou de la mise en demeure, qu'il y ait poursuite ou non, est exigible du débiteur, qu'il s'agisse d'une demande de paiement en argent ou d'une mise

en demeure d'exécuter ou de ne pas exécuter une prestation, de faire ou de ne pas faire un acte. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 125; 1994, c. 40, art. 265; 2001, c. 34, art. 17; 2006, c. 9, art. 1]

126. 1° Honoraires extrajudiciaires. Les services justifiant des honoraires extrajudiciaires comprennent, entre autres, les vacations, les voyages, les avis, les consultations écrites et verbales, l'examen, la préparation, la rédaction, l'envoi, la remise de tout document, procédure ou dossier et généralement tous autres services requis d'un avocat.

2° (paragraphe abrogé).

3° Base de calcul. En l'absence de convention expresse entre l'avocat et son client, l'avocat a droit à ses frais extrajudiciaires sur la base de la valeur des services rendus. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 126; 1994, c. 40, art. 266]

127. Serment. L'avocat est cru à son serment quant à la réquisition, à la nature, à la durée et à la valeur de ses services, mais ce serment peut être contredit comme tout autre témoignage. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 127]

127.1. Partage des frais. L'avocat peut partager ses frais judiciaires et extrajudiciaires avec un membre d'un barreau constitué hors du Québec. [1990, c. 54, art. 74]

SECTION XIII

EXERCICE DE LA PROFESSION D'AVOCAT

128. 1° Actes de ressort exclusif. Sont du ressort exclusif de l'avocat en exercice ou du conseiller en loi les actes suivants exécutés pour le compte d'autrui :

a) donner des consultations et avis d'ordre juridique;

b) préparer et rédiger un avis, une requête, une procédure et tout autre document

de même nature destiné à servir dans une affaire devant les tribunaux;

c) préparer et rédiger une convention, une requête, un règlement, une résolution et tout autre document de même nature se rapportant à la constitution, l'organisation, la réorganisation ou la liquidation d'une personne morale régie par les lois fédérales ou provinciales concernant les compagnies, ou à l'amalgamation de plusieurs personnes morales ou à l'abandon d'une charte.

2° Actes de ressort exclusif. Sont du ressort exclusif de l'avocat en exercice et non du conseiller en loi les actes suivants exécutés pour le compte d'autrui:

a) plaider ou agir devant tout tribunal, sauf devant:

1° un conciliateur ou un arbitre de différend ou de grief, au sens du *Code du travail* (chapitre C-27);

2° la Commission des relations du travail instituée par le *Code du travail*;

3° la Commission de la santé et de la sécurité du travail instituée par la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (chapitre S-2.1), un bureau de révision constitué en vertu de cette loi ou de la *Loi sur les accidents du travail* (chapitre A-3), la section des affaires sociales du Tribunal administratif du Québec, institué en vertu de la *Loi sur la justice administrative* (chapitre J-3), s'il s'agit d'un recours portant sur l'indemnisation des sauveteurs et des victimes d'actes criminels, d'un recours formé en vertu de l'article 65 de la *Loi sur les accidents du travail* (chapitre A-3) ou d'un recours formé en vertu de l'article 12 de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose dans les mines et les carrières* (chapitre I-7), la Commission d'appel en matière de lésions professionnelles instituée par la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* (chapitre A-3.001) ou la Com-

mission des lésions professionnelles instituée en vertu de cette loi;

4° la Régie du logement instituée en vertu de la *Loi sur la Régie du logement* (chapitre R-8.1);

5° la section des affaires sociales du Tribunal administratif du Québec, dans la mesure où il s'agit pour le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ou pour un organisme qui est son délégué dans l'application de la *Loi sur l'aide aux personnes et aux familles* (chapitre A-13.1.1), de se faire représenter pour plaider ou agir en son nom;

6° un arbitre, un conciliateur, un conseil d'arbitrage ou un enquêteur, au sens de la *Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction* (chapitre R-20);

7° en matière d'immigration, la section des affaires sociales du Tribunal administratif du Québec, dans le cas et aux conditions prévus au troisième alinéa de l'article 102 de la *Loi sur la justice administrative*;

b) préparer et rédiger un testament, un codicille ou une quittance et tout contrat ou document, sauf les baux, affectant des immeubles et requérant l'inscription ou la radiation d'une inscription au Québec;

c) préparer, rédiger et produire la déclaration de la valeur d'une succession, requise par les lois fiscales; le présent sous-paragraphe c ne s'applique pas aux personnes morales autorisées par la loi à remplir les fonctions de liquidateur de succession ou de fiduciaire;

d) préparer et rédiger un document ou une procédure pour l'enregistrement prescrit par la loi, d'une personne ou d'une société exploitant un commerce ou exerçant une industrie;

e) faire de la perception ou réclamer avec frais ou suggérer que des procédures judiciaires seront intentées. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 128; 1969, c. 48, art. 45; 1973,

c. 44, art. 72; 1975, c. 81, art. 55; 1977, c. 41, art. 1; 1978, c. 57, art. 74, 92; 1979, c. 63, art. 274; 1979, c. 48, art. 127; 1983, c. 22, art. 100; 1984, c. 27, art. 49; 1985, c. 6, art. 490; 1986, c. 89, art. 50; 1988, c. 51, art. 107; 1992, c. 44, art. 81; 1994, c. 12, art. 67; 1994, c. 40, art. 267; 1997, c. 63, art. 128; 1997, c. 27, art. 32; 1997, c. 43, art. 86; 1998, c. 15, art. 15; 1998, c. 46, art. 1; 1998, c. 36, art. 175; 1999, c. 40, art. 36; 2001, c. 26, art. 72; 2005, c. 15, art. 151; 2007, c. 35, art. 13; 2006, c. 58, art. 52]

129. Droits non affectés. Aucune des dispositions de l'article 128 ne limite ou restreint :

a) le droit de l'avocat d'accomplir tout autre acte non expressément interdit par la présente loi et les règlements du Barreau;

b) les droits spécifiquement définis et donnés à toute personne par toute loi d'ordre public ou privé;

c) le droit des organismes publics ou privés de se faire représenter par leurs dirigeants, sauf aux fins de plaidoirie, devant tout organisme exerçant une fonction quasi judiciaire;

d) le droit des secrétaires ou secrétaires adjoints des personnes morales de droit public ou de droit privé de rédiger les procès-verbaux des assemblées d'administrateurs ou d'actionnaires et tous autres documents qu'ils sont autorisés à rédiger par les lois fédérales ou provinciales;

e) le droit du notaire en exercice de poser les actes qui y sont énumérés à l'exception de ceux qui sont prévus au sous-paragraphe b du paragraphe 1 lorsqu'il ne s'agit pas de matières non contentieuses, et aux sous-paragraphe a et e du paragraphe 2; toutefois le notaire en exercice peut suggérer que des procédures judiciaires seront intentées. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 129; 1999, c. 40, art. 36]

130. Effets insaisissables. Outre les exemptions décrétées par le *Code de procédure ci-*

vile (chapitre C-25), les dossiers de l'avocat, ses livres de comptabilité, classeurs, livres de droit et autres documents d'ordre professionnel sont insaisissables. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 130; 1973, c. 44, art. 73; 1994, c. 40, art. 268]

131. 1° Secret. L'avocat doit conserver le secret absolu des confidences qu'il reçoit en raison de sa profession.

2° Exception. Cette obligation cède toutefois dans le cas où l'avocat en est relevé expressément ou implicitement par la personne qui lui a fait ces confidences ou lorsque la loi l'ordonne ou l'autorise par une disposition expresse.

2.1° L'avocat donne communication d'un testament ou d'un codicille au testateur ou à une personne autorisée par lui. Sur preuve du décès du testateur, il en donne communication, en tout ou en partie selon le cas, à une personne justifiant de son identité à titre de représentant, d'héritier ou de successible du testateur, à titre de liquidateur de la succession, à titre de bénéficiaire d'assurance-vie ou d'indemnité de décès ou à titre de titulaire de l'autorité parentale, même si l'enfant mineur est décédé.

3° L'avocat peut en outre communiquer un renseignement protégé par le secret professionnel, en vue de prévenir un acte de violence, dont un suicide, lorsqu'il a un motif raisonnable de croire qu'un danger imminent de mort ou de blessures graves menace une personne ou un groupe de personnes identifiable. Toutefois, l'avocat ne peut alors communiquer ce renseignement qu'à la ou aux personnes exposées à ce danger, à leur représentant ou aux personnes susceptibles de leur porter secours. L'avocat ne peut communiquer que les renseignements nécessaires aux fins poursuivies par la communication. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 131; 2001, c. 78, art. 4; 2008, c. 11, art. 174; 2009, c. 35, art. 42]

SECTION XIV

EXERCICE ILLÉGAL DE LA PROFESSION D'AVOCAT

132. *Infraction et peine.* Nonobstant toute loi contraire et sans restreindre la portée de la présente loi, quiconque exerce la profession d'avocat sans être inscrit au Tableau commet une infraction et est passible des peines prévues à l'article 188 du *Code des professions* (chapitre C-26). [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 132; 1973, c. 44, art. 74]

133. *Infraction et peine.* Exerce illégalement la profession d'avocat au sens de l'article 132 et dans chacun des cas suivants, toute personne autre qu'un membre du Barreau qui :

- a) usurpe les fonctions d'avocat;
- b) en fait ou prétend en faire les actes;
- c) agit de manière à donner lieu de croire qu'elle est autorisée à remplir les fonctions d'avocat ou à en faire les actes. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 133]

134. *Exercice illégal.* Est présumé exercer illégalement la profession d'avocat au sens de l'article 133 un avocat devenu inhabile ou toute personne autre qu'un membre du Barreau qui :

a) s'associe pour l'exercice de la profession à un avocat ou partage avec ce dernier, de quelque manière ou par quelque moyen que ce soit, le bénéfice d'honoraires ou gains professionnels, ou

b) se fait céder ou fait céder à une autre personne, en tout ou en partie, les honoraires ou les gains professionnels d'un avocat, en considération du fait que cette autre personne

1° donne ou promet à cet avocat des causes ou des affaires, ou

2° lui paie ou promet un salaire ou toute autre rémunération.

Partage d'honoraires ou de gains professionnels. Toutefois, ne constitue par un exercice illégal de la profession d'avocat au sens de l'article 133, le fait pour un membre d'un barreau constitué hors du Québec de s'associer pour l'exercice de la profession à un avocat ou de partager avec ce dernier, de quelque manière ou par quelque moyen que ce soit, le bénéfice d'honoraires ou de gains professionnels.

Partage d'honoraires ou de gains professionnels. De plus, ne constitue pas un exercice illégal de la profession d'avocat au sens de l'article 133 le fait pour une personne autre qu'un membre du Barreau de s'associer pour l'exercice de la profession à un avocat ou de partager avec ce dernier le bénéfice d'honoraires ou de gains professionnels auxquels cet avocat ou la société au sein de laquelle il exerce sa profession a droit, pourvu que cette association ou ce partage soit conforme aux conditions, restrictions et modalités suivant lesquelles l'avocat est autorisé par règlement du Conseil général à s'associer pour l'exercice de la profession ou à partager ses honoraires avec une telle personne. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 134; 1990, c. 54, art. 75; 1999, c. 40, art. 36; 2006, c. 9, art. 2]

135. *Usurpation de fonctions.* Est présumée usurper les fonctions d'avocat au sens de l'article 133 une personne autre qu'un membre du Barreau, agissant comme intermédiaire entre une tierce personne et un avocat, qui :

a) fait ou promet, ou fait faire ou promettre à une tierce personne une réduction des frais de cet avocat, ou

b) obtient d'un avocat qu'il abandonne une partie de ses frais, ou

c) procure, promet ou convient de procurer à cette tierce personne des services professionnels, sans aucune responsabilité de sa part envers l'avocat pour ses frais, ou

d) convient ou entreprend de percevoir des réclamations ou des créances, d'intenter ou de faire intenter des poursuites judiciaires à ses seuls frais et risques. Dans ce dernier cas le tribunal, d'office, peut rejeter l'action. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 135; 1999, c. 40, art. 36]

136. Donner lieu de croire qu'on est avocat. Est présumée agir de manière à donner lieu de croire qu'elle est autorisée à remplir les fonctions d'avocat et à agir en cette qualité, au sens de l'article 133, une personne autre qu'un membre du Barreau qui :

a) prend verbalement ou autrement le titre d'avocat, de conseiller en loi, de conseiller juridique, de membre du Barreau, de procureur ou tout autre titre analogue ou de quelque manière ou par quelque moyen s'annonce comme tel; ou

b) fait précéder son nom du préfixe «Me» ou «Mtre», sauf si elle est membre de l'Ordre des notaires du Québec; ou

c) sauf un créancier s'adressant à son débiteur, écrit ou envoie une carte, lettre ou circulaire

1° imputant une responsabilité extracontractuelle, ou

2° requérant l'exécution ou la non-exécution d'un acte ou d'une prestation quelconque ou demandant au débiteur le paiement d'une somme d'argent, soit avec frais, soit en suggérant que des procédures judiciaires seront intentées. Cette disposition ne s'applique pas au notaire, pourvu que la demande ou la mise en demeure résulte d'un acte authentique et soit sans frais contre le débiteur; ou

d) en son nom ou celui d'un avocat, avec ou sans l'assentiment de ce dernier, fait écrire ou envoyer par une autre personne une carte, lettre ou circulaire de même nature et pour les mêmes fins que celles mentionnées au paragraphe c; ou

e) publie, annonce ou fait savoir, au moyen de brochures, livrets ou circulaires, ou par les journaux ou autres publications, ou par les déclarations verbales de sollicitateurs ou par tous autres moyens,

1° qu'elle se charge d'intenter ou de faire intenter des procédures judiciaires contre les débiteurs, ou

2° qu'elle obtient ou fait obtenir des jugements contre les débiteurs, ou

3° qu'elle exécute ou fait exécuter des jugements contre les débiteurs, ou

4° qu'elle accomplit ou fait accomplir toute autre affaire légale; ou

f) convient avec toute autre personne de mettre son avocat à la disposition de cette dernière, en considération d'un paiement ou d'une souscription périodique en argent; ou

g) sollicite ou obtient, directement ou indirectement, de la victime d'une faute ou de ses représentants l'autorisation de recouvrer ou de régler pour leur compte toute réclamation résultant de cette faute ou, de fait, agit à titre d'intermédiaire pour la négociation, le règlement ou le recouvrement de telle réclamation, le tout sous réserve des dispositions de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (chapitre D-9.2) applicables aux représentants en assurance ou aux experts en sinistre; ou

h) agissant en qualité de fonctionnaire des gouvernements fédéral ou provincial ou de municipalités ou de commissions scolaires, exerce les fonctions d'avocat devant tout tribunal; ou

i) offre par voie d'annonces, d'imprimés, de circulaires ou par tout autre mode de publicité de régler les difficultés financières d'un débiteur avec ses créanciers, avec ou sans rémunération, ou s'interpose comme intermédiaire entre un débiteur et ses créanciers pour ce faire; ou

j) moyennant une commission ou rémunération quelconque, se charge de la perception des comptes ou du recouvrement des créances en assumant la responsabilité totale ou partielle des frais judiciaires; ou

k) vend, distribue ou emploie, fait vendre, distribuer ou employer des livrets de lettres imprimées pour être adressées par un créancier à ses débiteurs, au nom et sous la signature d'une tierce personne, et comportant une mise en demeure de paiement ou toute autre intimation; ou

l) vend, distribue ou emploie, fait vendre, distribuer ou employer des formules imprimées à l'avance, pour être utilisées par les créanciers et portant l'attestation d'un commissaire à l'assermentation ou étant de nature à créer de toute autre manière l'impression qu'elles sont des documents judiciaires. Le commissaire à l'assermentation qui permet que son nom, sa signature ou son sceau officiel soient apposés à tel document est passible des peines prévues à l'article 132. La condamnation d'un commissaire à l'assermentation à l'une desdites peines entraîne automatiquement la révocation de sa commission. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 136; 1973, c. 45, art. 21; 1974, c. 70, art. 473; 1988, c. 84, art. 701; 1989, c. 48, art. 249; 1996, c. 2, art. 84; 1998, c. 37, art. 516; 1999, c. 40, art. 36]

137. Interprétation. Les articles 134, 135 et 136 ne doivent pas être interprétés comme restreignant la portée de l'article 133. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 137]

138. Réclamation pour autrui. Toute personne qui se prétend cessionnaire d'une créance et en réclame paiement en son nom avec suggestion de procédures judiciaires est présumée réclamer pour autrui au sens de l'article 136, si elle n'a pas fait accompagner ou précéder sa réclamation de l'accomplissement des formalités prescrites aux articles 1641 et 1642 du *Code civil du Québec* (L.Q. 1991,

ch. 64). [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 138; 1999, c. 40, art. 36]

138.1. Exercice illégal. Exerce illégalement la profession d'avocat quiconque, sans être inscrit au Tableau, prend verbalement ou autrement le titre d'avocat à la retraite ou tout autre titre analogue ou de quelque manière ou par quelque moyen s'annonce comme tel. [2007, c. 35, art. 15]

139. Exercice illégal. Exerce illégalement la profession d'avocat, le conseiller en loi qui excède les restrictions de son permis ou l'avocat à la retraite qui exerce la profession d'avocat, notamment en posant l'un des gestes visés aux articles 133 à 136. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 139; 1990, c. 54, art. 76; 2007, c. 35, art. 16]

139.1. Actes réservés. Rien dans la présente loi ne doit empêcher une personne de poser des actes réservés aux membres de l'Ordre, pourvu qu'elle les pose en conformité avec les dispositions d'un règlement pris en application du paragraphe h de l'article 94 du *Code des professions* (chapitre C-26). [1994, c. 40, art. 269]

140. Poursuite pénale. Une poursuite pénale pour une infraction à une disposition de la présente loi peut être intentée, conformément à l'article 10 du *Code de procédure pénale* (chapitre C-25.1), par le Barreau ou par la section sur le territoire de laquelle l'infraction a été commise, sur résolution du conseil de cette section. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 143; 1973, c. 44, art. 76; 1977, c. 66, art. 22; 1992, c. 61, art. 77; 2008, c. 11, art. 175]

SECTION XIV.1

FORMATION, CONTRÔLE DE LA COMPÉTENCE ET DISCIPLINE DES STÉNOGRAPHES

140.1. Comité sur la sténographie. Est constitué, au Barreau, un Comité sur la sténographie ayant pour mission d'assurer la formation des sténographes qui œuvrent dans le

cadre de l'administration de la justice, d'établir leur compétence et, à cette fin, de leur délivrer une attestation. Il a également pour mission de régir leur discipline. [2001, c. 64, art. 3]

140.2. Composition. Le comité est composé de sept membres, soit :

1° trois avocats désignés par le comité exécutif;

2° trois sténographes désignés par une association que le ministre de la Justice considère la plus représentative des sténographes œuvrant dans le cadre de l'administration de la justice ou, à défaut d'une telle association, désignés par le ministre de la Justice;

3° une personne désignée par le ministre de la Justice.

Président. Le président du comité est désigné par le comité parmi ses membres. Le président demeure en fonction jusqu'à l'expiration de son mandat comme membre du comité.

Durée du mandat des membres. La durée du mandat des membres est d'au plus trois ans. À l'expiration de son mandat, un membre demeure en fonction jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou nommé de nouveau. [2001, c. 64, art. 3; 2008, c. 11, art. 212]

140.3. Traitement. Les membres du comité ne sont pas rémunérés, sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le Conseil général. Ils ont cependant droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le Conseil général. [2001, c. 64, art. 3; 2008, c. 11, art. 176]

140.4. Réglementation. Le comité doit par règlement :

1° déterminer les règles, conditions et modalités relatives à la formation, au contrôle de la compétence, à la délivrance d'une attestation et à la discipline des sténographes;

2° fixer le montant des frais exigibles pour les examens auxquels les candidats doivent se soumettre ainsi que le montant de la cotisation annuelle que les sténographes admis à exercer doivent verser au Barreau, déterminer la portion de cette cotisation qui doit être affectée à la formation, fixer les modalités du versement de ces frais et cotisations, le délai dans lequel ils doivent être versés et les conséquences du défaut de les verser;

3° déterminer son fonctionnement.

Vote requis. Pour prendre un règlement, le quorum du comité est d'au moins trois membres. Un règlement doit être pris à la majorité des membres présents. Toutefois, cette majorité doit comporter le vote d'au moins un des avocats désignés conformément au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 140.2 et le vote d'au moins un des sténographes désignés conformément au paragraphe 2° du même alinéa.

Avis et approbation. Ces règlements sont transmis par le comité à l'Office des professions pour avis au ministre de la Justice; ils sont soumis au gouvernement qui, sur la recommandation du ministre, peut les approuver avec ou sans modification.

Défaut. À défaut par le comité de prendre les règlements visés au premier alinéa dans le délai que fixe le ministre de la Justice, le gouvernement les prend en son lieu et place. [2001, c. 64, art. 3]

SECTION XV

DISPOSITIONS FINALES

141. Droits sauvegardés. Rien dans la présente loi n'interdit aux comptables reconnus par la *Loi sur les comptables agréés* (chapitre C-48) ou par le *Code des professions* (chapitre C-26), dans les limites desdites lois et amendements, de donner des avis et des consultations sur toute question d'ordre fi-

nancier, administratif ou fiscal, de préparer et de soumettre, à qui de droit, des projets d'administration, d'organisation et de réorganisation financières ou fiscales, de préparer et de soumettre des études, états, rapports ou déclarations de même nature, y compris les rapports d'impôt de tous genres, de discuter avec toutes personnes ayant autorité en la matière de toutes cotisations en matière d'impôt de nature quelconque, de même que de préparer et donner avis d'appel au ministre du Revenu du Québec et au ministre du Revenu national du Canada et de discuter avec eux et leurs représentants du bien-fondé des cotisations imposées à leurs clients en matière d'impôt. [S.Q. 1966-67, c. 77, art. 145; 1973, c. 64, art. 53; 1999, c. 40, art. 36]

142. *Dispositions applicables.* Les dispositions du chapitre VIII du *Code des professions* (chapitre C-26) s'appliquent au Comité des requêtes, à un comité visé à l'article 44, au comité d'accès à la profession ainsi qu'à leurs membres. [1973, c. 44, art. 77; 1975, c. 81, art. 56; 1990, c. 54, art. 77; 2009, c. 35, art. 43]

143. (*Cet article a cessé d'avoir effet le 17 avril 1987*). [1982, c. 21, art. 1; 1982, R.-U., c. 11, ann. B, ptie I, art. 33]

ANNEXE I
LIMITES TERRITORIALES DES SECTIONS
(art. 5)

Sections judiciaires	Districts
Abitibi-Témiscamingue	Abitibi Rouyn-Noranda Témiscamingue
Arthabaska	Arthabaska Drummond Frontenac
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie — Îles-de-la-Madeleine	Bonaventure Gaspé Kamouraska Rimouski
Bedford	Bedford
Côte-Nord	Baie-Comeau Mingan
Laurentides — Lanaudière	Joliette Labelle Terrebonne
Laval	Laval
Longueuil	Longueuil
Mauricie	Saint-Maurice Trois-Rivières
Montréal	Montréal
Outaouais	Hull Pontiac
Québec	Beauce Montmagny Québec
Richelieu	Beauharnois Iberville Richelieu Saint-Hyacinthe
Saguenay — Lac-St-Jean	Alma Charlevoix Chicoutimi Roberval
Saint-François	Mégantic Saint-François

[S.Q. 1966-67, c. 77, annexe I; 1975, c. 81, art. 57; 1975, c. 80, art. 40; 1985, c. 29, art. 3; 1987, c. 79, art. 2; 1990, c. 54, art. 78; 2001, c. 64, art. 4; 2009, c. 35, art. 44]

LOI SUR LE BARREAU, L.R.Q., c. B-1

INDEX ANALYTIQUE

L'index réfère aux articles de la *Loi sur le Barreau* et aux alinéas et paragraphes particuliers le cas échéant.

A

Actes exclusifs 128; 132

Actes réservés 139.1

Admission (*Voir aussi* Comité de vérification)

- Appel de la décision 48
- Comité d'accès à la profession 45
- Conseiller en loi d'une autre province ou d'un territoire du Canada 55
 - Permis 57
 - Professeur 56
- Fraude 49
- Juge (réadmission) 74
- Permis 46

Agent d'accréditation 128, par. 2 a) 2°

Appel (*Voir* Tribunal des professions)

Arbitre 128, par. 2 a) 1°; 6°

Assemblée (*Voir* Conseil général; Section)

Assemblée extraordinaire

- Pouvoir de convocation 13, par. 3°

Assemblée générale

- Convocation 30

Assemblée ordinaire (Autres)

- Pouvoir du Conseil général de fixer la date et le lieu 13, par. 2°

Avis

- Abandon d'exercice 69
- Communication 17, par. 1°
- Preuve par attestation 17, par. 2°

Avocat (*Voir aussi* Admission; Membre du barreau; Profession d'avocat)

- Abandon d'exercice 69
- Acte exclusif 128
- Définition 1, par. e)
- Droit d'exercer sur requête assermentée 122, par. 2°
- Droits non affectés 129
- Fonction 2
- Insaisissabilité 130
- Secret professionnel 131
 - Communication d'un testament ou d'un codicille 131, par. 2.1°
 - Exception 131, par. 2°; 3°
 - Principe 131, par. 1°

Avocat à la retraite 54.1

- Avis de retrait 69
- Définition 1, par. p)
- Exercice illégal 138.1
- Inéligibilité 12
- Inscription au tableau 60
- Réinscription 70
- Retrait au Tableau 71

B

Barreau du Québec (*Voir aussi* Bâtonnier du Québec; Comité administratif; Conseil général; Directeur général; Vice-président)

- Code applicable 4
- Définition 1, par. a)
- Nom 3
- Permis au candidat 46
- Pouvoirs 6

- Responsabilité 18
- Sceau 9
- Section 5
 - Désignation 5, par. 3°
 - Distincte et autonome 5, par. 2°
 - Limite territoriale 5, par. 4°
 - Personne morale 6, par. 1°
 - Siège 7, par. 2°
 - Signification de procédure 8
- Siège 7, par. 1°; 2°
- Signification de procédure 8, al. 1

Bâtonnier

- Ancien bâtonnier 11, par. 2°
- Candidature 12, al. 2, par. 4°
- Comité 35, par. 2°
- Décision du bâtonnier du Québec 22.1, al. 2
- Droit de surveillance générale sur les affaires du Barreau 11, par. 1°
- Élection 12, al. 1, par. 1°
 - Par acclamation 12, al. 2, par. 5°
 - Procédure 12, al. 2, par. 6°
- Éligibilité 12, al. 2, par. 2°; 3°
- Entrée en fonction 12, al. 2, par. 7°
- Fonction 35, par. 1°
- Membre de droit de tous les comités 11, par. 1°
- Pouvoir 11, par. 1°
- Président des assemblées 11, par. 1°
- Qualité 12, al. 2, par. 3°
- Remplacement 11, par. 3°; 36
- Vacance du poste 11, par. 4°

Bien meuble et immeuble 6, al. 2 à 4

Bureau de révision 128, par. 2, a) 3°; 7°

C

Certificat (*Voir* Admission; Tableau de l'ordre)

Codicille (*Voir* Testament)

Comité (Membres)

- Traitement 140.3
 - Remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions 140.3
 - Rémunération 140.3

Comité d'accès à la profession

- Composition des membres 45, par. 1°
- Devoirs
 - Évaluation et inscription au tableau 42, par. 2°
 - Examen des dossiers des candidats à la formation professionnelle 45, par. 2°
 - Prononciation sur l'admissibilité du candidat 42, par. 2°
- Formation 45, par. 1°
- Nomination des membres 45, par. 1°
- Pouvoirs
 - De contraindre le candidat à produire tout document 45, par. 3°
 - De contraindre le candidat ou ses témoins à comparaître 45, par. 3°
 - Émission de rapport en vue de délivrer le permis au candidat 46

Comité administratif (*Voir aussi*

Admission; Comité des requêtes; Directeur général; Syndic)

- Arriérés de cotisation 71
- Autres dirigeants 11, par. 5°
- Bâtonnier 11, par. 1°
- Comité spécial d'enquête 79
- Création 19, par. 1°
- Désaveu de règlement 41
- Examen d'une demande de réinscription 70, par. 3°; 4°
- Formation 19, par. 2°
- Mandat 21
- Plainte au comité de discipline 49
- Pouvoir 22, par. 1°
- Président 20, par. 1°
- Quorum 20, par. 2°
- Rapport 22, par. 2°
- Renouvellement ou révocation du permis restrictif 58
- Reprise d'exercice 70
- Secrétaire 23, par. 3°
- Vote prépondérant 20, par. 3°

Comité exécutif

- Délégation à un comité des requêtes 22.1, al. 1
- Délégation de ses pouvoirs 22.1, al. 1

- Délégation des pouvoirs conférés au Conseil général 22.1, al. 1
- Pouvoir
 - Désignation du président de division 22.1, al. 3
 - Détermination des règles de fonctionnement applicables à l'examen des demandes 22.1, al. 4

Comité des requêtes

- Membres 22.1, al. 2
- Pouvoir 15, par. 1 o); 22.1

Comité spécial d'enquête 79

Commissaire 128, par. 2° a)

Commission d'appel en matière de lésions professionnelles 128, par. 2 a); par. 3°

Commission de la santé et de la sécurité du travail 128, par. 2 a); par. 3°

Commission des relations de travail 128, par. 2 a); par. 2°

Comptable 141

Conciliateur 128, par. 2 a)

Conseil d'administration

- Imposition de radiation 64.1, par. 3°

Conseil de section (Voir aussi Section)

- Composition 31
- Cotisation 68
- Décision 34, par. 2°
- Définition 1, par. j)
- Démission 33, par. 3°; 4°
- Dirigeants 35; 37
- Élection 32
- Éligibilité 32, par. 5°
- Mandat 33
- Modalités d'élection 32, par. 2°
- Quorum 34, par. 1°
- Quorum après ajournement de l'assemblée annuelle pour fins d'élection 32, par. 4°
- Règlement ou résolution 38
 - Administration des organismes 38, par. 2° a)
 - Bibliothèque 38, par. 1° b)
 - Comité 38, par. 2° d)

- Désaveu 40; 41
- Employés 38, par. 2° b)
- Entrée en vigueur 39
- Fonds de bienfaisance 38, par. 1° b)
- Participation à une séance par un moyen de communication 38, par. 1° c)
- Régie interne et administration 38, par. 3°
- Retraite 38, par. 2° c)
- Sténographe 38, par. 1° a)
- Remplacement 33, par. 5°
- Scrutin secret 32, par. 3°
- Vote obligatoire 34, par. 3°

Conseil général du Barreau du Québec

(Voir aussi Bâtonnier du Québec; Directeur général; Vice-président)

- Abolition d'une section 15, par. 2° c)
- Assemblée 13
 - Convocation 13, par. 4°
 - Décision 14
 - Extraordinaire 13, par. 3°
 - Quorum 14
- Bâtonnier 11
- Comités (délégation de pouvoirs) 44
- Composition 10, par. 1°
- Cotisation 68
- Définition 1, par. b)
- Délégués et substituts 10(4)
- Désaveu de règlements 40; 41
- Directeur général 23; 26
- Directeur général adjoint 25
- Droits et obligations 10, par. 2°
- Entraînement professionnel 15, par. 2° b)
- Fonction 10, par. 1°
- Fonds d'études juridiques 15, par. 2° h)
- Membre
 - Fonction continuée 10, par. 5°
- Pouvoir 15
 - Détermination des devoirs et fonctions des dirigeants et employés 15, par. 1° c)
 - Détermination des modalités de versement de la cotisation 68, par. 2°
 - Disposition des biens, des livres et archives des sections abolies 15, par. 1° h)

- Exiger le rapport financier annuel d'une section 15, par. 1^e)
- Imposer aux sections un partage des frais d'opération du conseil général 15, par. 1^f)
- Permission de signature des documents 15, par. 1^g)
- Prescription des frais exigibles pour la constitution d'un dossier 15, par. 1^h)
- Publication des recueils officiels et de décisions des tribunaux 15, par. 1^b)
- Registre de mandat 15, par. 3^o g)
- Registre de testament 15, par. 3^o e)
- Règlement (application de l'article 95.1 du Code des professions) 16
 - Tutelle d'une section 15, par. 1^o m); n)
- Secrétaire 23, par. 3^o
- Secrétariat 26

Conseiller en loi 55; 56

- Acte exclusif 128, par. 1^o
- Admission 55; 58
- Définition 1, par. g)
- Exercice illégal 139
- Inéligibilité (bâtonnat et vice-présidence) 12, al. 2, par. 2^o

Conseiller juridique

- Définition 1, par. e)

Cotisation (Voir aussi Tableau de l'ordre)

- Abandon d'exercice 69
- Annuelle 68
- Arriérés 71
- Dispositions applicables du Code des professions 68, par. 7^o
- Exercice dans plusieurs sections 68, par. 6^o
- Liste 68, par. 4^o
- Paiement 65, par. 2^o; 68, par. 2^o; 8^o
- Radiation 66; 72
- Réinscription 65; 70
 - Appel au Tribunal des professions 70, par. 5^o
 - Audition 70, par. 4^o
 - Avis au directeur général 70, par. 1^o
 - Avis au syndic 70, par. 2^o
 - Certificat 70, par. 6^o

- Objection 70, par. 3^o
- Paiement en retard 65
- Répartition 68, par. 5^o
- Spéciale 68, par. 3^o

Cour supérieure 45, par. 3^o; 70, par. 4^o**D****Délégué** (Voir Conseil général)

- Conseil général 10, par. 3^o; 4^o

Dépens (Voir Frais judiciaires)**Directeur des services judiciaires (Palais de justice)**

- Sanction disciplinaire (affichage) 64

Directeur général (Voir Tableau de l'ordre)

- Adjoints 23(2)
- Admission au Barreau
- Budget annuel 24, par. 1^o c)
- Devoirs 24, par. 1^o
- Engagement et nomination des cadres 24, par. 1^o e)
- État des finances 24, par. 3^o
- Fonctions 24; 25, par. 1^o
- Mise en application des résolutions 24, par. 1^o a)
- Nomination 23, par. 1^o
- Plan d'organisation et des effectifs 24, par. 1^o b)
- Réinscription 70
- Remplacement 25, par. 2^o
- Secrétaire du Conseil général et du Comité administratif 23(3)
- Secrétariat 26
- Serment 24, par. 2^o

Dirigeants et conseillers

- Élection
 - Date 32, par. 1^o
 - Démission implicite 33, par. 4^o
 - Durée des mandats 33, par. 1^o, 3^o
 - Éligibilité 32, par. 5^o
 - Modalité de l'élection 32, par. 2^o
 - Quorum 34, par. 1^o
 - Quorum après ajournement 32, par. 4^o
 - Scrutin 32, par. 3^o

E

Exercice illégal de la profession (*Voir* Profession d'avocat)

F

Fonds d'assurance de la responsabilité professionnelle

– Cotisation 65, par. 1°; 3°

Formation professionnelle (*Voir* Admission)

Frais extrajudiciaires

- Définition 1, par. *n*)
- Droit 125
- Nature 126, par. 1°
- Partage 125
- Serment 127
- Société par actions 125
- Sur la base de «*quantum meruit*» 126, par. 3°

Frais judiciaires

- Définition 1, par. *m*)
- Droit 125, par. 1°
- Exigible du débiteur 125, par. 3°
- Partage 127.1; 134
- Serment 127
- Société par actions 125
- Tarif 125, par. 2°

Fraude

- Permis 49

H

Honoraires 127.1; 134

I

Infraction

- Exercice illégal de la profession 132; 133; 138.1; 139

Inhabilité à exercer la profession (*Voir* Profession d'avocat) 122; 123; 123.1

J

Juge

- Réadmission 74

L

Lois

- Code du travail 128, par. 2° *a*)
- Loi sur l'aide aux personnes et aux familles 128, par. 2° *a*)
- Loi sur les accidents du travail 128, par. 2° *a*)
- Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles 128, par. 2° *a*)
- Loi sur les comptables agréés 141
- Loi sur la distribution de produits et services financiers 136, par. *g*)
- Loi sur la faillite et l'insolvabilité 65, par. 3°; 122, par. 1° *d*)
- Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose dans les mines et les carrières 128, par. 2° *a*)
- Loi sur la justice administrative 128, par. 2° *a*)
- Loi sur la Régie du logement 128, par. 2° *a*)
- Loi sur les régimes complémentaires de retraite 38, par. 2° *c*)
- Loi sur les relations de travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction 128, par. 2° *a*)
- Loi sur la santé et la sécurité du travail 128, par. 2° *a*)
- Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale 128, par. 2° *a*)

M

Membre du Barreau (*Voir* Admission; Avocat; Avocat à la retraite; Profession d'avocat; Tableau de l'ordre)

- Définition 1, par. *e*)
- Élection du Bâtonnier et vice-président 12, al. 1, par. 1°
- Éligibilité (bâtonnat et vice-présidence) 12, al. 2, par. 2°

Ministre de l'Emploi et de la Solidarité 128, par. 2° *a*)

Ministre du Revenu du Québec 141

Ministre du Revenu national du Canada 141

N

Notaire 124; 129, par. *e*)

O

Office des professions du Québec

- Membre du comité administratif 10, par. 3°; 19, par. 2°

Ordre des avocats (Barreau du Québec) 3

- Définition 1, par. *c*)

Ordre professionnel des avocats du Québec (Voir Barreau du Québec)

- Définition 1, par. *a*)

P

Palais de justice (Voir Directeur des services judiciaires)

Peine (Voir Infraction)

Permis

- Définition 1, par. *f*)
- Délivrance 46
- Fraude 49
- Inscription au Tableau de l'Ordre 60; 67
- Restrictif 57; 58

Personne

- Définition 1, par. *k*)

Poursuite pénale

- Infraction de la présente loi 140
- Par le Barreau 140
- Sur résolution du Conseil de la section 140

Procédure

- Signification 8

Procureur

- Définition 1, par. *e*)
- Valeur des procédures faites par avocat inhabile 123, par. 2°

Procureur général

- Poursuite pour exercice illégal 140

Professeur

- Admission
 - Conditions 56, par. 1°
 - Disposition de la requête 56, par. 2°
 - Restriction quant aux titres 56, par. 3°

Profession d'avocat

- Actes réservés 139.1
- Exercice illégal
 - Conseiller en loi 139
 - Fausse représentation 136
 - Infraction et peine 132; 133; 137; 138; 138.1
 - Inhabilité 134
 - Partage de bénéfice ou de gains 134
 - Poursuite pénale 140
 - Pratiques illégales 134; 138.1
 - Réclamation pour autrui 138
 - Usurpation de fonction 135; 138.1
- Inhabilité à exercer 122
 - Acte dérogatoire 124
 - Peine et sanction 123 par. 1°
 - Valeur des procédures 123 par. 2°

R

Radiation

- Réinscription 66; 72

Régie du logement 128 par. 2° *a*)

Régime de tutelle ou curatelle

- Radiation 69.1

Règlement (Voir Conseil général; Conseil de section)

- Conseil général 15
- Conseil de section 38

Réinscription

- Abandon d'exercice 71
- Appel 70(5)
- Au terme d'une radiation 72
- Avis du directeur général 70, par. 2°
- Certificat 70, par. 6°
- Décision 70, par. 4°
- Demande 70, par. 1°
- Examen du dossier 70, par. 4°

- Objection 70, par. 3°
- Paiement des frais 71, par. 3°

Requête (*Voir* Comité des requêtes)

Résolution (*Voir* Conseil général)

S

Secret professionnel

- Communication d'un testament ou d'un codicille 131, par. 2.1°
- Exception 131, par. 2°
- Exception liée à la sécurité publique 131, par. 3°
- Principe 131, par. 1°

Secrétaire (*Voir* Directeur général)

Section (*Voir* Barreau du Québec; Conseil général; Conseil de section) 5; 7; 10

- Assemblée extraordinaire 28
- Assemblée générale annuelle
 - Convocation 30
 - Date 27, par. 1°
 - Ordre du jour 27, par. 2°
 - Quorum 29
- Bâtonnier 35; 36
- Définition 1, par. i)
- Effet de mise en tutelle 42
- Secrétaire et trésorier 37
- Siège 7, par. 2°
- Signification de procédure 8, al. 2

Serment 24, par. 2°

- Honoraires 127

Siège social 7; 8

Sténographie

- Comité sur la sténographie 140.1
 - Adoption d'un règlement 140.4
 - Composition 140.2
 - Désignation du président 140.2, al. 1, par. 2°
 - Fonctionnement 140.4 par. 3°
 - Mandat des membres du Comité 140.2, al. 1, par. 3°
 - Objet 140.1
 - Règlement du Comité 140.4
 - Rémunération 140.3

- Définition 1, par. o)
- Règlement sur la sténographie
 - Cotisation et autres frais 140.4, par. 2°
 - Formation, compétence et discipline des sténographes 140.4, par. 1°

Succession

- Acte exclusif 128, par. 2° c)

Syndic

- Accès aux documents 76, par. 1°
- Adjoint 77
- Assistant 78
- Comité spécial d'enquête 79
 - Dispositions applicables (Code des professions) 79, par. 2°
 - Rapport d'activité 79, par. 3°
- Fonction 75, par. 2°
- Inspection des comptes en fidéicomis et registres 75, par. 4°
- Prise de possession de dossier 76, par. 2°
- Procès-verbal 76, par. 3°

T

Tableau de l'Ordre des avocats (*Voir* Cotisation; Radiation; Réinscription)

- Avis de radiation 64.1
- Catégorie de membres 60, par. 3°
- Certificat 61; 66
- Paiement tardif de cotisation 65, par. 2°; 3°
- Définition 1, par. d)
- Distribution 64
- Impression 62
- Inscription multiple 63
- Inscription plus d'un an après la délivrance du permis 67
- Liste officielle 60, par. 1°
- Membre en règle 60, par. 2°

Testament

- Acte exclusif 128, par. 2° b)
- Registre 18

Tribunal

- Définition 1, par. l)

Tribunal administratif du Québec
(section des affaires sociales) 128,
par. 2° a); par. 5°

Tribunal des professions

- Appel de décision d'un comité 48
- Réinscription 70, par. 5°
- Reprise d'exercice 70, par. 5°

V

Vice-président

- Candidature 12, al. 2, par. 4°
- Élection 12, al. 1, par. 1°
- Éligibilité 12, al. 2, par. 2°
- Entrée en fonction 12, al. 2, par. 7°
- Vacance du poste de Bâtonnier 11, par. 3°

CODE DES PROFESSIONS, L.R.Q., c. C-26

HISTORIQUE LÉGISLATIF

L.Q. 1973, c. 43

Modifiée par :

L.Q. 1974, c. 6, art. 113

L.Q. 1974, c. 65, art. 1 à 40

L.Q. 1975, c. 80, art. 1 à 32

L.Q. 1975, c. 81, art. 63 à 65

L.Q. 1977, c. 5, art. 222 et 223

L.Q. 1977, c. 66, art. 1 à 12

Loi refondue :

L.R.Q., c. C-26

Modifiée par :

L.Q. 1978, c. 15, art. 140

L.Q. 1978, c. 18, art. 21 et 22

L.Q. 1979, c. 37, art. 43

L.Q. 1982, c. 16, art. 1, 2 et 3

L.Q. 1982, c. 21, art. 1

L.Q. 1982, c. 32, art. 77

L.Q. 1983, c. 54, art. 15 à 26

L.Q. 1984, c. 39, art. 546

L.Q. 1986, c. 95, art. 69 à 78

L.Q. 1987, c. 17, art. 1, 2 et 3

L.Q. 1987, c. 54, art. 33 à 35

L.Q. 1988, c. 29, art. 1 à 68

L.Q. 1988, c. 84, art. 698

L.Q. 1990, c. 4, art. 225 et 226

L.Q. 1990, c. 52, art. 1 et 2

L.Q. 1990, c. 76, art. 1 à 4

L.Q. 1992, c. 57, art. 481

L.Q. 1992, c. 61, art. 169 et 170

L.Q. 1993, c. 38, art. 1 à 5

L.Q. 1994, c. 37, art. 16 à 18

L.Q. 1994, c. 40, art. 1 à 182 et art. 455 à 471

L.Q. 1995, c. 41, art. 20 à 22

L.Q. 1995, c. 50, art. 1 à 13

L.Q. 1996, c. 2, art. 218

L.Q. 1996, c. 65, art. 1

L.Q. 1997, c. 80, art. 56

L.Q. 1997, c. 43, art. 875

L.Q. 1998, c. 14, art. 1 à 8

L.Q. 1998, c. 18, art. 1 à 4

L.Q. 1999, c. 24, art. 16 à 18

L.Q. 1999, c. 40, art. 58

L.Q. 2000, c. 8, art. 242

L.Q. 2000, c. 13, art. 1 à 50

L.Q. 2000, c. 44, art. 100 et 101

L.Q. 2000, c. 56, art. 124 et 220

L.Q. 2001, c. 12, art. 12 à 14

L.Q. 2001, c. 34, art. 1 à 10

L.Q. 2001, c. 78, art. 5 et 6

L.Q. 2002, c. 7, art. 165

L.Q. 2002, c. 32, art. 1

L.Q. 2002, c. 33, art. 1 à 7

L.Q. 2002, c. 45, art. 268

L.Q. 2003, c. 1, art. 15

L.Q. 2004, c. 15, art. 1 à 15

L.Q. 2004, c. 37, art. 90

L.Q. 2005, c. 28, art. 195

L.Q. 2006, c. 20, art. 1 à 6

L.Q. 2006, c. 22, art. 148 à 155

L.Q. 2007, c. 25, art. 1 à 6

L.Q. 2007, c. 35, art. 17 à 22

L.Q. 2007, c. 42, art. 1 à 3

L.Q. 2008, c. 7, art. 53

L.Q. 2008, c. 11, art. 1 à 151

L.Q. 2009, c. 16, art. 1 à 5

L.Q. 2009, c. 35, art. 1 à 18, 21 à 27

CODE DES PROFESSIONS, L.R.Q., c. C-26

TABLE DES MATIÈRES

Chapitre I	Définitions et application.	1 et 2
Chapitre II	Office des professions du Québec	3 à 16.8
Chapitre III	Le Conseil interprofessionnel	17 à 22
Chapitre IV	Les ordres professionnels.	23 à 182.10
Section I	Constitution des ordres professionnels.	23 à 30.1
Section II	Professions d'exercice exclusif.	31 à 34
Section III	Professions à titre réservé.	35 à 39.1
Section III.1	Dispositions particulières à certaines professions	39.2 à 39.10
Section IV	Dispositions communes	40 à 60.7
Section V	Administration	61 à 108
§ 1	Le Bureau.	61 à 95.4
§ 2	Le comité administratif.	96 à 101
§ 3	Les assemblées générales	102 à 106
§ 4	Dispositions financières.	107 et 108
Section V.1	Accès aux documents et protection des renseignements personnels	108.1 à 108.11
Section VI	Inspection professionnelle	109 à 115
Section VII	Discipline, appel et publicité des décisions.	116 à 182
§ 1	Comité de discipline, syndicats et comités de révision	116 à 125.1
§ 2	Introduction de la plainte	126 à 136
§ 3	Instruction de la plainte	137 à 149.1
§ 4	Décisions et sanctions	150 à 161.1
§ 5	Appel.	162 à 178
§ 6	Publicité des décisions et rapports	179 à 182
Section VIII	Appel de certaines décisions autres que disciplinaires	182.1 à 182.10
§ 1	Appel au Tribunal des professions	182.1 à 182.8
§ 2	Publicité des décisions	182.9 à 182.10
Chapitre V	Réglementation	183 à 184.3
Chapitre VI	Permis de radiologie.	185 à 187
Chapitre VI.1	Permis de psychothérapeute	187.1 à 187.5
Chapitre VI.2	Permis de directeur d'un laboratoire de prothèses dentaires.	187.6 à 187.10

Chapitre VI.2.1	Permis de comptabilité publique.	187.10.1 à 187.10.7
Chapitre VI.3	Exercice des activités professionnelles au sein d'une société en nom collectif à responsabilité limitée ou d'une société par actions	187.11 à 187.20
Chapitre VII	Dispositions pénales.	188 à 191
Chapitre VIII	Enquêtes et immunités	192 à 196
Chapitre VIII.1	Contributions financières	196.1 à 196.8
Chapitre IX	Dispositions finales	197 à 199
Annexe I	Liste des ordres professionnels	
Annexe II	Serment ou affirmation de discrétion	

CODE DES PROFESSIONS, L.R.Q., c. C-26

CHAPITRE I DÉFINITIONS ET APPLICATION

1. *Interprétation.* Dans le présent code et dans les règlements adoptés sous son autorité, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

a) « **ordre** » ou « **ordre professionnel** » : tout ordre professionnel dont le nom apparaît à l'annexe I du présent code ou qui est constitué conformément au présent code ;

b) « **Conseil d'administration** » : tout Conseil d'administration institué au sein d'un ordre professionnel ;

c) « **professionnel** » ou « **membre d'un ordre** » : toute personne qui est titulaire d'un permis délivré par un ordre et qui est inscrite au tableau de ce dernier ;

d) « **Conseil interprofessionnel** » : le Conseil interprofessionnel du Québec institué par le présent code ;

e) « **Office** » : l'Office des professions du Québec institué par le présent code ;

f) « **permis** » : un permis délivré conformément au présent code et à la *Charte de la langue française* (chapitre C-11), qui permet d'exercer la profession d'exercice exclusif qui y est mentionnée et d'utiliser un titre réservé aux personnes exerçant cette profession ou qui permet uniquement d'utiliser un titre réservé aux membres de l'ordre professionnel délivrant ce permis, sous réserve de l'inscription au tableau de cet ordre professionnel du titulaire de ce permis ;

g) « **autorisation spéciale** » : une autorisation spéciale accordée pour un temps limité, conformément au présent code, à une personne n'étant pas titulaire d'un permis, afin de lui permettre d'exercer la profession d'exercice exclusif qui y est mentionnée et d'utiliser un titre réservé aux professionnels exerçant cette profession ou afin de lui permettre uniquement d'utiliser un titre réservé aux membres de l'ordre accordant cette autorisation ;

h) « **tableau** » : la liste des membres en règle d'un ordre, dressée conformément au présent code ;

i) « **ministre** » : tout ministre désigné par le gouvernement. [1973, c. 43, art. 1 ; 1974, c. 65, art. 1 ; 1975, c. 81, art. 63 ; 1977, c. 5, art. 222 ; 1994, c. 40, art. 1 ; 1997, c. 43, art. 875 ; 2008, c. 11, art. 1]

2. *Ordres professionnels visés.* Sous réserve des dispositions inconciliables d'une loi particulière, des lettres patentes délivrées conformément à l'article 27 ou d'un décret d'intégration ou de fusion adopté conformément à l'article 27.2, le présent code s'applique à tous les ordres professionnels et à leurs membres. [1973, c. 43, art. 2 ; 1994, c. 40, art. 2 ; 1998, c. 14, art. 1]

CHAPITRE II OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

3. *Constitution. Nom.* Est institué un organisme sous le nom de « Office des professions du Québec ». [1973, c. 43, art. 3 ; 1974, c. 65, art. 109]

3.1. Capacité. L'Office peut ester en justice tant en demande qu'en défense.

Dispositions applicables. Les articles 94, 94.2 et 94.6 à 94.10 du *Code de procédure civile* (chapitre C-25) s'appliquent à l'Office. [1978, c. 18, art. 21; 2002, c. 7, art. 165]

4. Composition. L'Office est composé de cinq membres, domiciliés au Québec, dont un président et un vice-président, nommés par le gouvernement, qui fixe leur traitement.

Choix des membres. Quatre de ces membres, dont le président et le vice-président, doivent être des professionnels. Trois d'entre eux, dont le président ou le vice-président, sont choisis parmi une liste d'au moins cinq noms que le Conseil interprofessionnel fournit au gouvernement.

Membre non professionnel. Le cinquième membre ne doit pas être un professionnel. Il est choisi en fonction de son intérêt pour la protection du public que doivent assurer les ordres professionnels.

Durée des mandats. Le président et le vice-président sont nommés pour une période déterminée qui ne peut excéder 10 ans et les autres membres, pour une période déterminée qui ne peut excéder trois ans.

Durée des mandats. Une fois déterminés, la durée de leur mandat et le montant de leur traitement ne peuvent être réduits.

Fonctions continuées. À l'expiration de leur mandat, ils demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils aient été nommés de nouveau ou remplacés. [1973, c. 43, art. 4; 1994, c. 40, art. 3]

5. Secrétaire et employés. Le secrétaire ainsi que les autres fonctionnaires et employés de l'Office sont nommés suivant la *Loi sur la fonction publique* (chapitre F-3.1.1). [1973, c. 43, art. 5; 1978, c. 18, art. 22; 1978, c. 15, art. 140; 1983, c. 55, art. 161; 2000, c. 8, art. 242]

6. Quorum. Le quorum de l'Office est fixé à trois membres, dont le président ou le vice-président.

Siège. Le siège de l'Office est situé dans le territoire de la Ville de Québec. [1973, c. 43, art. 6; 1994, c. 40, art. 4; 2000, c. 56, art. 220]

7. Services exclusifs. Le président et le vice-président doivent s'occuper exclusivement du travail de l'Office et des devoirs de leurs fonctions. [1973, c. 43, art. 7]

8. Responsabilité du président. Le président préside les réunions de l'Office; il est responsable de l'administration des affaires de l'Office dans le cadre de ses règles concernant la conduite de ses affaires.

Dirigeant d'organisme. Il exerce les droits, pouvoirs et privilèges que la loi accorde à un dirigeant d'organisme au sens de la *Loi sur la fonction publique* (chapitre F-3.1.1). [1973, c. 43, art. 8; 1974, c. 65, art. 2; 1978, c. 15, art. 140; 1983, c. 55, art. 161; 1994, c. 40, art. 5]

9. Remplacement en cas d'absence ou d'empêchement. En cas d'absence ou d'empêchement du président, il est remplacé par le vice-président; lorsque le vice-président ou un autre membre est ainsi empêché d'agir, il peut être remplacé par une personne chargée d'exercer ses fonctions; cette personne est nommée par le gouvernement qui fixe son traitement. [1973, c. 43, art. 9; 1994, c. 40, art. 6; 1999, c. 40, art. 58]

10. Vacances. Toute vacance survenant au cours de la durée du mandat d'un membre de l'Office est comblée pour la durée non écoulée de ce mandat, en suivant le mode de nomination prescrit pour la nomination du membre à remplacer. [1973, c. 43, art. 10]

11. Serment. Les membres de l'Office et les personnes qui travaillent pour l'Office sont tenus de prêter le serment contenu à l'annexe II. [1973, c. 43, art. 11; 1999, c. 40, art. 58]

12. Fonctions de l'Office. L'Office a pour fonction de veiller à ce que chaque ordre assure la protection du public. À cette fin, l'Office peut, notamment, en collaboration avec chaque ordre, vérifier le fonctionnement des divers mécanismes mis en place au sein de l'ordre en application du présent code et, le cas échéant, de la loi le constituant en ordre professionnel.

Constitution, fusion ou dissolution. Il suggère, lorsqu'il le juge opportun, la constitution de nouveaux ordres, la fusion ou la dissolution d'ordres existants, l'intégration d'un groupe de personnes à l'un des ordres visés à la section III du chapitre IV, ainsi que des modifications au présent code et aux lois, aux lettres patentes, aux décrets d'intégration ou de fusion et aux règlements les régissant; il tente d'amener les ordres à se concerter afin de trouver des solutions aux problèmes communs qu'ils rencontrent, en raison notamment de la connexité des activités exercées par leurs membres; il fait des suggestions quant aux mesures à prendre pour assurer aux professionnels la meilleure formation possible.

Responsabilité de l'Office. L'Office doit, notamment :

1° s'assurer que le Conseil d'administration de chaque ordre adopte tout règlement dont l'adoption par le Conseil d'administration est obligatoire en vertu du présent code ou, le cas échéant, de la loi constituant l'ordre professionnel;

2° recommander au gouvernement d'adopter, par règlement, tout règlement dont l'adoption par le Conseil d'administration est obligatoire en vertu du présent code ou, le cas échéant, de la loi constituant l'ordre professionnel, à défaut par le Conseil d'administration de l'adopter dans le délai que fixe l'Office;

3° suggérer, en tout temps, au Conseil d'administration de chacun des ordres les modifications que l'Office juge nécessaire d'apporter

à tout règlement adopté par le Conseil d'administration, dont l'adoption par le Conseil d'administration est obligatoire en vertu du présent code ou, le cas échéant, de la loi constituant l'ordre professionnel, y compris avant sa publication à titre de projet à la *Gazette officielle du Québec*, lorsqu'elle est requise, et même après son entrée en vigueur;

4° recommander au gouvernement d'adopter, en tout temps, par règlement, les modifications que l'Office juge nécessaire d'apporter à tout règlement adopté par le Conseil d'administration, dont l'adoption par le Conseil d'administration est obligatoire en vertu du présent code ou, le cas échéant, de la loi constituant l'ordre professionnel, que ce règlement ait été ou non publié à titre de projet à la *Gazette officielle du Québec*, lorsque sa publication est requise, ou qu'il soit ou non en vigueur, à défaut par le Conseil d'administration d'adopter de telles modifications dans le délai que fixe l'Office;

5° communiquer à l'ordre concerné les commentaires relatifs aux règlements qu'il a examinés;

6° déterminer, par règlement et après consultation du Conseil interprofessionnel :

a) tout autre renseignement que ceux prévus à l'article 46.1 que doit contenir le tableau d'un ordre de même que les normes relatives à la confection, à la mise à jour et à la publication du tableau;

b) les normes relatives à la confection et au contenu du rapport annuel d'un ordre;

c) les règles de détention et de conservation des documents détenus par un ordre professionnel dans le cadre du contrôle de l'exercice de la profession;

7° donner au gouvernement son avis sur tout diplôme qui donne ouverture à un permis ou à un certificat de spécialiste délivré par un ordre, après avoir consulté notamment :

a) les établissements d'enseignement et l'ordre intéressés ;

b) la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec, s'il s'agit d'un diplôme de niveau universitaire ;

c) la Fédération des cégeps, s'il s'agit d'un diplôme de niveau collégial ;

d) le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport ;

8° informer le public des droits et des recours prévus au présent code, aux lois constituant les ordres professionnels et aux règlements pris en application du présent code ou de ces lois ;

9° élaborer et proposer au public et aux ordres professionnels tout document propre à favoriser l'exercice de tout droit et de tout recours prévus au présent code, aux lois constituant les ordres professionnels et aux règlements pris en application du présent code ou de ces lois dont, notamment, un modèle de formulaire aux fins de la demande de la tenue d'une enquête par un syndic ou du dépôt d'une plainte portée contre un professionnel devant le conseil de discipline ;

10° faire rapport au gouvernement sur tout ordre qui présente une situation financière déficitaire ou dont les revenus sont insuffisants pour remplir ses devoirs ainsi que sur tout ordre qui ne remplit pas les devoirs qui lui sont imposés par le présent code ou, le cas échéant, la loi le constituant en ordre professionnel ;

11° faire rapport au gouvernement, au plus tard le 21 juin 2002 et, par la suite, tous les 5 ans, sur l'application des dispositions du présent code relatives à la garantie contre la responsabilité qui doit être fournie par les membres d'un ordre ;

12° proposer à un ordre la conduite à tenir ou des mesures à prendre dans les situations où il l'estime nécessaire pour assurer la protection du public.

Normes variables. Les normes d'un règlement de l'Office visé aux sous-paragraphes a et c du paragraphe 6° du troisième alinéa peuvent varier en fonction des ordres professionnels ou des catégories de renseignements ou de documents. [1973, c. 43, art. 12 ; 1974, c. 65, art. 3 ; 1975, c. 80, art. 1 ; 1983, c. 54, art. 15 ; 1988, c. 29, art. 1 ; 1986, c. 95, art. 69 ; 1990, c. 76, art. 1 ; 1994, c. 40, art. 7 ; 1998, c. 14, art. 2 ; 2001, c. 34, art. 1 ; 2005, c. 28, art. 195 ; 2006, c. 22, art. 148 ; 2008, c. 11, art. 1, 2]

12.1. Règles de conduite. L'Office peut, par règlement, adopter des règles concernant la conduite de ses affaires. [1994, c. 40, art. 8 ; 2006, c. 22, art. 149]

12.2. Norme obligatoire. L'Office peut, dans un règlement qu'il est habilité à prendre en vertu du présent code ou d'une loi constituant un ordre professionnel, rendre obligatoire une norme élaborée par un gouvernement ou par un organisme. Il peut prévoir que le renvoi qu'il fait à une telle norme comprend toute modification ultérieure qui y est apportée. [1994, c. 40, art. 8]

12.3. Pouvoirs. L'Office peut :

1° après consultation du Conseil interprofessionnel et des divers groupes socio-économiques, dresser une liste de personnes aux fins de l'application du quatrième alinéa de l'article 123.3 ;

2° fixer, par règlement, le montant des frais qui peuvent être exigés par un ordre d'une personne qui demande l'avis du comité de révision conformément à l'article 123.4. [1994, c. 40, art. 8]

13. Approbation d'un règlement. Tout règlement adopté par l'Office en vertu du présent code ou d'une loi constituant un ordre professionnel doit être soumis au gouvernement qui peut l'approuver avec ou sans modification. [1973, c. 43, art. 13 ; 1988, c. 29, art. 2 ; 1994, c. 40, art. 9]

14. Enquête. L'Office, après avoir obtenu l'autorisation du ministre ou à la demande de ce dernier, peut enquêter sur tout ordre qui présente une situation financière déficitaire ou dont les revenus sont insuffisants pour remplir ses devoirs ainsi que sur tout ordre qui ne remplit pas les devoirs qui lui sont imposés par le présent code ou, le cas échéant, la loi le constituant en ordre professionnel.

Demande d'autorisation. L'Office précise, dans sa demande d'autorisation au ministre, les motifs pour lesquels il demande l'autorisation d'enquêter. De plus, l'Office informe l'ordre qu'il a demandé l'autorisation du ministre pour enquêter ainsi que des motifs pour lesquels il l'a demandée.

Personne désignée. L'Office peut désigner une personne pour effectuer l'enquête en son nom. [1973, c. 43, art. 14; 1994, c. 40, art. 10]

14.1. Serment. La personne qui effectue l'enquête est tenue de prêter le serment contenu à l'annexe II et est investie des pouvoirs et de l'immunité accordés aux commissaires nommés en vertu de la *Loi sur les commissions d'enquête* (chapitre C-37), sauf du pouvoir d'imposer une peine d'emprisonnement. [1994, c. 40, art. 10; 1999, c. 40, art. 58]

14.2. Certificat de qualité. La personne qui effectue l'enquête peut pénétrer au siège de l'ordre à toute heure raisonnable et doit, sur demande, produire un certificat attestant sa qualité.

Pouvoirs de l'enquêteur. Elle peut prendre connaissance et copie de tout document ou dossier, en requérir la remise et exiger tout renseignement ou la production d'un rapport dont elle a besoin aux fins de cette enquête. [1994, c. 40, art. 10]

14.3. Interdiction. Il est interdit d'entraver, de quelque façon que ce soit, la personne qui effectue l'enquête, de la tromper par des réticences ou des fausses déclarations, de refu-

ser de lui laisser prendre connaissance ou copie de tout document ou dossier qu'elle a droit d'obtenir aux fins de l'enquête, de refuser de lui remettre un tel document ou dossier ou de refuser de lui fournir un renseignement ou de lui produire un rapport requis à ces fins.

Accès aux documents. Nul ne peut refuser de lui laisser prendre connaissance ou copie d'un document ou d'un dossier, refuser de lui remettre un document ou un dossier ou refuser de lui fournir un renseignement au motif qu'il a été obtenu par l'ordre dans l'exercice des devoirs ou des pouvoirs qui lui sont conférés par le présent code ou, le cas échéant, la loi le constituant en ordre professionnel ou au motif qu'il est protégé par le secret professionnel. [1994, c. 40, art. 10]

14.4. Rapport à l'Office. La personne qui effectue l'enquête fait un rapport écrit à l'Office qui en remet copie au ministre.

Copie. L'Office remet également copie du rapport à l'ordre concerné; celui-ci a droit de faire les représentations nécessaires dans le délai que fixe l'Office. [1994, c. 40, art. 10]

14.5. Mise sous administration. Le gouvernement peut placer sous l'administration d'une ou de plusieurs personnes qu'il désigne tout ordre qui présente une situation financière déficitaire ou dont les revenus sont insuffisants pour remplir ses devoirs ou tout ordre qui ne remplit pas les devoirs qui lui sont imposés par le présent code ou, le cas échéant, la loi le constituant en ordre professionnel et fixer les conditions et les modalités d'une telle mise sous administration. [1994, c. 40, art. 10]

15. Documents à fournir. L'Office peut exiger que tout ordre professionnel lui fournisse, dans le délai et de la façon qu'il indique, tout document, rapport ou renseignement dont il a besoin dans l'exercice de ses fonctions. [1973, c. 43, art. 15; 1994, c. 40, art. 11; 2008, c. 11, art. 1; 2008, c. 11, art. 3]

16. Année financière. L'année financière de l'Office se termine le 31 mars de chaque année. [1973, c. 43, art. 16; 1995, c. 50, art. 1]

16.1. Rapport d'activités. L'Office doit produire au ministre, au plus tard le 30 juin de chaque année, ses états financiers ainsi qu'un rapport de ses activités pour l'année financière précédente.

Contenu. Les états financiers et le rapport d'activités doivent contenir tous les renseignements exigés par le ministre.

Rapport à l'Assemblée nationale. Le ministre dépose les états financiers et le rapport devant l'Assemblée nationale dans les 30 jours de leur réception si elle est en session, sinon dans les 30 jours de la reprise de ses travaux. [1995, c. 50, art. 1]

16.2. Renseignements sur l'Office. L'Office doit transmettre au ministre, à la demande de celui-ci, les données statistiques, rapports ou autres renseignements sur ses activités, dans le délai et suivant la forme que le ministre détermine. [1995, c. 50, art. 1]

16.3. Prévisions budgétaires. L'Office transmet ses prévisions budgétaires au ministre, à la date que ce dernier détermine.

Approbation. Ces prévisions budgétaires sont soumises à l'approbation du gouvernement. [1995, c. 50, art. 1]

16.4. Vérification. Les livres et comptes de l'Office sont vérifiés chaque année par le vérificateur général et, en outre, chaque fois que le décrète le gouvernement.

Rapport du vérificateur. Le rapport du vérificateur doit accompagner le rapport d'activités et les états financiers de l'Office. [1995, c. 50, art. 1]

16.5. Conditions d'emprunt et de paiement. Le gouvernement peut, aux conditions et selon les modalités qu'il détermine :

1° autoriser l'Office à contracter des emprunts par billets, obligations ou autrement ;

2° garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de l'Office ainsi que toute obligation de ce dernier ;

3° autoriser le ministre des Finances à avancer à l'Office tout montant jugé nécessaire pour rencontrer ses obligations ou pour l'exercice de ses fonctions et pouvoirs.

Fonds consolidé. Les sommes requises pour l'application des paragraphes 2° et 3° sont prises sur le fonds consolidé du revenu. [1995, c. 50, art. 1]

16.6. Utilisation des sommes. Les sommes reçues par l'Office sont affectées au paiement de ses activités et de ses obligations. [1995, c. 50, art. 1]

16.7. Restriction. L'Office ne peut effectuer des paiements ou assumer des obligations, sauf ceux prévus à l'article 16.5, dont le coût dépasse, dans une même année financière, les sommes dont il dispose pour l'année au cours de laquelle ces paiements sont effectués ou ces obligations assumées.

Engagement. Le présent article n'a pas pour effet d'empêcher l'Office de s'engager pour plus d'une année financière. [1995, c. 50, art. 1]

16.8. Placements. L'Office peut placer, à court terme, les fonds dont il dispose en vertu de la présente loi :

1° dans des titres émis ou garantis par le gouvernement du Canada, du Québec ou d'une autre province canadienne ;

2° par dépôt auprès d'une banque ou d'une institution financière inscrite à l'Autorité des marchés financiers en application de la *Loi sur l'assurance-dépôts* (chapitre A-26), ou dans des certificats, billets ou autres titres ou papiers à court terme émis ou garantis par une

banque ou une telle institution. [1995, c. 50, art. 1; 2002, c. 45, art. 268; 2004, c. 37, art. 90]

CHAPITRE III

LE CONSEIL INTERPROFESSIONNEL

17. Conseil institué. Est institué le « Conseil interprofessionnel du Québec », désigné en anglais sous le nom de « Québec Interprofessional Council ». [1973, c. 43, art. 17]

18. Personne morale. Le Conseil interprofessionnel est une personne morale. [1973, c. 43, art. 18; 1999, c. 40, art. 58]

19. Responsabilités. Le Conseil interprofessionnel doit donner son avis au ministre sur toute question que ce dernier lui soumet. Il saisit le ministre de toute question qui, à son avis, nécessite une action de la part du gouvernement.

Responsabilité du Conseil. En outre des autres fonctions qui lui sont conférées par la loi, le Conseil peut, notamment, après consultation de ses membres :

1° étudier les problèmes généraux auxquels doivent faire face les ordres et communiquer aux ordres intéressés les constatations qu'il a faites avec les recommandations qu'il juge appropriées ;

2° proposer au ministre des objectifs qui doivent être poursuivis, à court et à long terme, pour que soit assurée la protection du public par les ordres et réviser périodiquement ces objectifs ;

3° suggérer au ministre et à l'Office les mesures qu'il juge appropriées afin de permettre à l'Office d'exercer son rôle de surveillance ;

4° fournir au public, à la demande du ministre ou de l'un ou de plusieurs ordres, de l'information concernant le système professionnel, les professionnels et les devoirs et les pouvoirs des ordres ;

5° faire des suggestions sur les modifications à apporter au présent code, aux lois, notamment les lois constituant les ordres professionnels, ainsi qu'aux règlements pris en vertu du présent code et de ces lois ;

6° inviter les groupes qui sont reconnus ou non comme ordres professionnels et dont les membres exercent des activités connexes à se rencontrer en vue de trouver une solution à leurs problèmes ;

7° entendre tout groupe qui demande à être reconnu comme ordre professionnel et soumettre au gouvernement et à l'Office les recommandations qu'il juge appropriées sur la reconnaissance d'un tel groupe ;

8° effectuer des recherches et formuler des avis sur toute question relative à la protection du public que doivent assurer les ordres.

Comités d'étude. Dans l'exercice de ses fonctions, le Conseil peut former des comités spéciaux pour l'étude de questions particulières ainsi que les charger de recueillir les renseignements pertinents et de lui faire rapport de leurs constatations et de leurs recommandations.

Frais. Le Conseil peut exiger des frais pour la réalisation de toute étude ou recherche ou pour la fourniture de ses services. [1973, c. 43, art. 19; 1994, c. 40, art. 12]

19.1. Consultation. Le ministre peut notamment soumettre au Conseil interprofessionnel, pour avis :

1° tout projet de modification au présent code, avant sa présentation à l'Assemblée nationale, ainsi que tout projet de règlement découlant de l'application du présent code, édicté par le gouvernement ou soumis à son approbation, et touchant l'ensemble des ordres ;

2° tout projet de constitution d'un nouvel ordre ;

3° toute autre question d'intérêt général pour les ordres professionnels.

4° le montant de la contribution prévue à l'article 196.2 fixé en vertu du chapitre VIII.1.

Délai. Le Conseil donne son avis dans le délai que fixe le ministre. [1994, c. 40, art. 12; 1995, c. 50, art. 2; 2008, c. 11, art. 4]

20. Composition. Le Conseil interprofessionnel est formé des ordres professionnels; chacun des ordres y est représenté par son président ou par un autre membre désigné par le Conseil d'administration.

Élection du président. Le président du Conseil est élu à la majorité des voix des membres présents du Conseil lors de la première réunion suivant le début de son année financière. Dès son élection, le président du Conseil cesse d'être le représentant de l'ordre dont il est membre et l'ordre lui désigne un remplaçant.

Remplacement. Au cas de vacance au poste de président du Conseil, celui-ci est remplacé pour la durée non écoulée de son mandat par un autre membre du Conseil élu de la même façon.

Fonctions. Le président du Conseil dirige les activités du Conseil et en coordonne les travaux; il assure la liaison entre, d'une part, le Conseil et le ministre et, d'autre part, le Conseil et l'Office. [1973, c. 43, art. 20; 1974, c. 65, art. 4; 1977, c. 66, art. 1; 1994, c. 40, art. 13; 2008, c. 11, art. 1]

20.1. Règles de conduite. Le Conseil interprofessionnel peut, par règlement, adopter des règles concernant la conduite de ses affaires.

Entrée en vigueur. Elles entrent en vigueur le quinzième jour qui suit la date de leur adoption. [1994, c. 40, art. 14]

21. Contribution annuelle. Chacun des ordres doit verser annuellement au Conseil interprofessionnel la contribution exigée par

ce dernier pour la bonne administration de ses affaires. [1973, c. 43, art. 21; 1994, c. 40, art. 15]

22. Rapport annuel. Le Conseil interprofessionnel doit, au plus tard le trente juin, faire chaque année au ministre un rapport de ses activités.

Dépôt. Ce rapport est déposé devant l'Assemblée nationale si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante. [1973, c. 43, art. 22]

CHAPITRE IV

LES ORDRES PROFESSIONNELS

SECTION I

CONSTITUTION DES ORDRES PROFESSIONNELS

23. Fonction. Chaque ordre a pour principale fonction d'assurer la protection du public.

Contrôle de l'exercice. À cette fin, il doit notamment contrôler l'exercice de la profession par ses membres. [1973, c. 43, art. 23; 1994, c. 40, art. 18]

24. Ordres professionnels. Sont constitués, à compter du 1^{er} février 1974, les ordres professionnels mentionnés aux paragraphes 22° à 38° de l'annexe I du présent code.

Constitution par loi, lettres patentes. Tout autre ordre professionnel est constitué par une loi ou par des lettres patentes délivrées en vertu du présent code. [1973, c. 43, art. 24; 1994, c. 40, art. 19]

25. Facteurs à considérer pour constitution. Pour déterminer si un ordre professionnel doit ou non être constitué ou si un groupe de personnes doit ou non être intégré à l'un des ordres visés à la section III du chapitre IV, il

est tenu compte notamment de l'ensemble des facteurs suivants :

1° les connaissances requises pour exercer les activités des personnes qui seraient régies par l'ordre dont la constitution est proposée ;

2° le degré d'autonomie dont jouissent les personnes qui seraient membres de l'ordre dans l'exercice des activités dont il s'agit, et la difficulté de porter un jugement sur ces activités pour des gens ne possédant pas une formation et une qualification de même nature ;

3° le caractère personnel des rapports entre ces personnes et les gens recourant à leurs services, en raison de la confiance particulière que ces derniers sont appelés à leur témoigner, par le fait notamment qu'elles leur dispensent des soins ou qu'elles administrent leurs biens ;

4° la gravité du préjudice qui pourrait être subi par les gens recourant aux services de ces personnes par suite du fait que leur compétence ou leur intégrité ne seraient pas contrôlées par l'ordre ;

5° le caractère confidentiel des renseignements que ces personnes sont appelées à connaître dans l'exercice de leur profession. [1973, c. 43, art. 25 ; 1994, c. 40, art. 20 ; 1998, c. 14, art. 3 ; 1999, c. 40, art. 58]

26. Droit exclusif d'exercice. Le droit exclusif d'exercer une profession ne peut être conféré aux membres d'un ordre que par une loi ; un tel droit ne doit être conféré que dans les cas où la nature des actes posés par ces personnes et la latitude dont elles disposent en raison de la nature de leur milieu de travail habituel sont telles qu'en vue de la protection du public, ces actes ne peuvent être posés par des personnes ne possédant pas la formation et la qualification requises pour être membres de cet ordre. [1973, c. 43, art. 26 ; 1994, c. 40, art. 21]

27. Constitution par lettres patentes. Le gouvernement peut, après consultation de l'Office et du Conseil interprofessionnel, constituer par lettres patentes tout ordre professionnel groupant les personnes auxquelles, en vue de la protection du public, il juge nécessaire d'attribuer un titre réservé.

Délai de délivrance. Toutefois, des lettres patentes ne peuvent être délivrées en vertu du présent article moins de 60 jours après la publication du projet de lettres patentes par le ministre à la *Gazette officielle du Québec*, avec avis que le projet sera considéré par le gouvernement à l'expiration des 60 jours suivant cette publication.

Contenu. Les lettres patentes constituant un nouvel ordre prévoient les titres, les abréviations et les initiales réservés à ses membres, la description des activités professionnelles qu'ils peuvent exercer en outre de celles qui sont autrement permises par la loi, les différentes catégories de permis en fonction des activités professionnelles que ces membres peuvent exercer ou des titres qu'ils peuvent utiliser, ainsi que les conditions et restrictions auxquelles ils doivent se soumettre lorsqu'ils les exercent ou les utilisent. De plus, elles peuvent prévoir les mesures transitoires jugées nécessaires pour favoriser le début des activités de l'ordre. Ces mesures peuvent porter notamment sur les règlements applicables aux membres ainsi que sur le remplacement de ces règlements, les conditions d'admission des personnes comme membres initiaux du nouvel ordre, la composition et le fonctionnement du Conseil d'administration, la durée du mandat initial des administrateurs, les modalités de l'élection du président et des administrateurs et la désignation de l'ordre.

Publication. Les lettres patentes constituant un nouvel ordre sont publiées à la *Gazette officielle du Québec*, après leur délivrance, et l'ordre n'est constitué qu'à compter de cette publication.

Table au recueil des lois. L'Éditeur officiel du Québec doit insérer dans le recueil des lois de chaque année une table indiquant la date de la publication des lettres patentes mentionnées au quatrième alinéa.

Effet. Les lettres patentes constituant un nouvel ordre cessent d'avoir effet le jour de l'entrée en vigueur des dispositions modifiant le présent code aux fins d'y introduire les titres, les abréviations et les initiales réservés à ses membres, la description des activités professionnelles qu'ils peuvent exercer et toute autre disposition pertinente. Les mesures transitoires prévues dans les lettres patentes et qui sont encore utiles demeurent toutefois en vigueur. [1973, c. 43, art. 27; 1994, c. 40, art. 22; 1998, c. 14, art. 4; 2008, c. 11, art. 1]

27.1. Modification. En tout temps avant le jour où elles cessent d'avoir effet, le gouvernement peut modifier les lettres patentes constituant un nouvel ordre en délivrant des lettres patentes supplémentaires.

Lettres patentes supplémentaires. L'article 27 s'applique aux lettres patentes supplémentaires en y faisant les adaptations nécessaires. [1994, c. 40, art. 23]

27.2. Fusion de certains ordres. Le gouvernement peut, par décret, après consultation de l'Office, du Conseil interprofessionnel et des ordres dont la fusion est envisagée, fusionner des ordres visés à la section III du chapitre IV en vue d'assurer une meilleure protection du public.

Consultation préalable. Le gouvernement peut, par décret, intégrer à un ordre visé à la section III du chapitre IV un groupe de personnes auxquelles, en vue de la protection du public, il juge nécessaire d'attribuer un titre réservé. Il ne peut toutefois procéder à l'intégration qu'après consultation de l'Office, du Conseil interprofessionnel ainsi que de l'ordre et, le cas échéant, des organismes

représentatifs du groupe de personnes visés par l'intégration.

Publication du décret. Toutefois, un décret ne peut être pris en vertu du présent article moins de soixante jours après la publication du projet de fusion ou d'intégration par le ministre à la *Gazette officielle du Québec*, avec avis que le projet sera considéré par le gouvernement à l'expiration des soixante jours suivant cette publication.

Contenu du décret. Le décret de fusion ou d'intégration prévoit les titres, les abréviations et les initiales réservés aux membres nouvellement réunis au sein de l'ordre visé, la description des activités professionnelles qu'ils peuvent exercer, en outre de celles qui sont autrement permises par la loi, les catégories de permis en fonction des activités professionnelles que ces membres peuvent exercer ou des titres qu'ils peuvent utiliser, ainsi que les conditions et restrictions auxquelles ils doivent se soumettre lorsqu'ils les exercent ou les utilisent.

Mesures transitoires. Le décret de fusion ou d'intégration peut prévoir les mesures transitoires jugées nécessaires pour favoriser la fusion ou l'intégration. Ces mesures peuvent porter notamment sur les règlements applicables aux membres nouvellement réunis au sein de l'ordre visé, ainsi que sur le remplacement de ces règlements, les conditions d'admission de ces personnes, la composition et le fonctionnement du Conseil d'administration, la durée du mandat initial des administrateurs, les modalités de l'élection du président et des administrateurs et la désignation de l'ordre.

Publication à la G.O. Le décret de fusion ou d'intégration est publié à la *Gazette officielle du Québec* et entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de cette publication ou à une date ultérieure qu'indique le décret.

Inscription au recueil des lois. L'Éditeur officiel du Québec doit insérer dans le recueil des lois de chaque année une table indiquant la date de la publication du décret mentionné au sixième alinéa.

Cessation d'effet. Le décret de fusion ou d'intégration cesse d'avoir effet le jour de l'entrée en vigueur des dispositions modifiant le présent code aux fins d'y introduire les titres, les abréviations et les initiales réservés aux membres nouvellement réunis au sein de l'ordre visé, la description des activités professionnelles qu'ils peuvent exercer et toute autre disposition pertinente. Les mesures transitoires prévues au décret et qui sont encore utiles demeurent toutefois en vigueur. [1998, c. 14, art. 5; 2008, c. 11, art. 1]

27.3. Modification du décret. En tout temps avant le jour où il cesse d'avoir effet, le gouvernement peut, par décret, modifier le décret de fusion ou d'intégration.

Disposition applicable. L'article 27.2 s'applique à ce décret en y faisant les adaptations nécessaires. [1998, c. 14, art. 5]

28. Personne morale. Chaque ordre est formé des professionnels qui en sont membres et constitue une personne morale. [1973, c. 43, art. 28; 1994, c. 40, art. 24; 1999, c. 40, art. 58]

29. Pouvoir d'hypothéquer. Un ordre professionnel peut hypothéquer ses biens meubles ou immeubles pour assurer le paiement des obligations ou valeurs qu'il émet.

Immeubles non utilisés. Il doit disposer dans un délai raisonnable des immeubles qui, pendant une période de sept années consécutives, n'ont pas été utilisés pour la poursuite de ses fins. [1973, c. 43, art. 29; 1992, c. 57, art. 481; 1994, c. 40, art. 25]

30. Appellation exclusive. Seuls les ordres auxquels s'applique le présent code peuvent utiliser l'expression «ordre professionnel» ou une autre expression comprenant ces deux

termes ou une expression donnant lieu de croire qu'il s'agit d'un ordre régi par le présent code. [1973, c. 43, art. 30; 1994, c. 40, art. 26]

30.1. Interdiction. Nul ne peut agir de manière à donner lieu de croire qu'il est un ordre s'il n'en est pas un. [2008, c. 11, art. 5]

SECTION II

PROFESSIONS D'EXERCICE EXCLUSIF

31. Interprétation. Dans la présente section, les mots «ordre» et «ordre professionnel» désignent un ordre professionnel mentionné aux paragraphes 1° à 21.4° de l'annexe I. [1973, c. 43, art. 31; 1994, c. 37, art. 16; 1994, c. 40, art. 27; 1995, c. 41, art. 20; 1999, c. 24, art. 16; 2001, c. 12, art. 12]

32. Obligation d'être titulaire d'un permis. Nul ne peut de quelque façon prétendre être avocat, notaire, médecin, dentiste, pharmacien, optométriste, médecin vétérinaire, agronome, architecte, ingénieur, arpenteur-géomètre, ingénieur forestier, chimiste, comptable agréé, technologue en imagerie médicale ou technologue en radio-oncologie, denturologiste, opticien d'ordonnances, chiropraticien, audioprothésiste, podiatre, infirmière ou infirmier, acupuncteur, huissier de justice, sage-femme ou géologue, ni utiliser l'un de ses titres ou un titre ou une abréviation pouvant laisser croire qu'il l'est, ou s'attribuer des initiales pouvant laisser croire qu'il l'est, ni exercer une activité professionnelle réservée aux membres d'un ordre professionnel, prétendre avoir le droit de le faire ou agir de manière à donner lieu de croire qu'il est autorisé à le faire, s'il n'est titulaire d'un permis valide et approprié et s'il n'est inscrit au tableau de l'ordre habilité à délivrer ce permis, sauf si la loi le permet.

Interdiction. L'interdiction d'utiliser les titres ou les abréviations ou de s'attribuer les initiales mentionnés au premier alinéa ou dans une loi constituant un ordre professionnel s'applique à l'utilisation de ces titres ou

abréviations ou à l'attribution de ces initiales au genre féminin. [1973, c. 43, art. 32; 1993, c. 38, art. 1; 1994, c. 37, art. 17; 1994, c. 40, art. 28; 1995, c. 41, art. 21; 1997, c. 43, art. 875; 1999, c. 24, art. 17; 2000, c. 13, art. 1; 2001, c. 12, art. 13; 2009, c. 35, art. 1]

33. (Abrogé). [1973, c. 43, art. 33; 1988, c. 29, art. 3; 1994, c. 40, art. 29; 2008, c. 11, art. 6]

34. Actes conformes. L'article 32 n'empêche pas des personnes ou des catégories de personnes de poser des actes professionnels que peuvent poser les membres d'un ordre professionnel, pourvu qu'elles les posent en conformité avec les dispositions d'un règlement pris en application du paragraphe *h* de l'article 94. [1973, c. 43, art. 34; 1994, c. 40, art. 30]

SECTION III

PROFESSIONS À TITRE RÉSERVÉ

35. Interprétation. Dans la présente section, les mots «ordre» et «ordre professionnel» désignent un ordre professionnel mentionné aux paragraphes 22° à 38° de l'annexe I ou un ordre professionnel constitué en vertu de l'article 27. Ces ordres professionnels peuvent utiliser la désignation d'«ordre professionnel» ou d'«ordre». [1973, c. 43, art. 35; 1994, c. 40, art. 31]

36. Usage exclusif de titres. Nul ne peut de quelque façon :

a) utiliser le titre de «comptable en management accrédité» en français ou de «*certified management accountant*» en anglais, ni un titre ou une abréviation pouvant laisser croire qu'il l'est, ou s'attribuer des initiales pouvant laisser croire qu'il l'est ou les initiales «C.M.A.», s'il n'est titulaire d'un permis valide à cette fin et s'il n'est inscrit au tableau de l'Ordre professionnel des comptables en management accrédités du Québec;

b) utiliser le titre de «comptable général accrédité» ni un titre ou une abréviation pou-

vant laisser croire qu'il l'est, ou s'attribuer des initiales pouvant laisser croire qu'il l'est ou les initiales «C.G.A.», s'il n'est titulaire d'un permis valide à cette fin et s'il n'est inscrit au tableau de l'Ordre professionnel des comptables généraux accrédités du Québec;

c) utiliser le titre de «diététiste», de «diététicien» ou de «nutritionniste», ni un titre ou une abréviation pouvant laisser croire qu'il l'est ou s'attribuer des initiales pouvant laisser croire qu'il l'est ou les initiales «Dt.P.», «P.Dt.» ou «R.D.», s'il n'est titulaire d'un permis valide à cette fin et s'il n'est inscrit au tableau de l'Ordre professionnel des diététistes du Québec;

d) utiliser le titre de «travailleur social» ni un titre ou une abréviation pouvant laisser croire qu'il l'est, ou s'attribuer des initiales pouvant laisser croire qu'il l'est ou les initiales «T.S.P.», «P.S.W.», «T.S.» ou «S.W.», s'il n'est titulaire d'un permis valide à cette fin et s'il n'est inscrit au tableau de l'Ordre professionnel des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec;

e) utiliser le titre de «psychologue» ni un titre ou une abréviation pouvant laisser croire qu'il l'est, ou s'attribuer des initiales pouvant laisser croire qu'il l'est, s'il n'est titulaire d'un permis valide à cette fin et s'il n'est inscrit au tableau de l'Ordre professionnel des psychologues du Québec;

f) utiliser le titre de «conseiller en ressources humaines agréé» ou de «conseiller en relations industrielles agréé» ni un titre ou une abréviation pouvant laisser croire qu'il l'est, ou les initiales «C.R.I.», «I.R.C.», «C.R.I.A.», «C.I.R.C.», «C.R.H.A.» ou «C.H.R.P.», s'il n'est titulaire d'un permis valide à cette fin et s'il n'est inscrit au tableau de l'Ordre professionnel des conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés du Québec;

g) utiliser le titre de «conseiller d'orientation», de «conseillère d'orientation» ou d'«orien-

teur professionnel» ni un titre pouvant laisser croire qu'il l'est, ou s'attribuer des initiales pouvant laisser croire qu'il l'est ou les initiales «C.O.», «C.O.P.», «G.C.» ou «V.G.C.», s'il n'est titulaire d'un permis valide à cette fin et s'il n'est inscrit au tableau de l'Ordre professionnel des conseillers et conseillères d'orientation du Québec;

h) utiliser le titre d'«urbaniste», de «*town planner*» ou de «*city planner*» ni un titre ou une abréviation pouvant laisser croire qu'il l'est, ni l'abréviation «urb.», ou s'attribuer des initiales pouvant laisser croire qu'il l'est, s'il n'est titulaire d'un permis valide à cette fin et s'il n'est inscrit au tableau de l'Ordre professionnel des urbanistes du Québec;

i) utiliser le titre d'«administrateur agréé» ou de «conseiller en management certifié» ni un titre ou une abréviation pouvant laisser croire qu'il l'est, ou s'attribuer des initiales pouvant laisser croire qu'il l'est ou les initiales «Adm.A.», «C.Adm.» ou «C.M.C.», s'il n'est titulaire d'un permis valide à cette fin et s'il n'est inscrit au tableau de l'Ordre professionnel des administrateurs agréés du Québec;

j) utiliser le titre d'«évaluateur agréé» ou d'«estimateur agréé» ni un titre ou une abréviation pouvant laisser croire qu'il l'est, ou s'attribuer des initiales pouvant laisser croire qu'il l'est ou les initiales «E.A.» ou «C.App.», s'il n'est titulaire d'un permis valide à cette fin et s'il n'est inscrit au tableau de l'Ordre professionnel des évaluateurs agréés du Québec;

k) utiliser le titre d'«hygiéniste dentaire» ni un titre ou une abréviation pouvant laisser croire qu'il l'est, ou s'attribuer des initiales pouvant laisser croire qu'il l'est ou les initiales «H.D.», «D.H.» ou «R.D.H.», s'il n'est titulaire d'un permis valide à cette fin et s'il n'est inscrit au tableau de l'Ordre professionnel des hygiénistes dentaires du Québec;

l) utiliser le titre de «technicien dentaire» ou de «technicienne dentaire» ni un titre ou

une abréviation pouvant laisser croire qu'il l'est, ou s'attribuer des initiales pouvant laisser croire qu'il l'est ou les initiales «T.D.», «T.D.C.», «D.T.» ou «C.D.T.», s'il n'est titulaire d'un permis valide à cette fin et s'il n'est inscrit au tableau de l'Ordre professionnel des techniciens et techniciennes dentaires du Québec;

m) utiliser le titre d'«orthophoniste» ou d'«audiologiste» ni un titre ou une abréviation pouvant laisser croire qu'il l'est, ou s'attribuer des initiales pouvant laisser croire qu'il l'est, s'il n'est titulaire d'un permis valide à cette fin et s'il n'est inscrit au tableau de l'Ordre professionnel des orthophonistes et audiologistes du Québec;

n) utiliser le titre de «physiothérapeute», de «*Physical Therapist*», de «thérapeute en réadaptation physique», de «thérapeute en physiothérapie», de «technicien en réadaptation physique», de «technicienne en réadaptation physique», de «technicien en physiothérapie» ou de «technicienne en physiothérapie» ni un titre ou une abréviation pouvant laisser croire qu'il l'est, ni l'abréviation «pht.», ou s'attribuer des initiales pouvant laisser croire qu'il l'est ou les initiales «P.T.» ou «T.R.P.», s'il n'est titulaire d'un permis valide à cette fin et s'il n'est inscrit au tableau de l'Ordre professionnel de la physiothérapie du Québec;

o) utiliser le titre d'«ergothérapeute» ni un titre ou une abréviation pouvant laisser croire qu'il l'est, ni l'abréviation «erg.», ou s'attribuer des initiales pouvant laisser croire qu'il l'est ou les initiales «O.T.» ou «O.T.R.», s'il n'est titulaire d'un permis valide à cette fin et s'il n'est inscrit au tableau de l'Ordre professionnel des ergothérapeutes du Québec;

p) utiliser le titre d'«infirmière auxiliaire» ou d'«infirmier auxiliaire» ni un titre ou une abréviation pouvant laisser croire qu'il l'est, ni l'abréviation «inf. aux.» ou «n. ass't», ou s'attribuer des initiales pouvant laisser croire qu'il l'est ou les initiales «I.A.», «I.A.D.», «I.A.L.», «L.P.N.», «N.A.» ou «R.N.A.», s'il n'est titu-

laire d'un permis valide à cette fin et s'il n'est inscrit au tableau de l'Ordre professionnel des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec;

q) utiliser le titre de «technologiste médical» ou de «*Registered Technologist*» ni un titre ou une abréviation pouvant laisser croire qu'il l'est, ni l'abréviation «tech.med.», ou s'attribuer des initiales pouvant laisser croire qu'il l'est ou les initiales «T.M.» ou «R.T.», s'il n'est titulaire d'un permis valide à cette fin et s'il n'est inscrit au tableau de l'Ordre professionnel des technologistes médicaux du Québec;

r) utiliser le titre de «technologue des sciences appliquées», de «technologue professionnel» ou de «technicien professionnel» ni un titre ou abréviation pouvant laisser croire qu'il l'est, ou s'attribuer des initiales pouvant laisser croire qu'il l'est ou les initiales «T Sc.A.», «T.P.», «A.Sc.T.» ou «P.T.», s'il n'est titulaire d'un permis valide à cette fin et s'il n'est inscrit au tableau de l'Ordre professionnel des technologues professionnels du Québec;

s) utiliser le titre d'«inhalothérapeute» ou de «technicien en inhalothérapie et anesthésie» ni un titre ou une abréviation pouvant laisser croire qu'il l'est, ni l'abréviation «Inh.», ou s'attribuer des initiales pouvant laisser croire qu'il l'est ou les initiales «R.R.T.», s'il n'est titulaire d'un permis valide à cette fin et s'il n'est inscrit au tableau de l'Ordre professionnel des inhalothérapeutes du Québec;

t) utiliser le titre de «traducteur agréé», de «traductrice agréée», de «terminologue agréé», de «terminologue agréée», d'«interprète agréé» ou d'«interprète agréée» ni un titre ou une abréviation pouvant laisser croire qu'il l'est, ou s'attribuer des initiales pouvant laisser croire qu'il l'est, ni les abréviations «trad. a.», «term. a.», «int. a.», «C. Tr.», «C. Term.» ou «C. Int.», s'il n'est titulaire d'un permis valide à cette fin et s'il n'est inscrit au tableau de l'Ordre professionnel des traduc-

teurs, terminologues et interprètes agréés du Québec.

Interdiction. L'interdiction d'utiliser les titres ou les abréviations ou de s'attribuer les initiales mentionnés au premier alinéa s'applique à l'utilisation de ces titres ou abréviations ou à l'attribution de ces initiales au genre féminin. [1973, c. 43, art. 36; 1974, c. 65, art. 5; 1987, c. 17, art. 1; 1988, c. 29, art. 4; 1993, c. 38, art. 2; 1994, c. 40, art. 32; 1997, c. 43, art. 875; 2000, c. 13, art. 2; 2009, c. 35, art. 2]

37. Activités professionnelles pouvant être exercées. Tout membre d'un des ordres professionnels suivants peut exercer les activités professionnelles suivantes, en outre de celles qui lui sont autrement permises par la loi :

a) l'Ordre professionnel des comptables en management accrédités du Québec : établir des prix de revient et faire de la comptabilité industrielle, de l'organisation et de la gestion des affaires;

b) l'Ordre professionnel des comptables généraux accrédités du Québec : rendre des services de comptabilité industrielle ou commerciale;

c) l'Ordre professionnel des diététistes du Québec : évaluer l'état nutritionnel d'une personne, déterminer et assurer la mise en œuvre d'une stratégie d'intervention visant à adapter l'alimentation en fonction des besoins pour maintenir ou rétablir la santé;

d) l'Ordre professionnel des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec : intervenir auprès des personnes, des familles, des groupes ou des collectivités dans le but d'améliorer leur fonctionnement social;

e) l'Ordre professionnel des psychologues du Québec : fournir au public des services professionnels dans lesquels sont appliqués les principes et les méthodes de la psychologie scientifique; notamment, pratiquer la consul-

tation et l'entrevue, utiliser et interpréter les tests standardisés des capacités mentales, d'aptitudes et de personnalité pour fins de classification et d'évaluation psychologiques et recourir à des techniques psychologiques pour fins d'orientation, de rééducation et de réadaptation;

f) l'Ordre professionnel des conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés du Québec: exercer l'art d'établir, de maintenir et de modifier les relations entre employés, entre employeurs ou entre employeurs et employés;

g) l'Ordre professionnel des conseillers et conseillères d'orientation du Québec: guider les individus dans le choix d'une profession et des études qui y préparent, de manière que ce choix soit fait à la lumière d'une analyse systématique et d'une évaluation objective de leurs aptitudes et de leurs goûts;

h) l'Ordre professionnel des urbanistes du Québec: fournir au public des services professionnels comportant l'application des principes et des méthodes d'aménagement et d'utilisation du territoire urbain ou à urbaniser;

i) l'Ordre professionnel des administrateurs agréés du Québec: participer à l'établissement, à la direction et à la gestion d'organismes publics ou d'entreprises, en déterminer ou en refaire les structures ainsi que coordonner et contrôler leurs modes de production ou de distribution et leurs politiques économiques ou financières et fournir des services de conseil en ces matières;

j) l'Ordre professionnel des évaluateurs agréés du Québec: formuler, en toutes matières, une opinion dûment motivée de la valeur d'un bien ou d'un droit immobilier et, en matière d'expropriation, d'un bien ou droit mobilier ou immobilier et déterminer la valeur des biens sujets à l'évaluation conformément aux dispositions de la *Loi sur la fiscalité municipale* (chapitre F-2.1), du *Code municipi-*

pal (chapitre C-27.1), de la *Loi sur les cités et villes* (chapitre C-19), de la *Loi sur l'instruction publique* (chapitre I-13.3), de la *Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis* (chapitre I-14) et des lois particulières s'appliquant aux municipalités et aux commissions scolaires;

k) l'Ordre professionnel des hygiénistes dentaires du Québec: dépister les maladies bucco-dentaires, enseigner les principes de l'hygiène buccale et, sous la direction d'un dentiste, utiliser des méthodes scientifiques de contrôle et de prévention des affections bucco-dentaires;

l) l'Ordre professionnel des techniciens et techniciennes dentaires du Québec: fabriquer ou réparer des prothèses dentaires, sur ordonnance d'un dentiste, d'un denturologiste ou d'un médecin;

m) l'Ordre professionnel des orthophonistes et audiologistes du Québec: évaluer les fonctions de l'audition, du langage, de la voix et de la parole, déterminer un plan de traitement et d'intervention et en assurer la mise en œuvre dans le but d'améliorer ou de rétablir la communication;

n) l'Ordre professionnel des physiothérapeutes du Québec: évaluer les déficiences et les incapacités de la fonction physique reliées aux systèmes neurologique, musculo-squelettique et cardiorespiratoire, déterminer un plan de traitement et réaliser les interventions dans le but d'obtenir un rendement fonctionnel optimal;

o) l'Ordre professionnel des ergothérapeutes du Québec: évaluer les habiletés fonctionnelles d'une personne, déterminer et mettre en œuvre un plan de traitement et d'intervention, développer, restaurer ou maintenir les aptitudes, compenser les incapacités, diminuer les situations de handicap et adapter l'environnement dans le but de favoriser une autonomie optimale;

p) l'Ordre professionnel des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec : contribuer à l'évaluation de l'état de santé d'une personne et à la réalisation du plan de soins, prodiguer des soins et des traitements infirmiers et médicaux dans le but de maintenir la santé, de la rétablir et de prévenir la maladie et fournir des soins palliatifs ;

q) l'Ordre professionnel des technologistes médicaux du Québec : effectuer, sur le corps humain ou à partir de spécimens, des analyses et des examens dans le domaine de la biologie médicale et assurer la validité technique des résultats à des fins diagnostiques ou de suivi thérapeutique ;

r) l'Ordre professionnel des technologues professionnels du Québec : effectuer, sous réserve des lois régissant les ordres professionnels dont les membres exercent une profession d'exercice exclusif, des travaux de nature technique dans le domaine des sciences appliquées relevant de sa compétence, selon des procédés, des méthodes et des normes reconnues, ou selon des plans, devis ou spécifications et utiliser les instruments requis pour effectuer ces travaux ;

s) l'Ordre professionnel des inhalothérapeutes du Québec : contribuer à l'évaluation de la fonction cardiorespiratoire à des fins diagnostiques ou de suivi thérapeutique, contribuer à l'anesthésie et traiter des problèmes qui affectent le système cardiorespiratoire ;

t) l'Ordre professionnel des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Québec : fournir des services de traduction de textes, paroles ou termes, d'une langue dans une autre, à titre d'intermédiaire entre des personnes de langues différentes. [1973, c. 43, art. 37 ; 1974, c. 65, art. 6 ; 1975, c. 80, art. 2 ; 1979, c. 72, art. 490 ; 1987, c. 17, art. 2 ; 1988, c. 29, art. 5 ; 1988, c. 84, art. 698 ; 1993, c. 38, art. 3 ; 1994, c. 40, art. 33 ; 1996, c. 2, art. 218 ; 2000, c. 13,

art. 3 ; 2000, c. 56, art. 124 ; 2002, c. 33, art. 1 ; 2009, c. 35, art. 3]

37.1. Activités professionnelles réservées pouvant être exercées. Tout membre d'un des ordres professionnels suivants peut exercer les activités professionnelles suivantes, qui lui sont réservées dans le cadre des activités que l'article 37 lui permet d'exercer :

1° l'Ordre professionnel des diététistes du Québec :

a) déterminer le plan de traitement nutritionnel, incluant la voie d'alimentation appropriée, lorsqu'une ordonnance individuelle indique que la nutrition constitue un facteur déterminant du traitement de la maladie ;

b) surveiller l'état nutritionnel des personnes dont le plan de traitement nutritionnel a été déterminé ;

2° l'Ordre professionnel des orthophonistes et audiologistes du Québec :

a) évaluer les troubles de l'audition dans le but de déterminer le plan de traitement et d'intervention audiologiques ;

b) ajuster une aide auditive dans le cadre d'une intervention audiologique ;

c) procéder à l'évaluation fonctionnelle d'une personne lorsque cette évaluation est requise en application d'une loi ;

d) évaluer les troubles du langage, de la parole et de la voix dans le but de déterminer le plan de traitement et d'intervention orthophoniques ;

3° l'Ordre professionnel des physiothérapeutes du Québec :

a) évaluer la fonction neuromusculo-squelettique d'une personne présentant une déficience ou une incapacité de sa fonction physique ;

b) procéder à l'évaluation fonctionnelle d'une personne lorsque cette évaluation est requise en application d'une loi;

c) introduire un instrument ou un doigt dans le corps humain au-delà des grandes lèvres ou de la marge de l'anus;

d) introduire un instrument dans le corps humain dans et au-delà du pharynx ou au-delà du vestibule nasal;

e) utiliser des formes d'énergie invasives;

f) prodiguer des traitements reliés aux plaies;

g) décider de l'utilisation des mesures de contention;

h) utiliser des aiguilles sous le derme pour atténuer l'inflammation, en complément de l'utilisation d'autres moyens, lorsqu'une attestation de formation lui est délivrée par l'Ordre dans le cadre d'un règlement pris en application du paragraphe o de l'article 94;

i) procéder à des manipulations vertébrales et articulaires, lorsqu'une attestation de formation lui est délivrée par l'Ordre dans le cadre d'un règlement pris en application du paragraphe o de l'article 94;

4° l'Ordre professionnel des ergothérapeutes du Québec:

a) procéder à l'évaluation fonctionnelle d'une personne lorsque cette évaluation est requise en application d'une loi;

b) évaluer la fonction neuromusculosquelettique d'une personne présentant une déficience ou une incapacité de sa fonction physique;

c) prodiguer des traitements reliés aux plaies;

d) décider de l'utilisation des mesures de contention;

5° l'Ordre professionnel des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec:

a) des mesures invasives d'entretien du matériel thérapeutique;

b) effectuer des prélèvements, selon une ordonnance;

c) prodiguer des soins et des traitements reliés aux plaies et aux altérations de la peau et des téguments, selon une ordonnance ou selon le plan de traitement infirmier;

d) observer l'état de conscience d'une personne et surveiller les signes neurologiques;

e) mélanger des substances en vue de compléter la préparation d'un médicament, selon une ordonnance;

f) administrer, par des voies autres que la voie intraveineuse, des médicaments ou d'autres substances, lorsqu'ils font l'objet d'une ordonnance;

g) contribuer à la vaccination dans le cadre d'une activité découlant de l'application de la *Loi sur la santé publique* (chapitre S-2.2);

h) introduire un instrument ou un doigt, selon une ordonnance, au-delà du vestibule nasal, des grandes lèvres, du méat urinaire, de la marge de l'anus ou dans une ouverture artificielle du corps humain;

i) introduire un instrument, selon une ordonnance, dans une veine périphérique à des fins de prélèvement, lorsqu'une attestation de formation lui est délivrée par l'Ordre dans le cadre d'un règlement pris en application du paragraphe o de l'article 94;

6° l'Ordre professionnel des technologistes médicaux du Québec:

a) effectuer des prélèvements;

b) procéder à des phlébotomies, selon une ordonnance;

c) introduire un instrument, selon une ordonnance, dans et au-delà du pharynx ou au-delà du vestibule nasal, du méat urinaire, des grandes lèvres, de la marge de l'anus ou dans une veine périphérique;

d) administrer, y compris par la voie intraveineuse à partir d'un site périphérique, des médicaments ou d'autres substances, lorsqu'ils font l'objet d'une ordonnance et qu'une attestation de formation lui est délivrée par l'Ordre dans le cadre d'un règlement pris en application du paragraphe o de l'article 94;

e) mélanger des substances en vue de compléter la préparation d'un médicament, selon une ordonnance;

7° l'Ordre professionnel des inhalothérapeutes du Québec:

a) effectuer l'assistance ventilatoire, selon une ordonnance;

b) effectuer des prélèvements, selon une ordonnance;

c) effectuer des épreuves de la fonction cardiorespiratoire, selon une ordonnance;

d) exercer une surveillance clinique de la condition des personnes sous anesthésie, y compris la sédation-analgésie, ou sous assistance ventilatoire;

e) administrer et ajuster des médicaments ou d'autres substances, lorsqu'ils font l'objet d'une ordonnance;

f) mélanger des substances en vue de compléter la préparation d'un médicament, selon une ordonnance;

g) introduire un instrument, selon une ordonnance, dans une veine périphérique ou dans une ouverture artificielle ou dans et au-delà du pharynx ou au-delà du vestibule nasal. [2002, c. 33, art. 2]

37.2. Exercice interdit d'une activité professionnelle réservée. Nul ne peut de quelque façon exercer une activité professionnelle réservée en vertu de l'article 37.1 aux membres d'un ordre professionnel, prétendre avoir le droit de le faire ou agir de manière à donner lieu de croire qu'il est autorisé à le faire, s'il n'est titulaire d'un permis valide et approprié et s'il n'est inscrit au tableau de l'ordre habilité à délivrer ce permis, sauf si la loi le permet. [2002, c. 33, art. 2]

38. Restriction du droit exclusif d'exercice. Rien dans la présente section ne doit être interprété comme donnant aux membres d'un ordre auquel elle s'applique le droit exclusif d'exercer les activités qui sont décrites à l'article 37, dans les lettres patentes constituant cet ordre ou dans un décret de fusion ou d'intégration. [1973, c. 43, art. 38; 1994, c. 40, art. 34; 1998, c. 14, art. 6]

39. (Abrogé). [1973, c. 43, art. 39; 1988, c. 29, art. 6; 1994, c. 40, art. 35; 2008, c. 11, art. 7]

39.1. (Abrogé). [2002, c. 33, art. 3; 2008, c. 11, art. 7]

SECTION III.1

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À CERTAINES PROFESSIONS

39.2. «ordre» ou «ordre professionnel». Dans la présente section, les mots «ordre» et «ordre professionnel» désignent un ordre professionnel mentionné aux paragraphes 3°, 5°, 15°, 21°, 24°, 34° à 38° et 40° de l'annexe I. [2002, c. 33, art. 4]

39.3. «ordonnance». Aux fins de l'article 37.1 du présent code et du deuxième alinéa de l'article 36 de la *Loi sur les infirmières et les infirmiers* (chapitre I-8), le terme «ordonnance» signifie une prescription donnée à un professionnel par un médecin, par un dentiste ou par un autre professionnel habilité par la loi, ayant notamment pour objet les mé-

dicaments, les traitements, les examens ou les soins à dispenser à une personne ou à un groupe de personnes, les circonstances dans lesquelles ils peuvent l'être de même que les contre-indications possibles. L'ordonnance peut être individuelle ou collective.

« **ordonnance** ». Aux fins du deuxième alinéa de l'article 7 de la *Loi sur les technologies en radiologie* (chapitre T-5), le terme « ordonnance » signifie en outre une prescription donnée par un médecin vétérinaire ou une personne titulaire d'un permis visé à l'article 186.

Définition applicable. Outre le paragraphe *j* de l'article 1 de la *Loi sur la pharmacie* (chapitre P-10), la définition du terme « ordonnance », prévue au premier alinéa, s'applique aux fins du paragraphe 5° du deuxième alinéa de l'article 17 de cette loi. [2002, c. 33, art. 4]

39.4. Activités comprises dans le champ d'exercice. L'information, la promotion de la santé et la prévention de la maladie, des accidents et des problèmes sociaux auprès des individus, des familles et des collectivités sont comprises dans le champ d'exercice du membre d'un ordre dans la mesure où elles sont reliées à ses activités professionnelles. [2002, c. 33, art. 4]

39.5. Exercice d'activités professionnelles réservées. L'article 37.2 n'empêche pas des personnes ou des catégories de personnes d'exercer des activités professionnelles que peuvent exercer les membres d'un ordre professionnel, pourvu qu'elles les posent en conformité avec les dispositions d'un règlement pris en application du paragraphe *h* de l'article 94. [2002, c. 33, art. 4]

39.6. Exercice d'activités professionnelles réservées. Malgré toute disposition inconciliable, un parent, une personne qui assume la garde d'un enfant ou un aidant naturel peut exercer des activités professionnelles réservées à un membre d'un ordre.

Aidant naturel. Aux fins du présent article, un aidant naturel est une personne proche qui fournit sans rémunération des soins et du soutien régulier à une autre personne. [2002, c. 33, art. 4]

39.7. Soins invasifs d'assistance aux activités de la vie quotidienne. Les soins invasifs d'assistance aux activités de la vie quotidienne qui sont requis sur une base durable et nécessaires au maintien de la santé ne constituent pas une activité professionnelle réservée à un membre d'un ordre, lorsqu'ils sont fournis par une personne agissant dans le cadre des activités d'une ressource intermédiaire ou de type familial visée à la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* (chapitre S-4.2) ou dans le cadre d'un programme de soutien à domicile fourni par un établissement qui exploite un centre local de services communautaires. [2002, c. 33, art. 4]

39.8. Administration de médicaments. Malgré toute disposition inconciliable, une personne agissant dans le cadre des activités d'une ressource intermédiaire ou de type familial visée à l'article 39.7 ou dans le cadre d'un programme de soutien à domicile fourni par un établissement qui exploite un centre local de services communautaires, dans une école ou dans un autre milieu de vie substitut temporaire pour les enfants peut administrer des médicaments prescrits et prêts à être administrés, par voie orale, topique, transdermique, ophtalmique, otique, rectale, vaginale ou par inhalation ainsi que de l'insuline par voie sous-cutanée. [2002, c. 33, art. 4; 2008, c. 11, art. 8]

39.9. Réglementation. L'Office peut déterminer, par règlement, des lieux, des cas ou des contextes dans lesquels une personne peut exercer les activités décrites aux articles 39.7 et 39.8 ainsi que les conditions et modalités suivant lesquelles elle peut les exercer.

Critères. À cette fin, l'Office doit prendre en compte la disponibilité des professionnels

pouvant agir dans ces lieux, cas ou contextes ainsi que l'encadrement offert par un centre exploité par un établissement.

Consultations. L'Office doit, avant d'adopter un règlement en vertu du premier alinéa, consulter le ministre de la Santé et des Services sociaux et les ordres professionnels intéressés. [2002, c. 33, art. 4]

39.10. Héma-Québec. Toute personne agissant pour le compte d'Héma-Québec peut effectuer des prélèvements sanguins à partir d'une tubulure déjà en place. [2002, c. 33, art. 4]

SECTION IV

DISPOSITIONS COMMUNES

40. Délivrance de permis. Le Conseil d'administration d'un ordre délivre un permis ou un certificat de spécialiste à toute personne qui satisfait aux conditions prescrites par le présent code, la loi constituant cet ordre et les règlements adoptés conformément au présent code ou à ladite loi. [1973, c. 43, art. 40; 1994, c. 40, art. 36; 2008, c. 11, art. 1, 9]

41. Permis temporaire. Le Conseil d'administration d'un ordre peut délivrer aux conditions que le Conseil d'administration détermine, à une personne légalement autorisée à exercer hors du Québec la même profession que les membres de cet ordre, un permis temporaire valable pour un an et renouvelable. [1973, c. 43, art. 41; 1974, c. 6, art. 113; 1977, c. 5, art. 223; 1994, c. 40, art. 37; 2006, c. 20, art. 1; 2008, c. 11, art. 1]

42. Permis ou certificat de spécialiste. Pour obtenir un permis ou un certificat de spécialiste, une personne doit remplir l'une des conditions suivantes :

1° être titulaire d'un diplôme reconnu valide à cette fin par règlement du gouvernement édicté en vertu du premier alinéa de l'article 184;

2° se voir reconnaître une équivalence de diplôme ou de la formation conformément à un règlement pris en vertu du paragraphe *c* de l'article 93;

2.1° posséder les compétences professionnelles visées dans un règlement pris en vertu du paragraphe *c.2* de l'article 93 et satisfaire aux autres conditions et aux modalités qui y sont déterminées;

3° être titulaire d'une autorisation légale d'exercer la profession hors du Québec visée dans un règlement pris en vertu du paragraphe *q* de l'article 94 et satisfaire aux conditions de délivrance qui y sont déterminées. [1973, c. 43, art. 42; 1975, c. 80, art. 3; 1994, c. 40, art. 38; 2006, c. 20, art. 2; 2009, c. 16, art. 1]

42.1. Permis restrictif temporaire. Le Conseil d'administration d'un ordre peut délivrer un permis restrictif temporaire à un candidat à l'exercice de la profession qui se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

1° l'ordre lui a indiqué, après examen d'une demande d'équivalence présentée en application d'un règlement pris en vertu du paragraphe *c* de l'article 93 ou du paragraphe *i* de l'article 94, la formation à acquérir aux fins de la reconnaissance de cette équivalence;

1.1° il doit, en plus de posséder les compétences professionnelles requises, rencontrer l'une des autres conditions prévues dans un règlement pris en vertu du paragraphe *c.2* de l'article 93 pour obtenir un permis délivré en vertu du paragraphe 2.1° de l'article 42;

2° il doit rencontrer l'une ou l'autre des conditions prévues dans un règlement pris en vertu du paragraphe *q* ou *r* de l'article 94 pour obtenir, selon le cas, un permis délivré en vertu du paragraphe 3° de l'article 42 ou de l'article 42.2.

Activités exercées. Le Conseil d'administration détermine alors, parmi les activi-

tés professionnelles que peuvent exercer les membres de l'ordre, celles qui peuvent être exercées par le titulaire du permis ainsi que les conditions suivant lesquelles il peut les exercer.

Validité du permis. Le permis est valable pour un an et peut être renouvelé. [2006, c. 20, art. 3; 2008, c. 11, art. 1; 2009, c. 16, art. 2]

42.2. Permis spécial. Le Conseil d'administration d'un ordre peut délivrer un permis spécial pour l'exercice de certaines activités professionnelles à une personne légalement autorisée à exercer la profession hors du Québec, conformément à un règlement pris en application du paragraphe *r* de l'article 94. [2006, c. 20, art. 3; 2008, c. 11, art. 1]

42.3. Dispositions applicables. Les articles 40 à 42.2 s'appliquent sous réserve des articles 35, 37 et 38 de la *Charte de la langue française* (chapitre C-11). [2006, c. 20, art. 3]

42.4. Autorisation spéciale. Malgré les articles 32, 36 et 37.2, le Conseil d'administration peut, par autorisation spéciale, habiliter une personne légalement autorisée à exercer la profession hors du Québec, à utiliser un titre réservé aux membres de l'ordre ou à exercer au Québec des activités professionnelles qui leur sont réservées.

Validité de l'autorisation. Cette autorisation n'est valable que pour les activités ou le titre qui y sont indiqués. L'autorisation indique de plus la personne ou le groupe de personnes pour le compte de qui des activités peuvent être exercées, ainsi que toute autre condition ou restriction qui s'y applique. Elle est valide pour une période d'au plus un an et renouvelable.

Délégation de pouvoir. Le Conseil d'administration peut déléguer au président de l'ordre le pouvoir d'accorder ou de renouveler une autorisation spéciale selon les conditions qu'il détermine. [2008, c. 11, art. 10]

43. Discrimination interdite. Un ordre ne peut refuser de délivrer un permis ou un certificat de spécialiste ou d'accorder une autorisation spéciale pour des raisons de race, de couleur, de sexe, de religion, d'ascendance nationale ou d'origine sociale. [1973, c. 43, art. 43; 1994, c. 40, art. 39]

44. (Abrogé). [1973, c. 43, art. 44; 1994, c. 40, art. 40; 2000, c. 13, art. 4]

45. Refus. Le Conseil d'administration peut refuser la délivrance d'un permis, l'inscription au tableau ou toute autre demande présentée dans le cadre de sa candidature à l'exercice de la profession à une personne qui :

1° a fait l'objet d'une décision d'un tribunal canadien la déclarant coupable d'une infraction criminelle qui, de l'avis motivé du Conseil d'administration, a un lien avec l'exercice de la profession, sauf si elle a obtenu le pardon ;

2° a fait l'objet d'une décision d'un tribunal étranger la déclarant coupable d'une infraction qui, si elle avait été commise au Canada, aurait pu faire l'objet d'une poursuite criminelle et qui, de l'avis motivé du Conseil d'administration, a un lien avec l'exercice de la profession, sauf si elle a obtenu le pardon ;

3° a fait l'objet d'une décision disciplinaire rendue au Québec par le conseil de discipline d'un autre ordre ou par le Tribunal des professions en appel d'une décision de ce conseil et lui imposant la révocation d'un permis ou la radiation du tableau, y compris la radiation provisoire ;

4° a fait l'objet d'une décision disciplinaire rendue hors du Québec qui, si elle avait été rendue au Québec, aurait eu l'effet d'une révocation de permis ou d'une radiation du tableau, y compris d'une radiation provisoire imposée par le conseil de discipline d'un ordre ;

5° a fait l'objet d'une décision rendue au Québec la déclarant coupable d'une infraction visée à l'article 188 ou d'une infraction à une

disposition d'une loi du Québec ou d'une loi fédérale identifiée au Code de déontologie de l'ordre à cette fin ;

6° a fait l'objet d'une décision rendue hors Québec la déclarant coupable d'une infraction qui, si elle avait été commise au Québec, aurait pu faire l'objet d'une poursuite pénale en vertu de l'article 188 ou d'une poursuite pénale en vertu d'une disposition d'une loi du Québec ou d'une loi fédérale identifiée au Code de déontologie de l'ordre à cette fin.

Observations. Le Conseil d'administration doit, avant de rendre une décision en vertu du présent article, donner à la personne concernée l'occasion de présenter ses observations.

Décision. La décision refusant la délivrance d'un permis, l'inscription au tableau ou une autre demande présentée dans le cadre de la candidature à l'exercice de la profession est signifiée conformément au *Code de procédure civile* (chapitre C-25) à la personne qui a fait la demande ; elle peut être portée en appel devant le Tribunal des professions suivant les dispositions de la section VIII du chapitre IV.

Nouvelle demande. Dans les trois années qui suivent une décision rendue en vertu du présent article, une nouvelle demande de délivrance d'un permis, d'inscription au tableau ou relative à la candidature à l'exercice de la profession ne peut être présentée au Conseil d'administration qui a rendu la décision, que lorsque des faits nouveaux susceptibles de justifier une décision différente peuvent être soulevés. [1973, c. 43, art. 45 ; 1974, c. 6, art. 113 ; 1974, c. 65, art. 7 ; 1994, c. 40, art. 40 ; 2000, c. 13, art. 5 ; 2008, c. 11, art. 1, 11]

45.1. Limites au droit d'exercice. Le Conseil d'administration peut, après lui avoir donné l'occasion de présenter ses observations, inscrire au tableau de l'ordre, mais limiter ou suspendre son droit d'exercer des activités professionnelles, la personne qui :

1° fait l'objet d'une décision disciplinaire rendue au Québec par le conseil de discipline d'un autre ordre ou du Tribunal des professions en appel d'une décision de ce conseil et lui imposant la limitation ou la suspension du droit d'exercer des activités professionnelles ;

2° fait l'objet d'une décision disciplinaire rendue hors du Québec qui, si elle avait été rendue au Québec, aurait eu l'effet d'une limitation ou d'une suspension du droit d'exercer des activités professionnelles imposée par le conseil de discipline d'un autre ordre ou du Tribunal des professions en appel d'une décision de ce conseil ;

3° fait ou a fait l'objet, selon le cas, d'une décision visée à l'article 45.

Décision. La décision limitant ou suspendant le droit d'exercer des activités professionnelles est signifiée conformément au *Code de procédure civile* (chapitre C-25) à la personne qui a fait la demande ; elle peut être portée en appel devant le Tribunal des professions suivant les dispositions de la section VIII du chapitre IV. [1994, c. 40, art. 40 ; 2000, c. 13, art. 6 ; 2008, c. 11, art. 1, 12]

45.2. Objet d'une décision judiciaire. Une personne doit, dans sa demande de permis, d'inscription au tableau ou dans tout autre document qu'elle remplit aux fins de sa candidature à l'exercice de la profession, selon le cas, informer le Conseil d'administration qu'elle fait ou a fait l'objet d'une décision judiciaire ou disciplinaire visée à l'article 45 ou 45.1.

Preuve. Une copie certifiée conforme de la décision judiciaire ou disciplinaire visée à l'article 45 ou 45.1 fait preuve de la perpétration de l'infraction et, le cas échéant, des faits qui y sont rapportés, lorsqu'elle a été rendue au Canada.

Renseignement ou document. Le Conseil d'administration peut requérir de la personne tout renseignement ou document qu'il juge nécessaire pour l'application de l'article 45 ou

45.1. À défaut par cette personne de le fournir, le Conseil d'administration peut refuser d'étudier sa demande jusqu'à ce que le document ou renseignement requis soit fourni. [1994, c. 40, art. 40; 2008, c. 11, art. 13]

45.3. Délivrance d'un permis. Le Conseil d'administration peut évaluer la compétence d'une personne qui demande la délivrance d'un permis visé à l'article 42 alors qu'elle satisfait aux conditions qui y sont prévues depuis un nombre d'années supérieur à celui prévu à cet effet par règlement pris en vertu du paragraphe *j* de l'article 94.

Inscription au tableau. Le Conseil d'administration peut également évaluer la compétence d'une personne qui demande l'inscription au tableau de l'ordre alors qu'elle est titulaire d'un permis sans être inscrite au tableau depuis un nombre d'années supérieur à celui prévu à cet effet par règlement pris en vertu du paragraphe *j* de l'article 94.

Décision. Sur la base des résultats de l'évaluation prévue au premier ou au deuxième alinéa, le Conseil d'administration peut, après lui avoir permis de présenter ses observations :

1° refuser la délivrance du permis ou l'inscription au tableau à la personne dont les connaissances ou habiletés ne sont pas équivalentes à celles des membres de l'ordre ;

2° inscrire la personne au tableau mais limiter ou suspendre son droit d'exercer des activités professionnelles jusqu'à ce qu'elle ait complété avec succès un stage ou un cours de perfectionnement ou les deux à la fois ; en cas d'échecs répétés d'un stage ou d'un cours imposé, le troisième alinéa de l'article 55 s'applique.

Appel. Une décision prise en vertu du troisième alinéa est signifiée conformément au *Code de procédure civile* (chapitre C-25) à la personne qui a fait la demande ; elle peut être portée en appel devant le Tribunal des profes-

sions suivant les dispositions de la section VIII du chapitre IV.

Nouvelle demande. Une nouvelle demande ne peut être présentée au Conseil d'administration qui a rendu une décision en vertu du présent article, que lorsque des faits nouveaux susceptibles de justifier une décision différente peuvent être soulevés. [2008, c. 11, art. 14]

46. Inscription au tableau. Est inscrite au tableau toute personne qui en fait la demande au secrétaire de l'ordre et qui satisfait aux conditions suivantes :

1° elle est titulaire d'un permis délivré par le Conseil d'administration de cet ordre ;

2° dans le délai fixé, elle verse les cotisations dont elle est redevable à l'ordre ainsi que le montant de la contribution dont elle est redevable en vertu du chapitre VIII.1 ;

2.1° dans le délai fixé, elle verse les autres sommes dont elle est redevable à l'ordre dans le cadre d'une activité liée au contrôle de l'exercice de la profession ;

3° dans le délai fixé, elle fournit une garantie contre sa responsabilité professionnelle et, s'il y a lieu, la responsabilité de la société, conformément aux paragraphes *d* ou *g* de l'article 93, ou elle verse la somme fixée conformément à l'article 85.2 ;

4° elle a acquitté, le cas échéant, les frais adjugés contre elle par le conseil de discipline, le Tribunal des professions ou le conseil d'arbitrage des comptes, ainsi que toute amende imposée ou somme dont le paiement est ordonné, selon le cas, par l'un ou l'autre et qui est due, ou elle respecte l'entente de remboursement qui a été conclue ;

4.1° elle a remboursé les indemnités versées par l'ordre en application d'un règlement pris en vertu de l'article 89.1 ou elle respecte l'entente de remboursement qui a été conclue ;

5° elle remplit les formalités et acquitte les frais relatifs à l'inscription au tableau déterminés conformément au paragraphe 8° de l'article 86.0.1 ;

6° elle remplit les autres conditions d'inscription prescrites par le présent code ou la loi constituant l'ordre. [1973, c. 43, art. 49; 1994, c. 40, art. 40; 1995, c. 50, art. 3; 1997, c. 43, art. 875; 2001, c. 34, art. 2; 2008, c. 11, art. 1, 15]

46.0.1. Ré-inscription. Un professionnel radié du tableau de l'ordre doit, pour y être inscrit à nouveau, même à l'échéance de sa radiation, se conformer aux conditions et formalités prévues à l'article 46.

Mesure de contrôle. À moins que le Conseil d'administration n'en décide autrement, l'inscription au tableau entraîne la reprise de toute mesure de contrôle dont le professionnel faisait l'objet lorsqu'il a cessé d'être membre de l'ordre et dont l'application a cessé de ce fait. [2008, c. 11, art. 16]

46.1. Contenu du tableau. Le secrétaire de l'ordre dresse le tableau de l'ordre. Ce tableau contient, selon le cas, les renseignements suivants :

1° le nom de la personne qui a demandé à être inscrite au tableau de l'ordre et qui satisfait aux conditions mentionnées à l'article 46 ;

2° la mention de son sexe ;

3° le nom de son bureau ou le nom de son employeur ;

4° l'adresse et le numéro de téléphone de son domicile professionnel ;

5° l'année de sa première inscription au tableau et celle de toute inscription ultérieure ;

6° la mention de tout certificat, permis, accréditation ou habilitation que l'ordre lui a délivré, avec la date de la délivrance ;

7° la mention du fait qu'elle a déjà été radiée ou que son droit d'exercer des activités professionnelles est ou a été limité ou suspendu par application des articles 45.1, 51, 55, 55.1 ou 55.2 ;

8° la mention du fait qu'elle a déjà été radiée ou déclarée inhabile, que son certificat de spécialiste est ou a été révoqué ou que son droit d'exercer des activités professionnelles est ou a été limité ou suspendu par une décision du Conseil d'administration, dans les cas autres que ceux visés aux articles 45.1, 51, 55, et 55.1, ou par une décision d'un conseil de discipline ou d'un tribunal ;

9° tout autre renseignement déterminé par règlement de l'Office.

Période d'application. Le secrétaire de l'ordre indique au tableau la période d'application d'une décision visée au paragraphe 7° ou 8° du présent article. [2006, c. 22, art. 150 ; 2008, c. 11, art. 1, 17]

46.2. Répertoire. Le secrétaire de l'ordre conserve dans un répertoire les renseignements concernant toute personne qui n'est plus inscrite au tableau lorsque celle-ci est radiée, est déclarée inhabile ou a cessé autrement d'être membre de l'ordre. Ces renseignements demeurent au répertoire jusqu'à la réinscription au tableau de cette personne, le cas échéant, ou jusqu'à son décès ou au centième anniversaire de sa naissance.

Autorisation spéciale. Le secrétaire conserve, sans les indiquer au tableau et au répertoire, les renseignements concernant une personne à qui une autorisation spéciale est délivrée en application de l'article 42.4, même après que l'autorisation cesse d'avoir effet.

Interdiction de détruire. Ces renseignements ne peuvent être détruits à moins qu'un règlement de l'Office pris en vertu de l'article 12 ne le permette. [2006, c. 22, art. 150 ; 2008, c. 11, art. 18]

47. *Projet de loi d'admission à l'exercice non recevable.* L'Éditeur officiel du Québec ne peut publier dans la *Gazette officielle du Québec* un avis qu'un projet de loi sera présenté à l'Assemblée nationale pour autoriser l'admission d'une personne à l'exercice d'une profession visée par le présent code et le secrétaire général de l'Assemblée nationale ne peut recevoir un tel projet ni le faire imprimer. [1973, c. 43, art. 50]

48. *Examen médical.* Le Conseil d'administration d'un ordre peut ordonner l'examen médical d'une personne qui est membre de cet ordre, qui demande son inscription au tableau ou qui présente une autre demande dans le cadre de sa candidature à l'exercice de la profession lorsqu'il a des raisons de croire que cette personne présente un état physique ou psychique incompatible avec l'exercice de sa profession. [1973, c. 43, art. 51; 1975, c. 80, art. 4; 1977, c. 66, art. 2; 1994, c. 40, art. 41; 2008, c. 11, art. 1, 19]

49. *Examen médical.* L'examen médical requis par le Conseil d'administration est effectué par trois médecins; l'un d'eux est désigné par le Conseil d'administration, un autre, par la personne visée et le troisième, par les deux premiers.

Médecin désigné par le Conseil d'administration. Si la personne visée refuse ou néglige de désigner un médecin ou d'aviser le Conseil d'administration du nom de ce médecin dans les 20 jours de la signification de l'ordre de se soumettre à un examen médical, le Conseil d'administration le désigne à sa place.

Médecin désigné par le Conseil d'administration. Si les deux premiers médecins refusent ou négligent d'en désigner un troisième ou d'aviser le Conseil d'administration du nom de ce médecin dans les 20 jours de la nomination du dernier d'entre eux, le Conseil d'administration le désigne à leur place.

Délai de production du rapport. Les trois médecins désignés doivent produire au Conseil d'administration les trois expertises qui constituent le rapport de l'examen médical de la personne visée au plus tard 90 jours après la désignation du dernier d'entre eux, à moins que le Conseil d'administration ne leur accorde un délai supplémentaire. Le Conseil d'administration transmet sur réception les expertises à la personne visée.

Frais d'expertise. Les frais des expertises sont à la charge du Conseil d'administration, dans le cas du médecin qu'il désigne, à la charge de la personne visée, dans le cas du médecin qu'elle désigne ou, le cas échéant, que le Conseil d'administration a désigné à sa place et à la charge du Conseil d'administration et de la personne visée, en parts égales, dans le cas du troisième médecin. [1977, c. 66, art. 2; 1988, c. 29, art. 7; 1994, c. 40, art. 42; 2008, c. 11, art. 1, 20]

49.1. *Consentement.* Malgré l'article 49, l'examen médical peut être effectué par un seul médecin lorsque le Conseil d'administration et la personne visée y consentent.

Application. Le quatrième alinéa de l'article 49 s'applique alors avec les adaptations nécessaires et les frais d'expertise sont assumés à parts égales. [2008, c. 11, art. 21]

50. *Ordre de se soumettre à un examen médical.* L'ordre de se soumettre à un examen médical est signifié à la personne visée conformément au *Code de procédure civile* (chapitre C-25). Cet ordre doit indiquer les motifs de la décision du Conseil d'administration ainsi que le nom du médecin désigné par celui-ci et doit enjoindre la personne visée de désigner un médecin conformément à l'article 49 et d'aviser le Conseil d'administration du nom de ce médecin. [1977, c. 66, art. 2; 2008, c. 11, art. 1]

51. *Refus.* Lorsque la personne visée refuse de se soumettre à l'examen médical ou lorsqu'elle

présente, d'après le rapport des trois médecins, un état physique ou psychique incompatible avec l'exercice de sa profession, le Conseil d'administration peut, après lui avoir donné l'occasion de présenter ses observations :

a) si cette personne est membre de l'ordre, la radier du tableau ou limiter ou suspendre son droit d'exercer des activités professionnelles ;

b) si cette personne n'est pas membre de l'ordre, refuser de l'inscrire au tableau, permettre qu'elle y soit inscrite et limiter ou suspendre son droit d'exercer des activités professionnelles ou refuser toute autre demande présentée dans le cadre de sa candidature à l'exercice de la profession.

Signification d'une décision. Une décision prise en vertu du premier alinéa doit être signifiée immédiatement à la personne visée conformément au *Code de procédure civile* (chapitre C-25). [1977, c. 66, art. 2 ; 1988, c. 29, art. 8 ; 1994, c. 40, art. 43 ; 2008, c. 11, art. 1, 22]

52. Réévaluation. La situation d'une personne visée par une décision rendue en vertu de l'article 51 peut être réévaluée sur demande écrite de sa part.

Rapport médical. Le Conseil d'administration dispose de la demande suivant le rapport médical que lui fournit la personne visée sur la compatibilité de son état physique ou psychique, selon le cas, avec l'exercice de la profession.

Nouvel examen. Lorsque ce rapport n'établit pas à la satisfaction du Conseil d'administration la compatibilité de l'état physique et psychique de la personne visée avec l'exercice de la profession, le Conseil d'administration ordonne de nouveau un examen médical et les articles 49 à 51 s'appliquent. [1977, c. 66, art. 2 ; 1982, c. 32, art. 77 ; 1988, c. 29, art. 9 ; 2008, c. 11, art. 1, 23]

52.1. Intervention urgente. Le Conseil d'administration peut, lorsqu'il est d'avis que l'état

physique ou psychique d'un professionnel requiert une intervention urgente en vue de protéger le public, le radier du tableau ou limiter ou suspendre son droit d'exercer des activités professionnelles provisoirement, jusqu'à ce qu'une décision soit prise à la suite de l'examen médical ordonné en vertu de l'article 48.

Décision provisoire. Le Conseil d'administration ne peut toutefois prendre une décision provisoire visée au premier alinéa qu'après avoir soumis au professionnel les faits portés à sa connaissance et lui avoir donné l'occasion de présenter ses observations de la manière et dans le délai qu'il indique.

Signification. La décision provisoire visée au premier alinéa est signifiée conformément au *Code de procédure civile* (chapitre C-25). Sauf s'il a été signifié auparavant, l'ordre de se soumettre à un examen médical prévu à l'article 50 est signifié en même temps. Dans tous les cas, la procédure prévue à l'article 49 se poursuit et la décision est prise dans les meilleurs délais. [2004, c. 15, art. 1 ; 2008, c. 11, art. 1]

52.2. Délégation de pouvoirs. Lorsque le Conseil d'administration délègue à un comité créé en vertu du paragraphe 1^o de l'article 62.1 les pouvoirs prévus à l'article 52.1, il lui délègue alors les pouvoirs prévus aux articles 48 à 50. [2004, c. 15, art. 1 ; 2008, c. 11, art. 24]

53. Appel. Une décision prise en vertu de l'article 51, du deuxième alinéa de l'article 52 ou de l'article 52.1 peut être portée en appel devant le Tribunal des professions suivant les dispositions de la section VIII du chapitre IV. [1977, c. 66, art. 2 ; 1988, c. 29, art. 9 ; 1994, c. 40, art. 44 ; 2004, c. 15, art. 2]

54. État de santé motif d'abstention. Tout professionnel doit s'abstenir d'exercer sa profession ou de poser certains actes professionnels dans la mesure où son état de santé y fait obstacle. [1973, c. 43, art. 52]

55. Stage et cours de perfectionnement.

Le Conseil d'administration d'un ordre peut, sur recommandation du comité d'inspection professionnelle ou du conseil de discipline ou dans les cas prévus par un règlement adopté en vertu du paragraphe *j* de l'article 94, obliger tout membre de cet ordre à compléter avec succès un stage ou un cours de perfectionnement ou l'obliger aux deux à la fois. Il peut également lui imposer toute autre obligation prévue dans un règlement pris en application de l'article 90, que recommande le comité d'inspection professionnelle.

Limitation du droit d'exercer. Le Conseil d'administration d'un ordre peut, sur recommandation du comité d'inspection professionnelle ou du conseil de discipline ou dans les cas prévus par un règlement adopté en vertu du paragraphe *j* de l'article 94, limiter ou suspendre le droit d'exercer les activités professionnelles de tout membre de cet ordre à qui il impose une obligation visée au premier alinéa, jusqu'à ce que ce membre ait rencontré cette obligation.

Radiation. En cas d'échecs ou de manquements répétés à une obligation imposée en vertu du premier alinéa assortie d'une limitation ou d'une suspension, le Conseil d'administration peut, après avoir donné au professionnel l'occasion de faire valoir ses représentations, le radier ou limiter définitivement son droit d'exercer les activités professionnelles réservées aux membres de cet ordre. La décision du Conseil d'administration lui est signifiée conformément au *Code de procédure civile* (chapitre C-25); elle peut être portée en appel devant le Tribunal des professions suivant les dispositions de la section VIII du chapitre IV. [1973, c. 43, art. 54; 1988, c. 29, art. 10; 1994, c. 40, art. 45; 2000, c. 13, art. 7; 2008, c. 11, art. 1, 25]

55.0.1. Limitation du droit d'exercer. En outre des autres cas prévus au présent code ou dans la loi constituant l'ordre, le Conseil d'administration peut, lorsque le membre y

consent, limiter son droit d'exercer des activités professionnelles.

Réévaluation. Le Conseil d'administration peut réévaluer la situation du membre concerné sur demande écrite de sa part, après avoir obtenu les recommandations du comité d'inspection professionnelle. [2008, c. 11, art. 26]

55.1. Radiation ou suspension. Le Conseil d'administration peut, après avoir donné au professionnel l'occasion de présenter ses observations, le radier provisoirement ou limiter ou suspendre provisoirement son droit d'exercer des activités professionnelles, lorsque ce professionnel a fait l'objet d'une décision judiciaire visée au paragraphe 1°, 2°, 5° ou 6° du premier alinéa de l'article 45.

Décision. Le Conseil d'administration informe le syndic de sa décision pour valoir comme demande formulée en application de l'article 128.

Période de validité. La décision demeure valable, selon le cas :

1° jusqu'à la décision d'un syndic de ne pas porter plainte ;

2° jusqu'à la décision définitive et exécutoire du conseil de discipline ou du Tribunal des professions, le cas échéant, sur la plainte portée par un syndic ;

3° jusqu'à ce que la décision visée au paragraphe 1°, 2°, 5° ou 6° du premier alinéa de l'article 45 soit infirmée en appel, le cas échéant. [1994, c. 40, art. 46; 2004, c. 15, art. 3; 2008, c. 11, art. 27]

55.2. Observations. Le Conseil d'administration peut, après avoir donné au professionnel l'occasion de présenter ses observations, lui imposer la sanction disciplinaire prononcée :

1° au Québec par un conseil de discipline d'un autre ordre ou par le Tribunal des professions en appel d'une décision de ce conseil

et lui imposant la révocation de son permis ou de son certificat de spécialiste, une radiation, y compris une radiation provisoire, une limitation, y compris une limitation provisoire, ou une suspension de son droit d'exercer des activités professionnelles;

2° hors du Québec qui, si elle avait été rendue au Québec, aurait eu l'effet d'une sanction visée au paragraphe 1°, avec les adaptations nécessaires.

Sanction. La sanction imposée par le Conseil prend fin à la date d'échéance de la sanction disciplinaire visée au paragraphe 1° ou 2° du premier alinéa. [2008, c. 11, art. 27]

55.3. Preuve. Une copie certifiée conforme de la décision judiciaire ou disciplinaire visée à l'article 55.1 ou 55.2 fait preuve de la perpétration de l'infraction et, le cas échéant, des faits qui y sont rapportés, lorsqu'elle a été rendue au Canada.

Document ou renseignement. Le Conseil d'administration peut requérir du professionnel tout document ou renseignement qu'il juge nécessaire pour l'application de l'article 55.1 ou 55.2. À défaut par le professionnel de le fournir, le Conseil d'administration peut le radier jusqu'à ce que le document ou renseignement requis soit fourni. [2008, c. 11, art. 27]

55.4. Décision. La décision du Conseil d'administration prise en vertu de l'article 55.1, 55.2 ou 55.3 est signifiée immédiatement au professionnel conformément au *Code de procédure civile* (chapitre C-25); elle peut être portée en appel devant le Tribunal des professions suivant les dispositions de la section VIII du chapitre IV. [2008, c. 11, art. 27]

55.5. Liste des infractions. Pour l'application de l'article 55.1, le Conseil d'administration peut transmettre au Directeur des poursuites criminelles et pénales une liste des infractions criminelles ou pénales susceptibles d'avoir un lien avec l'exercice de la profession pour lesquelles l'ordre souhaite être informé

qu'une accusation criminelle ou pénale a été portée contre des membres. L'ordre et le directeur peuvent conclure une entente pour déterminer les modalités de transmission de l'information. [2008, c. 11, art. 28]

56. Enquête sur fraude pour obtenir un permis. Lorsque le Conseil d'administration d'un ordre est informé ou a raison de croire que le titulaire d'un permis ou d'un certificat de spécialiste s'est rendu coupable de fraude dans l'obtention de ce permis ou de ce certificat, il peut demander qu'une enquête soit faite à ce sujet conformément à la section VII.

Révocation de permis. Si la fraude reprochée est retenue contre l'intimé, le conseil de discipline révoque son permis ou son certificat, qu'il soit ou non, à ce moment, inscrit au tableau. [1973, c. 43, art. 55; 1994, c. 40, art. 47; 2008, c. 11, art. 1]

57. Discrimination interdite. Nul professionnel ne peut refuser de fournir des services à une personne pour des raisons de race, de couleur, de sexe, d'âge, de religion, d'ascendance nationale ou d'origine sociale de cette personne. [1973, c. 43, art. 56]

58. Titre de spécialiste. Nul ne peut utiliser un titre de spécialiste correspondant à une classe de spécialité prévue par règlement pris en vertu du paragraphe e de l'article 94 ni agir de façon à donner lieu de croire qu'il est spécialiste dans cette classe de spécialité, s'il n'est titulaire du certificat de spécialiste approprié.

Interdiction. Un professionnel ne peut se qualifier de spécialiste s'il n'est titulaire d'un certificat de spécialiste. [1973, c. 43, art. 57; 1994, c. 40, art. 48; 2008, c. 11, art. 29]

58.1. Utilisation du titre de «docteur». Un professionnel qui utilise le titre de «docteur» ou une abréviation de ce titre ne peut le faire que s'il respecte les conditions prévues dans l'un ou l'autre des paragraphes suivants:

1° immédiatement avant son nom, s'il est détenteur d'un diplôme de doctorat reconnu valide pour la délivrance du permis ou du certificat de spécialiste dont il est titulaire, par règlement du gouvernement édicté en vertu du premier alinéa de l'article 184, ou d'un diplôme de doctorat reconnu équivalent par le Conseil d'administration de l'ordre délivrant ce permis ou ce certificat, et s'il indique immédiatement après son nom un titre réservé aux membres de l'ordre ;

2° après son nom, s'il fait suivre ce titre ou cette abréviation de la discipline dans laquelle il détient tout doctorat.

Disposition non applicable. Le présent article ne s'applique pas aux membres de l'Ordre professionnel des dentistes du Québec, du Collège des médecins du Québec et de l'Ordre professionnel des médecins vétérinaires du Québec. [2000, c. 13, art. 8; 2008, c. 11, art. 1]

59. Acte dérogatoire. Tout professionnel qui contrevient aux articles 57, 58 ou 58.1 commet un acte dérogatoire à la dignité de sa profession. [1973, c. 43, art. 58; 2000, c. 13, art. 9]

59.1. Gestes à caractère sexuel. Constitue un acte dérogatoire à la dignité de sa profession le fait pour un professionnel, pendant la durée de la relation professionnelle qui s'établit avec la personne à qui il fournit des services, d'abuser de cette relation pour avoir avec elle des relations sexuelles, de poser des gestes abusifs à caractère sexuel ou de tenir des propos abusifs à caractère sexuel. [1994, c. 40, art. 49]

59.2. Actes incompatibles. Nul professionnel ne peut poser un acte dérogatoire à l'honneur ou à la dignité de sa profession ou à la discipline des membres de l'ordre, ni exercer une profession, un métier, une industrie, un commerce, une charge ou une fonction qui est incompatible avec l'honneur, la dignité ou l'exercice de sa profession. [1994, c. 40, art. 49]

59.3. Information d'une décision judiciaire. Tout professionnel doit, dans les 10 jours à compter de celui où il en est lui-même informé, aviser le secrétaire de l'ordre dont il est membre qu'il fait ou a fait l'objet d'une décision judiciaire ou disciplinaire visée à l'article 55.1 ou 55.2. [1994, c. 40, art. 49; 2008, c. 11, art. 30]

60. Lieu d'exercice. Tout professionnel doit élire domicile en faisant connaître au secrétaire de l'ordre dont il est membre le lieu où il exerce principalement sa profession, dans les trente jours où il commence à exercer celle-ci ou, s'il ne l'exerce pas, le lieu de sa résidence ou de son travail principal; le domicile ainsi élu constitue le domicile professionnel. Il doit aussi lui faire connaître tous les autres lieux où il exerce sa profession.

Avis de changement. Il doit également aviser le secrétaire de tout changement à ce sujet, dans les trente jours du changement.

Avis de changement. Tout membre d'un ordre dont la loi constitutive mentionne, à des fins d'élection ou pour toute consultation des membres, le lieu de résidence ou de domicile plutôt que le lieu du domicile professionnel, doit aviser le secrétaire de l'ordre de tout changement de son lieu de résidence ou de domicile, selon le cas, dans les trente jours de ce changement. [1973, c. 43, art. 59; 1974, c. 65, art. 8; 1994, c. 40, art. 50; 2008, c. 11, art. 31]

60.1. Service conforme à la publicité. Un service ou un bien fourni par un professionnel doit être conforme à une déclaration ou à un message publicitaire fait par lui à son sujet; cette déclaration ou ce message publicitaire lie ce professionnel. [1990, c. 76, art. 2]

60.2. Fausse représentation. Un professionnel ne peut, par quelque moyen que ce soit, faire une représentation fausse, trompeuse ou incomplète, notamment quant à son niveau de compétence ou quant à l'étendue ou à l'efficacité de ses services et de ceux généralement

assurés par les membres de sa profession. [1990, c. 76, art. 2; 2008, c. 11, art. 32]

60.3. Manœuvres interdites. Un professionnel ne peut faussement, par quelque moyen que ce soit :

a) attribuer à un service ou à un bien un avantage particulier ;

b) prétendre qu'un avantage pécuniaire résultera de l'utilisation ou de l'acquisition d'un service ou d'un bien ;

c) prétendre qu'un service ou un bien répond à une norme déterminée ;

d) attribuer à un service ou à un bien certaines caractéristiques de rendement. [1990, c. 76, art. 2]

60.4. Renseignement confidentiel. Le professionnel doit respecter le secret de tout renseignement de nature confidentielle qui vient à sa connaissance dans l'exercice de sa profession.

Divulgation. Il ne peut être relevé du secret professionnel qu'avec l'autorisation de son client ou lorsque la loi l'ordonne ou l'autorise par une disposition expresse.

Divulgation. Le professionnel peut en outre communiquer un renseignement protégé par le secret professionnel, en vue de prévenir un acte de violence, dont un suicide, lorsqu'il a un motif raisonnable de croire qu'un danger imminent de mort ou de blessures graves menace une personne ou un groupe de personnes identifiable. Toutefois, le professionnel ne peut alors communiquer ce renseignement qu'à la ou aux personnes exposées à ce danger, à leur représentant ou aux personnes susceptibles de leur porter secours. Le professionnel ne peut communiquer que les renseignements nécessaires aux fins poursuivies par la communication. [1994, c. 40, art. 51; 2001, c. 78, art. 5; 2008, c. 11, art. 33]

60.5. Consultation de documents. Le professionnel doit respecter le droit de son client de prendre connaissance des documents qui le concernent dans tout dossier constitué à son sujet et d'obtenir copie de ces documents.

Accès aux documents. Toutefois, le professionnel peut refuser l'accès aux renseignements qui y sont contenus lorsque la loi l'autorise. [1994, c. 40, art. 51; 2008, c. 11, art. 34]

60.6. Correction de renseignements. Le professionnel doit respecter le droit de son client de faire corriger, dans un document qui le concerne et qui est inclus dans tout dossier constitué à son sujet, des renseignements inexacts, incomplets ou équivoques en regard des fins pour lesquelles ils sont recueillis.

Renseignement périmé. Il doit aussi respecter le droit de son client de faire supprimer tout renseignement périmé ou non justifié par l'objet du dossier, ou de formuler par écrit des commentaires et de les verser au dossier. [1994, c. 40, art. 51]

60.7. Garantie. Le professionnel doit fournir et maintenir en tout temps une garantie contre la responsabilité qu'il peut encourir en raison des fautes commises dans l'exercice de sa profession. Satisfait à cette obligation le professionnel qui se conforme aux dispositions d'un règlement de l'ordre pris en vertu du paragraphe d de l'article 93. [2008, c. 11, art. 35]

SECTION V ADMINISTRATION

§ 1. Le Conseil d'administration

61. Conseil d'administration. Un ordre est administré par un Conseil d'administration formé d'un président et d'administrateurs dont le nombre est déterminé par règlement pris en vertu du paragraphe e de l'article 93. Ce nombre doit être d'au moins :

1° huit administrateurs si l'ordre compte moins de 5 000 membres;

2° 12 administrateurs si l'ordre compte 5 000 membres ou plus.

Citoyenneté. Le président et tous les administrateurs doivent être domiciliés au Québec; celui qui cesse d'y être domicilié au cours de la durée de son mandat est réputé avoir démissionné. [1973, c. 43, art. 60; 1983, c. 54, art. 16; 1988, c. 29, art. 11; 1994, c. 40, art. 52; 2008, c. 11, art. 36]

62. Devoirs du Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration est chargé de l'administration générale des affaires de l'ordre et de veiller à l'application des dispositions du présent code, de la loi ou des lettres patentes constituant l'ordre et des règlements adoptés conformément au présent code ou à ladite loi. Il exerce tous les droits, pouvoirs et prérogatives de l'ordre, sauf ceux qui sont du ressort des membres de l'ordre réunis en assemblée générale. À moins de dispositions contraires du présent code ou de la loi, il les exerce par résolution.

Responsabilités. Le Conseil d'administration, notamment:

1° nomme le secrétaire de l'ordre;

2° impose à ses membres et aux employés de l'ordre l'obligation de prêter le serment de discrétion dont il établit la formule; le serment ne peut cependant être interprété comme interdisant l'échange de renseignements ou de documents au sein de l'ordre, pour les fins de protection du public;

3° s'assure que des activités, des cours ou des stages de formation continue sont offerts aux membres de l'ordre;

4° donne tout avis qu'il juge utile au ministre, à l'Office, au Conseil interprofessionnel, aux établissements d'enseignement ou à toute autre personne ou organisme qu'il juge à propos;

5° collabore avec les autorités des établissements d'enseignement du Québec concernés, conformément aux modalités fixées en vertu du deuxième alinéa de l'article 184, à l'élaboration et à la révision des programmes d'études conduisant à l'obtention d'un diplôme donnant ouverture à un permis ou à un certificat de spécialiste, des normes que le Conseil d'administration doit fixer par règlement pris en application du paragraphe *c* de l'article 93 et, le cas échéant, des autres conditions et modalités que le Conseil d'administration peut déterminer par règlement pris en application du paragraphe *i* de l'article 94, ainsi que des normes d'équivalence de ces conditions et modalités que le Conseil d'administration peut fixer en vertu de ce règlement. [1973, c. 43, art. 61; 1994, c. 40, art. 53; 1998, c. 14, art. 7; 2008, c. 11, art. 1, 37]

62.1. Pouvoirs. Le Conseil d'administration peut:

1° déléguer à un comité qu'il crée à cette fin le pouvoir de décider de toute demande présentée dans le cadre d'une candidature à l'exercice de la profession ainsi que l'exercice des pouvoirs prévus aux articles 45 à 45.3, 46.0.1, 48 à 52.1 et 55 à 55.3; les membres d'un tel comité prêtent le serment prévu à l'annexe II; le serment ne peut cependant être interprété comme interdisant l'échange de renseignements ou de documents au sein de l'ordre, pour les fins de protection du public;

2° établir des règles concernant la conduite de ses affaires, dont le nombre et la périodicité des séances qu'il tient, ainsi que des règles concernant l'administration des biens de l'ordre;

3° déterminer les modes de communication permettant aux membres du Conseil d'administration ou du comité exécutif, lorsqu'ils ne sont pas présents ou n'assistent pas physiquement à l'endroit où se tient une séance du Conseil d'administration ou du comité exécutif, selon le cas, de s'exprimer en vue d'une prise

de décision, les conditions suivant lesquelles ils peuvent s'en prévaloir et, pour l'application du quatrième alinéa de l'article 79, du deuxième alinéa de l'article 84 et du deuxième alinéa de l'article 99, déterminer ce qui constitue un défaut de s'exprimer ou un empêchement, selon le cas. [2008, c. 11, art. 38]

62.2. Réclamations et déclarations. Tout professionnel doit, selon les conditions et modalités déterminées par le Conseil d'administration, informer l'ordre dont il est membre de toute réclamation formulée contre lui auprès de son assureur à l'égard de sa responsabilité professionnelle et de toute déclaration de sinistre qu'il formule auprès de son assureur à cet égard. [2008, c. 11, art. 38]

63. Élection du président et des administrateurs. Le président et les administrateurs, à l'exception de ceux que nomme l'Office en application de l'article 78, sont élus conformément à un règlement adopté en vertu de l'article 65. Ils sont élus aux dates et pour les mandats n'excédant pas quatre ans fixés par règlement pris en vertu du paragraphe *b* de l'article 93; ils sont rééligibles sauf s'ils ont accompli le nombre maximum de mandats consécutifs que peut déterminer l'ordre dans ce même règlement.

Ordonnance d'élection. L'Office peut ordonner la tenue d'une élection à la date qu'il fixe, sur avis du secrétaire d'un ordre, dans les cas suivants :

1° une élection n'a pas eu lieu conformément au premier alinéa ou conformément à la loi constituant l'ordre professionnel ;

2° il n'y a pas quorum au Conseil d'administration, pour cause de vacance.

Poste vacant. L'Office peut ordonner de nouveau la tenue d'une élection à la date qu'il fixe ou nommer une personne éligible pour remplir un poste vacant pour la durée non écoulée du mandat de l'administrateur qu'elle remplace dans les cas suivants :

1° l'élection qu'il a ordonnée en vertu du deuxième alinéa n'a pas eu lieu ;

2° le quorum du Conseil d'administration ne peut être obtenu malgré la tenue d'une élection ordonnée en vertu du quatrième alinéa.

Nomination. L'Office peut nommer une personne éligible pour remplir un poste vacant pour la durée non écoulée du mandat de l'administrateur qu'elle remplace, dans les cas suivants :

1° l'élection qu'il a ordonnée en vertu du troisième alinéa n'a pas eu lieu ;

2° le quorum du Conseil d'administration ne peut être obtenu malgré la tenue d'une élection ordonnée en vertu du troisième alinéa. [1973, c. 43, art. 62; 1974, c. 65, art. 9; 1988, c. 29, art. 12; 1994, c. 40, art. 54; 2000, c. 13, art. 10; 2008, c. 11, art. 1; 39]

64. Mode d'élection du président. L'élection du président est tenue suivant l'un ou l'autre des modes suivants que l'assemblée générale détermine :

a) soit au suffrage universel des membres de l'ordre par scrutin secret ;

b) soit au suffrage des administrateurs élus, qui élisent le président parmi eux par scrutin secret.

Conseil d'administration régulièrement formé. Dans les cas où l'élection du président a lieu conformément au paragraphe *b* de l'alinéa précédent, le Conseil d'administration est réputé régulièrement formé, nonobstant le fait que le nombre des administrateurs se trouve diminué d'une unité.

Restriction. Un membre ne peut être candidat à la fois au poste de président et à un poste d'administrateur. [1973, c. 43, art. 63; 1974, c. 65, art. 10; 1988, c. 29, art. 13; 1994, c. 40, art. 55; 1999, c. 40, art. 58; 2008, c. 11, art. 1]

65. Délimitation en régions. Pour assurer une représentation régionale adéquate au

sein du Conseil d'administration de l'ordre, le Conseil d'administration, par règlement, détermine le nombre de régions, les délimite et fixe le mode de représentation de chacune d'elles eu égard au nombre d'administrateurs élus au Conseil d'administration de l'ordre. Ces régions sont délimitées en référant à la description et à la carte de délimitation apparaissant à l'annexe I du décret 2000-87 du 22 décembre 1987, concernant la révision des limites des régions administratives du Québec, et ses modifications subséquentes.

Une seule région. Si le nombre de membres d'un ordre n'est pas assez élevé pour justifier une division du territoire du Québec en régions, le Conseil d'administration peut, par règlement, déterminer que l'ensemble de ce territoire forme une seule région.

Représentation des secteurs. Ce règlement peut prévoir, au sein du Conseil d'administration, une représentation des secteurs d'activité professionnelle des membres de l'ordre et, à cette fin, déterminer les secteurs d'activité visés, fixer le nombre d'administrateurs les représentant et en établir le mode de représentation parmi les administrateurs. [1973, c. 43, art. 64; 1988, c. 29, art. 14; 1994, c. 40, art. 56; 2008, c. 11, art. 1]

66. (Abrogé). [1973, c. 43, art. 65; 1983, c. 54, art. 17; 2008, c. 11, art. 40]

66.1. Éligibilité. Seuls peuvent être candidats les membres de l'ordre qui sont inscrits au tableau et dont le droit d'exercer des activités professionnelles n'est pas limité ou suspendu au moins 45 jours avant la date fixée pour la clôture du scrutin. Le Conseil d'administration peut toutefois fixer, dans un règlement pris en vertu du paragraphe *b* de l'article 93, un délai plus long d'une durée maximale de 60 jours. Le candidat qui est radié ou dont le droit d'exercer des activités professionnelles est limité ou suspendu avant l'élection perd son éligibilité pour l'élection en cours.

Lieu du domicile. Seuls peuvent être candidats dans une région donnée les membres de l'ordre qui y ont leur domicile professionnel. [1983, c. 54, art. 17; 1994, c. 40, art. 57; 2000, c. 13, art. 11; 2008, c. 11, art. 41]

67. Proposition de candidats. Les candidats aux postes d'administrateurs sont proposés par un bulletin signé par le candidat et remis au secrétaire de l'ordre au moins 30 jours avant la date fixée pour la clôture du scrutin. Le Conseil d'administration peut toutefois fixer, dans un règlement pris en application du paragraphe *b* de l'article 93, un délai plus long d'une durée maximale de 45 jours. Ce bulletin doit également être signé par cinq membres de l'ordre ou par le nombre de membres que peut déterminer le Conseil d'administration dans ce règlement.

Proposition des candidats. Il en est de même pour les candidats au poste de président, si ce dernier est élu au suffrage universel des membres de l'ordre.

Élection si un seul candidat. Si un seul candidat a été présenté à un poste dans le délai fixé, le secrétaire le déclare immédiatement élu. [1973, c. 43, art. 66; 1974, c. 65, art. 11; 1988, c. 29, art. 15; 1994, c. 40, art. 58; 2000, c. 13, art. 12; 2008, c. 11, art. 1]

68. Signature du bulletin de présentation. Seuls peuvent signer un bulletin de présentation d'un candidat à un poste d'administrateur dans une région donnée les professionnels qui y ont leur domicile professionnel. [1973, c. 43, art. 67; 1994, c. 40, art. 59]

69. Documents transmis par le secrétaire. Au moins quinze jours avant la date fixée pour la clôture du scrutin, le secrétaire de l'ordre transmet à chacun des membres de l'ordre ayant droit de vote les documents suivants, en même temps qu'il les avise de cette date :

a) un bulletin de vote certifié par le secrétaire, indiquant les noms des candidats aux postes d'administrateurs dans la région où

chaque membre peut exercer son droit de vote et une enveloppe destinée à recevoir ce bulletin de vote, sur laquelle sont écrits les mots «BULLETIN DE VOTE ADMINISTRATEUR» et le nom de l'ordre;

b) dans les cas où le président est élu au suffrage universel des membres de l'ordre, un bulletin de vote certifié par le secrétaire indiquant les noms des candidats au poste de président et une enveloppe destinée à recevoir ce bulletin de vote, sur laquelle sont écrits les mots «BULLETIN DE VOTE PRÉSIDENT» et le nom de l'ordre;

c) une enveloppe adressée au secrétaire de l'ordre et sur laquelle sont écrits le mot «ÉLECTION», le nom du votant, son adresse et la région dans laquelle il peut exercer son droit de vote;

d) tout autre document que peut prescrire le Conseil d'administration dans un règlement pris en application du paragraphe *b* de l'article 93. [1973, c. 43, art. 68; 1974, c. 65, art. 12; 1977, c. 66, art. 4; 1988, c. 29, art. 16; 1994, c. 40, art. 60; 2000, c. 13, art. 13; 2008, c. 11, art. 1]

70. Bulletin de vote. Tous les bulletins de vote et les enveloppes destinés à servir à une élection doivent avoir la même forme et être aussi semblables que possible.

Bulletin de vote. Chaque bulletin contient à droite du nom de chaque candidat, un espace réservé à l'exercice du droit de vote. [1973, c. 43, art. 69; 1983, c. 54, art. 18; 2009, c. 35, art. 4]

71. Personnes habiles à voter. Seules peuvent voter les personnes qui étaient membres de l'ordre le 45^e jour avant la date fixée pour la clôture du scrutin et le sont demeurées. Le Conseil d'administration peut toutefois fixer, dans un règlement pris en application du paragraphe *b* de l'article 93, un délai plus long d'une durée maximale de 60 jours.

Manière de voter. Elles expriment leur vote en marquant le bulletin de vote dans un ou plusieurs des espaces réservés à l'exercice du droit de vote, selon qu'il y a un ou plusieurs candidats à élire. [1973, c. 43, art. 70; 1974, c. 65, art. 13; 1977, c. 66, art. 5; 1983, c. 54, art. 19; 1994, c. 40, art. 61; 2000, c. 13, art. 14; 2008, c. 11, art. 1, 42; 2009, c. 35, art. 5]

72. Bulletins transmis au secrétaire. Le votant transmet son bulletin de vote ou, si le président est élu au suffrage universel, ses bulletins de vote au secrétaire de l'ordre dans l'enveloppe visée au paragraphe *c* de l'article 69 et qui lui a été envoyée à cette fin. [1973, c. 43, art. 71; 1983, c. 54, art. 20; 1988, c. 29, art. 17; 1994, c. 40, art. 62]

73. Dépôt des bulletins dans boîte de scrutin. Le secrétaire de l'ordre dépose dans une boîte de scrutin scellée, sans les ouvrir, toutes les enveloppes contenant les bulletins de vote qu'il reçoit avant la clôture du scrutin. [1973, c. 43, art. 72; 1994, c. 40, art. 63]

74. Dépouillement du vote. Dans les 10 jours de la date de la clôture du scrutin, le secrétaire de l'ordre procède au dépouillement du vote en présence des scrutateurs désignés par le Conseil d'administration; ces scrutateurs doivent être au nombre de trois à moins que le Conseil d'administration n'en fixe un nombre supérieur dans un règlement pris en application du paragraphe *b* de l'article 93.

Tout bulletin de vote marqué dans un ou plusieurs des espaces réservés à l'exercice du droit de vote est reconnu valide.

Toutefois, doit être rejeté un bulletin qui :

1^o n'est pas certifié par le secrétaire de l'ordre;

2^o n'a pas été marqué;

3^o a été marqué en faveur de plus de candidats qu'il n'y en a à élire;

4° a été marqué en faveur d'une personne qui n'est pas candidate;

5° a été marqué ailleurs que dans l'espace prévu;

6° porte des inscriptions fantaisistes ou injurieuses;

7° porte une marque permettant d'identifier l'électeur.

Tirage au sort. Aucun bulletin ne doit être rejeté pour le seul motif qu'une marque dépasse l'espace réservé à l'exercice du droit de vote ou qu'il n'est pas complètement rempli.

Tirage au sort. Au cas d'égalité des voix, un tirage au sort détermine lequel des candidats est élu. [1973, c. 43, art. 73; 1974, c. 65, art. 14; 1975, c. 80, art. 5; 1994, c. 40, art. 64; 2000, c. 13, art. 15; 2008, c. 11, art. 1; 2009, c. 35, art. 6]

75. Exercice dans région représentée. Les administrateurs élus doivent avoir leur domicile professionnel dans la région ou l'une des régions qu'ils représentent.

Démission d'administrateurs. Un administrateur élu est réputé avoir démissionné à compter du moment où il cesse d'avoir son domicile professionnel dans la région ou l'une des régions qu'il représente.

Dispositions non applicables. Les premier et deuxième alinéas ne s'appliquent pas à l'administrateur élu qui exerce le mandat de président. [1973, c. 43, art. 74; 1994, c. 40, art. 65; 1999, c. 40, art. 58]

76. Membres de l'ordre. Le président et les administrateurs élus doivent être des membres de l'ordre.

Entrée en fonctions. Ils entrent en fonction à la date et au moment fixés conformément au paragraphe *b* de l'article 93 et le demeurent jusqu'à leur décès, démission, remplacement, limitation ou suspension du droit d'exercer des activités professionnelles ou ra-

diation du tableau. [1973, c. 43, art. 75; 1974, c. 65, art. 15; 1988, c. 29, art. 18; 1994, c. 40, art. 66; 2008, c. 11, art. 43]

77. Postes vacants. Si le nombre de candidats est inférieur au nombre de postes à remplir, les postes vacants sont comblés par des membres de l'ordre nommés par ceux qui ont été élus membres du Conseil d'administration. Les personnes ainsi nommées sont réputées des administrateurs élus du Conseil d'administration. [1973, c. 43, art. 76; 1994, c. 40, art. 67; 1999, c. 40, art. 58; 2008, c. 11, art. 1]

78. Administrateurs nommés par l'Office. Lorsque le Conseil d'administration comprend huit ou neuf administrateurs, deux d'entre eux, dont au moins un n'est pas membre d'un ordre professionnel, sont nommés par l'Office.

Administrateurs nommés par l'Office. Lorsque le Conseil d'administration comprend de 10 à 12 administrateurs, trois d'entre eux, dont au moins deux ne sont pas membres d'un ordre professionnel, sont nommés par l'Office.

Administrateurs nommés par l'Office. Lorsque le Conseil d'administration comprend 13 administrateurs ou plus, quatre d'entre eux, dont au moins deux ne sont pas membres d'un ordre professionnel, sont nommés par l'Office.

Liste. Les administrateurs nommés par l'Office, en vertu du présent code ou de la loi constituant un ordre, le sont à partir d'une liste que dresse l'Office après consultation du Conseil interprofessionnel et des divers groupes socioéconomiques. L'Office peut également consulter l'ordre concerné avant d'y nommer un administrateur.

Mandat des administrateurs nommés par l'Office. Les administrateurs nommés par l'Office, en vertu du présent code ou de la loi constituant un ordre, le sont pour le même terme que les administrateurs élus, ils exercent les mêmes fonctions, jouissent des mêmes pou-

voirs et sont soumis aux mêmes obligations que ces derniers. Les administrateurs nommés par l'Office ont droit, dans la mesure et aux conditions déterminées par le gouvernement, à une allocation de présence et au remboursement des frais raisonnables engagés par eux dans l'exercice de leurs fonctions. Cette allocation et ce remboursement sont à la charge de l'Office.

Partie intégrante du Conseil d'administration. Malgré toute disposition incompatible, les administrateurs nommés par l'Office font partie intégrante du Conseil d'administration au fur et à mesure de leur entrée en fonction. [1973, c. 43, art. 77; 1974, c. 65, art. 16; 1977, c. 66, art. 6; 1983, c. 54, art. 21; 1994, c. 40, art. 68; 1995, c. 50, art. 4; 2008, c. 11, art. 1, 44]

79. Vacance au poste d'administrateur élu. Toute vacance à un poste d'administrateur élu est remplie au moyen d'une élection au scrutin secret tenue au sein des membres élus du Conseil d'administration ou selon un autre mode d'élection déterminé par règlement pris en vertu du paragraphe *b* de l'article 93. Le mandat de la personne ainsi élue se termine à l'expiration de celui de la personne qu'elle remplace.

Région d'exercice. Le nouvel administrateur doit avoir son domicile professionnel dans la région ou l'une des régions que représentait l'administrateur qu'il remplace, à moins qu'il ne s'y trouve aucun candidat pour combler la vacance.

Vacance au poste d'administrateur nommé. Toute vacance survenue à un poste d'administrateur nommé est remplie pour la période non écoulée du mandat par un nouvel administrateur que nomme l'Office conformément à l'article 78.

Remplacement pour absence. Tout administrateur qui fait défaut, sans excuse jugée valable par le Conseil d'administration, d'assister à trois séances consécutives du

Conseil d'administration ou de s'exprimer suivant un mode de communication et aux conditions déterminées par le Conseil d'administration en vertu du paragraphe 3° de l'article 62.1, est remplacé conformément aux dispositions applicables en cas de vacance. [1973, c. 43, art. 78; 1988, c. 29, art. 19; 1994, c. 40, art. 69; 2008, c. 11, art. 45]

80. Droit de surveillance générale. Le président exerce un droit de surveillance générale sur les affaires de l'ordre. À cette fin, il peut requérir des informations d'un membre d'un comité formé par le Conseil d'administration, d'un employé de l'ordre ou de toute personne qui exerce au sein de l'ordre, une fonction prévue au code ou à la loi constituant l'ordre, dont un syndic en ce qui regarde l'existence d'une enquête ou le progrès de celle-ci.

Fonctions du président. Le président préside les séances du Conseil d'administration ainsi que les délibérations à l'occasion des assemblées générales; il est responsable de l'administration des affaires du Conseil d'administration ainsi que de l'application des décisions du Conseil d'administration et de celles des membres de l'ordre réunis en assemblée; il coordonne les travaux du Conseil d'administration et de l'assemblée et en assure la continuité.

Secrétaire. Le président ne peut agir à titre de secrétaire de l'ordre ni exercer les fonctions que le code ou la loi constituant l'ordre professionnel dont il est membre attribue au secrétaire. [1973, c. 43, art. 79; 1994, c. 40, art. 70; 2000, c. 13, art. 16; 2008, c. 11, art. 46]

81. Remplacement. Au cas de vacance au poste de président, celui-ci est remplacé pour la durée non écoulée de son mandat par l'un des administrateurs élus désigné par le Conseil d'administration ou selon un autre mode déterminé par règlement pris en vertu du paragraphe *b* de l'article 93.

Remplacement provisoire. En cas d'empêchement d'agir du président, le Conseil d'administration peut désigner un administrateur élu pour exercer ses fonctions, le temps que dure l'empêchement. [1973, c. 43, art. 80; 2008, c. 11, art. 47]

82. Séances. Les membres du Conseil d'administration tiennent le nombre de séances requis pour remplir les fonctions et exercer tous les droits, pouvoirs et prérogatives que l'article 62 confie au Conseil d'administration. Toutefois, ils doivent se réunir au moins trois fois par année. [1973, c. 43, art. 81; 1975, c. 80, art. 6; 2008, c. 11, art. 48]

83. Séances extraordinaires. Des séances extraordinaires du Conseil d'administration sont tenues à la demande du président ou du quart des membres du Conseil d'administration. [1973, c. 43, art. 82; 2008, c. 11, art. 1, 49]

84. Quorum. Le quorum du Conseil d'administration est de la majorité des membres du Conseil d'administration; une décision se prend à la majorité des membres présents ou des membres qui s'expriment sur la décision suivant un mode de communication et aux conditions prévus par le Conseil d'administration en vertu du paragraphe 3° de l'article 62.1.

Vote obligatoire. Ces membres sont tenus de voter ou de s'exprimer de la manière prévue par le Conseil d'administration en vertu du paragraphe 3° de l'article 62.1, sauf empêchement prévu par le Conseil d'administration ou motif de récusation jugé suffisant par le président.

Vote prépondérant. Au cas d'égalité des voix, le président donne un vote prépondérant. [1973, c. 43, art. 83; 1988, c. 29, art. 20; 2008, c. 11, art. 1, 50]

85. Destitution. Malgré toute disposition incompatible, un vote des deux tiers des membres du Conseil d'administration est requis pour destituer de leurs fonctions le secrétaire de l'ordre, un syndic, ainsi qu'une personne vi-

sée par un règlement adopté en vertu du paragraphe *a* de l'article 94.

Avis de convocation. Le Conseil d'administration ne peut destituer un syndic qu'après lui avoir fait parvenir un avis de convocation écrit au moins 30 jours avant la date de la séance du Conseil d'administration au cours de laquelle la résolution proposant la destitution doit être présentée. L'avis doit faire mention des motifs de la destitution proposée et informer le syndic de son droit d'être entendu par le Conseil d'administration.

Motifs. Le Conseil d'administration avise l'Office des motifs de la destitution d'un syndic dans les 30 jours de sa décision.

Pouvoir de destitution. Un contrat de travail ou une convention collective ne peut limiter le pouvoir d'un ordre de destituer une personne visée par le présent article. [1977, c. 66, art. 7; 1994, c. 40, art. 71; 2008, c. 11, art. 51]

85.1. Cotisations. Le Conseil d'administration fixe le montant de la cotisation annuelle et, le cas échéant, de toute cotisation supplémentaire ou spéciale que doivent payer les membres de l'ordre ou certaines classes d'entre eux, établies notamment en fonction des activités professionnelles exercées, de même que la date avant laquelle ces cotisations doivent être versées.

Résolution. Toute résolution adoptée par le Conseil d'administration en vertu du premier alinéa doit, pour entrer en vigueur, être approuvée par la majorité des membres de l'ordre qui se prononcent à ce sujet, sauf s'il s'agit d'une résolution fixant une cotisation supplémentaire rendue nécessaire pour permettre à l'ordre de remplir les obligations qui lui sont imposées par un règlement de l'Office pris en vertu du paragraphe 6° du troisième alinéa de l'article 12 ou du gouvernement pris en vertu de l'article 184, de payer les dépenses dues à l'indemnisation, à la procédure de re-

connaissance de l'équivalence des diplômes délivrés hors du Québec ou de l'équivalence de la formation ou à l'application des dispositions du présent code concernant la discipline ou l'inspection professionnelle.

Application. Une résolution fixant une cotisation annuelle est applicable pour l'année pour laquelle cette cotisation a été fixée et elle demeure applicable, tant qu'elle n'est pas modifiée, pour chaque année subséquente. Une résolution fixant une cotisation supplémentaire ou spéciale est applicable pour les objets particuliers et la durée qu'elle détermine. [2008, c. 11, art. 52]

85.2. Somme payable. Le Conseil d'administration établit, en application des règlements adoptés en vertu des paragraphes *d* et *g* de l'article 93, la somme nécessaire pour défrayer le coût du fonctionnement du régime collectif ou du fonds d'assurance de la responsabilité professionnelle, fixe la répartition de la somme prévue entre tous les membres de l'ordre ou certaines classes d'entre eux ou, en application du règlement adopté en vertu du paragraphe *g* de l'article 93, uniquement entre les membres qui exercent leurs activités professionnelles au sein d'une société conformément à l'article 187.11, de même que la date et le lieu de paiement de cette somme, le tout selon les conditions et modalités qu'il détermine; à cette fin, le Conseil d'administration peut notamment fixer la somme payable par un membre, en fonction du risque que représente la classe à laquelle il appartient, eu égard aux réclamations présentées dans le cadre du régime collectif ou du fonds d'assurance de la responsabilité professionnelle, pour les fautes que ce membre a commises dans l'exercice de sa profession.

Coûts de fonctionnement. La somme nécessaire pour défrayer le coût du fonctionnement du régime collectif ou du fonds d'assurance de la responsabilité professionnelle inclut les primes, les frais d'administration,

les contributions dans le cadre du régime collectif ou du fonds d'assurance de la responsabilité professionnelle et tous les autres frais inhérents au fonctionnement de ce régime. [2008, c. 11, art. 52]

85.3. Radiation. Le Conseil d'administration radie du tableau le membre qui fait défaut :

1° dans le délai fixé, d'acquitter les cotisations et la contribution visées au paragraphe 2° de l'article 46;

2° dans le délai fixé, de fournir une garantie ou de verser la somme visées au paragraphe 3° de l'article 46;

3° de respecter les termes de l'entente prévue au paragraphe 4° ou 4.1° de l'article 46;

4° d'acquitter les frais visés au paragraphe 5° de l'article 46. [2008, c. 11, art. 52]

86. (Abrogé). [1973, c. 43, art. 84; 1974, c. 65, art. 17; 1975, c. 80, art. 7; 1977, c. 66, art. 8; 1983, c. 54, art. 22; 1987, c. 54, art. 33; 1988, c. 29, art. 21; 1989, c. 38, art. 319; 1994, c. 40, art. 72; 1999, c. 40, art. 58; 2000, c. 13, art. 17; 2001, c. 34, art. 3; 2006, c. 22, art. 151; 2008, c. 11, art. 53]

86.0.1. Responsabilités du Conseil d'administration. Le Conseil d'administration peut, notamment :

1° publier tout périodique ou toute brochure ou information relatifs aux activités de l'ordre ou de ses membres;

2° former des comités, déterminer leurs pouvoirs et fixer le traitement, les honoraires ou les indemnités de leurs membres;

3° instituer en faveur des membres de l'ordre ou de ses employés une caisse de bienfaisance ou un régime de retraite conformément à la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite* (chapitre R-15.1);

4° établir et administrer une caisse de retraite pour les membres de l'ordre et organiser pour eux des régimes d'assurance-groupe;

5° établir et administrer au profit des membres de l'ordre qui sont dans le besoin un fonds de secours, dont les avoirs sont placés conformément aux articles 1339 à 1344 du *Code civil du Québec* (L.Q. 1991, c. 64);

6° établir et administrer un fonds afin de promouvoir la formation, l'information, la qualité des services professionnels et la recherche;

7° conclure une entente avec tout organisme afin de faciliter la reconnaissance mutuelle des qualifications exigées pour la délivrance des permis, des certificats de spécialistes ou des autorisations spéciales;

8° prescrire les formalités et les frais d'administration exigibles pour les demandes adressées à l'ordre par les membres ou les candidats à l'exercice de la profession;

9° (*paragraphe remplacé*);

10° imposer à toute personne qui demande un permis ou son inscription au tableau l'obligation de prêter le serment dont il établit la formule;

11° prescrire que des frais, dont le montant est fixé par l'Office en vertu du paragraphe 2° de l'article 12.3, sont exigibles de la personne qui demande l'avis du comité de révision conformément à l'article 123.4;

12° suggérer un tarif d'honoraires professionnels que les membres de l'ordre peuvent appliquer à l'égard des services professionnels qu'ils rendent. [1994, c. 40, art. 73; 1999, c. 40, art. 58; 2008, c. 11, art. 1, 54]

86.1. Fonds d'assurance. Le Conseil d'administration peut créer un fonds d'assurance de la responsabilité professionnelle et l'administrer conformément à la *Loi sur les assurances* (chapitre A-32).

Entrée en vigueur. La résolution créant le fonds n'entre en vigueur que si le ministre des Finances autorise l'ordre professionnel à agir à titre d'assureur conformément à l'article 174.5 de la *Loi sur les assurances*.

Réclamations. Les réclamations fondées sur la responsabilité professionnelle de personnes qui ne sont plus membres de l'ordre depuis cinq ans ou moins, en raison de fautes commises dans l'exercice de la profession alors qu'elles étaient membres de l'ordre et souscrivaient au fonds, doivent être acquittées sur les avoirs du fonds et selon les limites, conditions et modalités que le Conseil d'administration détermine.

Acquisition d'une compagnie d'assurance. Rien dans le présent code n'empêche un ordre professionnel de constituer, acquérir ou administrer une compagnie d'assurance pour assurer la responsabilité professionnelle de ses membres et, le cas échéant, les autres risques visés au deuxième alinéa de l'article 220 de la *Loi sur les assurances* ou pour assurer la responsabilité que peut encourir une société en raison des fautes commises par les membres autorisés à y exercer leurs activités professionnelles conformément à l'article 187.11. [1987, c. 54, art. 34; 1990, c. 52, art. 1; 1994, c. 40, art. 74; 2001, c. 34, art. 4; 2003, c. 1, art. 15; 2008, c. 11, art. 1, 55]

87. Code de déontologie. Le Conseil d'administration doit adopter, par règlement, un code de déontologie imposant au professionnel des devoirs d'ordre général et particulier envers le public, ses clients et sa profession, notamment celui de s'acquitter de ses obligations professionnelles avec intégrité. Ce code doit contenir, entre autres:

1° des dispositions visant à prévenir les situations de conflits d'intérêts;

2° des dispositions définissant, s'il y en a, les professions, métiers, industries, commerces,

charges ou fonctions incompatibles avec la dignité ou l'exercice de la profession ;

3° des dispositions visant à préserver le secret quant aux renseignements de nature confidentielle qui viennent à la connaissance des membres de l'ordre dans l'exercice de leur profession ainsi que des dispositions énonçant les conditions et les modalités suivant lesquelles un professionnel peut, en application du troisième alinéa de l'article 60.4, communiquer les renseignements qui y sont visés ;

4° des dispositions énonçant les conditions et modalités d'exercice des droits d'accès et de rectification prévus aux articles 60.5 et 60.6, de même que des dispositions concernant l'obligation pour un professionnel de remettre des documents à son client ;

5° des dispositions énonçant des conditions, des obligations et, le cas échéant, des prohibitions quant à la publicité faite par les membres de l'ordre ;

6° des dispositions identifiant, s'il y en a, des infractions aux fins de l'application des paragraphes 5° et 6° du premier alinéa de l'article 45 ou du premier alinéa de l'article 55.1. [1973, c. 43, art. 85 ; 1975, c. 80, art. 8 ; 1990, c. 76, art. 3 ; 1994, c. 40, art. 75 ; 2001, c. 78, art. 6 ; 2008, c. 11, art. 1, 56]

88. Conciliation et arbitrage des comptes.

Le Conseil d'administration d'un ordre dont des membres réclament des honoraires doit déterminer, par règlement, une procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes que peuvent utiliser les personnes qui les acquittent ou doivent les acquitter.

Contenu du règlement. Ce règlement doit contenir, entre autres :

1° des dispositions permettant à une personne de se prévaloir de cette procédure si le compte a déjà été acquitté, en tout ou en partie, pourvu que sa demande de conciliation soit faite dans les 45 jours qui suivent le jour

où elle a reçu ce compte ou dans un délai plus long que fixe le règlement. Lorsque plusieurs comptes sont émis concernant un même service professionnel ou qu'un compte est payable en plusieurs versements, le délai pour demander la conciliation commence à courir à partir de la date de la réception du plus récent compte ou de la plus récente échéance d'un versement et la demande peut couvrir l'ensemble des comptes émis ou des versements échus dans l'année qui la précède. Lorsque le membre prélève ou retient des sommes à même des fonds qu'il détient ou qu'il reçoit pour ou au nom de cette personne, le délai ne commence à courir qu'à partir du moment où la personne a connaissance que ces sommes ont été prélevées ou retenues ;

2° des dispositions prévoyant la constitution d'un conseil d'arbitrage et permettant à ce conseil de déterminer, s'il y a lieu, le remboursement auquel une personne peut avoir droit ;

3° des dispositions prévoyant que l'arbitrage des comptes puisse se dérouler devant un conseil d'arbitrage formé d'un ou de trois arbitres, selon le montant en litige que ce règlement indique.

Frais exigibles. Ce règlement peut prévoir les frais exigibles lors d'une demande d'arbitrage. Dans un tel cas, le conseil d'arbitrage doit se prononcer sur le remboursement de ces frais.

Intérêts et indemnité. Ce règlement peut également prévoir des dispositions permettant au conseil d'arbitrage, lorsque le compte en litige est maintenu en totalité ou en partie ou lorsqu'un remboursement est accordé, d'y ajouter l'intérêt et une indemnité calculés selon les articles 1618 et 1619 du *Code civil du Québec* (L.Q. 1991, c. 64), à compter de la demande de conciliation.

Qualité des services. Le conseil d'arbitrage peut notamment considérer la qualité

des services rendus eu égard aux honoraires réclamés.

Demande de conciliation. Malgré toute disposition d'un règlement prévue en vertu du paragraphe 1^o du deuxième alinéa, la conciliation d'un compte peut être demandée dans les 45 jours suivant une décision du conseil de discipline qui remet expressément en question la qualité ou la pertinence d'un acte professionnel qui y est facturé, sauf si ce compte a déjà fait l'objet d'une conciliation ou d'un arbitrage.

Action sur compte. Le membre ne peut intenter une action sur compte d'honoraires avant l'expiration du délai accordé pour faire une demande de conciliation. Toutefois, le membre peut intenter cette action avant l'expiration de ce délai, avec l'autorisation de la personne que le Conseil d'administration indique dans le règlement, s'il est à craindre que sans l'introduction de cette action le recouvrement de ses honoraires ne soit mis en péril. [1973, c. 43, art. 86; 1974, c. 65, art. 18; 1988, c. 29, art. 22; 1994, c. 40, art. 76; 2008, c. 11, art. 1, 57]

89. Autorisation requise. Les membres d'un ordre ne peuvent détenir pour le compte d'un client ou d'une autre personne, dans l'exercice de leur profession, des sommes ou des biens, dont des avances d'honoraires, que si le Conseil d'administration l'autorise expressément par règlement.

Modalités et normes. Le Conseil d'administration qui autorise les membres de l'ordre à détenir de telles sommes ou biens doit, par règlement, sous réserve des dispositions de la *Loi sur le curateur public* (chapitre C-81), déterminer à l'égard de ces sommes ou de ces biens:

1^o les modalités et les normes de détention et de disposition;

2^o les modalités et les normes relatives à la tenue et à l'inspection des livres et registres des membres et, s'il y a lieu, celles relatives

à la tenue et à l'inspection d'un compte en fidéicommiss. [1973, c. 43, art. 87; 1974, c. 65, art. 19; 1988, c. 29, art. 23; 1990, c. 52, art. 2; 1994, c. 40, art. 77; 1997, c. 80, art. 56; 2000, c. 13, art. 18; 2008, c. 11, art. 1, 58]

89.1. Indemnisation. Le Conseil d'administration qui, dans un règlement pris en vertu de l'article 89, autorise les membres de l'ordre à détenir des sommes ou des biens indemnise un réclamant à la suite de l'utilisation par un membre de sommes ou de biens à des fins autres que celles pour lesquelles le réclamant les lui avait remis dans l'exercice de sa profession. Il ne peut cependant indemniser un réclamant qui a remis des sommes ou des biens à un membre à des fins illicites ou qui savait ou aurait dû savoir que les sommes ou les biens seraient utilisés à des fins inappropriées.

Règlement. Le Conseil d'administration doit, par règlement, déterminer:

1^o la procédure d'indemnisation;

2^o s'il y a lieu, les modalités d'établissement d'un fonds d'indemnisation et les règles d'administration et de placement des montants le constituant.

Indemnités maximales. Ce règlement peut prévoir des indemnités maximales, notamment le montant maximal pouvant être versé à un réclamant concernant un membre et celui pouvant être versé à l'ensemble des réclamants concernant un membre.

Réclamations multiples. Lorsque plusieurs réclamations sont présentées concernant un membre et que le total de ces réclamations, après application de la limite prescrite à l'égard de chacun des réclamants, excède la limite prescrite à l'égard de l'ensemble des réclamants, l'indemnité est répartie au prorata du montant fixé par le Conseil d'administration à l'égard de chacune des réclamations.

Enquête. Une personne, un comité ou un membre d'un comité désigné par le Conseil d'administration aux fins de l'application du présent article peut faire enquête et lui faire rapport au sujet d'une réclamation. L'article 114 s'applique à cette enquête compte tenu des adaptations nécessaires. Le Conseil d'administration peut également déléguer à ce comité le pouvoir de décider d'une réclamation.

Serment. La personne ou les membres d'un comité mentionnés au quatrième alinéa prêtent le serment prévu à l'annexe II; le serment ne peut cependant être interprété comme interdisant l'échange de renseignements ou de documents au sein de l'ordre, pour les fins de protection du public.

Prescription. Le Conseil d'administration qui indemnise un réclamant est subrogé dans les droits de ce dernier et la prescription ne court contre lui qu'à compter du jour du versement de l'indemnité. [2008, c. 11, art. 58]

90. Procédure du comité d'inspection. Le Conseil d'administration doit déterminer, par règlement, la composition, le nombre de membres et la procédure du comité d'inspection professionnelle de l'ordre.

Règlement. Le Conseil d'administration peut, dans ce règlement, déterminer les modalités de nomination d'inspecteurs ou d'experts pour assister le comité et déterminer les obligations que peut recommander le comité en outre des stages ou cours de perfectionnement qu'il peut recommander en vertu du premier alinéa de l'article 113. Il peut en outre, dans ce règlement, prévoir la nomination par le Conseil d'administration d'une personne responsable de l'inspection professionnelle, lui déléguer les pouvoirs qu'exerce le comité ou un de ses membres en vertu des articles 55, 112 et 113 et déléguer alors au comité les pouvoirs exercés par le Conseil d'administration en vertu de ces articles. [1973, c. 43, art. 88; 1988, c. 29, art. 24; 1994, c. 40, art. 78; 2000, c. 13, art. 19; 2008, c. 11, art. 1, 59]

91. Normes relatives aux dossiers. Le Conseil d'administration doit, par règlement, déterminer des normes relatives à la tenue, à la détention et au maintien par un professionnel dans l'exercice de sa profession des dossiers, livres, registres, médicaments, poisons, produits, substances, appareils et équipements ainsi que des biens qui lui sont confiés par un client ou par une autre personne.

Règles relatives aux dossiers. Il doit, dans ce règlement, déterminer également les règles, conditions, modalités et formalités de conservation, d'utilisation, de gestion, d'administration, de transfert, de cession, de garde provisoire et de destruction des dossiers, livres, registres, médicaments, poisons, produits, substances, appareils et équipements d'un professionnel, ainsi que celles de conservation, d'utilisation, de gestion, d'administration et de garde provisoire des biens qui lui sont confiés par un client ou par une autre personne, applicables dans le cas de radiation, de cessation d'exercice ou de décès d'un professionnel, de limitation ou de suspension de son droit d'exercice, de révocation de son permis ainsi que dans le cas où un professionnel accepte de remplir une fonction qui l'empêche de compléter les mandats qui lui avaient été confiés.

Détermination des normes. Le Conseil d'administration peut, dans ce règlement, déterminer des normes sur la tenue par un professionnel de tout cabinet de consultation et de ses autres bureaux.

Prise de possession. Dans les cas prévus au deuxième alinéa, le Conseil d'administration peut prendre possession des dossiers et des biens détenus par le professionnel ou requérir leur remise à un cessionnaire ou gardien provisoire. Il fixe alors par résolution la rémunération et les termes du mandat du cessionnaire ou gardien provisoire ainsi que les modalités de recouvrement, auprès d'un professionnel ou de ses ayants cause, des frais

et honoraires encourus par le Conseil d'administration, le cessionnaire ou le gardien provisoire. [1973, c. 43, art. 89; 1988, c. 29, art. 25; 1994, c. 40, art. 79; 2008, c. 11, art. 1, 60]

92. (*Abrogé*). [1973, c. 43, art. 90; 1990, c. 76, art. 4]

93. *Règlement du Conseil d'administration.* Le Conseil d'administration doit, par règlement :

a) fixer le quorum et le mode de convocation des assemblées générales des membres de l'ordre;

b) fixer la date et les modalités de l'élection, la date et le moment de l'entrée en fonctions et la durée du mandat du président et des administrateurs élus; ce règlement peut prévoir une limitation du nombre de mandats consécutifs pour lesquels ces personnes peuvent être nommées;

c) fixer des normes d'équivalence des diplômes délivrés par les établissements d'enseignement situés hors du Québec, aux fins de la délivrance d'un permis ou d'un certificat de spécialiste, ainsi que des normes d'équivalence de la formation d'une personne qui ne détient pas un diplôme requis à ces fins.

c.1) déterminer une procédure de reconnaissance d'une équivalence dont les normes sont fixées dans un règlement pris en application du paragraphe *c* du présent article ou en vertu du paragraphe *i* de l'article 94, laquelle doit prévoir une révision de la décision par des personnes autres que celles qui l'ont rendue;

c.2) déterminer les conditions et modalités de délivrance d'un permis ou d'un certificat de spécialiste nécessaires pour donner effet à une entente conclue par l'ordre en vertu d'une entente de reconnaissance mutuelle des compétences professionnelles conclue entre le gouvernement et un autre gouvernement; il doit également, dans ce règlement, prévoir

une révision de la décision, par des personnes différentes de celles qui l'ont rendue, refusant de reconnaître qu'une de ces conditions, autres que les compétences professionnelles, est remplie;

d) imposer aux membres de l'ordre l'obligation de fournir et de maintenir, par contrat d'assurance, de cautionnement ou par tout autre moyen déterminé par ce règlement, une garantie contre la responsabilité qu'ils peuvent encourir en raison des fautes commises dans l'exercice de leur profession, ou l'obligation d'adhérer au contrat d'un régime collectif conclu par l'ordre ou de souscrire à un fonds d'assurance de la responsabilité professionnelle établi conformément à l'article 86.1, à ces fins. Cette protection doit s'étendre à toute réclamation présentée contre un membre pendant les cinq années suivant celles où il n'a plus l'obligation de maintenir une garantie contre sa responsabilité ou il cesse d'être membre de l'ordre ou pendant un délai plus long déterminé dans ce règlement. Le règlement doit prévoir le montant minimum de cette protection et peut prévoir des règles particulières ou dispenses en fonction, notamment, des activités professionnelles exercées par les membres et du risque qu'ils représentent;

e) fixer, conformément à l'article 61, le nombre d'administrateurs du Conseil d'administration;

f) déterminer l'endroit du siège de l'ordre;

g) imposer, en application du paragraphe 2^o de l'article 187.11, aux membres de l'ordre qui y sont visés, en fonction du risque qu'ils représentent, l'obligation de fournir et de maintenir, pour la société, par contrat d'assurance, de cautionnement ou par tout autre moyen déterminé par ce règlement, une garantie contre la responsabilité qu'elle peut encourir en raison des fautes commises par eux dans l'exercice de leur profession ou l'obligation d'adhérer au contrat d'un régime collectif conclu par l'ordre ou de souscrire à un fonds d'assurance de la

responsabilité professionnelle établi conformément à l'article 86.1, à ces fins; le règlement doit également prévoir le montant minimum de cette garantie, ainsi que des règles particulières en fonction, notamment, des activités professionnelles exercées au sein de la société et du nombre de membres de l'ordre qu'elle comprend; cette protection doit s'étendre à toute réclamation présentée contre la société pendant les cinq années suivant celle où les membres cessent de la maintenir ou pendant un délai plus long déterminé par le Conseil d'administration dans ce règlement;

h) fixer les conditions et modalités relatives à la déclaration faite en application du paragraphe 3° de l'article 187.11. [1973, c. 43, art. 91; 1988, c. 29, art. 26; 1994, c. 40, art. 80; 2001, c. 34, art. 5; 2006, c. 20, art. 4; 2008, c. 11, art. 1, 61; 2009, c. 16, art. 3]

94. Réglementation. Le Conseil d'administration peut, par règlement :

a) établir des règles concernant la rémunération de ses membres élus, déterminer les postes au sein de l'ordre dont les titulaires ne peuvent être destitués que conformément à l'article 85 et la procédure applicable à une telle destitution, à celle d'un syndic ou à celle du secrétaire de l'ordre, en outre de ce qui est prévu à l'article 85;

b) (*paragraphe supprimé*);

c) (*paragraphe abrogé*);

d) (*paragraphe abrogé*);

e) définir les différentes classes de spécialités au sein de la profession et, s'il y a lieu, leurs conditions d'exercice;

f) (*paragraphe abrogé*);

g) (*paragraphe abrogé*);

h) déterminer, parmi les activités professionnelles que peuvent exercer les membres de l'ordre, celles qui peuvent être exercées par les personnes ou les catégories de personnes

que le règlement indique, notamment les personnes effectuant un stage de formation professionnelle déterminé en application du paragraphe *i*, ainsi que les conditions et modalités suivant lesquelles elles peuvent les exercer; ce règlement peut déterminer parmi les normes réglementaires applicables aux membres, celles applicables aux personnes qui ne sont pas membres d'un ordre; sauf s'il s'agit d'autoriser l'exercice d'une activité professionnelle aux personnes inscrites à un programme donnant ouverture au permis de l'ordre ou effectuant un stage de formation professionnelle, le Conseil d'administration doit, avant d'adopter un règlement en vertu du présent paragraphe, consulter tout ordre dont les membres exercent une activité professionnelle qui y est visée;

i) déterminer les autres conditions et modalités de délivrance des permis ou des certificats de spécialiste, notamment l'obligation de faire des stages de formation professionnelle et de réussir des examens professionnels qu'il détermine; ce règlement peut alors fixer des normes d'équivalence des conditions et modalités qui y sont déterminées; lorsqu'il détermine l'obligation de faire des stages de formation professionnelle, le Conseil d'administration peut en outre déterminer, parmi les normes réglementaires applicables aux membres, celles applicables aux personnes qui effectuent ces stages et prévoir les modalités particulières de contrôle de ces personnes, dont les procédures d'enquête et de plainte ainsi que les sanctions que peut leur imposer le Conseil d'administration en cas de défaut de s'y conformer;

j) déterminer les cas qui donnent ouverture à l'application de l'article 55; ce règlement peut également déterminer le nombre d'années donnant ouverture à l'application de l'article 45.3;

k) (*paragraphe abrogé*);

l) (*paragraphe abrogé*);

m) déterminer des catégories de permis en fonction des activités professionnelles que les membres peuvent exercer ou des titres qu'ils peuvent utiliser, ainsi que les conditions et restrictions auxquelles ils doivent se soumettre lorsqu'ils les exercent ou les utilisent;

n) déterminer ce qu'il accepte pour tenir lieu de tout document requis aux fins de l'application de l'article 42 ou du paragraphe *i* du présent article ainsi que les conditions suivant lesquelles il l'accepte;

o) déterminer les obligations de formation continue ou le cadre de ces obligations auxquelles les membres de l'ordre ou une classe d'entre eux doivent se conformer, selon les modalités fixées par résolution du Conseil d'administration; ce règlement doit alors contenir les modes de contrôle, de supervision ou d'évaluation des obligations, les sanctions découlant du défaut de s'y conformer et, le cas échéant, les cas de dispense de s'y conformer;

p) autoriser les membres de l'ordre à exercer leurs activités professionnelles au sein d'une société en nom collectif à responsabilité limitée ou d'une société par actions constituée à cette fin et, s'il y a lieu, déterminer les conditions et modalités ainsi que les restrictions suivant lesquelles ces activités peuvent être exercées; dans le cas où il autorise l'exercice des activités professionnelles par ses membres au sein d'une société par actions, il peut, en particulier, dans ce règlement:

1° déterminer les normes relatives à la dénomination sociale de cette société;

2° fixer, selon que les actions de la société sont inscrites ou non à une bourse de valeurs mobilières, la proportion des actions avec droit de vote qui doivent être détenues par des membres de l'ordre;

3° fixer, selon que les actions de la société sont inscrites ou non à une bourse de valeurs mobilières, la proportion ou le nombre d'ad-

ministrateurs de la société qui doivent être membres de l'ordre;

4° déterminer, selon que les actions de la société sont inscrites ou non à une bourse de valeurs mobilières, les conditions et, s'il y a lieu, les modalités et restrictions quant au transfert d'actions ou de certaines catégories d'actions et quant à l'exercice du droit de vote rattaché aux actions de l'actionnaire dont le droit d'exercer des activités professionnelles est limité ou suspendu ou qui n'est plus membre de l'ordre;

5° définir, s'il y en a, les professions, métiers, industries, commerces, charges ou fonctions incompatibles avec le statut d'employé, d'actionnaire ou d'administrateur de la société par actions;

q) déterminer les autorisations légales d'exercer une profession hors du Québec qui donnent ouverture à un permis ou à un certificat de spécialiste de l'ordre, ainsi que les conditions de délivrance du permis ou du certificat de spécialiste applicables aux titulaires de ces autorisations légales;

r) établir des permis spéciaux; ce règlement doit alors contenir les motifs qui justifient la délivrance d'un permis spécial, les conditions de délivrance du permis, le titre, l'abréviation et les initiales que peut utiliser son titulaire, les activités qu'il peut exercer et les conditions suivant lesquelles il peut les exercer. [1973, c. 43, art. 92; 1974, c. 65, art. 20; 1975, c. 80, art. 9; 1977, c. 66, art. 9; 1983, c. 54, art. 23; 1987, c. 54, art. 35; 1988, c. 29, art. 27; 1994, c. 40, art. 81; 2000, c. 13, art. 20; 2001, c. 34, art. 6; 2002, c. 33, art. 5; 2006, c. 20, art. 5; 2008, c. 11, art. 1, 62]

94.1. Norme obligatoire. Le Conseil d'administration peut, dans un règlement qu'il est habilité à prendre en vertu du présent code ou de la loi constituant l'ordre professionnel, rendre obligatoire une norme élaborée par un gouvernement ou par un organisme. Il

peut prévoir que le renvoi qu'il fait à une telle norme comprend toute modification ultérieure qui y est apportée. [1994, c. 40, art. 82; 2008, c. 11, art. 1]

95. Examen et approbation des règlements.

Sous réserve des articles 95.0.1 et 95.2, tout règlement adopté par le Conseil d'administration en vertu du présent code ou d'une loi constituant un ordre professionnel est transmis à l'Office pour examen; il est soumis, avec la recommandation de l'Office, au gouvernement qui peut l'approuver avec ou sans modification. [1973, c. 43, art. 93; 1974, c. 65, art. 21; 1988, c. 29, art. 28; 1994, c. 40, art. 83; 2008, c. 11, art. 1, 63; 2009, c. 16, art. 4]

95.0.1. Un règlement adopté par le Conseil d'administration en vertu des paragraphes *c*, *c.1* ou *c.2* de l'article 93 ou des paragraphes *i*, *q* ou *r* de l'article 94 est transmis à l'Office pour examen, qui peut l'approuver avec ou sans modification.

L'Office doit, avant d'approuver un règlement mentionné au premier alinéa, consulter les ministres intéressés, notamment le ministre responsable de l'application des lois professionnelles, le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, le ministre de la Santé et des Services sociaux, le ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles, le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, ainsi que, selon le cas, le ministre des Relations internationales ou le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la Réforme des institutions démocratiques. [2009, c. 16, art. 5]

95.1. (Abrogé). [1994, c. 40, art. 84; 2008, c. 11, art. 64]

95.2. Examen. Un règlement adopté par le Conseil d'administration en vertu des articles 65, 88, 89, 90 ou 91, des paragraphes *a*, *b*, *d*, *e*, *f*, *g* ou *h* de l'article 93 ou des para-

graphes *a*, *j*, *n* ou *o* de l'article 94 est transmis à l'Office pour examen, qui peut l'approuver avec ou sans modification. Il en est de même de tout règlement visé au paragraphe *p* de l'article 94 qui ne constitue pas le premier règlement adopté par le Conseil d'administration en vertu de ce paragraphe.

Disposition non applicable. L'article 8 de la *Loi sur les règlements* (chapitre R-18.1) ne s'applique pas à un règlement visé au premier alinéa.

Délai d'examen. Si l'Office n'a pas approuvé un règlement visé au premier alinéa dans les 90 jours de sa réception, il doit, à l'expiration de ce délai, en informer le Conseil d'administration par écrit et lui faire rapport du progrès de l'examen. Tant que le règlement n'a pas été approuvé, l'Office doit, à tous les 60 jours à compter de l'expiration du délai de 90 jours, en informer le Conseil d'administration par écrit et lui faire rapport du progrès de l'examen. [1994, c. 40, art. 84; 2000, c. 13, art. 21; 2001, c. 34, art. 7; 2008, c. 11, art. 1, 65]

95.3. Communication aux membres. Un règlement ne peut être adopté par le Conseil d'administration en vertu des articles 87, 88, 89, 90 ou 91, des paragraphes *d* ou *g* de l'article 93 ou des paragraphes *j*, *o* ou *p* de l'article 94 que si le secrétaire de l'ordre en a communiqué le projet à tous les membres de l'ordre, au moins 30 jours avant son adoption par le Conseil d'administration. [1994, c. 40, art. 84; 2000, c. 13, art. 22; 2001, c. 34, art. 8; 2008, c. 11, art. 1]

95.4. Diffusion de règlements. Le secrétaire de l'ordre diffuse auprès des membres de l'ordre et des administrateurs nommés tout règlement en vigueur adopté par le Conseil d'administration ou que le gouvernement a adopté en vertu de l'article 183. [1994, c. 40, art. 84; 2008, c. 11, art. 66]

§ 2. Le comité exécutif

96. Comité exécutif. Dans les cas où un Conseil d'administration compte 12 membres ou plus, un comité exécutif est formé. Dans les autres cas, un tel comité peut être formé. [1973, c. 43, art. 94; 1988, c. 29, art. 29; 1994, c. 40, art. 85; 2008, c. 11, art. 67]

96.1. Administration. Le comité exécutif s'occupe de l'administration courante des affaires de l'ordre et peut exercer tous les pouvoirs que le Conseil d'administration lui délègue.

Pouvoirs. Toutefois, le Conseil d'administration ne peut lui déléguer le pouvoir d'adopter un règlement, d'établir des règles concernant la conduite de ses affaires ou de celles du comité exécutif, de nommer le syndic ou de désigner les membres du conseil de discipline, non plus que les pouvoirs prévus à l'article 85.2 et aux premier et troisième alinéas de l'article 86.1. [2008, c. 11, art. 67]

97. Nombre de membre. Le Conseil d'administration détermine le nombre de membres du comité exécutif. Ce nombre doit être d'au moins cinq lorsque sa constitution est obligatoire et d'au moins trois lorsque sa constitution est facultative mais, dans tous les cas, il doit être inférieur à la moitié du nombre des membres du Conseil d'administration.

Composition. Le président d'un ordre est d'office membre et président de ce comité. Un membre de ce comité lorsque sa constitution est facultative ou trois membres de ce comité lorsque sa constitution est obligatoire sont désignés par vote annuel des membres élus du Conseil d'administration parmi ces derniers. Un autre membre de ce comité est désigné par vote annuel des membres du Conseil d'administration parmi les membres nommés par l'Office et il fait partie du comité à compter de cette désignation. Les autres membres de ce comité, le cas échéant, sont désignés par vote annuel par et parmi les membres du Conseil d'administration que ce dernier détermine.

Vote. Le vote prévu au deuxième alinéa est tenu chaque année au moment déterminé par le Conseil d'administration. [1973, c. 43, art. 95; 1974, c. 65, art. 22; 1975, c. 80, art. 10; 1994, c. 40, art. 86; 2008, c. 11, art. 68]

98. Durée des fonctions. Les membres du comité exécutif demeurent en fonction jusqu'à leur remplacement par leurs successeurs. [1973, c. 43, art. 96; 2008, c. 11, art. 1]

99. Vacances. Toute vacance qui survient au comité exécutif est comblée suivant le mode de nomination prévu pour le membre à remplacer.

Démission au cas d'absence. Lorsqu'un membre du comité exécutif fait défaut d'assister à trois séances consécutives ou fait défaut de s'exprimer suivant un mode de communication et aux conditions déterminés par le Conseil d'administration en vertu du paragraphe 3° de l'article 62.1 sans excuse jugée valable par le comité, il est réputé avoir démissionné de ce poste et il est remplacé de la même manière que si son poste était vacant. [1973, c. 43, art. 97; 1988, c. 29, art. 30; 2008, c. 11, art. 1, 69]

100. Règles. Le Conseil d'administration établit les règles concernant la conduite des affaires du comité exécutif, dont la tenue et le quorum de ses séances ainsi que les modalités par lesquelles le Conseil d'administration est informé des activités du comité exécutif.

Portée. Les règles concernant la conduite des affaires du comité exécutif sont établies de manière à lui permettre de s'occuper de l'administration courante des affaires de l'ordre et d'exercer les pouvoirs que le Conseil d'administration lui délègue.

Prise d'une décision. Une décision du comité exécutif se prend à la majorité des membres présents ou des membres qui s'expriment sur la décision suivant un mode de communication et aux conditions déterminés par le Conseil d'administration en vertu du paragraphe 3° de l'article 62.1.

Vote prépondérant. Au cas d'égalité des voix, le président donne un vote prépondérant. [1973, c. 43, art. 98; 1988, c. 29, art. 31; 1994, c. 40, art. 87; 2008, c. 11, art. 70]

101. (Abrogé). [1973, c. 43, art. 99; 1994, c. 40, art. 88; 2008, c. 11, art. 71]

§ 3. Les assemblées générales

102. Mode de convocation. Toute assemblée générale des membres d'un ordre est convoquée par le secrétaire de l'ordre selon des modalités déterminées par un règlement adopté en vertu du paragraphe *a* de l'article 93.

Privation du droit de vote. Les administrateurs qui ne sont pas membres de l'ordre sont convoqués de la même façon à cette assemblée; ils ont droit de parole, mais sans droit de vote. [1973, c. 43, art. 100; 1988, c. 29, art. 32; 1994, c. 40, art. 89]

103. Assemblée générale annuelle. L'assemblée générale annuelle des membres d'un ordre est tenue dans les huit mois qui suivent la fin de l'année financière de cet ordre.

Date, heure et lieu. Le Conseil d'administration en fixe la date, l'heure et le lieu. [1973, c. 43, art. 101; 1988, c. 29, art. 33; 1994, c. 40, art. 90; 2008, c. 11, art. 72]

104. Élection des vérificateurs et rapport. Au cours de l'assemblée générale annuelle, les membres de l'ordre élisent les vérificateurs chargés de vérifier les livres et comptes de celui-ci et le président de l'ordre produit un rapport sur l'activité du Conseil d'administration et l'état financier de l'ordre. Ce rapport doit être conforme aux normes prescrites par règlement de l'Office pris en application du sous-paragraphe *b* du paragraphe 6° du troisième alinéa de l'article 12 et il doit mentionner notamment le nombre de permis de chaque catégorie délivrés au cours de la précédente année financière.

Rapport transmis à l'Office. Ce rapport est public dès sa présentation à l'assemblée générale des membres de l'ordre. Il est ensuite transmis à l'Office et au ministre qui le dépose devant l'Assemblée nationale dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 10 jours de la reprise de ses travaux. [1973, c. 43, art. 102; 1994, c. 40, art. 91; 2008, c. 11, art. 1, 73]

105. Quorum. Le quorum d'une assemblée générale des membres d'un ordre est fixé par règlement du Conseil d'administration conformément au paragraphe *a* de l'article 93. [1973, c. 43, art. 103; 1988, c. 29, art. 34; 1994, c. 40, art. 92; 2008, c. 11, art. 1]

106. Assemblée générale spéciale. Une assemblée générale extraordinaire des membres d'un ordre est tenue à la demande du président de l'ordre, à la demande du Conseil d'administration ou à la demande écrite du nombre de membres requis pour former le quorum à cette assemblée. Cette demande est adressée au secrétaire qui doit alors convoquer l'assemblée conformément aux dispositions de l'article 102, au moins cinq jours avant la date fixée pour l'assemblée. [1973, c. 43, art. 104; 1994, c. 40, art. 93; 2008, c. 11, art. 1]

§ 4. Dispositions financières

107. Vérification. Les livres et comptes d'un ordre sont vérifiés annuellement et chaque fois que le gouvernement le décrète. [1973, c. 43, art. 105; 1994, c. 40, art. 94]

108. Année financière. L'année financière d'un ordre se termine le 31 mars. [1973, c. 43, art. 106; 1994, c. 40, art. 95]

SECTION V.1
ACCÈS AUX DOCUMENTS ET
PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS

108.1. *Loi applicable.* Les dispositions de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (chapitre A-2.1), à l'exception des articles 8, 28, 29, 32, 37 à 39, 57, 76 et 86.1 de cette loi, s'appliquent aux documents détenus par un ordre professionnel dans le cadre du contrôle de l'exercice de la profession comme à ceux détenus par un organisme public.

Documents. Elles s'appliquent notamment aux documents qui concernent la formation professionnelle, l'admission, la délivrance de permis, de certificat de spécialiste ou d'autorisation spéciale, la discipline, la conciliation et l'arbitrage de comptes, la surveillance de l'exercice de la profession et de l'utilisation d'un titre, l'inspection professionnelle et l'indemnisation ainsi qu'aux documents concernant l'adoption des normes relatives à ces objets. [2006, c. 22, art. 152]

108.2. *Loi applicable.* La *Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé* (chapitre P-39.1) s'applique aux renseignements personnels détenus par un ordre professionnel, autres que ceux détenus dans le cadre du contrôle de l'exercice de la profession, comme à ceux détenus par une personne qui exploite une entreprise. [2006, c. 22, art. 152]

108.3. *Refus de communiquer.* Un ordre professionnel peut refuser de donner communication des documents et renseignements suivants détenus dans le cadre du contrôle de l'exercice de la profession :

1° un avis, une recommandation ou une analyse fait dans le cadre d'un processus décisionnel en cours au sein de l'ordre, d'un autre ordre ou de l'Office, jusqu'à ce que l'avis, la recommandation ou l'analyse ait fait l'objet

d'une décision ou, en l'absence de décision, qu'une période de cinq ans se soit écoulée depuis la date de l'avis, de la recommandation ou de l'analyse ;

2° un renseignement dont la divulgation est susceptible d'entraver le déroulement d'une vérification ou d'une inspection menée par une personne ou un comité mentionné au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 192 ou de révéler une méthode d'enquête, de vérification ou d'inspection ;

3° un avis, une recommandation ou une analyse, incluant les renseignements permettant d'identifier son auteur, dont la divulgation est susceptible d'avoir un effet sur une procédure judiciaire.

Enquête. De même, un ordre professionnel peut refuser de confirmer l'existence ou de donner communication d'un renseignement ou d'un document dont la divulgation est susceptible de révéler le contenu d'une enquête ou d'avoir un effet sur une enquête à venir, en cours ou sujette à réouverture.

Renseignements confidentiels. Les renseignements permettant d'identifier une société visée au chapitre VI.3 ou un autre groupe de professionnels et obtenus par une personne ou un comité visé au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 192 dans le cadre d'une enquête, d'une vérification ou d'une inspection, sont confidentiels sauf si leur divulgation est autrement autorisée. [2006, c. 22, art. 152]

108.4. *Obligation de refuser.* Un ordre professionnel doit refuser de confirmer l'existence ou de donner communication d'un renseignement dont la divulgation est susceptible :

1° de révéler le délibéré d'une personne, d'un comité ou d'une instance de l'ordre chargés de trancher des litiges ou des différends en vertu de la loi ;

2° de révéler une source confidentielle d'information ;

3° de mettre en péril la sécurité d'une personne ;

4° de causer un préjudice à la personne qui est l'auteur du renseignement ou qui en est l'objet ;

5° de porter atteinte au droit d'une personne à une audition impartiale de sa cause. [2006, c. 22, art. 152]

108.5. Fonctions du président. Le président d'un ordre exerce les fonctions que la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (chapitre A-2.1) confère à la personne responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels. Il est aussi responsable des demandes d'accès et de rectification faites en vertu de la présente section et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé* (chapitre P-39.1). Cependant, le syndic exerce les fonctions mentionnées au présent alinéa à l'égard des documents et renseignements qu'il obtient ou détient de même que de ceux qu'il communique au sein de l'ordre.

Délégation. Le président peut désigner comme responsable le secrétaire de l'ordre ou un membre de son personnel de direction et leur déléguer tout ou partie de ses fonctions.

Avis. Le président doit en transmettre un avis à la Commission d'accès à l'information. [2006, c. 22, art. 152]

108.6. Renseignements de caractère public. Les renseignements suivants ont un caractère public :

1° le nom, le titre et la fonction du président, du vice-président, du secrétaire, du secrétaire-adjoint, d'un syndic, du secrétaire du conseil de discipline et des membres du personnel d'un ordre ;

2° le nom, le titre et la fonction des administrateurs du Conseil d'administration de

même que, s'il y a lieu, le secteur d'activité professionnelle et la région qu'ils représentent ;

3° le nom, le titre et la fonction des membres du comité exécutif, du conseil de discipline, du comité d'inspection professionnelle et du comité de révision ainsi que de la personne responsable de l'inspection professionnelle ;

4° le nom des scrutateurs désignés par le Conseil d'administration selon l'article 74 ;

5° le nom, le titre et la fonction d'un conciliateur, des membres d'un comité d'enquête ou d'indemnisation et des membres du comité d'arbitrage des comptes des membres ;

6° le nom, le titre et la fonction des administrateurs et dirigeants des sections régionales, s'il y a lieu ;

7° le nom, le titre et la fonction du représentant de l'ordre au Conseil interprofessionnel du Québec. [2006, c. 22, art. 152 ; 2008, c. 11, art. 1, 74]

108.7. Renseignements de caractère public. Ont également un caractère public, les renseignements contenus dans les documents suivants d'un ordre :

1° la résolution de radier un membre du tableau de l'ordre ou de limiter ou suspendre son droit d'exercer des activités professionnelles, à l'exception des renseignements de nature médicale ou concernant un tiers qu'elle contient ;

2° la résolution prise en vertu du pouvoir conféré à l'ordre à l'article 159 ou à la suite d'une recommandation faite en vertu de l'article 158.1 ou 160 ;

3° la résolution désignant un cessionnaire ou un gardien provisoire prise en vertu de l'article 91 ainsi que la description de son mandat ;

4° le rôle d'audience d'un conseil de discipline ;

5° le dossier d'un conseil de discipline, à compter de la tenue de l'audience et sous ré-

serve de toute ordonnance de non-divulgateur, de non-accessibilité, de non-publication ou de non-diffusion de renseignements ou de documents rendus par le conseil de discipline ou par le Tribunal des professions en vertu de l'article 142 ou 173.

Renseignements de caractère public.

A aussi un caractère public, le nom d'un membre visé par une plainte et son objet, à compter de sa signification par le secrétaire du conseil de discipline. [2006, c. 22, art. 152; 2008, c. 11, art. 1, 75]

108.8. Renseignements de caractère public. Ont aussi un caractère public:

1° les renseignements visés aux articles 46.1 et 46.2;

2° les renseignements sur les lieux, autres que celui de son domicile professionnel, où un membre exerce sa profession;

3° les renseignements suivants sur une personne qui, en application d'un règlement pris en vertu du paragraphe *h* de l'article 94 ou d'une loi constituant un ordre professionnel, exerce des activités professionnelles dans le cadre d'un stage de formation professionnelle déterminé en application d'un règlement pris en vertu du paragraphe *i* de l'article 94 ou dans le cadre d'un programme d'études conduisant à l'obtention d'un diplôme donnant ouverture à un permis ou à un certificat de spécialiste:

a) le nom de la personne;

b) la mention de son sexe;

c) les renseignements sur le lieu où elle exerce ses activités professionnelles;

d) les activités professionnelles qu'elle est autorisée à exercer;

e) la date où elle a débuté et celle où elle a cessé l'exercice de ses activités professionnelles;

f) le cas échéant, les sanctions que lui a imposées le Conseil d'administration en application d'un règlement pris en vertu du paragraphe *i* de l'article 94.

Demande d'accès. Toutefois, une demande d'accès à de tels renseignements doit viser une personne identifiée, sauf dans le cas où une demande porte sur des renseignements nécessaires à l'application d'une loi. [2006, c. 22, art. 152; 2009, c. 35, art. 7]

108.9. Documents accessibles. Les documents suivants sont accessibles à toute personne qui en fait la demande:

1° le rapport annuel du fonds d'assurance-responsabilité, y compris les états financiers vérifiés, à compter de leur transmission au Conseil d'administration;

2° le contrat d'un régime collectif d'assurance de la responsabilité professionnelle conclu par un ordre conformément aux exigences d'un règlement visé aux paragraphes *d* ou *g* de l'article 93, incluant tout avenant, ainsi que, pour les autres types de contrats prévus à ces paragraphes, la déclaration ou l'attestation du membre d'un ordre ou d'une société visée au chapitre VI.3 à l'effet que ces derniers sont couverts par une garantie conforme aux exigences d'un tel règlement ou qu'ils font l'objet d'une exclusion ou d'une exemption, incluant tout renseignement relatif à la nature de cette exclusion ou exemption;

3° toute partie du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle ou d'une assemblée générale extraordinaire des membres d'un ordre ou d'une section concernant le contrôle de l'exercice de la profession. [2006, c. 22, art. 152; 2008, c. 11, art. 1]

108.10. Consentement non requis. Un ordre professionnel peut, sans le consentement de la personne concernée, communiquer un renseignement personnel qu'il détient sur cette personne ou un renseignement concernant

une société visée au chapitre VI.3 ou un autre groupe de professionnels :

1° à une personne ou à un comité visé à l'article 192 ou au Tribunal des professions lorsque cela est nécessaire à l'exercice de leurs fonctions ;

2° à un autre ordre professionnel visé par le présent code ou à un organisme qui exerce des fonctions similaires ou complémentaires pour la protection du public lorsque cette communication est nécessaire pour une enquête, un processus d'inspection ou la délivrance d'un permis ;

3° à l'Office pour l'exercice de ses fonctions ;

4° à toute autre personne par voie de communiqué, d'avis ou autrement, lorsque le renseignement se rapporte à des activités professionnelles ou autres activités de même nature de la personne concernée qui risquent de mettre en danger la vie, la santé ou la sécurité d'autrui. [2006, c. 22, art. 152]

108.11. Surveillance. La Commission d'accès à l'information est chargée de surveiller l'application de la présente section. [2006, c. 22, art. 152]

SECTION VI

INSPECTION PROFESSIONNELLE

109. Comité institué. Un comité d'inspection professionnelle est institué au sein de chaque ordre.

Composition. Ce comité est formé d'au moins trois membres nommés par le Conseil d'administration, qui désigne un président parmi eux.

Quorum. Le quorum du comité est de trois membres, ou d'un nombre supérieur fixé par règlement du Conseil d'administration, dont le président. Si le nombre de membres du comité le permet, celui-ci peut siéger, en divisions composées de trois membres, dont le président

ou un autre membre du comité désigné par le président comme président de division. [1973, c. 43, art. 107 ; 1975, c. 80, art. 11 ; 1994, c. 40, art. 96 ; 2008, c. 11, art. 1]

110. Remplacement d'un membre. Lorsqu'un membre du comité est absent ou empêché d'agir, il peut être remplacé par une personne nommée pour exercer ses fonctions. [1973, c. 43, art. 108 ; 1994, c. 40, art. 97 ; 1999, c. 40, art. 58]

111. Serment. Chaque membre du comité, inspecteur ou expert prête le serment contenu à l'annexe II. Il en est de même de la personne responsable de l'inspection professionnelle nommée conformément à l'article 90. Le serment ne peut cependant être interprété comme interdisant l'échange de renseignements ou de documents utiles au sein de l'ordre, pour les fins de protection du public. [1973, c. 43, art. 109 ; 1974, c. 65, art. 23 ; 1994, c. 40, art. 98 ; 1999, c. 40, art. 58 ; 2000, c. 13, art. 23 ; 2008, c. 11, art. 76]

112. Fonctions. Le comité surveille l'exercice de la profession par les membres de l'ordre. Il procède notamment à l'inspection de leurs dossiers, livres, registres, médicaments, poisons, produits, substances, appareils et équipements relatifs à cet exercice ainsi qu'à la vérification des biens qui leur sont confiés par leurs clients ou une autre personne.

Inspection. À la demande du Conseil d'administration, le comité ou un de ses membres procède à une inspection portant sur la compétence professionnelle de tout membre de l'ordre ; le comité ou un de ses membres peut aussi agir de sa propre initiative, à cet égard.

Inspecteurs et experts. Le comité ou un de ses membres peut être assisté d'inspecteurs ou d'experts que le comité nomme selon les modalités déterminées, le cas échéant, dans un règlement pris en vertu de l'article 90. Les inspecteurs doivent être membres de l'ordre.

Rapports d'inspection. Le comité transmet au Conseil d'administration :

1° tout rapport d'inspection qu'il lui demande et sur lequel se fondent des recommandations devant donner lieu à une décision du Conseil;

2° tout rapport faisant suite à une demande particulière du Conseil de procéder à une inspection;

3° tout autre rapport d'inspection qu'il requiert.

Rapport d'activités. De sa propre initiative ou sur demande du Conseil d'administration, le comité lui fait rapport sur ses activités avec les recommandations qu'il juge appropriées.

Information au syndic. De plus, le comité informe le syndic lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire qu'un professionnel a commis une infraction visée au deuxième alinéa de l'article 116.

Divulgarion. Le comité peut également, dans les cas où il le juge pertinent, de sa propre initiative ou sur demande d'un syndic, lui divulguer tout renseignement pour assurer la protection du public. [1973, c. 43, art. 110; 1974, c. 65, art. 24; 1988, c. 29, art. 35; 1994, c. 40, art. 99; 2008, c. 11, art. 77; 2009, c. 35, art. 8]

113. Stage de perfectionnement. Le comité d'inspection professionnelle peut, pour un motif qu'il indique, recommander au Conseil d'administration de l'ordre d'obliger un membre de l'ordre à compléter avec succès un stage ou un cours de perfectionnement ou de l'obliger aux deux à la fois ou recommander d'imposer toute autre obligation déterminée dans un règlement pris en vertu de l'article 90. Le cas échéant, il peut de plus recommander au Conseil de limiter ou de suspendre le droit d'exercer les activités professionnelles du membre visé jusqu'à ce que ce dernier ait rempli les obligations ou satisfait aux conditions qui lui sont imposées. [1973, c. 43, art. 111; 1988, c. 29, art. 36; 1994, c. 40, art. 100; 2000, c. 13, art. 24; 2008, c. 11, art. 1, 78]

114. Manœuvres interdites. Il est interdit d'entraver de quelque façon que ce soit un membre du comité, la personne responsable de l'inspection professionnelle nommée conformément à l'article 90, un inspecteur ou un expert, dans l'exercice des fonctions qui lui sont conférées par le présent code, de le tromper par des réticences ou par de fausses déclarations, de refuser de lui fournir un renseignement ou document relatif à une inspection tenue en vertu du présent code ou de refuser de lui laisser prendre copie d'un tel document.

Interdiction. De plus, il est interdit au professionnel d'inciter une personne détenant des renseignements le concernant à ne pas collaborer avec une personne mentionnée au premier alinéa ou, malgré une demande à cet effet, de ne pas autoriser cette personne à divulguer des renseignements le concernant. [1973, c. 43, art. 112; 1974, c. 65, art. 25; 1994, c. 40, art. 101; 2000, c. 13, art. 25; 2008, c. 11, art. 79]

115. Rapport annuel. Le comité d'inspection professionnelle transmet au Conseil d'administration un rapport annuel de ses activités. [1973, c. 43, art. 113; 2008, c. 11, art. 1, 80]

SECTION VII

DISCIPLINE, APPEL ET PUBLICITÉ DES DÉCISIONS

§ 1. Conseils de discipline, syndicats et comités de révision

116. Conseil constitué. Un conseil de discipline est constitué au sein de chacun des ordres.

Étude des plaintes. Le conseil est saisi de toute plainte formulée contre un professionnel pour une infraction aux dispositions du présent code, de la loi constituant l'ordre dont il est membre ou des règlements adoptés conformément au présent code ou à ladite loi.

Référence au membre. Le conseil est saisi également de toute plainte formulée contre une personne qui a été membre d'un ordre pour une infraction visée au deuxième alinéa, commise alors qu'elle était membre de l'ordre. Dans ce cas, une référence au professionnel ou au membre de l'ordre, dans les dispositions du présent code, de la loi constituant l'ordre dont elle était membre ou d'un règlement adopté conformément au présent code ou à ladite loi, est une référence à cette personne.

Immunité. Est irrecevable une plainte formulée contre une personne qui exerce une fonction prévue au présent code ou à une loi constituant un ordre, dont un syndic ou un membre d'un conseil de discipline, en raison d'actes accomplis dans l'exercice de cette fonction. [1973, c. 43, art. 114; 1994, c. 40, art. 103; 2007, c. 35, art. 17; 2008, c. 11, art. 1]

117. Composition. Le conseil est formé d'au moins trois membres, dont un président. Celui-ci est désigné par le gouvernement, après consultation du Barreau, parmi les avocats ayant au moins 10 années de pratique; le gouvernement fixe la durée du mandat du président qui est d'au moins trois ans. Au moins deux autres membres doivent être désignés par le Conseil d'administration de l'ordre parmi les membres de l'ordre; le Conseil d'administration fixe la durée de leur mandat qui est d'au moins trois ans.

Choix du président. Dans le choix du président, le gouvernement peut considérer comme années de pratique les années au cours desquelles une personne a acquis une expérience juridique pertinente après l'obtention d'un permis d'exercice de la profession d'avocat, d'un diplôme d'admission au Barreau ou d'un certificat d'aptitude à exercer la profession d'avocat.

Personne désignée. En autant que faire se peut, la personne désignée par le gouvernement comme président d'un conseil est également désignée comme président du conseil de discipline

d'autres ordres. [1973, c. 43, art. 115; 1994, c. 40, art. 104; 2008, c. 11, art. 1, 81]

118. Présidents suppléants. Après consultation du Barreau, le gouvernement dresse, parmi les avocats ayant au moins 10 années de pratique, une liste des noms de personnes pouvant agir à titre de présidents suppléants; le gouvernement fixe la durée de leurs mandats qui est d'au moins trois ans. Les présidents des conseils de discipline font automatiquement partie de cette liste.

Disposition applicable. Le deuxième alinéa de l'article 117 s'applique dans le choix des personnes dont le nom peut figurer sur cette liste.

Président substitut. Parmi les personnes pouvant agir à titre de présidents suppléants et qui ne sont pas présidents d'un conseil, le gouvernement désigne un président substitut.

Empêchement. Le président substitut exerce les fonctions d'un président de conseil de discipline en cas d'empêchement de ce dernier. Il entre alors en fonction sur constat de l'empêchement par l'Office et le demeure jusqu'à ce que l'Office constate la fin de l'empêchement ou que le gouvernement désigne un nouveau président.

En outre, le président substitut exerce les pouvoirs prévus au troisième alinéa de l'article 118.3. [1973, c. 43, art. 116; 1994, c. 40, art. 105; 2008, c. 11, art. 82; 2009, c. 35, art. 9]

118.1. Restriction. Le président ainsi que le président suppléant ne peuvent, à compter de leur désignation faite conformément à l'article 117 ou 138, selon le cas, agir comme procureur d'une partie dans une instance disciplinaire régie par le présent code. [1994, c. 40, art. 105]

118.2. Durée des fonctions. Les membres du conseil demeurent en fonction, à l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient dési-

gnés de nouveau ou remplacés par le gouvernement ou le Conseil d'administration, selon le cas. [1994, c. 40, art. 105 ; 2008, c. 11, art. 1]

118.3. Instruction d'une plainte continuée. Les membres du conseil peuvent continuer à instruire une plainte dont ils avaient débuté l'instruction et en décider malgré leur remplacement.

Lorsqu'un président ou un président suppléant continue à instruire une plainte en application du premier alinéa, la décision sur la culpabilité et, le cas échéant, la décision sur la sanction, doivent être rendues dans les six mois à compter de son remplacement. Le défaut d'observer ce délai n'a pas pour effet de dessaisir le président ou le président suppléant.

Toutefois, le président substitut peut, sur demande d'une des parties, prolonger ce délai aux conditions qu'il détermine ou dessaisir de la plainte le président ou le président suppléant visé lorsque la décision n'est pas rendue dans le délai imparti. Le président substitut doit alors tenir compte des circonstances et de l'intérêt des parties.

La demande est déposée auprès du secrétaire du conseil de discipline concerné. Elle doit être signifiée conformément au *Code de procédure civile* (chapitre C-25) aux membres du conseil qui sont saisis de la plainte.

Une nouvelle division est formée sans délai pour instruire une plainte lorsqu'un président ou un président suppléant n'en est plus saisi.

Le président substitut ne peut instruire une plainte pour laquelle il a rendu une décision en application du présent article. [1996, c. 65, art. 1 ; 2008, c. 11, art. 1, 83 ; 2009, c. 35, art. 10]

119. Remplacement d'un membre. Lorsqu'un membre du conseil est absent ou empêché d'agir, il peut être remplacé par une personne qui exerce ses fonctions ; cette personne est dé-

signée suivant le même mode de désignation que la personne à remplacer et son traitement, ses honoraires ou indemnités sont fixés de la même façon que ceux de cette dernière.

Poursuite de l'instruction. Toutefois, l'instruction peut être valablement poursuivie et une décision peut être valablement rendue par les deux autres membres, pourvu que l'un d'eux soit le président ou le président suppléant.

Nomination du président. Le président ou le président suppléant du conseil qui est nommé dans un tribunal ou dans un organisme dans lequel il est tenu à l'exercice exclusif de ses fonctions conserve compétence et peut continuer, sans rémunération à ce titre, à exercer ses fonctions au sein du conseil pour terminer les affaires dont ce dernier avait débuté l'instruction au moment de cette nomination.

Sanction. Toutefois, si la nomination intervient après que le conseil se soit prononcé sur la culpabilité et que la personne nommée ne se prévaut pas de la faculté prévue au troisième alinéa, une autre division est formée sans délai pour entendre les parties au sujet de la sanction et imposer celle-ci. Cette division du conseil impose la sanction dans les 90 jours suivant sa formation. Les décisions interlocutoires rendues antérieurement à la reprise de l'instance par une autre division demeurent valides. [1973, c. 43, art. 117 ; 1994, c. 40, art. 106 ; 1999, c. 40, art. 58 ; 2002, c. 32, art. 1 ; 2008, c. 11, art. 1, 84]

120. Secrétaire. Le Conseil d'administration de chaque ordre nomme le secrétaire du conseil de discipline de l'ordre.

Dispositions applicables. Le premier alinéa de l'article 119 s'applique, en faisant les adaptations nécessaires, en cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire. [1973, c. 43, art. 118 ; 1994, c. 40, art. 106 ; 1999, c. 40, art. 58 ; 2008, c. 11, art. 1]

120.1. Conservation des dossiers. Le secrétaire doit, notamment, voir à la préparation et à la conservation des dossiers du conseil et veiller à ce qu'ils soient accessibles conformément à l'article 120.2. Il tient un rôle d'audience et veille également à ce qu'il soit accessible conformément à cet article. [1994, c. 40, art. 106; 2008, c. 11, art. 1]

120.2. Rôle d'audience. Le rôle d'audience est accessible au siège de l'ordre et doit y être affiché par le secrétaire du conseil de discipline au moins 10 jours avant la date fixée pour la tenue de l'audience.

Accès au rôle. L'accès au rôle et au dossier s'exerce par l'obtention d'une copie ou par la consultation sur place pendant les heures habituelles de travail de bureau de l'ordre. Toutefois, la consultation d'un dossier n'a lieu qu'en présence du secrétaire ou d'une personne qu'il désigne. [1994, c. 40, art. 106; 2006, c. 22, art. 153; 2008, c. 11, art. 1]

120.3. (Abrogé). [1994, c. 40, art. 106; 2006, c. 22, art. 154]

121. Syndics. Le Conseil d'administration de chaque ordre nomme, parmi les membres de l'ordre, le syndic et, si nécessaire, des syndics adjoints et des syndics correspondants. Ces personnes composent le bureau du syndic de l'ordre.

Responsabilités. Les syndics adjoints et les syndics correspondants sont sous l'autorité du syndic quant à l'exercice de leurs fonctions de syndic. Ils ont les mêmes droits, pouvoirs et obligations que le syndic. Toutefois, un syndic correspondant ne peut tenir une enquête que sous la directive d'un syndic et il ne peut proposer la conciliation, porter plainte devant le conseil de discipline ni porter une décision en appel au Tribunal des professions. [1973, c. 43, art. 119; 1994, c. 40, art. 107; 2008, c. 11, art. 85]

121.1. Indépendance du bureau du syndic. Le Conseil d'administration doit pren-

dre les mesures visant à préserver en tout temps l'indépendance du bureau du syndic dans l'exercice des fonctions des personnes qui le composent. [2008, c. 11, art. 85]

121.2. Interdiction. Un syndic ne peut cumuler d'autres fonctions attribuées en vertu du présent code ou de la loi constituant l'ordre professionnel dont il est membre.

Fonctions. Il peut toutefois procéder à la conciliation des comptes conformément à un règlement pris en application de l'article 88 ainsi qu'à des enquêtes relatives aux matières visées au chapitre VII.

Experts. Le syndic peut s'adjoindre tout expert ou toute autre personne pour l'assister dans l'exercice de ses fonctions d'enquête. [2008, c. 11, art. 85]

121.3. Syndic ad hoc. Le Conseil d'administration peut nommer un syndic *ad hoc* à la suggestion du comité de révision, à la demande du syndic ou, dans des circonstances exceptionnelles qu'il énonce dans la résolution de nomination, de sa propre initiative.

Responsabilités. Le syndic *ad hoc* a les droits, pouvoirs et obligations du syndic, sauf qu'il n'a pas autorité sur un syndic adjoint et qu'il ne peut se faire assister d'un syndic correspondant.

Indépendance du syndic ad hoc. Le Conseil doit prendre les mesures visant à préserver en tout temps l'indépendance du syndic *ad hoc*. [2008, c. 11, art. 85]

122. Enquêtes. Un syndic peut, à la suite d'une information à l'effet qu'un professionnel a commis une infraction visée à l'article 116, faire une enquête à ce sujet et exiger qu'on lui fournisse tout renseignement et tout document relatif à cette enquête. Il ne peut refuser de faire enquête pour le seul motif que la demande d'enquête ne lui a pas été présentée au moyen du formulaire proposé en appli-

cation du paragraphe 9° du troisième alinéa de l'article 12.

Disposition applicable. L'article 114 s'applique à toute enquête tenue en vertu du présent article. [1973, c. 43, art. 120; 1994, c. 40, art. 108; 2008, c. 11, art. 86]

122.1. Motifs d'enquête. Un syndic informe le comité d'inspection professionnelle lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire que l'exercice de la profession par un professionnel ou sa compétence professionnelle doit faire l'objet d'une inspection visée par l'article 112.

Divulgation. Un syndic peut également, dans les cas où il le juge pertinent, de sa propre initiative ou sur demande du comité d'inspection professionnelle, lui divulguer tout renseignement pour assurer la protection du public. [1994, c. 40, art. 109; 2008, c. 11, art. 87]

122.2. Assistance. La personne qui demande la tenue d'une enquête peut être assistée par une autre personne à toute étape d'une enquête effectuée en application de l'article 122, notamment pour la demande de la tenue de l'enquête et lors de l'application des articles 123 à 123.8, ainsi qu'à toute étape du cheminement d'une plainte déposée au conseil de discipline à la suite d'une telle enquête. [1994, c. 40, art. 109; 2008, c. 11, art. 1, 88]

123. Avis au requérant. Un syndic informe par écrit toute personne qui a demandé la tenue d'une enquête de sa décision de porter ou non une plainte devant le conseil de discipline à la suite de la demande de la tenue de l'enquête ou de sa décision de transmettre la demande au comité d'inspection professionnelle.

Motifs. S'il décide de ne pas porter une telle plainte, il doit en même temps expliquer par écrit à cette personne les motifs de sa décision et l'aviser de la possibilité de demander l'avis du comité de révision.

Transmission au comité d'inspection. S'il transmet la demande au comité d'inspec-

tion professionnelle, il doit, de plus, en même temps expliquer par écrit à cette personne les motifs de sa décision. [1975, c. 80, art. 12; 1988, c. 29, art. 38; 1994, c. 40, art. 110; 2008, c. 11, art. 1, 89]

123.1. Expiration du délai. Si un syndic n'a pas terminé son enquête dans les 90 jours de la réception de la demande de la tenue de l'enquête, il doit, à l'expiration de ce délai, en informer par écrit la personne qui a demandé la tenue de l'enquête et lui faire rapport du progrès de cette enquête. Tant que l'enquête n'est pas terminée, un syndic doit, à tous les 60 jours à compter de l'expiration du délai de 90 jours, en informer par écrit la personne qui a demandé la tenue de l'enquête et lui faire rapport du progrès de cette enquête. [1994, c. 40, art. 110; 2008, c. 11, art. 90]

123.2. Plaintes. Lorsqu'une plainte a été portée devant le conseil de discipline, un syndic doit aviser la personne qui a demandé la tenue de l'enquête de la date, de l'heure et du lieu de l'audience. Il doit de plus lui transmettre la décision du conseil de discipline rejetant la plainte ou imposant une ou plusieurs des sanctions prévues au premier alinéa de l'article 156. Il doit, à la même occasion, l'informer qu'elle est liée par une ordonnance de non-divulgation, de non-publication ou de non-diffusion qu'indique, le cas échéant, la décision du conseil de discipline. [1994, c. 40, art. 110; 2008, c. 11, art. 91]

123.3. Comité de révision. Un comité de révision est constitué au sein de chacun des ordres.

Responsabilité. Ce comité a pour fonction de donner à toute personne qui le lui demande et qui a demandé au syndic la tenue d'une enquête un avis relativement à la décision d'un syndic de ne pas porter une plainte.

Composition. Ce comité est formé d'au moins trois personnes nommées par le Conseil d'administration qui désigne un président parmi elles.

Nomination. Au moins une des personnes qu'il nomme est choisie parmi les administrateurs nommés par l'Office en vertu de l'article 78 ou parmi les personnes dont le nom figure sur une liste que l'Office peut dresser à cette fin. Une personne nommée conformément au présent alinéa a droit, dans la mesure et aux conditions déterminées par le gouvernement, à une allocation de présence et au remboursement des frais raisonnables qu'elle engage dans l'exercice de cette fonction. Cette allocation et ce remboursement sont à la charge de l'Office.

Séance du comité. Le comité siège au nombre de trois personnes dont au moins une est choisie conformément au quatrième alinéa.

Séance en divisions. Si le nombre de personnes nommées le permet, le comité peut siéger en divisions de trois personnes dont au moins une est choisie conformément au quatrième alinéa. [1994, c. 40, art. 110; 1995, c. 50, art. 5; 2000, c. 13, art. 26; 2008, c. 11, art. 92]

123.4. Demande d'un avis. La personne qui a demandé au syndic la tenue d'une enquête peut, dans les 30 jours de la date de la réception de la décision d'un syndic de ne pas porter une plainte devant le conseil de discipline, demander l'avis du comité de révision.

Observations. Le comité de révision qui reçoit une demande d'avis doit informer la personne qui a demandé la tenue d'une enquête de son droit de présenter des observations en tout temps avant qu'il ne rende son avis.

Avis. Dans les 90 jours de la date de la réception de la demande d'avis, le comité de révision rend son avis par écrit après avoir pris connaissance de l'ensemble du dossier et des pièces que doit lui transmettre un syndic et après avoir entendu, le cas échéant, ce syndic ainsi que la personne qui a demandé la tenue de l'enquête. [1994, c. 40, art. 110; 2008, c. 11, art. 93]

123.5. Décision. Le comité de révision doit, dans son avis, formuler l'une ou l'autre des conclusions suivantes :

1° conclure qu'il n'y a pas lieu de porter plainte devant le conseil de discipline ;

2° suggérer à un syndic de compléter son enquête et de rendre par la suite une nouvelle décision quant à l'opportunité de porter plainte ;

3° conclure qu'il y a lieu de porter plainte devant le conseil de discipline et suggérer la nomination d'un syndic *ad hoc* qui, après enquête le cas échéant, prend la décision de porter plainte ou non.

Suggestion. De plus, le comité peut suggérer à un syndic de référer le dossier au comité d'inspection professionnelle.

Remboursement des frais. Lorsque le comité de révision suggère à un syndic de compléter son enquête ou conclut qu'il y a lieu de porter plainte devant le conseil de discipline, l'ordre doit rembourser à la personne qui a demandé la tenue de l'enquête les frais qui ont pu être exigés d'elle en application du paragraphe 2° de l'article 12.3.

Transmission d'un avis. Le comité de révision doit transmettre sans délai son avis à la personne qui a demandé la tenue de l'enquête et au syndic. [1994, c. 40, art. 110; 2008, c. 11, art. 93]

123.6. Conciliation. Un syndic qui estime que les faits allégués au soutien de la demande de la tenue de l'enquête peuvent faire l'objet d'un règlement peut proposer à la personne qui a demandé la tenue de l'enquête et au professionnel la conciliation et ce, en tout temps avant le dépôt d'une plainte contre ce professionnel au conseil de discipline.

Moyens. Si la personne qui a demandé la tenue de l'enquête et le professionnel consentent à la conciliation, le syndic qui l'a proposée prend les moyens raisonnables, compte

tenu de toutes les circonstances, pour tenter de les concilier.

Facteurs à prendre en compte. Un syndic doit, avant de proposer la conciliation, tenir compte notamment de la gravité du préjudice subi et du fait que le professionnel a déjà fait l'objet d'une déclaration de culpabilité en application de la présente section pour une infraction à l'égard de faits de même nature que ceux allégués au soutien de la demande de la tenue de l'enquête.

Restriction. Toutefois, un syndic ne peut proposer la conciliation lorsqu'il estime que les faits allégués au soutien de la demande de la tenue de l'enquête :

1° sont de nature telle que la protection du public ou sa confiance envers les membres de l'ordre risquent d'être compromises si le conseil de discipline n'est pas saisi de la plainte ;

2° révèlent que le professionnel aurait posé un acte dérogatoire visé à l'article 59.1. [1994, c. 40, art. 110 ; 2000, c. 13, art. 27 ; 2008, c. 11, art. 93]

123.7. Règlement écrit. Tout règlement résultant de la conciliation doit être consigné par écrit, approuvé par le syndic qui a procédé à la conciliation, et signé par la personne qui a demandé la tenue de l'enquête ainsi que le professionnel. La demande de la tenue de l'enquête est réputée être retirée lorsque le règlement intervenu est exécuté. [1994, c. 40, art. 110 ; 2000, c. 13, art. 28 ; 2008, c. 11, art. 94]

123.8. Recevabilité des déclarations. Les réponses ou déclarations faites par la personne qui a demandé la tenue de l'enquête ou par le professionnel, dans le cadre d'une tentative de conciliation, ne peuvent être utilisées ni ne sont recevables à titre de preuve contre le professionnel devant une instance juridictionnelle, sauf dans le cas d'une audience devant le conseil de discipline portant sur l'allégation selon laquelle le professionnel a fait une réponse ou une déclaration qu'il savait être

fausse dans l'intention de tromper. [1994, c. 40, art. 110 ; 2008, c. 11, art. 1, 95]

124. Serment. Les membres et le secrétaire du conseil de discipline, un syndic, un expert qu'il s'adjoint ainsi qu'une autre personne qui l'assiste en vertu de l'article 121.2 et les membres du comité de révision doivent prêter le serment contenu à l'annexe II. Le serment ne peut cependant être interprété comme interdisant l'échange de renseignements ou de documents utiles au sein de l'ordre, pour les fins de protection du public. [1973, c. 43, art. 121 ; 1994, c. 40, art. 111 ; 1999, c. 40, art. 58 ; 2008, c. 11, art. 96]

125. Traitements du président. Le traitement, les honoraires ou les indemnités du président d'un conseil de discipline et des présidents suppléants sont fixés par le gouvernement et sont à la charge de l'Office. [1973, c. 43, art. 122 ; 1988, c. 29, art. 39 ; 1994, c. 40, art. 112 ; 1995, c. 50, art. 6 ; 2008, c. 11, art. 1]

125.1. Rapport d'activités. Le syndic transmet au Conseil d'administration un rapport annuel des activités de son bureau et, sur demande du Conseil, tout autre rapport d'activités. [1994, c. 40, art. 113 ; 2008, c. 11, art. 97]

§ 2. Introduction de la plainte

126. Plainte au secrétaire. Toute plainte portée contre un professionnel est reçue par le secrétaire du conseil de discipline.

Date. Le conseil de discipline est saisi d'une plainte à compter de la date de sa réception par le secrétaire. [1973, c. 43, art. 123 ; 2008, c. 11, art. 1, 98]

127. Forme. La plainte doit être faite par écrit et appuyée du serment du plaignant.

Formulaire. Le secrétaire du conseil de discipline ne peut refuser de recevoir une plainte pour le seul motif qu'elle n'a pas été faite au moyen du formulaire proposé en application du paragraphe 9° du troisième alinéa

de l'article 12. [1973, c. 43, art. 124 ; 1994, c. 40, art. 114 ; 1999, c. 40, art. 58 ; 2008, c. 11, art. 1]

128. *Plainte portée par syndic.* Un syndic doit, à la demande du Conseil d'administration, porter contre un professionnel toute plainte qui paraît justifiée ; il peut aussi, de sa propre initiative, agir à cet égard.

Plainte portée par autre personne. Une plainte peut être portée, par ailleurs, par toute autre personne. Cette personne ne peut être poursuivie en justice en raison d'actes accomplis de bonne foi dans l'exercice de ce pouvoir. [1973, c. 43, art. 125 ; 1994, c. 40, art. 115 ; 2008, c. 11, art. 1, 99]

129. *Contenu.* La plainte doit indiquer sommairement la nature et les circonstances de temps et de lieu de l'infraction reprochée au professionnel. [1973, c. 43, art. 126]

130. *Radiation ou limitation provisoire.* La plainte peut requérir la radiation provisoire immédiate de l'intimé ou la limitation provisoire immédiate de son droit d'exercer des activités professionnelles :

1° lorsqu'il lui est reproché d'avoir posé un acte dérogatoire visé à l'article 59.1 ;

2° lorsqu'il lui est reproché de s'être approprié sans droit des sommes d'argent et autres valeurs qu'il détient pour le compte d'un client ou d'avoir utilisé des sommes d'argent et autres valeurs à des fins autres que celles pour lesquelles elles lui avaient été remises dans l'exercice de sa profession ;

3° lorsqu'il lui est reproché d'avoir commis une infraction de nature telle que la protection du public risque d'être compromise s'il continue à exercer sa profession ;

4° lorsqu'il lui est reproché d'avoir contrevenu à l'article 114 ou au deuxième alinéa de l'article 122. [1973, c. 43, art. 127 ; 1994, c. 40, art. 116 ; 2004, c. 15, art. 4 ; 2008, c. 11, art. 100]

131. *Exercice de pouvoirs.* Lorsqu'une disposition des sous-sections 2, 3 et 4 de la présente section prévoit qu'une signification peut être faite conformément au *Code de procédure civile* (chapitre C-25), les pouvoirs prévus à l'article 138 dudit Code sont exercés par le président du conseil de discipline ou le président suppléant. [1975, c. 80, art. 13 ; 1994, c. 40, art. 117 ; 2008, c. 11, art. 1]

132. *Signification.* Le secrétaire du conseil de discipline fait signifier la plainte au professionnel contre qui elle est portée en la manière prévue au *Code de procédure civile* (chapitre C-25). [1973, c. 43, art. 128 ; 2008, c. 11, art. 1]

133. *Requête.* La requête en radiation provisoire ou en limitation provisoire immédiate du droit d'exercer des activités professionnelles doit être instruite et décidée d'urgence après avis signifié à l'intimé par le secrétaire du conseil de discipline, conformément au *Code de procédure civile* (chapitre C-25), au moins deux jours juridiques francs avant que ne commence son instruction. Cette instruction doit débiter au plus tard dans les 10 jours de la signification de la plainte.

Ordonnance de radiation ou de limitation provisoire. À la suite de cette instruction, le conseil peut rendre une ordonnance de radiation provisoire ou de limitation provisoire du droit d'exercer des activités professionnelles contre l'intimé s'il juge que la protection du public l'exige.

Ordonnance exécutoire. L'ordonnance de radiation provisoire ou de limitation provisoire du droit d'exercer des activités professionnelles devient exécutoire dès qu'elle est signifiée à l'intimé par le secrétaire du conseil de discipline conformément au *Code de procédure civile*. Toutefois, lorsque l'ordonnance est rendue en présence d'une partie, elle est réputée être ainsi signifiée à cette partie, dès le moment où elle est ainsi rendue ; le secrétaire indique dans le procès-verbal si les parties

sont présentes lorsque le conseil rend l'ordonnance.

Durée. L'ordonnance de radiation provisoire ou de limitation provisoire du droit d'exercer des activités professionnelles demeure en vigueur jusqu'à la signification de la décision du conseil rejetant la plainte ou imposant la sanction, selon le cas, à moins que le conseil n'en décide autrement. Toutefois, si le conseil impose une sanction visée aux paragraphes *b* ou *e* du premier alinéa de l'article 156, l'ordonnance de radiation provisoire ou de limitation provisoire du droit d'exercer des activités professionnelles demeure en vigueur jusqu'à ce que la décision imposant l'une de ces sanctions soit exécutoire conformément à l'article 158 ou, si un appel de la décision accueillant la plainte ou imposant l'une de ces sanctions est logé, jusqu'à ce que la décision finale du Tribunal des professions soit exécutoire conformément au troisième alinéa de l'article 177, à moins que le tribunal n'en décide autrement.

Publication d'un avis. Le conseil de discipline doit, lors de la décision imposant une radiation provisoire ou une limitation provisoire immédiate du droit d'exercer des activités professionnelles, décider si un avis de cette décision doit être publié dans un journal circulant dans le lieu où le professionnel a son domicile professionnel et dans tout autre lieu où le professionnel a exercé ou pourrait exercer sa profession. Si le conseil ordonne la publication d'un avis, il doit, de plus, décider du paiement des frais de publication, soit par le professionnel, soit par l'ordre, ou ordonner que les frais soient partagés entre eux. Le secrétaire du conseil choisit le journal le plus susceptible d'être lu par la clientèle du professionnel.

Contenu. L'avis doit comprendre le nom de l'intimé, le lieu de son domicile professionnel, le nom de l'ordre dont il est membre, sa spécialité le cas échéant, la date et la nature

des faits qui lui sont reprochés ainsi que la date et un sommaire de la décision.

Homologation. Une décision du conseil de discipline ordonnant à l'intimé ou à l'ordre, ou à l'un et l'autre, le paiement des frais visés au cinquième alinéa peut, à défaut de paiement volontaire, être homologuée par la Cour du Québec et cette décision devient exécutoire comme un jugement de cette cour. [1975, c. 80, art. 14; 1994, c. 40, art. 118; 2004, c. 15, art. 5; 2008, c. 11, art. 1, 101; 2009, c. 35, art. 11]

134. Comparution par écrit. Le professionnel visé par la plainte comparaît par écrit, au siège de l'ordre, personnellement ou par l'intermédiaire d'un avocat, dans les 10 jours de la signification.

Déclaration. L'acte de comparution peut indiquer que le professionnel reconnaît ou non la faute qu'on lui reproche; le professionnel dont l'acte de comparution n'indique rien à ce sujet est présumé ne pas avoir reconnu sa faute.

Contestation écrite. L'acte de comparution peut être accompagné ou suivi dans les 10 jours d'une contestation écrite. [1973, c. 43, art. 129; 1975, c. 80, art. 15; 1994, c. 40, art. 119; 2008, c. 11, art. 102; 2009, c. 35, art. 12]

135. Assistance ou représentation par un avocat. Toute partie ou tout témoin cité devant le conseil de discipline a droit d'être assisté ou représenté par un avocat.

Transmission de documents. Sous réserve des articles 132 et 139, tout document qui doit être transmis à une partie en vertu des sections VII et VIII du présent chapitre lui est valablement transmis s'il l'est à son avocat. [1973, c. 43, art. 130; 1986, c. 95, art. 70; 2008, c. 11, art. 1, 103]

136. (Abrogé). [1973, c. 43, art. 131; 1994, c. 40, art. 120]

§ 3. *Instruction de la plainte*

137. Séances. Un conseil de discipline peut siéger en tout endroit du Québec. [1973, c. 43, art. 132; 2008, c. 11, art. 1]

138. Membres. Le conseil siège au nombre de trois membres, dont le président ou une personne désignée par celui-ci pour agir à titre de président suppléant. Si le nombre de membres du conseil le permet, le conseil peut siéger en plusieurs divisions composées de trois membres.

Choix des membres. Lorsque le conseil est formé de plus de trois membres, le secrétaire du conseil de discipline choisit sans délai, parmi les membres du conseil, les deux autres membres qui, avec le président ou le président suppléant, siègent en division.

Frais de déplacement. Les frais de déplacement et de séjour des membres du conseil sont déterminés par le gouvernement et sont à la charge de l'ordre, sauf ceux du président ou du président suppléant, qui sont à la charge de l'Office. [1973, c. 43, art. 133; 1994, c. 40, art. 121; 1995, c. 50, art. 7; 2008, c. 11, art. 1, 104]

139. Début de l'audience. Le secrétaire du conseil de discipline doit s'assurer que l'audience débute dans un délai raisonnable. À moins de circonstances particulières, celle-ci doit débiter dans les 120 jours de la signification de la plainte.

Avis d'audition. Avis d'au moins trois jours francs de la date et du lieu d'audience doit être donné à l'intimé et à son procureur, le cas échéant, par le secrétaire du conseil de discipline. Cet avis est signifié conformément au *Code de procédure civile* (chapitre C-25). [1973, c. 43, art. 134; 1975, c. 80, art. 16; 1986, c. 95, art. 71; 1994, c. 40, art. 122; 2008, c. 11, art. 1, 105]

140. Récusation. Un membre du conseil de discipline peut être récusé dans les cas prévus

à l'article 234 du *Code de procédure civile* (chapitre C-25), sauf le paragraphe 7^o dudit article.

Dispositions applicables. Les articles 234 à 242 dudit Code s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à une telle récusation. [1973, c. 43, art. 135; 2008, c. 11, art. 1]

141. Enregistrement. L'audience est enregistrée, à moins que toutes les parties n'y renoncent. [1973, c. 43, art. 136; 1994, c. 40, art. 123]

142. Audition publique. Toute audience est publique.

Huis clos. Toutefois, le conseil de discipline peut, d'office ou sur demande, ordonner le huis clos ou interdire la divulgation, la publication ou la diffusion de renseignements ou de documents qu'il indique, pour un motif d'ordre public, notamment pour assurer le respect du secret professionnel ou la protection de la vie privée d'une personne ou de sa réputation.

Outrage au tribunal. Se rend coupable d'outrage au tribunal, toute personne qui, par son acte ou son omission, enfreint une ordonnance de huis clos, de non-divulgation, de non-publication ou de non-diffusion. [1973, c. 43, art. 137; 1986, c. 95, art. 72; 1994, c. 40, art. 124; 2008, c. 11, art. 1, 106]

143. Pouvoirs. Le conseil de discipline a le pouvoir de décider toute question de droit ou de fait nécessaire à l'exercice de sa compétence.

Moyens pour s'instruire des faits. Il peut recourir à tous les moyens légaux pour s'instruire des faits allégués dans la plainte. [1973, c. 43, art. 139; 2008, c. 11, art. 107]

143.1. Rejet d'une plainte. Le président du conseil ou le président suppléant peut, sur requête, rejeter une plainte qu'il juge abusive, frivole ou manifestement mal fondée ou l'assujettir à certaines conditions. [2007, c. 35, art. 18; 2008, c. 11, art. 1; 2009, c. 35, art. 13]

143.2. Conférence de gestion. Si les circonstances d'une plainte le justifient, notamment en raison de sa complexité ou de la durée prévisible de l'audience, le président du conseil ou le président suppléant peut, d'office ou sur demande de l'une des parties, les convier à une conférence de gestion pour notamment :

1° convenir avec elles d'une entente sur le déroulement de l'instruction de la plainte précisant leurs engagements et fixant le calendrier des échéances à respecter ;

2° déterminer, à défaut d'entente entre les parties, le calendrier des échéances, lequel s'impose aux parties ;

3° décider des moyens propres à simplifier, faciliter ou accélérer le déroulement de l'instruction de la plainte et à abréger l'audience, notamment préciser les questions en litige ou prendre acte des admissions sur quelque fait ou document. [2007, c. 35, art. 18 ; 2008, c. 11, art. 1 ; 2009, c. 35, art. 13]

143.3. Procès-verbal. Un procès-verbal de la conférence est dressé par le secrétaire du conseil et signé par le président ou le président suppléant. [2007, c. 35, art. 18 ; 2008, c. 11, art. 1 ; 2009, c. 35, art. 14]

143.4. Non-respect. Le président du conseil ou le président suppléant peut, si les parties ne respectent pas l'entente ou les échéances fixées, rendre les décisions appropriées, y compris la forclusion d'un droit prévu à l'entente. Il peut, sur demande, relever la partie défaillante de son défaut, s'il estime que l'intérêt de la justice le requiert. [2007, c. 35, art. 18 ; 2008, c. 11, art. 1 ; 2009, c. 35, art. 15]

143.5. Décisions. Sur la foi du constat de défaut de participation apparaissant au procès-verbal de la conférence, le conseil rend les décisions qu'il juge appropriées en matière de gestion d'instance. [2007, c. 35, art. 18 ; 2008, c. 11, art. 1]

144. Défense. Le conseil doit permettre à l'intimé de présenter une défense pleine et entière.

Absence de l'intimé. Le conseil peut procéder à l'audience en l'absence de l'intimé si celui-ci ne se présente pas à la date et au lieu fixés pour celle-ci. [1973, c. 43, art. 140 ; 1994, c. 40, art. 125 ; 2008, c. 11, art. 1]

145. Modification de la plainte. La plainte peut être modifiée en tout temps, aux conditions nécessaires pour la sauvegarde des droits des parties. Elle peut être ainsi modifiée pour requérir, notamment, la radiation provisoire visée à l'article 130. Toutefois, sauf du consentement de toutes les parties, le conseil ne permet aucune modification d'où résulterait une plainte entièrement nouvelle n'ayant aucun rapport avec la plainte originale. [1973, c. 43, art. 141 ; 1994, c. 40, art. 126 ; 2008, c. 11, art. 1]

146. Assignment des témoins. Le conseil assigne les témoins que lui ou l'une des parties juge utile d'entendre et exige la production de tout document par voie d'assignment ordinaire sous la signature du secrétaire. [1973, c. 43, art. 142 ; 2008, c. 11, art. 1]

147. Assignment des témoins. Le conseil possède, pour contraindre les témoins à comparaître et à répondre, et pour les condamner en cas de refus, tous les pouvoirs de la Cour supérieure, sauf celui d'imposer l'emprisonnement ; à cette fin, l'intimé est réputé un témoin. [1973, c. 43, art. 143 ; 1999, c. 40, art. 58 ; 2008, c. 11, art. 1, 108]

148. Serment. Le conseil reçoit, par l'entremise d'un de ses membres, le serment des parties et des témoins. [1973, c. 43, art. 144 ; 1999, c. 40, art. 58 ; 2008, c. 11, art. 1]

149. Réponse aux questions. Le témoin ou le professionnel qui témoigne devant le conseil est tenu de répondre à toutes les questions. Son témoignage est privilégié et ne peut être retenu contre lui devant une instance juridictionnelle. Il ne peut invoquer son obligation de

respecter le secret professionnel pour refuser de répondre.

Secret du témoignage. Lorsqu'il y a ordonnance de huis clos au cours d'une séance conformément à l'article 142, toute personne au courant de ce témoignage est elle-même tenue au secret, sauf le droit du président de l'ordre dont est membre le professionnel et des membres du Tribunal des professions d'en être informés dans l'exécution de leurs fonctions. [1973, c. 43, art. 145; 1986, c. 95, art. 73; 1994, c. 40, art. 127; 2008, c. 11, art. 1, 109]

149.1. Infraction criminelle. Un syndic peut saisir le conseil de discipline, par voie de plainte, de toute décision d'un tribunal canadien déclarant un professionnel coupable d'une infraction criminelle qui, de son avis, a un lien avec l'exercice de la profession. Une copie dûment certifiée de la décision judiciaire fait preuve devant le conseil de discipline de la perpétration de l'infraction et, le cas échéant, des faits qui y sont rapportés. Le conseil de discipline prononce alors contre le professionnel, s'il le juge à propos, l'une ou l'autre des sanctions prévues à l'article 156. [2004, c. 15, art. 6; 2008, c. 11, art. 1, 110]

§ 4. Décisions et sanctions

150. Audition des parties. Après déclaration de culpabilité, les parties peuvent se faire entendre au sujet de la sanction.

Déclaration de culpabilité. Si l'une des parties est absente lorsque le conseil déclare l'intimé coupable, le secrétaire lui signifie un avis de cette déclaration conformément au *Code de procédure civile* (chapitre C-25).

Sanctions. Le conseil impose la sanction dans les 60 jours qui suivent la déclaration de culpabilité. [1973, c. 43, art. 146; 1975, c. 80, art. 18; 1975, c. 83, art. 84; 2008, c. 11, art. 1, 111]

151. Déboursés. Le conseil peut condamner le plaignant ou l'intimé aux déboursés ou les condamner à se les partager dans la proportion qu'il doit indiquer.

Restriction. Toutefois, lorsque le plaignant est une personne qui a porté plainte en vertu du deuxième alinéa de l'article 128, le conseil ne peut le condamner aux déboursés que si l'intimé a été acquitté sur chacun des chefs contenus dans la plainte et que la plainte était abusive, frivole ou manifestement mal fondée.

Plainte rejetée. Le président du conseil ou le président suppléant qui rejette une plainte en vertu de l'article 143.1 peut condamner le plaignant au paiement des déboursés.

Frais divers. Les déboursés sont ceux relatifs à l'instruction de la plainte. Ils comprennent notamment les frais de signification, d'enregistrement, d'expertise acceptée en preuve et les indemnités payables aux témoins assignés, calculées conformément au tarif établi dans le *Règlement sur les indemnités payables aux témoins assignés devant les cours de justice* (R.R.Q., 1981, c. C-25, r. 2). Lorsque l'intimé est reconnu coupable, les déboursés comprennent aussi les frais de déplacement et de séjour des membres du conseil visés à l'article 138.

Liste des déboursés. Lorsqu'une condamnation aux déboursés devient exécutoire, le secrétaire du conseil de discipline dresse la liste des déboursés et la fait signifier conformément au *Code de procédure civile* (chapitre C-25). Cette liste peut être révisée par le président du conseil de discipline, sur demande présentée dans les 30 jours de la date de sa signification, dont avis écrit doit être donné aux parties au moins cinq jours avant la date à laquelle cette demande sera présentée. Cette demande de révision n'arrête ni ne suspend l'exécution de la décision. La décision du président du conseil de discipline sur la révision de la liste est définitive. [1973,

c. 43, art. 147 ; 1994, c. 40, art. 128 ; 1995, c. 50, art. 8 ; 2000, c. 13, art. 29 ; 2007, c. 35, art. 19 ; 2008, c. 11, art. 1 ; 2009, c. 35, art. 16]

152. *Décision de commission d'infraction.*

Le conseil décide privativement à tout tribunal, en première instance, si l'intimé a commis une infraction visée à l'article 116.

Décision du conseil. En l'absence d'une disposition du présent code, de la loi constituant l'ordre dont l'intimé est membre ou d'un règlement adopté conformément au présent code ou à cette loi et applicable au cas particulier, le conseil décide de la même manière :

1° si l'acte reproché à l'intimé est dérogatoire à l'honneur ou à la dignité de la profession ou à la discipline des membres de l'ordre ;

2° si la profession, le métier, l'industrie, le commerce, la charge ou la fonction que l'intimé exerce est incompatible avec l'honneur, la dignité ou l'exercice de la profession. [1973, c. 43, art. 148 ; 1994, c. 40, art. 129 ; 2008, c. 11, art. 1]

153. *Procès-verbal.* Le secrétaire consigne le procès-verbal de l'instruction et la décision du conseil dans un registre spécial.

Contenu. Le procès-verbal mentionne si les parties ont renoncé à l'enregistrement et en ce cas, il comporte un résumé de l'audience, y compris des dépositions ; il fait preuve de son contenu jusqu'à preuve du contraire. [1973, c. 43, art. 149 ; 1994, c. 40, art. 130 ; 2008, c. 11, art. 1]

154. *Décision consignée.* La décision du conseil de discipline est rendue à la majorité des membres. Elle est consignée par écrit et signée par les membres du conseil qui y souscrivent. Elle doit contenir, outre le dispositif, toute interdiction de divulgation, de publication ou de diffusion des renseignements ou des documents qu'elle indique et les motifs de la décision.

Décision. Malgré le premier alinéa, une décision peut, lorsqu'un membre refuse ou né-

glige de transmettre ses motifs, être rendue par deux membres au nom de la majorité, pourvu que l'un d'eux soit le président ou le président suppléant. [1973, c. 43, art. 150 ; 1986, c. 95, art. 74 ; 1994, c. 40, art. 131 ; 2008, c. 11, art. 1, 112]

154.1. *Délai.* Le conseil de discipline rend sa décision dans les 90 jours de la prise en délibéré. [1994, c. 40, art. 132 ; 2008, c. 11, art. 1]

155. (Abrogé). [1973, c. 43, art. 152 ; 1994, c. 40, art. 133]

156. *Sanctions imposables.* Le conseil de discipline impose au professionnel déclaré coupable d'une infraction visée à l'article 116, une ou plusieurs des sanctions suivantes sur chacun des chefs contenus dans la plainte :

a) la réprimande ;

b) la radiation temporaire ou permanente du tableau, même si depuis la date de l'infraction il a cessé d'y être inscrit ;

c) amende d'au moins 1 000 \$ et d'au plus 12 500 \$ pour chaque infraction ;

d) l'obligation de remettre à toute personne à qui elle revient une somme d'argent que le professionnel détient ou devrait détenir pour elle ;

d.1) l'obligation de communiquer un document ou tout renseignement qui y est contenu, et l'obligation de compléter, de supprimer, de mettre à jour ou de rectifier un tel document ou renseignement ;

e) la révocation du permis ;

f) la révocation du certificat de spécialiste ;

g) la limitation ou la suspension du droit d'exercer des activités professionnelles.

Radiation et amende. Le conseil de discipline impose au professionnel déclaré coupable d'avoir posé un acte dérogatoire visé à l'article 59.1, au moins la radiation temporaire et une amende conformément aux paragraphes b

et *c* du premier alinéa. Il impose au professionnel déclaré coupable de s'être approprié sans droit des sommes d'argent et autres valeurs qu'il détient pour le compte de tout client ou déclaré coupable d'avoir utilisé des sommes d'argent et autres valeurs à des fins autres que celles pour lesquelles elles lui avaient été remises dans l'exercice de sa profession, au moins la radiation temporaire conformément au paragraphe *b* du premier alinéa.

Infraction continue. Aux fins du paragraphe *c* du premier alinéa, lorsqu'une infraction est continue, cette continuité constitue, jour par jour, une infraction distincte. En cas de récidive, le minimum et le maximum de l'amende prévue à ce même paragraphe sont portés au double.

Modalités. La décision du conseil de discipline imposant une ou plusieurs de ces sanctions peut comporter des conditions et modalités. Elle peut également prévoir que les sanctions, le cas échéant, sont consécutives.

Publication de l'avis. Le conseil de discipline doit, lors de la décision imposant une radiation temporaire ou une limitation ou une suspension temporaire du droit d'exercer des activités professionnelles, décider si un avis de cette décision doit être publié dans un journal circulant dans le lieu où le professionnel a son domicile professionnel et dans tout autre lieu où le professionnel a exercé ou pourrait exercer sa profession. Si le conseil ordonne la publication d'un avis, il doit, de plus, décider du paiement des frais de publication, soit par le professionnel, soit par l'ordre, ou ordonner que les frais soient partagés entre eux. Le secrétaire du conseil choisit le journal le plus susceptible d'être lu par la clientèle du professionnel.

Contenu. L'avis doit comprendre le nom du professionnel déclaré coupable, le lieu de son domicile professionnel, le nom de l'ordre dont il est membre, sa spécialité le cas échéant, la date et la nature de l'infraction qu'il a com-

mise ainsi que la date et un sommaire de la décision.

Exécution des amendes. Une décision du conseil de discipline condamnant le plaignant ou le professionnel aux déboursés, ou imposant une amende à celui-ci ou ordonnant au professionnel ou à l'ordre, ou à l'un et l'autre, le paiement des frais visés au cinquième alinéa peut, à défaut de paiement volontaire, être homologuée par la Cour supérieure ou la Cour du Québec suivant leur compétence respective selon le montant en cause et cette décision devient exécutoire comme un jugement de cette cour. [1973, c. 43, art. 153; 1977, c. 66, art. 10; 1983, c. 54, art. 24; 1988, c. 29, art. 40; 1988, c. 21, art. 66; 1990, c. 4, art. 225; 1994, c. 40, art. 134; 2007, c. 25, art. 1; 2008, c. 11, art. 1, 113]

157. Signification de décision. Dans les 10 jours de la décision du conseil de discipline rejetant la plainte ou imposant la sanction, selon le cas, et ordonnant la publication d'un avis visé au cinquième alinéa de l'article 156, le cas échéant, le secrétaire fait signifier cette décision aux parties conformément au *Code de procédure civile* (chapitre C-25).

Présomption. Toutefois, lorsque cette décision est rendue en présence d'une partie, elle est réputée être signifiée à cette partie conformément au premier alinéa dès le moment où elle est ainsi rendue. Le secrétaire indique dans le registre mentionné à l'article 153 si les parties sont présentes lorsque le conseil rend cette décision. [1973, c. 43, art. 154; 1975, c. 80, art. 20; 1994, c. 40, art. 135; 2008, c. 11, art. 1, 114]

158. Décision exécutoire. La décision du conseil de discipline imposant une ou plusieurs des sanctions prévues au premier alinéa de l'article 156 est exécutoire à l'expiration des délais d'appel suivant les conditions et modalités qui y sont indiquées, à moins que, sur demande du plaignant, le conseil n'en ordonne

l'exécution provisoire nonobstant appel, dès sa signification à l'intimé.

Décision exécutoire. Toutefois, une décision du conseil de discipline imposant une radiation permanente, une révocation de permis ou de certificat de spécialiste ou une limitation ou une suspension permanente du droit d'exercer des activités professionnelles est exécutoire dès sa signification à l'intimé.

Appel. Une décision du conseil de discipline prise en vertu du cinquième alinéa de l'article 156 est exécutoire à l'expiration des délais d'appel ou, si un appel de la décision imposant une radiation temporaire ou une limitation ou une suspension temporaire du droit d'exercer des activités professionnelles en vertu du premier alinéa de l'article 156 est logé, dès la signification de la décision finale du Tribunal des professions imposant l'une ou l'autre de ces sanctions.

Époque d'exécution. Le conseil peut ordonner qu'une décision visée par le premier ou le troisième alinéa soit exécutoire à une époque autre que celle mentionnée dans ces alinéas. [1975, c. 80, art. 21; 1983, c. 54, art. 25; 1994, c. 40, art. 136; 2008, c. 11, art. 1, 115]

158.1. Amende. Le professionnel doit verser à l'ordre dont il est membre l'amende que lui impose le conseil de discipline conformément au paragraphe c du premier alinéa de l'article 156.

Remise. Le conseil de discipline peut recommander au Conseil d'administration que cette amende soit remise par l'ordre, en tout ou en partie, à la personne :

1° qui a déboursé des sommes d'argent aux fins de porter plainte en vertu du deuxième alinéa de l'article 128;

2° qui a été victime d'un acte dérogatoire visé à l'article 59.1, pour défrayer le coût des soins thérapeutiques reliés à cet acte. [1994, c. 40, art. 137; 2008, c. 11, art. 1]

159. Remise d'argent. Lorsqu'une décision du conseil de discipline impose au professionnel l'obligation de remettre une somme d'argent conformément au paragraphe d du premier alinéa de l'article 156, le secrétaire du conseil en informe sans délai la personne à qui cette somme revient.

Homologation. Dans les 10 jours qui suivent le rejet de l'appel ou l'expiration des délais d'appel, si aucun appel n'est logé, l'ordre peut verser la somme fixée par le conseil à la personne à qui celle-ci revient. Le cas échéant, il est subrogé dans les droits de cette personne et il peut récupérer ensuite cette somme du professionnel fautif, en faisant homologuer la décision du conseil par la Cour supérieure ou par la Cour du Québec ayant compétence, selon le montant en cause, dans le district judiciaire où le professionnel a son domicile professionnel. Une fois homologuée, la décision du conseil devient exécutoire comme un jugement de la cour. La prescription ne court contre l'ordre qu'à compter du jour du versement de la somme.

Radiation automatique. Dans le cas de l'alinéa précédent, le professionnel est automatiquement radié du tableau à compter du jour où l'ordre verse à la personne à qui elle revient la somme d'argent fixée par le conseil de discipline, jusqu'à ce qu'il rembourse intégralement l'ordre en capital, intérêts et frais; ce remboursement ne met pas fin à une radiation prononcée, par ailleurs, contre lui.

Requête de suspension de radiation. Le Conseil d'administration de l'ordre peut, sur requête, suspendre une radiation effectuée en vertu du présent article, pourvu que le professionnel radié s'engage par écrit à rembourser intégralement ce qu'il doit, dans un délai déterminé. [1973, c. 43, art. 155; 1988, c. 21, art. 66; 1994, c. 40, art. 138; 1999, c. 40, art. 58; 2008, c. 11, art. 1, 116]

160. Recommandation d'un stage. Une décision du conseil de discipline peut, pour un

motif que le conseil indique, comporter une recommandation au Conseil d'administration de l'ordre d'obliger le professionnel à compléter avec succès un stage ou un cours de perfectionnement ou de l'obliger aux deux à la fois et de limiter ou de suspendre le droit du professionnel d'exercer ses activités professionnelles jusqu'à ce qu'il ait rencontré cette obligation.

Programme de réintégration. Une décision du conseil de discipline peut également recommander à un professionnel déclaré coupable d'avoir posé un acte dérogatoire visé à l'article 59.1 de se soumettre à un programme visant à faciliter sa réintégration à l'exercice de sa profession. [1973, c. 43, art. 156; 1988, c. 29, art. 41; 1994, c. 40, art. 139; 2000, c. 13, art. 30; 2008, c. 11, art. 1]

161. Demande de réinscription. Le professionnel radié du tableau ou dont le droit d'exercer des activités professionnelles a été limité ou suspendu par le conseil de discipline peut, tant que l'une de ces sanctions est en vigueur, demander son inscription au tableau dans le cas d'une radiation, ou demander de reprendre son plein droit d'exercice, dans le cas d'une limitation ou d'une suspension, par requête adressée au conseil de discipline et déposée auprès du secrétaire. Au moins 10 jours avant sa présentation, la requête doit être signifiée, conformément au *Code de procédure civile* (chapitre C-25), au syndic qui peut contester la demande.

Requête accueillie. Si le conseil est d'avis que la requête doit être accueillie, il formule une recommandation appropriée à l'intention du Conseil d'administration, qui décide en dernier ressort. Si le conseil rejette la requête, une nouvelle requête ne peut lui être soumise avant l'expiration de la sanction, que s'il l'autorise. Ces décisions ne peuvent être portées en appel. [1973, c. 43, art. 157; 1988, c. 29, art. 42; 2008, c. 11, art. 1, 117]

161.1. Rectification d'une décision. Le conseil de discipline peut rectifier une déci-

sion qu'il a rendue au motif qu'elle est entachée d'une erreur d'écriture ou de calcul ou de quelque autre erreur matérielle.

Rectification d'office. La rectification de la décision peut être faite d'office, tant que l'exécution n'en a pas été commencée. Elle peut l'être sur requête d'une partie, signifiée aux autres conformément au *Code de procédure civile* (chapitre C-25), en tout temps, sauf si la décision a été portée en appel. [1994, c. 40, art. 140; 2008, c. 11, art. 1]

§ 5. Appel

162. Tribunal des professions. Est institué un Tribunal des professions formé de 11 juges de la Cour du Québec désignés par le juge en chef de cette Cour; celui-ci désigne parmi eux un président et un vice-président qui le remplace en cas d'absence ou d'empêchement. [1973, c. 43, art. 158; 1974, c. 65, art. 26; 1988, c. 29, art. 43; 1988, c. 21, art. 66; 1994, c. 40, art. 141; 1999, c. 40, art. 58]

162.1. Rémunération. Le président du tribunal reçoit la même rémunération additionnelle que celle à laquelle a droit un juge en chef adjoint de la Cour du Québec. Il bénéficie également des mêmes frais de fonction. [2000, c. 13, art. 31]

163. Nombre de juges. Le tribunal est formé de trois juges pour l'audition au fond de l'appel. Dans tous les autres cas, le tribunal n'est formé que du président du tribunal ou du juge qu'il désigne. Toutefois, le juge qui entend une requête peut la déférer à une formation de trois juges, sauf s'il s'agit d'une requête visée au deuxième alinéa de l'article 171 ou faite en application du deuxième alinéa de l'article 172.

Poursuite de l'audition. Lorsque le tribunal est formé de trois juges et que l'un d'entre eux cesse d'agir pour quelque cause que ce soit, l'audition peut être poursuivie et une décision peut être rendue par les deux autres juges.

[1973, c. 43, art. 159; 1974, c. 65, art. 26; 1975, c. 80, art. 22; 1977, c. 66, art. 11; 1988, c. 29, art. 44; 1994, c. 40, art. 142; 2000, c. 13, art. 32]

164. Appel. Il y a appel au Tribunal des professions :

1° d'une décision du conseil de discipline ordonnant une radiation provisoire ou une limitation provisoire du droit d'exercer des activités professionnelles, accueillant ou rejetant une plainte, ou imposant une sanction ;

1.1° d'une décision du conseil de discipline concernant la publication d'un avis visé au cinquième alinéa de l'article 133 ou au cinquième alinéa de l'article 156 et, par le professionnel ou, sur résolution du Conseil d'administration de l'ordre, par un syndic, d'une décision concernant le paiement des frais de la publication d'un tel avis conformément à ces alinéas ;

2° de toute autre décision du conseil de discipline, de son président, de son président suppléant ou du président substitut, sur permission de ce tribunal.

Signification. Tout appel d'une décision visée au paragraphe 1° ou 1.1° du premier alinéa est interjeté par requête signifiée aux parties et au secrétaire du conseil de discipline conformément au *Code de procédure civile* (chapitre C-25). Cette requête, qui doit contenir un énoncé détaillé des motifs d'appel, doit être produite au greffe de la Cour du Québec dans le district judiciaire où l'intimé en première instance a son domicile professionnel dans les 30 jours de la signification de la décision. Cependant, l'appel d'une décision accueillant la plainte ne peut être interjeté que dans les 30 jours de la signification de la décision imposant la sanction.

Permission d'appel. La permission d'en appeler d'une décision visée au paragraphe 2° du premier alinéa est demandée au tribunal par voie de requête signifiée aux parties et au secrétaire du conseil de discipline conformément au *Code de procédure civile*. La requête

pour permission d'en appeler, qui doit contenir un énoncé détaillé des motifs d'appel, doit être produite au greffe de la Cour du Québec dans le district judiciaire où l'intimé en première instance a son domicile professionnel dans les 30 jours de la date de la décision dont il y a appel.

Les parties autres que l'appelant doivent produire un acte de comparution au greffe de la Cour du Québec dans les 10 jours de la réception de la requête en appel ou, selon le cas, de la requête pour permission d'en appeler.

Transmission du dossier. Dans les 30 jours de la réception de l'avis d'appel ou de la décision du tribunal accordant la permission d'en appeler, le secrétaire du conseil de discipline transmet l'original et trois exemplaires du dossier au greffier de la Cour du Québec et un exemplaire à chacune des parties.

Contenu du dossier. Le dossier comprend la plainte, les procédures subséquentes, les pièces produites, la transcription de l'audience si elle a été enregistrée, le procès-verbal de l'instruction, la décision du conseil et la requête.

Pouvoirs du tribunal. Le tribunal peut :

a) sur requête du secrétaire du conseil, prolonger le délai prévu au cinquième alinéa ;

b) sur requête d'une partie, permettre que certains éléments du dossier ne soient pas reproduits dans les exemplaires qui doivent être transmis conformément au cinquième alinéa. [1973, c. 43, art. 160; 1974, c. 65, art. 27; 1975, c. 80, art. 23; 1988, c. 29, art. 45; 1988, c. 21, art. 66; 1994, c. 40, art. 143; 2004, c. 15, art. 7; 2007, c. 35, art. 20; 2008, c. 11, art. 1, 118 (en vigueur en partie); 2009, c. 35, art. 17]

165. Pouvoirs des commissaires. Le tribunal de même que chacun de ses membres sont investis des pouvoirs et de l'immunité accordés aux commissaires nommés en vertu de la *Loi sur les commissions d'enquête* (chapitre C-37),

sauf du pouvoir d'imposer une peine d'emprisonnement.

Ordonnances de procédure. Le tribunal ou un de ses membres peut, en s'inspirant compte tenu des adaptations nécessaires du *Code de procédure civile* (chapitre C-25), rendre les ordonnances de procédure nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

Services de greffier. Le greffier, de même que les fonctionnaires et employés de la Cour du Québec du district dans lequel siège le tribunal, sont tenus de fournir à celui-ci les services qu'ils fournissent habituellement à la Cour du Québec elle-même. [1973, c. 43, art. 161; 1975, c. 80, art. 24; 1988, c. 21, art. 66; 1992, c. 61, art. 169; 1994, c. 40, art. 144]

166. Suspension d'exécution. Sous réserve du deuxième alinéa, l'appel suspend l'exécution de la décision du conseil de discipline, à moins que le tribunal ou le conseil lui-même, en vertu de l'article 158, n'en ordonne l'exécution provisoire. Le tribunal peut toutefois faire cesser l'exécution provisoire ordonnée par le conseil.

Ordonnance exécutoire. Sont exécutoires nonobstant appel, sauf si le tribunal en ordonne autrement :

1° une ordonnance de radiation provisoire ou de limitation provisoire du droit d'exercer des activités professionnelles visée à l'article 133;

2° une ordonnance de non-divulgaration, de non-publication ou de non-diffusion visée à l'article 142;

3° une décision imposant une radiation permanente, une révocation de permis ou du certificat de spécialiste ou une limitation ou suspension permanente du droit d'exercer des activités professionnelles, visée dans l'un ou l'autre des paragraphes *b*, *e*, *f* et *g* du premier alinéa de l'article 156;

4° une décision imposant une radiation temporaire en application du deuxième alinéa de l'article 156. [1973, c. 43, art. 162; 1994, c. 40, art. 145; 2004, c. 15, art. 8; 2008, c. 11, art. 119]

167. Production d'un mémoire. Dans les 30 jours de la réception de son exemplaire du dossier, l'appelant doit produire, au greffe de la Cour du Québec, l'original et trois exemplaires d'un mémoire exposant ses prétentions et en remettre un exemplaire à chacune des autres parties. Ces dernières doivent, dans les 30 jours de la réception de leur exemplaire du mémoire, déposer au greffe de cette cour l'original et trois exemplaires de leur propre mémoire et en remettre un exemplaire à l'appelant.

Rejet d'appel pour non production. Si l'appelant ne produit pas son mémoire dans le délai fixé, l'appel peut être rejeté; si ce sont les autres parties qui sont en défaut, le tribunal peut refuser de les entendre. [1973, c. 43, art. 163; 1988, c. 29, art. 46; 1988, c. 21, art. 66; 1994, c. 40, art. 146]

168. Preuve. Le tribunal peut admettre comme preuve une copie ou un extrait d'un document, si l'original n'est pas disponible. [1973, c. 43, art. 164; 1994, c. 40, art. 147]

169. Preuve nouvelle indispensable. Le tribunal peut aussi, en raison de circonstances exceptionnelles et lorsque les fins de la justice le requièrent, autoriser la présentation d'une preuve nouvelle indispensable, documentaire ou verbale.

Demande d'autorisation. La demande d'autorisation est formulée par voie de requête libellée et assermentée; elle est présentée au tribunal pour adjudication après avis à la partie adverse.

Interrogatoire des témoins. Si la requête est accueillie, chacune des parties peut interroger et contre-interroger les témoins convoqués et exposer ses arguments. [1973,

c. 43, art. 165; 1974, c. 65, art. 28; 1994, c. 40, art. 148]

170. Assistance ou représentation par un avocat. Toute partie a le droit d'être assistée ou représentée par un avocat. [1973, c. 43, art. 166; 1986, c. 95, art. 75]

171. Date d'audition. Le président du tribunal ou un juge désigné par le président fixe la date de l'audience d'appel.

Urgence. Sur requête d'une partie, signifiée aux autres conformément au *Code de procédure civile* (chapitre C-25), il peut décider que l'appel sera entendu et jugé d'urgence. [1973, c. 43, art. 167; 1975, c. 80, art. 25; 1994, c. 40, art. 149; 2008, c. 11, art. 121]

172. Lieu des séances. Le tribunal siège dans le district judiciaire de Québec ou de Montréal selon que le district où l'intimé en première instance a son domicile professionnel relève de la juridiction d'appel de Québec ou de Montréal en vertu de l'article 30 du *Code de procédure civile* (chapitre C-25).

Audition de l'appel. Toutefois, sur requête d'une partie signifiée aux autres conformément au *Code de procédure civile*, le tribunal peut décider que l'appel sera entendu dans le district judiciaire où l'intimé en première instance a son domicile professionnel ou, lorsque le plaignant en première instance est une personne qui a porté plainte en vertu du deuxième alinéa de l'article 128, dans le district judiciaire où il a son domicile. Cette requête peut être présentée dans tout district visé au présent article. L'audition doit avoir lieu dans le district où la requête est présentée. [1975, c. 80, art. 26; 1994, c. 40, art. 150; 2000, c. 13, art. 33; 2008, c. 11, art. 122]

173. Audition publique. Toute audience est publique.

Huis clos. Toutefois, le tribunal peut, d'office ou sur demande, ordonner le huis clos ou interdire la divulgation, la publication ou la

diffusion de renseignements ou de documents qu'il indique, dans l'intérêt de la morale ou de l'ordre public, notamment pour assurer le respect du secret professionnel ou la protection de la vie privée d'une personne ou de sa réputation.

Outrage au tribunal. Se rend coupable d'outrage au tribunal, toute personne qui, par son acte ou son omission, enfreint une ordonnance de huis clos, de non-divulgation, de non-publication ou de non-diffusion. [1973, c. 43, art. 168; 1986, c. 95, art. 76; 1994, c. 40, art. 151; 2008, c. 11, art. 123]

174. Règles applicables. Les mêmes règles que celles prévues à l'article 149 s'appliquent à l'audience devant le tribunal. [1973, c. 43, art. 169; 1994, c. 40, art. 152]

175. Confirmation, infirmation, de décision. Le tribunal peut confirmer, modifier ou infirmer toute décision qui lui est soumise et rendre la décision qui, à son jugement, aurait dû être rendue en premier lieu. Il peut, notamment, substituer à une sanction imposée par le conseil de discipline toute autre sanction prévue au premier alinéa de l'article 156 si, à son jugement, elle aurait dû être imposée en premier lieu.

Déboursés. Le tribunal possède le pouvoir de condamner l'une ou l'autre des parties aux déboursés ou de les répartir entre elles. Les déboursés sont ceux relatifs à l'audition et comprennent les frais de confection et de transmission du dossier d'appel, les frais de signification, les frais d'enregistrement et, le cas échéant, les frais d'expertise acceptée en preuve et les indemnités payables aux témoins assignés, calculées conformément au tarif établi dans le *Règlement sur les indemnités payables aux témoins assignés devant les cours de justice* (R.R.Q., 1981, c. C-25, r. 2) ainsi que, s'il y a lieu, les déboursés visés à l'article 151. Toutefois, lorsque le plaignant en première instance est une personne qui a porté plainte en vertu du deuxième alinéa de l'article 128,

le tribunal ne peut condamner cette partie aux déboursés que s'il a acquitté le professionnel sur chacun des chefs contenus dans la plainte et que la plainte était abusive, frivole ou manifestement mal fondée.

Sanctions. Dans le cas où le tribunal déclare l'intimé coupable alors que le conseil de discipline l'a acquitté, le tribunal peut imposer une ou plusieurs des sanctions prévues au premier alinéa de l'article 156, après avoir donné aux parties l'occasion de se faire entendre au sujet de la sanction. Le tribunal peut également décider de retourner le dossier au conseil de discipline pour que ce dernier impose une ou plusieurs des sanctions prévues à cet article. [1973, c. 43, art. 170; 1975, c. 80, art. 27; 1982, c. 16, art. 1; 1994, c. 40, art. 153; 2000, c. 13, art. 34; 2007, c. 35, art. 21; 2008, c. 11, art. 1]

176. Consignation de décision. Une décision du tribunal est consignée par écrit et signée par les juges qui l'ont rendue. Elle doit contenir, outre le dispositif, toute interdiction de divulgation, de publication ou de diffusion des renseignements ou des documents qu'elle indique et les motifs à l'appui. [1973, c. 43, art. 171; 1986, c. 95, art. 77; 1994, c. 40, art. 154; 2008, c. 11, art. 124]

177. Signification de décision. Dans les dix jours de la décision finale du tribunal, le greffier de la Cour du Québec du district où a siégé le tribunal fait signifier cette décision aux parties et au secrétaire du conseil de discipline conformément au *Code de procédure civile* (chapitre C-25).

Présomption. Toutefois, lorsque cette décision est rendue en présence d'une partie, elle est réputée être signifiée à cette partie conformément au premier alinéa dès le moment où elle est ainsi rendue.

Décision exécutoire. La décision finale du tribunal est exécutoire dès sa signification à l'intimé en première instance. [1973,

c. 43, art. 172; 1975, c. 80, art. 28; 1988, c. 21, art. 66; 2008, c. 11, art. 1]

177.0.1. Signification d'un avis. La partie qui a droit aux déboursés de l'appel en établit le mémoire et le fait signifier conformément au *Code de procédure civile* (chapitre C-25) à la partie qui les doit avec avis d'au moins cinq jours de la date à laquelle il sera présenté au greffier pour taxe; ce dernier peut requérir une preuve, par serment ou par témoins.

Révision de la taxe. La taxe peut être révisée par le tribunal dans les 30 jours, sur demande signifiée conformément au *Code de procédure civile* à la partie adverse. Cette demande de révision n'arrête ni ne suspend l'exécution de la décision. Le jugement du tribunal sur la taxation des déboursés est final et sans appel.

Taxation des déboursés. La taxation des déboursés établie par le greffier ou par le tribunal, à défaut de paiement volontaire, peut être homologuée par la Cour supérieure ou la Cour du Québec, suivant leur compétence selon le montant en cause, par simple dépôt de la taxation des déboursés au greffe de la cour et cette taxation des déboursés devient exécutoire comme un jugement de cette cour. [2000, c. 13, art. 35; 2008, c. 11, art. 125]

177.1. Rectification. Le tribunal peut rectifier une décision qu'il a rendue au motif qu'elle est entachée d'une erreur d'écriture ou de calcul ou de quelque autre erreur matérielle.

Rectification d'office. La rectification de la décision peut être faite d'office, tant que l'exécution n'en est pas commencée. Elle peut l'être sur requête d'une partie, signifiée aux autres conformément au *Code de procédure civile* (chapitre C-25), en tout temps.

Révision. Il peut également réviser toute décision qu'il a rendue pour les motifs suivants:

1° lorsqu'est découvert un fait nouveau qui, s'il avait été connu en temps utile, aurait pu justifier une décision différente ;

2° lorsqu'un vice de fond ou de procédure est de nature à invalider la décision ;

3° (*paragraphe abrogé*).

Requête en révision. La requête en révision doit être produite dans les 15 jours à compter, selon le cas, du jour où la partie a acquis connaissance de la décision ou du fait nouveau ou du vice de fond ou de procédure qui est de nature à invalider la décision. Ce délai est de rigueur ; néanmoins, le tribunal peut, sur demande, et pourvu qu'il ne se soit pas écoulé plus de six mois depuis la décision, relever des conséquences de son retard la partie qui démontre qu'elle a été, en fait, dans l'impossibilité d'agir plus tôt. [1988, c. 29, art. 47 ; 1994, c. 40, art. 155 ; 2000, c. 13, art. 36]

178. (Abrogé). [1974, c. 65, art. 29 ; 1988, c. 29, art. 48 ; 1994, c. 40, art. 156]

§ 6. *Publicité des décisions et rapports*

179. Décision transmise à l'Office. Chaque décision du conseil de discipline ou du Tribunal des professions siégeant en appel d'une décision de ce conseil est transmise par le secrétaire du conseil de discipline à l'Office dans les 45 jours de la décision. [1973, c. 43, art. 173 ; 1988, c. 29, art. 49 ; 1994, c. 40, art. 157 ; 2008, c. 11, art. 1]

180. Avis de radiation aux membres. Le secrétaire du conseil de discipline doit faire parvenir à chacun des membres de l'ordre auquel appartient un professionnel qui fait l'objet d'une radiation provisoire, temporaire ou permanente du tableau, dont le droit d'exercice est limité ou suspendu, ou dont le permis ou le certificat de spécialiste est révoqué, un avis de la décision définitive du conseil de discipline ou du Tribunal des professions, selon le cas, entraînant cette radiation, limitation,

suspension ou révocation et, le cas échéant, un avis d'une décision du conseil de discipline rectifiant une telle décision ou du tribunal rectifiant ou révisant une telle décision. Cet avis doit comprendre le nom du professionnel, le lieu de son domicile professionnel, le nom de l'ordre dont il est membre, sa spécialité le cas échéant, la date et la nature des faits qui lui sont reprochés, dans le cas d'une radiation provisoire ou d'une limitation provisoire du droit d'exercer des activités professionnelles, ou de l'infraction qu'il a commise ainsi que la date et un sommaire de la décision.

Publication. De plus, le secrétaire du conseil doit faire publier cet avis dans un journal circulant dans le lieu où le professionnel visé avait son domicile professionnel, lorsqu'il fait l'objet d'une radiation permanente, d'une limitation ou d'une suspension permanente de son droit d'exercice ou d'une révocation de son permis ou de son certificat de spécialiste. Il peut également faire publier un avis dans un journal circulant dans tout autre lieu où le professionnel a exercé ou pourrait exercer sa profession. Le secrétaire du conseil choisit le journal le plus susceptible d'être lu par la clientèle du professionnel.

Renouvellement de frais. L'ordre peut récupérer du professionnel visé les frais payés pour la publication des avis prévus au présent article. [1973, c. 43, art. 174 ; 1975, c. 80, art. 29 ; 1988, c. 29, art. 50 ; 1994, c. 40, art. 158 ; 2004, c. 15, art. 9 ; 2008, c. 11, art. 1, 126]

180.1. (Abrogé). [1988, c. 29, art. 50 ; 1994, c. 40, art. 159]

180.2. Publication. Les avis visés au premier alinéa de l'article 180 peuvent être publiés ou insérés dans une publication officielle ou régulière que l'ordre adresse à chaque membre. Lorsque ces avis sont publiés, ils doivent être présentés dans un espace délimité, sous un titre qui indique clairement qu'il s'agit d'une limitation ou d'une suspension du droit

d'exercice, d'une radiation ou d'une révocation, selon le cas. [1988, c. 29, art. 50; 1994, c. 40, art. 160; 2008, c. 11, art. 127]

181. Rapport annuel. Le secrétaire du conseil de discipline doit faire annuellement au Conseil d'administration de l'ordre un rapport sur les activités du conseil de discipline.

Contenu. Ce rapport doit indiquer notamment le nombre et la nature des plaintes reçues, le nombre de plaintes rejetées, le nombre et la nature des condamnations prononcées. [1973, c. 43, art. 175; 1994, c. 40, art. 161; 2008, c. 11, art. 1]

182. Diffusion des décisions. L'Office s'assure de la diffusion de certaines décisions rendues conformément à la présente section, sous réserve de toute ordonnance de non-divulgateur, de non-publication ou de non-diffusion de renseignements ou de documents rendue par le conseil de discipline ou le Tribunal des professions en vertu des articles 142 ou 173.

Nom de l'ordre. Toutefois, toute décision diffusée doit indiquer le nom de l'ordre intéressé. [1973, c. 43, art. 176; 1975, c. 80, art. 30; 1983, c. 54, art. 26; 1988, c. 29, art. 51; 1994, c. 40, art. 162; 2000, c. 13, art. 37; 2008, c. 11, art. 1, 128]

SECTION VIII

APPEL DE CERTAINES DÉCISIONS AUTRES QUE DISCIPLINAIRES

§ 1. Appel au Tribunal des professions

182.1. Décisions susceptibles d'appel. La présente section s'applique à l'appel au Tribunal des professions des décisions suivantes :

1° une décision du Conseil d'administration prise en vertu de l'article 45, de l'article 45.1, du troisième alinéa de l'article 45.3, de l'article 51, du deuxième alinéa de l'article 52, de l'article 52.1, du troisième alinéa de l'article

55, des articles 55.1 à 55.3, du deuxième alinéa de l'article 187, du deuxième alinéa de l'article 187.4, des deuxième ou troisième alinéas de l'article 187.9 ou de l'article 187.10.4 du présent code;

2° une décision du comité exécutif rendue en vertu de l'article 48 de la *Loi sur le Barreau* (chapitre B-1) ou visée au paragraphe 5° de l'article 70 de cette loi;

3° une décision du Conseil d'administration rendue en vertu de l'article 16 de la *Loi sur les ingénieurs* (chapitre I-9);

4° une décision du Conseil d'administration visée au deuxième alinéa du paragraphe 2° de l'article 27 de la *Loi sur les médecins vétérinaires* (chapitre M-8);

5° une décision du comité exécutif rendue en application de l'article 12 de la *Loi sur le notariat* (chapitre N-3).

Dispositions applicables. L'article 163, le quatrième alinéa de l'article 164, les articles 165, 168, 169, 170, 171, 173, 174, 176, 177.0.1 et les troisième et quatrième alinéas de l'article 177.1 s'appliquent à l'appel d'une décision visée par le premier alinéa. Toutefois, la référence à l'article 172 faite à l'article 163 devient une référence à l'article 182.5. [1994, c. 40, art. 163; 2000, c. 13, art. 38; 2000, c. 44, art. 100; 2004, c. 15, art. 10; 2008, c. 11, art. 1, 129; 2007, c. 42, art. 1 (inopérant); 2009, c. 35, art. 18]

182.2. Énoncé de motifs. Tout appel d'une décision visée au premier alinéa de l'article 182.1 est interjeté par requête signifiée au secrétaire du Conseil d'administration ou du comité exécutif, selon le cas, conformément au *Code de procédure civile* (chapitre C-25). Cette requête, qui doit contenir un énoncé détaillé des motifs d'appel, doit être produite au greffe de la Cour du Québec, dans le district judiciaire où l'appelant a son domicile professionnel dans les 30 jours de la signification de la décision. Lorsque l'appelant n'est pas membre

de l'ordre, la requête doit être produite dans le même délai au greffe de la Cour du Québec, dans le district judiciaire où l'appelant a son domicile.

Transmission du dossier. Dans les 30 jours de la réception de l'avis d'appel, le secrétaire du Conseil d'administration ou du comité exécutif, selon le cas, transmet l'original et trois exemplaires du dossier au greffier de la Cour du Québec et un exemplaire à chacune des parties.

Ordonnance d'examen médical. Le dossier relatif à l'appel d'une décision prise en vertu de l'article 51 ou de l'article 52.1 du présent code comprend, notamment, la décision ordonnant l'examen médical, le rapport de l'examen médical, le cas échéant, la décision prise en vertu de cet article ainsi que la requête en appel. Le dossier relatif à l'appel d'une décision prise en vertu du deuxième alinéa de l'article 52 du présent code comprend, notamment, la décision de limitation ou de suspension du droit d'exercice ou de radiation, la demande écrite visant à reprendre le plein droit d'exercice ou à être inscrit au tableau, le rapport de l'examen médical, la décision prise en vertu de cet article ainsi que la requête en appel.

Contenu du dossier. Le dossier relatif à l'appel d'une décision prise en vertu de l'article 45, de l'article 45.1, de l'article 55.1 ou de l'article 55.2 du présent code comprend, notamment, la décision prise en vertu de cet article, la décision judiciaire ou disciplinaire visée à cet article, l'avis motivé du Conseil d'administration à l'effet que l'infraction commise a un lien avec l'exercice de la profession ainsi que la requête en appel.

Décision du comité exécutif. Le dossier relatif à l'appel d'une décision rendue en vertu de l'article 48 de la *Loi sur le Barreau* (chapitre B-1) comprend, notamment, la décision du comité, le dossier et la décision du comité exécutif ainsi que la requête en appel. Le

dossier relatif à l'appel d'une décision visée au paragraphe 5° de l'article 70 de la *Loi sur le Barreau* ou à l'article 12 de la *Loi sur le notariat* (chapitre N-3) comprend, notamment, le dossier et la décision du comité exécutif ainsi que la requête en appel.

Décision du Conseil d'administration. Le dossier relatif à l'appel d'une décision rendue en vertu du troisième alinéa de l'article 45.3, du troisième alinéa de l'article 55, de l'article 55.3, du deuxième alinéa de l'article 187, du deuxième alinéa de l'article 187.4, des deuxième ou troisième alinéas de l'article 187.9 ou de l'article 187.10.4, en vertu de l'article 16 de la *Loi sur les ingénieurs* (chapitre I-9) ou visée au deuxième alinéa du paragraphe 2° de l'article 27 de la *Loi sur les médecins vétérinaires* (chapitre M-8) comprend, notamment, le dossier et la décision du Conseil d'administration ainsi que la requête en appel.

Discrétion du tribunal. Le tribunal peut :

1° sur requête du secrétaire du Conseil d'administration ou du comité exécutif, selon le cas, prolonger le délai prévu au deuxième alinéa ;

2° sur requête d'une partie, permettre que certains éléments du dossier ne soient pas reproduits dans les exemplaires qui doivent être transmis conformément au deuxième alinéa. [1994, c. 40, art. 163 ; 2000, c. 13, art. 39 ; 2000, c. 44, art. 101 ; 2004, c. 15, art. 11 ; 2008, c. 11, art. 1, 130 ; 2007, c. 42, art. 2]

182.3. Effet de l'appel. L'appel suspend l'exécution de la décision, à moins que le tribunal n'en ordonne l'exécution provisoire.

Décisions exécutoires. Toutefois, la décision refusant l'inscription au tableau, la décision rendue en application du premier alinéa de l'article 51, de l'article 52.1, du premier alinéa de l'article 55.1, des articles 55.2 ou 55.3, et celle rendue en vertu de l'article 48 de la *Loi sur le Barreau* (chapitre B-1) sont

exécutoires nonobstant l'appel, à moins que le tribunal n'en ordonne autrement. [1994, c. 40, art. 163; 2000, c. 13, art. 40; 2004, c. 15, art. 12; 2008, c. 11, art. 131]

182.4. Mémoire des prétentions. Dans les 30 jours de la réception de son exemplaire du dossier, l'appelant doit produire, au greffe de la Cour du Québec, l'original et trois exemplaires d'un mémoire exposant ses prétentions et en remettre un exemplaire à l'autre partie. Cette dernière doit, dans les 30 jours de la réception de son exemplaire du mémoire, déposer au greffe de cette cour l'original et trois exemplaires de son propre mémoire et en remettre un exemplaire à l'appelant.

Rejet de l'appel. Si l'appelant ne produit pas son mémoire dans le délai fixé, l'appel peut être rejeté; si c'est l'autre partie qui est en défaut, le tribunal peut refuser de l'entendre. [1994, c. 40, art. 163]

182.5. Lieu des séances. Le tribunal siège dans le district judiciaire de Québec ou de Montréal, selon que le district judiciaire où le professionnel a son domicile professionnel ou que le district où l'appelant qui n'est pas membre d'un ordre a son domicile relève de la juridiction d'appel de Québec ou de Montréal en vertu de l'article 30 du *Code de procédure civile* (chapitre C-25).

Audition de l'appel. Toutefois, sur requête d'une partie signifiée aux autres conformément au *Code de procédure civile*, le tribunal peut décider que l'appel sera entendu dans le district judiciaire où le professionnel a son domicile professionnel ou, selon le cas, dans le district judiciaire où l'appelant qui n'est pas membre d'un ordre a son domicile. Cette requête peut être présentée dans tout district visé au présent article. L'audition doit avoir lieu dans le district où la requête a été présentée. [1994, c. 40, art. 163; 2000, c. 13, art. 41; 2008, c. 11, art. 132]

182.6. Décision. Le tribunal peut confirmer, modifier ou infirmer toute décision qui lui est soumise et rendre la décision qui, à son jugement, aurait dû être rendue en premier lieu.

Déboursés. Le tribunal possède le pouvoir de condamner l'une ou l'autre des parties aux déboursés ou de les répartir entre elles. Les déboursés sont ceux relatifs à l'audition et comprennent les frais de confection et de transmission du dossier d'appel, les frais de signification, les frais d'enregistrement et, le cas échéant, les frais d'expertise acceptée en preuve et les indemnités payables aux témoins assignés, calculées conformément au tarif établi dans le *Règlement sur les indemnités payables aux témoins assignés devant les cours de justice* (R.R.Q., 1981, c. C-25, r. 2). [1994, c. 40, art. 163; 2000, c. 13, art. 42]

182.7. Signification de la décision. Dans les 10 jours de la décision finale du tribunal, le greffier de la Cour du Québec du district judiciaire où a siégé le tribunal fait signifier cette décision à l'appelant et au secrétaire du Conseil d'administration ou du comité exécutif, selon le cas, conformément au *Code de procédure civile* (chapitre C-25).

Présomption. Toutefois, lorsque cette décision est rendue en présence d'une partie, elle est réputée être signifiée à cette partie conformément au premier alinéa dès le moment où elle est ainsi rendue.

Décision exécutoire. La décision finale du tribunal est exécutoire dès sa signification à l'appelant. [1994, c. 40, art. 163; 2008, c. 11, art. 1]

182.8. Rectification. Le tribunal peut rectifier une décision qu'il a rendue au motif qu'elle est entachée d'une erreur d'écriture ou de calcul ou de quelque autre erreur matérielle.

Rectification d'office. La rectification de la décision peut être faite d'office, tant que l'exécution n'en est pas commencée. Elle peut l'être sur requête de l'appelant ou du Conseil

d'administration ou du comité exécutif, selon le cas, signifiée conformément au *Code de procédure civile* (chapitre C-25), en tout temps. [1994, c. 40, art. 163 ; 2008, c. 11, art. 1]

§ 2. Publicité des décisions

182.9. Avis de radiation, limitation ou suspension. Le secrétaire de l'ordre doit faire parvenir à chacun des membres de l'ordre auquel appartient un professionnel qui est radié du tableau, dont le permis ou le certificat de spécialiste est révoqué ou dont le droit d'exercice est limité ou suspendu, un avis de la décision définitive du Conseil d'administration ou du Tribunal des professions, selon le cas, entraînant cette radiation, cette révocation ou cette limitation ou suspension et, le cas échéant, un avis d'une décision du tribunal rectifiant ou révisant une telle décision. Il peut aussi faire publier un avis dans un journal circulant dans le lieu où le professionnel a son domicile professionnel et dans tout autre lieu où le professionnel a exercé ou pourrait exercer sa profession. Le secrétaire choisit le journal le plus susceptible d'être lu par la clientèle du professionnel. L'avis doit comprendre le nom de ce professionnel, le lieu de son domicile professionnel, le nom de l'ordre dont il est membre, sa spécialité, le cas échéant, ainsi que la date et un sommaire de la décision.

Transmission à l'Office. De plus, le secrétaire de l'ordre doit transmettre à l'Office chaque décision définitive du Conseil d'administration ou du Tribunal des professions, selon le cas, entraînant une radiation permanente ou une limitation ou une suspension permanente du droit d'exercice, et, le cas échéant, toute décision du tribunal rectifiant ou révisant une telle décision.

Publication d'un avis. Un avis visé au premier alinéa peut être publié ou inséré dans une publication officielle ou régulière que l'ordre adresse à chaque membre. Lorsque l'avis est publié, il doit être présenté dans un

espace délimité sous un titre qui indique clairement qu'il s'agit d'une limitation ou d'une suspension du droit d'exercice, d'une radiation ou d'une révocation, selon le cas.

Recouvrement de frais. L'ordre peut récupérer du professionnel visé les frais payés pour la publication des avis prévus au présent article. [1994, c. 40, art. 163 ; 2008, c. 11, art. 1, 133]

182.10. (Abrogé). [1994, c. 40, art. 163 ; 2000, c. 13, art. 43]

CHAPITRE V RÈGLEMENTATION

183. Règlement du gouvernement. Le gouvernement peut, par règlement et après avoir reçu la recommandation de l'Office faite en application des paragraphes 2° ou 4° du troisième alinéa de l'article 12, adopter un règlement ou des modifications à un règlement que le Conseil d'administration fait défaut d'adopter. [1973, c. 43, art. 177 ; 1988, c. 29, art. 52 ; 1994, c. 40, art. 164 ; 2008, c. 11, art. 1]

183.1. Titres et abréviations. Le gouvernement peut, par règlement, établir une liste de titres, d'abréviations de ces titres ou d'initiales qui, lorsqu'une personne les utilise ou se les attribue sans être membre d'un ordre professionnel qu'il indique dans ce règlement, peuvent laisser croire qu'elle est membre de cet ordre ou qu'elle exerce une activité professionnelle réservée aux membres de cet ordre.

Membre d'un ordre professionnel. Le gouvernement peut également, par règlement, établir une liste de mots ou d'expressions qui, associés au nom d'une personne qui n'est pas membre d'un ordre professionnel qu'il indique dans ce règlement, peuvent laisser croire qu'elle est membre de cet ordre ou qu'elle exerce une activité professionnelle réservée aux membres de cet ordre. [1994, c. 40, art. 164]

184. *Diplômes requis.* Le gouvernement peut, par règlement et après avoir obtenu l'avis de l'Office, donné conformément au paragraphe 7° du troisième alinéa de l'article 12, et celui de l'ordre intéressé, déterminer les diplômes délivrés par les établissements d'enseignement qu'il indique qui donnent ouverture à un permis ou à un certificat de spécialiste.

Élaboration des programmes d'études.

Le gouvernement peut, également, par règlement et après avoir consulté l'Office ainsi que les personnes et organismes mentionnés au paragraphe 7° du troisième alinéa de l'article 12, fixer les modalités de la collaboration de l'ordre intéressé avec les autorités des établissements d'enseignement du Québec visés dans un règlement pris en application du premier alinéa, notamment dans l'élaboration et la révision des programmes d'études conduisant à l'obtention d'un diplôme donnant ouverture à un permis ou à un certificat de spécialiste, des normes que le Conseil d'administration doit fixer par règlement pris en application du paragraphe c de l'article 93 et, le cas échéant, des autres conditions et modalités que le Conseil d'administration peut déterminer par règlement pris en application du paragraphe i de l'article 94, ainsi que des normes d'équivalence de ces conditions et modalités que le Conseil d'administration peut fixer en vertu de ce règlement. [1973, c. 43, art. 178; 1975, c. 80, art. 31; 1988, c. 29, art. 53; 1993, c. 26, art. 24; 1994, c. 40, art. 164; 2008, c. 11, art. 1]

184.1. *Norme obligatoire.* Le gouvernement peut, dans un règlement qu'il est habilité à prendre en vertu du présent code ou d'une loi constituant un ordre professionnel, rendre obligatoire une norme élaborée par un gouvernement ou par un organisme. Il peut prévoir que le renvoi qu'il fait à une telle norme comprend toute modification ultérieure qui y est apportée. [1994, c. 40, art. 164]

184.2. *Règles de pratique.* Le Tribunal des professions peut adopter les règles de pratique

jugées nécessaires à la bonne exécution des articles 162 à 177.1 et 182.1 à 182.8 du présent code. Ces règles doivent être soumises au gouvernement qui peut les approuver avec ou sans modification. [1994, c. 40, art. 164]

184.3. *Pouvoirs.* L'Office peut, par règlement et après consultation des présidents et des présidents suppléants des conseils de discipline et du Conseil interprofessionnel :

1° adopter des règles de pratique applicables à la conduite des plaintes soumises aux conseils de discipline;

2° adopter un code de déontologie applicable aux présidents, aux présidents suppléants et aux autres membres des conseils de discipline et prévoir la procédure à suivre, déterminer les instances chargées d'assurer l'application du code et prévoir les sanctions possibles en cas de manquement à ce code. [2008, c. 11, art. 134]

CHAPITRE VI

PERMIS DE RADIOLOGIE

185. *Permis obligatoire pour certains professionnels.* À l'exception d'un médecin, d'un médecin vétérinaire ou d'un dentiste agissant conformément aux lois et aux règlements qui les régissent, nul professionnel ne peut faire de radiologie sur les êtres vivants sans être titulaire d'un permis visé à l'article 186. [1973, c. 43, art. 179; 1997, c. 43, art. 875]

186. *Normes de délivrance.* L'Office fixe, par règlement, les normes de délivrance et de détention des permis habilitant à faire de la radiologie. À ces fins, l'Office doit s'adjoindre le concours d'experts comprenant notamment des représentants des professions intéressées. [1973, c. 43, art. 180; 1988, c. 29, art. 54]

187. *Demande au Conseil d'administration.* Un professionnel qui désire obtenir un permis visé à l'article 186 en fait la demande au Conseil d'administration de l'ordre dont il

est membre. Le Conseil d'administration de cet ordre délivre le permis, dans le cadre des normes de l'Office, si le professionnel remplit les conditions prescrites par ces normes.

Suspension. Un permis peut être suspendu ou révoqué, dans le cadre des normes de l'Office, par le Conseil d'administration qui l'a délivré. Une décision prise en vertu du présent alinéa peut être portée en appel devant le Tribunal des professions suivant les dispositions de la section VIII du chapitre IV. [1973, c. 43, art. 181; 1994, c. 40, art. 165; 2000, c. 13, art. 44; 2008, c. 11, art. 1]

CHAPITRE VI.1

PERMIS DE PSYCHOTHÉRAPEUTE

187.1. Interdiction. Nul ne peut utiliser le titre de psychothérapeute ni un titre ou une abréviation pouvant laisser croire qu'il l'est, s'il n'est membre d'un ordre professionnel et titulaire d'un permis valide à cette fin et délivré conformément aux normes visées au présent chapitre. [1998, c. 18, art. 3]

187.2. Permis. L'Office détermine, par règlement, quels ordres professionnels peuvent délivrer le permis de psychothérapeute.

Normes. L'Office fixe, en outre, par règlement, les normes de délivrance d'un permis de psychothérapeute. À cette fin, il peut établir des normes ou des catégories de normes pouvant varier selon chaque ordre professionnel déterminé en vertu du premier alinéa. [1998, c. 18, art. 3]

187.3. Formation. Le Conseil d'administration d'un ordre professionnel visé au premier alinéa de l'article 187.2 peut, par règlement, fixer des normes d'équivalence de la formation prévue par les normes fixées par l'Office en vertu de cet article. [1998, c. 18, art. 3; 2008, c. 11, art. 1]

187.4. Demande. Pour obtenir un permis de psychothérapeute, une personne en fait la de-

mande au Conseil d'administration d'un ordre visé au premier alinéa de l'article 187.2. Le Conseil d'administration de cet ordre délivre le permis à cette personne si elle satisfait aux conditions prescrites par les normes établies à cette fin conformément au présent chapitre.

Suspension ou révocation. Un permis peut être suspendu ou révoqué par le Conseil d'administration qui l'a délivré. Une décision prise en vertu du présent alinéa peut être portée en appel devant le Tribunal des professions suivant les dispositions de la section VIII du chapitre IV. [1998, c. 18, art. 3; 2008, c. 11, art. 1]

187.5. Mesures transitoires. Dans l'exercice du pouvoir de réglementation conféré en vertu de l'article 187.2, l'Office est autorisé à prendre des mesures transitoires applicables au cours des six premières années suivant l'entrée en vigueur du présent article. [1998, c. 18, art. 3]

CHAPITRE VI.2

PERMIS DE DIRECTORAT D'UN LABORATOIRE DE PROTHÈSES DENTAIRES

187.6. Obligation d'être titulaire d'un permis. Nul ne peut exploiter un laboratoire aménagé pour y fabriquer ou y réparer des prothèses dentaires à moins que ces activités ne soient dirigées par une personne qui est titulaire d'un permis de directorat d'un laboratoire de prothèses dentaires. [2000, c. 13, art. 45]

187.7. Normes. L'Office fixe, par règlement, des normes concernant :

1° la délivrance et la détention du permis requis pour diriger les activités d'un laboratoire de prothèses dentaires;

2° l'exploitation d'un laboratoire aménagé pour y fabriquer ou y réparer des prothèses dentaires. [2000, c. 13, art. 45]

187.8. Demande de permis. Un membre de l'Ordre professionnel des denturologistes du Québec ou de l'Ordre professionnel des techniciens et techniciennes dentaires du Québec qui désire obtenir un permis visé à l'article 187.6 doit transmettre par écrit une demande au secrétaire de l'ordre professionnel dont il est membre.

Demande de permis. Toute autre personne qui dirige les activités d'un laboratoire aménagé pour y fabriquer ou y réparer des prothèses dentaires le 11 novembre 1999 peut obtenir un permis visé à l'article 187.6 si elle transmet par écrit une demande au secrétaire de l'Ordre professionnel des techniciens et techniciennes dentaires du Québec au plus tard le 10 octobre 2000. [2000, c. 13, art. 45]

187.9. Délivrance de permis. Le Conseil d'administration d'un ordre professionnel visé au premier alinéa de l'article 187.8 délivre un permis à toute personne qui satisfait aux normes fixées par l'Office et qui acquitte les droits que le Conseil d'administration fixe.

Appel. Une décision refusant un permis à une personne qui en a fait la demande en vertu du deuxième alinéa de l'article 187.8 peut être portée en appel devant le Tribunal des professions suivant les dispositions de la section VIII du chapitre IV.

Suspension de permis. Conformément aux normes fixées par l'Office, un permis peut être suspendu ou révoqué en tout temps par le Conseil d'administration de l'ordre professionnel qui l'a délivré. Une décision prise en vertu du présent alinéa peut être portée en appel devant le Tribunal des professions suivant les dispositions de la section VIII du chapitre IV. [2000, c. 13, art. 45; 2008, c. 11, art. 1, 135]

187.10. Dispositions non applicables. Le présent chapitre ne s'applique pas à un membre de l'Ordre professionnel des dentistes du Québec ou de l'Ordre professionnel des denturologistes du Québec lorsque ce membre

fabrique ou répare une prothèse dentaire pour le compte d'une personne physique recourant directement à ses services dans le cadre de l'exercice de sa profession. [2000, c. 13, art. 45]

CHAPITRE VI.2.1

PERMIS DE COMPTABILITÉ PUBLIQUE

187.10.1. Exercice exclusif. À l'exception du comptable agréé, nul ne peut exercer la comptabilité publique au sens de l'article 19 de la *Loi sur les comptables agréés* (chapitre C-48), ni utiliser le titre d'auditeur ou d'auditrice ou un titre ou une abréviation pouvant laisser croire qu'il l'est, s'il n'est membre de l'Ordre professionnel des comptables généraux accrédités du Québec ou de l'Ordre professionnel des comptables en management accrédités du Québec et s'il n'est titulaire d'un permis de comptabilité publique. Toutefois, le membre de l'Ordre professionnel des comptables généraux accrédités du Québec ou de l'Ordre professionnel des comptables en management accrédités du Québec peut, sans être titulaire de ce permis, effectuer une mission de compilation qui n'est pas destinée exclusivement à des fins d'administration interne.

Titre d'auditeur. Le comptable agréé, qui exerce la comptabilité publique à l'exception de la mission de compilation qui n'est pas destinée exclusivement à des fins d'administration interne, ainsi que le comptable général licencié et le comptable en management accrédité, qui sont titulaires d'un permis de comptabilité publique, doivent utiliser le titre d'auditeur ou d'auditrice.

Exception. Le présent article ne s'applique pas aux actes posés par les personnes visées au deuxième alinéa de l'article 24 de la *Loi sur les comptables agréés*. [2007, c. 42, art. 3; 2009, c. 35, art. 21, 76]

187.10.2. Règlement sur les permis. Le Conseil d'administration de l'Ordre professionnel

des comptables généraux accrédités du Québec et de l'Ordre professionnel des comptables en management accrédités du Québec doivent fixer respectivement, par règlement, les normes de délivrance et de détention du permis de comptabilité publique applicables à leurs membres.

Règlement sur la formation. Le Conseil d'administration de l'Ordre professionnel des comptables agréés du Québec, de l'Ordre professionnel des comptables généraux accrédités du Québec et de l'Ordre professionnel des comptables en management accrédités du Québec doivent fixer respectivement, par règlement, les activités de formation continue que le comptable agréé qui exerce la comptabilité publique à l'exception de la mission de compilation qui n'est pas destinée exclusivement à des fins d'administration interne ou que le titulaire d'un permis de comptabilité publique doit suivre, les sanctions du défaut de les suivre et, le cas échéant, les cas de dispense.

Consultation. Avant d'adopter un règlement visé au présent article, le Conseil d'administration de l'ordre doit consulter les autres ordres visés. [2008, c. 11, art. 1; 2007, c. 42, art. 3; 2009, c. 35, art. 22, 76]

187.10.2.1. Le Conseil d'administration de l'Ordre professionnel des comptables agréés du Québec, de l'Ordre professionnel des comptables généraux accrédités du Québec et de l'Ordre professionnel des comptables en management accrédités du Québec déterminent respectivement, par règlement, les conditions d'utilisation du titre d'auditeur et d'auditrice. [2009, c. 35, art. 23]

187.10.3. Demande au Conseil d'administration. Pour obtenir un permis de comptabilité publique, le membre de l'Ordre professionnel des comptables généraux accrédités du Québec ou de l'Ordre professionnel des comptables en management accrédités du Québec en fait la demande au Conseil d'administration de l'ordre professionnel dont il est membre. Le Conseil

d'administration de cet ordre délivre le permis au membre qui satisfait aux normes établies à cette fin. [2008, c. 11, art. 1; 2007, c. 42, art. 3; 2009, c. 35, art. 76]

187.10.4. Suspension du permis. À défaut pour le titulaire du permis de respecter les dispositions du présent chapitre ainsi que les normes de délivrance et de détention du permis de comptabilité publique et les conditions d'utilisation du titre d'auditeur ou d'auditrice, le Conseil d'administration de l'Ordre professionnel des comptables généraux accrédités du Québec ou de l'Ordre professionnel des comptables en management accrédités du Québec peut suspendre ou révoquer le permis qu'il a délivré. Une décision prise en vertu du présent article peut être portée en appel devant le Tribunal des professions suivant les dispositions de la section VIII du chapitre IV. [2008, c. 11, art. 1; 2007, c. 42, art. 3; 2009, c. 35, art. 24, 76]

187.10.5. Entente. Le Conseil d'administration de l'Ordre professionnel des comptables généraux accrédités du Québec et le Conseil d'administration de l'Ordre professionnel des comptables en management accrédités du Québec peuvent conclure une entente avec les organismes suivants qui exercent des fonctions complémentaires de protection du public : l'Autorité des marchés financiers et le Conseil canadien sur la reddition de comptes constitué en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes* (S.R.C. 1970, ch. C-32). La durée d'une telle entente ne peut excéder cinq ans.

Dérogation. L'entente peut, dans la mesure requise pour sa mise en œuvre, déroger aux lois et règlements qui régissent l'Ordre professionnel des comptables généraux accrédités du Québec ou l'Ordre professionnel des comptables en management accrédités du Québec à l'égard de la confidentialité des renseignements qu'il détient. Elle doit prévoir la nature et l'étendue des renseignements

que l'ordre professionnel et l'organisme pourront échanger sur l'inspection, la discipline ou toute enquête entreprise par l'organisme ou par l'ordre professionnel qui concerne un professionnel ou une société de professionnels regroupant des membres de l'ordre professionnel, préciser les fins de cet échange, les conditions de confidentialité, notamment celles portant sur le secret professionnel, qui doivent être respectées et établir l'usage qui peut être fait des renseignements ainsi obtenus.

Renseignements. Les renseignements qui peuvent être communiqués dans le cadre de l'entente doivent être nécessaires à l'exercice des fonctions de la partie qui les reçoit.

Confidentialité. Les renseignements transmis par l'Ordre professionnel des comptables généraux accrédités du Québec ou l'Ordre professionnel des comptables en management accrédités du Québec en application de l'entente doivent recevoir, auprès de l'organisme qui les reçoit, la même confidentialité que s'ils avaient été obtenus ou étaient détenus par l'ordre professionnel dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont accordés par le présent code. Toutefois, cette obligation n'a pas pour objet de restreindre les pouvoirs conférés en matière de communication de renseignements par une loi du Québec à l'Autorité des marchés financiers.

Publication. L'entente est publiée à la *Gazette officielle du Québec*. À l'expiration d'un délai d'au moins 45 jours de cette publication, elle est soumise, avec ou sans modification, à l'approbation du gouvernement. L'entente entre en vigueur après cette approbation, à la date où elle est publiée de nouveau à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'elle indique.

Rapport. L'Ordre professionnel des comptables généraux accrédités du Québec et l'Ordre professionnel des comptables en management accrédités du Québec font état, dans le rapport qu'ils doivent produire en applica-

tion de l'article 104, de la mise en application des ententes qu'ils ont conclues. [2008, c. 7, art. 53; 2008, c. 11, art. 1; 2009, c. 35, art. 76]

187.10.6. Autorisation. Tant que l'entente visée à l'article 187.10.5 est en vigueur, un membre de l'Ordre professionnel des comptables généraux accrédités du Québec ou de l'Ordre professionnel des comptables en management accrédités du Québec est autorisé, malgré l'existence du secret professionnel auquel il est tenu, à fournir, dans la mesure prévue à l'entente conclue par l'ordre professionnel dont il est membre, à un représentant de cet organisme qui agit dans le cadre de ses activités au Québec les renseignements relatifs à ses activités professionnelles ou à ses clients.

Confidentialité. Les renseignements transmis par un membre de l'Ordre professionnel des comptables généraux accrédités du Québec ou de l'Ordre professionnel des comptables en management accrédités du Québec en application de l'entente doivent recevoir, auprès de l'organisme qui les reçoit, la même confidentialité que s'ils avaient été obtenus ou étaient détenus par l'ordre professionnel dont il est membre, dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont accordés par le présent code. Toutefois, cette obligation n'a pas pour objet de restreindre les pouvoirs conférés en matière de communication de renseignements par une loi du Québec à l'Autorité des marchés financiers. [2008, c. 7, art. 53; 2009, c. 35, art. 76]

187.10.7. Immunité. L'organisme qui a conclu une entente visée à l'article 187.10.5 de même que l'un de ses administrateurs ou représentants ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions au Québec et sur la foi de renseignements obtenus conformément à l'entente, à moins qu'une loi du Québec concernant l'organisme n'en dispose autrement. [2008, c. 7, art. 53]

CHAPITRE VI.3
EXERCICE DES ACTIVITÉS
PROFESSIONNELLES AU SEIN D'UNE
SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF À
RESPONSABILITÉ LIMITÉE OU D'UNE
SOCIÉTÉ PAR ACTIONS

187.11. Conditions. Les membres d'un ordre peuvent exercer leurs activités professionnelles au sein d'une société en nom collectif à responsabilité limitée ou d'une société par actions constituée à cette fin si les conditions suivantes sont réunies :

1^o le Conseil d'administration de l'ordre autorise, par règlement pris en application du paragraphe *p* de l'article 94, les membres de l'ordre à exercer leurs activités professionnelles au sein d'une telle société et détermine, s'il y a lieu, les conditions et modalités ainsi que les restrictions suivant lesquelles ces activités peuvent être exercées ;

2^o les membres de l'ordre qui exercent leurs activités professionnelles au sein d'une telle société fournissent et maintiennent, pour cette société, une garantie contre leur responsabilité professionnelle conforme aux exigences prescrites dans un règlement pris par le Conseil d'administration de l'ordre en application du paragraphe *g* de l'article 93 ;

3^o les membres de l'ordre qui exercent leurs activités professionnelles au sein d'une telle société le déclarent à l'ordre conformément aux conditions et modalités prévues par règlement pris par le Conseil d'administration en application du paragraphe *h* de l'article 93. [2001, c. 34, art. 9 ; 2008, c. 11, art. 1]

187.12. Règles applicables. Sous réserve des dispositions du présent chapitre, la société en nom collectif à responsabilité limitée obéit aux règles de la société en nom collectif édictées par le *Code civil du Québec* (L.Q. 1991, c. 64). [2001, c. 34, art. 9]

187.13. Dénomination sociale. Les membres d'un ordre qui exercent leurs activités professionnelles au sein d'une société en nom collectif à responsabilité limitée doivent inscrire dans la dénomination sociale de la société l'expression « société en nom collectif à responsabilité limitée » ou le sigle « S.E.N.C.R.L. ». [2001, c. 34, art. 9]

187.14. Société en nom collectif à responsabilité limitée. Le membre d'un ordre qui exerce ses activités professionnelles au sein d'une société en nom collectif à responsabilité limitée n'est pas personnellement responsable des obligations de la société ou d'un autre professionnel, découlant des fautes commises par ce dernier, son préposé ou son mandataire dans l'exercice de leurs activités professionnelles au sein de la société. [2001, c. 34, art. 9 ; 2008, c. 11, art. 136]

187.15. Contrat écrit. Les membres d'un ordre qui choisissent de former, pour l'exercice de leurs activités professionnelles, une société en nom collectif à responsabilité limitée ou de continuer une société en nom collectif en société en nom collectif à responsabilité limitée doivent le stipuler expressément dans un contrat écrit.

Contrat écrit. De même, lorsqu'une société en nom collectif cesse d'être à responsabilité limitée, ce changement doit être stipulé expressément dans un contrat écrit. [2001, c. 34, art. 9]

187.16. Transferts des droits et obligations. Tous les droits et obligations de la société en nom collectif, tels qu'ils existaient avant la continuation en société en nom collectif à responsabilité limitée, passent à la société ainsi continuée et toutes les personnes qui étaient associées immédiatement avant la continuation demeurent responsables des obligations de la société en nom collectif, conformément à l'article 2221 du *Code civil du Québec* (L.Q. 1991, c. 64). [2001, c. 34, art. 9]

187.17. Société par actions. Le membre d'un ordre qui exerce ses activités professionnelles au sein d'une société par actions n'est pas personnellement responsable des obligations de la société ou d'un autre professionnel, découlant des fautes commises par ce dernier, son préposé ou son mandataire dans l'exercice de leurs activités professionnelles au sein de la société. [2001, c. 34, art. 9 ; 2008, c. 11, art. 136]

187.18. Aide ou manquement à la loi. Un administrateur, un dirigeant ou un représentant d'une société par actions ne peut aider ou, par un encouragement, un conseil, un consentement, une autorisation ou un ordre, amener un membre d'un ordre qui exerce ses activités professionnelles au sein de cette société à ne pas respecter les dispositions du présent code, de la loi constituant l'ordre dont le professionnel est membre et des règlements adoptés conformément au présent code ou à cette loi. [2001, c. 34, art. 9]

187.19. Justification au manquement. Un membre d'un ordre ne peut invoquer des décisions ou des actes de la société par actions au sein de laquelle il exerce ses activités professionnelles pour justifier un manquement à une disposition du présent code, de la loi constituant l'ordre dont il est membre ou des règlements adoptés conformément au présent code ou à cette loi. [2001, c. 34, art. 9]

187.20. Constitution sous une loi étrangère. Les membres d'un ordre peuvent exercer au Québec leurs activités professionnelles au sein d'une société en nom collectif à responsabilité limitée ou d'une société par actions constituée en vertu d'une loi autre qu'une loi du Québec si les conditions prévues à l'article 187.11 sont réunies à leur égard et si, s'agissant d'une société en nom collectif à responsabilité limitée, ils se conforment aux dispositions de l'article 187.13 dans l'exercice de leurs activités professionnelles au Québec.

Responsabilité personnelle. La responsabilité personnelle des membres d'une telle

société, y compris celle relative aux obligations de la société ou d'un autre professionnel qui en est membre, demeure régie par les lois du Québec pour tout ce qui concerne les activités professionnelles qu'ils exercent au Québec, comme si la société avait été constituée sous le régime du présent code. [2001, c. 34, art. 9]

CHAPITRE VII

DISPOSITIONS PÉNALES

188. Infractions et peines. Toute personne qui contrevient à l'une des dispositions du présent code, de la loi, des lettres patentes constituant un ordre ou d'un décret de fusion ou d'intégration commet une infraction et est passible d'une amende d'au moins 1 500 \$ et d'au plus 20 000 \$ ou, dans le cas d'une personne morale, d'au moins 3 000 \$ et d'au plus 40 000 \$.

Récidive. En cas de récidive, le minimum et le maximum de l'amende sont portés au double. [1973, c. 43, art. 182 ; 1988, c. 29, art. 55 ; 1990, c. 4, art. 226 ; 1994, c. 40, art. 166 ; 1998, c. 14, art. 8 ; 2007, c. 25, art. 2]

188.1. Infraction et peine. Commet une infraction et est passible, pour chaque infraction, de l'amende prévue à l'article 188, quiconque sciemment :

1° n'étant pas membre d'un ordre professionnel, se laisse annoncer ou désigner par un titre, par une abréviation de ce titre ou par des initiales, réservés aux membres d'un tel ordre, ou par un titre, une abréviation ou des initiales pouvant laisser croire qu'il l'est ;

2° annonce ou désigne une personne qui n'est pas membre d'un ordre professionnel par un titre, par une abréviation de ce titre ou par des initiales, réservés aux membres d'un tel ordre, ou par un titre, une abréviation ou des initiales pouvant laisser croire qu'elle l'est ;

3° amène, par une autorisation, un conseil, un ordre ou un encouragement, mais autre-

ment que par le fait de solliciter ou de recevoir des services professionnels d'une personne qui n'est pas membre d'un ordre professionnel dont les membres exercent une profession d'exercice exclusif ou une activité professionnelle réservée en vertu de l'article 37.1, une personne qui n'est pas membre d'un tel ordre :

a) à exercer une activité professionnelle réservée aux membres d'un tel ordre ;

b) à utiliser un titre ou une abréviation de ce titre, réservés aux membres d'un tel ordre, ou un titre ou une abréviation pouvant laisser croire qu'elle l'est ;

c) à s'attribuer des initiales réservées aux membres d'un tel ordre ou des initiales pouvant laisser croire qu'elle en est membre ;

4° amène, par une autorisation, un conseil, un ordre ou un encouragement, mais autrement que par le fait de solliciter ou de recevoir des services professionnels d'une personne qui n'est pas membre d'un ordre professionnel dont les membres exercent une profession à titre réservé, une personne qui n'est pas membre d'un tel ordre :

a) à utiliser un titre ou une abréviation de ce titre, réservés aux membres d'un tel ordre, ou un titre ou une abréviation pouvant laisser croire qu'elle l'est ;

b) à s'attribuer des initiales réservées aux membres d'un tel ordre ou des initiales pouvant laisser croire qu'elle en est membre.

Utilisation illégale d'une expression. Commet une infraction et est également passible, pour chaque infraction, de l'amende prévue à l'article 188, quiconque, n'étant pas un ordre auquel s'applique le présent code, utilise l'expression « ordre professionnel » ou une autre expression comprenant ces deux termes ou une expression donnant lieu de croire qu'il s'agit d'un ordre régi par le présent code, notamment l'expression « corporation profes-

sionnelle ». [1988, c. 29, art. 56 ; 1993, c. 38, art. 4 ; 1994, c. 40, art. 167 ; 2002, c. 33, art. 6]

188.1.1. Utilisation illégale d'un titre.

Commets une infraction et est passible, pour chaque infraction, de l'amende prévue à l'article 188, quiconque n'étant pas membre d'un ordre professionnel indiqué dans un règlement pris en application de l'article 183.1 utilise des titres ou des abréviations, s'attribue des initiales ou associe son nom à un mot ou à une expression figurant sur la liste établie par ce règlement. [1994, c. 40, art. 168]

188.1.2. Utilisation illégale d'un titre.

Commets une infraction et est passible, pour chaque infraction, de l'amende prévue à l'article 188, quiconque sciemment :

1° n'étant pas membre d'un ordre professionnel indiqué dans un règlement pris en application de l'article 183.1, se laisse annoncer ou désigner par un titre, une abréviation, des initiales, un mot ou une expression figurant sur la liste établie par ce règlement ;

2° annonce ou désigne une personne qui n'est pas membre d'un ordre professionnel indiqué dans un règlement pris en application de l'article 183.1, par un titre, une abréviation, des initiales, un mot ou une expression figurant sur la liste établie par ce règlement ;

3° amène, par une autorisation, un conseil, un ordre ou un encouragement, mais autrement que par le fait de solliciter ou de recevoir des services professionnels d'une personne qui n'est pas membre d'un ordre professionnel, une personne qui n'est pas membre d'un ordre professionnel indiqué dans un règlement pris en application de l'article 183.1 à utiliser un titre ou une abréviation, à s'attribuer des initiales ou à associer son nom à un mot ou à une expression figurant sur la liste établie par ce règlement. [1994, c. 40, art. 168]

188.2. Infraction et peine. Commets une infraction et est passible, pour chaque infraction,

de l'amende prévue à l'article 188, quiconque sciemment :

1° n'étant pas détenteur d'un certificat de spécialiste, se laisse annoncer ou désigner par un titre de spécialiste ou par un titre pouvant laisser croire qu'il peut agir à titre de spécialiste ;

2° annonce ou désigne une personne qui ne détient pas un certificat de spécialiste par un titre de spécialiste ou par un titre pouvant laisser croire qu'elle peut agir à titre de spécialiste ;

3° amène, par une autorisation, par un conseil, un ordre ou un encouragement, mais autrement que par le fait de solliciter ou de recevoir des services professionnels d'une personne qui ne détient pas un certificat de spécialiste, une personne qui ne détient pas un tel certificat :

a) à utiliser un titre de spécialiste ou un titre pouvant laisser croire qu'elle l'est ;

b) à agir de façon à donner lieu de croire qu'elle est spécialiste. [1988, c. 29, art. 56]

188.2.1. Infraction et peine. Commet une infraction et est passible de l'amende prévue à l'article 188, pour chaque jour que dure la contravention au code de déontologie, quiconque sciemment, mais autrement que par le fait de solliciter ou de recevoir les services d'un membre d'un ordre, aide ou, par un encouragement, un conseil, un consentement, une autorisation ou un ordre, amène ce membre à contrevenir à une disposition du code de déontologie adopté en application de l'article 87. [2007, c. 25, art. 3]

188.3. Personne morale. Lorsqu'une personne morale a commis une infraction visée à l'une des dispositions des articles 188.1, 188.1.2, 188.2 ou 188.2.1, tout administrateur, dirigeant, représentant, fondé de pouvoir ou employé de cette personne qui, sciemment, a autorisé, encouragé, ordonné ou conseillé la

perpétration de cette infraction, commet une infraction et est passible de l'amende prévue à l'article 188. [1988, c. 29, art. 56 ; 1994, c. 40, art. 169 ; 1999, c. 40, art. 58 ; 2007, c. 25, art. 4]

189. Poursuite pénale. Un ordre professionnel peut, sur résolution du Conseil d'administration ou du comité exécutif et conformément à l'article 10 du *Code de procédure pénale* (chapitre C-25.1), intenter une poursuite pénale pour exercice illégal de la profession que ses membres sont autorisés à exercer ou d'une activité professionnelle réservée à ses membres s'il s'agit d'un ordre visé à l'article 39.2, pour usurpation d'un titre réservé à ses membres ou, le cas échéant, pour une infraction prévue dans la loi constituant cet ordre.

Poursuivant. Une poursuite pénale pour exercice illégal d'une profession pouvant être exercée par les membres d'un ordre constitué en vertu d'une loi et relative à un acte faisant partie de l'exercice de cette profession peut également être intentée, conformément au premier alinéa, par l'ordre dont les membres sont, en vertu de cette loi ou d'un règlement pris en application de cette loi, autorisés à poser cet acte.

Poursuivant. Une poursuite pénale pour exercice illégal d'une profession pouvant être exercée par les membres d'un ordre constitué en vertu d'une loi et relative à une activité professionnelle faisant partie à la fois de l'exercice de cette profession et des activités décrites à l'article 37 peut aussi être intentée, conformément au premier alinéa, par l'ordre dont les membres sont, en vertu de cet article, autorisés à exercer cette activité professionnelle.

Poursuite contre un non membre. Une poursuite pénale pour exercice illégal d'une profession intentée en application du deuxième ou du troisième alinéa ne peut l'être que contre une personne qui n'est pas membre d'un ordre professionnel.

Information transmise à l'ordre. Un ordre professionnel qui intente une poursuite pénale pour exercice illégal d'une profession en application du deuxième ou du troisième alinéa en informe tout ordre dont les membres sont, en vertu de la loi le constituant, autorisés à exercer la profession. [1973, c. 43, art. 183; 1992, c. 61, art. 171; 1994, c. 40, art. 170; 2002, c. 33, art. 7; 2008, c. 11, art. 1]

189.0.1. Une poursuite pénale pour exercice illégal d'une profession, pour exercice illégal d'une activité professionnelle réservée aux membres d'un ordre s'il s'agit d'un ordre visé à l'article 39.2 ou pour usurpation d'un titre réservé aux membres d'un ordre se prescrit par un an depuis la date de la connaissance par le poursuivant de la perpétration de l'infraction.

Toutefois, aucune poursuite ne peut être intentée s'il s'est écoulé plus de cinq ans depuis la date de la perpétration de l'infraction.

Le certificat du secrétaire d'un ordre attestant la date de la connaissance par cet ordre de la perpétration de l'infraction constitue, en l'absence de preuve contraire, une preuve suffisante de ce fait. [2009, c. 35, art. 25]

189.1. Poursuite pénale. Un ordre professionnel peut, sur résolution du Conseil d'administration ou du comité exécutif et conformément à l'article 10 du *Code de procédure pénale* (chapitre C-25.1), intenter une poursuite pénale pour une infraction à l'article 187.18 ou 188.2.1. [2001, c. 34, art. 10; 2007, c. 25, art. 5; 2008, c. 11, art. 1]

190. Propriété des amendes. L'amende imposée pour sanctionner une infraction visée à l'article 188 appartient à l'ordre, lorsqu'il a assumé la conduite de la poursuite pénale. [1973, c. 43, art. 184; 1992, c. 61, art. 172; 1994, c. 40, art. 171]

190.1. Perquisition. Une perquisition ne peut être effectuée au nom d'un ordre professionnel que si celle-ci a été autorisée par mandat. Seul le secrétaire de l'ordre, un syndic, un

inspecteur du comité d'inspection professionnelle ou un enquêteur en matière d'exercice illégal et d'usurpation de titre peut, s'il est désigné nommément et de façon particulière dans chaque cas par le Conseil d'administration ou le comité exécutif, demander, au nom de l'ordre, un mandat de perquisition. [1994, c. 40, art. 172; 2000, c. 13, art. 46; 2008, c. 11, art. 137]

191. Bref d'injonction pour répétition d'infractions. Si une personne répète des infractions visées à l'un des articles 188, 188.1, 188.1.1, 188.1.2, 188.2, 188.2.1 ou 188.3, le procureur général ou, après autorisation de ce dernier et sur résolution du Conseil d'administration ou du comité exécutif de l'ordre intéressé, l'ordre après que des poursuites pénales aient été intentées, peut requérir de la Cour supérieure un bref d'injonction interlocutoire enjoignant à cette personne, à ses administrateurs, dirigeants, représentants, fondés de pouvoir ou employés, de cesser la perpétration des infractions reprochées jusqu'à prononciation du jugement final à être rendu au pénal.

Jugement final. Après prononciation de ce jugement, la Cour supérieure rend elle-même son jugement final sur la demande d'injonction.

Dispense de caution. Le procureur général et l'ordre intéressé sont dispensés de l'obligation de fournir caution pour obtenir un bref d'injonction en vertu du présent article. À tous autres égards, les dispositions du *Code de procédure civile* (chapitre C-25) concernant les brefs d'injonction s'appliquent. [1973, c. 43, art. 185; 1974, c. 65, art. 30; 1988, c. 29, art. 57; 1994, c. 40, art. 173; 1999, c. 40, art. 58; 2007, c. 25, art. 6; 2008, c. 11, art. 1, 138]

CHAPITRE VIII ENQUÊTES ET IMMUNITÉS

192. Consultation d'un dossier. Peuvent prendre connaissance d'un dossier tenu par un professionnel, requérir la remise de tout document, prendre copie d'un tel dossier ou document et requérir qu'on leur fournisse tout renseignement, dans l'exercice de leurs fonctions :

1° un comité d'inspection professionnelle ou un membre, un inspecteur ou un expert de ce comité ainsi que la personne responsable de l'inspection professionnelle nommée conformément à l'article 90;

2° un syndic, un expert qu'un syndic s'ad-joint ou une autre personne qui l'assiste dans l'exercice de ses fonctions d'enquête;

3° un comité de révision visé à l'article 123.3 ou un membre de ce comité;

4° un conseil de discipline ou un membre de ce conseil;

5° le Tribunal des professions ou un de ses juges;

6° tout comité d'enquête formé par un Conseil d'administration, un membre d'un tel comité ou un enquêteur de l'ordre;

7° tout administrateur désigné par le gou-vernement en vertu de l'article 14.5;

8° une personne, un comité ou un membre d'un comité désigné par le Conseil d'adminis-tration pour l'application des articles 45 à 45.2, 46.0.1, 48 à 52.1, 55 à 55.2 ou 89.1;

9° (*paragraphe supprimé*).

Examen de dossier. Dans le cadre de l'ap-plication du présent article, le professionnel doit sur demande, permettre l'examen d'un tel dossier ou document et fournir ces rensei-gnements et il ne peut invoquer son obliga-tion de respecter le secret professionnel pour refuser de le faire. [1973, c. 43, art. 186; 1974,

c. 65, art. 31; 1988, c. 29, art. 58; 1986, c. 95, art. 78; 1994, c. 40, art. 174; 2000, c. 13, art. 47; 2004, c. 15, art. 13; 2008, c. 11, art. 1, 139]

193. Immunité. Ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions :

1° un comité d'inspection professionnelle ou un membre, un inspecteur, un expert ou le secrétaire de ce comité ainsi que la personne responsable de l'inspection professionnelle nommée conformément à l'article 90;

2° un syndic, un expert qu'un syndic s'ad-joint ou une autre personne qui l'assiste dans l'exercice de ses fonctions d'enquête;

3° un comité de révision visé à l'article 123.3 ou un membre de ce comité;

4° un conseil de discipline ou un membre ou le secrétaire de ce conseil;

5° le Tribunal des professions ou un de ses juges;

6° le Conseil d'administration, un de ses membres ou le secrétaire de l'ordre;

7° tout comité d'enquête formé par un Conseil d'administration, un membre d'un tel comité ou un enquêteur de l'ordre;

8° l'Office ou un de ses membres;

9° tout administrateur désigné par le gou-vernement en vertu de l'article 14.5;

10° une personne, un comité ou un membre d'un comité désigné par le Conseil d'adminis-tration pour l'application des articles 45 à 45.2, 46.0.1, 48 à 52.1, 55 à 55.2 ou 89.1;

11° (*paragraphe supprimé*). [1973, c. 43, art. 187; 1974, c. 65, art. 32; 1988, c. 29, art. 59; 1994, c. 40, art. 175; 2000, c. 13, art. 48; 2004, c. 15, art. 14; 2008, c. 11, art. 1, 140]

194. *Recours prohibés.* Sauf sur une question de compétence, aucun des recours extraordinaires prévus au *Code de procédure civile* (chapitre C-25) ne peut être exercé ni aucune injonction accordée contre les personnes ou l'organisme visés à l'article 193 agissant en leur qualité officielle. [1973, c. 43, art. 188; 1982, c. 16, art. 2; 1994, c. 40, art. 176; 2008, c. 11, art. 141]

195. *Exception.* Sauf sur une question de compétence, l'article 33 du *Code de procédure civile* (chapitre C-25) ne s'applique pas aux personnes ni à l'organisme visés à l'article 193 agissant en leur qualité officielle. [1973, c. 43, art. 189; 1982, c. 16, art. 3; 1994, c. 40, art. 177]

196. *Annulation de bref.* Un juge de la Cour d'appel peut, sur requête, annuler sommairement tout bref et toute ordonnance ou injonction délivrée ou accordée à l'encontre des articles 193 et 194. [1973, c. 43, art. 190; 1979, c. 37, art. 43]

CHAPITRE VIII.1

CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES

196.1. (Abrogé). [1995, c. 50, art. 9; 2008, c. 11, art. 142]

196.2. *Dépenses de l'Office.* Les dépenses effectuées par l'Office durant une année financière sont à la charge des membres des ordres professionnels.

Contribution. À cet effet, pour chaque année financière de l'Office, les membres des ordres sont tenus de payer une contribution fixée par le gouvernement de la façon suivante.

Détermination du montant. À chaque année financière, à même ses prévisions budgétaires, l'Office détermine les dépenses à effectuer pour l'année financière suivante, auxquelles est soustrait ou ajouté, le cas échéant, le surplus ou le déficit de l'année financière antérieure. Si l'Office prévoit un surplus ou un déficit pour une année financière, ils peuvent également

être pris en compte en tout ou en partie. Le montant obtenu est ensuite divisé par le nombre de membres de l'ensemble des ordres au 31 mars de l'année civile en cours. Le résultat de cette division constitue le montant de la contribution annuelle de chaque membre. [1995, c. 50, art. 9; 2008, c. 11, art. 143; 2009, c. 35, art. 26]

196.3. (Abrogé). [1995, c. 50, art. 9; 2008, c. 11, art. 144]

196.4. *Demande écrite.* L'Office transmet à chaque ordre une demande écrite de remise de la contribution de ses membres au plus tard le 1^{er} janvier qui précède l'année financière de l'Office pour laquelle cette contribution est fixée. [1995, c. 50, art. 9; 2008, c. 11, art. 145]

196.5. (Abrogé). [1995, c. 50, art. 9; 2008, c. 11, art. 146]

196.6. *Perception.* Chaque ordre est tenu de percevoir la contribution de chacune des personnes qui est inscrite au tableau à compter du 1^{er} avril qui suit la date de la demande écrite de remise visée à l'article 196.4. [1995, c. 50, art. 9; 2008, c. 11, art. 147]

196.7. *Remise.* L'ordre doit remettre à l'Office les contributions de ses membres au plus tard le 1^{er} mai qui suit la date de la demande écrite de remise visée à l'article 196.4. Pour les contributions perçues après cette date, l'ordre doit en faire la remise à l'Office au plus tard le 31 mars de l'année financière au cours de laquelle elles sont perçues. [1995, c. 50, art. 9; 2000, c. 13, art. 49; 2008, c. 11, art. 147]

196.8. *Frais.* Toute personne, tout groupe, tout ministère ou tout autre organisme gouvernemental doit, à l'égard de toute demande soumise par celui-ci à l'Office ou à l'égard de tout acte qui doit être fait par l'Office dans l'exercice de ses fonctions, payer les frais déterminés par règlement du gouvernement après consultation de l'Office et du Conseil interprofessionnel.

Frais perçus. Les frais ainsi perçus au cours d'une année financière sont pris en compte dans le calcul de la contribution prévu à l'article 196.2. [1995, c. 50, art. 9; 2008, c. 11, art. 148]

CHAPITRE IX

DISPOSITIONS FINALES

197. Ministre responsable. Le ministre désigné à cette fin par le gouvernement est chargé de l'application du présent code et des lois constituant les ordres professionnels.

Exception. Toutefois, l'application des articles 162 à 177.1, 182.1 à 182.8 et 184.2 relève du ministre de la Justice et l'application de la section V.1 du chapitre IV relève du ministre responsable de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (chapitre A-2.1). [1973, c. 43, art. 191; 1974, c. 65, art. 33; 1994, c. 40, art. 178; 2006, c. 22, art. 155]

198. Subventions annuelles. Le ministre peut, aux conditions et de la manière déterminées par le gouvernement, accorder annuellement à un ordre une subvention, en tenant compte du nombre de membres de cet ordre, afin de lui permettre de remplir toutes les obligations qui lui sont imposées par le présent code.

Convocation du Conseil interprofessionnel. Le ministre peut également, au moment qu'il juge opportun et selon les modalités qu'il fixe, convoquer le Conseil interprofessionnel, l'Office et les ordres professionnels, afin d'évaluer le fonctionnement des divers mécanismes mis en place en application du présent code et, le cas échéant, des lois constituant les ordres professionnels. [1973, c. 43, art. 267 (*partie*); 1994, c. 40, art. 179]

198.1. (Abrogé). [1994, c. 40, art. 180; 2008, c. 11, art. 149]

198.2. Rapport du Conseil d'administration. À l'expiration d'un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur des paragraphes *q* et *r* de l'article 94, le Conseil d'administration de chaque ordre professionnel doit produire un rapport à l'Office sur la mise en application de ces dispositions au sein de l'ordre. Le Conseil d'administration d'un ordre qui n'a pas adopté un règlement en vertu de l'un ou l'autre de ces paragraphes doit y exposer les motifs pour lesquels il ne l'a pas adopté.

Rapport du ministre. Le ministre doit, au plus tard à l'expiration d'un délai de six mois à compter de l'expiration du délai prévu au premier alinéa, faire au gouvernement un rapport sur l'application par les ordres des dispositions visées au premier alinéa, auquel il joint les rapports produits en application de cet alinéa.

Dépôt. Ce rapport est déposé par le ministre dans les 30 jours suivants devant l'Assemblée nationale ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise de ses travaux. [2006, c. 20, art. 6; 2008, c. 11, art. 1]

199. (Cet article a cessé d'avoir effet le 17 avril 1987). [1982, c. 21, art. 1; 1982, R.-U., c. 11 annexe B ptie I, art. 33]

ANNEXE I

(art. 1, 24, 31, 35)

- 1° L'Ordre professionnel des avocats du Québec;
- 2° L'Ordre professionnel des notaires du Québec;
- 3° L'Ordre professionnel des médecins du Québec;
- 4° L'Ordre professionnel des dentistes du Québec;
- 5° L'Ordre professionnel des pharmaciens du Québec;
- 6° L'Ordre professionnel des optométristes du Québec;
- 7° L'Ordre professionnel des médecins vétérinaires du Québec;
- 8° L'Ordre professionnel des agronomes du Québec;
- 9° L'Ordre professionnel des architectes du Québec;
- 10° L'Ordre professionnel des ingénieurs du Québec;
- 11° L'Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec;
- 12° L'Ordre professionnel des ingénieurs forestiers du Québec;
- 13° L'Ordre professionnel des chimistes du Québec;
- 14° L'Ordre professionnel des comptables agréés du Québec;
- 15° L'Ordre professionnel des technologues en imagerie médicale et en radio-oncologie du Québec;
- 16° L'Ordre professionnel des denturologistes du Québec;
- 17° L'Ordre professionnel des opticiens d'ordonnance du Québec;
- 18° L'Ordre professionnel des chiropraticiens du Québec;
- 19° L'Ordre professionnel des audioprothésistes du Québec;
- 20° L'Ordre professionnel des podiatres du Québec;
- 21° L'Ordre professionnel des infirmières et infirmiers du Québec;
- 21.1° L'Ordre professionnel des acupuncteurs du Québec;
- 21.2° L'Ordre professionnel des huissiers de justice du Québec;
- 21.3° L'Ordre professionnel des sages-femmes du Québec;
- 21.4° L'Ordre professionnel des géologues du Québec;
- 22° L'Ordre professionnel des comptables en management accrédités du Québec;
- 23° L'Ordre professionnel des comptables généraux accrédités du Québec;
- 24° L'Ordre professionnel des diététistes du Québec;
- 25° L'Ordre professionnel des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec;
- 26° L'Ordre professionnel des psychologues du Québec;
- 27° L'Ordre professionnel des conseillers en ressources humaines et en relations agréés du Québec;
- 28° L'Ordre professionnel des conseillers et conseillères d'orientation du Québec;
- 29° L'Ordre professionnel des urbanistes du Québec;
- 30° L'Ordre professionnel des administrateurs agréés du Québec;

- 31° L'Ordre professionnel des évaluateurs agréés du Québec;
- 32° L'Ordre professionnel des hygiénistes dentaires du Québec;
- 33° L'Ordre professionnel des techniciens et techniciennes dentaires du Québec;
- 34° L'Ordre professionnel des orthophonistes et audiologistes du Québec;
- 35° L'Ordre professionnel des physiothérapeutes du Québec;
- 36° L'Ordre professionnel des ergothérapeutes du Québec;
- 37° L'Ordre professionnel des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec;
- 38° L'Ordre professionnel des technologistes médicaux du Québec;
- 39° L'Ordre professionnel des technologues professionnels du Québec;
- 40° L'Ordre professionnel des inhalothérapeutes du Québec;
- 41° L'Ordre professionnel des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Québec.

[1973, c. 43, ann. I; 1974, c. 65, art. 40; 1987, c. 17, art. 3; 1988, c. 29, art. 60; 1993, c. 38, art. 5; 1994, c. 37, art. 18; 1994, c. 40, art. 181; 1995, c. 41, art. 22; 1999, c. 24, art. 18; 2000, c. 13, art. 50; 2001, c. 12, art. 14; 2009, c. 35, art. 27]

ANNEXE II
SERMENT DE DISCRÉTION

(art. 11, 14.1, 62.1, 89.1, 111, 124)

Je, A.B., déclare sous serment que je ne révélerai et ne ferai connaître, sans y être autorisé par la loi, quoi que ce soit dont j'aurai eu connaissance dans l'exercice de ma charge.

[1973, c. 43, ann. II; 1994, c. 40, art. 182; 1999, c. 40, art. 58; 2008, c. 11, art. 150]

CODE DES PROFESSIONS, L.R.Q., c. C-26

INDEX ANALYTIQUE

L'index réfère aux articles du *Code des professions* et aux alinéas et paragraphes particuliers le cas échéant.

A

Accès aux documents (*Voir aussi* Renseignements personnels; Responsable de l'accès aux documents)

- Demande
 - Lieu d'exercice d'un professionnel 108.8
 - Renseignements personnels dans le secteur privé
 - • Ordre professionnel (responsabilité du président de l'ordre) 108.5
 - Tableau de l'ordre ou répertoire 108.8
- Détention des documents
 - Ordre professionnel 108.1

Acte criminel

- Professionnel 149.1

Activité professionnelle

- Communication des renseignements personnels
 - Danger à la vie, à la santé ou à la sécurité d'autrui (consentement non requis) 108.10, par. 4^o

Administrateur agréé

- Usage exclusif du titre 36, al. 1, par. i)

Agence nationale d'encadrement du secteur financier (*Voir* Autorité des marchés financiers)

Aidant naturel

- Activité professionnelle réservée à un membre d'un ordre professionnel
 - Droit d'exercice 39.6
- Interprétation 39.6

Appel (*Voir aussi* Tribunal des professions)

- Ordre professionnel
 - Examen médical 53

Assemblée nationale

- Conseil interprofessionnel du Québec
 - Rapport annuel 22
- Ministre
 - Rapport sur l'application du Code des professions 198.1
- Office des professions du Québec
 - Rapport annuel 16.1
- Ordre professionnel
 - Rapport financier 104

Assurance de responsabilité

- Ordre professionnel 86.1

Audiologiste

- Usage exclusif du titre 36 al. 1, par. m)

Auditeur 187.10.1

Autorité des marchés financiers 16.8, par. 2^o

Avis (*Voir aussi* *Gazette officielle du Québec*)

- Ordre professionnel
 - Audition du conseil de discipline 139
 - Avis de délégation de fonctions par le président de l'ordre 108.5
- Professionnel
 - Changement du lieu d'exercice 60

Avis public

- Professionnel
 - Sanction disciplinaire 133; 156; 180; 180.2; 182.9

C

Certificat de spécialiste 40

Charte de la langue française 41

Citoyenneté

- Ordre professionnel
 - Conseil d'administration 61

Code civil du Québec 187.12; 187.16

Code de déontologie

- Ordre professionnel 87; 188.2.1

Code de procédure civile 3.1; 45; 45.1; 50-51; 52.1; 55; 131-133; 139-140; 151; 165; 172; 177-177.0.1; 182.5; 191; 194; 195

Code de procédure pénale 189-189.1

Code des professions (*Voir aussi* Ordre professionnel)

- Application 2; 197

Code municipal 37, par. j)

Collecte des renseignements personnels (*Voir* Renseignements personnels)

Collège des médecins du Québec 58.1

Comité d'enquête – ordre professionnel (*Voir* Ordre professionnel – comité d'enquête)

Comité d'indemnisation – ordre professionnel (*Voir* Ordre professionnel – comité d'indemnisation)

Comité d'inspection professionnelle – ordre professionnel (*Voir* Ordre professionnel – comité d'inspection professionnelle)

Comité de révision – ordre professionnel (*Voir* Ordre professionnel – comité de révision)

Comité exécutif – ordre professionnel (*Voir* Ordre professionnel – comité exécutif)

Commission d'accès à l'information

- Fonctions
 - Surveillance
 - • Protection des renseignements personnels dans le secteur professionnel 108.11

Communication des renseignements personnels (*Voir* Renseignements personnels)

Compagnie d'assurance

- Ordre professionnel 86.1

Comptabilité publique

- Permis 187.10.1

Comptable agréé

- Comptabilité publique 187.10.1

Comptable en management accrédité

- Comptabilité publique 187.10.1
- Usage exclusif du titre 36 al. 1, par. a)

Comptable général accrédité

- Comptabilité publique 187.10.1
- Usage exclusif du titre 36 al. 1, par. b)

Conciliation (*Voir* Ordre professionnel)

Conférence de gestion (*Voir* Ordre professionnel – conseil de discipline)

Conseil d'administration – ordre professionnel (*Voir aussi* Ordre professionnel – conseil d'administration)

- Adoption d'un règlement 95.0.1

Conseil interprofessionnel du Québec

- Composition 20
- Constitution 17
- Financement 21
- Fonctions 19-19.1
- Nom, titre et fonction du représentant de l'ordre au Conseil (caractère public) 108.6, par. 7°
- Personne morale 18
- Pouvoirs 18
- Président 20
- Rapport annuel 22
- Règles 20.1

Conseiller d'orientation

- Usage exclusif du titre 36 al. 1, par. g)

Conseiller en management certifié

- Usage exclusif du titre 36 al. 1, par. i)

Conseiller en relations industrielles agréé

- Usage exclusif du titre 36 al. 1, par. f)

Conseiller en ressources humaines agréé

- Usage exclusif du titre 36 al. 1, par. f)

Corporation professionnelle (*Voir* Ordre professionnel)

Cour d'appel 196

Cour du Québec (*Voir aussi* Appel)

- Ordre professionnel
 - Décision du conseil de discipline 133; 156
- Tribunal des professions 162

Cour supérieure

- Ordre professionnel
 - Décision du conseil de discipline 156
 - Répétition d'infractions 191

Culpabilité à un acte criminel (*Voir* Acte criminel)

Culpabilité à une infraction

- Infraction criminelle
 - Professionnel (plainte du syndic) 149.1

D

Danger à la vie, à la santé ou à la sécurité de la personne

- Activité professionnelle
 - Communication des renseignements (consentement non requis) 108.10, par. 4°

Définition

- Aidant naturel 39.6
- Autorisation spéciale 1, par. g)
- Membre d'un ordre 1, par. c)
- Ordonnance 39.3
- Ordre ou ordre professionnel 1, par. a)
- Ordre professionnel 1; 31; 35; 39.2
- Permis 1, par. f)
- Professionnel 1, par. c)
- Tableau 1, par. h)

Demande d'accès aux documents (*Voir* Accès aux documents)

Demande de communication ou de rectification des renseignements personnels (*Voir* Renseignements personnels)

Déontologie

- Incitation à contrevenir aux dispositions du code 188.2.1
- Ordre professionnel 87; 188.2.1

Destruction des renseignements personnels (*Voir* Renseignements personnels)

Détention des documents (*Voir* Accès aux documents)

Diététicien

- Usage exclusif du titre 36 al. 1, par. c)

Diététiste

- Usage exclusif du titre 36 al. 1, par. c)

Discrimination

- Ordre professionnel
 - Permis 43
- Professionnel 57

Dispositions pénales (*Voir* Infraction et peine)

Docteur (titre)

- Utilisation par un professionnel 58.1

Domicile (*Voir* Programme de soutien à domicile)

Droit à la protection des renseignements personnels (*Voir* Renseignements personnels)

Droit d'accès (*Voir* Accès aux documents)

E

Ergothérapeute

- Usage exclusif du titre 36 al. 1, par. o)

Estimateur agréé

- Usage exclusif du titre 36 al. 1, par. j)

Évaluateur agréé

- Usage exclusif du titre 36 al. 1, par. j)

Examen médical

- Ordre professionnel 48-53

F

Fichier de renseignements personnels (*Voir* Renseignements personnels)

Fonctionnaire du gouvernement (*Voir* Gouvernement)

Fonds d'assurance-responsabilité 86.1

Fonds d'indemnisation 89; 159

G

Garde d'enfant

- Activité professionnelle réservée à un membre d'un ordre professionnel
 - Droit d'exercice 39.6

Gazette officielle du Québec

- Ordre professionnel
 - Fusion ou intégration 27.2
 - Lettres patentes 27

Gouvernement

- Office des professions du Québec
 - Règlement 13
- Ordre professionnel
 - Administration après enquête 14.5
 - Conseil de discipline 117
 - Lettres patentes 27-27.1
 - Règlement 183-184.1

H

Héma-Québec

- Prélèvement sanguin
 - Droit d'exercice par une personne agissant pour le compte de l'organisme 39.10

Hygiéniste dentaire

- Usage exclusif du titre 36 al. 1, par. *k*)

I

Indemnisation (*Voir* Fonds d'indemnisation)

Infirmière et infirmier auxiliaire

- Usage exclusif du titre 36 al. 1, par. *p*)

Infraction criminelle (*Voir* Acte criminel)

Infraction et peine (*Voir aussi* Ordre professionnel; Ordre professionnel – conseil de discipline)

- Incitation à contrevenir au code de déontologie 188.2.1

Inhalothérapeute

- Usage exclusif du titre 36 al. 1, par. *s*)

Injonction 191

Inspection professionnelle (*Voir* Ordre professionnel – comité d'inspection professionnelle)

Interprétation (*Voir* Définition)

Interprète agréé

- Usage exclusif du titre 36 al. 1, par. *t*)

J

Juge de la Cour du Québec (*Voir* Cour du Québec)

L

Laboratoire de prothèses dentaires,

- Délivrance du permis 187.9
- Demande de permis 187.8
- Dispositions non applicables 187.10
- Normes 187.7
- Permis de directorat 187.6
- Refus du permis 187.9

Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1) 108.1; 108.5; 197

- Application
 - Document détenu par un ordre professionnel 108.1

Loi sur l'assurance-dépôts 16.8, par. 2°

Loi sur les assurances 86.1

Loi sur le Barreau 182.1, par. 2°; 182.2-182.3

Loi sur les cités et villes 37, par. *j*)

Loi sur les commissions d'enquête 14.1; 165

Loi sur les comptables agréés 187.10.1
Loi sur le curateur public 89
Loi sur la fiscalité municipale 37, par. j)
Loi sur la fonction publique 5; 8
Loi sur les infirmières et les infirmiers 39.3
Loi sur les ingénieurs 182.1(3); 182.2
Loi sur l'instruction publique 37, par. j)
Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis 37, par. j)
Loi sur les médecins vétérinaires 182.1, par. 4°; 182.2
Loi médicale 182.1, par. 3°; 182.2
Loi sur le notariat 182.1, par. 5°; 182.2
Loi sur la pharmacie 39.3
Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé 108.2; 108.5
Loi sur la santé publique 37.1, par. 5°, g)
Loi sur les services de santé et les services sociaux 39.7
Loi sur les technologues en radiologie 39.3

M

Maintien à domicile (*Voir* Programme de soutien à domicile)

Médicament

- Programme de soutien à domicile
 - Administration des médicaments prescrits et prêts à être administrés 39.8-39.9
- Ressource intermédiaire ou de type familial
 - Administration des médicaments prescrits et prêts à être administrés 39.8-39.9

Ministre de la Santé et des Services sociaux

- Ordre professionnel 197-198.1

N

Normes

- Laboratoire de prothèses dentaires 187.7
- Psychothérapeute
 - Délivrance du permis 187.2
 - Équivalence de la formation 187.3

Nutritionniste

- Usage exclusif du titre 36 al. 1, par. c)

O

Office des professions du Québec (*Voir aussi* Ordre professionnel) 108.10, par. 3°

- Administration des médicaments prescrits et prêts à être administrés
 - Contextes, conditions et modalités d'exercice 39.9
- Année financière 16
- Capacité d'ester en justice 3.1
- Code de déontologie (conseil de discipline) 184.3, par. 2°
- Composition 4
- Constitution 3
- Dépenses 16.7
- Enquête 14
 - Entrave 14.3
 - Pouvoir 14.1-14.2
 - Rapport 14.4
- États financiers 16.1
- Financement 16.5-16.6
 - Contribution financière des ordres professionnels 196.2-196.8
- Fonctions 12
- Livres et comptes 16.4
- Membres 4
 - Serment 11
 - Vacances 10
- Norme obligatoire 12.2
- Ordre professionnel
 - Élection du conseil d'administration 63
 - Nomination d'administrateur 78
 - Règlement du conseil d'administration 95-95.2; 183-184
 - Sous administration 14.5
- Permis de radiologie 185-187

- Personnel 5
 - Placement 16.8
 - Pouvoir 12.3; 14; 184.3
 - Pouvoir du ministre 197-198.1
 - Président 4
 - Remplacement 9
 - Responsabilité 8
 - Services exclusifs 7
 - Prévisions budgétaires 16.3
 - Quorum 6
 - Rapport d'activités 16.1
 - Recueil des décisions disciplinaires 182
 - Règlement
 - Approbation 13
 - Normes 12
 - Règles de conduite 12.1
 - Règles de pratique (conseil de discipline) 184.3, par. 1^o
 - Renseignement 15; 16.2
 - Siège social 6
 - Soins invasifs d'assistance aux activités de la vie quotidienne
 - Contextes, conditions et modalités d'exercice 39.9
 - Vice-président 4
 - Services exclusifs 7
- Ordre professionnel** (*Voir aussi* Conseil interprofessionnel du Québec; Ordre professionnel – conseil d'administration (Permis))
- Accès aux documents et renseignements (*Voir* Protection des renseignements personnels)
 - Administration après enquête 14.5
 - Admission
 - Projet de loi non recevable 47
 - Année financière 108
 - Certificat de spécialiste 58
 - Composition 28
 - Conciliateur
 - Nom, titre et fonction (caractère public) 108.6, par. 5^o
 - Conseil d'arbitrage des comptes des membres
 - Nom, titre et fonction des membres (caractère public) 108.6, par. 5^o
 - Conseil interprofessionnel du Québec
 - Nom, titre et fonction du représentant de l'ordre (caractère public) 108.6, par. 7^o
 - Conservation des documents et renseignements, (*Voir* Protection des renseignements personnels)
 - Constitution 24-25
 - Lettres patentes 27-27.1
 - Contrat de régime collectif d'assurance de la responsabilité professionnelle (caractère accessible) 108.9, par. 2^o
 - Contribution financière à l'Office des professions
 - Dépenses de l'Office 196.2
 - Frais 196.8
 - Montant 196.4
 - Perception auprès des membres 196.6
 - Remise 196.7
 - Docteur (titre) 58.1
 - Droit exclusif d'exercice 26
 - Enquête 192
 - Fonctions 23
 - Fonds d'assurance responsabilité professionnelle
 - Rapport annuel et états financiers vérifiés (caractère accessible) 108.9, par. 1^o
 - Fusion 27.2-27.3
 - Immeuble 29
 - Immunité 193; 195
 - Annulation de bref 196
 - Recours prohibé 194
 - Infraction et peine
 - Amende 188; 190
 - Infraction 188.1-188.2.1; 191
 - Personne morale 188.3
 - Poursuite pénale 189
 - Inspection professionnelle
 - Nom, titre et fonction de la personne responsable (caractère public) 108.6, par. 3^o
 - Intégration 27.2-27.3
 - Interdiction de laisser croire qu'il est un 30.1
 - Interprétation 1; 31; 35; 39.2

- Livres et comptes 107
- Membres du personnel
 - Nom, titre et fonction (caractère public) 108.6, par. 1°
- Membres du personnel de direction
 - Fonctions déléguées 108.5
- Organisme public
 - Exclusion
- Permis 40; 42; 198.2
- Permis restrictif temporaire 42.1
- Permis spécial 42.2
- Permis temporaire 41
- Perquisition 190.1
- Personne morale 28
- Pouvoir du ministre 197-198
- Pouvoirs 28
 - Pouvoir d'hypothéquer 29
- Président
 - Fonctions de responsable de l'accès ou de la protection des renseignements personnels 108.5
 - Fonctions de responsable des demandes d'accès et de rectification (secteur privé) 108.5
 - Nom, titre et fonction (caractère public) 108.6, par. 1°
- Profession à titre réservé 36
 - Activités professionnelles 37; 37.1; 94, par. h)
 - Administration des médicaments prescrits et prêts à être administrés 39.8; 39.9
 - Aidant naturel 39.6
 - Champ d'exercice 39.4
 - Conditions d'exercice par des personnes ou des catégories de personnes 39.5
 - Dispositions particulières à certaines professions 39.2-39.10
 - Garde d'enfant 39.6
 - Information, promotion et prévention 39.4
 - Infraction et peine 188.1, par. 3°
 - Parent 39.6
 - Permis 37.2; 39.5
 - Poursuite pénale 189
 - Prélèvement sanguin
 - • Personne agissant pour le compte d'Héma-Québec 39.10
 - Restriction du droit exclusif d'exercice 38
 - Sens du terme «ordonnance» 39.3
 - Soins invasifs d'assistance aux activités de la vie quotidienne 39.7; 39.9
 - Usage exclusif de titres 36
- Profession d'exercice exclusif
 - Permis 32
 - Stage de formation 34
- Professionnel
 - Abstention due à l'état de santé 54
 - Acte dérogatoire 59-59.2
 - Confidentialité 60.4-60.5
 - Correction d'erreurs 60.6
 - Discrimination 57
 - Domicile professionnel (caractère public et professionnel identifié par le demandeur) 108.8
 - Dossier 192
 - Fausse représentation 60.2
 - Lieu d'exercice 60
 - Manœuvre interdite 60.3
 - Obligation d'informer 59.3
 - Plainte 126
 - Service conforme à la publicité 60.1
- Protection des renseignements personnels
 - Accès aux documents et renseignements 108.9
 - Application de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé 108.2
 - Atteinte au droit d'une personne à une audition impartiale de sa cause
 - • Obligation de refuser de confirmer l'existence ou de communiquer un renseignement 108.4, par. 5°
 - Avis, recommandation ou analyse (refus de communiquer)
 - • Effet sur une procédure judiciaire 108.3, al. 1, par. 3°
 - • Processus décisionnel en cours 108.3, al. 1, par. 1°

- « Contrôle de l'exercice de la profession » (liste d'activités) 108.1
- Danger à la vie, à la santé ou à la sécurité d'autrui
- • Communication des renseignements (consentement non requis) 108.10, par. 4°
- Délibéré d'une personne, d'un comité ou d'une instance de l'ordre
- • Obligation de refuser de confirmer l'existence ou de communiquer 108.4, par. 1°
- Demande d'accès ou de rectification
- • Renseignement contenu dans le tableau de l'ordre ou le répertoire 108.8
- • Renseignement relatif au lieu d'exercice d'un professionnel 108.8
- Demande d'accès ou de rectification (secteur privé)
- • Responsabilité du président de l'ordre 108.5
- Détention des documents et renseignements personnels dans le cadre du contrôle de l'exercice de la profession
- • Application de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels 108.1
- Échange des renseignements avec d'autres organismes professionnels (protection du public) 108.10, par. 2°
- Enquête
- • Communication des renseignements (consentement non requis) 108.10, par. 2°
- • Refus de confirmer l'existence ou de communiquer un renseignement ou un document 108.3, al. 2
- Entrave au déroulement d'une vérification ou d'une inspection
- • Refus de communiquer un renseignement 108.3, al. 1, par. 3°
- Exploitation d'une entreprise 108.2
- Fonction de surveillance de la Commission 108.11
- Inspection
- • Communication des renseignements (consentement non requis) 108.10, par. 2°
- Obligation de refuser 108.4
- Préjudice causé à l'auteur du renseignement ou à la personne qui en est l'objet
- • Obligation de refuser de confirmer l'existence ou de communiquer un renseignement 108.4, par. 4°
- Refus de communiquer 108.3
- Régime d'accès particulier 108.1-108.11
- Renseignements ayant un caractère public 108.6-108.8
- Responsable de l'accès 108.5
- Responsable de la protection des renseignements personnels 108.5
- Restriction d'accès 108.3-108.4
- • Caractère impératif 108.4
- • Renseignements ayant un caractère confidentiel 108.3
- Sécurité d'une personne mise en péril
- • Obligation de refuser de confirmer l'existence ou de communiquer un renseignement 108.4, par. 3°
- Société ou autre groupe de professionnels
- • Caractère confidentiel des renseignements permettant l'identification 108.3
- • Communication des renseignements (consentement non requis) 108.10
- Source confidentielle d'information
- • Obligation de refuser de confirmer l'existence ou de communiquer 108.4, par. 2°
- Règlement 183-184.1
- Renseignements personnels (*Voir* Protection des renseignements personnels)
- Répertoire des renseignements concernant toute personne qui n'est plus inscrite au tableau (radiation, inhabilité ou cessation d'être membre) 46.1
- Reprise du droit d'exercice 52

- Résolution désignant un gardien provisoire (caractère public) 108.7, al. 1, par. 3°
- Secrétaire
 - Fonctions déléguées 108.5
 - Nom, titre et fonction (caractère public) 108.6, par. 1°
- Secrétaire-adjoint
 - Nom, titre et fonction (caractère public) 108.6, par. 1°
- Section régionale
 - Nom, titre et fonction des administrateurs et dirigeants (caractère public) 108.6, par. 6°
- Tableau de l'ordre 46.1-46.2
 - Demande d'accès (professionnel identifié) 108.8
 - Renseignement ayant un caractère public 108.8 al. 1, par. 1°
- Usage de l'expression 30
- Vice-président
 - Nom, titre et fonction (caractère public) 108.6, par. 1°

Ordre professionnel – assemblée générale

- Annuelle 103
- Convocation 102
- Droit de vote 102
- Élection des vérificateurs 104
- Procès-verbal (caractère accessible) 108.9, par. 3°
- Quorum 105
- Rapport financier 104
- Spéciale 106

Ordre professionnel – comité d'enquête

- Nom, titre et fonction des membres (caractère public) 108.6, par. 5°

Ordre professionnel – comité d'indemnisation

- Nom, titre et fonction des membres (caractère public) 108.6, par. 5°

Ordre professionnel – comité d'inspection professionnelle

- Composition 109
- Création 109

- Entrave 114
- Fonctions 112
- Immunité 193, par. 1°
- Inspection de la compétence professionnelle 112
- Membre
 - Nom, titre et fonction (caractère public) 108.6, par. 3°
 - Remplacement 110
 - Serment 111, Ann. II
- Quorum 109
- Rapport 112
- Rapport annuel 115
- Stage de perfectionnement 113

Ordre professionnel – comité de révision

- Avis 123.4
 - Contenu 123.5
- Constitution 123.3
- Nom, titre et fonction des membres (caractère public) 108.6, par. 3°

Ordre professionnel – comité exécutif

- Composition 97
- Conduite des affaires 100
- Formation 96
- Membres
 - Démission 99
 - Durée des fonctions 98
 - Nom, titre et fonction (caractère public) 108.6, par. 3°
- Quorum 100
- Résolution (prise en vertu des articles 158.1, 159 et 160 du Code des professions – caractère public) 108.7 al. 1, par. 2°
- Résolution de radier un membre du tableau de l'ordre ou de limiter ou suspendre son droit d'exercice (caractère public) 108.7, al. 1, par. 1°
- Responsabilités 96.1
- Séance 100
- Vacances 99

Ordre professionnel – conseil d'administration

- Administrateurs 61
 - Démission 75
 - Élection 63
 - Lieu d'exercice 75
 - Membres de l'Ordre 76
 - Nom, titre et fonction (caractère public) 108.6, par. 2°
 - Nomination par l'Office 78
- Autorisation de détenir des sommes ou des biens pour le compte d'un client ou d'une autre personne
 - Indemnisation d'un réclamant 89.1
 - Modalités 89
 - Règlement 89
- Candidature 66.1
 - Bulletin de présentation 68
 - Proposition 67
- Certificat de spécialiste 40
- Code de déontologie 87; 188.2.1
- Comité formé par le conseil
 - Consultation d'un dossier 192, par. 9°
 - Délégation des pouvoirs 52.2
 - Immunité 193, par. 11°
 - Mandat 52.2
- Composition 61
- Conciliation et arbitrage des comptes 88
- Conservation des dossiers 91
- Cotisation 85.1
- Coût de fonctionnement du régime collectif et du fonds d'assurance de la responsabilité professionnelle 85.2
- Devoirs 62
- Droit d'exercer
 - Limitation ou suspension 45.1; 55-55.1
 - • Décision provisoire (intervention urgente) 52.1-52.2
 - Reprise du droit 52
- Élection 63
 - Bulletin de vote 70; 72-73
 - Dépouillement du vote 74
 - Documents 69
 - Personne habilitée à voter 71
 - • Processus de vote 71, al. 2
- Enquête sur conduite professionnelle 112
- Examen médical 48-49.1; 52
 - Appel 53
 - Intervention urgente 52.1-52.2
 - Nouvel examen 52
 - Ordre de se soumettre 50
 - Rapport 49; 52
 - Refus 51
- Fonds d'assurance-responsabilité 86.1
- Fonds d'indemnisation 89; 159
- Immunité 193, par. 6°
- Inscription au tableau
 - Conditions 46
 - Demande 45.2
 - Refus 45
- Permis
 - Délivrance 40
 - Diplôme 42
 - Discrimination 43
 - Évaluation de la compétence 45.3
 - Fraude 56
 - Personne faisant l'objet d'une décision judiciaire ou disciplinaire 45.2
 - Refus 45
 - Révocation 56
 - Temporaire 41
- Permis de radiologie 187
- Personne exerçant hors Québec
 - Autorisation spéciale 42.4
- Pouvoirs 55.1-55.5; 62.1
- Président
 - Élection 63-64
 - Fonctions 80
 - Membre de l'Ordre 76
 - Remplacement 81
- Quorum 84
- Radiation ou suspension 55-55.5; 85.3
 - Décision provisoire (intervention urgente) 52.1-52.2
 - Inscription à nouveau 46.0.1
- Rapport médical, (Voir Examen médical)
- Règlement 93-94
 - Examen et approbation 95-95.4
 - Norme obligatoire 94.1
- Représentation régionale 65
- Résolution (prise en vertu des articles 158.1; 159 et 160 du Code des profes-

- sions – caractère public) 108.7, al. 1, par. 2°
- Résolution de radier un membre du tableau de l'ordre ou de limiter ou suspendre son droit d'exercice (caractère public) 108.7 al. 1, par. 1°
- Scrutateur désigné par le conseil
 - Nom, titre et fonction (caractère public) 108.6, par. 4°
- Séance 82
- Séance extraordinaire 83
- Secteur d'activité et région représentée par les administrateurs (caractère public) 108.6, par. 1°
- Stage de perfectionnement 55; 160
- Syndic 121 (*Voir aussi* Ordre professionnel – syndic)
- Vacances 77; 79
- Vote pour destitution 85
- Ordre professionnel – conseil de discipline** (*Voir aussi* Ordre professionnel – plainte contre un professionnel; Ordre professionnel – syndic; Tribunal des professions)
- Amende 156
 - Paiement 158.1; 159
- Audience 150
 - Avis 139
 - Enregistrement 141
 - Huis clos 142
 - Publique 142
- Code de déontologie 184.3, par. 2°
- Comparution par écrit 134
- Composition 117
- Conférence de gestion 143.2-143.5
 - Défaut de participation 143.5
 - Justification 143.2
 - Non-respect de l'entente ou des échéances 143.4
 - Objectifs 143.2
 - Partie défaillante relevée de son défaut 143.4
 - Procès-verbal 143.3; 143.5
- Création 116
- Déboursés 151
- Décision 123.2; 133; 143; 152; 154; 156; 159
 - Appel 162
 - Délai 154.1
 - Exécution 158
 - Rectification 161.1
 - Signification 157
- Déclaration de culpabilité 150
 - Infraction criminelle (décision judiciaire) 149.1
- Défense 144
- Dossier
 - Caractère public 108.7, al. 1, par. 5°
- Droit d'exercer
 - Limitation provisoire 130
 - • Appel au Tribunal des professions 164
 - • Avis aux membres 180
 - • Ordonnance 133
 - • Ordonnance exécutoire nonobstant appel 166
- Étude des plaintes 116
- Immunité 193, par. 4°
- Interdiction de publication 142
- Membres 138
 - Fonctions continuées 118.2-119
 - Irrecevabilité de la plainte 116
 - Nom, titre et fonction (caractère public) 108.6, par. 3°
 - Nom du membre visé par une plainte et son objet (caractère public) 108.7 al. 2
 - Récusation 140
 - Remplacement 119
 - Serment 124, Ann. II
- Modification de la plainte 145
- Outrage au tribunal 142
- Plainte 126
- Plainte abusive, frivole ou manifestement mal fondée 143.1; 151
- Pouvoir 143
- Président 117; 143.1-143.4; 151; 164, al. 1, par. 2°
 - Interdiction 118.1
 - Nomination dans un tribunal dans lequel il est tenu à l'exercice exclusif de ses fonctions 119

- Traitement 125
- Président substitut 118
 - Instruction de plainte 118.3
- Président suppléant 118,
 - Instruction de plainte 118.3
 - Nomination dans un tribunal dans lequel il est tenu à l'exercice exclusif de ses fonctions 119
- Procès-verbal 153
- Radiation
 - Avis 180; 180.2
- Radiation provisoire du professionnel 130
 - Appel au Tribunal des professions 164
 - Avis aux membres 180
 - Ordonnance 133
 - Ordonnance exécutoire nonobstant appel 166
- Rapport annuel 181
- Règles de pratique 184.3, par. 1°
- Rôle d'audience 120.2
 - Caractère public 108.7, al. 1, par. 4°
- Sanction 119; 149.1; 156
- Séance 137-138
- Secrétaire 120; 126; 143.3
 - Fonctions 120.1; 153
 - Nom, titre et fonction (caractère public) 108.6, par. 1°
- Stage de perfectionnement 160
- Témoignage 149
- Témoin 146-147
 - Serment 148

Ordre professionnel – plainte contre un professionnel (*Voir aussi* Ordre professionnel – conseil de discipline)

- Assistance d'un avocat 135
- Contenu 129
- Contestation écrite 134
- Déclaration 134
- Défense 144
- Forme 127
- Infraction criminelle (décision judiciaire) 149.1
- Modification 145
- Plaignant 128

- Radiation 180
- Réception 126
- Refus 127
- Réinscription 161
- Signification 131-132

Ordre professionnel – syndic

- *Ad hoc* 121.3
- Conciliation 123.6
 - Preuve non admissible 123.8
 - Règlement 123.7
- Conciliation des comptes 121.2
- Cumul de fonctions 121.2
- Décision
 - Comité de révision 123.3-123.5; 124; 193, par. 3°
- Décision du conseil de discipline 123.2
- Destitution 85
- Enquête 122
 - Assistance 122.2
 - Délai 123.1
- Fonctions de responsable de l'accès ou de la protection des renseignements personnels 108.5
- Immunité 193, par. 2°
- Indépendance 121.1
- Irrecevabilité de la plainte 116
- Nom, titre et fonction (caractère public) 108.6, par. 1°
- Nomination 121
- Obligation d'informer 122.1; 123
- Plainte contre un professionnel 128
 - Infraction criminelle (décision judiciaire) 149.1
- Rapport d'activités 125.1
- Serment 124, Ann. II
- Syndic-adjoint
 - Nom, titre et fonction (caractère public) 108.6, par. 1°
- Syndic correspondant
 - Nom, titre et fonction (caractère public) 108.6, par. 1°

Ordre professionnel des administrateurs agréés du Québec 37, par. i)

Ordre professionnel des comptables agréés du Québec 187.10.2

- Conseil d'administration
(Rôle) 187.10.2.1

Ordre professionnel des comptables en management accrédités du Québec 37, par. a); 187.10.1

- Bureau 187.10.1-187.10.4
- Conseil d'administration
(Rôle) 187.10.2.1
- Entente en matière de protection du public 187.10.5-187.10.7

Ordre professionnel des comptables généraux accrédités du Québec 37, par. b); 187.10.1

- Bureau 187.10.1-187.10.4
- Conseil d'administration
(Rôle) 187.10.2.1
- Entente en matière de protection du public 187.10.5-187.10.7

Ordre professionnel des conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés du Québec 36; 37, par. f)

Ordre professionnel des conseillers et conseillères d'orientation du Québec 37, par. g)

Ordre professionnel des dentistes du Québec 58.1; 187.10

Ordre professionnel des denturologistes du Québec 187.8; 187.10

Ordre professionnel des diététistes du Québec 37, par. c); 37.1, par. 1°

Ordre professionnel des ergothérapeutes du Québec 37, par. o); 37.1, par. 1°

Ordre professionnel des évaluateurs agréés du Québec 37, par. j)

Ordre professionnel des hygiénistes dentaires du Québec 37, par. k)

Ordre professionnel des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec 37, par. p); 37.1, par. 5°

Ordre professionnel des inhalothérapeutes du Québec 37, par. s); 37.1, par. 7°

Ordre professionnel des médecins vétérinaires du Québec 58.1

Ordre professionnel des orthophonistes et audiologistes du Québec 37, par. m); 37.1, par. 2°

Ordre professionnel des physiothérapeutes du Québec 37, par. n); 37.1, par. 3°

Ordre professionnel des psychologues du Québec 37, par. e)

Ordre professionnel des techniciens et techniciennes dentaires du Québec 37, par. l); 187.8

Ordre professionnel des technologistes médicaux du Québec 37, par. q); 37.1, par. 6°

Ordre professionnel des technologues professionnels du Québec 37, par. r)

Ordre professionnel des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec 36, par. d); 37, par. d)

Ordre professionnel des urbanistes du Québec 37, par. h)

Orienteur professionnel

- Usage exclusif du titre 36, al. 1 par. g)

Orthophoniste

- Usage exclusif du titre 36, al. 1, par. m)

P

Parent

- Activité professionnelle réservée à un membre d'un ordre professionnel
 - Droit d'exercice 39.6

Parlement (Voir Assemblée nationale; Gouvernement)

Père et mère (Voir Parent)

Permis

- Condition d'obtention d'un permis de spécialiste 42; 42.1
- Profession à titre réservé 37.2; 39.5

- Profession d'exercice exclusif 32
- Radiologie 185-187

Permis de comptabilité publique

- Demande 187.10.3
- Normes de délivrance et de détention 187.10.2
- Suspension ou révocation 187.10.4
- Titulaire 187.10.1

Permis d'établissement (*Voir* Ordre professionnel)

Permis d'exploitation (*Voir* Permis)

Physiothérapeute

- Usage exclusif du titre 36, al. 1, par. n)

Physiothérapie

- Interdiction d'utiliser les titres sans permis 36, al. 1, par. n)

Poursuite en justice (*Voir aussi* Poursuite pénale)

- Professionnel 189

Poursuite pénale 189.1

- Prescription 189.0.1
 - Exercice illégal d'une activité professionnelle réservée aux membres d'un ordre 189.0.1, al. 1
 - Exercice illégal d'une profession 189.0.1, al. 1
 - Usurpation d'un titre réservé aux membres d'un ordre 189.0.1, al. 1

Préavis (*Voir* Avis)

Prélèvement sanguin

- Personne agissant pour le compte d'Héma-Québec
 - Condition d'exercice 39.10

Prescription (*Voir* Poursuite pénale)

Profession à titre réservé (*Voir* Ordre professionnel)

Profession d'exercice exclusif (*Voir* Ordre professionnel)

Professionnel (*Voir aussi* Ordre professionnel)

- Activités exercées au sein d'une société en nom collectif à responsabilité limitée ou d'une société par actions

- Conditions 187.11; 187.20
 - Continuation 187.16
 - Contrat 187.15
 - Désignation 187.13
 - Règles applicables 187.12
 - Respect des dispositions du Code 187.18-187.19; 189.1
 - Responsabilité 187.14; 187.17
- Exerçant hors Québec
 - Autorisation spéciale 42.4
 - Garantie contre la responsabilité 60.7

Programme de soutien à domicile

- Administration des médicaments prescrits et prêts à être administrés 39.8
- Soins invasifs d'assistance aux activités de la vie quotidienne 39.7

Programme résidentiel (*Voir* Programme de soutien à domicile)

Psychologue

- Usage exclusif du titre 36, al. 1, par. e)

Psychothérapeute

- Permis 187.1; 187.4
 - Mesures transitoires 187.5
 - Normes de délivrance 187.2
 - Normes d'équivalence de la formation 187.3
 - Suspension ou révocation 187.4

Publication (*Voir* Gazette officielle du Québec)

Q

Quebec Interprofessional council (*Voir* Conseil interprofessionnel du Québec)

R**Radiologie**

- Permis 185-187

Rapport

- Fonds d'assurance de la responsabilité professionnelle
 - Rapport annuel (caractère accessible) 108.9, par. 1°

- Ordre professionnel
 - Rapport financier 104
- Rapport d'activités
 - Conseil interprofessionnel du Québec 22
 - Office des professions du Québec 16.1

Règlement sur les indemnités payables aux témoins assignés devant les cours de justice 151; 175; 182.6

Renseignements personnels

- Accessibilité
 - Ordre professionnel 108.9

Responsable de l'accès aux documents

(Voir aussi Accès aux documents)

- Ordre professionnel 108.5
 - Compétence du syndic 108.5
 - Délégation de fonctions par le président 108.5
 - Fonctions du président 108.5

Responsable de la protection des renseignements personnels

- Ordre professionnel 108.5
 - Compétence du syndic 108.5
 - Délégation de fonctions par le président 108.5
 - Fonctions du président 108.5

Ressource de type familial

- Administration des médicaments prescrits et prêts à être administrés 39.8; 39.9
- Soins invasifs d'assistance aux activités de la vie quotidienne 39.7; 39.9

Ressource intermédiaire

- Administration des médicaments prescrits et prêts à être administrés 39.8; 39.9
- Soins invasifs d'assistance aux activités de la vie quotidienne 39.7; 39.9

S

Serment 52.2; 111; 124; 148; Ann. II

Société en nom collectif à responsabilité limitée (Voir Professionnel)

Société par actions (Voir Professionnel)

Soutien à domicile (Voir Programme de soutien à domicile)

Spécialiste

- Certificat 40

Stage de perfectionnement (Voir Ordre professionnel)

T

Tableau de l'ordre professionnel (Voir Ordre professionnel; Ordre professionnel – Conseil d'administration)

Technicien dentaire

- Usage exclusif du titre 36, al. 1, par. l)

Technicien en inhalothérapie et anesthésie

- Usage exclusif du titre 36, al. 1, par. s)

Technicien professionnel

- Usage exclusif du titre 36 al. 1, par. r)

Technologiste médical

- Usage exclusif du titre 36, al. 1, par. q)

Technologue en imagerie médicale 32, al. 1

Technologue professionnel

- Usage exclusif du titre 36, al. 1, par. r)

Technologue en radio-oncologie (Voir Technologue en imagerie médicale)

Technologue des sciences appliquées

- Usage exclusif du titre 36, al. 1, par. r)

Terminologue agréé

- Usage exclusif du titre 36, al. 1, par. t)

Traducteur agréé

- Usage exclusif du titre 36, al. 1, par. t)

Travailleur social

- Usage exclusif du titre 36, al. 1, par. d)

Tribunal des professions

- Appel 164; 166; 182.1-182.9; 187; 187.9
- Assistance d'un avocat 170
- Audience 171
 - Publique 173
- Création 162
- Déboursés 175; 177.0.1; 182.6
- Décision 175; 182.6

- Consignation 176
- Diffusion 182
- Publication 180; 180.2; 182.9
- Rectification 177.1; 182.8
- Révision 177.1
- Signification 177; 182.7
- Transmission 179
- Greffier 165
- Immunité 193, par. 5°
- Mémoire 167; 182.4
- Nombre de juges 163
- Ordonnance de procédure 165
- Ordre professionnel (conseil d'administration)
 - Limite ou suspension du droit d'exercice 45.1
 - Refus de délivrer un permis ou d'inscrire au tableau 45
- Outrage au tribunal 173

- Pouvoir 164-165
- Président
 - Frais de fonction 162.1
 - Rémunération additionnelle 162.1
- Preuve additionnelle 168-169
- Règles de pratique 174; 184.2
- Rejet de l'appel 167
- Séance 172; 182.5

U

Urbaniste

- Usage exclusif du titre 36, al. 1, par. *h*)

Utilisation des renseignements personnels (*Voir* Renseignements personnels)

V

Vérificateur général

- Office des professions du Québec 16.4

RÈGLEMENT SUR LES ACTES PROFESSIONNELS QUI PEUVENT ÊTRE POSÉS PAR DES PERSONNES AUTRES QUE DES MEMBRES DU BARREAU DU QUÉBEC

HISTORIQUE LÉGISLATIF

Décret 49-2000 du 19 janvier 2000, (2000)

132 *G.O.* II, 852

Entré en vigueur: 17 février 2000

**RÈGLEMENT SUR LES ACTES PROFESSIONNELS
QUI PEUVENT ÊTRE POSÉS PAR DES PERSONNES
AUTRES QUE DES MEMBRES DU BARREAU
DU QUÉBEC,
D. 49-2000, (2000) 132 G.O. II, 852 [c. B-1, r. 0.01]**

Code des professions

(L.R.Q., c. C-26, art. 94)

1. Une personne autre qu'un membre du Barreau du Québec peut donner des consultations et avis d'ordre juridique lorsqu'elle respecte les conditions suivantes :

1° elle est légalement autorisée à exercer hors du Québec la même profession que les membres du Barreau du Québec ;

2° elle agit comme conseiller ou avocat devant un tribunal d'arbitrage international ;

3° elle donne ses consultations et avis d'ordre juridique dans le cadre du dossier pour lequel elle agit comme conseiller ou avocat devant le tribunal d'arbitrage international.

2. (*Omis*).

RÈGLEMENT SUR L'AIDE JURIDIQUE

HISTORIQUE LÉGISLATIF

Décret 1073-96 du 28/8/96, (1996) 128

G.O. II, 5307

Entré en vigueur: 1^{er} juin 1997 pour les articles 19 à 23 et 26 à 29; 26 septembre 1996 pour les autres dispositions;

Article 47 abrogé le 1^{er} janvier 1997

Modifié par:

Décret 1454-97 du 5/11/97, (1997) 129

G.O. II, 7081

Entré en vigueur: 4 décembre 1997

Loi sur la santé publique, L.Q. 2001, c. 60, art. 165

Entré en vigueur: 19 avril 2002

Décret 1277-2005 du 21/12/05, (2006) 138

G.O. II, 227

Entré en vigueur: 26 janvier 2006 pour les articles 1 à 3; 1^{er} janvier 2007 pour les articles 4 à 6 et l'article 17; 1^{er} janvier 2008 pour les articles 7 à 9; 1^{er} janvier 2009 pour les articles 10 à 12; 1^{er} janvier 2010 pour les articles 13 à 15 et 1^{er} janvier 2011 pour l'article 16

CE RÈGLEMENT REMPLACE LES RÈGLEMENTS SUIVANTS :

Règlement sur l'admissibilité à l'aide juridique, (1983) 115 G.O. II, 2343 [A-14, r. 0.1]

Décret 941-83 du 11/5/83, (1983) 115 G.O. II, 2343

Entré en vigueur: 1^{er} juin 1983

Modifié par:

Décret 1307-85 du 26/6/85, (1985) 117

G.O. II, 3510

Entré en vigueur: 10 juillet 1985

Abrogé par:

Décret 1073-96 du 28/8/96, (1996) 128

G.O. II, 5307 (sauf l'article 4 du règlement)

Entré en vigueur: 1^{er} janvier 1997 pour les articles 19 à 23 et 26 à 29;

26 septembre 1996 pour les autres dispositions

En ce qui a trait à l'article 4, il a été remplacé le 26 septembre 1996 puis abrogé le 1^{er} janvier 1997 par ce même décret 1073-96 du 28/8/96

Règlement sur le remboursement des coûts de l'aide juridique, (1983) 115 G.O. II, 2347 [A-14, r. 6.1]

Décret 943-83 du 11/5/83, (1983) 115 G.O. II, 2347

Entré en vigueur: 1^{er} juin 1983

Remplacé par:

Décret 1973-96 du 28/8/96, (1996) 128

G.O. II, 5397

Entré en vigueur: 1^{er} janvier 1997 pour les articles 19 à 23 et 26 à 29; 26 septembre 1996 pour les autres dispositions

Règlement sur les services couverts par l'aide juridique et sur les conditions de paiement des frais d'experts, (1983) 115 G.O. II, 2345 [A-14, r. 6.2]

Décret 942-83 du 11/5/83, (1983) 115 G.O. II, 2345

Entré en vigueur: 1^{er} juin 1983

Remplacé par:

Décret 1073-96 du 28/8/96, (1996) 128 G.O. II, 5307

Entré en vigueur: 1^{er} janvier 1997 pour les articles 19 à 23 et 26 à 29; 26 septembre 1996 pour les autres dispositions

RÈGLEMENT SUR L'AIDE JURIDIQUE

TABLE DES MATIÈRES

Section I	Interprétation.	1 à 5
Section II	Détermination des revenus et des actifs aux fins de l'admissibilité financière à l'aide juridique.	6 à 17
Section III	Admissibilité financière à l'aide juridique	18 à 25
Section IV	Versement de la contribution	26 à 29.1
Section V	Demande d'aide juridique et attestation d'admissibilité	30 à 37.1
Section V.1	Suspension et retrait de l'aide juridique et cessation de l'admissibilité financière.	37.2 à 37.3
Section VI	Recouvrement des coûts de l'aide juridique	37.4 à 43
Section VII	Services juridiques pour lesquels l'aide juridique est accordée	43.1 à 45.1
Section VIII	Dispositions finales	46 à 48

RÈGLEMENT SUR L'AIDE JURIDIQUE, D. 1073-96, (1996) 128 G.O. II, 5307 [c. A-14, r. 0.2]

Loi sur l'aide juridique

(L.R.Q., c. A-14, art. 80; L.Q. 1996, c. 23, art. 42)

SECTION I INTERPRÉTATION

1. Dans le présent règlement, les coûts de l'aide juridique comprennent tous les honoraires, débours et frais visés à l'article 5 de la *Loi sur l'aide juridique* (L.R.Q., c. A-14); les honoraires sont, dans tous les cas, établis conformément aux tarifs applicables en vertu de l'article 81 de cette loi; les débours incluent les déboursés de cour et les droits exigibles pour les services rendus par les officiers de la publicité des droits; les coûts de l'aide juridique comprennent également des frais administratifs établis à 50 \$.

En cas de condamnation aux dépens prononcée contre la partie adverse, les dépens taxés contre cette partie et recouvrés de celle-ci sont déduits des coûts de l'aide juridique. [D. 1454-97, art. 1]

2. Pour l'application de l'article 1.2 de cette loi, la personne, autre que le père ou la mère, qui peut former une famille avec des enfants est celle qui en a la garde en vertu d'un jugement du tribunal, sauf s'il s'agit d'une famille d'accueil au sens de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* (L.R.Q., c. S-4.2) ou de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris* (L.R.Q., c. S-5).

3. Pour l'application de l'article 1.2 de la *Loi sur l'aide juridique*, un enfant majeur fréquente un établissement d'enseignement, s'il poursuit à temps plein, dans un tel établissement, un programme d'études secondaires,

collégiales ou universitaires reconnu par le ministre de l'Éducation.

«*Temps plein*» signifie :

1° à l'ordre d'enseignement secondaire : le fait d'être inscrit à temps complet dans une école de niveau secondaire;

2° à l'ordre d'enseignement collégial : le fait de suivre, pour un trimestre, au moins 4 cours ou 180 périodes;

3° à l'ordre d'enseignement universitaire : le fait de suivre, pour un trimestre, des cours donnant droit à 12 unités ou crédits.

Est réputé poursuivre à temps plein un programme d'études reconnu par le ministre de l'Éducation, l'enfant majeur qui fréquente un établissement d'enseignement visé au premier alinéa, qui est atteint d'une déficience fonctionnelle majeure au sens du règlement édicté en vertu de l'article 10 de la *Loi sur l'aide financière aux études* (L.R.Q., c. A-13.3) et qui, pour ce motif, poursuit un tel programme à temps partiel. [L.Q. 1997, c. 90, art. 14]

4. L'enfant majeur qui a cessé de fréquenter un établissement d'enseignement à temps plein avant l'obtention d'un diplôme universitaire de premier cycle est considéré continuer de faire partie de la famille durant les trois années qui suivent la date à laquelle il a cessé de fréquenter à temps plein un tel établissement, à moins qu'il ne soit visé par l'une ou l'autre des situations prévues à l'article 5.

5. Pour l'application de l'article 1.2 de la *Loi sur l'aide juridique*, est considéré cesser de faire partie de la famille et être adulte l'enfant,

mineur ou majeur, qui est dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

1° il ne fréquente plus un établissement d'enseignement à temps plein, il occupe un emploi et il ne dépend pas de sa famille pour sa subsistance ;

2° il est titulaire d'un diplôme universitaire de premier cycle et fréquente un établissement d'enseignement ;

3° pendant au moins deux ans, sans compter toute période durant laquelle il fréquente à temps plein un établissement d'enseignement, il a subvenu à ses besoins et il n'a pas résidé avec sa famille ;

4° pendant au moins deux ans, il a occupé un emploi rémunéré à temps plein ou reçu, pour un tel emploi, des prestations en vertu de la *Loi sur l'assurance-chômage* (L.R.C. (1985), ch. U-1) ou de la *Loi sur l'assurance-emploi* (L.C., 1996, ch. 23) ;

5° il est marié ou l'a été ;

6° il vit ou a vécu maritalement avec une autre personne et il cohabite ou a cohabité, à un moment donné, avec celle-ci pendant une période d'au moins un an ;

7° il est père ou mère d'un enfant ou l'a été ;

8° elle est enceinte depuis au moins 20 semaines ;

9° son père, sa mère ou la personne désignée à l'article 2 est introuvable ou ceux-ci refusent de subvenir à ses besoins.

SECTION II

DÉTERMINATION DES REVENUS ET DES ACTIFS AUX FINS DE L'ADMISSIBILITÉ FINANCIÈRE À L'AIDE JURIDIQUE

6. L'admissibilité financière à l'aide juridique est établie en considérant les revenus de l'année d'imposition qui précède celle de la date

de la demande d'aide juridique. Toutefois, elle est établie en considérant les revenus estimés de l'année d'imposition au cours de laquelle la demande d'aide est présentée lorsque ces revenus sont de nature à affecter l'admissibilité financière du requérant ou à influencer sur le montant de la contribution exigible de lui.

L'admissibilité financière est établie en considérant également la valeur des actifs, incluant les biens et les liquidités, possédés à la date de la demande. [D. 1454-97, art. 2]

6.1. Sont considérés, aux fins de l'admissibilité financière, les revenus et les actifs du requérant et ceux de son conjoint.

Toutefois, lorsque la prestation des services juridiques est requise par un enfant ou pour son bénéfice, sont considérés :

1° les revenus et les liquidités de l'enfant ;

2° les revenus et la valeur des actifs, incluant les biens et les liquidités, du père ou de la mère qui a la garde de l'enfant ou, selon le cas, ceux de la personne visée à l'article 2. [D. 1454-97, art. 2]

7. Par exception à l'article 6.1, l'admissibilité financière d'une personne est établie :

1° en ne prenant pas en considération les revenus et les actifs du conjoint du requérant lorsque, dans une affaire ou un recours, ils ont des intérêts opposés ;

2° en ne prenant en considération que les revenus et la valeur des liquidités de la personne mineure lorsque l'aide juridique est requise par cette personne ou pour son bénéfice :

a) dans le cadre de la *Loi sur la protection de la jeunesse* (L.R.Q., c. P-34.1) ou de la *Loi sur les jeunes contrevenants* (L.R.C. (1985), ch. Y-1) ;

b) dans le cadre de toute autre affaire ou recours, si les intérêts de la personne mineure

sont opposés à ceux de son père, de sa mère ou, selon le cas, à ceux de la personne visée à l'article 2. [D. 1454-97, art. 3]

8. Sont considérés, pour établir l'admissibilité financière, les revenus, les gains et les avantages de toute source, à l'exclusion :

1° des prestations fiscales pour enfants reçues en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985), ch. 1, 5^e supplément) et des montants reçus en vertu de la *Loi sur les allocations spéciales pour enfants* (L.R.C. (1985), ch. C-28.5);

2° des prestations familiales versées en vertu de la *Loi sur les prestations familiales* (L.R.Q., c. P-19.1);

3° des sommes, en capital et intérêts, reçues à titre de remboursement d'impôts fonciers, de crédit d'impôt pour la taxe sur les produits et services, de crédit d'impôt pour la taxe de vente du Québec et de crédit d'impôt pour les personnes qui prennent charge de leurs parents âgés;

4° de la prestation versée en vertu du programme «Aide aux parents pour leurs revenus de travail» prévu au chapitre III de la *Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale* (L.R.Q., c. S-32.001)

5° des sommes reçues conformément aux programmes édictés en vertu de la *Loi sur la Société d'habitation du Québec* (L.R.Q., c. S-8).

Les bourses reçues à titre d'étudiant sont incluses dans les revenus. [L.Q. 1997, c. 57, art. 68]

9. S'il s'agit d'un revenu d'entreprise, l'admissibilité financière est établie à partir du revenu net au sens de la *Loi sur les impôts* (L.R.Q., c. I-3), déterminé selon la méthode de la comptabilité d'exercice, conformément aux principes comptables généralement reconnus.

Dans le calcul du revenu net d'entreprise, l'amortissement de biens servant à l'entreprise est exclu et un remboursement de capital n'est pas considéré comme une dépense d'exploitation. [D. 1454-97, art. 4]

10. S'il s'agit d'un revenu provenant d'un immeuble, les dépenses admissibles aux fins de la *Loi sur les impôts*, sauf l'amortissement, sont déduites de ce revenu.

11. S'il s'agit d'un gain de capital, les pertes en capital admissibles aux fins de la *Loi sur les impôts* et afférentes à ce gain sont déduites de celui-ci.

12. Sont déduits des revenus :

1° le montant des frais de scolarité qui serait déductible en vertu de la *Loi sur les impôts*;

2° le montant des frais de garde versés jusqu'à concurrence du montant admissible au crédit d'impôt pour ces frais en vertu de la *Loi sur les impôts*;

3° les pensions alimentaires versées;

4° les dépenses assumées pour pallier une déficience physique ou mentale grave.

13. Sont considérés, pour établir l'admissibilité financière, tous les actifs, y compris les biens et les liquidités, à l'exclusion :

1° de toute automobile principalement utilisée à des fins personnelles;

2° des meubles qui garnissent la résidence principale, servent à l'usage du ménage et sont nécessaires à la vie de celui-ci;

3° des instruments de travail nécessaires à l'exercice personnel d'une activité professionnelle;

4° de la valeur des crédits de rente accumulés dans tout régime de retraite ou de rente ou dans tout fonds de retraite, ainsi que les

sommes accumulées, avec les intérêts, dans un autre instrument d'épargne-retraite lorsque, en vertu du régime, de l'instrument d'épargne ou de la loi, les crédits de rente accumulés dans le régime ou les sommes accumulées ne peuvent être retournés au participant avant l'âge de la retraite;

5° du capital provenant des prêts et bourses reçus à titre d'étudiant.

14. La valeur des crédits de rente ou des sommes visées au paragraphe 4° de l'article 13 est incluse dans les actifs autres que les liquidités lorsque ces sommes ou ces crédits peuvent, sur demande du participant, lui être retournés en vertu du régime, de l'instrument de retraite ou de la loi.

15. La valeur d'un bien est égale à sa valeur marchande.

Toutefois, la valeur de tout immeuble inscrit au rôle d'évaluation d'une municipalité est égale à la valeur qui y est indiquée, multipliée par le facteur comparatif du rôle, conformément aux dispositions de la *Loi sur la fiscalité municipale* (L.R.Q., c. F-2.1).

Les dettes sont déduites de la valeur globale des biens.

16. Les liquidités comprennent ce qui est possédé en espèces ou sous une forme qui en est l'équivalent ainsi que la valeur des actifs qui peuvent être convertis en espèces à court terme, tels :

1° les fonds dont une institution financière est dépositaire pour une personne ou ceux qu'elle détient à son bénéfice si cette personne peut en disposer librement;

2° les valeurs mobilières possédées, si elles ont cours régulier sur le marché;

3° les créances dont le remboursement immédiat peut être obtenu;

4° tout actif négociable à vue.

Elles comprennent également la totalité de tout dépôt à terme.

Toutefois, sont compris dans les actifs autres que les liquidités :

1° le capital d'une indemnité versée à la suite d'une expropriation de biens immeubles ou d'un sinistre en compensation de la perte de biens immeubles s'il est utilisé dans les deux ans de sa réception pour le remplacement de ces biens en vue de la relocalisation permanente d'une personne;

2° le capital provenant de la vente d'une résidence s'il est utilisé pour en acheter ou en faire construire une nouvelle dans les six mois de la vente;

3° le capital provenant du partage du patrimoine familial s'il est utilisé dans l'année de sa réception pour le remplacement des biens concernés.

17. Les revenus et les actifs établis conformément aux dispositions de la présente section constituent les revenus et les actifs aux fins de l'admissibilité financière à l'aide juridique.

SECTION III

ADMISSIBILITÉ FINANCIÈRE À L'AIDE JURIDIQUE

18. Outre la personne réputée financièrement admissible à l'aide juridique gratuite en vertu du deuxième alinéa de l'article 4.1 de la *Loi sur l'aide juridique*, est financièrement admissible à l'aide juridique gratuite le requérant qui remplit les trois conditions suivantes :

1° ses revenus annuels, au sens de l'article 17, et ceux des autres personnes dont les revenus sont considérés en vertu du présent règlement n'excèdent pas, parmi les niveaux

qui suivent, celui qui correspond à la catégorie qui lui est applicable :

Catégorie de requérants	Niveau annuel maximal
S'il s'agit d'une personne seule	12 149 \$
S'il s'agit d'un requérant dont la famille est formée :	
- d'un adulte et d'un enfant	15 212 \$
- d'un adulte et de deux enfants ou plus	16 591 \$
- de conjoints sans enfant	16 941 \$
- de conjoints avec un enfant	19 170 \$
- de conjoints avec deux enfants ou plus	20 548 \$

2° la valeur de ses actifs, au sens de l'article 17, et de ceux des autres personnes dont les actifs sont considérés en vertu du présent règlement, à l'exception de leurs liquidités, n'excède pas :

a) 47 500 \$ si le requérant ou son conjoint n'est pas propriétaire de la résidence ;

b) 90 000 \$ si le requérant ou son conjoint est propriétaire de la résidence ;

3° ses liquidités et celles des autres personnes dont les liquidités sont considérées en vertu du présent règlement n'excèdent pas :

a) 2 500 \$, s'il s'agit d'une personne seule ;

b) 5 000 \$, s'il s'agit d'une famille. [D. 1454-97, art. 5 ; Avis (2006) 138 *G.O.* I, 1302 ; Avis, (2007) 139 *G.O.* I, 1121 ; D. 1277-2005, art. 1, 7 ; D. 1277-2005, art. 10 (inopérant) ; Avis, (2009) 141 *G.O.* I, 7]

19. Le requérant qui ne remplit pas l'une ou l'autre des trois conditions prévues à l'article 18 peut, dans la mesure prévue à l'article 20, être déclaré financièrement admissible à l'aide juridique moyennant le versement d'une contribution.

Aux fins de la détermination de cette admissibilité financière :

1° lorsque le requérant ne remplit pas l'une des conditions prévues aux paragraphes 2° et 3° de l'article 18 :

a) la valeur des actifs, autres que les liquidités, qu'il possède et que les autres personnes dont les actifs sont considérés en vertu du présent règlement possèdent et qui excède, selon la catégorie applicable au requérant, les valeurs prévues au paragraphe 2° de l'article 18, est réputée, dans une proportion de 10 % de l'excédent de cette valeur, constituer des revenus qui s'ajoutent aux autres revenus considérés aux fins de l'admissibilité en application de l'article 20 ;

b) ses liquidités et celles des autres personnes dont les liquidités sont considérées en vertu du présent règlement et qui excèdent, selon la catégorie applicable au requérant, les valeurs prévues au paragraphe 3° de l'article 18, sont réputées constituer des revenus qui s'ajoutent aux autres revenus considérés aux fins de l'admissibilité en application de l'article 20 ;

2° lorsque le requérant remplit la condition prévue au paragraphe 1° de l'article 18, mais non celles prévues au paragraphe 2° ou 3° du même article, les revenus considérés aux fins de l'admissibilité en application de l'article 20 sont réputés égaux à la somme du niveau annuel maximal, selon la catégorie applicable au requérant, fixé au paragraphe 1° de l'article 18 et des revenus réputés s'ajouter aux termes du paragraphe 1° du deuxième alinéa du présent article. [D. 1454-97, art. 6]

20. Est financièrement admissible à l'aide juridique, moyennant le versement d'une contribution, le requérant qui n'est pas financièrement admissible à l'aide juridique gratuite, suivant l'article 18, mais dont les revenus annuels au sens de l'article 17 et ceux des autres personnes dont les revenus sont considérés en vertu du présent règlement, y compris leurs revenus réputés suivant l'article 19, n'excèdent pas, parmi les niveaux qui

suivent, celui qui correspond à la catégorie qui est applicable au requérant :

suivent, celui qui correspond à la catégorie qui est applicable au requérant :		Catégorie de requérants	Revenus	Niveau de contribution		
Catégorie de requérants	Niveau annuel maximal	Famille formée d'un adulte et de deux enfants ou plus	de 16 592 \$ à 17 473 \$	100 \$		
			de 17 474 \$ à 18 353 \$	200 \$		
S'il s'agit d'une personne seule	17 313 \$		de 18 354 \$ à 19 235 \$	300 \$		
S'il s'agit d'un requérant dont la famille est formée :			de 19 236 \$ à 20 116 \$	400 \$		
- d'un adulte et d'un enfant	21 677 \$		de 20 117 \$ à 20 997 \$	500 \$		
- d'un adulte et de deux enfants ou plus	23 641 \$		de 20 998 \$ à 21 878 \$	600 \$		
			de 21 879 \$ à 22 759 \$	700 \$		
			de 22 760 \$ à 23 641 \$	800 \$		
- de conjoints sans enfant	24 141 \$		Famille formée de conjoints sans enfant	de 16 942 \$ à 17 840 \$	100 \$	
- de conjoints avec un enfant	27 318 \$			de 17 841 \$ à 18 741 \$	200 \$	
- de conjoints avec deux enfants ou plus	29 283 \$	de 18 742 \$ à 19 640 \$		300 \$		
		de 19 641 \$ à 20 541 \$		400 \$		
		de 20 542 \$ à 21 441 \$		500 \$		
		de 21 442 \$ à 22 340 \$		600 \$		
		de 22 341 \$ à 23 241 \$		700 \$		
		de 23 242 \$ à 24 141 \$		800 \$		
[D. 1454-97, art. 7 ; Avis (2006) 138 G.O. I, 1302; Avis, (2007) 139 G.O. I, 1121; D. 1277-2005, art. 2; 8; D. 1277-2005, art. 11 (inopérant); Avis, (2009) 141 G.O. I, 7]		Famille formée de conjoints avec un enfant	de 19 171 \$ à 20 188 \$	100 \$		
21. Sous réserve des dispositions de l'article 23, le requérant financièrement admissible à l'aide juridique en vertu de l'article 20 est tenu de verser la contribution établie au tableau qui suit et correspondant, d'une part à la catégorie de requérant qui lui est applicable et, d'autre part aux revenus considérés aux fins de l'admissibilité en application de l'article 20 :			de 20 189 \$ à 21 207 \$	200 \$		
			de 21 208 \$ à 22 225 \$	300 \$		
			de 22 226 \$ à 23 244 \$	400 \$		
			de 23 245 \$ à 24 262 \$	500 \$		
			de 24 263 \$ à 25 280 \$	600 \$		
			de 25 281 \$ à 26 299 \$	700 \$		
			de 26 300 \$ à 27 318 \$	800 \$		
		Catégorie de requérants	Revenus	Niveau de contribution	Famille formée de conjoints avec deux enfants ou plus	de 20 549 \$ à 21 640 \$
de 21 641 \$ à 22 732 \$	200 \$					
de 22 733 \$ à 23 823 \$	300 \$					
de 23 824 \$ à 24 915 \$	400 \$					
de 24 916 \$ à 26 007 \$	500 \$					
de 26 008 \$ à 27 099 \$	600 \$					
de 27 100 \$ à 28 190 \$	700 \$					
de 28 191 \$ à 29 283 \$	800 \$					
Personne seule	de 12 150 \$ à 12 795 \$	100 \$	[D. 1454-97, art. 8; Avis (2006) 138 G.O. I, 1302; Avis, (2007) 139 G.O. I, 1121; D. 1277-2005, art. 3; 9; D. 1277-2005, art. 12 (inopérant); Avis, (2009) 141 G.O. I, 7]			
					de 12 796 \$ à 13 440 \$	200 \$
					de 13 441 \$ à 14 086 \$	300 \$
					de 14 087 \$ à 14 731 \$	400 \$
					de 14 732 \$ à 15 376 \$	500 \$
					de 15 377 \$ à 16 021 \$	600 \$
					de 16 022 \$ à 16 667 \$	700 \$
					de 16 668 \$ à 17 313 \$	800 \$
Famille formée d'un adulte et d'un enfant	de 15 213 \$ à 16 020 \$	100 \$	21.1. Est financièrement admissible à l'aide juridique gratuite le requérant qui est un groupe de personnes ou une personne morale sans but lucratif si les revenus annuels de ce groupe ou de cette personne morale, au sen			
					de 16 021 \$ à 16 828 \$	200 \$
					de 16 829 \$ à 17 636 \$	300 \$
					de 17 637 \$ à 18 444 \$	400 \$
					de 18 445 \$ à 19 253 \$	500 \$
					de 19 254 \$ à 20 060 \$	600 \$
					de 20 061 \$ à 20 869 \$	700 \$
					de 20 870 \$ à 21 677 \$	800 \$

de l'article 9, n'excèdent pas le niveau établi à l'article 18 pour une personne seule, si la valeur de ses actifs, incluant ses biens et ses liquidités, n'excède pas 90 000 \$ et si au moins 50 % de ses membres sont financièrement admissibles à l'aide juridique gratuite. [D. 1454-97, art. 9]

21.2. Est financièrement admissible à l'aide juridique, moyennant le versement d'une contribution le groupe de personnes ou la personne morale sans but lucratif qui n'est pas financièrement admissible à l'aide juridique gratuite suivant l'article 21.1 si les deux conditions suivantes sont remplies :

1° le groupe ou la personne morale remplit les conditions d'admissibilité à l'aide juridique gratuite suivant l'article 21.1 ou les conditions d'admissibilité à l'aide juridique moyennant le versement d'une contribution qui sont applicables à une personne seule suivant l'article 20 ;

2° au moins 50 % de ses membres sont financièrement admissibles à l'aide juridique gratuite ou moyennant le versement d'une contribution. [D. 1454-97, art. 9]

21.3. Pour l'application du second alinéa de l'article 63 de la *Loi sur l'aide juridique*, le requérant qui exerce ou entend exercer un recours collectif est financièrement admissible à l'aide juridique gratuite si les trois conditions suivantes sont remplies :

1° le requérant, s'il s'agit d'une personne physique, est financièrement admissible à l'aide juridique gratuite ou, s'il s'agit d'une personne morale, d'une coopérative ou d'une association visée à l'article 1048 du *Code de procédure civile* (L.R.Q., c. C-25), ses revenus annuels, au sens de l'article 9, n'excèdent pas le niveau établi à l'article 18 pour une personne seule et la valeur de ses actifs, incluant ses biens et ses liquidités, n'excède pas 90 000 \$;

2° au moins 50 % des membres du groupe que le requérant représente ou entend représenter se sont fait connaître ;

3° au moins 50 % des membres du groupe qui se sont fait connaître sont financièrement admissibles à l'aide juridique gratuite. [D. 1454-97, art. 9]

21.4. Est financièrement admissible à l'aide juridique, moyennant le versement d'une contribution, le requérant qui exerce ou entend exercer un recours collectif et qui ne satisfait pas aux conditions d'admissibilité à l'aide juridique gratuite si les trois conditions suivantes sont remplies :

1° le requérant, s'il s'agit d'une personne physique, est financièrement admissible à l'aide juridique gratuite ou moyennant le versement d'une contribution ou, s'il s'agit d'une personne morale, d'une coopérative ou d'une association visée à l'article 1048 du *Code de procédure civile*, il remplit les conditions d'admissibilité à l'aide juridique gratuite applicables à cette catégorie de requérants suivant le paragraphe 1° de l'article 21.3 ou les conditions d'admissibilité à l'aide juridique moyennant le versement d'une contribution qui sont applicables à une personne seule suivant l'article 20 ;

2° au moins 50 % des membres du groupe que le requérant représente ou entend représenter se sont fait connaître ;

3° au moins 50 % des membres du groupe qui se sont fait connaître sont financièrement admissibles à l'aide juridique gratuite ou moyennant le versement d'une contribution. [D. 1454-97, art. 9]

21.5. L'admissibilité financière des membres d'un groupe ou d'une personne morale sans but lucratif et celle des membres d'un groupe pour lequel un recours collectif est exercé est établie en tenant compte de la situation financière des membres de leurs familles dont les revenus et les actifs sont considérés en vertu du présent règlement. [D. 1454-97, art. 9]

21.6. Sous réserve des dispositions de l'article 23, la contribution exigible, s'il en est, d'un groupe de personnes ou d'une personne morale sans but lucratif ou d'une personne qui exerce ou entend exercer un recours collectif est de 800 \$. [D. 1454-97, art. 9]

22. Sous réserve des dispositions de l'article 23, la contribution exigible d'un requérant financièrement admissible à l'aide juridique en vertu de l'article 4.3 de la *Loi sur l'aide juridique* est de 800 \$. [D. 1454-97, art. 10]

23. Toute contribution exigible ne peut en aucun cas excéder le montant correspondant aux coûts de l'aide juridique pour les services juridiques faisant l'objet de l'attestation d'admissibilité. [D. 1454-97, art. 11]

24. Lorsque le requérant réside dans une région éloignée :

1° le niveau annuel maximal des revenus, en deçà duquel une personne est financièrement admissible à l'aide juridique gratuite ou moyennant le versement d'une contribution, tels qu'établis au paragraphe 1° de l'article 18 ou à l'article 20, est majoré de 20 % ;

2° chacun des montants apparaissant sous la colonne « Revenus » du tableau de l'article 21 est majoré de 20 %.

Est résident d'une région éloignée le requérant qui, au moment de la présentation de la demande d'aide juridique, réside ou, dans le cas d'une personne morale, a son siège, depuis une période d'au moins 6 mois consécutifs, dans l'une des localités de Mistissini, d'Oujé-Bougoumou ou de Waswanipi ou dans une localité située, soit dans toute partie du territoire du Québec s'étendant au nord du 51° degré de latitude, soit dans le territoire de la Côte-Nord s'étendant à l'est de Havre-Saint-Pierre jusqu'à la limite est du Québec, y compris l'Île d'Anticosti. [D. 1454-97, art. 12]

25. Les montants des revenus, des liquidités et des autres actifs considérés aux fins

de l'admissibilité financière à l'aide juridique gratuite ou moyennant le versement d'une contribution et les montants des revenus considérés aux fins de l'établissement de la contribution sont diminués au dollar le plus près, s'ils comprennent une fraction de dollar inférieure à 0,50 \$; ils sont augmentés au dollar le plus près s'ils comprennent une fraction de dollar égale ou supérieure à 0,50 \$.

SECTION IV

VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION

26. Le requérant qui satisfait aux conditions d'admissibilité à l'aide juridique moyennant le versement d'une contribution, doit, pour recevoir l'attestation d'admissibilité, verser au centre d'aide juridique la somme de 50 \$ à titre de frais administratifs.

27. Le bénéficiaire est tenu de payer la contribution indiquée sur l'attestation d'admissibilité au centre d'aide juridique qui a délivré cette attestation. [D. 1454-97, art. 13]

28. (*Abrogé*). [D. 1454-97, art. 14]

29. Le bénéficiaire doit, au plus tard dans les 15 jours suivant la date de la délivrance de l'attestation d'admissibilité, verser au centre d'aide juridique une somme égale aux coûts réels prévisibles de l'aide juridique pour les services juridiques faisant l'objet de l'attestation d'admissibilité, jusqu'à concurrence du montant de la contribution maximale qui est exigible de lui.

Toutefois, le directeur général peut, dans ce délai, convenir avec le débiteur que cette somme sera payée sous forme de versements. Cette convention ne peut intervenir que si la prestation des services juridiques ne peut souffrir d'aucun retard et que le débiteur ne dispose, sauf pour assurer sa subsistance et ses besoins essentiels ainsi que ceux de sa famille, d'aucune liquidité pour acquitter en un seul versement la contribution exigible mais

a la capacité financière de la payer sous forme de versements réguliers.

La convention fixe les modalités suivant lesquelles la contribution sera remboursée ainsi que la période totale d'étalement des versements. Cette période ne peut excéder 6 mois à compter de la date à laquelle la convention est intervenue. [D. 1454-97, art. 15]

29.1. Lorsqu'un bénéficiaire fait défaut de verser, en tout ou en partie, la contribution exigible, le directeur général doit, sans délai, lui en donner avis et l'informer que ce défaut peut, conformément au troisième alinéa de l'article 70 de la *Loi sur l'aide juridique*, entraîner la suspension ou le retrait de l'aide juridique accordée. Copie de cet avis et, le cas échéant, de tout avis de suspension ou de retrait de l'aide, ainsi que de toute mise en demeure doit être transmise à l'avocat ou au notaire responsable du dossier du bénéficiaire. [D. 1454-97, art. 15]

SECTION V

DEMANDE D'AIDE JURIDIQUE ET ATTESTATION D'ADMISSIBILITÉ

30. Celui qui requiert les services juridiques doit en faire lui-même la demande, à moins qu'il ne soit empêché de le faire, auquel cas la demande d'aide juridique peut être présentée, en son nom ou pour son bénéfice, par son tuteur, son curateur, un mandataire dans l'exécution du mandat donné en prévision de l'incapacité du mandant, un parent ou un ami.

Si la demande d'aide juridique a pour objet d'obtenir pour un tiers l'ouverture ou la révision d'un régime de protection, l'homologation ou la révocation du mandat donné par cette personne en prévision de son incapacité ou encore la garde de celle-ci contre son gré en établissement de santé ou de services sociaux ou son examen psychiatrique, celui qui présente cette demande, à l'égard de ce tiers, est réputé financièrement admissible lorsque ce tiers est

lui-même financièrement admissible à l'aide juridique. [D. 1454-97, art. 17]

31. Le requérant doit, de la manière prévue aux articles 34 à 34.2, exposer sa situation financière et celle des autres membres de la famille dont les revenus, les liquidités et les autres actifs doivent être considérés en vertu du présent règlement.

À cette fin, le requérant doit :

1° donner son nom, le lieu de sa résidence et ceux des membres de sa famille ;

2° indiquer son numéro d'assurance sociale ;

3° indiquer, s'il reçoit des prestations en vertu du chapitre II de la *Loi sur la sécurité du revenu*, (L.R.Q., S-3.1.1) son numéro de prestataire ;

4° indiquer sa date de naissance et celle des membres de sa famille ;

5° donner le nom et l'adresse de son employeur et de ceux des membres de sa famille dont les revenus, les liquidités et les autres actifs doivent être considérés en vertu du présent règlement ;

6° établir ses revenus, ses actifs, ses dettes et ceux des membres de sa famille dont la situation financière est considérée en vertu du présent règlement.

Lorsque la fréquentation d'un établissement d'enseignement ou l'obtention d'un diplôme universitaire est prise en considération aux fins de l'admissibilité financière, celui qui déclare ce fait doit en fournir la preuve.

Le requérant doit également décrire les faits sur lesquels se fonde la demande d'aide juridique. [D. 1454-97, art. 18]

32. Lorsque le requérant est un groupe de personnes ou une personne morale sans but lucratif, il doit, de la manière prévue aux articles 34 à 34.2, faire un exposé de l'état

financier du groupe ou de la personne morale sans but lucratif et d'au moins 50 % de ses membres qui sont financièrement admissibles à l'aide juridique. La personne qui présente la demande du groupe ou de la personne morale doit :

1° fournir son acte constitutif s'il s'agit d'une personne morale ou, dans le cas d'un groupe, indiquer qu'il poursuit un but non lucratif et décrire les objectifs du groupe ou de la personne morale et le territoire desservi ou à desservir ;

2° donner le nombre des membres et identifier le système de comptabilité utilisé ;

3° établir les revenus, les actifs, les dettes du groupe ou de la personne morale et ceux d'au moins 50 % de ses membres qui sont financièrement admissibles à l'aide juridique ;

4° décrire les faits qui justifient la demande d'aide juridique. [D. 1454-97, art. 19]

32.1. Lorsque le requérant exerce ou entend exercer un recours collectif, il doit, de la manière prévue aux articles 34 à 34.2, exposer sa situation financière et celle d'au moins 50 % des membres qui, parmi le groupe qu'il représente ou entend représenter, se sont fait connaître et qui sont financièrement admissibles à l'aide juridique.

À cette fin, le requérant doit :

1° donner le nombre de membres qui se sont fait connaître et le nombre approximatif de membres susceptibles d'être représentés ;

2° établir :

a) ses revenus, ses actifs, ses dettes et ceux des membres de sa famille dont la situation financière est considérée en vertu du présent règlement ;

b) les revenus, les actifs et les dettes d'au moins 50 % des membres du groupe qu'il présente ou entend représenter, qui se sont fait connaître et qui sont financièrement admissibles à l'aide juridique ;

3° décrire les faits qui justifient la demande d'aide juridique. [D. 1454-97, art. 19]

33. La demande doit comporter un engagement du requérant à :

1° informer sans délai le directeur général qui délivre l'attestation d'admissibilité à l'aide juridique de tout changement dans sa situation ou dans celle des autres personnes dont la situation financière est considérée et qui affecte son admissibilité à l'aide juridique ;

2° informer sans délai le directeur général qui délivre l'attestation d'admissibilité à l'aide juridique de tout bien ou de tout droit de nature pécuniaire qu'il obtiendra après avoir bénéficié à cette fin de services rendus par un avocat ou un notaire ;

2.1° informer sans délai le directeur général qui délivre l'attestation d'admissibilité à l'aide juridique de tout changement relatif à son lieu de résidence ;

2.2° si l'aide juridique lui est accordée dans le cadre d'une revendication du statut de réfugié, informer sans délai le directeur général qui lui délivre l'attestation d'admissibilité de la date à laquelle il est convoqué à l'audience devant la Section du statut de réfugié de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié instituée en vertu de la *Loi sur l'immigration* (L.R.C. (1985), ch. I-2).

3° rembourser, s'il y a lieu, les coûts de l'aide juridique conformément à la *Loi sur l'aide juridique* et au présent règlement ;

4° verser, s'il y a lieu, la contribution exigible en application de la section IV. [D. 1454-97, art. 20]

34. Les revenus du requérant et des autres personnes dont la situation financière est considérée en vertu du présent règlement, sont établis, pour l'année d'imposition qui précède la date de la demande d'aide juridique, au moyen de la déclaration fiscale, pour cette année, des personnes concernées et de l'avis

de cotisation s'y rapportant. À défaut de produire ces documents, le requérant doit fournir un état de ces revenus.

Lorsque l'admissibilité est établie en considérant les revenus estimés pour l'année d'imposition au cours de laquelle la demande d'aide est présentée, ces revenus sont établis par la production d'un état des revenus du requérant et de ceux des autres personnes dont la situation financière est considérée. [D. 1454-97, art. 21]

34.1. Le requérant doit, dans la mesure prévue par le présent règlement, produire avec sa demande un état des actifs, incluant les biens et les liquidités, qu'il possède à la date de la demande ainsi qu'un état de ses dettes.

Le requérant doit également produire un état des actifs, incluant les biens et les liquidités, possédés à la date de la demande d'aide juridique par les autres personnes dont la situation financière est considérée, ainsi qu'un état de leurs dettes. [D. 1454-97, art. 21]

34.2. Le requérant doit fournir les documents à l'appui de ses revenus, de ses actifs et de ses dettes et joindre à sa demande son autorisation écrite à ce que le centre d'aide juridique vérifie ces données auprès des autorités fiscales concernées, d'une institution financière, d'un organisme, d'un établissement d'enseignement, d'un ministère ou d'un employeur.

Le requérant doit également fournir les documents à l'appui des revenus, des actifs et des dettes des autres personnes dont la situation financière est considérée. À défaut, ces autres personnes doivent joindre à la demande leur autorisation écrite à ce que le centre d'aide juridique vérifie ces données auprès des autorités fiscales concernées, d'une institution financière, d'un organisme, d'un établissement d'enseignement, d'un ministère ou d'un employeur. [D. 1454-97, art. 21]

35. Lorsque le centre d'aide lui en fait la demande, le requérant ou, selon le cas, le bénéfi-

ciaire doit en outre produire ou veiller à ce que soit produit tout autre document nécessaire à l'établissement ou à un nouvel examen de son admissibilité à l'aide juridique. [D. 1454-97, art. 21]

36. La demande doit comporter une déclaration, dûment signée par le requérant, indiquant que les renseignements et les documents qu'il fournit sont exacts.

Lorsque les autres personnes dont la situation financière est considérée ne peuvent fournir les documents à l'appui de leurs revenus, de leurs actifs et de leurs dettes, celles-ci doivent joindre à la demande une déclaration, dûment signée par elles, indiquant que les renseignements qu'elles fournissent sont exacts. [D. 1454-97, art. 22]

37. Toute personne qui reçoit des prestations, autres qu'une prestation spéciale, en vertu du chapitre II de la *Loi sur la sécurité du revenu* ou qui est membre d'une famille qui reçoit de telles prestations est dispensée de l'obligation d'exposer, lors de sa demande, sa situation financière et celle de sa famille. Elle doit toutefois en fournir la preuve.

37.1. La période pour laquelle une attestation d'admissibilité est délivrée en vertu de l'article 66 de la *Loi sur l'aide juridique* débute à la date de la demande d'aide juridique.

Pour l'application du présent article, une demande d'aide juridique est censée être faite à la première des dates suivantes :

- celle où la demande, dûment remplie et signée, est reçue par le centre local ou le bureau d'aide juridique ;
- celle où un rendez-vous est pris, soit par le requérant, soit par l'avocat ou le notaire qui agit pour lui, avec le centre local ou le bureau d'aide juridique pour compléter la demande. [D. 1454-97, art. 23]

SECTION V.1

SUSPENSION ET RETRAIT DE L'AIDE JURIDIQUE ET CESSATION DE L'ADMISSIBILITÉ FINANCIÈRE

37.2. La suspension ou le retrait de l'aide juridique entraîne la cessation des services juridiques faisant l'objet de l'attestation d'admissibilité, à compter de la réception, par le bénéficiaire et par l'avocat ou le notaire responsable du dossier, d'un avis les informant, selon le cas, de la suspension ou du retrait.

Malgré la suspension ou le retrait, l'avocat ou le notaire responsable du dossier rend les services juridiques qui sont requis pour la prestation des actes conservatoires nécessaires à la préservation des droits de la personne à qui l'aide est suspendue ou retirée. [D. 1454-97, art. 24]

37.3. Sous réserve de l'article 71 de la *Loi sur l'aide juridique*, la cessation de l'admissibilité financière du bénéficiaire met fin de plein droit à l'aide juridique.

Les dispositions de l'article 37.2 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, lorsque le bénéficiaire cesse d'être financièrement admissible. [D. 1454-97, art. 24]

SECTION VI

RECOUVREMENT DES COÛTS DE L'AIDE JURIDIQUE

37.4. Lorsqu'il y a recouvrement des coûts de l'aide juridique, ces coûts comprennent, outre ce qui est prévu à l'article 1, les coûts de la mise en demeure prévue à l'article 73.3 de la *Loi sur l'aide juridique* et assumés par le centre d'aide juridique. [D. 1454-97, art. 25]

38. Celui à qui des services juridiques ont été rendus, par un avocat ou un notaire à l'emploi d'un centre d'aide juridique, dans le cadre d'une attestation conditionnelle d'admissibilité délivrée en vertu de l'article 67 ou de

l'article 74 de la *Loi sur l'aide juridique*, est tenu de rembourser à ce centre, sur demande, l'ensemble des coûts de l'aide juridique obtenue si, après étude de sa demande, le directeur général ou le comité de révision, selon le cas, décide qu'il n'est pas admissible à l'aide juridique.

Celui qui, conformément à l'article 68 de cette loi, avise le centre qui lui a délivré l'attestation, d'un changement dans sa situation ou dans celle de sa famille qui a pour effet de le rendre financièrement inadmissible à toute aide juridique, que ce soit à titre gratuit ou moyennant le versement d'une contribution, n'est tenu de rembourser les coûts de l'aide juridique qu'à l'égard des services juridiques obtenus après qu'il a cessé d'être financièrement admissible à l'aide juridique.

Est tenu de rembourser au centre d'aide juridique, sur demande, l'ensemble des coûts de l'aide juridique :

1° celui qui, en raison des services juridiques obtenus dans le cadre de cette loi obtient un bien ou un droit de nature pécuniaire qui le rend financièrement inadmissible à toute aide juridique, à titre gratuit ou moyennant le versement d'une contribution ;

2° celui à qui l'aide juridique est retirée dans les cas prévus à l'article 70 de cette loi ;

3° (*supprimé*).

Pour l'application du deuxième alinéa et du paragraphe 1° du troisième alinéa, le directeur général procède de nouveau à l'examen de l'admissibilité financière du bénéficiaire pour l'année d'imposition au cours de laquelle celui-ci cesse d'être financièrement admissible à toute aide juridique.

Il est également procédé de nouveau à l'examen de l'admissibilité financière du bénéficiaire dans les 15 jours de la réception par ce dernier d'un avis de convocation à l'audience devant la Section du statut de réfugié de la

Commission de l'immigration et du statut de réfugié. [D. 1454-97, art. 26]

38.1. Les dispositions de la section V s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, lorsque, conformément aux quatrième et cinquième alinéas de l'article 38, il est procédé à un nouvel examen de l'admissibilité financière du bénéficiaire. [D. 1454-97, art. 27]

39. Lorsque l'admissibilité financière d'une personne mineure a été établie en ne prenant en considération que ses revenus et ses liquidités, les père et mère de cette personne ou, selon le cas, la personne visée à l'article 2 doivent, lorsque la prestation des services juridiques a été complétée, rembourser au centre d'aide juridique, sur demande, l'ensemble des coûts de l'aide juridique obtenue par la personne mineure, sans excéder la contribution qui serait exigible d'eux suivant la section III. Lorsque ce remboursement incombe aux père et mère, ils sont tenus conjointement à ce remboursement.

Toutefois, ce remboursement n'est pas exigible dans l'un ou l'autre des cas suivants :

1° les personnes tenues à ce remboursement sont elles-mêmes financièrement admissibles à l'aide juridique gratuite ;

2° l'aide juridique a été accordée, dans le cadre de la *Loi sur la protection de la jeunesse* ou de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, en vue d'assurer la représentation d'une personne mineure ou de lui permettre d'être assistée. [D. 1454-97, art. 28]

40. Toute dette qui doit être remboursée conformément aux dispositions de la *Loi sur l'aide juridique* et de la présente section est recouvrée, déduction faite de toute somme déjà versée au centre d'aide juridique dans la même affaire. [D. 1454-97, art. 29]

41. Le remboursement des coûts est exigible :

1° dans les cas visés au premier alinéa de l'article 38, à compter de la date de la décision du directeur général ou, s'il y a révision,

à compter de la date de la décision du comité de révision suivant laquelle la personne à qui une attestation conditionnelle a été délivrée n'est pas admissible à l'aide juridique ;

2° dans les cas visés au deuxième alinéa et au paragraphe 1° du troisième alinéa de l'article 38, à compter de la date à laquelle le bénéficiaire cesse d'être financièrement admissible à toute aide juridique ;

3° dans les cas visés au paragraphe 2° du troisième alinéa de l'article 38, à compter de la date à laquelle le directeur général retire l'aide juridique ou à compter de la date de la décision du comité de révision confirmant la décision du directeur général.

4° (*supprimé*). [D. 1454-97, art. 30]

42. Le débiteur doit rembourser la dette dans les 30 jours suivant la date de la mise en demeure faite conformément à l'article 73.3 de la *Loi sur l'aide juridique* ou, s'il y a révision sur le remboursement, dans les 30 jours suivant la date de la décision du comité de révision confirmant en tout ou en partie la décision du directeur général relative au remboursement, à moins que le directeur général n'accepte, conformément au premier alinéa de l'article 73.4 de cette loi, que la dette soit remboursée en plusieurs versements.

43. Toute somme recouvrable porte intérêt, au taux fixé par règlement édicté en vertu du premier alinéa de l'article 28 de la *Loi sur le ministère du revenu* (L.R.Q., c. M-31), à compter du trente et unième jour suivant la date de la mise en demeure faite conformément à l'article 73.3 de la *Loi sur l'aide juridique* ou, s'il y a révision sur le remboursement, à compter du trente et unième jour suivant la date de la décision du comité de révision confirmant en tout ou en partie la décision du directeur général relative au remboursement.

SECTION VII

SERVICES JURIDIQUES POUR LESQUELS L'AIDE JURIDIQUE EST ACCORDÉE

43.1. Outre les services juridiques pour lesquels l'aide juridique est accordée en vertu de l'article 4.5 de la *Loi sur l'aide juridique*, cette aide est accordée, en première instance, dans l'un ou l'autre des cas suivants :

1° pour assurer la défense d'une personne qui, faisant l'objet d'une ordonnance de sursis en vertu de l'article 742.1 du *Code criminel* (L.R.C. (1985), ch. C-46), comparaît devant le tribunal en vertu de l'article 742.6 de ce code pour un manquement à une condition de cette ordonnance ;

2° pour assurer la défense d'une personne qui, dans l'un ou l'autre des cas suivants, fait face, devant un tribunal, à une poursuite pour une infraction visée au paragraphe 3° de l'article 4.5 de la *Loi sur l'aide juridique* :

a) cette personne est en détention au moment de sa comparution, sauf si cette détention résulte de son omission d'avoir été présente au tribunal pour y comparaître ;

b) cette personne fait face à une poursuite pour agression sexuelle ou à une poursuite pour une infraction qui constitue un mauvais traitement de son conjoint ou de ses enfants ;

c) cette personne sera mise en présence, devant le tribunal, d'un enfant âgé de moins de 14 ans.

L'article 4.6 de la *Loi sur l'aide juridique* s'applique, compte tenu des adaptations nécessaires, aux appels logés et aux recours extraordinaires exercés dans une affaire visée au présent article. [D. 1454-97, art. 31]

44. L'aide juridique est accordée, dans la mesure prévue au paragraphe 7° de l'article 4.7 et au paragraphe 2° de l'article 4.10 de la *Loi sur l'aide juridique*, pour obtenir la révision d'une

décision ou exercer un recours devant un tribunal, si cette révision ou ce recours se rapporte soit à une demande de prestation, d'indemnité ou d'exonération d'un paiement, soit au recouvrement d'une prestation ou d'une indemnité et si cette demande de révision ou ce recours est exercé dans le cadre des programmes établis aux termes des lois suivantes :

Lois du Québec

1° La *Loi sur les accidents du travail* (L.R.Q., c. A-3) ;

2° La *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* (L.R.Q., c. A-3.001) ;

3° La *Loi sur les prestations familiales* (L.R.Q., c. P-19.1) ;

4° La *Loi sur l'assurance-automobile* (L.R.Q., c. A-25) ;

5° La *Loi sur l'assurance maladie* (L.R.Q., c. A-29), pour les coûts des services assumés par la Régie de l'assurance maladie et relatifs aux prothèses, aux appareils orthopédiques, aux aides à la locomotion, aux fournitures médicales et aux autres équipements qui suppléent une déficience physique ;

6° La *Loi visant à favoriser le civisme* (L.R.Q., c. C-20) ;

7° La *Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées* (L.R.Q., c. E-20.1) ;

8° La *Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels* (L.R.Q., c. I-6) ;

9° La *Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose et de silicose dans les mines et les carrières* (L.R.Q., c. I-7) ;

10° (*paragraphe supprimé*) ;

11° La *Loi sur le régime de rentes du Québec* (L.R.Q., c. R-9) ;

12° La *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (L.R.Q., c. S-2.1) ;

12.1° La *Loi sur la santé publique* (L.R.Q., S-2.2);

13° La *Loi sur sécurité du revenu* (L.R.Q., c. S-3.1.1);

14° La *Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois* (L.R.Q., c. S-3.2);

15° La *Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance* (L.R.Q., c. C-8.2);

16° La *Loi sur les services de santé et les services sociaux* (L.R.Q., c. S-4.2);

17° La *Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris* (L.R.Q., c. S-5).

Lois fédérales

1° La *Loi sur le régime de pensions du Canada* (L.R.C. (1985), ch. C-8);

2° La *Loi sur la sécurité de la vieillesse* (L.R.C. (1985), ch. O-9);

3° La *Loi sur l'assurance-chômage* (L.R.C. (1985), ch. U-1) et la *Loi sur l'assurance-emploi* (L.C., 1996, ch. 23). [D. 1454-97, art. 32; L.Q. 1997, c. 57, art. 68; L.Q. 1997, c. 58, art. 177; L.Q. 1998, c. 36, art. 209; L.Q. 1999, c. 89, art. 53; L.Q. 2001, c. 60, art. 165]

45. L'aide juridique est accordée à une personne en vue de lui permettre d'être assistée dans le cadre d'un examen relatif à une libération conditionnelle tenu par la Commission nationale des libérations conditionnelles ou la Commission québécoise des libérations conditionnelles, par un membre d'une de ces commissions ou par une personne désignée à cette fin aux termes de l'une ou l'autre de ces lois.

45.1. Les services de consultation d'ordre juridique pour lesquels l'aide juridique peut être accordée en vertu de l'article 4.4 et du deuxième alinéa de l'article 32.1 de la *Loi sur*

l'aide juridique sont dispensés soit par des avocats ou des notaires à l'emploi d'un centre d'aide juridique, soit par des avocats ou des notaires exerçant en cabinet privé. [D. 1454-97, art. 33]

SECTION VIII DISPOSITIONS FINALES

46. (*Omis*).

47. (*Abrogé*). [D. 1073-96, art. 48]

48. (*Omis*).

RÈGLEMENT D'APPLICATION DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE

HISTORIQUE LÉGISLATIF

A.C. 1798-73 du 16/5/73, (1973) 105 *G.O.* II, 2313

Entré en vigueur: 4 juin 1973

Modifié par:

A.C. 3664-75 du 6/8/75, (1975) 107 *G.O.* II, 4747

Entré en vigueur: 27 août 1975

A.C. 4689-75 du 22/10/75, (1975) 107 *G.O.* II, 5583

Entré en vigueur: 5 novembre 1975

A.C. 980-76 du 24/3/76, (1976) 108 *G.O.* II, 2517

Entré en vigueur: 14 avril 1976

A.C. 1097-78 du 5/4/78, (1978) 110 *G.O.* II, 2205

Entré en vigueur: 19 avril 1978

A.C. 132-79 du 17/1/79, (1979) 111 *G.O.* II, 445

Entré en vigueur: 31 janvier 1979

A.C. 204-79 du 24/1/79, (1979) 111 *G.O.* II, 499

Entré en vigueur: 7 février 1979

Décret 1366-80 du 11/5/80, (1980) 112 *G.O.* II, 2779;

Erratum, (1980) 112 *G.O.* II, 3361

Entré en vigueur: 25 juin 1980

Décret 3570-81 du 22/12/81, (1981) 113 *G.O.* II, 5555

Entré en vigueur: 30 décembre 1981

Règlement refondu:

R.R.Q. 1981, c. A-14, r. 1

Entré en vigueur: 1^{er} août 1982

Modifié par:

Décret 2416-82 du 20/10/82, (1982) 114 *G.O.* II, 4137

Entré en vigueur: 3 novembre 1982

Décret 2873-82 du 8/12/82, (1982) 114 *G.O.* II, 4851

Entré en vigueur: 29 décembre 1982

Décret 941-83 du 11/5/83, (1983) 115 *G.O.* II, 2343

Entré en vigueur: 1^{er} juin 1983

Décret 942-83 du 11/5/83, (1983) 115 *G.O.* II, 2345

Entré en vigueur: 1^{er} juin 1983

Décret 1721-86 du 19/11/86, (1986) 118 *G.O.* II, 4610

Entré en vigueur: 3 décembre 1986

Décret 41-94 du 10/1/94, (1994) 126 *G.O.* II, 801

Entré en vigueur: 17 février 1994

Décret 1211-96 du 25/9/96, (1996) 128 *G.O.* II, 5594

Entré en vigueur: 24 octobre 1996

Décret 1453-97 du 5/11/97, (1997) 129 *G.O.* II, 7077

Entré en vigueur: 4 décembre 1997

RÈGLEMENT D'APPLICATION DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE

TABLE DES MATIÈRES

Section I	Dispositions préliminaires.	1 et 1.1
Section II	Organisation et administration.	2 à 56
§ 1	Commission	2 à 17
§ 2	Centre régional.	18 à 38
§ 3	Centre local.	39 à 50
§ 4	Dispositions diverses	51 à 56
Section III	Fonctionnement de l'aide juridique.	56.1 à 92
§ 0.1	Exercice du libre-choix.	56.1
§ 1	Confection de la liste des avocats et notaires disponibles	57 à 65
§ 2	Demandes d'aide juridique	66 à 82
§ 3	Comité de révision	83 à 92
Annexe A	<i>(Supprimée)</i>	
Annexe B	Liste des dossiers en circulation	
Annexe C	Coût par nature du dossier fermé	
Annexe D	Activités par avocat par nature des dossiers	

RÈGLEMENT D'APPLICATION DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE, R.R.Q., 1981, c. A-14, r. 1

Loi sur l'aide juridique
(L.R.Q., c. A-14, art. 80)

SECTION I DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants désignent :

a) « directeur général » : le directeur général d'un centre régional d'aide juridique ainsi que les personnes à qui les pouvoirs du directeur général ont été délégués conformément au deuxième alinéa de l'article 50 de la loi ;

b) « Loi » : la *Loi sur l'aide juridique* (L.R.Q., c. A-14). [D. 1211-96, art. 1]

1.1. Forme de documents. Les documents nécessaires à l'accomplissement des fonctions et devoirs de la Commission des services juridiques et des centres d'aide juridique, y compris les livres, registres, rapports, rapports financiers, prévisions budgétaires, comptes et statistiques qui, suivant la Loi et le présent règlement, doivent être transmis à la Commission par les centres régionaux ou aux centres régionaux par les centres locaux peuvent être établis sous forme électronique. Ils doivent alors être transmis sous cette forme. [D. 1453-97, art. 2]

SECTION II ORGANISATION ET ADMINISTRATION

§ 1. Commission

2. Siège. Le siège de la Commission des services juridiques est situé dans les limites du

territoire de la ville de Montréal. [D. 1211-96, art. 2]

3. Assemblées des membres. Les membres de la Commission tiennent au moins 6 assemblées générales par année.

4. Assemblée générale annuelle. Lors d'une assemblée générale annuelle que la Commission doit tenir au mois de juin de chaque année, la Commission :

a) reçoit du comité administratif le rapport annuel des activités de la Commission et des centres ;

b) reçoit de chaque centre le rapport financier annuel prévu à l'article 86 de la Loi ;

c) établit le comité administratif conformément au paragraphe *n* de l'article 22 de la Loi ;

d) nomme pour les fins de l'exercice financier en cours un vérificateur membre de l'Ordre des comptables agréés du Québec qui n'est pas membre ou employé de la Commission ou d'un centre ; et

e) établit les objectifs de la Commission pour les 12 mois suivants [L.Q. 1996, c. 23, art. 54]

5. Convocation. L'avis de convocation d'une assemblée générale est transmis à chaque membre par le secrétaire de la Commission au moins 5 jours avant la date fixée pour l'assemblée. [D. 1453-97, art. 3]

6. Assemblée spéciale. Une assemblée spéciale peut être convoquée à la demande du président ou de 3 membres de la Commission. Dans ce cas, l'avis de convocation doit être

transmis à chaque membre par le secrétaire de la Commission au moins 24 heures avant la date fixée pour l'assemblée. [D. 1453-97, art. 4]

6.1. Avis de convocation. L'avis de convocation à une assemblée des membres peut être expédié par courrier ordinaire, par télécopie, par courrier électronique ou par tout autre moyen de communication, à la dernière adresse connue du membre ou, au choix de ce dernier, à son lieu de travail. [D. 1453-97, art. 5]

7. Contenu de l'avis. L'avis de convocation indique le lieu, la date et l'heure de l'assemblée. Dans le cas d'une assemblée spéciale, l'avis indique de plus l'objet de l'assemblée.

8. Absence d'un membre. Un membre qui n'assiste pas à une assemblée est en défaut s'il ne donne pas les motifs de son absence au président. [D. 1211-96, art. 3]

9. La Commission peut convoquer les directeurs généraux, directeurs, avocats et notaires à l'emploi de tout centre d'aide juridique aux fins de discuter de problèmes communs à toutes les régions et d'y assurer des pratiques uniformes. [L.Q. 1996, c. 23, art. 54; D. 1453-97, art. 6]

10. Comité administratif

1° Nombre de membres. Le comité administratif est composé de 5 membres, y compris le président et le vice-président.

2° Quorum. Le quorum du comité administratif est fixé à trois membres, dont le président ou le vice-président.

3° Les articles 5 à 7 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, aux assemblées du comité administratif. [D. 1453-97, art. 7]

11. Fonctions du comité administratif. Outre les fonctions qui lui sont attribuées par la Loi, le comité administratif:

a) exécute les décisions de la Commission;

b) exerce les fonctions, pouvoirs et devoirs que lui délègue la Commission;

c) prépare les prévisions budgétaires, le rapport financier annuel et les soumet à la Commission;

d) administre les deniers ou valeurs reçus par la Commission;

e) peut recommander à la Commission une enquête en vertu de l'article 28 de la Loi et la nomination d'un administrateur s'il y a lieu, selon l'article 27 de la Loi; et

f) fait rapport de ses activités à la Commission lors des assemblées. [D. 1211-96, art. 4]

12. Nomination. La Commission nomme un secrétaire et un trésorier sur recommandation du comité administratif.

13. Fonction du secrétaire. Le secrétaire:

a) agit comme secrétaire aux assemblées de la Commission et du comité administratif;

b) rédige les procès-verbaux et conserve les archives de la Commission; et

c) exécute toute tâche, accomplit tout travail qui lui est confié par la Commission, le comité administratif ou le président.

14. Fonctions du trésorier. Le trésorier

a) rend compte à la Commission, au comité administratif et au président, à leur demande, de la conduite de toutes les activités comptables et financières de la Commission et des centres;

b) a la garde de tous livres, documents et dossiers pertinents à sa charge;

c) dépose tous les deniers ou autres valeurs de la Commission dans une institution financière choisie par le comité administratif;

d) prépare les documents requis pour les paiements de la Commission;

e) fait rapport au comité administratif de toute irrégularité ou erreur dans les affaires financières des centres et y joint des recommandations;

f) présente à la Commission un rapport des activités comptables de l'exercice financier écoulé;

g) soumet ses livres et documents au vérificateur des comptes nommé par la Commission; et

h) exécute toute tâche, accomplit tout travail que lui confie la Commission, le comité administratif ou le président. [L.Q. 1996, c. 23, art. 54]

15. Comptes de banque et garde des valeurs. Des comptes de banque au nom de la Commission peuvent être ouverts à n'importe quelle banque, caisse populaire, société de fiducie constituées au Canada ou ailleurs et tous les chèques, lettres de change, billets et actes d'hypothèques doivent être faits, rédigés, signés, acceptés, endossés ou exécutés par les personnes qui peuvent être désignées par résolution du comité administratif. [D. 1211-96, art. 5]

16. Effets de commerce et signature de chèques. Tous les chèques, traites, billets et autres effets négociables sont signés, tirés, acceptés ou endossés par la ou les personnes désignées, de temps à autre, par résolution du comité administratif.

17. (Abrogé). [D. 1211-96, art. 6]

§ 2. Centre régional

18. (Abrogé). [D. 1211-96, art. 7; L.Q. 1996, c. 23, art. 52, 54; D. 1453-97, art. 8]

19. Pour qu'un centre régional soit habilité à poursuivre ses activités, le conseil d'administration doit remplir les obligations prévues aux articles 20 à 30. [L.Q. 1996, c. 26, art. 52]

20. Conseil d'administration. Le conseil d'administration doit tenir au moins 3 assemblées générales par année. [D. 1211-96, art. 8]

21. Cessation de mandat. Un membre d'un centre régional qui fait défaut d'assister à 3 séances consécutives du conseil d'administration et qui ne donne pas au président du centre des motifs valables de son absence, cesse d'être membre. [L.Q. 1996, c. 23, art. 52, 54]

22. Assemblée générale annuelle. Le conseil d'administration doit tenir une assemblée générale annuelle au plus tard le 15 mai de chaque année, au cours de laquelle il doit :

a) recevoir les rapports annuels des activités financières et d'aide juridique du centre de même que le rapport du vérificateur;

b) nommer un vérificateur membre de l'Ordre des comptables agréés du Québec pour les fins de l'exercice financier en cours et qui n'est pas membre ou employé de la Commission ou d'un centre;

c) élire le président et le vice-président;

d) nommer les membres qui, en plus du président, du vice-président et du directeur général, doivent faire partie du comité administratif en vertu de l'article 40 de la Loi;

e) établir ses objectifs pour les 12 mois suivants. [D. 1211-96, art. 9; L.Q. 1996, c. 23, art. 54]

23. Les assemblées doivent être tenues après l'avis de convocation déterminé par le conseil d'administration.

24. Assemblées spéciales. Des assemblées spéciales ne doivent être convoquées qu'à la demande du président ou d'au moins 3 membres du conseil après l'avis déterminé par le conseil d'administration.

25. Quorum. Le quorum d'une assemblée est de 5 membres dont le président ou le vice-président.

26. *Quorum du comité administratif.* Le président ou le vice-président et 2 membres du conseil autres que le directeur général forment le quorum d'une assemblée du comité administratif.

Le directeur général n'a pas droit de vote.

26.1. *Dispositions applicables.* Les articles 5 à 7 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, aux assemblées du conseil d'administration et du comité administratif du centre régional. [D. 1453-97, art. 9]

27. *Absence ou empêchement d'agir du président.* Le vice-président remplace le président en cas d'absence ou d'empêchement d'agir de ce dernier. [D. 1211-96, art. 10]

28. Le président doit informer par écrit la Commission sans délai dès qu'il est avisé ou a connaissance qu'un membre ne peut plus, ou exprime le désir de ne plus faire partie du conseil d'administration.

29. Les membres du conseil d'administration sauf le directeur général, ne doivent pas être des employés salariés ni de la Commission ni d'un centre. [L.Q. 1996, c. 23, art. 54]

30. Les membres du conseil doivent s'abstenir de toute intervention dans l'exercice du mandat professionnel de l'avocat ou du notaire chargé d'un cas d'aide juridique.

31. *Secrétaire du centre régional.* Le secrétaire :

a) a la garde des archives du centre régional ; et

b) exerce toute fonction, accomplit tout travail que lui confie le conseil d'administration ou le directeur général. [L.Q. 1996, c. 23, art. 52]

32. *Administration d'un bureau d'aide juridique.* Le centre régional, sur recommandation du directeur général, peut confier à un avocat l'administration d'un bureau. [D. 1211-

96, art. 11 ; L.Q. 1996, c. 23, art. 52 ; D. 1453-97, art. 10]

33. *Prévisions budgétaires.* Le centre régional soumet chaque année ses prévisions budgétaires pour le prochain exercice financier à la Commission dans les 15 jours d'une demande de la Commission à cet effet. [L.Q. 1996, c. 23, art. 52 ; D. 1453-97, art. 11]

34. (*Supprimé*). [D. 41-94, art. 1]

35. *Rapport annuel.* Le centre régional soumet avant le 15 mai de chaque année à la Commission un rapport financier annuel dûment vérifié au 31 mars de même qu'un rapport de ses activités d'aide juridique durant l'exercice financier écoulé. [D. 1211-96, art. 12 ; L.Q. 1996, c. 23, art. 52]

36. *Inspection.* Pour s'acquitter des fonctions prévues à l'article 33 de la Loi, le centre régional peut examiner les livres et autres documents financiers d'un centre local. [L.Q. 1996, c. 23, art. 52, 53]

37. (*Abrogé*). [L.Q. 1996, c. 23, art. 52 ; D. 1453-97, art. 12]

38. *Pouvoir d'emprunt.* Un centre régional n'a aucun pouvoir d'emprunt. [L.Q. 1996, c. 23, art. 52]

§ 3. *Centre local*

39. *Contenu de la demande d'accréditation.* La demande d'accréditation d'un centre local est présentée au centre régional. Elle doit être signée par les personnes qui la présentent et doit inclure les renseignements suivants :

a) les objets que se propose de poursuivre le centre local ;

b) l'adresse du siège du centre ;

c) une copie de la charte et des règlements en vigueur du centre ;

d) le nom, l'adresse et l'occupation des personnes qui présentent la demande du centre;

e) une liste des personnes ou organismes appuyant la demande;

f) s'il y a lieu, un bilan détaillé et un état des revenus et dépenses de l'exercice financier précédent. [D. 1211-96, art. 13; L.Q. 1996, c. 23, art. 52, 53, 54]

40. Condition d'accréditation. Pour être accréditée, le centre doit:

a) être constituée en vertu de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (L.R.Q., c. C-38);

b) adopter un règlement prévoyant la tenue d'au moins 6 assemblées générales par an dont une au moins à chaque période de 3 mois;

c) constituer un conseil d'administration dont l'avocat directeur du centre fait partie avec voix consultative seulement et établir un quorum de 50 % plus un des membres du conseil d'administration; et

d) constituer un comité administratif composé au moins du président, de l'avocat directeur et d'un autre membre du conseil d'administration. [D. 1211-96, art. 14; L.Q. 1996, c. 23, art. 54]

41. Demande d'accréditation. Toute demande d'accréditation reçue par le centre régional est transmise à la Commission. Le centre régional y joint ses recommandations. [L.Q. 1996, c. 23, art. 52]

42. Certificat d'accréditation. Le certificat d'accréditation détermine le champ d'activité du centre local pour lequel l'accréditation est accordée. [L.Q. 1996, c. 23, art. 53]

43. Refus. Le refus d'accréditation doit être motivé.

44. Modification. Le centre doit déposer pour approbation auprès du centre régional et de la Commission des copies de toute modification

apportée à sa charte et à ses règlements après son accréditation. [L.Q. 1996, c. 23, art. 52, 54]

45. Collaboration. Le centre doit collaborer à l'intégration de ses activités dans l'ensemble des services juridiques offerts dans la région par le centre régional. [L.Q. 1996, c. 23, art. 52, 54]

46. Les membres du conseil doivent s'abstenir de toute intervention dans l'exercice du mandat professionnel de l'avocat ou du notaire chargé d'un cas d'aide juridique.

47. Un membre d'un centre régional ne peut siéger au conseil d'administration d'un centre local ou vice-versa. [L.Q. 1996, c. 23, art. 52, 53]

47.1. Dispositions applicables. Les articles 5 à 7 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, aux assemblées du conseil d'administration et du comité administratif du centre local. [D. 1453-97, art. 13]

48. Prévisions budgétaires. Le centre local soumet chaque année ses prévisions budgétaires pour le prochain exercice financier au centre régional dans les 10 jours d'une demande du centre régional à cet effet. [L.Q. 1996, c. 23, art. 52, 53; D. 1453-97, art. 14]

49. (Supprimé). [D. 41-94, art. 1]

50. Rapport annuel. La centre local soumet avant le 30 avril au centre régional un rapport financier annuel dûment vérifié au 31 mars de même qu'un rapport de ses activités d'aide juridique durant l'exercice financier écoulé. [D. 1211-96, art. 15; L.Q. 1996, c. 23, art. 52, 53]

§ 4. Dispositions diverses

51. Statistiques. Les centres doivent relever des statistiques et les transmettre à la Commission aux fins de permettre à celle-ci de connaître les services d'aide juridique passés ou en cours et de lui permettre l'analyse des besoins d'aide juridique au Québec.

Ces statistiques doivent être transmises sur les formules dont des copies apparaissent aux annexes B, C et D. [L.Q. 1996, c. 23, art. 54]

51.1. Lorsqu'une demande lui en est faite par le président de la Commission, chaque centre d'aide juridique doit transmettre à la Commission tout renseignement ou document se rapportant à l'administration de la Loi que le président requiert. [D. 1211-96, art. 16]

52. Inspection. Pour être habilitée à poursuivre ses activités, un centre doit permettre en tout temps à la Commission de faire l'examen de ses livres et autres documents financiers. [L.Q. 1996, c. 23, art. 54]

53. Comptes. Chaque centre et chaque bureau d'aide juridique maintient, par l'intermédiaire du directeur général ou de la personne à qui les pouvoirs du directeur général ont été délégués conformément au deuxième alinéa de l'article 50 de la Loi, selon le cas, un compte en fidéicomis pour toute somme d'argent qu'il perçoit du bénéficiaire pour un tiers ou d'un tiers pour le bénéficiaire. L'administration et la remise de ces sommes est assujettie aux dispositions du *Règlement sur la comptabilité et les comptes en fidéicomis des avocats* (R.R.Q., 1981, c. B-1, r. 3) ou du *Règlement sur la comptabilité en fidéicomis des notaires* approuvé par le décret 823-95 du 14 juin 1995 tel qu'il se lit au moment où il s'applique.

Chaque centre maintient également, par l'intermédiaire du directeur général, un compte auprès d'une institution financière dans lequel il verse les contributions perçues des bénéficiaires admis à l'aide juridique moyennant le versement d'une contribution, à l'exception des frais administratifs visés à l'article 26 du *Règlement sur l'aide juridique* édicté par le décret 1073-96 du 28 août 1996 et tel qu'il se lit au moment où il s'applique. Les sommes versées dans ce compte ne peuvent en être retirés qu'au fur et à mesure que les services juridiques sont dispensés au béné-

ficiaire. [D. 1211-96, art. 17; L.Q. 1996, c. 23, art. 54; D. 1453-97, art. 15]

54. Enquête. Lorsque la Commission approuve une enquête en vertu de l'article 28 de la Loi, elle désigne un enquêteur qui doit être soumis aux lois régissant les ordres professionnels depuis au moins 5 ans. Lorsque l'enquête porte sur le travail professionnel d'un directeur général ou d'une personne à qui les pouvoirs du directeur général ont été délégués conformément au deuxième alinéa de l'article 50 de la loi, l'enquêteur doit être un avocat. [L.Q. 1994, c. 40, art. 457; D. 1211-96, art. 18]

55. Décision. La Commission, après étude du rapport de l'enquêteur, communique sa décision au président et au secrétaire du centre. [L.Q. 1996, c. 23, art. 54]

56. Exercice financier. L'exercice financier de la Commission et des centres se termine le 31 mars de chaque année. [L.Q. 1996, c. 23, art. 54]

SECTION III

FONCTIONNEMENT DE L'AIDE JURIDIQUE

§ 0.1. Exercice du libre-choix

56.1. Libre-choix. Les règles d'admissibilité à l'aide juridique et de délivrance des attestations d'admissibilité à cette aide prévues par la Loi et ses règlements doivent être appliquées sans distinction à l'égard de tout requérant, qu'il choisisse soit un avocat ou un notaire qui exerce sa profession en cabinet privé, soit un avocat ou un notaire à l'emploi d'un centre. [D. 1453-97, art. 16]

§ 1. Confection de la liste des avocats et notaires disponibles

57. Liste des avocats et notaires disponibles. Le directeur général établit et maintient à jour une liste des avocats et notaires ayant leurs études dans la région, qui acceptent,

par écrit, d'accorder leurs services professionnels aux bénéficiaires de l'aide juridique.

58. (Abrogé). [D. 1453-97, art. 17]

59. (Abrogé). [L.Q. 1996, c. 23, art. 54; D. 1453-97, art. 17]

60. Limite de son engagement. Lorsqu'il accepte d'offrir ses services aux bénéficiaires d'aide juridique, un avocat ou notaire peut indiquer des limites à la nature des services qu'il est prêt à fournir. [D. 1453-97, art. 18]

61. Retrait. Un avocat ou un notaire peut en tout temps demander par un écrit adressé au directeur général le retrait de son nom de la liste mentionnée à l'article 57. Le directeur général doit agréer cette demande. [D. 1453-97, art. 19]

62. L'avocat ou le notaire dont le nom n'est pas inscrit ou a été retiré de la liste prévue à l'article 57 peut demander que son nom y soit inscrit. Le directeur général doit agréer cette demande. Toute demande verbale doit être confirmée par écrit. [D. 1453-97, art. 20]

63. Registre des demandes. Le directeur général tient un registre indiquant notamment le nom des personnes qui demandent l'aide juridique, la date à laquelle la demande est reçue ainsi que, le cas échéant, la date à laquelle rendez-vous est pris pour remplir la demande, la nature de la demande et la façon dont il en a été disposé. [D. 1453-97, art. 21]

64. Registre des mandats. Le directeur général tient un registre indiquant notamment la nature des mandats confiés aux avocats ou notaires qui ne sont pas à l'emploi d'un centre d'aide juridique, la date à laquelle le mandat a été confié ainsi que la façon dont il en a été disposé et la date à laquelle le mandat a été terminé. [D. 1453-97, art. 21]

65. Demande de rapport. Le directeur général peut demander et obtenir des rapports des avocats et des notaires qui ne sont pas

à l'emploi d'un centre sur les dossiers d'aide juridique qui leur ont été confiés. [D. 1453-97, art. 22]

§ 2. Demandes d'aide juridique

66. (Abrogé). [D. 941-83, art. 11]

67. (Abrogé). [D. 941-83, art. 11]

68. (Abrogé). [D. 941-83, art. 11]

69. Lieu de demande par exception. La demande d'aide juridique peut être faite auprès de tout centre ou bureau d'aide juridique lorsque le requérant justifie pourquoi il ne s'est pas adressé au centre local ou au bureau le plus proche du lieu de sa résidence. L'attestation peut alors être donnée par le bureau ou le centre local où elle a été demandée ou par un autre bureau ou un autre centre local selon qu'au jugement du directeur général il est plus avantageux pour le requérant. [L.Q. c. 23, art. 53, 54]

69.1. Demandes relatives à la jeunesse. Dans les districts judiciaires de Montréal et de Québec, les centres d'aide juridique concernés doivent, dans les matières relevant de la compétence de la Cour du Québec, chambre de la jeunesse, procéder à l'étude des demandes d'aide juridique s'y rapportant et statuer en ces matières sur l'admissibilité des requérants sur les lieux mêmes où cette chambre tient ses séances, pendant les heures d'ouverture du greffe dans le district de Montréal et de 9 h 00 à 15 h 00 dans le district de Québec, à moins que le requérant choisisse de présenter sa demande soit au centre local ou au bureau d'aide juridique le plus proche du lieu de sa résidence soit, conformément à l'article 69, à tout autre centre ou bureau.

Dans les autres districts judiciaires, les centres d'aide juridique qui, le 1^{er} avril 1997, dispensent, dans les matières relevant de la compétence de la Cour du Québec, chambre de la jeunesse, des services d'admissibilité à

l'aide juridique sur les lieux mêmes où cette chambre tient ses séances doivent maintenir ces services. [D. 1453-97, art. 23]

70. *Critères d'admissibilité.*

1° (*paragraphe abrogé*);

2° (*paragraphe supprimé*);

3° (*paragraphe abrogé*);

4° (*paragraphe supprimé*). [D. 2873-82, art. 1; D. 941-83, art. 11; D. 1211-96, art. 19]

71. (*Abrogé*). [D. 941-83, art. 11]

72. **Attestation d'admissibilité.** Le directeur général signe l'attestation d'admissibilité à l'aide juridique et la délivre en duplicata. Elle porte l'information suivante :

a) le nom du centre ou du bureau qui l'émet;

b) le nom et l'adresse du bénéficiaire;

b.1) le fait que le bénéficiaire est admis à l'aide juridique gratuite ou moyennant le versement d'une contribution et, dans ce dernier cas, le montant maximal de la contribution exigible, déduction faite des frais administratifs versés par le bénéficiaire conformément au *Règlement sur l'aide juridique* et le droit du bénéficiaire de demander une révision quant au montant de la contribution;

c) la date de l'acceptation de la demande;

d) le nom de l'avocat ou du notaire à qui le cas est confié;

e) la période pour laquelle elle est émise;

f) la nature du cas pour lequel l'aide est accordée; et

g) le caractère d'urgence, et conditionnel s'il y a lieu, de l'attestation.

Lorsque l'aide juridique est accordée moyennant le versement d'une contribution, l'attestation d'admissibilité indique également qu'en cas de défaut par le bénéficiaire de payer la contribution exigible, l'aide pourra être suspendue

ou retirée et que le remboursement des coûts de l'aide juridique pourra être exigé du bénéficiaire. [D. 1211-96, art. 20; L.Q. 1996, c. 23, art. 54; D. 1453-97, art. 24]

73. **Refus.** Un avis de refus, de suspension ou de retrait de l'aide juridique est motivé. S'il s'agit d'un refus ou d'un retrait, l'avis comporte la mention du droit du requérant, ou, selon le cas, du bénéficiaire de demander la révision de la décision et du délai dans lequel cette demande doit être présentée. [D. 1211-96, art. 21]

74. Le refus, la suspension ou le retrait de l'aide juridique prend effet à compter de la réception par le requérant, ou selon le cas par le bénéficiaire, de l'avis motivé à cet effet. Le directeur général en avise également, s'il y a lieu, l'avocat ou le notaire du bénéficiaire, le greffier du tribunal ou l'officier de la publicité des droits. [D. 1211-96, art. 22]

75. (*Abrogé*). [D. 942-83, art. 5]

76. **Choix de l'avocat ou du notaire.** Le bénéficiaire peut faire le choix d'un avocat ou notaire qui n'est pas à l'emploi d'un centre parmi ceux qui ont accepté d'être inscrits sur la liste mentionnée à l'article 57. Lorsque le bénéficiaire fait le choix particulier d'un tel avocat ou d'un tel notaire, le directeur général confie à cet avocat ou à ce notaire un mandat décrivant la nature du cas. [L.Q. 1996, c. 23, art. 54; D. 1453-97, art. 25]

77. **Avis et rapport.** L'avocat ou le notaire qui n'est pas à l'emploi d'un centre doit aviser par écrit le directeur général quand il refuse un mandat. Il doit donner cet avis dans les 15 jours de la date de la réception du mandat. Le directeur général avise alors le bénéficiaire qu'il peut faire le choix d'un autre avocat ou notaire.

S'il accepte le mandat, l'avocat ou le notaire doit, dès que le mandat est exécuté et ce, même si aucun montant ne lui est payable, transmettre, à son choix, soit un relevé d'honoraires comportant une description sommaire de ses

démarches et de leurs résultats ainsi que le relevé détaillé de ses honoraires et déboursés, soit un rapport sur les services juridiques qu'il a rendus dans le cadre du mandat, dans lequel il indique les honoraires et déboursés qu'il entend réclamer.

Le relevé d'honoraires ou le rapport doit notamment indiquer les services rendus selon la nomenclature du tarif établi en vertu de l'article 81 de la Loi et les numéros des articles du tarif correspondant aux services rendus et aux honoraires qui en découlent.

Le relevé d'honoraires ou le rapport doit être transmis au centre ou, selon le cas, à la Commission. [D. 1721-86, art. 1; D. 1211-96, art. 23; D. 1453-97, art. 26]

78. (*Remplacé*). [D. 1453-97, art. 26]

79. (*Abrogé*). [D. 1721-86, art. 2]

80. (*Abrogé*). [D. 942-83, art. 5]

81. Substitution de l'avocat ou du notaire. Sous réserve de l'article 81.1, le bénéficiaire ayant déjà obtenu les services d'un avocat ou notaire qui n'a pas encore complété le mandat confié, peut obtenir du directeur général les services d'un autre avocat ou notaire s'il en donne des motifs raisonnables. L'avocat ou le notaire, s'il n'est pas à l'emploi d'un centre, doit alors transmettre, conformément à l'article 77, son relevé d'honoraires ou son rapport, dès qu'il est informé que le dossier du bénéficiaire a été confié à un autre avocat ou notaire. [D. 1453-97, art. 27]

81.1. Remplacement de l'avocat ou du notaire. Un avocat ou un notaire qui exerce sa profession en cabinet privé peut, en tout temps, remplacer, dans le cadre d'un même mandat, un autre avocat ou notaire du même cabinet à qui ce mandat a été confié. Ce remplacement s'opère au moyen d'un avis signé par le bénéficiaire et transmis, par voie postale ou par voie de télécommunication, au directeur général qui a confié le mandat. Cet avis indique les

services juridiques pour lesquels le remplacement a lieu, de même que la période pendant laquelle il s'applique. Le directeur général est lié par cet avis. [D. 1453-97, art. 28]

82. (*Abrogé*). [D. 941-83, art. 11]

§ 3. Comité de révision

83. (*Abrogé*). [D. 1211-96, art. 24]

84. (*Abrogé*). [D. 1211-96, art. 24]

85. (*Abrogé*). [D. 1211-96, art. 24]

86. (*Abrogé*). [D. 1211-96, art. 24]

87. (*Abrogé*). [D. 1211-96, art. 24]

88. Procès-verbaux. Le comité chargé d'effectuer les révisions prévues aux articles 74 et 75 de la Loi tient des procès-verbaux de ses réunions. [D. 1211-96, art. 25; D. 1453-97, art. 29]

89. (*Abrogé*). [D. 1211-96, art. 26]

90. Le comité transmet sans délai copie de ses décisions au président de la Commission. [D. 1211-96, art. 27]

91. (*Abrogé*). [D. 1211-96, art. 28]

92. Dès qu'il délivre une attestation conditionnelle d'admissibilité dans le cadre d'une demande de révision, le directeur général en transmet copie au comité de révision. [D. 1211-96, art. 29]

(Supprimée). [D. 2416-82, art. 1 ; L.Q. 1996, c. 23, art. 52 ; D. 1453-97, art. 30]

(art. 51)

BUREAU DE _____

AU _____

[illegible]

3 - DOSSIERS DES NOTAIRES PRIVÉS

ANNEXE C

COÛT PAR NATURE DU DOSSIER FERMÉ

(art. 51)

CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DE _____

RÉGION _____ BUREAU _____

NATURE DU DOSSIER	AVOCATS DU RÉSEAU			
	NOMBRE DE DOSSIERS FERMÉS		TEMPS CONSACRÉ	
	TRIMESTRE	CUMULATIF	TRIMESTRE	CUMULATIF

ANNEXE D
ACTIVITÉS PAR AVOCAT PAR NATURE DES DOSSIERS

(art. 51)

CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DE _____

Bureau de _____ MOIS de _____ ☐ POUR LES AVOCATS DU RÉSEAU

NOM DE L'AVOCAT	NATURE DU DOSSIER	NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS		NOMBRE DE DOSSIERS FERMÉS		NOMBRE DE DOSSIERS EN CIRCULATION	CIVIL	CRIMINEL
		MOIS	CUMULATIF ANNÉE	MOIS	CUMULATIF ANNÉE			

RÈGLEMENT SUR LA SOUSCRIPTION OBLIGATOIRE AU FONDS D'ASSURANCE-RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE DU BARREAU DU QUÉBEC

HISTORIQUE LÉGISLATIF

Décret 2406-84 du 31/10/84, (1984)
116 *G.O.* II, 5677

Remplacé par:

Décret 471-88 du 30/3/88, (1988) 120 *G.O.* II,
2023

Entré en vigueur: 13 avril 1988

Modifié par:

Décret 780-91 du 5/6/91, (1991) 123 *G.O.* II,
2766

Entré en vigueur: 4 juillet 1991

Décret 1358-94 du 7/9/94, (1994) 126 *G.O.* II,
5765

Entré en vigueur: 13 octobre 1994

Avis, (1996) 128 *G.O.* II, 1892

Entré en vigueur: 28 mars 1996

L.Q. 1996, c. 23, art. 54

Entré en vigueur: 26 septembre 1996

L.Q. 2000, c. 8, art. 242

Entré en vigueur: 1^{er} octobre 2000

RÈGLEMENT SUR LA SOUSCRIPTION OBLIGATOIRE AU FONDS D'ASSURANCE-RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE DU BARREAU DU QUÉBEC

TABLE DES MATIÈRES

Section I	Application du Fonds d'assurance-responsabilité professionnelle . . .	1 et 2
Section II	Demande d'exemption	3
Section III	Dispositions transitoires	4 à 6
Annexe 1	Demande d'exemption	
Annexe 2	Résolution de l'employeur	

**RÈGLEMENT SUR LA SOUSCRIPTION
OBLIGATOIRE AU FONDS
D'ASSURANCE-RESPONSABILITÉ
PROFESSIONNELLE DU BARREAU DU QUÉBEC,
D. 471-88, (1988) 120 G.O. II, 2023 [c. B-1, r. 12.01]**

Loi sur le Barreau
(L.R.Q., c. B-1)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, art. 94, par. l)

**SECTION I
APPLICATION DU FONDS
D'ASSURANCE-RESPONSABILITÉ
PROFESSIONNELLE**

1. L'avocat inscrit au Tableau doit souscrire au Fonds d'assurance-responsabilité professionnelle du Barreau du Québec.

2. Malgré l'article 1, un avocat n'est pas tenu de souscrire au Fonds :

1° s'il est au service exclusif du Gouvernement du Québec et nommé suivant la *Loi sur la Fonction publique* (L.R.Q., c. F-3.1.1);

2° s'il est au service exclusif d'un organisme dont le Gouvernement du Québec ou l'un de ses ministres nomme la majorité des membres, dont la loi ordonne que le personnel soit nommé suivant la *Loi sur la Fonction publique* ou dont le fonds social fait partie du domaine public, ou d'un organisme mandataire du gouvernement et désigné comme tel dans la loi;

3° s'il est au service exclusif de l'Assemblée nationale du Québec, d'un organisme dont celle-ci nomme les membres ou d'une personne qu'elle désigne pour exercer une fonction qui

en relève, ou s'il est lui-même une telle personne;

4° s'il est au service exclusif du cabinet du lieutenant-gouverneur visé à l'article 2.1 de la *Loi sur l'exécutif* (L.R.Q., c. E-18), d'un cabinet de ministre visé à l'article 11.5 de cette même loi ou du cabinet d'une personne visée à l'article 124.1 de la *Loi sur l'Assemblée nationale* (L.R.Q., c. A-23.1);

5° s'il est au service exclusif de la Commission des services juridiques ou d'un centre d'aide juridique institué en vertu de la *Loi sur l'aide juridique* (L.R.Q., c. A-14);

6° s'il est au service exclusif du Parlement fédéral, de la « Fonction publique » suivant l'article 2 de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique du Canada* (L.R.C. (1985), ch. P-35), des « Forces canadiennes » au sens de l'article 14 de la *Loi sur la défense nationale* (L.R.C. (1985), ch. N-5) ou d'une « Société d'État » au sens de l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (L.R.C. (1985), ch. F-11) et mentionnée dans les annexes de cette loi;

7° s'il est au service exclusif d'une corporation municipale, d'un organisme public de transport en commun au sens de l'article 3 du *Règlement sur le transport par autobus* édicté par le décret 1991-86 du 19 décembre 1986, d'une municipalité régionale du comté, de la Communauté urbaine de Québec, de la Communauté urbaine de Montréal, de la Communauté

urbaine de l'Outaouais, des Administrations régionales Kativik ou Crie, d'une commission scolaire, du Conseil scolaire de l'Île de Montréal ou d'au moins un des établissements concernés par l'article 125 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* (L.R.Q., c. S-4.2), ou d'un centre de services sociaux au sens de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit* (L.R.Q., c. S-5);

8° s'il est inscrit au Tableau mais qu'il ne pose en aucune circonstance l'un des actes mentionnés à l'article 128 de la *Loi sur le Barreau* (L.R.Q., c. B-1);

9° s'il exerce sa profession exclusivement à l'extérieur du Québec;

10° s'il exerce sa profession principalement à l'extérieur du Québec mais qu'il pose occasionnellement au Québec l'un des actes mentionnés à l'article 128 de la *Loi sur le Barreau*, pourvu qu'il soit couvert par un contrat d'assurance de la responsabilité professionnelle établissant une garantie, au moins équivalente à celle que procure le Fonds d'assurance-responsabilité professionnelle du Barreau du Québec, contre la responsabilité qu'il peut encourir en raison de fautes ou négligences commises dans l'exercice de sa profession au Québec. [D. 780-91, art. 1; D. 1358-94, art. 1; Décision, 96-02-22, art. 1; L.Q. 1996, c. 23, art. 54]

SECTION II

DEMANDE D'EXEMPTION

3. L'avocat qui se trouve dans l'une ou l'autre des situations décrites à l'article 2, transmet au directeur général une demande d'exemption conforme à celle reproduite à l'annexe 1 dûment complétée.

S'il est à l'emploi d'un organisme visé aux paragraphes 5° ou 7° de l'article 2, il doit joindre à sa demande copie certifiée d'une résolution de cet organisme, conforme à l'annexe 2,

et une confirmation écrite de cet organisme à l'effet qu'il est à son emploi exclusif.

Lorsqu'un avocat cesse d'être dans l'une ou l'autre des situations décrites à l'article 2, il en avise sans délai le directeur général par écrit.

SECTION III

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

4. Satisfait au présent règlement l'avocat qui, lors de l'entrée en vigueur de la résolution du Barreau créant le Fonds d'assurance-responsabilité professionnelle, détient une garantie contre la responsabilité professionnelle au moins équivalente à celle prévue par le Fonds.

L'exception prévue au premier alinéa prend fin soit à la date d'échéance de la garantie que détient l'avocat, soit une année après l'entrée en vigueur de la résolution créant le Fonds, selon la plus rapprochée de ces deux dates.

L'avocat qui détient une telle garantie doit en fournir la preuve au directeur général en lui en transmettant copie.

5. (*Omis*).

6. (*Omis*).

ANNEXE 1 DEMANDE D'EXEMPTION

(art. 2)

Je demande d'être exempté de souscrire au Fonds d'assurance-responsabilité professionnelle du Barreau du Québec parce que :

- ☐ Je suis au service exclusif du Gouvernement du Québec et nommé suivant la *Loi sur la Fonction publique* (L.R.Q., c. F-3.1.1);
- ☐ Je suis au service exclusif d'un organisme dont le Gouvernement du Québec ou l'un de ses ministres nomme la majorité des membres, dont la loi ordonne que le personnel soit nommé suivant la *Loi sur la Fonction publique* ou dont le fonds social fait partie du domaine public, ou d'un organisme mandataire du gouvernement et désigné comme tel dans la loi;
- ☐ Je suis au service exclusif de l'Assemblée nationale du Québec, d'un organisme dont celle-ci nomme les membres ou d'une personne qu'elle désigne pour exercer une fonction qui en relève ou suis moi-même une telle personne;
- ☐ Je suis au service exclusif du cabinet du lieutenant-gouverneur visé à l'article 2.1 de la *Loi sur l'exécutif* (L.R.Q., c. E-18), d'un cabinet de ministre visé à l'article 11.5 de cette même loi ou d'un cabinet d'une personne visée à l'article 124.1 de la *Loi sur l'Assemblée nationale* (L.R.Q., c. A-23.1);
- ☐ Je suis au service exclusif de la Commission des services juridiques ou d'un centre d'aide juridique institué en vertu de la *Loi sur l'aide juridique* (L.R.Q., c. A-14);
- ☐ Je suis au service exclusif du Parlement fédéral, de la « Fonction publique » suivant l'article 2 de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique du Canada* (L.R.C. (1985), ch. P-35), des « Forces canadiennes » au sens de l'article 14 de la *Loi sur la défense nationale* (L.R.C. (1985), ch. N-5) ou d'une « Société d'État » au sens de l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (L.R.C. (1985), ch. F-11) et mentionnée dans les annexes de cette loi;
- ☐ Je suis au service exclusif d'une corporation municipale, d'un organisme de transport en commun au sens de l'article 3 du *Règlement sur le transport par autobus* édicté par le décret 1991-86 du 19 décembre 1986, d'une municipalité régionale de comté, de la Communauté urbaine de Québec, de la Communauté urbaine de Montréal, de la Communauté urbaine de l'Outaouais, des Administrations régionales Kativik ou Crie, d'une commission scolaire, du Conseil scolaire de l'Île de Montréal ou d'au moins un des établissements concernés par l'article 125 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* (L.R.Q., c. S-4.2), ou d'un centre de services sociaux au sens de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit* (L.R.Q., c. S-5);
- ☐ Je suis inscrit au Tableau mais je ne pose en aucune circonstance l'un des actes mentionnés à l'article 128 de la *Loi sur le Barreau* (L.R.Q., c. B-1);
- ☐ J'exerce ma profession exclusivement à l'extérieur du Québec;

- ☐ J'exerce ma profession principalement à l'extérieur du Québec mais je pose occasionnellement au Québec l'un des actes mentionnés à l'article 128 de la *Loi sur le Barreau*, et je suis couvert par un contrat d'assurance de la responsabilité professionnelle établissant une garantie, au moins équivalente à celle que procure le Fonds d'assurance-responsabilité professionnelle du Barreau du Québec, contre la responsabilité que je peux encourir en raison de fautes ou négligences commises dans l'exercice de ma profession au Québec.
- ☐ Je m'engage à avertir immédiatement par écrit le directeur général de tout changement modifiant de quelque façon la cause de mon exemption de souscrire au Fonds d'assurance.

(Signature de l'avocat)

Assermenté ou déclaré solennellement devant moi à _____ ce _____ jour de _____ 20_____.

(Commissaire à l'assermentation)

[D. 780-91, art. 2; D. 1358-94, art. 2; Décision 96-02-22, art. 2; L.Q. 1996, c. 23, art. 54]

ANNEXE 2
RÉSOLUTION DE L'EMPLOYEUR

(art. 2, par. 5° ou 7°)

Considérant que _____ (nom de l'organisme) _____ a à son service exclusif un(des) avocat(s), il a été proposé par _____ appuyé par _____ et résolu (résolution n° _____) lors de la séance tenue le _____ 20_____, de déclarer aux fins du *Règlement sur la souscription obligatoire au Fonds d'assurance-responsabilité professionnelle du Barreau du Québec* :

« Que _____ se porte garant, prend fait et cause et répond
(Nom de l'organisme)

financièrement des conséquences de toute erreur ou omission de cet(ces) avocat(s) dans l'exercice de ses (leurs) fonctions. ».

Et j'ai signé, ce _____ jour de _____ 20_____.

Copie conforme

(personne autorisée, titre)

RÈGLEMENT SUR LA CESSATION D'EXERCICE DES MEMBRES DU BARREAU DU QUÉBEC

HISTORIQUE LÉGISLATIF

Décret 1131-91 du 14/8/91, (1991)

123 *G.O.* II, 4852

Entré en vigueur: 12 septembre 1991

RÈGLEMENT SUR LA CESSATION D'EXERCICE DES MEMBRES DU BARREAU DU QUÉBEC

TABLE DES MATIÈRES

Section I	Champ d'application	1
Section II	Exercice en société	2 à 4
Section III	Exercice à son propre compte	5 à 10
§ 1	Cessation volontaire.	5
§ 2	Cessation involontaire	6 à 10
Section IV	Conservation des dossiers	11 et 12

**RÈGLEMENT SUR LA CESSATION
D'EXERCICE DES MEMBRES DU BARREAU
DU QUÉBEC,
D. 1131-91, (1991) 123 G.O. II, 4852 [c. B-1, r. 0.2]**

Loi sur le Barreau

(L.R.Q., c. B-1)

Code des professions

(L.R.Q., c. C-26, art. 91)

**SECTION I
CHAMP D'APPLICATION**

1. Le présent règlement s'applique à la disposition des dossiers, livres et registres tenus par les membres du Barreau du Québec qui cessent d'exercer leur profession.

Toutefois, il ne s'applique pas à un membre qui cesse d'exercer sa profession alors qu'il est l'employé d'une personne physique ou morale, d'une société ou d'un gouvernement.

**SECTION II
EXERCICE EN SOCIÉTÉ**

2. Le membre du Barreau qui exerce sa profession en société réelle et qui cesse volontairement de l'exercer, qui accepte une fonction qui l'empêche de compléter les mandats qui lui avaient été confiés ou qui se trouve dans l'une des situations de cessation involontaire d'exercice prévues à l'article 6 peut céder ses dossiers, livres et registres à l'un de ses associés, mais il doit alors aviser par écrit ses clients du nom du cessionnaire.

Si le membre est dans l'impossibilité d'aviser ses clients, l'obligation d'aviser incombe alors au cessionnaire.

3. Le membre du Barreau qui exerce sa profession en société réelle peut aussi prévoir qu'à son décès ses dossiers, livres et registres seront cédés à l'un de ses associés.

Dès après le décès, le cessionnaire doit aviser par écrit les clients concernés du décès et du transfert de leurs dossiers.

4. Le membre du Barreau qui cesse d'exercer sa profession en société réelle et qui ne cède pas ses dossiers, livres et registres à l'un de ses associés est assujéti à la section III.

**SECTION III
EXERCICE À SON PROPRE COMPTE**

§ 1. Cessation volontaire

5. Le membre du Barreau qui exerce seul sa profession, y compris s'il l'exerce en société nominale, et qui cesse volontairement de l'exercer ou qui accepte une fonction qui l'empêche de compléter les mandats qui lui avaient été confiés doit céder ses dossiers, livres et registres à un membre du Barreau.

De plus, il doit, dans les 30 jours de la date prévue pour la cessation d'exercice ou l'entrée en fonction, aviser par écrit le syndic et ses clients de la date à laquelle il cessera d'exercer ou entrera en fonction et du nom du membre du Barreau qui a accepté d'être son cessionnaire.

§ 2. Cessation involontaire

6. Le syndic prend possession des dossiers, livres et registres du membre du Barreau qui

exerce seul sa profession, y compris s'il l'exerce en société nominale, et dont le permis est révoqué, qui est radié, qui est devenu inhabile ou qui se trouve dans l'impossibilité d'agir.

Le syndic prend également possession des dossiers, livres et registres à l'égard desquels le membre ne peut agir pour le motif que son droit d'exercice a été limité ou suspendu.

7. Le syndic prend aussi possession des dossiers, livres et registres du membre du Barreau qui exerçait sa profession seul, y compris s'il l'exerçait en société nominale, et qui est décédé sans avoir prévu la cession de ses dossiers, livres et registres.

Si le membre a prévu la cession en cas de décès, le cessionnaire doit, dès après le décès, aviser par écrit le syndic et les clients de la date du décès, du transfert de leur dossier et de leur droit de se constituer un nouveau procureur ou de reprendre leurs dossiers dans le délai qu'il indique.

Si la cession en cas de décès ne peut être exécutée, le syndic prend possession des dossiers du membre décédé.

8. Le syndic transfère les dossiers dont il a pris possession en vertu des articles 6 ou 7 à un membre du Barreau avant même de donner l'avis prévu à l'article 9 lorsque la protection des intérêts des clients le requiert.

9. Le syndic, lorsqu'il prend possession des dossiers, livres et registres d'un membre du Barreau doit aviser par écrit immédiatement chaque client :

1° de la prise de possession de son dossier en lui en indiquant le motif ;

2° du transfert de son dossier à un autre membre du Barreau qu'il indique, si tel a été le cas ;

3° du délai qu'il a pour reprendre son dossier ou, s'il y a eu transfert pour accepter ce transfert ou reprendre son dossier ;

4° de ses adresse, numéro de téléphone et heures de bureau.

10. Le syndic peut en outre faire publier un avis de sa prise de possession des dossiers, livres et registres d'un membre du Barreau dans un journal circulant dans la région où ce dernier exerçait sa profession.

Cet avis indique que le syndic a pris possession des dossiers, livres et registres d'un membre du Barreau qui est désigné, le délai que les clients ont pour reprendre leurs dossiers ainsi que les adresse, numéro de téléphone et heures de bureau du syndic.

SECTION IV

CONSERVATION DES DOSSIERS

11. Le syndic qui prend possession des dossiers, livres et registres d'un membre du Barreau de même qu'un membre cessionnaire de tels dossiers doivent conserver pendant une période d'au moins cinq ans les dossiers qui n'ont pas été repris par un client.

12. (*Omis*).

CODE DE DÉONTOLOGIE DES AVOCATS

HISTORIQUE LÉGISLATIF

1868

Règles de la profession d'avocat, adoptées par le Conseil général en mai 1868

1917

Règlements du Barreau de la province de Québec, adoptés par le Conseil général le 25 octobre 1917

1931

Règlements du Barreau de la province de Québec, adoptés par le Conseil général le 6 juin 1931

1939

Règlements du Barreau de la province de Québec, en vigueur le 1^{er} septembre 1939

1954

Règlements du Barreau de la province de Québec, (1954) 14 R. du B. 269-294

1961

Règlements du Barreau de la province de Québec, art. 66 à 136, 146 et 147

1966

Règlements du Barreau de la province de Québec, art. 66 à 97, 102, 105 à 131, 133a, 135

1967

Règlements I du Barreau du Québec, A.C. 3364 du 7/12/67, (1967) 99 G.O., 7245

Entré en vigueur: 1^{er} février 1968

Modifié par :

A.C. 1218 du 18/4/69, (1969) 101 G.O., 4284

A.C. 2253 du 3/6/70, (1970) 102 G.O., 3536

A.C. 2374 du 7/7/71, (1971) 103 G.O., 5646

A.C. 3867 du 17/11/71, (1971) 103 G.O., 8693

A.C. 1211-73 du 4/4/73, (1973) 105 G.O. II, 1177

A.C. 1425-77 du 4/5/77, (1977) 109 G.O. II, 3311

Entré en vigueur: 29 juin 1977

Erratum, (1977) 109 G.O. II, 3867

Règlement refondu :

R.R.Q. 1981, c. B-1, r. 1

Entré en vigueur: 1^{er} août 1982

Modifié par :

Décret 1380-91 du 9/10/91, (1991) 123 G.O. II, 5802

Entré en vigueur: 7 novembre 1991

Décret 535-93 du 7/4/93, (1993) 125 G.O. II, 3013

Entré en vigueur: 6 mai 1993

Décret 1690-93 du 1/12/93, (1993) 125 G.O. II, 8856

Entré en vigueur: 6 janvier 1994

Décret 358-97 du 19/03/97, (1997) 129 G.O. II, 1843

Entré en vigueur: 24 avril 1997

Décret 351-2004 du 21/04/04, (2004) 136 G.O. II, 1840

Entré en vigueur: 6 mai 2004

Décret 59-07 du 30/01/07, (2007) 139 G.O. II, 1286

Entré en vigueur: 1^{er} mars 2007

Décret 731-2009 du 18/06/09, (2009) 141 G.O. II, 2830

Entré en vigueur: 15 juillet 2009

CODE DE DÉONTOLOGIE DES AVOCATS

TABLE DES MATIÈRES

Section I	Dispositions générales	1.00.01 à 1.01
Section II	Devoirs généraux et obligations envers le public	2.00.01 à 2.10
Section III	Devoirs et obligations envers le client	3.00.01 à 3.08.08
§ 1	Dispositions générales	3.00.01 à 3.01.05
§ 2	Intégrité	3.02.01 à 3.02.11
§ 3	Disponibilité et diligence	3.03.01 à 3.03.05
§ 4	Responsabilité	3.04.01
§ 5	Indépendance et désintéressement	3.05.01 à 3.05.19
§ 6	Secret professionnel et conflit d'intérêts	3.06.01 à 3.06.10
§ 6.1	Levée du secret professionnel en vue d'assurer la protection des personnes	3.06.01.01 à 3.06.01.05
§ 7	Accessibilité des dossiers	3.07.01
§ 8	Fixation et paiement des honoraires	3.08.01 à 3.08.08
Section IV	Devoirs et obligations envers la profession	4.01.00.01 à 4.04.01
§ 1	Dispositions générales	4.01.00.01 et 4.01.00.02
§ 1.1	Situations d'incompatibilité	4.01.01 à 4.01.02
§ 2	Actes dérogatoires	4.02.01 à 4.02.02
§ 3	Relation avec le Barreau et les autres avocats	4.03.00.01 à 4.03.04
§ 4	Contribution à l'avancement de la profession	4.04.01
Section V	Restrictions et obligations relatives à la publicité	5.01 à 5.07
Section VI	Symbole graphique du barreau	6.01 à 6.05
Section VII	Raison sociale des sociétés d'avocats	7.01 et 7.02

CODE DE DÉONTOLOGIE DES AVOCATS, R.R.Q., 1981, c. B-1, r. 1

Loi sur le Barreau

(L.R.Q., c. B-1, art. 15)

Code des professions

(L.R.Q., c. C-26)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.00.01. Le présent code détermine, en application de l'article 87 du *Code des professions* (L.R.Q., c. C-26), les devoirs dont doit s'acquitter l'avocat, quel que soit le cadre ou le mode d'exercice de ses activités professionnelles ou la nature de sa relation contractuelle avec le client. [D. 351-2004, art. 2]

1.00.02. L'avocat doit, à l'égard de toute personne autre qu'un avocat qui coopère avec lui dans l'exercice de ses activités professionnelles ou à l'égard de toute société au sein de laquelle il exerce ses activités professionnelles, prendre les moyens raisonnables pour que la *Loi sur le Barreau* (L.R.Q., c. B-1), le *Code des professions* et les règlements pris en application de ces lois soient respectés. [D. 351-2004, art. 2]

1.01. La *Loi d'interprétation* (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

SECTION II DEVOIRS GÉNÉRAUX ET OBLIGATIONS ENVERS LE PUBLIC

2.00.01. L'avocat doit agir avec dignité, intégrité, honneur, respect, modération et courtoisie. [D. 351-2004, art. 3]

2.01. L'avocat doit soutenir le respect de la loi.

Il ne doit pas prononcer des paroles ou publier des écrits contraires aux lois, ni inciter quiconque à y porter atteinte, mais il peut, pour des raisons et par des moyens légitimes, critiquer toute disposition de la loi, en contester l'application ou requérir qu'elle soit abrogée ou modifiée. [D. 351-2004, art. 4]

2.01.01. L'avocat doit servir la justice.

Il doit soutenir l'autorité des tribunaux. Il ne peut agir de façon à porter préjudice à l'administration de la justice. Il ne peut notamment faire une déclaration publique de nature à nuire à une affaire pendante devant un tribunal. [D. 351-2004, art. 5]

2.02. L'avocat ne doit pas fomenter de dissensions ou provoquer de procès en recherchant les défauts, inexactitudes ou lacunes dans des titres ou documents de nature privée et en les portant à la connaissance d'autrui dans le but d'obtenir, pour lui ou une autre personne, un contrat ayant pour objet d'intenter des procédures ou d'en retirer un avantage. [D. 351-2004, art. 6]

2.03. (*Abrogé*). [D. 351-2004, art. 7]

2.04. L'avocat peut entreprendre la défense du client quelle que soit son opinion personnelle sur sa culpabilité ou sa responsabilité. [D. 351-2004, art. 8]

2.05. L'avocat doit éviter tout procédé purement dilatoire et coopérer avec les autres avocats pour assurer la bonne administration de la justice. [D. 351-2004, art. 9]

2.06. (*Abrogé*). [D. 358-97, art. 1; D. 351-2004, art. 10]

2.07. L'avocat doit, lorsque sa présence est requise, se présenter ou se faire représenter devant le tribunal dans une cause où il occupe, à moins d'en être empêché pour une raison qui ne dépend pas de sa volonté et d'avoir donné au préalable, dans la mesure du possible, avis de son absence au client, au tribunal et à la partie adverse. [D. 351-2004, art. 11]

2.08. L'avocat ne doit pas, directement ou indirectement, publier ou diffuser un rapport ou des commentaires qu'il sait faux ou qui sont manifestement faux à l'égard d'un tribunal ou de l'un de ses membres. [D. 351-2004, art. 12]

2.09. (*Abrogé*). [D. 358-97, art. 2; D. 351-2004, art. 13]

2.10. L'avocat doit favoriser les mesures d'éducation et d'information dans le domaine où il exerce.

SECTION III

DEVOIRS ET OBLIGATIONS ENVERS LE CLIENT

§ 1. *Dispositions générales*

3.00.01. L'avocat a, envers le client, un devoir de compétence ainsi que des obligations de loyauté, d'intégrité, d'indépendance, de désintéressement, de diligence et de prudence. [D. 351-2004, art. 14]

3.01.01. Avant d'accepter de fournir un service professionnel, l'avocat doit tenir compte des limites de ses aptitudes, de ses connaissances ainsi que des moyens dont il dispose. Il ne doit pas, notamment entreprendre ou continuer la prestation d'un service professionnel pour lequel il n'est pas suffisamment préparé sans obtenir l'aide nécessaire. [D. 351-2004, art. 15]

3.01.02. L'avocat doit reconnaître en tout temps le droit du client de consulter un autre avocat, un membre d'un autre ordre professionnel ou toute autre personne compétente.

Si l'intérêt du client l'exige, il doit, sur autorisation de celui-ci, consulter un autre avocat, un membre d'un autre ordre professionnel ou une autre personne compétente ou lui recommander de faire appel à l'une de ces personnes. [L.Q. 1994, c. 40, art. 457; D. 351-2004, art. 16]

3.01.03. L'avocat doit chercher à établir une relation de confiance mutuelle entre lui-même et le client. [D. 351-2004, art. 17]

3.01.04. L'avocat doit informer le client lorsqu'il prévoit que les services pour lesquels ce dernier a recours à lui pourront être exécutés en tout ou en partie sous des aspects essentiels par une autre personne. [D. 351-2004, art. 18]

3.01.05. Lorsqu'un avocat croit que le client est admissible à l'aide juridique, il doit en informer celui-ci. [D. 351-2004, art. 19]

§ 2. *Intégrité*

3.02.01. Les actes suivants, entre autres, contreviennent à l'obligation d'agir avec intégrité :

a) supprimer des faits ou cacher l'identité de témoins qui pourraient établir l'innocence d'un accusé;

b) empêcher un prévenu ou un accusé d'être représenté par avocat ou de communiquer avec ce dernier;

c) induire ou tenter d'induire le tribunal en erreur ou, par des moyens illégaux, créer le doute en faveur du client;

d) encourager le client ou un témoin à poser un acte ou à prononcer des paroles qu'il ne pourrait lui-même poser ou prononcer à l'égard des tribunaux, des officiers de justice, des jurés, des parties, des avocats ou des autres témoins;

e) soustraire une preuve que lui-même ou le client a l'obligation légale de conserver, de révéler ou de produire;

f) directement ou indirectement, faire en sorte qu'une personne se cache ou se soustraie illégalement à une ordonnance de comparution d'un tribunal, ou lui conseiller, l'aider ou l'inciter à le faire;

g) directement ou indirectement, payer ou offrir de payer à un témoin une compensation qui soit conditionnelle au contenu de son témoignage ou à l'issue du litige;

h) communiquer dans une affaire avec une personne qu'il sait être représentée par un avocat si ce n'est en la présence ou avec le consentement de ce dernier ou à moins d'y être autorisé par la loi;

i) agir de façon à induire en erreur la partie adverse non représentée par avocat ou surprendre sa bonne foi;

j) directement ou indirectement, retenir indûment, dérober, receler, falsifier, mutiler ou détruire une pièce d'un dossier du tribunal;

k) comparaître ou plaider devant un juge, un magistrat ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou quasi-judiciaires qui a un intérêt dans la société au sein de laquelle il exerce ses activités professionnelles ou qui est à l'emploi de cette société ou avec qui il est parent ou allié au sens du paragraphe 9 de l'article 234 du *Code de procédure civile* (L.R.Q., c. C-25);

l) refuser de remettre, lorsque le contrat de services professionnels avec le client prend fin, toute partie d'une avance d'honoraires pour laquelle un travail n'a pas été exécuté. [D. 351-2004, art. 20]

3.02.02. Le paragraphe g de l'article 3.02.01 ne doit pas être interprété comme empêchant l'avocat de garantir le paiement ou de consentir au paiement:

a) des dépenses raisonnables encourues par un témoin pour se présenter ou pour témoigner;

b) d'une compensation raisonnable à un témoin pour perte de temps subie pour se présenter ou pour témoigner;

c) d'un honoraire raisonnable pour les services professionnels d'un témoin expert.

3.02.03. L'avocat doit éviter toute fausse représentation quant à son niveau de compétence ou quant à l'efficacité de ses services professionnels ou, le cas échéant, quant au niveau de compétence ou à l'efficacité des services des personnes qui exercent leurs activités au sein de la même société que lui. [D. 351-2004, art. 21]

3.02.04. L'avocat doit exposer au client de façon objective la nature et la portée du problème qui, à son avis, ressort de l'ensemble des faits qui ont été portés à sa connaissance et des risques inhérents aux mesures recommandées. [D. 351-2004, art. 22]

3.02.05. (*Abrogé*). [D. 351-2004, art. 23]

3.02.06. Lorsque des biens sont confiés à sa garde par le client, l'avocat doit en user avec soin. Il ne peut les prêter ou les utiliser pour des fins autres que celles pour lesquelles ils lui ont été confiés.

L'avocat qui exerce ses activités professionnelles au sein d'une société doit prendre les moyens raisonnables pour que la société respecte les exigences prescrites par le premier alinéa lorsque les biens sont confiés à la garde de la société dans le cadre de telles activités professionnelles. [D. 351-2004, art. 24]

3.02.07. L'avocat doit s'abstenir d'endosser un chèque fait à l'ordre du client à moins d'avoir reçu de ce dernier une autorisation écrite à cet effet et à condition que l'endossement soit fait uniquement pour dépôt dans un compte en fidéicommis. [D. 351-2004, art. 25]

3.02.08. L'avocat ne doit pas retenir les sommes d'argent, titres, documents ou biens du client, sauf dans les cas où la loi le permet. [D. 351-2004, art. 26]

3.02.09. L'avocat doit cesser d'agir pour le client à la demande de celui-ci ou si le contrat de services professionnels a pris fin. [D. 351-2004, art. 27]

3.02.10. L'avocat doit soumettre au client toute offre de règlement qu'il reçoit dans le cadre de la prestation des services professionnels qu'il lui fournit. [D. 351-2004, art. 28]

3.02.11. L'avocat doit éviter de poser ou de multiplier sans raison suffisante des actes professionnels. [D. 351-2004, art. 29]

§ 3. Disponibilité et diligence

3.03.01. L'avocat doit faire preuve, dans l'exercice de sa profession, d'une disponibilité et d'une diligence raisonnables.

3.03.02. En plus des avis et des conseils, l'avocat doit fournir au client les explications nécessaires à la compréhension et à l'appréciation des services professionnels qu'il lui rend. [D. 351-2004, art. 30]

3.03.03. L'avocat doit rendre compte au client lorsque celui-ci le requiert et être diligent à son égard dans ses rapports, redditions de comptes et remises. [D. 351-2004, art. 31]

3.03.04. L'avocat peut, pour un motif sérieux et sauf à contretemps, cesser d'agir pour le client, à la condition de faire tout ce qui est immédiatement nécessaire pour prévenir une perte.

Constituent notamment des motifs sérieux :

- a) la perte de la confiance du client ;
- b) le fait d'être trompé par le client ou son défaut de collaborer ;
- c) l'incitation, de la part du client, à l'accomplissement d'actes injustes ou immoraux ;
- d) la persistance, de la part du client, à continuer une poursuite futile ou vexatoire ;

e) le fait que l'avocat soit en situation de conflit d'intérêts ou dans un contexte tel que son indépendance professionnelle puisse être mise en doute ;

f) le refus par le client de reconnaître une obligation relative aux frais, déboursés et honoraires ou, après un préavis raisonnable, de verser à l'avocat une provision pour y pourvoir.

L'avocat doit, lorsque le client l'incite à l'accomplissement d'un acte illégal ou frauduleux et après l'avoir avisé du caractère illégal ou frauduleux de l'acte et qu'il se retirerait du dossier s'il persiste, cesser d'agir pour le client. [D. 351-2004, art. 32 ; D. 731-2009, art. 1]

3.03.05 (*Abrogé*). [D. 351-2004, art. 33]

§ 4. Responsabilité

3.04.01. L'avocat ne doit pas, dans l'exercice de ses activités professionnelles, éluder ou tenter d'éluder sa responsabilité civile personnelle envers le client, ni celle de la société au sein de laquelle il exerce ses activités professionnelles ou celle d'une autre personne qui y exerce aussi ses activités. [D. 351-2004, art. 34]

§ 5. Indépendance et désintéressement

3.05.01. L'avocat peut accepter ou refuser de fournir ses services professionnels. [D. 351-2004, art. 35]

3.05.02. L'avocat doit respecter le droit du client de choisir son avocat. [D. 351-2004, art. 36]

3.05.03. (*Abrogé*). [D. 351-2004, art. 37]

3.05.04. (*Abrogé*). [D. 535-93, art. 1]

3.05.05. L'avocat doit refuser d'exercer ses activités professionnelles relativement à une affaire :

- a) dans laquelle lui-même ou une personne exerçant ses activités professionnelles au sein de la même société que lui ou y ayant un inté-

rêt a exercé des fonctions judiciaires ou quasi judiciaires;

b) dont il a été saisi à titre de membre ou de représentant d'un organisme public, tel le Gouvernement du Canada ou d'une province, une municipalité ou une commission scolaire, sauf s'il représente cet organisme. [D. 351-2004, art. 38]

3.05.06. L'avocat ne doit pas personnellement agir dans un litige, s'il sait ou s'il est évident qu'il y sera appelé comme témoin.

Toutefois, il peut accepter ou continuer d'agir, si le fait de ne pas occuper est de nature à causer au client un préjudice sérieux et irréparable, ou si son témoignage ne se rapporte qu'à :

a) une affaire non contestée;

b) une question de forme et s'il n'y a aucune raison de croire qu'une preuve sérieuse sera offerte pour contredire ce témoignage;

c) la nature et la valeur des services professionnels rendus au client par lui-même ou par une autre personne exerçant ses activités au sein de la même société. [D. 351-2004, art. 39]

3.05.07. Lorsque l'avocat agit à titre de juge auprès d'une municipalité, ni lui ni une autre personne exerçant ses activités professionnelles au sein de la même société que lui ou y ayant un intérêt ne peuvent fournir de services professionnels à cette municipalité ou y occuper un emploi. [D. 351-2004, art. 40]

3.05.08. L'avocat qui exerce ses activités professionnelles dans le cadre d'un litige ne doit pas acquérir, dans ce cadre, un droit de propriété dans un bien litigieux. [D. 351-2004, art. 41]

3.05.09. L'avocat qui occupe une fonction publique ne doit pas :

a) tirer profit de sa fonction pour obtenir ou tenter d'obtenir un avantage pour lui-même

ou pour un client lorsqu'il sait ou s'il est évident que tel avantage va à l'encontre de l'intérêt public;

b) se servir de sa fonction pour influencer ou tenter d'influencer un juge ou un tribunal afin qu'il agisse en sa faveur ou en faveur de la société au sein de laquelle il exerce ses activités professionnelles, d'une personne au sein de cette société ou du client;

c) accepter un avantage de qui que ce soit alors qu'il sait ou qu'il est évident que cet avantage lui est consenti dans le but d'influencer sa décision à titre d'employé public. [D. 351-2004, art. 42]

3.05.10. Un avocat ne peut cumuler les fonctions de greffier et d'avocat auprès d'un même tribunal, à moins d'une disposition législative au contraire.

3.05.11. L'avocat ne peut se porter caution dans aucune affaire de la compétence d'un tribunal de juridiction pénale, sauf le cas où des relations de famille avec l'inculpé le justifient.

3.05.12. L'avocat ne doit pas emprunter du client des sommes d'argent qu'il a perçues pour lui. [D. 351-2004, art. 43]

3.05.13. L'avocat ne peut, à l'exception de la rémunération à laquelle il a droit, recevoir, solliciter ou acquérir quelque ristourne ou autre avantage relativement à la prestation de services professionnels à un client.

Il ne peut, non plus, verser, offrir de verser ni s'engager à verser aucune ristourne, commission ou autre avantage relativement à la prestation de services professionnels à un client. [D. 351-2004, art. 44]

3.05.14. L'avocat ne peut partager ses honoraires avec une personne qui n'est pas membre du Barreau ou d'un autre ordre professionnel ou, selon le cas, qui n'est pas visée à l'Annexe A du *Règlement sur l'exercice de la profession d'avocat en société et en multidisciplinarité* (D. 350-2004) ou qui n'est pas une société au

sein de laquelle il est autorisé à exercer ses activités professionnelles en vertu de ce règlement. [D. 1380-91, art. 1; D. 351-2004, art. 45]

3.05.15. (*Abrogé*). [D. 1380-91, art. 2; D. 351-2004, art. 46]

3.05.16. *L'avocat* qui exerce ses activités professionnelles au sein d'une société doit prendre les moyens raisonnables pour que la société, une personne y exerçant des activités ou y ayant un intérêt, un administrateur ou un dirigeant s'abstiennent de poser l'un ou l'autre des actes suivants :

1° acquérir un droit de propriété dans un bien litigieux lors de la prestation de services professionnels au client ;

2° se porter caution dans une affaire de la compétence d'un tribunal de juridiction pénale, sauf dans le cas où des relations de famille avec l'inculpé le justifient ;

3° emprunter du client des sommes d'argent perçues pour lui ;

4° percevoir des intérêts contrairement à l'article 3.08.07. [D. 351-2004, art. 47]

3.05.17. S'il constate, dans ses rapports avec une personne qui représente le client, que les intérêts respectifs du client et de cette personne peuvent vraisemblablement diverger, l'avocat doit aviser cette dernière de son devoir de loyauté envers le client. [D. 351-2004, art. 47]

3.05.18. L'avocat doit dénoncer au client tout fait dont il a connaissance dans le cadre de sa prestation de services professionnels et qui, à son avis, peut constituer une violation d'une règle de droit par le client.

Dans le cas d'un client autre qu'une personne physique, l'avocat fait cette dénonciation au représentant du client avec lequel il est en rapport dans le cadre de la prestation de ses services professionnels. S'il vient, par la suite, à sa connaissance que le client n'a pas remédié

à la situation d'illégalité, il doit aviser l'autorité hiérarchique appropriée lorsqu'il s'agit :

1° d'une violation importante d'une règle de droit en matière de valeurs mobilières ou d'une règle de droit ayant pour objet la protection des détenteurs de valeurs mobilières ou des membres d'une société ou d'une personne morale ;

2° de la violation de toute autre règle de droit, si elle est susceptible d'entraîner des conséquences sérieuses pour le client. [D. 351-2004, art. 47]

3.05.19. L'avocat ne doit pas fournir de services professionnels au client relativement à une affaire ou question pouvant avoir une incidence significative sur les états financiers de ce dernier pour une année financière donnée, alors que, pour la même période, lui-même ou une autre personne exerçant ses activités professionnelles au sein de la même société, est chargé d'une mission de vérification ou d'une mission d'examen au sens du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés.

Toutefois, il peut fournir ses services professionnels dans les circonstances visées par le premier alinéa, alors que lui-même ou une autre personne exerçant ses activités professionnelles au sein de la même société est chargé d'une mission d'examen, si les conditions suivantes sont respectées :

1° le client est une société ou une personne morale qui n'a pas fait la distribution publique de ses valeurs mobilières ;

2° les actionnaires ou les membres renoncent par décision unanime, en toute connaissance de cause, au bénéfice de la règle énoncée par le premier alinéa.

De même, dans le cas où le client est une personne physique, les dispositions du premier alinéa ne s'appliquent pas si cette personne renonce en toute connaissance de cause au bénéfice de leur application. [D. 351-2004, art. 47]

§ 6. *Secret professionnel et conflit d'intérêts*

3.06.01. L'avocat ne peut utiliser à son profit, au profit de la société au sein de laquelle il exerce ses activités professionnelles ou au profit d'une personne autre que le client, les renseignements confidentiels qu'il obtient dans l'exercice de ses activités professionnelles. [D. 535-93, art. 2; D. 351-2004, art. 48]

3.06.02. L'avocat ne peut accepter de fournir des services professionnels si cela comporte ou peut comporter la communication ou l'utilisation de renseignements ou documents confidentiels obtenus d'un autre client sans le consentement de ce dernier, sauf si la loi l'ordonne. [D. 535-93, art. 2; D. 351-2004, art. 48]

3.06.03. L'avocat doit prendre les moyens raisonnables pour faire respecter le secret absolu des confidences qu'il reçoit dans l'exercice de sa profession par toute personne qui coopère avec lui ou exerce ses activités au sein de la société où il exerce ses activités professionnelles. [D. 535-93, art. 2; D. 351-2004, art. 48]

3.06.04. L'avocat qui emploie ou retient les services d'une personne ayant auparavant œuvré ailleurs auprès d'un autre professionnel ou au sein d'une autre société doit prendre les moyens raisonnables pour que cette personne ne lui révèle pas les confidences des clients de cet autre professionnel ou société. [D. 535-93, art. 2; D. 351-2004, art. 48]

3.06.05. L'avocat doit sauvegarder son indépendance professionnelle quelles que soient les circonstances dans lesquelles il exerce ses activités professionnelles. Il ne peut notamment subordonner son jugement professionnel à l'effet d'une pression exercée sur lui par quiconque. [D. 535-93, art. 2; D. 351-2004, art. 48]

3.06.05.01. L'avocat doit subordonner à l'intérêt du client, son intérêt personnel, celui de la société au sein de laquelle il exerce ses activités professionnelles ou dans laquelle il a un intérêt et celui de toute autre personne exer-

çant ou non ses activités au sein de cette société. [D. 351-2004, art. 48]

3.06.06. L'avocat doit éviter toute situation de conflit d'intérêts. [D. 535-93, art. 2; D. 351-2004, art. 49]

3.06.07. L'avocat est en conflit d'intérêts lorsque, notamment :

1° il représente des intérêts opposés ;

2° il représente des intérêts de nature telle qu'il peut être porté à préférer certains d'entre eux ou que son jugement et sa loyauté peuvent en être défavorablement affectés ;

3° il agit à titre d'avocat d'un syndic ou d'un liquidateur, sauf à titre d'avocat du liquidateur nommé en vertu de la *Loi sur la liquidation des compagnies* (L.R.Q., c. L-4), et représente le débiteur, la compagnie ou la société en liquidation, un créancier garanti ou un créancier dont la réclamation est contestée ou a représenté une de ces personnes dans les 2 années précédentes, à moins qu'il ne dénonce par écrit aux créanciers ou aux inspecteurs tout contrat de services professionnels antérieur reçu du débiteur, de la compagnie ou de la société ou de leurs créanciers pendant cette période.

Dans tous les cas où l'avocat exerce ses activités professionnelles au sein d'une société, les situations de conflits d'intérêts s'évaluent à l'égard de tous les clients de la société. [D. 535-93, art. 2; D. 351-2004, art. 50]

3.06.08. Pour décider de toute question relative à un conflit d'intérêts, il faut considérer l'intérêt supérieur de la justice, le consentement exprès ou implicite des parties, l'étendue du préjudice pour chacune des parties, le laps de temps écoulé depuis la naissance de la situation pouvant constituer ce conflit, ainsi que la bonne foi des parties. [D. 535-93, art. 2]

3.06.09. Lorsque l'avocat exerçant ses activités professionnelles au sein d'une société est en conflit d'intérêts, les autres avocats doivent,

pour éviter d'être eux-mêmes considérés en conflit, prendre les moyens raisonnables pour s'assurer que des renseignements ou documents confidentiels pertinents au dossier ne soient divulgués.

Dans le cas de l'exercice des activités professionnelles au sein d'une société, l'avocat en conflit d'intérêts et les autres avocats doivent veiller à ce que ces mesures s'appliquent aux personnes autres que les avocats.

Dans l'appréciation de l'efficacité de ces mesures, sont pris en compte notamment les facteurs suivants :

1° la taille de la société ;

2° les précautions prises pour empêcher l'accès au dossier par l'avocat effectivement en conflit d'intérêts ;

3° les instructions données quant à la protection des renseignements ou documents confidentiels concernés par le conflit d'intérêts ;

4° l'isolement de l'avocat en conflit par rapport à la personne chargée du dossier. [D. 535-93, art. 2 ; D. 351-2004, art. 51]

3.06.10. L'avocat qui se retire d'un dossier pour un motif de conflit d'intérêts doit prendre les dispositions conservatoires nécessaires pour éviter au client un préjudice sérieux et prévisible. [D. 535-93, art. 2 ; D. 351-2004, art. 52]

§ 6.1. Levée du secret professionnel en vue d'assurer la protection des personnes

3.06.01.01. Un avocat peut communiquer un renseignement protégé par le secret professionnel, en vue de prévenir un acte de violence, dont un suicide, lorsqu'il a un motif raisonnable de croire qu'un danger imminent de mort ou de blessures graves menace une personne ou un groupe de personnes identifiable.

Toutefois, il ne peut alors communiquer ce renseignement qu'à la ou aux personnes ex-

posées à ce danger, à leur représentant ou aux personnes susceptibles de leur porter secours. [D. 351-2004, art. 53]

3.06.01.02. L'avocat qui décide de communiquer un renseignement protégé par le secret professionnel ne peut communiquer que les renseignements nécessaires aux fins poursuivies par la communication. Il doit, à l'occasion de cette communication, mentionner les éléments suivants :

1° son identité et son appartenance au Barreau du Québec ;

2° que le renseignement qu'il va communiquer est protégé par le secret professionnel ;

3° qu'il se prévaut de la possibilité que lui offre la loi de lever le secret professionnel afin de prévenir un acte de violence, parce qu'il a un motif raisonnable de croire qu'un danger imminent de mort ou de blessures graves menace une personne ou un groupe de personnes ;

4° la nature des menaces ou l'acte de violence qu'il vise à prévenir ;

5° l'identité et, si possible, les coordonnées de la personne ou du groupe de personnes exposées au danger ;

6° l'imminence du danger identifié. [D. 351-2004, art. 53]

3.06.01.03. L'avocat qui décide de communiquer un renseignement protégé par le secret professionnel peut, si nécessaire aux fins poursuivies par la communication visée à l'article 3.06.01.02, communiquer l'identité et les coordonnées de la personne qui l'a incité à communiquer le renseignement. [D. 351-2004, art. 53]

3.06.01.04. Dans les circonstances qui le permettent, l'avocat peut consulter le syndic du Barreau avant de communiquer le renseignement protégé par le secret professionnel afin d'évaluer ce qu'il convient de faire. [D. 351-2004, art. 53]

3.06.01.05. L'avocat qui communique un renseignement protégé par le secret professionnel en application de l'article 3.06.01.01 doit, pour chaque communication, se constituer, dès que possible, une note écrite contenant les éléments suivants :

1° la date et l'heure de la communication ;

2° les motifs au soutien de sa décision de communiquer le renseignement, incluant l'acte de violence qu'il visait à prévenir, l'identité de la personne qui l'a incité à le communiquer ainsi que celle de la personne ou du groupe de personnes exposées au danger ;

3° le contenu de la communication, le mode de communication utilisé et l'identité de la personne à qui la communication a été faite. [D. 351-2004, art. 53]

§ 7. Accessibilité des dossiers

3.07.01. L'avocat doit permettre au client de prendre connaissance des documents qui le concernent dans tout dossier qu'il a constitué à son sujet et d'obtenir une copie de ces documents. [D. 351-2004, art. 54]

§ 8. Fixation et paiement des honoraires

3.08.01. L'avocat doit demander et accepter des honoraires justes et raisonnables.

3.08.02. Les honoraires sont justes et raisonnables s'ils sont justifiés par les circonstances et proportionnés aux services professionnels rendus. L'avocat doit notamment tenir compte des facteurs suivants pour la fixation de ses honoraires :

- a) l'expérience ;
- b) le temps consacré à l'affaire ;
- c) la difficulté du problème soumis ;
- d) l'importance de l'affaire ;
- e) la responsabilité assumée ;

f) la prestation de services professionnels inhabituels ou exigeant une compétence ou une célérité exceptionnelles ;

g) le résultat obtenu ;

h) les honoraires judiciaires et extrajudiciaires prévus aux tarifs. [D. 351-2004, art. 55]

3.08.03. L'avocat doit éviter toutes les méthodes et attitudes susceptibles de donner à sa profession un caractère de lucre et de commercialité.

3.08.04. L'avocat doit, avant de convenir avec le client de fournir des services professionnels, s'assurer que ce dernier a toute l'information utile sur la nature de ces services ainsi que sur les modalités financières de leur prestation et obtenir son accord à ce sujet, sauf s'il peut raisonnablement présumer que ce client en est déjà informé. [D. 351-2004, art. 56]

3.08.04.01. L'avocat qui exerce au sein d'une société doit s'assurer que les honoraires et frais relatifs aux services professionnels fournis par des avocats soient toujours indiqués distinctement sur toute facture ou tout relevé d'honoraires que la société transmet au client, sauf si une rémunération forfaitaire a été convenue par écrit avec ce dernier. Toutefois, dans ce dernier cas, le relevé ou la facture doit décrire les services professionnels fournis par l'avocat. [D. 351-2004, art. 56]

3.08.05. L'avocat doit fournir au client toutes les explications nécessaires à la compréhension de la facture ou du relevé d'honoraires et des modalités de paiement, sauf si une entente écrite a été conclue avec le client pour recevoir une rémunération forfaitaire ou s'il peut raisonnablement présumer que le client en est déjà informé. [D. 351-2004, art. 57]

3.08.06. L'avocat ne peut convenir avec le client qu'il recevra ou acceptera de ce dernier un salaire, en lui abandonnant les honoraires auxquels il pourrait avoir droit contre la partie adverse. [D. 351-2004, art. 58]

3.08.07. Sauf l'intérêt légal, l'avocat ne peut percevoir sur les comptes en souffrance que les intérêts dont il a convenu avec le client par écrit. Les intérêts ainsi exigés doivent être à un taux raisonnable. [D. 351-2004, art. 59]

3.08.07.01. Lorsque l'avocat exerce ses activités professionnelles au sein d'une société par actions constituée aux fins d'exercer de telles activités, les honoraires et frais relatifs aux services professionnels qu'il a rendus au sein de cette société et pour le compte de celle-ci, appartiennent à cette société, à moins qu'il en soit convenu autrement. [D. 351-2004, art. 59]

3.08.08. L'avocat doit s'assurer que le client est informé des honoraires, commissions ou frais extrajudiciaires qui lui sont payés par un tiers.

Dans toute affaire où il perçoit des honoraires extrajudiciaires, l'avocat doit informer le client que des honoraires judiciaires peuvent être accordés par le tribunal et conclure une entente précisant la manière dont ils sont considérés dans la fixation du coût des services professionnels. [D. 351-2004, art. 60]

SECTION IV

DEVOIRS ET OBLIGATIONS ENVERS LA PROFESSION

§ 1. Dispositions générales

4.01.00.01. L'avocat qui, outre ses activités professionnelles, exerce des activités ne constituant pas l'exercice de la profession d'avocat, notamment dans le cadre d'un emploi, d'une fonction ou de l'exploitation d'une entreprise, doit, en toutes circonstances, éviter de créer ou de laisser perdurer toute ambiguïté sur la qualité en vertu de laquelle il agit. [D. 351-2004, art. 61]

4.01.00.02. L'avocat doit s'assurer qu'aucune des activités qu'il exerce dans le cadre d'une fonction ou d'une entreprise, et qui ne consti-

tuent pas l'exercice de la profession d'avocat, ne compromette le respect des obligations déontologiques que lui impose le présent code, notamment l'honneur, la dignité et l'intégrité de la profession. [D. 351-2004, art. 61]

§ 1.1. Situations d'incompatibilité

4.01.01. Sont incompatibles avec l'exercice de la profession d'avocat :

a) la fonction judiciaire à titre permanent et à temps complet ;

b) la fonction de sténographe judiciaire ;

c) la fonction d'agent de recouvrement. [D. 1690-93, art. 1 ; D. 351-2004, art. 63 ; D. 59-2007, art. 1]

4.01.01.01. L'avocat ne peut exercer d'activités professionnelles relativement à un dossier si, dans le même dossier, il agit comme huissier ou si une personne exerçant ses activités professionnelles au sein de la même société que lui agit comme huissier. [D. 351-2004, art. 64]

4.01.01.02. L'avocat qui est également policier ne peut agir à titre d'avocat que pour le corps de police auquel il est rattaché.

Il ne peut agir à titre de poursuivant en matière pénale ou criminelle. [D. 59-2007, art. 2]

4.01.02. L'avocat qui a cessé d'occuper la fonction de juge ne peut, dans les 12 mois de cette cessation, agir comme procureur ou conseil devant le tribunal dont il a fait partie ou devant un membre de ce tribunal. [D. 1690-93, art. 2]

§ 2. Actes dérogatoires

4.02.01. En outre des actes dérogatoires mentionnés aux articles 57, 58, 59.1 et ceux qui peuvent être déterminés en application du deuxième alinéa de l'article 152 du *Code des professions* (L.R.Q., c. C-26), est dérogatoire à

la dignité de la profession le fait pour un avocat :

a) d'introduire une demande en justice, d'assumer une défense, de retarder un procès ou de prendre quelqu'autre action au nom du client, alors qu'il sait ou qu'il est évident que pareille action a pour but de nuire à autrui ou d'adopter une attitude allant à l'encontre des exigences de la bonne foi ;

b) dans une affaire contestée, de communiquer, au sujet de cette affaire, avec le juge ou toute personne exerçant une fonction judiciaire ou quasi-judiciaire devant qui cette affaire est pendante, sauf :

i. par écrit, s'il livre promptement copie à la partie adverse qui a comparu ou à son procureur ;

ii. verbalement, après avoir donné un avis raisonnable à la partie adverse qui a comparu ou à son procureur ;

c) de tirer sciemment avantage d'un parjure ou d'une fausse preuve ;

d) de faire ou d'aider le client à faire une déclaration en droit ou en fait la sachant fausse ;

e) de participer à la confection ou à la conservation d'une preuve, qu'il sait être fausse ou qui est manifestement fausse ;

f) de cacher ou d'omettre sciemment de divulguer ce que la loi l'oblige à révéler ou d'aider le client à cacher ou omettre de divulguer ce que la loi oblige ce dernier à révéler ;

g) d'aider ou, par un encouragement ou un conseil, d'amener le client à poser un acte qu'il sait illégal ou frauduleux ;

h) de ne pas informer le client lorsqu'il constate un empêchement à la continuation de la prestation de ses services professionnels et, dans le cas d'un litige, de ne pas informer aussi la partie adverse ;

i) d'inciter une personne de façon pressante ou répétée à recourir à ses services professionnels ;

j) de laisser le client avant l'instruction de sa cause sans lui donner le temps de se constituer un nouvel avocat, ou de menacer de le faire en lui imposant des conditions injustes ;

k) d'exiger d'un client des avances hors de proportion avec la nature, l'importance, les circonstances de la cause et l'état des parties ;

l) de rechercher, dans le but de les représenter, des personnes qui pourraient exercer des réclamations en justice ;

m) d'employer ou de payer des agents ou démarcheurs pour inciter des personnes à avoir recours à ses services professionnels ;

n) (*paragraphe supprimé*) ;

o) (*paragraphe supprimé*) ;

p) (*paragraphe supprimé*) ;

q) de refuser ou négliger, sans justification, de se rendre au bureau d'un syndic du Barreau, à sa demande ;

r) de communiquer avec le plaignant sans la permission écrite et préalable d'un syndic, lorsqu'il est informé d'une enquête sur sa conduite ou sa compétence professionnelle ou lorsqu'il a reçu signification d'une plainte à son endroit ;

s) de présenter au client une note d'honoraires pour entrevues, communications ou correspondance avec un syndic ou un autre représentant du Barreau quand ce dernier demande à l'avocat des explications ou des renseignements concernant le contrat de services professionnels conclu avec lui ;

t) (*paragraphe supprimé*) ;

u) d'exercer sa profession en société avec d'autres personnes alors qu'il a connaissance que l'une ou l'autre des conditions, modalités ou restrictions suivant lesquelles il est auto-

risé à exercer ainsi sa profession n'est pas respectée;

v) (*paragraphe supprimé*);

w) de réclamer des honoraires pour des services professionnels non dispensés ou fausement décrits;

x) de réclamer d'un client des honoraires extrajudiciaires pour un service professionnel ou une partie d'un service professionnel dont le coût est assumé par un tiers, sauf s'il conclut avec le client une entente non prohibée par la loi;

y) de harceler sexuellement toute personne à l'occasion de l'exercice de sa profession;

z) d'intimider une personne ou d'exercer ou de menacer d'exercer contre elle des représailles au motif:

i. qu'elle a dénoncé ou qu'elle entend dénoncer une conduite ou un comportement dérogatoire;

ii. qu'elle a participé ou collaboré ou qu'elle entend participer ou collaborer à une enquête relative à un comportement ou à une conduite dérogatoire. [D. 1380-91, art. 3; D. 358-97, art. 3; D. 351-2004, art. 65]

4.02.02. Est également dérogatoire à la dignité de la profession le fait pour un avocat qui exerce ses activités professionnelles au sein d'une société:

1° de ne pas prendre les moyens raisonnables pour faire cesser un acte dérogatoire à la dignité de la profession posé par une autre personne qui y exerce ses activités professionnelles et porté à sa connaissance depuis plus de 30 jours ou pour empêcher la répétition d'un tel acte;

2° de poursuivre ses activités au sein de cette société alors que le répondant de la société auprès du Barreau, un administrateur, un dirigeant ou un employé y exerce toujours sa fonction plus de 10 jours après avoir fait

l'objet d'une radiation de plus de 3 mois ou d'une révocation de son permis;

3° de poursuivre ses activités au sein de cette société alors qu'un actionnaire ou un associé a fait l'objet d'une radiation de plus de 3 mois ou d'une révocation de son permis et exerce toujours directement ou indirectement un droit de vote au sein de cette société plus de 10 jours après la prise d'effet de la radiation ou révocation et ne s'est pas départi de ses parts ou de ses actions dans la société dans les 180 jours de cette prise d'effet. [D. 351-2004, art. 66]

§ 3. Relation avec le Barreau et les autres avocats

4.03.00.01. L'avocat doit informer immédiatement le syndic lorsqu'il a connaissance qu'un acte dérogatoire a été commis par un autre avocat. [D. 351-2004, art. 68]

4.03.00.02. L'avocat doit informer immédiatement le directeur général lorsqu'il a connaissance d'un empêchement quelconque à l'admission d'un candidat à l'exercice de la profession d'avocat. [D. 351-2004, art. 68]

4.03.01. L'avocat à qui le Barreau demande de siéger à un conseil d'arbitrage de compte ou à un comité de révision, de discipline ou d'inspection professionnelle, doit accepter cette fonction à moins de motifs exceptionnels. [D. 351-2004, art. 69]

4.03.02. L'avocat doit répondre avec diligence à toute communication provenant d'un syndic du Barreau ainsi que d'un inspecteur, d'un expert ou d'un membre du comité d'inspection professionnelle, du directeur du Service de l'inspection professionnelle ou de son adjoint; il doit de plus répondre selon le mode de communication que ceux-ci déterminent. [D. 351-2004, art. 70; D. 731-2009, art. 2]

4.03.03. L'avocat ne doit pas surprendre la bonne foi d'un autre avocat ou se rendre cou-

pable envers lui d'un abus de confiance ou de procédés déloyaux. [D. 351-2004, art. 71]

4.03.04. (*Abrogé*). [D. 351-2004, art. 72]

§ 4. Contribution à l'avancement de la profession

4.04.01. L'avocat doit, dans la mesure de ses possibilités, aider au développement de sa profession par l'échange de ses connaissances et de son expérience avec les autres avocats et les étudiants, et par sa participation aux cours et aux stages de formation permanente. [D. 351-2004, art. 73]

SECTION V

RESTRICTIONS ET OBLIGATIONS RELATIVES À LA PUBLICITÉ

5.01. L'avocat ne peut faire, ou permettre que soit faite, par affirmation, comportement, omission ou quelque autre moyen, une représentation fausse ou trompeuse. [D. 1380-91, art. 4; D. 351-2004, art. 74]

5.02. L'avocat ne peut s'attribuer des qualités ou habiletés particulières, notamment quant à son niveau de compétence ou quant à l'étendue ou à l'efficacité de ses services professionnels, que s'il est en mesure de les justifier. [D. 1380-91, art. 4; D. 351-2004, art. 75]

5.03. L'avocat qui fait de la publicité sur un tarif forfaitaire doit :

1° arrêter des prix déterminés ;

2° préciser la nature et l'étendue des services professionnels inclus dans ce tarif et, le cas échéant, des autres services qui y sont inclus ;

3° indiquer si les débours sont ou non inclus dans ce tarif ;

4° indiquer si d'autres services professionnels pourraient être requis et ne sont pas inclus dans ce tarif.

Ces précisions et indications doivent être de nature à informer une personne qui n'a pas une connaissance particulière du domaine juridique.

Tout tarif forfaitaire doit demeurer en vigueur pour une période minimale de 90 jours après sa dernière diffusion ou publication.

L'avocat peut toutefois convenir avec le client d'un prix inférieur à celui diffusé ou publié. [D. 1380-91, art. 4; D. 351-2004, art. 76]

5.04. L'avocat doit conserver une copie intégrale de toute publicité dans sa forme d'origine, pendant une période de 12 mois suivant la date de la dernière diffusion ou publication. Sur demande, cette copie doit être remise au syndic. [D. 1380-91, art. 4; D. 351-2004, art. 77]

5.05. Toute publicité susceptible d'influencer des personnes qui peuvent être vulnérables du fait de la survenance d'un événement spécifique, ne peut être adressée qu'au public en général. [D. 1380-91, art. 4]

5.05.01. L'avocat qui exerce ses activités professionnelles au sein d'une société doit veiller à ce que la publicité faite par la société ou toute autre personne y exerçant ses activités, respecte, à l'égard des avocats, les règles prévues par la présente section. [D. 351-2004, art. 78]

5.06. Nul avocat ne peut, dans sa publicité, utiliser ou permettre que soit utilisé un témoignage d'appui ou de reconnaissance qui le concerne. [D. 1380-91, art. 4]

5.07. (*Abrogé*). [D. 1380-91, art. 4; D. 351-2004, art. 79]

SECTION VI

SYMBOLE GRAPHIQUE DU BARREAU

6.01. Le Barreau est représenté par un symbole graphique conforme à l'original détenu par le directeur général. [D. 1380-91, art. 4]

6.02. Lorsque l'avocat reproduit le symbole graphique du Barreau aux fins de sa publicité,

il doit s'assurer que ce symbole soit conforme à l'original détenu par le directeur général. [D. 1380-91, art. 4]

6.03. Lorsqu'il utilise le symbole graphique du Barreau dans sa publicité, l'avocat ne doit pas donner à penser qu'il s'agit d'une publicité du Barreau. [D. 1380-91, art. 4; D. 351-2004, art. 80]

6.04. L'avocat qui exerce ses activités professionnelles au sein d'une société doit veiller à ce que toute utilisation du symbole graphique du Barreau au sein de la société soit conforme aux articles 6.02. et 6.03. [D. 351-2004, art. 80]

6.05. L'avocat doit veiller à ce qu'une société au sein de laquelle il exerce ses activités professionnelles n'utilise le symbole graphique du Barreau en relation avec sa publicité ou sa raison sociale que si tous les services fournis par cette société sont des services professionnels d'avocats.

Dans le cas d'une société au sein de laquelle sont fournis des services professionnels d'avocats et des services de personnes autres que des avocats avec lesquelles l'avocat est autorisé à exercer ses activités professionnelles, le symbole graphique du Barreau peut être utilisé en relation avec la dénomination sociale ou dans la publicité de cette société à la condition que le symbole graphique identifiant chacun des ordres professionnels ou organismes auxquels appartiennent ces personnes soient également utilisés.

Toutefois, le symbole graphique du Barreau peut toujours être utilisé en relation avec le nom d'un avocat. [D. 351-2004, art. 80]

SECTION VII

RAISON SOCIALE DES SOCIÉTÉS D'AVOCATS

7.01. L'avocat ne doit pas exercer sa profession au sein d'une société sous un nom ou une dénomination sociale ou désignation qui induit en erreur, qui soit trompeur, qui aille à l'encontre de l'honneur ou de la dignité de la profession ou qui soit un nom ou une dénomination sociale numérique. [D. 1380-91, art. 4; D. 351-2004, art. 81]

7.02. L'avocat qui exerce ses activités au sein d'une société doit prendre les moyens raisonnables pour s'assurer que tout document produit dans l'exercice de la profession d'avocat et émanant de la société soit identifié au nom d'un avocat. [D. 351-2004, art. 81]

RÈGLEMENT SUR LE COMITÉ DE LA FORMATION DES AVOCATS

HISTORIQUE LÉGISLATIF

A.C. 4952-75 du 5/11/75, (1975) 107 *G.O.* II,
5749

Entré en vigueur: 26 novembre 1975

Règlement refondu:

R.R.Q. 1981, c. B-1, r. 2

Entré en vigueur: 1^{er} août 1982

Remplacé par:

Décret 1025-97 du 13/08/97, (1997)

129 *G.O.* II, 5718

Entré en vigueur: 18 septembre 1997

RÈGLEMENT SUR LE COMITÉ DE LA FORMATION DES AVOCATS, D. 1025-97, (1997) 129 G.O. II, 5718 [c. B-1, r. 2.1]

Loi sur le Barreau

(L.R.Q., c. B-1)

Code des professions

(L.R.Q., c. C-26, art. 184, 2^e al.)

1. Un comité de la formation est institué au sein du Barreau du Québec.

2. Le comité est un comité consultatif ayant pour mandat d'examiner, dans le respect des compétences respectives et complémentaires de l'Ordre, des établissements d'enseignement universitaire et du ministre de l'Éducation, les questions relatives à la qualité de la formation des avocats.

La qualité de la formation s'entend de l'adéquation de la formation aux compétences professionnelles à acquérir pour l'exercice de la profession d'avocat.

Le comité considère, à l'égard de la formation :

1^o les objectifs des programmes de formation, dispensés par les établissements d'enseignement, menant à un diplôme donnant ouverture à un permis ou à un certificat de spécialiste ;

2^o les objectifs des autres conditions et modalités de délivrance de permis ou certificats de spécialistes qui peuvent être imposées par un règlement du Conseil général, comme un stage ou un examen professionnels ;

3^o les normes d'équivalence de diplôme ou de formation, prévues par règlement du Conseil général, donnant ouverture à un permis ou à un certificat de spécialiste.

3. Le comité est formé de cinq membres choisis pour leurs connaissances et les responsabilités exercées à l'égard des questions visées à l'article 2.

La Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec nomme deux membres.

Le ministre de l'Éducation ou son représentant, le sous-ministre ou le sous-ministre adjoint aux Affaires universitaires et scientifiques, nomme un membre et, au besoin, un suppléant.

Le Conseil général nomme deux membres de l'Ordre, parmi lesquels le comité choisit le président.

Le comité peut également autoriser des personnes ou des représentants d'organismes concernés à participer à ses réunions.

4. Les membres du comité sont nommés pour un mandat de trois ans.

Les membres demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

5. Le comité a pour fonctions :

1^o de revoir à chaque année, à la lumière de l'évolution des connaissances et de la pratique, notamment eu égard à la protection du public, la situation relative à la qualité de la formation et, le cas échéant, il fait rapport de ses constatations au Conseil général ;

2^o de donner son avis au Conseil général, en regard de la qualité de la formation,

a) sur les projets comportant la révision ou l'élaboration des objectifs ou normes visés au troisième alinéa de l'article 2;

b) sur les moyens pouvant la favoriser, notamment en proposant des solutions aux problèmes constatés.

Le comité indique dans son rapport, le cas échéant, et dans son avis le point de vue de chacun de ses membres.

6. Les membres du comité s'efforcent de recueillir l'information pertinente à l'exercice des fonctions du comité auprès des organismes qui les ont nommés ou de tout autre organisme ou personne concerné.

7. Le président fixe la date, l'heure et le lieu des réunions du comité.

Toutefois, le président doit convoquer une réunion du comité, à la demande d'au moins trois de ses membres.

8. Le comité doit tenir au moins deux réunions par année.

9. Le quorum du comité est de trois membres, dont un nommé par le Conseil général, un par la Conférence et un par le ministre.

10. Le secrétariat du comité est assuré par l'Ordre.

Le secrétaire désigné par l'Ordre veille à la confection et à la conservation des procès-verbaux, rapports et avis du comité.

11. Le Conseil général transmet copie du rapport, le cas échéant, et de l'avis du comité à la Conférence, au ministre de l'Éducation et à l'Office des professions du Québec.

12. Le rapport annuel de l'Ordre contient les conclusions du rapport, le cas échéant, et des avis du comité.

13. Malgré le premier alinéa de l'article 4, pour le premier comité institué après l'entrée en vigueur du présent règlement, l'un des membres nommés par le Conseil général et l'un des

membres nommés par la Conférence le sont pour un mandat de deux ans.

14. (*Omis*).

15. (*Omis*).

RÈGLEMENT SUR LA COMPTABILITÉ ET LES COMPTES EN FIDÉICOMMIS DES AVOCATS

HISTORIQUE LÉGISLATIF

1961

Règlements du Barreau de la province de Québec, art. 137 à 145

1966

Règlements du Barreau de la province de Québec, art. 137 à 145

1967

Règlement I du Barreau du Québec,
A.C. 3364 du 7/12/67, (1967) 99 *G.O.*, 7245

Entré en vigueur: 1^{er} février 1968

Modifié par:

A.C. 2253 du 3/6/70, (1970) 102 *G.O.*, 3536
A.C. 2055-73 du 6/6/73, (1973) 105 *G.O.* II,
2679

A.C. 2312-79 du 15/8/79, (1979)

111 *G.O.* II, 6445

Entré en vigueur: 19 septembre 1979

Avis, (1981) 113 *G.O.* II, 4357

Entré en vigueur: 14 octobre 1981

Règlement refondu:

R.R.Q. 1981, c. B-1, r. 3

Entré en vigueur: 1^{er} août 1982

Modifié par:

Décret 816-95 du 14/6/95, (1995)

127 *G.O.* II, 2791

Entré en vigueur: 20 juillet 1995

Décret 1700-97 du 17/12/97, (1997)

129 *G.O.* II, 8171

Entré en vigueur: 15 janvier 1998

RÈGLEMENT SUR LA COMPTABILITÉ ET LES COMPTES EN FIDÉICOMMIS DES AVOCATS

TABLE DES MATIÈRES

Section I	Dispositions générales	1.01 et 1.02
Section II	Tenue de livres, registres et comptes relatifs à la comptabilité	2.01 et 2.02
Section III	Établissement des comptes et dépôt de l'argent reçu	3.01 à 3.09
Section IV	Inspection des comptes en fidéicomis	4.01 à 4.03
Annexe 1	Déclaration annuelle relative aux livres, registres et comptes	

RÈGLEMENT SUR LA COMPTABILITÉ ET LES COMPTES EN FIDÉICOMMIS DES AVOCATS, R.R.Q., 1981, c. B-1, r. 3

Loi sur le Barreau

(L.R.Q., c. B-1, art. 15 et 75)

Code des professions

(L.R.Q., c. C-26, art. 94)

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants comprennent :

*a) «**avocat**» :* quiconque est inscrit au tableau, qu'il exerce seul ou en société, incluant une étude d'avocats ;

*b) «**client**» :* une personne ou une société de personnes constituée ou non en corporation qui remet à un avocat de l'argent ou d'autres biens dans l'exercice de sa profession ;

*c) «**argent**» :* toute pièce de monnaie, valeurs en espèces, billets du gouvernement ou de banque, ou autres ordres de paiement semblables et tous effets qu'une banque à charte peut négocier ou négocie ;

*d) «**argent en fidéicommis**» :* toute somme d'argent reçue par un avocat, qui appartient en tout ou en partie à un client ou qui doit être détenue au nom du client ou suivant ses instructions ou celles d'une autre personne, et comprend une somme d'argent remise à un avocat en acompte d'honoraires pour services à rendre ou une somme d'argent remise en acompte de déboursés à effectuer ;

*e) «**dossiers de fidéicommis**» :* les livres, registres et comptes, d'un avocat dans lesquels

sont ou doivent être entrés les recettes et déboursés d'argent en fidéicommis et toutes données pertinentes concernant les circonstances dans lesquelles il a perçu l'argent et le but ainsi que les fins pour lesquelles l'argent est reçu et déboursé ;

*f) «**autres biens de valeur détenus en fidéicommis**» :* les valeurs, certificats d'actions, obligations, débentures, reçus de dépôts, billets du trésor, effets négociables, biens immobiliers et toutes autres valeurs qui pourraient être négociées ou transférées par un avocat.

1.02. La *Loi d'interprétation* (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

SECTION II

TENUE DES LIVRES, REGISTRES ET COMPTES RELATIFS À LA COMPTABILITÉ

2.01. L'avocat doit tenir à jour des livres, registres et comptes relatifs à sa pratique pour y entrer :

a) toute somme d'argent reçue par lui en fidéicommis ;

b) tout déboursé fait par lui à même son compte en fidéicommis ;

c) le solde non dépensé de l'argent détenu par lui en fidéicommis au total et séparément pour chaque personne pour qui l'argent est détenu ;

d) tous autres biens de valeurs détenus en fidéicommiss qui pourraient être négociés ou transférés par l'avocat.

2.02. Afin de se conformer à l'article 2.01, l'avocat doit au moins tenir à jour :

a) un livre ou d'autres registres de comptabilité permanents indiquant toutes recettes et déboursés d'argent, établissant une distinction entre :

i. la réception d'argent en fidéicommiss pour des clients et les déboursés à même l'argent détenu en fidéicommiss ;

ii. l'argent reçu et l'argent déboursé dans son propre compte ;

b) un livre ou autre registre de comptabilité permanent indiquant séparément, pour chaque personne pour qui de l'argent a été reçu en fidéicommiss, tout l'argent reçu et déboursé ainsi que tout solde non dépensé ;

c) les états bancaires ou livrets de banque, chèques encaissés et copies de bordereaux de dépôts détaillés pour les comptes en fidéicommiss ;

d) un registre permanent indiquant ou permettant d'indiquer une conciliation mensuelle du total des soldes détenus dans le compte ou les comptes en fidéicommiss et le total de tous les fonds non dépensés détenus en fidéicommiss pour les clients tels qu'ils apparaissent aux livres et registres de l'avocat ainsi que les raisons de toutes différences entre les totaux ;

e) une liste ou autre registre permanent indiquant, avec identification spécifique, tout bien détenu en fidéicommiss pour des clients.

SECTION III

ÉTABLISSEMENT DES COMPTES ET DÉPÔT DE L'ARGENT REÇU

3.01. L'avocat doit, dès que possible après réception de tout argent confié en fidéicommiss, le déposer ou le faire déposer à son nom ou

au nom de son étude et le conserver au Québec dans un compte en fidéicommiss, dans une banque à charte ou autre institution autorisée par la loi à recevoir des dépôts. [D. 816-95, art. 1]

3.02. L'avocat peut, s'il le désire, établir un ou plusieurs comptes en fidéicommiss.

3.03. Seuls peuvent être déposés dans le compte en fidéicommiss :

a) l'argent reçu en fidéicommiss ;

b) l'argent qui a été retiré du compte en fidéicommiss en violation des articles du présent règlement ;

c) l'argent remis à un avocat, représentant en partie de l'argent appartenant à un client et en partie de l'argent appartenant à l'avocat, là où il est impossible de diviser le paiement ; mais l'argent appartenant à l'avocat doit être retiré du compte en fidéicommiss.

3.04. L'avocat n'a pas à déposer dans un compte en fidéicommiss :

a) l'argent qu'un client lui a demandé par écrit de déposer ailleurs que dans un compte en fidéicommiss ;

b) l'argent qu'il dépose dans un compte séparé, ouvert ou à être ouvert au nom d'un client ou d'une personne nommée par le client ou par l'agent du client dûment autorisé ;

c) l'argent qui, dans le cours ordinaire des affaires, est immédiatement remis, sous la forme qu'il est reçu, à un client ou en son nom.

3.05. Ne doit pas être déposé dans le compte en fidéicommiss :

a) l'argent qui appartient entièrement à l'avocat ;

b) l'argent qui est reçu par l'avocat en acompte d'honoraires pour lesquels la facturation a été envoyée, ou est reçu pour rem-

bourser l'avocat des déboursés effectués ou dépenses encourues au nom d'un client ;

c) l'argent versé à un avocat pour s'assurer son concours quand il est convenu par écrit qu'il lui sera acquis même s'il n'est pas appelé à rendre des services ou à faire des déboursés.

3.06. Ne doit être retiré du compte en fidéicommiss que :

a) l'argent à remettre à un client ou en son nom ;

b) l'argent requis pour rembourser l'avocat de l'argent dépensé au nom d'un client ou des dépenses encourues au nom d'un client ;

c) le montant des comptes d'honoraires et déboursés constatés par écrit et transmis à ce client ou acceptés par lui ;

d) l'argent qui est transféré directement dans un autre compte en fidéicommiss et détenu au nom d'un client ;

e) l'argent qui a été déposé dans le compte en fidéicommiss en contravention des articles du présent règlement.

3.07. L'argent retiré du compte en fidéicommiss en vertu du paragraphe *b* ou *c* de l'article 3.06 doit être retiré seulement par chèque tiré à l'ordre de l'avocat ou par un transfert à un compte de banque au nom de l'avocat, qui n'est pas un compte en fidéicommiss.

3.08. L'argent retiré du compte en fidéicommiss ne doit dans aucun cas excéder le total de l'argent détenu dans ce compte en fidéicommiss pour ce client ; l'argent tiré d'un compte en fidéicommiss ne doit pas être utilisé pour payer des comptes personnels de l'avocat.

3.09. L'avocat conserve toujours son recours par voie de privilège, compensation ou autrement relativement aux sommes déposées dans un compte en fidéicommiss.

SECTION IV INSPECTION DES COMPTES EN FIDÉICOMMIS

4.01. Le syndic et ses adjoints, avec la collaboration de comptables agréés, d'experts ou d'enquêteurs assurent l'inspection des comptes en fidéicommiss et l'avocat est tenu d'exhiber à ces personnes toutes les pièces nécessaires et de leur fournir, par écrit ou autrement, les explications et renseignements qu'elles requièrent relativement à ces comptes.

4.02. Chaque avocat doit, annuellement au plus tard le 1^{er} avril, compléter et faire parvenir au syndic une déclaration assermentée contenant au moins les informations prévues à l'annexe 1. [D. 1700-97, art. 1]

4.03. Une nouvelle déclaration doit être immédiatement complétée et transmise au syndic dès qu'un avocat change d'étude, effectue un déménagement quelconque, change de banque, ouvre un nouveau compte en fidéicommiss, ou à la demande du syndic.

ANNEXE 1
DÉCLARATION ANNUELLE RELATIVE AUX LIVRES,
REGISTRES ET COMPTES

(art. 4.02)

Année 20 _____

Règlement sur la comptabilité et les comptes en fidéicomis des avocats

(R.R.Q., c. B-1, r. 3)

Règlement sur le fonds d'études juridiques du Barreau du Québec

(R.R.Q., c. B-1, r. 5)

Loi sur le Barreau

(L.R.Q., c. B-1)

Je _____ inscrit(e) au Tableau
 depuis 19 _____ membre du Barreau du Québec, section de _____
 _____ déclare ce qui suit :

1.1. Le *Règlement sur la comptabilité et les comptes en fidéicomis des avocats* n'exige pas que je maintienne une comptabilité distincte et je ne maintiens pas une telle comptabilité et n'ai aucune responsabilité à l'égard d'argent en fidéicomis parce que :

a) Je suis employé(e) à temps complet, à titre d'avocat, dans l'étude d'avocats _____

(nom de l'étude)

b) ou comme _____

pour _____

(nom de l'organisme)

c) _____

(indiquer les circonstances qui justifient cette affirmation)

1.2. Depuis ma dernière déclaration, je n'ai ni exercé en pratique privée, ni eu de responsabilité à l'égard d'argent en fidéicomis.

1.3. Si j'exerce le droit en dehors des cadres de mon emploi, je m'engage à ouvrir, s'il y a lieu, un compte en fidéicomis et à en avertir le syndic immédiatement.

2.1. J'exerce

a) seul oui () non ()

b) en société nominale avec _____

sous le nom de _____

c) en société réelle avec _____

sous le nom de _____

- 2.2.** Je (nous) maintiens(maintenons) une comptabilité distincte des argents perçus pour le compte d'un client ou reçus d'un client pour être remis à un tiers ou à titre de provisions pour honoraires et déboursés, au moyen de registres appropriés. J'ai (nous avons) un ou des comptes en fidéicommiss où ces argents sont déposés.

Ces livres, registres et comptes sont vérifiés par un comptable agréé oui () non ()

- 2.3.01.** Entre le _____ et le _____, mon (mes) compte(s) en
(à préciser selon les instructions du syndic)
fidéicommiss était(ent) à _____
(nom et adresse de l'institution dépositaire)

- 2.4.** Ce(s) compte(s) portait(ent) le(s) NOM(S) suivant(s):

- 2.5.** Ce(s) compte(s) portait(ent) le(s) NUMÉRO(S) suivant(s):

- 2.6.** À la date du _____, il y avait en dépôt dans ce(s) compte(s) les sommes
(à préciser selon les instructions du syndic)
ci-après indiquées: _____
(somme globale dans chacun des comptes)

- 2.7.** Entre le _____ et le _____ je (nous) détenais(nions)
(à préciser selon les instructions du syndic)
ou ai (avons) détenu en fidéicommiss le(s) certificat(s) de dépôt suivant(s):

N° du certificat dépositaire	Montant Émission	Échéance	Institution

- 2.8.** Entre le _____ et le _____ je (nous) détenais(nions)
(à préciser selon les instructions du syndic)
ou ai (avons) détenu les autres biens de valeurs en fidéicommiss suivants:

- 2.9.** Depuis ma dernière déclaration, j'ai respecté en tout temps les articles de la loi et du *Règlement sur la comptabilité et les comptes en fidéicommiss des avocats*.

- 2.10.** J'autorise le syndic du Barreau du Québec, ou toute personne désignée par lui, à faire l'inspection de ce(s) compte(s) et à se procurer de l'institution bancaire tout renseignement dont il pourrait avoir besoin.

- 2.11.** Si je dois changer d'étude, effectuer un déménagement quelconque, changer de banque ou ouvrir un nouveau compte en fidéicomis, je m'engage à en avvertir le syndic immédiatement.

Assermenté devant moi à _____
ce _____ jour de _____
20 _____

(Commissaire à l'assermentation)

(Nom de l'avocat en lettres moulées)

(Signature de l'avocat)

Bureau : _____

tél. : _____

Domicile : _____

tél. : _____

N.B. : Tous les membres inscrits au tableau de l'Ordre doivent compléter cette déclaration annuelle. Au besoin, donner les explications sur une feuille annexée à la présente.

RÈGLEMENT SUR LA CONDUITE DES AFFAIRES DU BARREAU DU QUÉBEC

HISTORIQUE LÉGISLATIF

A.C. 2694-76 du 4/8/76, (1976) 108 *G.O.* II, 5091

Entré en vigueur: 25 août 1976

Modifié par:

A.C. 1161-77 du 13/4/77, (1977) 109 *G.O.* II, 2193

Entré en vigueur: 11 mai 1977

Règlement refondu:

R.R.Q. 1981, c. B-1, r. 4

Entré en vigueur: 1^{er} août 1982

Modifié par:

A.C. 1730-85 du 28/8/85, (1985) 117 *G.O.* II, 5807

Entré en vigueur: 5 octobre 1985

A.C. 383-86 du 26/3/86, (1986) 118 *G.O.* II, 967

Entré en vigueur: 1^{er} mai 1986

Décret 1357-94 du 7/9/94, (1994) 126 *G.O.* II, 5923

Entré en vigueur: 20 octobre 1994

Avis de dépôt, (2002) 134 *G.O.* II, 6373

Entré en vigueur: 10 octobre 2002

N.B.: Le Règlement concernant le siège social, Règl. 76-303 du 15/6/76 (1976), 108 G.O. II, 3871, entré en vigueur le 23 juin 1976, est intégré à ce règlement par la refonte.

RÈGLEMENT SUR LA CONDUITE DES AFFAIRES DU BARREAU DU QUÉBEC

TABLE DES MATIÈRES

Section I	Dispositions générales	1.01 et 1.02
Section II	Assemblée générale	2.01 et 2.02
Section III	Élection du bâtonnier et du vice-président.	3.01 à 3.03
Section IV	Congédiement.	4.01 et 4.02
Section V	Dispositions diverses	5.01 à 5.07

RÈGLEMENT SUR LA CONDUITE DES AFFAIRES DU BARREAU DU QUÉBEC, R.R.Q., 1981, c. B-1, r. 4

Loi sur le Barreau

(L.R.Q., c. B-1, art. 12, 15 et 65)

Code des professions

(L.R.Q., c. C-26, art. 93 et 94)

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Le présent règlement est adopté en vertu de l'article 93 et des paragraphes *a* et *b* de l'article 94 du *Code des professions* (L.R.Q., c. C-26), du deuxième alinéa du paragraphe 1 de l'article 12, du sous-paragraphe *g* du paragraphe 2 de l'article 15 et de l'article 65 de la *Loi sur le Barreau* (L.R.Q., c. B-1).

1.02. La *Loi d'interprétation* (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

SECTION II

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

2.01. Le Comité administratif fixe l'ordre du jour de l'assemblée générale annuelle des membres du Barreau.

2.02. Le quorum d'une assemblée générale est de 100 membres du Barreau.

SECTION III

ÉLECTION DU BÂTONNIER ET DU VICE-PRÉSIDENT

3.01. La clôture du scrutin pour l'élection du bâtonnier du Québec et du vice-président est à 16 h le dernier jour juridique du mois d'avril.

3.02. La durée du mandat du bâtonnier du Québec et du vice-président est d'un an.

3.03. Le nombre de scrutateurs à l'élection du bâtonnier du Québec et du vice-président est fixé à 5.

SECTION IV

CONGÉDIEMENT

4.01. Pour que le Conseil général puisse démettre de ses fonctions l'un des employés mentionnés à l'article 26 de la *Loi sur le Barreau* qui compte au moins 6 mois de service, le bâtonnier du Québec doit lui avoir donné un avis d'au moins 30 jours que la question de son congédiement sera étudiée par le Conseil général. Cet employé peut, dans les 10 jours de la réception de cet avis, demander par écrit au bâtonnier une enquête par un comité spécial de 3 avocats. Au moment de sa demande, cet employé désigne l'un des membres du comité spécial.

Dans les 5 jours d'une telle demande, le bâtonnier du Québec désigne le deuxième membre du comité spécial. Le troisième membre est choisi par les deux premiers dans les 5 jours de la nomination du deuxième membre ou, à leur défaut, par le président de l'Office des professions du Québec.

Après avoir entendu les parties et, s'il le juge à propos, tout autre témoin, le comité spécial fait rapport de son enquête au Conseil général et en expédie une copie à l'employé.

4.02. Pour que le Comité administratif puisse démettre de ses fonctions l'un des employés

qui n'est pas mentionné à l'article 26 de la *Loi sur le Barreau* mais qui est désigné comme cadre par le Comité administratif lors de son engagement ou avant le 25 octobre 1976 et qui compte au moins 6 mois de service, le bâtonnier du Québec doit lui avoir donné un avis d'au moins 30 jours que la question de son congédiement sera étudiée par le Comité administratif. Cet employé peut demander une enquête par un comité spécial de 3 avocats. La procédure de constitution et d'enquête de ce comité est celle qui est prévue à l'article 4.01; cependant, le comité spécial fait rapport de son enquête au Comité administratif.

réunion extraordinaire par voie de conférence téléphonique. [D. 383-86, art. 1]

5.07. Les membres élus du Conseil général, à l'exception du bâtonnier du Québec et du vice-président, reçoivent, à titre de compensation, un montant de 300 \$ au terme de chaque réunion du Conseil général à laquelle ils participent. Ce montant est versé sous la forme d'un jeton de présence. [Décision, 2002-09-12]

SECTION V

DISPOSITIONS DIVERSES

5.01. (*Abrogé*). [D. 1357-94, art. 1]

5.02. Le Barreau verse à toute personne appelée comme témoin lors de l'instruction d'une plainte la somme prévue pour la taxe d'un témoin devant la Cour supérieure.

5.03. Sous réserve de l'article 14 de la *Loi sur le Barreau*, les délibérations d'une assemblée générale des membres ou du Conseil général sont régies par la Procédure des assemblées délibérantes de Victor Morin, dernière édition.

5.04. Le directeur général fait publier un avis de toute décision disciplinaire définitive imposant à un avocat une radiation d'au moins 12 mois, dans au moins un numéro d'un média d'information distribué dans la région où exerçait cet avocat; cet avis est donné conformément à la *Charte de la langue française* (L.R.Q., c. C-11).

5.05. Le Barreau a son siège social au 445, boulevard Saint-Laurent, Montréal. [D. 1730-85, art. 1]

5.06. Le Conseil général, le Comité administratif et tout autre comité du Barreau du Québec peuvent en cas d'urgence, tenir une

RÈGLEMENT SUR LA DÉLIVRANCE DES PERMIS SPÉCIAUX DU BARREAU DU QUÉBEC

HISTORIQUE LÉGISLATIF

Décret 538-2008 du 11 juin 2008, (2008)

140 *G.O.* II, 3014

Entré en vigueur: 26 juin 2008

RÈGLEMENT SUR LA DÉLIVRANCE DES PERMIS SPÉCIAUX DU BARREAU DU QUÉBEC

TABLE DES MATIÈRES

Section I	Motifs	1
Section II	Dispositions générales	2 à 6
Section III	Permis spécial de conseiller juridique canadien	7 à 9
Section IV	Permis spécial de conseiller juridique d'entreprise	10 à 12
Section V	Permis spécial de conseiller juridique étranger	13 à 16

**RÈGLEMENT SUR LA DÉLIVRANCE
DES PERMIS SPÉCIAUX
DU BARREAU DU QUÉBEC,
D. 538-2008, (2008) 140 G.O. II, 3014
[c. C-26, r. 19.1.1.1]**

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, art. 94)

**SECTION I
MOTIFS**

1. Le présent règlement est adopté afin de faciliter la mobilité des avocats et s'inscrit dans le cadre de la libéralisation du commerce des services que prévoient divers accords nationaux et internationaux dont :

1° l'Accord sur le commerce intérieur ;

2° l'Accord de libre-échange nord-américain ;

3° l'Accord général sur le commerce des services ;

4° l'Accord de libre circulation nationale.

Il permet au Barreau du Québec de répondre à la nouvelle réalité socio-économique du Québec et de favoriser l'intégration professionnelle des avocats formés à l'étranger tout en protégeant le public et tout en reconnaissant la spécificité du droit civil québécois.

**SECTION II
DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

2. La demande de délivrance de permis spécial doit être adressée par écrit au Comité administratif au moyen du formulaire prescrit et en y joignant les documents requis.

3. Le Comité administratif peut, aux conditions énoncées dans le présent règlement et sur rapport du comité de vérification dressé en application de la sous-section 1 de la section V de la *Loi sur le Barreau* (L.R.Q., c. B-1), délivrer l'un des permis spéciaux suivants à une personne légalement autorisée à exercer la profession d'avocat hors du Québec :

1° le permis spécial de conseiller juridique canadien ;

2° le permis spécial de conseiller juridique d'entreprise ;

3° le permis spécial de conseiller juridique étranger.

Le Comité administratif doit permettre à la personne concernée de présenter ses observations écrites avant de refuser la délivrance d'un permis spécial.

La décision du Comité administratif refusant la délivrance d'un permis spécial doit être rendue par écrit.

4. Le titulaire d'un permis spécial doit, pour pouvoir exercer une activité prévue à la section III, IV ou V, détenir et maintenir une autorisation d'exercer la profession d'avocat hors du Québec visée par cette section.

5. Le titulaire d'un permis spécial doit immédiatement informer par écrit le directeur général dès qu'il cesse d'être légalement autorisé à exercer la profession d'avocat hors du Québec.

6. Pour l'application du présent règlement, lorsqu'un État comprend plusieurs unités territoriales ayant des compétences législatives distinctes, chaque unité territoriale est considérée comme un État.

SECTION III

PERMIS SPÉCIAL DE CONSEILLER JURIDIQUE CANADIEN

7. Le membre du barreau d'une autre province ou d'un territoire du Canada qui demande un permis spécial de conseiller juridique canadien doit remplir le formulaire prescrit et le transmettre au Comité administratif accompagné des documents suivants :

1° un certificat d'un officier compétent de cette province ou de ce territoire attestant que le demandeur y est légalement autorisé à exercer la profession d'avocat et qu'il ne fait l'objet d'aucune radiation ni d'aucune limitation ou suspension de son droit d'exercer la profession d'avocat ;

2° une déclaration par laquelle le demandeur s'engage à agir dans les limites des activités autorisées à l'article 9.

8. Le titulaire d'un permis spécial de conseiller juridique canadien doit faire suivre son nom :

1° du titre de «conseiller juridique canadien» ou des initiales «c.j.c.» ;

2° d'une mention de la province ou du territoire du Canada où il est légalement autorisé à exercer la profession d'avocat.

Il peut faire précéder son nom du préfixe «Me» ou «Mtre».

9. Sous réserve de son inscription au tableau de l'Ordre, le titulaire d'un permis spécial de conseiller juridique canadien peut exercer les activités suivantes pour le compte d'autrui :

1° donner des consultations et des avis d'ordre juridique portant sur le droit de la

province ou du territoire du Canada où il est légalement autorisé à exercer la profession d'avocat et sur les matières de compétence fédérale ;

2° préparer et rédiger un avis, une requête, une procédure et tout autre document de même nature destiné à servir dans une affaire devant les tribunaux, mais uniquement sur les matières de compétence fédérale ;

3° donner des consultations et des avis d'ordre juridique portant sur le droit international public ;

4° plaider ou agir devant tout tribunal, mais uniquement sur les matières de compétence fédérale.

SECTION IV

PERMIS SPÉCIAL DE CONSEILLER JURIDIQUE D'ENTREPRISE

10. Le membre du barreau d'un État situé hors du Canada qui demande un permis spécial de conseiller juridique d'entreprise doit remplir le formulaire prescrit et le transmettre au Comité administratif accompagné des documents suivants :

1° un certificat d'un officier compétent de cet État attestant que le demandeur y est légalement autorisé à exercer la profession d'avocat et qu'il ne fait l'objet d'aucune radiation ni d'aucune limitation ou suspension de son droit d'exercer la profession d'avocat ;

2° une déclaration énonçant toutes les fonctions qu'il occupe ou entend occuper au sein d'une entreprise autre qu'une société d'avocats ou une société multidisciplinaire ayant son siège, une succursale ou une filiale au Québec ;

3° une déclaration par laquelle le demandeur s'engage à agir, pour le compte exclusif de son employeur ou de ses filiales, dans les limites des activités autorisées à l'article 12.

11. Le titulaire d'un permis spécial de conseiller juridique d'entreprise doit faire suivre son nom :

1° du titre de «conseiller juridique d'entreprise» ou des initiales «c.j.ent.» ;

2° d'une mention de l'État où il est légalement autorisé à exercer la profession d'avocat.

Il peut faire précéder son nom du préfixe «Me» ou «Mtre».

12. Sous réserve de son inscription au tableau de l'Ordre, le titulaire d'un permis spécial de conseiller juridique d'entreprise peut exercer, pour le compte exclusif de son employeur ou de ses filiales, les activités décrites au paragraphe 1 de l'article 128 de la *Loi sur le Barreau*.

SECTION V

PERMIS SPÉCIAL DE CONSEILLER JURIDIQUE ÉTRANGER

13. Le membre du barreau d'un État situé hors du Canada qui demande un permis spécial de conseiller juridique étranger doit remplir le formulaire prescrit et le transmettre au Comité administratif accompagné des documents suivants :

1° un certificat d'un officier compétent de cet État attestant que le demandeur y est légalement autorisé à exercer la profession d'avocat, qu'il y a légalement exercé la profession d'avocat pendant au moins trois années et qu'il ne fait l'objet d'aucune radiation ni d'aucune limitation ou suspension de son droit d'exercer la profession d'avocat ;

2° une déclaration par laquelle le demandeur s'engage à agir dans les limites des activités autorisées à l'article 15.

14. Le titulaire d'un permis spécial de conseiller juridique étranger doit faire suivre son nom :

1° du titre de «conseiller juridique étranger» ou des initiales «c.j.é.» ;

2° d'une mention de l'État où il est légalement autorisé à exercer la profession d'avocat.

Il peut faire précéder son nom du préfixe «Me» ou «Mtre».

15. Sous réserve de son inscription au tableau de l'Ordre, le titulaire d'un permis spécial de conseiller juridique étranger peut exercer les activités suivantes pour le compte d'autrui :

1° donner des consultations et des avis d'ordre juridique portant sur le droit applicable dans l'État où il est légalement autorisé à exercer la profession d'avocat ;

2° donner des consultations et des avis d'ordre juridique portant sur le droit international public.

16. (*Omis*).

RÈGLEMENT SUR L'EXERCICE DE LA PROFESSION D'AVOCAT EN SOCIÉTÉ ET EN MULTIDISCIPLINARITÉ

HISTORIQUE LÉGISLATIF

Décret 350-2004 du 7 avril 2004, (2004)

136 *G.O.* II, 1835

Entré en vigueur: 6 mai 2004

Modifié par:

Avis du 09/07/2008, (2008) 140 *G.O.* II, 4025

Entré en vigueur: 24 juillet 2008

RÈGLEMENT SUR L'EXERCICE DE LA PROFESSION D'AVOCAT EN SOCIÉTÉ ET EN MULTIDISCIPLINARITÉ

TABLE DES MATIÈRES

Section I	Dispositions générales	1 à 5
Section II	Le répondant	6 à 8
Section III	Avis	9
Section IV	Garantie de la responsabilité professionnelle	10 à 12
Annexe A	Autres personnes autorisées à exercer au sein d'une société	
Annexe B	Engagement de la société	

**RÈGLEMENT SUR L'EXERCICE DE
LA PROFESSION D'AVOCAT EN SOCIÉTÉ
ET EN MULTIDISCIPLINARITÉ,
D. 350-2004, (2004) 136 G.O. II, 1835
[C-26, r. 19.1.2]**

Code des professions

(L.R.Q., c. C-26, art. 93, par. *g* et *h* et art. 94, par. *p*)

**SECTION I
DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

1. Un membre du Barreau du Québec peut, aux conditions, modalités et restrictions établies par le présent règlement, exercer ses activités professionnelles au sein d'une société par actions ou d'une société en nom collectif à responsabilité limitée au sens du chapitre VI.3 du *Code des professions* (L.R.Q., c. C-26), seul ou avec des personnes :

1° régies par le *Code des professions* ;

2° visées à l'annexe A ;

3° régies par le *Code des professions* et des personnes visées à l'annexe A.

Si l'une des conditions, modalités ou restrictions prévues au présent règlement n'est plus satisfaite, le membre doit, dans les 15 jours suivant la notification de non conformité par le directeur général, prendre les mesures nécessaires pour s'y conformer ; à défaut de quoi le membre n'est plus autorisé à exercer sa profession au sein de cette société.

2. Si l'une des personnes visées à l'article 1 est radiée pour une période de plus de 3 mois ou fait l'objet d'une révocation de son permis professionnel, elle ne peut pendant la période de

radiation ou de révocation détenir directement ou indirectement aucune action ou part sociale votante dans une société.

Elle ne peut également, pendant cette période, être administrateur, dirigeant ou représentant de la société.

3. Un membre ne peut exercer ses activités professionnelles au sein d'une société que lorsque l'engagement de la société prévu à l'annexe B à son égard est reçu par le directeur général.

4. Un membre doit transmettre au Barreau du Québec, sur le formulaire que ce dernier prescrit, une déclaration lorsqu'il débute ses activités professionnelles au sein d'une société. Il doit également transmettre une déclaration sur le formulaire prescrit lorsqu'il cesse de les exercer au sein de cette société ; il doit acquitter des frais de 50 \$ dans chaque cas.

Cette déclaration doit être transmise dans les 15 jours de la date du début de son exercice au sein de la société ou de la date de sa cessation d'exercice. [Décision 08-06-23, art. 1]

5. Un membre est autorisé à exercer ses activités professionnelles au sein d'une société si les conditions suivantes sont respectées :

1° en tout temps, plus de 50 % des droits de vote rattachés aux actions ou aux parts sociales de la société sont détenus :

a) soit par des membres du Barreau, des personnes régies par le *Code des professions* ou des personnes visées à l'annexe A ;

b) soit par des personnes morales, des fiducies ou toute autre entreprise dont les droits de vote ou parts sociales votantes sont détenus à 100 % par une ou plusieurs personnes visées au sous-paragraphe *a* ;

c) soit à la fois par des personnes visées aux sous-paragraphe *a* et *b* ;

2° les administrateurs du conseil d'administration ou, selon le cas, les associés ou les administrateurs nommés par les associés sont en majorité des personnes visées au sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 ;

3° le conseil d'administration ou, selon le cas, le conseil de gestion interne est formé en majorité de personnes visées au sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 et ces personnes doivent constituer en tout temps la majorité du quorum de tels conseils ;

4° les conditions énoncées aux paragraphes 1 à 3 sont inscrites dans les statuts ou, selon le cas, stipulées au contrat de société ;

5° à sa connaissance, nul associé, administrateur, dirigeant de la société ou nul membre ou actionnaire détenant un droit de vote dans la société n'a fait l'objet :

a) d'une décision d'un tribunal canadien le déclarant coupable d'une infraction criminelle qui, selon l'avis motivé du comité administratif du Barreau, a un lien avec l'exercice de la profession ou compromet la probité du cadre d'exercice des activités professionnelles du membre, et pour laquelle il n'a pas obtenu le pardon ;

b) d'une décision d'un tribunal étranger le déclarant coupable d'une infraction qui, si elle avait été commise au Canada, aurait pu faire l'objet d'une déclaration de culpabilité visée au sous-paragraphe *a*, et pour laquelle il n'a pas obtenu le pardon.

SECTION II LE RÉPONDANT

6. Lorsqu'un membre exerce ses activités professionnelles au sein d'une société, cette dernière doit désigner au moins un répondant et au plus deux ou, le cas échéant, un répondant et un substitut.

Le répondant ou, le cas échéant, son substitut, doit être membre du Barreau du Québec et exercer ses activités professionnelles au Québec au sein de la société.

7. Le répondant est mandaté par la société pour fournir les informations et les documents et pour répondre aux demandes formulées par le syndic, un inspecteur, un enquêteur ou autre représentant du Barreau du Québec.

Le répondant est également mandaté pour recevoir toute communication du Barreau du Québec destinée à la société, y compris tout avis de non conformité adressé à la société ou à un membre.

8. Le répondant doit notamment transmettre au directeur général du Barreau, avant le 1^{er} avril de chaque année et sur le formulaire prescrit par le Barreau, une déclaration indiquant les modifications intervenues par rapport aux dernières informations apparaissant à l'engagement de la société ou à l'un des documents produits à son soutien. Il doit de plus voir à ce que la société acquitte les frais exigibles déterminés au présent règlement.

Toutefois, lorsqu'une des conditions, modalités ou restrictions prévues à l'article 5 n'est plus satisfaite, le répondant doit, dans les 15 jours, en aviser le directeur général, sauf s'il y a été remédié. [Décision 08-06-23, art. 2]

SECTION III AVIS

9. (*Abrogé*). [Décision 08-06-23, art. 3]

SECTION IV
GARANTIE DE LA RESPONSABILITÉ
PROFESSIONNELLE

10. Chaque membre exerçant ses activités professionnelles au sein d'une société doit, pour être autorisé à les exercer conformément au présent règlement, fournir et maintenir pour cette société, en souscrivant au Fonds d'assurance responsabilité professionnelle du Barreau du Québec, une garantie contre la responsabilité professionnelle que cette société peut encourir en raison des fautes ou négligences commises par le membre dans l'exercice de sa profession au sein de cette société.

11. La garantie doit prévoir les conditions minimales suivantes pour toute réclamation et tout dommage qui en font l'objet :

1° l'engagement par l'assureur de payer au lieu et à la place de la société, en excédent du montant de garantie que doit fournir le membre, toute somme que la société peut légalement être tenue de payer à un tiers lésé relativement à une réclamation présentée au cours d'une période de garantie et résultant des fautes ou négligences commises par le membre dans l'exercice de sa profession au sein de la société ; pour les fins du présent paragraphe, le montant de garantie que doit fournir le membre est d'au moins 1 000 000 \$ par réclamation présentée contre lui, sujet à une limite du même montant applicable tant à l'ensemble des réclamations présentées contre le membre au cours d'une période de garantie n'excédant pas 12 mois qu'à l'ensemble des réclamations présentées contre des membres d'une société à l'égard d'un sinistre ;

2° l'engagement par l'assureur de prendre fait et cause pour la société et d'assumer sa défense dans toute action qui fait l'objet de la garantie, et de payer, outre les sommes couvertes par la garantie, tous les frais et dépens de toute action qui fait l'objet de la garantie, y

compris ceux de l'enquête et de la défense et les intérêts sur le montant de la garantie ;

3° un montant de garantie d'au moins 1 000 000 \$ par réclamation présentée contre la société, sujet à une limite du même montant pour l'ensemble des réclamations présentées contre la société au cours d'une période de garantie n'excédant pas 12 mois, et ce, quel que soit le nombre de membres dans la société.

12. Le présent règlement entre en vigueur le 6 mai 2004.

DISPOSITION TRANSITOIRE**Règlement modifiant le Règlement sur l'exercice de la profession d'avocat en société et en multidisciplinarité**

[...]

5. La société ayant signé un engagement en application de l'article 3 de ce règlement avant le 24 juillet 2008 satisfait au paragraphe *e* de l'article 3 de cet engagement si elle se conforme aux nouvelles dispositions de ce paragraphe introduites par l'article 4 du présent règlement.

Avis du 09/07/2008, (2008) 140 *G.O.* II, 4025.

ANNEXE A
AUTRES PERSONNES AUTORISÉES À EXERCER AU SEIN
D'UNE SOCIÉTÉ

(art. 1)

- Cotisant à la Chambre de l'assurance des dommages;
- Cotisant à la Chambre de la sécurité financière;
- Membre en règle d'un Barreau constitué hors du Québec;
- Agent de brevet inscrit auprès du Commissaire aux brevets aux termes de la *Loi sur les brevets* (L.R.C. (1985), ch. P-4);
- Membre en règle de l'Institut canadien des actuaires.

ANNEXE B ENGAGEMENT DE LA SOCIÉTÉ

ENGAGEMENT DE :

La Société _____
 (nom et autres coordonnées de l'immatriculation)
 ayant son siège au _____
 représentée par _____ ,
 (dirigeant ou administrateur)
 son _____ ,
 dûment autorisée, ci-après appelée « la Société ».

ENVERS :

Le Barreau du Québec, personne morale de droit public dont le siège est situé au 445, boulevard Saint-Laurent, Montréal H2Y 3T8, représenté par son directeur général,
 ci-après appelé « le Barreau ».

En application du *Règlement sur l'exercice de la profession d'avocat en société et en multidisciplinarité*, par les présentes, la Société :

1° confirme que le ou les membres du Barreau du Québec et les personnes suivants exercent leur activité professionnelle en son sein :

Nom, numéro de membre ou de permis et activités professionnelles :

2° confirme au Barreau qu'elle s'est engagée auprès de chacun des membres qui y exercent leurs activités professionnelles en vue d'assurer à ces derniers des conditions de pratique leur permettant de respecter les règles de droit applicables à l'exercice de leurs activités professionnelles, notamment dans les matières suivantes :

a) le secret des communications entre le client et l'avocat, le caractère confidentiel des informations contenues dans les dossiers et leur conservation ;

b) l'indépendance professionnelle ;

c) la prévention des situations de conflits d'intérêts ;

d) les activités réservées aux avocats ;

e) l'assurance de la responsabilité ;

f) l'inspection professionnelle ;

g) la publicité ;

h) la facturation et les comptes en fidéicommis ;

i) l'accès du syndic du Barreau au présent engagement et, le cas échéant, à tout contrat ou convention concernant un membre ;

3° s'engage envers le Barreau :

a) à s'assurer que les membres qui exercent leurs activités professionnelles au sein de la Société bénéficient des conditions de pratique leur permettant de respecter les règles de droit applicables à l'exercice de leurs activités professionnelles ;

b) à ne prendre aucune mesure ayant pour effet d'empêcher un membre de respecter une loi ou un règlement en matière de pratique professionnelle ou de l'amener à y contrevenir ;

c) à faire en sorte que la société de même que toutes les personnes qui la composent ou qui y travaillent prennent connaissance du *Code de déontologie des avocats* ;

d) à s'assurer que la Société de même que toutes les personnes qui la composent ou qui y travaillent respectent le *Code des professions* (L.R.Q., c. C-26), la *Loi sur le Barreau* (L.R.Q., c. B-1) et les règlements adoptés conformément à ces lois, dans toute la mesure applicable ;

e) à transmettre annuellement au directeur général du Barreau, avant le 1^{er} avril et sur le formulaire prescrit par le Barreau, une déclaration indiquant les modifications intervenues par rapport aux dernières informations apparaissant à l'engagement de la société ou à l'un des documents produits à son soutien, et à acquitter des frais de 20,00 \$ pour chacune des modifications apportées à l'engagement ;

f) à faire connaître à toutes les personnes faisant partie de la Société autres que les membres qui exercent leurs activités professionnelles au sein de la Société, la nature et la portée des obligations qui incombent à celle-ci en raison des engagements conclus avec les avocats ou en vertu du présent engagement ;

g) à faire en sorte et à s'assurer dans le cas d'une société par actions, que les personnes qui font partie de la Société, qui en sont les actionnaires, administrateurs ou dirigeants, respectent les mêmes engagements envers le Barreau que ceux assumés par la Société et à informer le Barreau des mesures prises à cet égard dans les 15 jours d'une demande à cette fin du Barreau ;

h) à mettre à la disposition du syndic du Barreau, le cas échéant, toute information ou tout document (et notamment une copie du registre des actions, du registre des actionnaires, du registre des administrateurs, de toute convention entre actionnaires, tout contrat ou entente entre la société et toute autre société ou individu portant sur l'exercice de la profession, tout contrat ou entente entre un membre et la société) que ce dernier juge pertinent à la conduite d'une enquête et de faire de même pour le représentant autorisé du Barreau dans le cadre d'une inspection professionnelle ;

4° s'engage à fournir au Barreau les informations suivantes :

a) la dénomination sociale ainsi que tous les autres noms utilisés au Québec par la société de même que le matricule décerné par le registraire des entreprises ;

b) la forme juridique de la société de même que, le cas échéant, la date de continuation de la société en nom collectif en société en nom collectif à responsabilité limitée ;

c) l'adresse du siège de la société de même que de ses établissements ;

d) les nom, adresse résidentielle de même que l'ordre professionnel d'appartenance ou le nom de l'organisation d'appartenance et le numéro de membre ou de permis :

- i. de tout administrateur ou dirigeant de la société ;
- ii. de tout associé, s'il s'agit d'une société en nom collectif à responsabilité limitée ;
- iii. de tout actionnaire, s'il s'agit d'une société par actions ;

5° à fournir au Barreau les documents suivants :

a) un certificat attestant de l'existence de la société, émis par l'autorité en vertu de laquelle elle est constituée ;

b) le cas échéant, une copie certifiée conforme de la déclaration requise en vertu de la *Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales* (L.R.Q., c. P-45) indiquant que la société en nom collectif a été continuée en société en nom collectif à responsabilité limitée ;

c) une confirmation écrite attestant que, en tout temps, plus de 50 % des droits de vote rattachés aux actions ou aux parts sociales votantes de la société sont détenus conformément au paragraphe 1 de l'article 5 du Règlement ;

6° s'engage à acquitter des frais de 75 \$ au moment de la transmission du présent engagement ;

7° accepte qu'en cas d'inexécution des engagements ainsi pris envers le Barreau, ce dernier pourra prendre outre les recours civils, les mesures correctives appropriées pour assurer la protection du public ;

8° mandate, conformément à l'article 6 du Règlement, les personnes suivantes :

a) pour agir à titre de répondant (au moins un et au plus deux) :

M^e

N° de membre :

M^e

N° de membre :

b) pour agir à titre de substitut (s'il n'y a qu'un répondant):

M^e

N° de membre :

9° souscrit au présent engagement dans le but de faciliter l'exercice par le Barreau du Québec de sa mission de protection du public à l'égard des avocats qui exercent leur profession au sein de l'entreprise qu'elle exploite.

Donné à _____, le _____ jour du mois de _____ de l'année 20_____.

Nom de la Société

Par : (nom et qualité du représentant)

[Décision 08-06-23, art. 4, 5]

RÈGLEMENT SUR LE FONDS D'ÉTUDES JURIDIQUES DU BARREAU DU QUÉBEC

HISTORIQUE LÉGISLATIF

A.C. 3791-76 du 25/10/76, (1976) 108 *G.O.* II,
6307

Entré en vigueur: 10 novembre 1976

Erratum, (1977) 109 *G.O.* II, 1027

Modifié par:

A.C. 2313-79 du 15/8/79, (1979) 111 *G.O.* II,
6315

Entré en vigueur: 12 septembre 1979

Règlement refondu:

R.R.Q., 1981, c. B-1, r. 5

Entré en vigueur: 1^{er} août 1982

RÈGLEMENT SUR LE FONDS D'ÉTUDES JURIDIQUES DU BARREAU DU QUÉBEC

TABLE DES MATIÈRES

Section I	Dispositions générales	1.01 et 1.02
Section II	Établissement et composition du fonds	2.01
Section III	Revenus des comptes généraux en fidéicommiss	3.01 à 3.07
Section IV	Administration du fonds	4.01 à 4.05
Annexe 1	Déclaration et autorisation relatives aux comptes généraux en fidéicommiss	
Annexe 2	Déclaration, autorisation et entente relatives à un compte particulier en fidéicommiss	

RÈGLEMENT SUR LE FONDS D'ÉTUDES JURIDIQUES DU BARREAU DU QUÉBEC, R.R.Q., 1981, c. B-1, r. 5

Loi sur le Barreau
(L.R.Q., c. B-1, art. 15)
Code des professions
(L.R.Q., c. C-26)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par «compte général en fidéicommiss» le compte en fidéicommiss d'un avocat prévu dans le *Règlement sur la comptabilité et les comptes en fidéicommiss des avocats* (chapitre B-1, r. 3) du Barreau du Québec.

1.02. La *Loi d'interprétation* (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

SECTION II ÉTABLISSEMENT ET COMPOSITION DU FONDS

2.01. Un fonds d'études juridiques est établi par le présent règlement et il est constitué des sommes votées par le Conseil général, des donations et des legs faits à cette fin, des revenus des comptes généraux tenus en fidéicommiss par les avocats dans l'exercice de leur profession, déduction faite des frais d'administration des comptes concernés, ainsi que des revenus et de l'accroissement de l'actif du fonds.

SECTION III REVENUS DES COMPTES GÉNÉRAUX EN FIDÉICOMMIS

3.01. Dans les 30 jours de l'ouverture, par un avocat, d'un compte général en fidéicommiss, celui-ci doit transmettre au syndic et à l'institution dépositaire un exemplaire dûment complété et signé de la formule prévue à l'annexe 1.

Un avocat doit également se conformer au présent article dans les 30 jours de la demande qui lui en est faite par le syndic.

3.02. Le syndic doit aviser par écrit l'avocat qui ne se conforme pas à l'article 3.01; cet avis doit être transmis à l'avocat sous pli recommandé ou certifié, indiquer la nature du défaut et préciser que s'il ne remédie pas à son défaut dans un délai de 20 jours de la réception de l'avis, une plainte sera portée contre lui devant le Comité de discipline.

3.03. Les frais d'administration de l'avis prévu à l'article 3.02 sont de 10 \$ plus les frais de port et de recommandation ou de certification; l'avocat en défaut doit les acquitter.

3.04. Le Comité administratif est habilité à conclure, avec les institutions dépositaires des comptes généraux tenus en fidéicommiss par les avocats, les ententes relatives à l'intérêt à payer sur ces comptes, au transfert au fonds de cet intérêt et de tout autre revenu de tels comptes, ainsi que toute autre convention utile à l'application du présent règlement.

3.05. Rien dans le présent règlement ne doit être interprété comme empêchant un client d'exiger expressément que les revenus de son dépôt en fidéicommis lui soient remis. En ce cas, l'avocat doit affecter ce dépôt à un compte en fidéicommis particulier.

3.06. Lorsqu'un client se prévaut de l'article 3.05, celui-ci et l'avocat complètent la formule prévue à l'annexe 2 et l'avocat doit en transmettre sans délai copie au client et au syndic.

3.07. Rien dans le présent règlement ne doit être interprété comme empêchant un avocat de déposer dans un compte spécial en fidéicommis les avances d'honoraires et de déboursés qui lui sont confiées par ses clients et d'en retirer les intérêts.

4.04. Un comité consultatif des intérêts des comptes en fidéicommis est constitué; les membres de ce comité sont nommés par le Conseil général et choisis parmi les membres du Comité administratif, les anciens bâtonniers et les membres du Conseil général.

4.05. Le comité consultatif des intérêts des comptes en fidéicommis fait au Conseil général les recommandations qu'il juge pertinentes quant aux objectifs à poursuivre et aux priorités à respecter dans l'affectation des sommes constituant le fonds.

SECTION IV

ADMINISTRATION DU FONDS

4.01. Le Comité administratif gère le fonds et une comptabilité distincte est tenue à cet effet.

4.02. Les sommes d'argent constituant le fonds sont placées par le Comité administratif de la façon suivante:

a) la partie des sommes que le Comité administratif prévoit utiliser à court terme est déposée dans une banque, une compagnie de fiducie ou une fédération de caisses d'épargne et de crédit;

b) l'autre partie est placée conformément à la section IV de la *Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec* (L.R.Q., c. C-2). [L.Q. 1987, c. 95, art. 402; L.Q. 1988, c. 64, art. 587]

4.03. Le Conseil général du Barreau détermine quelles parties des sommes sont affectées aux divers objectifs énumérés au sous-paragraphe *h* du paragraphe 2 de l'article 15 de la *Loi sur le Barreau* (L.R.Q., c. B-1) et approuve le budget annuel.

ANNEXE 1
DÉCLARATION ET AUTORISATION RELATIVES AUX COMPTES
GÉNÉRAUX EN FIDÉICOMMIS

(art. 3.01)

À: _____
(nom et adresse de l'institution dépositaire et du syndic)

Je (nous) soussigné (e, s), _____
_____ avocat (e, s) à: _____ déclare (ons) sous
mon (notre) serment d'office, ce qui suit:

1. Le(s) compte(s) général(aux) numéro(s): _____

est (sont) ouvert(s) à _____

(nom et adresse de l'institution dépositaire)

au nom de: _____

2. Le(s) compte(s) ci-dessus mentionné(s) est (sont) constitué(s) de dépôts de fonds qui me (nous) sont confiés en fidéicommis dans l'exercice de ma (notre) profession.

3. Je (nous) donne(ons) autorisation à l'institution désignée à l'article 1 de transférer directement au FONDS D'ÉTUDES JURIDIQUES les intérêts ou autres revenus de ce(s) compte(s) général(aux) et, s'il y a lieu, de prélever, à la source et à même ces intérêts et revenus, les frais d'administration prévus d'après l'entente intervenue avec le Comité administratif du Barreau.

4. J'(nous) accorde(ons) une autorisation irrévocable octroyant le droit au Comité administratif du Barreau du Québec ou à toute personne que le Comité administratif pourra désigner, de:

a) requérir et obtenir en tout temps de l'institution ci-dessus désignée tous renseignements et explications jugés nécessaires ou utiles;

b) bloquer les intérêts des fonds en dépôt ou de n'en permettre le retrait ou le paiement qu'à certaines conditions.

Signé à _____ Québec, ce _____ jour du mois de _____ 20 _____

(Signature de/des (l') avocat(s))

ANNEXE 2
DÉCLARATION, AUTORISATION ET ENTENTE RELATIVES À UN COMPTE
PARTICULIER EN FIDÉICOMMIS

(art. 3.06)

À: _____

Je (nous) soussigné (e, s), _____
_____ avocat (e, s) à: _____ déclare (ons) sous
mon (notre) serment d'office, ce qui suit:

1. Toute somme déposée au compte particulier numéro _____ à mon (ou notre) nom en
fidéicommis appartient à: _____

(Nom et adresse du client)

2. Les intérêts et autres revenus provenant de ce compte sont la propriété du client ci-dessus
désigné.

3. Ce compte est sujet au *Règlement sur la comptabilité et les comptes en fidéicommis des avo-*
cats (chapitre B-1, r. 3).

Signé à _____ Québec, ce _____ jour du mois de _____ 20 _____

(Signature du déposant)

(Signature de/des (l') avocat(s))

RÈGLEMENT SUR LE FONDS D'INDEMNISATION DU BARREAU DU QUÉBEC

HISTORIQUE LÉGISLATIF

1961

Règlements du Barreau de la province de Québec, art. 149 à 156

1966

Règlements du Barreau de la province de Québec, art. 149 à 156

1967

Règlement I du Barreau du Québec,
A.C. 3364 du 7/12/67, (1967) 99 *G.O.*, 7245

Entré en vigueur: 1^{er} février 1968

Modifié par:

A.C. 2253 du 3/6/70, (1970) 102 *G.O.*, 3536
A.C. 2410-76 du 7/7/76, (1976) 108 *G.O.* II,
4721

Entré en vigueur: 28 juillet 1976

Règlement refondu:

R.R.Q., 1981, c. B-1, r. 6

Entré en vigueur: 1^{er} août 1982

Modifié par:

Avis, (1984) 116 *G.O.* II, 5681 relatif au
décret 2405-84 du 31/10/84

Entré en vigueur: 8 décembre 1984

L.Q. 1988, c. 64, art. 587

Entré en vigueur: 15 mars 1989

Continué par:

L.Q., 1990, c. 52, art. 4

*Le présent règlement est réputé avoir été
adopté en vertu de l'article 89 du Code des
professions (L.R.Q., c. C-26); nous retrouvons
maintenant ce règlement sous C-26,
r. 19.2 (L.Q. 1990, c. 52, art. 4)*

RÈGLEMENT SUR LE FONDS D'INDEMNISATION DU BARREAU DU QUÉBEC

TABLE DES MATIÈRES

Section I	Dispositions générales	1.01 et 1.02
Section II	Constitution du fonds.	2.01 à 2.05
Section III	Réclamation au fonds.	3.01 à 3.03
Section IV	Indemnisation	4.01 à 4.05

**RÈGLEMENT SUR LE FONDS
D'INDEMNISATION DU BARREAU
DU QUÉBEC,
R.R.Q., 1981, c. B-1, r. 6 [c. C-26, r. 19.2]**

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, art. 89)

**SECTION I
DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

1.01. Le présent règlement est adopté en vertu de l'article 89 du *Code des professions* (L.R.Q., c. C-26) et du sous-paragraphe c du paragraphe 3 de l'article 15 de la *Loi sur le Barreau* (L.R.Q., c. B-1).

1.02. La *Loi d'interprétation* (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

**SECTION II
CONSTITUTION DU FONDS**

2.01. Un fonds d'indemnisation, ci-après appelé «le Fonds», est établi par le présent règlement.

2.02. Le Fonds est constitué :

a) des sommes déjà affectées à cette fin au 28 juillet 1976;

b) des sommes que le Conseil général y affecte au besoin;

c) de la cotisation annuelle imposée à cette fin ainsi que de toute cotisation supplémentaire décrétée par le Conseil général;

d) des sommes récupérées d'un avocat fautif en vertu d'une subrogation ou de l'article 118 de la *Loi sur le Barreau*;

e) de l'accroissement de l'actif du Fonds; et

f) des sommes d'argent qui peuvent être versées par une compagnie d'assurance en vertu d'une police d'assurance collective souscrite par le Barreau pour l'ensemble de ses membres. [D. 2405-84, art. 1]

2.03. Le Fonds est maintenu à un montant minimal de 250 000 \$. [D. 2405-84, art. 2]

2.04. Le Comité administratif gère le Fonds.

2.05. Les sommes d'argent constituant le Fonds sont placées par le Comité administratif de la façon suivante :

a) la partie des sommes que le Comité administratif prévoit utiliser à court terme est déposée dans une banque, une société de fiducie ou une fédération ou une confédération régie par la *Loi sur les caisses d'épargne et de crédit* (L.R.Q., c. C-4.1);

b) l'autre partie est placée conformément à la section IV de la *Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec* (L.R.Q., c. C-2) avec ses modifications présentes et futures. [L.Q. 1987, c. 95, art. 402; L.Q. 1988, c. 64, art. 587]

**SECTION III
RÉCLAMATION AU FONDS**

3.01. Une réclamation au Fonds doit :

a) être faite par écrit;

b) exposer les faits à l'appui;

c) indiquer le montant réclamé; et

d) être assermentée et déposée chez le directeur général.

3.01.1. Le directeur général doit saisir le Comité administratif d'une telle réclamation à la première réunion qui en suit le dépôt. [D. 2405-84, art. 3]

3.01.2. La décision d'un comité de discipline qui comporte une recommandation d'indemnisation constitue une réclamation au sens de l'article 3.01 pour autant que la demande d'enquête en vertu de l'article 123 du *Code des professions* ait été produite chez le syndic dans le délai mentionné à l'article 3.03. [D. 2405-84, art. 3]

3.02. À la demande du Comité administratif ou de la personne ou du comité désigné pour tenir une enquête, le réclamant ou l'avocat concerné doit:

a) fournir au Barreau tous détails et documents relatifs à la réclamation; et

b) produire toute preuve testimoniale assermentée ou documentaire.

3.03. La réclamation faite en vertu de l'article 3.01 doit être déposée dans l'année de la connaissance par le réclamant de l'utilisation illégale. [D. 2405-84, art. 4]

pour le total des réclamations concernant un avocat et à la somme de 50 000 \$ par réclamant.* [D. 2405-84, art. 5]

4.04. Sur recommandation du Comité administratif, le Conseil général peut verser une indemnité supérieure aux montants prévus à l'article 4.03 dans des circonstances exceptionnelles motivées par des considérations humanitaires.

4.05. Pour recevoir une indemnité, le réclamant doit céder au Barreau ses droits contre l'avocat fautif jusqu'à concurrence du montant de l'indemnité.

SECTION IV INDEMNISATION

4.01. Le Comité administratif décide s'il y a lieu de faire droit en tout ou en partie à une réclamation et, le cas échéant, fixe l'indemnité. Sa décision est définitive.

4.02. Le Comité administratif peut désigner une personne ou un comité pour tenir une enquête et lui faire rapport au sujet d'une réclamation.

4.03. L'indemnité maximale payable à même le Fonds est établie à la somme de 250 000 \$

* L'article 4.03 n'a d'effet qu'à l'égard des réclamations découlant d'actes fautifs postérieurs au 8 décembre 1984.

RÈGLEMENT SUR LA FORMATION CONTINUE OBLIGATOIRE DES AVOCATS

HISTORIQUE LÉGISLATIF

Avis d'approbation, (2009) 141 *G.O.* II, 809

Entré en vigueur: 1^{er} avril 2009

RÈGLEMENT SUR LA FORMATION CONTINUE OBLIGATOIRE DES AVOCATS

TABLE DES MATIÈRES

Section I	Motifs et objet.	1
Section II	Exigences relatives à la formation continue.	2 à 5
Section III	Reconnaissance d'une activité de formation continue	6 à 12
Section IV	Modes de contrôle.	13 et 14
Section V	Dispense de formation	15 à 17
Section VI	Défauts et sanctions.	18 à 21

**RÈGLEMENT SUR LA FORMATION CONTINUE
OBLIGATOIRE DES AVOCATS,
Décision, (2009) 141 G.O. II, 809
[c. C-26, r. 19.2.001]**

Code des professions

(L.R.Q., c. C-26, art. 94)

**SECTION I
MOTIFS ET OBJET**

1. Le présent règlement est justifié par l'évolution rapide et constante des compétences professionnelles requises pour l'exercice de la profession d'avocat et par la protection du public. Il permet à l'Ordre de déterminer les activités de formation continue que tous les membres inscrits au Tableau de l'Ordre, à l'exception de ceux inscrits à titre d'avocats à la retraite, doivent suivre ou le cadre de ces activités.

Les activités de formation continue ont pour objet de permettre aux membres d'acquérir, de maintenir, de mettre à jour, d'améliorer et d'approfondir les compétences professionnelles liées à l'exercice de la profession.

**SECTION II
EXIGENCES RELATIVES À LA
FORMATION CONTINUE**

2. Le membre doit suivre des activités de formation liées à l'exercice de la profession d'une durée d'au moins 30 heures par période de référence de 2 ans.

La première période de référence débute le 1^{er} avril 2009.

3. À compter de la date de sa première inscription au Tableau de l'Ordre, le membre doit suivre des activités de formation pour un nombre d'heures équivalent au prorata du nombre de mois complets non écoulés pour la période de référence alors en cours.

Le membre qui se réinscrit au Tableau de l'Ordre en cours de période de référence doit, à moins d'en être dispensé conformément à la section V, accumuler la totalité des heures prévues pour la période de référence en cours.

4. Le membre choisit, parmi les activités de formation liées à l'exercice de la profession reconnues conformément au présent règlement, celles qui répondent le mieux à ses besoins.

Les activités de formation reconnues peuvent notamment être les suivantes :

1^o la participation à des cours, séminaires, colloques ou conférences offerts ou organisés par l'Ordre ou par l'une de ses sections, par d'autres ordres professionnels, par des organismes ou par des établissements d'enseignement ;

2^o la participation à des activités de formation structurées offertes en milieu de travail ;

3^o le fait d'agir à titre de conférencier, de formateur ou de préparateur pour des formations reconnues liées à l'exercice de la profession ;

4^o la rédaction et la publication d'articles ou d'ouvrages liés à l'exercice de la profession.

5. Le Conseil général peut déterminer les activités de formation que tous les membres ou

certaines d'entre eux doivent suivre en raison d'une réforme législative ou réglementaire majeure affectant l'exercice de la profession d'avocat. À cette fin, le Conseil :

1° fixe la durée de l'activité et le délai imparti pour la suivre ;

2° identifie les formateurs, les organismes ou les établissements d'enseignement autorisés à offrir les activités ;

3° détermine le nombre d'heures de formation reconnues aux fins de la période de référence visée à l'article 2.

SECTION III

RECONNAISSANCE D'UNE ACTIVITÉ DE FORMATION CONTINUE

6. Le Conseil général détermine les activités de formation qui sont reconnues aux fins du présent règlement.

Le Conseil attribue aux activités de formation une durée admissible pour la computation des heures exigées en application de l'article 2.

Aux fins de la reconnaissance d'une activité de formation et, s'il y a lieu, de la norme de calcul de la durée admissible d'une activité, le Conseil considère, avec les adaptations nécessaires et le cas échéant, les critères suivants :

1° le lien entre l'activité et l'exercice de la profession ;

2° l'expérience et les qualifications du formateur ;

3° le contenu et la pertinence de l'activité ;

4° le cadre pédagogique dans lequel se déroule l'activité ;

5° la qualité de la documentation ;

6° le respect des objectifs de formation visés au présent règlement ;

7° l'existence d'une attestation de participation ou d'une évaluation.

7. La demande de reconnaissance d'une activité de formation doit être présentée au Conseil général dans un délai d'au moins 30 jours précédant la tenue de l'activité de formation.

8. La demande de reconnaissance est adressée à l'Ordre et elle doit contenir, avec les adaptations nécessaires et le cas échéant, les renseignements suivants :

1° une description complète de l'activité de formation et les motifs permettant d'établir qu'elle répond aux critères énumérés à l'article 6 ;

2° la durée de l'activité ;

3° le nom et les coordonnées du formateur, de l'organisme ou de l'établissement d'enseignement qui offre l'activité de formation continue ;

4° tout autre renseignement ou document requis par le Conseil général ;

5° le paiement des frais fixés par le Conseil général.

Lorsque le Conseil général entend refuser la demande, il doit aviser la personne ou l'organisme par écrit et l'informer de son droit de présenter des observations écrites dans le délai qu'il prescrit.

9. Malgré l'article 7, un membre peut présenter, conformément à l'article 8, une demande de reconnaissance d'une activité de formation qui n'est pas déjà reconnue, dont une activité visée aux paragraphes 3 et 4 du deuxième alinéa de l'article 4, au plus tard le dernier jour de la période de référence en cours. Cette reconnaissance ne vaut que pour le membre visé.

Lorsque le Conseil général entend refuser la demande, il doit aviser le membre par écrit et l'informer de son droit de présenter des observations écrites dans le délai qu'il prescrit.

10. Le Conseil général décide d'une demande de reconnaissance d'activité et il transmet sa décision au demandeur dans un délai de 60 jours de la réception de la demande.

11. La reconnaissance est valide pour la période de référence en cours au moment où l'activité est tenue. Pour obtenir le renouvellement de cette reconnaissance, une nouvelle demande doit être présentée au Conseil général.

12. Le Conseil général peut, pour la durée non écoulée de la période de référence en cours, annuler la reconnaissance d'une activité ou modifier le nombre d'heures attribué à celle-ci s'il constate que l'activité offerte diffère de ce qu'il a reconnu. Dans un tel cas, il doit préalablement en aviser par écrit celui qui a demandé que l'activité soit reconnue et l'informer de son droit de présenter des observations écrites dans le délai qu'il prescrit. Le Conseil lui transmet ensuite sa décision.

SECTION IV

MODES DE CONTRÔLE

13. Le membre doit fournir à l'Ordre, au plus tard le 30 avril qui suit la fin de chaque période de référence et en utilisant le formulaire prévu à cet effet par le Conseil général, une déclaration de formation. La déclaration doit indiquer les activités de formation qui ont été suivies au cours de la période de référence, le nombre d'heures complétées ou, le cas échéant, que le membre a obtenu une dispense conformément à la section V.

Le Conseil peut exiger tout document ou renseignement permettant de vérifier que le membre satisfait aux exigences du présent règlement.

14. Le membre doit conserver, jusqu'à l'expiration des 2 ans suivant la production du formulaire prescrit, les pièces justificatives permettant au Conseil général de vérifier qu'il satisfait aux exigences du présent règlement.

SECTION V

DISPENSE DE FORMATION

15. Est dispensé, en tout ou en partie, de l'obligation de suivre des activités de formation, le membre qui démontre au Conseil général qu'il est dans une situation d'impossibilité de les suivre pour l'une ou l'autre des causes suivantes : maladie, accident, grossesse, circonstance exceptionnelle ou force majeure.

16. Le membre peut obtenir une dispense conformément à l'article 15 s'il en fait la demande à l'Ordre par écrit et s'il fournit :

1° les motifs justifiant sa dispense ;

2° un billet médical ou toute autre preuve attestant qu'il se trouve dans une situation d'impossibilité.

Lorsque le Conseil général accorde la dispense, il en fixe la durée et les conditions qui s'y appliquent.

Lorsque le Conseil entend refuser la demande de dispense, il doit en aviser le membre par écrit et l'informer de son droit de présenter des observations écrites dans le délai qu'il prescrit.

Le Conseil décide de la demande et il transmet sa décision dans un délai de 60 jours de la réception de la demande.

17. Dès que cesse la situation d'impossibilité visée à l'article 15 en raison de laquelle le membre est dispensé, celui-ci doit en aviser l'Ordre par écrit.

Le Conseil général détermine alors le nombre d'heures que le membre doit compléter et les conditions qui s'appliquent.

Le Conseil informe par écrit le membre de son droit de lui présenter des observations écrites dans le délai qu'il prescrit.

Le Conseil rend sa décision et il la transmet dans un délai de 60 jours de la réception de l'avis.

SECTION VI

DÉFAUTS ET SANCTIONS

18. Le Conseil général transmet un avis écrit au membre qui fait défaut de se conformer aux obligations de formation continue prévues au présent règlement ou qui omet de produire la déclaration de formation visée à l'article 13.

Le délai pour se conformer aux obligations de formation est de 90 jours et celui pour produire la déclaration de formation est de 10 jours de la réception de l'avis.

L'avis indique au membre :

1° la nature de son défaut ;

2° le délai dont il dispose pour y remédier et en fournir la preuve ;

3° la sanction à laquelle il s'expose s'il ne remédie pas au défaut dans le délai prescrit.

19. Lorsque le membre n'a pas remédié à la situation décrite dans l'avis et le délai prévus à l'article 18, le Conseil général le radie du Tableau de l'Ordre.

Le Conseil avise le membre par écrit de la sanction qu'il lui a imposée.

20. La radiation du Tableau de l'Ordre demeure en vigueur jusqu'à ce que la personne qui en fait l'objet fournisse à l'Ordre la preuve qu'elle a satisfait aux exigences contenues dans l'avis de défaut prévu à l'article 18, et jusqu'à ce que cette sanction ait été levée par le Conseil général.

21. (*Omis*).

RÈGLEMENT SUR LA FORMATION, LE CONTRÔLE DE LA COMPÉTENCE, LA DÉLIVRANCE D'UNE ATTESTATION ET LA DISCIPLINE DES STÉNOGRAPHES

HISTORIQUE LÉGISLATIF

Décret 240-2006 du 12/04/06, (2006)

138 *G.O.* II, 1523

Entré en vigueur: 1^{er} mai 2006

RÈGLEMENT SUR LA FORMATION, LE CONTRÔLE DE LA COMPÉTENCE, LA DÉLIVRANCE D'UNE ATTESTATION ET LA DISCIPLINE DES STÉNOGRAPHES

TABLE DES MATIÈRES

Section I	Le certificat de sténographe	1
Section II	Examen	2 à 10
§ 1	Conditions d'admissibilité	2
§ 2	Conditions d'inscription	3
§ 3	Conditions et modalités relatives à la tenue de l'examen	4 à 10
Section III	Cotisation	11 à 15
Section IV	Tableau des sténographes	16
Section V	Déontologie des sténographes	17 à 33
§ 1	Compétence et intégrité	17 à 21
§ 2	Diligence et disponibilité	22 à 24
§ 3	Indépendance	25 à 26
§ 4	Actes dérogatoires	27
§ 5	Devoirs additionnels	28 à 33
Section VI	Honoraires	34 à 36
Section VII	Tenue des dossiers et de bureau	37 à 45
Section VIII	Processus disciplinaire	46 à 80
§ 1	Examen de plainte	46 à 52
§ 2	Instruction	53 à 66
§ 3	Décision	67 à 80
Annexe I	Examen de sténographie officielle; Formulaire d'inscription	
Annexe II	Formulaire de classement des notes sténographiques et des notes personnelles	

**RÈGLEMENT SUR LA FORMATION, LE CONTRÔLE
DE LA COMPÉTENCE, LA DÉLIVRANCE D'UNE
ATTESTATION ET LA DISCIPLINE DES
STÉNOGRAPHES,
D. 240-2006, (2006) 138 G.O. II, 1523 [c. B-1, r. 6.1]**

Loi sur le Barreau

(L.R.Q., c. B-1, art. 140.4, 1^{er} al, par. 1^o et 2^o)

SECTION I

LE CERTIFICAT DE STÉNOGRAPHE

1. Le certificat de sténographe est délivré par le Comité sur la sténographie au candidat qui remplit les conditions suivantes :

1^o il a réussi l'examen visé à la section II ;

2^o il n'a pas fait l'objet d'une décision d'un tribunal canadien ou étranger le déclarant coupable d'une infraction criminelle qui, de l'avis du comité, a un lien avec l'exercice de la sténographie, sauf s'il a obtenu le pardon ;

3^o il a payé la cotisation prescrite à l'article 11 ;

4^o il a prêté le serment d'office devant un juge de la Cour supérieure.

Ce certificat doit indiquer, entre autres, si son titulaire a réussi son examen en français ou en anglais ainsi que la méthode utilisée lors de l'épreuve de sténographie, soit la sténographie proprement dite, la sténotypie ou le sténomasque. Le certificat ne vaut que pour la méthode qui y est indiquée.

SECTION II

EXAMEN

§ 1. Conditions d'admissibilité

2. Pour être admissible à l'examen, un candidat doit être titulaire du diplôme de l'École de sténographie judiciaire du Québec ou doit être titulaire d'un diplôme équivalent à un diplôme d'études collégiales (D.E.C.), d'une attestation de formation en sténographie décernée par un organisme reconnu par le comité et avoir suivi la formation sur le volet théorique dispensée par l'École de sténographie judiciaire du Québec.

§ 2. Conditions d'inscription

3. Au moins 30 jours avant la date fixée pour l'examen, chaque candidat doit :

1^o avoir transmis au comité le formulaire d'inscription prévu à l'annexe I dûment rempli ;

2^o avoir versé les frais d'inscription de 50 \$ plus taxes. Ces frais ne sont pas remboursables.

§ 3. Conditions et modalités relatives à la tenue de l'examen

4. Les examinateurs sont au nombre de 16 dont quatre avocats de la section de Montréal, deux avocats de la section de Québec, deux avocats représentant les autres régions et huit sténographes.

Les avocats de la section de Montréal et de la section de Québec sont désignés par le comité après consultation auprès du Barreau de Montréal et du Barreau de Québec respectivement. Les avocats représentant les autres régions sont désignés par le comité après consultation auprès de l'Association des avocats de province.

Les sténographes sont désignés par le comité après consultation auprès de l'Association professionnelle des sténographes officiels du Québec.

Pour chaque examen, le nombre d'examineurs est choisi en fonction du nombre de candidats admis. Toutefois, il ne doit pas y avoir moins de deux examinateurs, soit un avocat et un sténographe.

5. L'examen de sténographie a lieu une fois par année et se tient simultanément à Montréal, à Québec et dans toute autre région que détermine le comité au début de chaque année. Celui-ci fixe également la date et l'heure de chaque examen.

Si le nombre de candidats admis au cours d'une période donnée est insuffisant pour justifier la tenue de l'examen dans plusieurs régions, le comité peut décider de le tenir dans une seule région.

Un avis est donné aux candidats, des dates, lieux et heures, dans le Journal du Barreau et dans les locaux de l'École de sténographie judiciaire du Québec. Une date d'examen de reprise est également prévue à l'endroit déterminé par le comité.

6. Le comité donne aux examinateurs un avis d'au moins 20 jours de la date de la tenue de l'examen.

7. L'examen comporte une épreuve d'orthographe et de grammaire ainsi qu'une épreuve de sténographie.

Il comporte en outre un volet théorique qui vise à contrôler la maîtrise des connaissances qui font l'objet de la formation dispensée par

l'École de sténographie judiciaire du Québec ou par l'organisme reconnu par le comité.

8. Le candidat doit, pour réussir l'examen, obtenir au moins 90 % des points à l'épreuve d'orthographe et de grammaire, au moins 80 % des points à l'épreuve de sténographie et au moins 60 % des points pour le volet théorique. S'il échoue à l'une des épreuves ou au volet théorique, il doit reprendre la partie de l'examen à laquelle il a échoué.

9. Les examinateurs font rapport au comité des résultats de l'examen dans les trois jours de celui-ci et le comité en informe le candidat dans les meilleurs délais.

10. Le candidat qui échoue à l'examen peut se reprendre à l'une ou l'autre des séances suivantes. Il dispose d'un maximum de deux reprises.

SECTION III COTISATION

11. Tout sténographe doit, pour être inscrit au tableau des sténographes, payer au Barreau du Québec sa cotisation annuelle. Celle-ci, pour la première année d'admission, est de 300 \$. Par la suite, une cotisation annuelle de 700 \$ est exigée et payable au plus tard le 1^{er} mai de chaque année.

Le sténographe qui a 45 ans de service est exempté du paiement de la cotisation.

12. Le sténographe qui fait défaut de payer sa cotisation dans le délai prescrit est radié du tableau. Il peut y être réinscrit sur paiement d'une cotisation de 750 \$.

Lorsque le sténographe n'a pas été inscrit au tableau pour une période de deux ans ou plus, il doit réussir à nouveau l'examen prévu à la Section II.

13. À l'expiration des 15 jours suivant la date à laquelle la cotisation est payable, le directeur général du Barreau du Québec transmet

au secrétaire du comité la liste des membres qui ont payé leur cotisation.

14. Au 1^{er} juin de chaque année le directeur général du Barreau du Québec doit verser 90 % des cotisations qu'il a perçues au comité.

15. Le comité doit utiliser ces sommes conformément à son mandat. Toutefois, une portion d'au moins 50 % de celles-ci doit être affectée à la formation des sténographes.

SECTION IV

TABLEAU DES STÉNOGRAPHES

16. Dans les 30 jours de la date de la délivrance des certificats, le comité publie le tableau des sténographes. Seul un sténographe dont le nom apparaît au tableau peut être désigné comme «*sténographe*». Ce tableau est transmis pour affichage à tous les palais de justice et à toutes les sections locales du Barreau du Québec.

Le tableau est tenu à jour pour tenir compte de nouvelles délivrances de certificat et des radiations résultant du défaut de paiement de cotisation ou de sanctions disciplinaires.

SECTION V

DÉONTOLOGIE DES STÉNOGRAPHES

§ 1. Compétence et intégrité

17. Le sténographe doit remplir ses obligations avec compétence et intégrité et fournir des services de qualité.

18. Le sténographe doit exercer en tenant compte des normes de pratique généralement reconnues en sténographie et en respectant les règles de l'art.

19. Le sténographe doit tenir compte des limites de ses aptitudes, de ses connaissances ainsi que des moyens dont il dispose. En particulier, il doit éviter d'accepter un mandat pour

lequel il ne possède pas la compétence et les habiletés requises.

20. Le sténographe doit agir avec dignité et en tout respect des tribunaux.

21. Le sténographe doit servir les tribunaux et supporter leur autorité au service de la justice. Il ne peut agir de façon à porter préjudice à l'administration de la justice.

§ 2. Diligence et disponibilité

22. Le sténographe doit accomplir son travail avec diligence, respecter les engagements pris ainsi que les délais pour la transcription des témoignages.

23. Lorsque le sténographe ne peut agir pour un motif de cas fortuit ou de force majeure, il doit dès que possible en aviser les parties et, le cas échéant, le tribunal.

24. Un sténographe doit répondre par écrit et avec diligence à toute correspondance ou demande provenant du comité ou de l'un de ses représentants.

§ 3. Indépendance

25. Si, pour quelque motif que ce soit, le sténographe a des motifs de croire qu'il est susceptible de ne pas pouvoir accomplir son travail avec indépendance, il doit en aviser les parties et refuser d'agir.

26. Le sténographe doit éviter toute situation où il serait en conflit d'intérêts.

Dès qu'il constate qu'il se trouve dans une situation de conflit d'intérêts, il doit, soit cesser d'agir, soit en aviser les parties et leur demander si elles l'autorisent à continuer d'agir.

§ 4. Actes dérogatoires

27. Sont dérogatoires à l'honneur et à la dignité de l'exercice de la sténographie le fait pour un sténographe de :

1° supprimer ou falsifier des parties de témoignages ou encore reproduire autre chose que les paroles exactes qui ont été prononcées;

2° induire ou tenter d'induire le tribunal ou les parties en erreur ou encore tenter d'influencer le tribunal en faveur ou au détriment de qui que ce soit;

3° participer à une activité illicite;

4° agir directement ou indirectement de façon à surprendre la bonne foi d'une personne avec laquelle il est en rapport lorsqu'il agit comme sténographe;

5° directement ou indirectement, retenir indûment, dérober, receler, falsifier, mutiler ou détruire une pièce d'un dossier du tribunal;

6° verser, offrir de verser ou s'engager à verser de l'argent ou d'autres bénéfices en vue d'obtenir un avantage pour lui-même ou pour autrui;

7° demander ou recevoir, en plus de la rémunération à laquelle il a droit, tout avantage, ristourne ou commission pour lui-même ou pour autrui;

8° accomplir un acte ou omettre d'accomplir un acte de façon à procurer à une partie un avantage illicite;

9° exercer ses fonctions alors qu'il est sous l'influence de substances psychotropes ou de toute autre substance, incluant l'alcool, produisant des effets analogues;

10° harceler, dans l'exercice de ses fonctions, toute personne;

11° intimider une personne ou menacer d'exercer contre celle-ci des représailles au motif:

a) qu'elle a dénoncé ou qu'elle entend dénoncer une conduite ou un comportement dérogatoire;

b) qu'elle a participé ou collaboré ou qu'elle entend participer ou collaborer à une enquête

relative à un comportement ou à une conduite dérogatoire;

12° dénigrer un autre sténographe dans le but de lui faire perdre la confiance d'un client actuel ou éventuel;

13° user de procédés déloyaux pour obtenir un mandat;

14° ne pas aviser le comité alors qu'il a connaissance de la commission d'un acte dérogatoire par un autre sténographe;

15° ne pas se soumettre à une inspection professionnelle décidée par le comité;

16° ne pas obtempérer à la décision du comité lui imposant un stage ou un cours de perfectionnement ou les deux à la fois.

§ 5. Devoirs additionnels

28. Le sténographe doit être poli, courtois et avoir une tenue vestimentaire adéquate.

29. Le sténographe ne peut refuser de fournir des services à une personne pour des raisons de race, de couleur, de sexe, d'âge, de grossesse, d'état civil, de religion, d'origine ethnique ou nationale, de condition sociale, d'orientation sexuelle, de convictions politiques, de handicap ou de langue.

30. Le sténographe doit conserver pendant une période minimale de 10 ans, selon la méthode de prise de notes indiquée sur son certificat, les cahiers de sténographie, les bandes de sténotypie ou les bandes sonores ayant servi à l'enregistrement. La transcription sur support informatique ne peut être substituée aux notes originales.

31. Le sténographe doit assurer la confidentialité des témoignages et de la preuve confiée par une partie.

32. Le sténographe doit prendre les témoignages rendus lors d'un interrogatoire et n'en omettre aucune partie, sauf sur consentement

des parties ou sur ordonnance du tribunal, le cas échéant. La prise des témoignages se fait au moyen d'une méthode prévue au *Règlement sur la prise des dépositions des témoins en matière civile* édicté par le décret n° 9622001 du 23 août 2001 ou au *Règlement sur la prise des dépositions des témoins en matière pénale* adopté par arrêté du ministre de la Justice n° 20102001 du 20 août 2001.

33. À moins d'une ordonnance contraire du tribunal, le sténographe doit, sur demande et en contrepartie du paiement de la somme prévue au Tarif des honoraires pour la prise et la transcription des dépositions des témoins, pris en application de l'article 224 de la *Loi sur les tribunaux judiciaires* (L.R.Q., c. T-16), de l'article 4 de la *Loi sur les sténographes* (L.R.Q., c. S-33) et de l'article 81 de la *Loi sur l'aide juridique* (L.R.Q., c. A-14):

1° remettre au témoin interrogé copie de la transcription de son témoignage;

2° remettre à toute partie à une instance copie de la transcription du témoignage de tout témoin interrogé.

SECTION VI HONORAIRES

34. Le sténographe ne peut demander ou accepter des honoraires supérieurs à ceux prévus par le Tarif des honoraires pour la prise et la transcription des dépositions des témoins. Dans les cas où le Tarif ne s'applique pas, le sténographe peut demander et accepter des honoraires justifiés par les circonstances et proportionnels aux services rendus.

Il peut également conclure une entente pour des frais de séjour et de déplacement avec la partie qui retient ses services.

35. Le sténographe doit notamment tenir compte des facteurs suivants pour la fixation de ses honoraires:

1° le temps consacré à l'exécution des services;

2° la prestation de services inhabituels ou exigeant une compétence exceptionnelle ou une grande célérité, compte tenu des délais imposés par la loi.

36. Le sténographe doit fournir à son client toutes les explications nécessaires à la compréhension de son relevé d'honoraires et des modalités de paiement s'il y a lieu.

SECTION VII TENUE DES DOSSIERS ET DE BUREAU

37. Le sténographe doit fournir au comité son nom et prénom, l'adresse de son principal établissement et, le cas échéant, de ses autres bureaux, ainsi que son numéro de téléphone et, le cas échéant, son numéro de télécopieur et son adresse de courriel. Il doit de plus aviser le comité sans délai de toute modification à ces renseignements.

38. Si le sténographe quitte le Québec pour une durée de plus de deux mois, il doit en aviser le comité en indiquant la date prévisible de son retour et en fournissant un numéro de téléphone ou un autre moyen permettant de le joindre.

39. Le sténographe qui veut cesser d'exercer doit en aviser le comité sans délai; le comité retire alors son nom du tableau.

Le comité retire également du tableau le nom du sténographe dès qu'est porté à sa connaissance un jugement soumettant ce sténographe à un régime de protection, un jugement homologuant un mandat donné en prévision de son inaptitude ou un jugement rendu en application de l'article 30 du Code civil et ordonnant la mise sous garde du sténographe auprès d'un établissement de santé et de services sociaux.

Le sténographe doit produire annuellement au comité une déclaration désignant son

répondant, afin qu'en cas d'incapacité d'agir du sténographe il soit permis à quiconque de faire une demande de notes qui auront été transcrites ou non.

Le répondant doit être un sténographe en exercice.

Les héritiers d'un sténographe décédé doivent céder ses notes au répondant désigné.

40. Le sténographe doit utiliser un agenda afin d'y inscrire ses rendez-vous.

41. Le sténographe doit conserver ses notes sténographiques et personnelles dans un endroit sécuritaire.

42. Les notes sténographiques et personnelles doivent être classées par année et les boîtes les contenant doivent être numérotées, de façon à respecter le délai de conservation. À cette fin, le sténographe doit consigner par écrit ces renseignements d'une façon analogue à celle prévue à l'annexe II.

43. Le sténographe doit produire une facturation détaillant les services rendus et incluant les pièces justificatives, le cas échéant.

44. Le sténographe doit conserver toute la correspondance échangée dans les dossiers litigieux, incluant les courriels, ainsi que ses notes personnelles.

45. Toute correspondance transmise par le sténographe doit indiquer son nom, prénom, l'adresse de son principal établissement, son numéro de téléphone et, le cas échéant, son numéro de télécopieur ou ceux de son employeur et son adresse de courriel.

SECTION VIII

PROCESSUS DISCIPLINAIRE

§ 1. Examen de la plainte

46. Toute plainte contre un sténographe ou contre une personne qui a été sténographe pour une infraction au présent règlement, à

la *Loi sur les sténographes* ou à toute autre loi ou règlement lui imposant un devoir, doit être formulée par écrit et transmise au président du Comité sur la sténographie.

47. Le plaignant doit détailler sa plainte en indiquant notamment la nature et les circonstances de l'infraction reprochée et en y joignant tout témoignage, renseignement ou document pouvant permettre d'étayer sa plainte.

48. Un registre des plaintes doit être tenu et un accusé réception de chaque plainte doit être transmis par écrit par le secrétaire du comité au plaignant dans les plus brefs délais.

49. Dans les 10 jours de la réception d'une plainte, le président du comité doit désigner deux membres de celui-ci, soit un avocat et un sténographe, afin qu'ils en examinent sommairement le contenu et décident du suivi de la plainte.

50. Les membres du comité saisis de la plainte ont 30 jours à compter de leur désignation pour procéder à l'examen sommaire et décider si elle doit être instruite devant le comité ou être rejetée.

51. Dans le cas où la plainte est jugée sans fondement, les membres du comité saisis de la plainte doivent motiver par écrit leur décision de la rejeter. Cette décision est finale et sans appel.

Une copie de cette décision est transmise par le secrétaire du comité au plaignant.

52. Si les membres du comité saisis de la plainte la retiennent ou s'il y a désaccord entre eux, ils en avisent le président et la plainte doit être instruite.

§ 2. Instruction

53. Dans les cinq jours de la date de la réception par le président de l'avis prévu à l'article 52, une copie de la plainte doit être signifiée au

sténographe conformément aux dispositions du *Code de procédure civile* (L.R.Q., c. C-25).

Un avis doit y être joint indiquant que la plainte a été examinée sommairement et qu'il a été décidé de procéder à son instruction; cet avis doit également indiquer au sténographe qu'il dispose d'un délai de 20 jours à compter de la date de la signification pour comparaître par écrit au siège du comité.

54. Lorsqu'il comparaît, le sténographe doit indiquer s'il reconnaît ou non l'infraction qui lui est reprochée; à défaut de le faire, il est réputé la contester.

55. À l'expiration du délai fixé pour comparaître, le sténographe dispose d'un délai de 20 jours pour transmettre au comité sa contestation écrite incluant sa description des faits ainsi que les déclarations écrites de ses témoins et les pièces qu'il entend invoquer à l'appui de sa contestation.

56. À l'expiration du délai prévu à l'article 55, le président désigne deux membres du comité, soit un avocat et un sténographe, autres que ceux qui ont procédé à l'examen sommaire de la plainte, pour entendre avec lui la plainte et s'assure que le dossier complet leur soit transmis.

57. Le comité formé pour entendre la plainte peut siéger à Montréal, à Québec ou à tout autre endroit du Québec qui, de l'avis de ses membres, convient le mieux dans les circonstances.

Les membres de ce comité fixent la date de l'audience et dressent un procès-verbal à cet effet. Ils peuvent, au préalable, demander au secrétaire du comité de vérifier la disponibilité du plaignant et du sténographe.

58. Lorsqu'un membre de ce comité est absent ou empêché d'agir, il peut être remplacé par une personne désignée de la même façon que la personne à remplacer.

Si toutefois, au cours de l'instruction ou pendant le délibéré, l'un des membres est empêché d'agir pour quelque raison que ce soit, l'instruction peut être valablement poursuivie et une décision peut être valablement rendue par les deux autres membres.

59. Un membre du comité peut être récusé pour l'un des motifs prévus à l'article 234 du *Code de procédure civile*, sauf pour celui prévu au paragraphe 7 de cet article.

60. L'instruction n'est pas l'objet de prise en sténographie à moins d'une demande de l'une des parties reçue au moins trois jours avant la date de l'audience ou d'une décision du comité.

61. Toute audience est publique.

Toutefois, le comité peut, d'office ou sur demande, ordonner le huis clos ou interdire l'accessibilité, la publication ou la diffusion de renseignements ou de documents qu'il indique dans l'intérêt de la morale ou de l'ordre public, notamment pour assurer le respect du secret professionnel ou la protection de la vie privée ou de la réputation d'une personne.

62. Les dispositions de l'article 294.1 du *Code de procédure civile* s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, devant les membres du comité.

63. Seule la preuve recueillie par le comité durant l'instruction ou conformément aux dispositions de l'article 62 doit être considérée.

64. Le comité peut procéder à l'instruction en l'absence du sténographe visé par la plainte si ce dernier ne se présente pas à la date et au lieu fixés pour celle-ci.

65. La plainte peut être modifiée en tout temps, aux conditions nécessaires pour la sauvegarde des droits des parties.

66. Nul n'est admis à déposer, sous peine de nullité de sa déposition, s'il n'a fait le serment de dire la vérité.

§ 3. *Décision*

67. Le comité formé pour entendre la plainte rend sa décision sur la culpabilité dans les 60 jours de la prise en délibéré.

68. La décision du comité est rendue à la majorité des membres. Elle est consignée par écrit, motivée et signée, incluant toute dissidence.

Un exemplaire de cette décision doit sans délai être transmis aux parties par poste certifiée ou par télécopieur à leurs procureurs.

69. Si le sténographe a été déclaré coupable, les parties peuvent, dans les 30 jours qui suivent cette déclaration de culpabilité, se faire entendre par le comité formé pour entendre la plainte ou lui transmettre des représentations écrites au sujet de la sanction à imposer.

70. Le comité doit, dans les 30 jours qui suivent les représentations sur sanction, imposer la sanction ; celle-ci doit être consignée par écrit, motivée, signée, incluant toute dissidence, et transmise sans délai aux parties par poste certifiée ou par télécopieur à leurs procureurs.

71. Le comité peut condamner le plaignant ou le sténographe aux déboursés, en tout ou en partie, ou les condamner à se les partager dans la proportion qu'il indique.

72. Les déboursés comprennent notamment les frais de sténographie et de transcription des témoignages ainsi que les frais de déplacement et de séjour des membres du comité.

73. Dans le cas où le sténographe a été déclaré coupable d'une infraction à la suite d'une plainte formulée conformément à l'article 46, une ou plusieurs des sanctions suivantes sur chacun des chefs contenus dans la plainte peuvent être imposées par le comité :

1° une réprimande ;

2° la limitation du droit d'exercer la sténographie ;

3° la radiation temporaire du tableau des sténographes ;

4° la révocation du certificat de sténographe ;

5° l'obligation de remettre à toute personne à qui elle revient toute somme d'argent que le sténographe détient pour elle ou qu'il a reçue en contravention du tarif ;

6° l'obligation de communiquer tout document ou tout renseignement ou celle de compléter, mettre à jour ou rectifier tout document ou renseignement.

74. Une décision du comité peut également obliger le sténographe à réussir un stage ou un cours de perfectionnement ou l'obliger aux deux à la fois et limiter le droit du sténographe d'exercer ses fonctions ou le radier temporairement jusqu'à ce qu'il ait rempli cette obligation.

75. Une décision du comité peut également recommander au sténographe de se soumettre à un programme visant à faciliter sa réintégration à l'exercice de la sténographie.

76. La révocation du certificat de sténographe entraîne la radiation permanente du sténographe inscrit au tableau.

77. Toute décision du comité est finale et sans appel.

78. Le sténographe radié du tableau ou dont le droit d'exercer ses activités a été limité peut, avant l'expiration de l'une de ces sanctions, demander au Comité sur la sténographie, par requête adressée à son président, de le réinscrire au tableau ou, dans le cas d'une limitation, de lui permettre d'exercer pleinement ses fonctions.

Les règles d'instruction prévues au présent règlement s'appliquent compte tenu des adaptations nécessaires à l'instruction de cette requête.

79. Une décision rendue par un comité peut être rectifiée si elle est entachée d'une erreur d'écriture ou de calcul ou de quelque autre erreur matérielle.

Une telle rectification peut être faite d'office, tant que l'exécution n'a pas été commencée. Elle peut l'être également sur requête d'une partie signifiée conformément au *Code de procédure civile*.

80. Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} mai 2006.

ANNEXE I
EXAMEN DE STÉNOGRAPHIE OFFICIELLE FORMULAIRE D'INSCRIPTION

(art. 3)

Date de l'examen : _____
nom : _____ prénom : _____
adresse : _____
ville : _____ code postal : _____
téléphone résidence : _____ bureau : _____
examen : ☐ français ou ☐ anglais
méthode : ☐ sténographie ☐ sténotypie ☐ sténomasque

Veuillez remplir le présent formulaire en caractères d'imprimerie, y joindre une copie de votre certificat de naissance et du diplôme de l'École de sténographie judiciaire du Québec ou une attestation de formation équivalente à un diplôme d'études collégiales (D.E.C.) accompagnée d'une évaluation comparative d'études effectuées hors Québec, s'il y a lieu, d'une attestation de formation en sténographie décernée par un organisme reconnu par le comité et d'une attestation de présence à la formation sur le volet théorique dispensée par l'École de sténographie judiciaire du Québec.

Veuillez joindre la somme de 50 \$ plus taxes (TPS et TVQ) (chèque à l'ordre du Barreau du Québec).

Veuillez retourner le présent formulaire d'inscription à :

Comité sur la sténographie
Barreau du Québec
445, boulevard Saint-Laurent
Montréal, (Québec) H2Y 3T8

ANNEXE II
FORMULAIRE DE CLASSEMENT DES NOTES STÉNOGRAPHIQUES ET DES
NOTES PERSONNELLES

(art. 42)

NOM DU STÉNOGRAPHE : _____

LIEU D'ENTREPOSAGE : _____

PÉRIODE :

JANVIER À DÉCEMBRE 2005

Janvier 2005

Boîte 1 (2005)

Février 2005

Mars 2005

Avril 2005

Mai 2005

Juin 2005

Juillet 2005

Août 2005

Septembre 2005

Octobre 2005

Novembre 2005

Décembre 2005

De plus, une liste doit être faite des causes dont la transcription n'a pas été demandée, en indiquant la date de la prise de notes, le numéro de la cause ainsi que les noms des parties.

RÈGLEMENT SUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES AVOCATS

HISTORIQUE LÉGISLATIF

1866

Règlements du Barreau du Bas-Canada, adoptés par le Conseil général le 5 octobre 1866

1868

Règles de la profession d'avocat, adoptées par le conseil général en mai 1868

Modifié par:

1868

Le Conseil général le 28 mai 1868

1917

Règlements du Barreau de la province de Québec, adoptés par le Conseil général le 25 octobre 1917

1931

Règlements du Barreau de la province de Québec, adoptés par le Conseil général le 6 juin 1931

1939

Règlements du Barreau de la province de Québec, en vigueur le 1^{er} septembre 1939

1954

«*Règlements du Barreau de la province de Québec*», (1954) 14 *R. du B.* 269-294

1961

Règlements du Barreau de la province de Québec

1966

Règlements du Barreau de la province de Québec

1967

Règlement I du Barreau du Québec, A.C. 3364 du 7/12/67, (1967) 99 *G.O.*, 7245

Entré en vigueur: 1^{er} février 1968, art. 1 à 7

1^{er} juin 1968, art. 8 à 10

1^{er} septembre 1968, art. 9

Modifié par:

A.C. 2374 du 7/7/71, (1971) 103 *G.O.*, 5646
Avis, (1972) 104 *G.O.*, 4985

Entré en vigueur: 17 juin 1972

Avis, (1972) 104 *G.O.*, 9736

Entré en vigueur: 4 novembre 1972.

Règl. 73-69 du 15/2/73, (1973) 105 *G.O.* II, 325

Entré en vigueur: 28 février 1973

A.C. 1585-73 du 2/5/73, (1973) 105 *G.O.* II, 1529

Entré en vigueur: 9 mai 1973

A.C. 2075-74 du 5/6/74, (1974) 106 *G.O.* II, 3005

Entré en vigueur: 12 juin 1974

A.C. 3176-74 du 28/8/74, (1974) 106 *G.O.* II, 4109

Entré en vigueur: 11 septembre 1974

A.C. 4215-75 du 17/9/75, (1975) 107 *G.O.* II, 5131

Entré en vigueur: 24 septembre 1975

Erratum: (1975) 107 *G.O.* II, 5175

Erratum: (1975) 107 *G.O.* II, 6345

Modifié par:

A.C. 3182-76 du 15/9/76, (1976) 108 *G.O.* II, 5557

Entré en vigueur: 22 septembre 1976

Décret 2981-81 du 28/10/81, (1981)

113 *G.O.* II, 4523

Entré en vigueur: 11 novembre 1981

Règlement refondu:

R.R.Q., 1981, c. B-1, r. 7

Entré en vigueur: 1^{er} août 1982

Modifié par:

Décret 2457-82 du 27/10/82, (1982)

114 *G.O.* II, 4146

Entré en vigueur: 3 novembre 1982

Décret 1464-87 du 23/9/87, (1987)

119 *G.O.* II, 5841

Entré en vigueur: 15 octobre 1987

Décret 1204-91 du 28/8/91, (1991)

123 *G.O.* II, 5047

Entré en vigueur: 26 septembre 1991

Décret 161-95 du 1/2/95, (1995) 127 *G.O.* II, 467

Entré en vigueur: 23 février 1995

Décret 199-2005 du 16/03/05, (2005)

137 *G.O.* II, 971

Entré en vigueur : 7 avril 2005

RÈGLEMENT SUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES AVOCATS

TABLE DES MATIÈRES

Section I	École du Barreau	1 et 2
Section II	Le programme de formation professionnelle	3 et 4
Section III	Conditions d'admission à l'École	5 à 8
Section IV	Modalités d'inscription.	9 à 12
Section V	Évaluation	13 à 20
Section VI	Stage	21 à 31
Section VII	Dispositions transitoires et finales	32 à 37

RÈGLEMENT SUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES AVOCATS, D. 199-2005, (2005) 137 G.O. II, 971 [c. B-1, r. 7.3]

Loi sur le Barreau

(L.R.Q., c. B-1, art. 15, par. 2, sous-par. *b* et 44)

Code des professions

(L.R.Q., c. C-26, art. 94, par. *i*)

SECTION I

ÉCOLE DU BARREAU

1. Le Barreau du Québec établit par le présent règlement l'École du Barreau chargée de dispenser l'ensemble des activités de formation professionnelle.

Le Comité de la formation professionnelle du Barreau est responsable de l'administration de l'École dont il rend compte au Comité administratif du Barreau.

2. L'École a son siège à Montréal.

SECTION II

LE PROGRAMME DE FORMATION PROFESSIONNELLE

3. Le programme de formation professionnelle comprend les volets suivants :

1° le développement des compétences propres à l'exercice de la profession d'avocat ;

2° le stage.

4. Le Comité de la formation professionnelle peut, sous réserve des ressources disponibles et des méthodes pédagogiques utilisées, déterminer le centre de formation professionnelle et la session auxquels le candidat admis est inscrit.

SECTION III

CONDITIONS D'ADMISSION À L'ÉCOLE

5. Pour être admis à l'École, le candidat doit, dans le délai déterminé par le Comité de la formation professionnelle, satisfaire aux conditions suivantes :

1° soumettre une demande d'admission dans la forme prévue par le Comité et y joindre les documents requis ;

2° être titulaire d'un diplôme reconnu par le gouvernement, en vertu du premier alinéa de l'article 184 du *Code des professions* (L.R.Q., c. C-26), permettant l'obtention du permis délivré par le Barreau ou d'un diplôme jugé équivalent par le Conseil général du Barreau conformément au paragraphe *g* de l'article 86 de ce code ;

3° avoir été déclaré admissible par le Comité de vérification du Barreau ;

4° payer les frais d'admission.

6. Le candidat doit acquitter les frais fixés par le Comité de la formation professionnelle aux dates déterminées par ce dernier.

7. À défaut de satisfaire aux conditions énumérées aux articles 5 et 6, le Comité peut prendre l'une ou l'autre des mesures suivantes :

1° accorder la possibilité de remédier au défaut dans le délai qu'il détermine ;

2° refuser l'admission ;

3° refuser la délivrance de la carte d'étudiant ou la retirer ;

4° retenir la documentation et les résultats des activités de formation et des évaluations ;

5° refuser la délivrance de la carte de stagiaire ou la retirer ;

6° annuler l'admission en cas de défaut de paiement des frais d'admission.

8. Le candidat ne peut présenter une demande d'admission que pour la prochaine année scolaire.

Il peut en tout temps se désister, par écrit, de son admission à l'École. [D. 199-2005, art. 8]

SECTION IV

MODALITÉS D'INSCRIPTION

9. Le candidat admis doit s'inscrire à la formation professionnelle ou aux cours préparatoires de l'année scolaire qui suit son admission.

10. Le candidat admis doit, avant d'être inscrit à la formation professionnelle ou aux cours préparatoires, subir une évaluation diagnostique au moment déterminé par le Comité de la formation professionnelle.

11. Tout candidat admis peut s'inscrire aux cours préparatoires avant de s'inscrire à la formation professionnelle. Il peut y être invité par le Comité après l'étude de son dossier, à la suite de son évaluation diagnostique.

12. Au terme des cours préparatoires, le candidat est inscrit à la formation professionnelle à compter de la session suivante.

Le Comité peut toutefois, selon les modalités qu'il détermine et sous réserve des ressources disponibles et des méthodes pédagogiques utilisées, autoriser un candidat à modifier son choix et à s'inscrire à la formation professionnelle ou aux cours préparatoires en cours de session.

SECTION V

ÉVALUATION

13. Le Comité de la formation professionnelle peut, aux fins d'admissibilité à une évaluation,

après en avoir informé le candidat, exiger qu'il participe à des activités spécifiques de formation incluant, notamment, la remise de travaux.

14. La formation professionnelle comprend des évaluations orales ou écrites visant à mesurer les compétences propres à l'exercice de la profession d'avocat. Elle comprend également une évaluation finale.

15. Le candidat doit obtenir la note globale de 60 % au terme de l'ensemble des évaluations de la formation professionnelle.

En cas d'échec, il doit se présenter à l'évaluation finale de reprise et obtenir la note globale de 60 % en considérant les résultats de l'ensemble des évaluations, sinon il cesse d'être admis à l'École.

Le candidat qui, à la suite de l'évaluation finale de reprise, n'obtient pas la note globale de 60 %, peut présenter une nouvelle demande d'admission. S'il est réadmis, il doit s'inscrire aux cours préparatoires avant d'être inscrit à la formation professionnelle.

16. Le candidat qui démontre au Comité qu'il n'a pu se présenter à l'évaluation finale ou à l'évaluation finale de reprise pour cause de maladie, d'accident, de grossesse, du décès d'un membre de sa famille immédiate ou de force majeure est autorisé à se présenter à la prochaine évaluation finale ou évaluation finale de reprise, selon le cas.

Le candidat qui ne se présente pas à cette évaluation cesse d'être admis à l'École.

17. Toute aide ou tentative d'aide entre candidats ainsi que toute fraude ou contravention au bon ordre à l'occasion d'une évaluation ou d'une activité de formation peut entraîner l'expulsion du candidat ou l'annulation de son évaluation.

18. Chaque candidat est noté lors d'une évaluation par une ou plusieurs personnes.

19. La personne qui a un lien de parenté avec un candidat ou qui peut se trouver en situation de conflit d'intérêts du fait qu'elle participe à la préparation, la tenue ou la correction d'une évaluation d'un candidat, ne peut y prendre part.

Aux fins de l'application du présent article, est considéré avoir un lien de parenté avec un candidat :

1° son conjoint ou sa conjointe de droit ou de fait ;

2° le conjoint ou la conjointe de droit ou de fait d'un parent du candidat.

20. Chaque correcteur affirme solennellement, lors de son engagement, qu'il n'est lié à aucun candidat de la manière décrite à l'article 19 et qu'il gardera le secret des délibérations et des résultats des évaluations.

SECTION VI STAGE

21. Le candidat qui a terminé la formation professionnelle avec succès doit effectuer un stage dans les trois ans de la date de son admissibilité au stage, sinon il cesse d'être admis à l'École.

Toutefois, le candidat qui démontre au Comité qu'il n'a pu effectuer son stage dans le délai prescrit en raison d'une maladie, d'un accident, d'une grossesse, parce qu'il poursuivait des études supérieures en droit ou pour cause de force majeure dispose d'un délai supplémentaire équivalent à la période pendant laquelle il a été empêché, d'une durée maximale de deux ans.

22. Le stage doit contribuer adéquatement à la préparation à l'exercice de la profession d'avocat. À cet effet, il doit permettre au stagiaire de mettre en pratique les compétences acquises au cours de la formation professionnelle. Il peut comprendre la participation obligatoire à

des activités de formation déterminées par le Comité de la formation professionnelle.

23. Le stage est d'une durée de 6 mois consécutifs, à temps plein, à compter de la date déterminée par le Comité.

Au cours de cette période, le stagiaire qui doit s'absenter pendant plus de 10 jours ouvrables doit faire une demande d'interruption de stage conformément à l'article 30.

24. Le stage peut être effectué à l'extérieur du Québec pour une durée n'excédant pas trois mois.

Le stage effectué au sein d'un ministère ou d'une agence du gouvernement fédéral, de même qu'auprès d'un tribunal judiciaire ou quasi-judiciaire ayant compétence sur des litiges émanant du Québec, est réputé complété entièrement au Québec.

25. La carte de stage atteste le statut de stagiaire en droit. Elle est délivrée par le Comité à la demande du maître de stage et est valide pour une durée de sept mois.

Le stagiaire peut exercer les activités professionnelles réservées à un avocat sous la supervision étroite et la responsabilité de son maître de stage. Il doit respecter les lois et règlements applicables à l'exercice de la profession d'avocat.

26. Le maître de stage assume l'encadrement du stagiaire en milieu de travail.

Peut être maître de stage, l'avocat ou le membre de la magistrature qui en fait la demande écrite au Comité et qui, pendant les cinq années précédant le stage ainsi que pendant sa durée, satisfait aux conditions suivantes :

1° il a été ou il est :

a) inscrit au Tableau de l'Ordre des avocats ;

b) membre de la magistrature ;

c) dans le cas visé à l'article 24, membre du barreau du lieu où une partie du stage sera effectuée ;

2° il n'a pas fait l'objet d'une sanction d'un comité de discipline d'un barreau, d'un tribunal disciplinaire ou d'un conseil de la magistrature ;

3° il ne s'est pas vu imposer par un barreau un stage ou un cours de perfectionnement en vertu de l'article 55 du *Code des professions* ou d'une disposition au même effet ;

4° il n'a pas fait l'objet d'une décision rendue en application des articles 51, 52.1 ou 55.1 du *Code des professions*.

27. Le maître de stage doit notamment :

1° offrir au stagiaire un milieu de travail favorable à l'apprentissage et au développement des compétences ;

2° favoriser l'intégration du stagiaire dans le milieu de travail ;

3° informer le stagiaire du fonctionnement du milieu et des ressources disponibles ;

4° déterminer les tâches du stagiaire en précisant les modalités de travail et les délais à respecter ;

5° aider le stagiaire dans l'organisation de son travail et l'initier à la gestion de bureau ;

6° permettre au stagiaire d'exercer progressivement des activités professionnelles réservées aux avocats ;

7° évaluer ponctuellement les tâches accomplies par le stagiaire ;

8° fournir au Comité de la formation professionnelle tous les renseignements qu'il requiert ;

9° contribuer à l'évaluation de l'atteinte des objectifs de stage du stagiaire ;

10° produire au Comité de la formation professionnelle, aux moments que celui-ci

indique, un rapport portant sur l'évaluation du stagiaire.

28. Le Comité peut, pour la période et aux conditions qu'il détermine, retirer l'autorisation d'agir comme maître de stage à la personne qui ne respecte pas les exigences de la présente section.

29. Le Comité peut vérifier si le stage constitue une préparation valable à l'exercice de la profession d'avocat. À cet effet, il peut exiger du maître de stage ou du stagiaire, ou rechercher auprès de toute personne y ayant contribué, des renseignements lui permettant de juger de la validité du stage.

S'il est d'avis que le stage ne constitue pas une préparation valable à l'exercice de la profession d'avocat ou n'est pas conforme aux exigences de la présente section, le Comité peut prendre les mesures appropriées, notamment :

1° refuser de délivrer ou annuler une carte de stagiaire ;

2° annuler, suspendre ou prolonger le stage afin de permettre au stagiaire de le compléter valablement.

Avant de prendre des mesures en vertu du deuxième alinéa, le Comité doit donner aux personnes concernées l'occasion de présenter leurs observations.

Si le Comité décide que le stage constitue une préparation valable à l'exercice de la profession d'avocat, il délivre une attestation à cet effet.

30. Le Comité peut autoriser le changement de maître de stage, l'interruption d'un stage ou l'annulation d'une portion de celui-ci sur demande écrite du stagiaire.

31. En cas de refus ou d'impossibilité du maître de stage de produire son rapport, le stagiaire peut s'adresser au Comité qui prend alors les mesures appropriées.

SECTION VII
DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET
FINALES

32. À compter de l'année de formation professionnelle 2005-2006, le candidat visé par l'article 21 ou par le premier alinéa de l'article 27 du *Règlement sur la formation professionnelle des avocats approuvé par le décret n° 161-95* du 1^{er} février 1995 qui veut s'inscrire au programme de formation professionnelle prévu par le présent règlement doit présenter une demande d'admission conformément à l'article 5.

33. À compter de l'année de formation professionnelle 2005-2006, le candidat visé par les articles 23, 25, 26 ou par le deuxième alinéa de l'article 27 du *Règlement sur la formation professionnelle des avocats approuvé par le décret n° 161-95* du 1^{er} février 1995 doit réussir un dernier examen du secteur concerné devant avoir lieu au plus tard le 10 août 2005, sinon il cesse d'être admis à l'École.

Le candidat visé au premier alinéa peut, avant ou après son examen, faire une nouvelle demande d'admission conformément à l'article 5.

34. À compter de l'année de formation professionnelle 2005-2006, le candidat qui n'a pas complété le programme de formation professionnelle auquel il a déjà été inscrit en vertu du *Règlement sur la formation professionnelle des avocats*, approuvé par le décret n° 161-95 du 1^{er} février 1995, doit présenter une nouvelle demande d'admission conformément à l'article 5.

35. Le candidat visé aux articles 32, 33 ou 34 doit s'inscrire aux cours préparatoires avant d'être inscrit à la formation professionnelle.

36. (*Omis*).

37. (*Omis*).

RÈGLEMENT SUR L'INSCRIPTION AU TABLEAU DE L'ORDRE DES AVOCATS

HISTORIQUE LÉGISLATIF

1866

Règlements du Barreau du Bas-Canada, adoptés par le Conseil général le 5 octobre 1866

Règlement refondu:

R.R.Q., 1981, c. B-1, r. 8

Entré en vigueur: 1^{er} août 1982

Modifié par:

L.Q. 1997, c. 43, art. 875

1917

Règlements du Barreau de la province de Québec, adoptés par le Conseil général le 25 octobre 1917

1931

Règlements du Barreau de la province de Québec, adoptés par le Conseil général le 6 juin 1931

1939

Règlements du Barreau de la province de Québec, en vigueur le 1^{er} septembre 1939

1954

«*Règlements du Barreau de la province de Québec*», (1954) 14 *R. du B.* 269-294

1961

Règlements du Barreau de la province de Québec, art. 59 à 62

1966

Règlements du Barreau de la province de Québec, art. 54 à 65

A.C. 3790-76 du 25/10/76, (1976)

108 *G.O.* II, 6313

Entré en vigueur: 10 novembre 1976

RÈGLEMENT SUR L'INSCRIPTION AU TABLEAU DE L'ORDRE DES AVOCATS

TABLE DES MATIÈRES

Section I	Dispositions générales	1.01 et 1.02
Section II	Serments.	2.01
Section III	Membres de barreaux d'autres provinces	3.01 à 3.03
Section IV	Conseillers en loi	4.01 et 4.02
Section V	Exercice occasionnel.	5.01 et 5.02
Section VI	Retour à l'exercice	6.01 et 6.02
Annexe 1	Serment ou affirmation d'allégeance	
Annexe 2	Requête et déclarations du conseiller en loi	
Annexe 3	Requête en renouvellement du permis restrictif	
Annexe 4	Demande d'exercice occasionnel au directeur général du Barreau du Québec	

RÈGLEMENT SUR L'INSCRIPTION AU TABLEAU DE L'ORDRE DES AVOCATS, R.R.Q., 1981, c. B-1, r. 8

Loi sur le Barreau

(L.R.Q., c. B-1, art. 15, 53 et 59)

Code des professions

(L.R.Q., c. C-26, art. 94)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01. Le présent règlement est adopté en vertu du paragraphe *a* de l'article 94 du *Code des professions* (L.R.Q., c. C-26), du sous-paragraphe *g* du paragraphe 2 de l'article 15, des articles 53 et 59 de la *Loi sur le Barreau* (L.R.Q., c. B-1).

1.02. La *Loi d'interprétation* (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

SECTION II SERMENTS

2.01. Les serments d'allégeance et d'office prescrits par la *Loi sur le Barreau* sont prévus à l'annexe 1.

SECTION III MEMBRES DE BARREAUX D'AUTRES PROVINCES

3.01. L'examen prévu au paragraphe *c* de l'article 50 de la *Loi sur le Barreau* a lieu à la date, à l'endroit et selon les modalités déterminés par le Comité de la formation professionnelle.

3.02. Les frais d'examen sont de 100 \$ par séance.

3.03. Les droits d'admission d'un membre du Barreau d'une autre province sont de 500 \$.

SECTION IV CONSEILLERS EN LOI

4.01. La requête et les déclarations prévues à l'article 55 de la *Loi sur le Barreau* se font selon la formule reproduite à l'annexe 2.

4.02. La requête prévue à l'article 58 de la *Loi sur le Barreau* se fait selon la formule reproduite à l'annexe 3.

SECTION V EXERCICE OCCASIONNEL

5.01. Pour obtenir la permission d'occuper occasionnellement en vertu de l'article 59 de la *Loi sur le Barreau*, le requérant utilise la formule reproduite à l'annexe 4.

5.02. Les droits exigibles pour exercice occasionnel sont de 100 \$.

SECTION VI RETOUR À L'EXERCICE

6.01. La demande de réinscription d'une personne qui a fait l'objet d'une radiation se fait par requête appuyée d'un affidavit alléguant qu'elle a satisfait aux exigences de l'article 73 de la *Loi sur le Barreau*.

6.02. Si la demande de réinscription est refusée, le requérant a droit d'obtenir par écrit les raisons du refus.

ANNEXE 1
SERMENT OU AFFIRMATION D'ALLÉGEANCE

(art. 2.01)

Je, _____ jure (ou affirme solennellement) que je serai loyal et porterai vraie allégeance à l'autorité constituée et que je remplirai les devoirs de la profession d'avocat avec honnêteté et justice.

(Signature)

Assermenté ou déclaré solennellement devant moi à _____
ce _____ jour de _____ 20_____

SERMENT OU AFFIRMATION D'OFFICE

Je, _____ jure (ou affirme solennellement) que je remplirai les devoirs de la profession d'avocat avec honnêteté, fidélité et justice.

Je maintiendrai dans mes actes et mes paroles une attitude et une conduite respectueuses envers les personnes chargées de l'administration de la justice.

J'exécuterai fidèlement les mandats qui me seront confiés.

Je respecterai le secret professionnel.

Je me conformerai au *Code des professions* (L.R.Q., c. C-26), à la *Loi sur le Barreau* (L.R.Q., c. B-1) et aux règlements du Barreau et j'aurai toujours le souci de ne pas compromettre l'honneur et la dignité de la profession dans laquelle je m'engage aujourd'hui.

(Signature)

Assermenté ou déclaré solennellement devant moi à _____
ce _____ jour de _____ 20_____

ANNEXE 2
REQUÊTE ET DÉCLARATIONS DU CONSEILLER EN LOI

(art. 4.01)

I - REQUÊTE

AU COMITÉ ADMINISTRATIF DU BARREAU DU QUÉBEC :

LA REQUÊTE DE : _____

(désignation complète du requérant)

EXPOSE CE QUI SUIT :

1. Je suis né à _____, province _____ pays _____
date _____

2. L'adresse complète de mon domicile est _____

3. Résidence au Québec (adresse complète) _____

4. Je suis citoyen canadien : de naissance _____

par naturalisation (no et date du certificat) _____

5. Je suis membre en règle du Barreau de la province de _____

6. Je n'ai jamais été déclaré coupable d'un acte criminel _____

ou

J'ai été déclaré coupable de _____
_____ le _____ et j'ai encouru la peine suivante : _____

dans le dossier n° _____

de la Cour _____ pour le district de _____ en la province
de _____.

7. Je ne suis pas sous le coup d'une plainte ou d'une poursuite disciplinaire en suspens

Au cas contraire, précisez _____

8. Je joins à ma requête les documents suivants :

a) un chèque de _____ \$ en paiement de ma cotisation ;

b) un certificat de l'officier compétent attestant que je suis membre en règle du Barreau d'une autre province depuis au moins 3 ans et que je n'ai jamais été condamné à une peine disciplinaire.

Vu les articles 55, 57 et 58 de la *Loi sur le Barreau* (L.R.Q., c. B-1), je prie le Comité administratif du Barreau du Québec de bien vouloir m'émettre, pour l'exercice courant, un permis restrictif de conseiller en loi.

(Signature)

Assermenté ou déclaré solennellement devant moi à _____
ce _____ jour de _____ 20_____

(Avocat ou autre personne habile à recevoir le serment)

II — DÉCLARATION DES MODALITÉS DE FONCTIONS

1. Je suis à l'emploi de _____ depuis _____

2. Les fonctions que j'ai occupées depuis 3 ans avec l'employeur susnommé ou ses filiales sont

3. Les fonctions que j'occupe présentement sont : (décrire brièvement) _____

4. Au Québec, j'occuperai :

a) les fonctions décrites ci-haut : _____

ou

b) les fonctions suivantes : _____

5. Mon employeur a son siège social, une succursale ou une filiale au Québec à l'adresse suivante : _____

(Date)

(Signature)

III — DÉCLARATION D'OFFICE

JE DÉCLARE QUE :

1. J'ai pris connaissance de l'article 128 de la *Loi sur le Barreau*.
2. Je m'engage solennellement à agir exclusivement dans les limites des fonctions autorisées par cet article 128 pour le compte exclusif de mon employeur ou de ses filiales.

(Date)

(Signature)

ANNEXE 3
REQUÊTE EN RENOUVELLEMENT DU PERMIS RESTRICTIF
(art. 4.02)

Je, soussigné, _____ titulaire du permis de conseiller en loi
n° _____ date _____, déclare :

m'être conformé en tous points à toutes les conditions prévues par la *Loi sur le Barreau* (L.R.Q.,
c. B-1) relativement à ce permis ;

occuper actuellement pour l'employeur suivant les fonctions ci-après décrites :

fonction : _____

employeur : _____

Je demande au Comité administratif du Barreau du Québec de renouveler mon permis restric-
tif pour une autre année.

(Signature)

Assermenté et déclaré solennellement devant moi à _____
ce _____ jour de _____ 20 _____

(Avocat ou autre personne habile à recevoir le serment)

[L.Q. 1997, c. 43, art. 875]

ANNEXE 4
DEMANDE D'EXERCICE OCCASIONNEL AU DIRECTEUR GÉNÉRAL DU
BARREAU DU QUÉBEC

(art. 5.01)

Je, soussigné, _____ ayant mon étude d'avocat à (adresse,
code postal, n° de téléphone) _____

désire occuper devant la Cour _____
_____ du district de _____
aux fins suivantes :

a) nom et adresse du client : _____

b) nom et adresse de l'avocat correspondant au Québec, le cas échéant : _____

c) n° de cause : _____

d) détail du mandat : _____

Je joins à la présente un certificat de l'officier compétent attestant que les mêmes privilèges sont
accordés aux avocats du Québec par le Barreau dont je fais partie.

La date de ma dernière admission à l'exercice occasionnel au Québec est le _____

(Signature)

Assermenté et déclaré solennellement devant moi à _____
ce _____ jour de _____ 20_____

(Avocat ou autre personne habile à recevoir le serment)

RÈGLEMENT SUR L'INSPECTION PROFESSIONNELLE DES AVOCATS

HISTORIQUE LÉGISLATIF

A.C. 1110-79 du 25/4/79, (1979) 111 *G.O.* II, 3769

Entré en vigueur: 23 mai 1979

Règlement refondu:

R.R.Q. 1981, c. B-1, r. 10

Entré en vigueur: 1^{er} août 1982

Modifié par:

Décret 71-82 du 13/1/82, (1982) 114 *G.O.* II, 465

Suppl. R.R.Q. 1981, vol. I, 156

Entré en vigueur: 17 février 1982

Remplacé par:

Avis d'approbation du 14/02/07, (2007) 139 *G.O.* II, 1190

Entré en vigueur: 1^{er} mars 2007

RÈGLEMENT SUR L'INSPECTION PROFESSIONNELLE DES AVOCATS

TABLE DES MATIÈRES

Section I	Le comité d'inspection professionnelle	1 et 2
Section II	Le service de l'inspection professionnelle	3 et 4
Section III	Constitution et consultation du dossier d'inspection professionnelle	.5 à 7
Section IV	Surveillance générale de l'exercice de la profession.	.8 à 17
Section V	Enquête.	.18 à 21
Section VI	Recommandation au comité d'inspection professionnelle	.22 à 28

RÈGLEMENT SUR L'INSPECTION PROFESSIONNELLE DES AVOCATS, Décision, (2007) 139 G.O. II, 1190 [c. C-26, r. 19.2.01]

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, art. 90)

SECTION I LE COMITÉ D'INSPECTION PROFESSIONNELLE

1. Le Comité d'inspection professionnelle est composé de 9 membres nommés par le Conseil général parmi les avocats inscrits au Tableau de l'Ordre depuis au moins 10 ans. Le Conseil en désigne le président.

Ce comité exerce les pouvoirs attribués au Conseil général en vertu des articles 55, 112 et 113 du *Code des professions* (L.R.Q., c. C-26).

2. Le secrétariat du Comité est situé au siège du Barreau.

Le directeur général du Barreau agit comme secrétaire du Comité et le comité administratif en désigne le secrétaire adjoint.

Le secrétaire doit, notamment, voir à la préparation et à la conservation des dossiers du Comité tenus en application de la section VI.

SECTION II LE SERVICE DE L'INSPECTION PROFESSIONNELLE

3. Le Conseil général nomme le directeur du Service de l'inspection professionnelle. Il est la personne responsable de l'inspection professionnelle conformément à l'article 90 du *Code des professions*.

Il exerce les pouvoirs attribués au Comité d'inspection professionnelle ou à l'un de ses membres en vertu des articles 55, 112 et 113 de ce code.

4. Le secrétariat du Service de l'inspection professionnelle est situé au siège du Barreau. Y sont conservés les documents relatifs aux inspections et aux enquêtes effectuées par le directeur du Service de l'inspection professionnelle, un inspecteur ou un enquêteur.

SECTION III CONSTITUTION ET CONSULTATION DU DOSSIER D'INSPECTION PROFESSIONNELLE

5. Le dossier d'inspection professionnelle d'un avocat s'ouvre par l'envoi à ce dernier d'un guide d'auto-évaluation, d'un avis d'inspection ou d'un avis d'enquête.

6. Le dossier d'inspection professionnelle d'un avocat contient, le cas échéant :

1° le guide d'auto-évaluation qu'il a complété;

2° tout rapport d'inspection ou d'enquête le concernant;

3° les recommandations du directeur du Service de l'inspection professionnelle à la suite d'une inspection ou d'une enquête le concernant.

7. Le dossier d'inspection professionnelle d'un avocat ne peut être consulté que par celui-ci. La consultation se fait au secrétariat du Service de l'inspection professionnelle en présence d'un membre de son personnel.

L'avocat peut en obtenir copie en acquittant des frais raisonnables.

Lors de la consultation du dossier, le personnel du Service peut masquer toute information pouvant permettre d'identifier la personne qui a suscité l'inspection.

SECTION IV

SURVEILLANCE GÉNÉRALE DE L'EXERCICE DE LA PROFESSION

8. À la demande du directeur du Service de l'inspection professionnelle, l'avocat doit compléter et lui faire parvenir, dans les 30 jours de sa réception, le guide d'auto-évaluation.

9. Au moins 7 jours avant la date fixée pour l'inspection, le directeur du Service de l'inspection professionnelle expédie à l'avocat concerné un avis de la date, du lieu et de l'heure de l'inspection.

10. L'avocat qui ne peut recevoir un inspecteur à la date prévue doit, sans délai, en prévenir le directeur du Service de l'inspection professionnelle et convenir avec lui d'une nouvelle date. À moins de circonstances exceptionnelles, l'inspection doit avoir lieu dans les 15 jours de la date prévue à l'avis.

11. L'avocat qui démontre qu'il a été dans l'impossibilité de prendre connaissance de l'avis mentionné à l'article 9 avant l'inspection en informe le directeur du Service de l'inspection professionnelle qui lui expédie un nouvel avis conformément à cet article.

12. Un inspecteur doit, s'il en est requis, produire un certificat signé par le secrétaire du Comité d'inspection professionnelle attestant sa qualité.

13. L'avocat qui fait l'objet d'une inspection est tenu, lorsque requis par l'inspecteur, d'être présent au moment où elle a lieu.

14. L'avocat doit autoriser l'inspecteur à prendre connaissance ou copie des dossiers,

livres ou registres qui sont en sa possession ou détenus par un tiers, quel qu'en soit le support.

15. L'inspecteur fait immédiatement rapport au syndic du fait que l'avocat n'est pas présent lors de l'inspection ou qu'il l'empêche d'effectuer son travail.

16. L'inspecteur peut, dans le cadre d'une inspection, procéder à la révision et l'analyse de dossiers, interroger l'avocat sur ses connaissances et tous les aspects de sa pratique, procéder à une entrevue orale structurée, à une entrevue dirigée ou à de l'observation directe ou soumettre l'avocat à des questionnaires de profils de pratique et d'évaluation des compétences.

17. L'inspecteur rédige un rapport d'inspection qu'il transmet au directeur du Service de l'inspection professionnelle dans les 15 jours de la fin de son inspection.

Le directeur transmet à l'avocat les conclusions du rapport d'inspection ainsi que le détail des correctifs à apporter le cas échéant.

Le directeur peut s'assurer par des vérifications auprès de l'avocat concerné que les correctifs appropriés ont été apportés suite à l'inspection.

SECTION V

ENQUÊTE

18. Une enquête n'a pas à être précédée d'une inspection tenue en vertu des articles 7 à 16.

19. Au moins 7 jours avant la date fixée pour la tenue d'une enquête, le directeur du Service de l'inspection professionnelle fait parvenir à l'avocat concerné un avis indiquant la date, le lieu et l'heure de cette enquête et identifie l'enquêteur qui en est chargé. Une copie du rapport est jointe à l'avis lorsque l'enquête fait suite à une inspection.

20. Malgré l'article 19, la transmission de l'avis n'est pas requise lorsqu'elle pourrait compromettre les fins de l'enquête.

21. Les articles 9 à 17 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à une enquête.

SECTION VI

RECOMMANDATIONS AU COMITÉ D'INSPECTION PROFESSIONNELLE

22. Dès que possible après sa réception, le directeur du Service de l'inspection professionnelle transmet au secrétariat du Comité d'inspection professionnelle une copie du rapport d'inspection ou d'enquête accompagné de ses recommandations quant à l'opportunité pour le Comité de prendre l'une ou l'autre des mesures prévues à l'article 113 du *Code des professions*. Il transmet copie de ses recommandations à l'avocat concerné.

23. Sur réception du rapport et des recommandations du directeur du Service de l'inspection professionnelle, le secrétaire du Comité fait parvenir à l'avocat concerné un avis à l'effet qu'il dispose d'un délai de 15 jours, à compter de sa réception, pour transmettre des représentations écrites au Comité et lui demander de faire des représentations verbales.

24. Le Comité peut rendre sa décision sans autre avis ni délai si l'avocat ne fait pas de représentation écrite dans le délai imparti.

25. Lorsque, dans le délai imparti, l'avocat a transmis des représentations écrites et qu'il a demandé de faire des représentations verbales au Comité d'inspection professionnelle, le secrétaire du Comité lui fait signifier, conformément au *Code de procédure civile* (L.R.Q., c. C-25), un avis d'au moins 7 jours de la date et du lieu de la réunion du Comité où il pourra faire ses représentations.

26. Après examen du dossier et, le cas échéant, après avoir entendu les personnes concernées,

le Comité d'inspection professionnelle rend une décision motivée qu'il dépose à son secrétariat.

Cette décision est signifiée au directeur du Service de l'inspection professionnel et à l'avocat concerné par le secrétaire du Comité, conformément aux dispositions du *Code de procédure civile* (L.R.Q., c. C-25).

Le directeur du Service de l'inspection professionnelle peut s'assurer du suivi des décisions du Comité auprès de l'avocat concerné de la façon qu'il considère appropriée.

27. (*Omis*).

28. (*Omis*).

RÈGLEMENT SUR LES NORMES D'ÉQUIVALENCE DE DIPLÔME ET DE FORMATION DU BARREAU DU QUÉBEC

HISTORIQUE LÉGISLATIF

Décret 140-83 du 26/1/83, (1983) 115 *G.O.* II,
1251

Entré en vigueur: 2 mars 1983

Remplacé par:

Décret 670-96 du 5/6/96, (1996) 128 *G.O.* II,
3530

Entré en vigueur: 4 juillet 1996

RÈGLEMENT SUR LES NORMES D'ÉQUIVALENCE DE DIPLÔME ET DE FORMATION DU BARREAU DU QUÉBEC

TABLE DES MATIÈRES

Section 1	Dispositions générales et demande d'équivalence	1 à 12
Section 2	Exemption de formation professionnelle et tenue d'examen	13 à 22
Section 3	Dispositions transitoires et finales	23 à 26
Annexe I	Liste des matières évaluées par chacune des épreuves de l'examen écrit	

RÈGLEMENT SUR LES NORMES D'ÉQUIVALENCE DE DIPLÔME ET DE FORMATION DU BARREAU DU QUÉBEC, D. 670-96, (1996) 128 G.O. II, 3530 [c. C-26, r. 19.2.1]

Code des professions

(L.R.Q., c. C-26, art. 93, par. c, et 94, par. i)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET DEMANDE D'ÉQUIVALENCE

1. Le secrétaire du Comité des équivalences transmet une copie du présent règlement au candidat qui désire faire reconnaître l'équivalence d'un diplôme délivré par un établissement d'enseignement situé hors du Québec ou une équivalence de formation.

Dans le présent règlement, on entend par :

«*équivalence de diplôme*» la reconnaissance par le Comité des équivalences qu'un diplôme délivré par un établissement d'enseignement situé hors du Québec atteste que le niveau de connaissance et d'habiletés d'un candidat est équivalent à celui acquis par le titulaire d'un diplôme reconnu par le gouvernement comme donnant ouverture au permis délivré par le Barreau du Québec.

«*équivalence de formation*» la reconnaissance par le Comité des équivalences que la formation d'un candidat lui a permis d'atteindre un niveau de connaissance et d'habiletés équivalent à celui que possède le titulaire d'un diplôme reconnu par le gouvernement comme donnant ouverture au permis délivré par le Barreau du Québec.

2. Le candidat qui veut faire reconnaître une équivalence de diplôme ou une équiva-

lence de formation doit fournir au secrétaire du comité ceux des documents suivants qui sont nécessaires au soutien de sa demande, accompagnés des frais d'étude de son dossier exigés conformément au paragraphe 8° de l'article 86.01 du *Code des professions* (L.R.Q., c. C-26) :

1° son dossier universitaire incluant la description des cours suivis, le nombre de crédits ou d'heures s'y rapportant de même que les résultats obtenus ;

2° une liste de ses publications ;

3° une attestation officielle des diplômes dont il est titulaire ;

4° une attestation de sa participation à un stage de formation ou à toute autre activité de formation continue ou de perfectionnement dans le domaine du droit ;

5° une attestation officielle de son appartenance à un ou plusieurs barreaux ;

6° une attestation de son expérience de travail, dans le domaine du droit.

3. Les documents transmis à l'appui de la demande, qui sont à l'origine rédigés dans une autre langue que le français ou l'anglais, doivent être accompagnés d'une traduction en langue française ou anglaise, attestée par une déclaration sous serment de la personne qui l'a effectuée.

4. Le secrétaire transmet les documents aux membres du comité. À la première réunion qui

suit la date de la réception de ces documents, le comité, après avoir donné l'occasion au candidat d'être entendu, dispose des demandes conformément au présent règlement.

5. La décision du comité est transmise par écrit au candidat dans les 60 jours de la date de la fin de l'audition.

6. Le candidat qui est titulaire d'un diplôme délivré par un établissement d'enseignement situé hors du Québec bénéficie d'une équivalence de diplôme si ce diplôme a été obtenu au terme d'études de niveau universitaire de premier, deuxième ou troisième cycle qui portent sur des concepts, règles et institutions juridiques substantiellement semblables à ceux prévalant au Québec et qui comportent un minimum de 90 crédits ou l'équivalent, y compris 45 crédits répartis parmi les matières suivantes : droit civil, procédure civile, droit commercial et corporatif, droit constitutionnel, droit administratif et droit criminel et pénal.

7. Malgré l'article 6, lorsque le diplôme qui fait l'objet d'une demande d'équivalence a été obtenu 5 ans ou plus avant cette demande, l'équivalence de diplôme doit être refusée si les connaissances juridiques du candidat ne correspondent plus à celles présentement enseignées au Québec et acquises par le titulaire d'un diplôme reconnu comme donnant ouverture au permis.

Toutefois, l'équivalence de diplôme doit être reconnue si la formation et l'expérience de travail du candidat lui ont permis d'atteindre le niveau de connaissance requis.

8. Le candidat bénéficie d'une équivalence de formation s'il démontre qu'il possède, au terme d'une expérience pertinente de travail, d'une durée minimale de 5 ans, dans le domaine du droit, des connaissances et des habiletés équivalentes à celles acquises par le titulaire d'un diplôme reconnu comme donnant ouverture au permis.

9. Dans l'appréciation de l'équivalence de formation, le comité tient compte particulièrement des facteurs suivants :

1° la nature et la durée de son expérience ;

2° le fait que le candidat est titulaire d'un ou de plusieurs diplômes obtenus au Québec ou ailleurs ;

3° la nature et le contenu des cours suivis ;

4° les stages de formation effectués ;

5° le nombre total d'années de scolarité.

10. En appréciant l'équivalence de formation d'un candidat, le comité détermine si le niveau de connaissance et d'habiletés du candidat correspond à celui acquis par le titulaire d'un diplôme reconnu comme donnant ouverture au permis et ayant complété avec succès les conditions et modalités prévues au *Règlement sur la formation professionnelle des avocats* ; le cas échéant, ce candidat est réputé avoir complété ces conditions et modalités.

11. En disposant de la demande d'équivalence d'un candidat, le comité peut décider :

1° soit de reconnaître l'équivalence de diplôme ou de formation de ce candidat ;

2° soit de reconnaître en partie l'équivalence de diplôme ou de formation de ce candidat et l'informer des cours ou des stages qu'il doit suivre avec succès pour obtenir une équivalence ;

3° soit de refuser de reconnaître l'équivalence de diplôme ou de formation de ce candidat.

12. Le candidat peut demander une nouvelle audition au comité afin de faire valoir des faits nouveaux.

Dans les 60 jours de la réception de cette demande, le comité entend le candidat et, s'il y a lieu, révisé sa décision. À cette fin, le secrétaire du comité convoque le candidat par cour-

rier recommandé, au moins 10 jours avant la date de l'audition.

La décision du comité est transmise par écrit au candidat dans les 60 jours de la fin de l'audition.

SECTION 2

EXEMPTION DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET TENUE D'EXAMEN

13. Peut être exempté des conditions et modalités prévues au *Règlement sur la formation professionnelle des avocats* le candidat qui en fait la demande au secrétaire du comité et lui fournit un certificat d'un officier établissant :

1° qu'il est membre du barreau d'un État ou d'une autre province ou d'un territoire du Canada ;

2° que les avocats du Québec bénéficient d'une exemption analogue dans cet État, cette province ou ce territoire du Canada ou, le cas échéant, n'ont pas à y suivre un programme de formation professionnelle.

La décision du comité d'accorder l'exemption de formation professionnelle est transmise par écrit au candidat dans les 15 jours suivant l'acceptation du certificat par le comité.

14. Le candidat exempté en vertu de l'article 13 peut alors recevoir une attestation d'équivalence de formation, en réussissant un examen déterminé conformément à la présente section, afin d'établir que son niveau de connaissance et d'habiletés correspond à celui acquis par le titulaire d'un diplôme reconnu comme donnant ouverture au permis.

L'examen prévu au présent article vise à mesurer le niveau de connaissance des candidats membres d'un autre barreau pour assurer la protection du public dans un contexte de

plein droit d'exercice de la profession d'avocat au Québec.

15. Compte tenu de la spécificité du système juridique en vigueur au Québec, l'examen porte sur deux volets : le droit québécois et le droit fédéral.

16. L'examen comprend 4 épreuves écrites d'une durée de 3 heures chacune, portant respectivement sur les matières décrites à l'annexe I.

Chaque épreuve porte sur l'application du droit substantiel dans un contexte contentieux. Plus particulièrement, une épreuve consiste en la solution de cas pratiques inspirés de situations concrètes.

17. Au vu du dossier, le comité exempté le candidat de toute partie de l'examen qui porte sur des matières pour lesquelles le candidat est légalement habilité à exercer au Québec.

18. L'organisation matérielle de l'examen est confiée à un sous-comité d'évaluation. Celui-ci voit à constituer une équipe d'évaluation pour chacune des épreuves, à arrêter les sujets d'évaluation et à dresser une liste des ouvrages susceptibles de guider le candidat dans sa préparation à l'examen. Chaque équipe d'évaluation assume la préparation et la correction de l'épreuve dont elle a la charge.

Les épreuves sont organisées de manière à assurer l'anonymat des candidats.

Les candidats sont autorisés à utiliser tout document qu'ils jugent utile.

19. Chaque épreuve est notée sur 100 points. Pour réussir l'examen, le candidat doit obtenir au moins 60 points à chacune des épreuves auxquelles il est soumis. Pour chaque épreuve réussie, il lui est décerné un certificat de réussite.

En cas d'échec, le candidat peut demander la révision de son évaluation dans les 30 jours

suivant la date à laquelle le résultat lui est transmis.

La décision du comité en matière de révision est finale et sans appel.

20. Le candidat qui, après révision, n'a pas réussi une épreuve à laquelle il devait se soumettre peut reprendre cette épreuve dans les trois ans à compter de la date de son échec.

21. Le comité décerne une attestation d'équivalence de formation au candidat qui réussit toutes les épreuves auxquelles il était soumis.

22. L'examen a lieu au moins une fois l'an. La date et le lieu des épreuves sont fixés par le comité qui envoie une convocation individuelle au candidat au moins 3 mois avant la date de la première épreuve. Le cas échéant, la convocation précise les épreuves dont le candidat est dispensé.

du Québec approuvé par le décret 14083 du 26 janvier 1983.

25. (*Omis*).

26. (*Omis*).

SECTION 3

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

23. Toute demande transmise au secrétaire du comité avant le 4 juillet 1996 est réputée effectuée conformément au présent règlement lorsque le candidat n'a pas été entendu par le comité avant cette date.

24. Tout candidat qui est dans l'une des situations suivantes peut demander au comité de rendre une nouvelle décision pour tenir compte des dispositions du présent règlement :

1° il a bénéficié avant le 4 juillet 1996 d'une équivalence de formation et il n'a pas débuté ou complété sa formation professionnelle ;

2° il n'a pas terminé le programme d'études en droit prescrit par une décision du Conseil général rendue avant le 4 juillet 1996, en vertu du paragraphe 2° de l'article 6 du *Règlement sur les normes d'équivalence de formation pour la délivrance d'un permis du Barreau*

ANNEXE I
LISTE DES MATIÈRES ÉVALUÉES PAR CHACUNE DES
ÉPREUVES DE L'EXAMEN ÉCRIT

(art. 16)

Première épreuve:

Droit civil I et procédures afférentes, pouvant porter notamment sur les sujets suivants : personnes, successions, biens, obligations et *Loi sur la protection du consommateur*.

Deuxième épreuve:

Droit civil II et procédures afférentes, pouvant porter notamment sur les sujets suivants : contrats nommés, priorités et hypothèques, preuve, prescription, publicité et droit international privé.

Troisième épreuve:

Droit public (administratif) et du travail québécois et procédures afférentes.

Quatrième épreuve:

Droit public fédéral :

- 1° Partage des compétences législatives.
- 2° *Charte canadienne des droits et libertés*.
- 3° Droit fiscal.
- 4° Droit criminel.

RÈGLEMENT SUR LES NORMES DE TENUE DES DOSSIERS ET DE DOMICILE PROFESSIONNEL DES AVOCATS

HISTORIQUE LÉGISLATIF

Avis, (1995) 127 *G.O.* II, 1832

Entré en vigueur: 11 mai 1995

Remplacé par:

Avis du 26/10/2000, (2000) 132 *G.O.* II, 7706

Entré en vigueur: 11 janvier 2001

RÈGLEMENT SUR LES NORMES DE TENUE DES DOSSIERS ET DE DOMICILE PROFESSIONNEL DES AVOCATS

TABLE DES MATIÈRES

Section I	Dispositions générales	1
Section II	Tenue des dossiers	2 à 10
Section III	Tenue de bureau	11 à 15
Section IV	Dispositions finales	16 et 17

RÈGLEMENT SUR LES NORMES DE TENUE DES DOSSIERS ET DE DOMICILE PROFESSIONNEL DES AVOCATS, Décision, (2000) 132 G.O. II, 7706 [c. C-26, r. 19.2.2]

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, art. 91)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Dans le présent règlement, on entend par :

1° « **domicile professionnel** » : tout lieu où l'avocat exerce sa profession et visé à l'article 60 du *Code des professions* (L.R.Q., c. C-26);

2° « **dossier** » : l'ensemble des renseignements, données, pièces ou documents relatifs à un même mandat ou contrat de service et consignés sur support papier à même une chemise ou sur support informatique.

SECTION II TENUE DES DOSSIERS

2. L'avocat doit ouvrir un dossier pour chaque mandat ou contrat de service qui lui est confié.

En cas de simple consultation, l'avocat peut conserver ses notes dans un dossier général.

3. Malgré l'article 2, lorsque l'avocat est membre d'une société ou employé de celle-ci, d'un gouvernement ou de l'un de ses organismes ou d'une autre personne physique ou morale, les dossiers tenus par cette société ou cet employeur relativement aux services que rend cet avocat sont considérés, pour l'application du présent règle-

ment, comme les dossiers de ce dernier s'il peut y consigner des actes professionnels ou des renseignements concernant l'exercice de sa profession. Dans le cas contraire, cet avocat demeure assujéti aux obligations prévues à l'article 2.

4. Chaque dossier doit identifier le client et contenir les renseignements sur la nature du mandat ou du contrat de service confié à l'avocat.

5. L'avocat doit employer un système permettant le classement ordonné de ses dossiers, des documents ou pièces qui en font partie.

Lorsqu'il utilise une identification codifiée, l'avocat tient un registre des codes correspondants aux dossiers.

6. Sauf si l'avocat a adopté un autre système efficace, les dossiers doivent retenir séparément les procédures, la correspondance et les autres documents.

7. L'avocat doit s'assurer de la confidentialité de ses dossiers ainsi que de toute l'information qui lui est transmise par son client et des tiers.

8. L'avocat doit conserver tous ses dossiers actifs à son domicile professionnel ou dans un lieu d'archivage approprié.

Lorsque le dossier d'un client n'est plus actif, il doit le conserver au moins cinq ans à compter de la date de sa fermeture. Il peut utiliser alors tout système ou procédé d'archivage qui lui donne accès à l'information que contenait le dossier à la date de sa fermeture.

Toutefois il ne peut détruire un original qui appartient à un client sans avoir obtenu l'autorisation de celui-ci ou, après le délai prévu au deuxième alinéa, sans lui avoir donné la possibilité de le reprendre.

Pour l'application du présent article, on entend par «dossier actif», le dossier dans lequel l'avocat :

1° soit cherche à recouvrer le paiement de ses honoraires ;

2° soit a le mandat de continuer à agir pour son client.

9. L'avocat doit tenir à jour, le cas échéant, un système qui lui permet de se rappeler les dates de prescription des recours et tout autre délai susceptible d'affecter les recours judiciaires de ses clients.

10. L'avocat doit utiliser un agenda, un registre ou tout autre moyen qui lui permet d'y inscrire ses rendez-vous, ses vacations et les dates de rappel de ses dossiers.

SECTION III

TENUE DE BUREAU

11. Le domicile professionnel de l'avocat comporte une adresse civique et doit être facilement repérable, au moyen d'une enseigne ou autrement, être muni d'un télécopieur et être accessible par téléphone dont le numéro est indiqué à son nom, à celui de son employeur ou à celui de la raison sociale de son étude, dans l'annuaire téléphonique accessible à ses clients.

12. L'avocat doit avoir accès dans son domicile professionnel ou à proximité de celui-ci, à la documentation juridique à jour requise pour ses domaines d'exercice.

13. Dans son domicile professionnel ainsi qu'à tout endroit où l'avocat doit rencontrer des clients ou tenir des conversations assujetties au secret professionnel, il doit utiliser un lo-

cal fermé et aménagé de façon à ce que les conversations des personnes qui s'y trouvent ne puissent être entendues de l'extérieur de ce local.

Pendant toute la durée des entrevues ou conversations susmentionnées, aucune autre personne ne doit avoir accès à ce local sauf à la connaissance de l'avocat et avec son autorisation.

14. L'avocat qui s'absente de son domicile professionnel pendant les heures normales d'affaires doit, selon la durée de cette absence, prendre des dispositions pour que toute procédure puisse lui être signifiée et pour que ses appels, ses messages et son courrier soient traités et que ses dossiers urgents soient évalués et traités.

15. L'avocat doit effectuer sa correspondance sur du papier dont l'entête ou le pied de page contient au moins son nom, celui de son employeur ou la raison sociale de son étude, l'adresse de son domicile professionnel, ses numéros de téléphone et de télécopieur.

Toute procédure émise par l'avocat doit contenir, avec les adaptations nécessaires, les mentions énumérées au premier alinéa.

SECTION IV

DISPOSITIONS FINALES

16. (*Omis*).

17. (*Omis*).

RÈGLEMENT SUR LA PROCÉDURE DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE DE COMPTES DES AVOCATS

HISTORIQUE LÉGISLATIF

1966

*Règlements du Barreau de la province de
Québec*, art. 136

1967

Règlement I du Barreau du Québec,
A.C. 3364 du 7/12/67, (1967) 99 *G.O.*, 7245

Entré en vigueur: 1^{er} février 1968

Modifié par:

A.C. 2253 du 3/6/70, (1970) 102 *G.O.*, 3536

A.C. 2479-76 du 14/7/76, (1976)

108 *G.O.* II, 4901

Entré en vigueur: 1 août 1976

Règlement refondu:

R.R.Q., 1981, c. B-1, r. 9

Entré en vigueur: 1^{er} août 1982

Modifié par:

Décret 1159-91 du 21/8/91, (1991)

123 *G.O.* II, 5042

Entré en vigueur: 26 septembre 1991

Décret 798-94 du 1/6/94, (1994) 126 *G.O.* II,
2971

Entré en vigueur: 30 juin 1994

Remplacé par:

Décret 1775-94 du 14/12/94, (1994)

126 *G.O.* II, 6725

Entré en vigueur: 1^{er} janvier 1995

RÈGLEMENT SUR LA PROCÉDURE DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE DE COMPTES DES AVOCATS

TABLE DES MATIÈRES

Section I	Conciliation.	1 à 6
Section II	Arbitrage	
§ 1	Demande d'arbitrage	7 à 11
§ 2	Formation du conseil d'arbitrage	12 à 15
§ 3	Audience	16 à 26
§ 4	Sentence arbitrale	27 à 32
Section III	Dispositions transitoires et finales	33 et 34
Annexe 1	Demande d'arbitrage de compte	

**RÈGLEMENT SUR LA PROCÉDURE
DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE
DE COMPTES DES AVOCATS,
D. 1775-94, (1994) 126 G.O. II, 6725 [c. B-1, r. 9.2]**

Loi sur le Barreau
(L.R.Q., c. B-1)

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, art. 88)

**SECTION I
CONCILIATION**

1. Le client ou la personne qui a un différend avec un avocat sur le montant d'un compte d'avocat non acquitté, peut en demander la conciliation par le syndic dans les 45 jours de la date de la réception de ce compte.

2. Le client ou la personne qui, à l'acquit de celui-ci, a déjà acquitté, en tout ou en partie, le compte d'un avocat, peut demander la conciliation de ce qui a été payé dans les 45 jours de la date de la réception de ce compte.

Dans le cas où le paiement du compte a été prélevé ou retenu par l'avocat sur les fonds qu'il détient ou qu'il reçoit pour ou au nom du client, le délai commence à courir au moment où ce dernier prend connaissance du prélèvement ou de la retenue.

3. Dès réception de la demande de conciliation, le syndic doit transmettre au client, ou le cas échéant à la personne visée aux articles 1 ou 2, une copie du présent règlement.

4. Le syndic informe l'avocat dès réception d'une demande de conciliation relativement à un de ses comptes. Si l'avocat ne peut être informé personnellement, l'avis communiqué au

cabinet de l'avocat est réputé avoir été transmis à ce dernier.

L'avocat ne peut intenter une réclamation pour services professionnels à compter du moment où le syndic l'informe de la demande de conciliation relativement à ce compte d'honoraires, jusqu'à l'expiration du délai prévu pour la transmission de la demande d'arbitrage ou, s'il y a demande d'arbitrage, jusqu'à ce qu'une décision soit rendue par le conseil d'arbitrage.

Toutefois, le syndic peut autoriser une telle réclamation s'il est à craindre que, sans cette mesure, le recouvrement de la créance ne soit mis en péril.

5. Le syndic procède à la conciliation de la façon qu'il juge la plus appropriée.

6. À défaut d'entente, le syndic expédie le rapport de conciliation à chacune des parties. De plus, il indique au client ou à la personne visée aux articles 1 ou 2, si le règlement s'applique à sa demande, la date d'expiration du délai prévu pour transmettre une demande d'arbitrage.

Dans son rapport, le syndic doit, selon le cas, indiquer :

1° le montant que le client ou la personne reconnaît devoir ;

2° le motif pour lequel le présent règlement n'est pas applicable à la demande formulée.

SECTION II ARBITRAGE

§ 1. *Demande d'arbitrage*

7. Après s'être soumis à la procédure de conciliation déterminée par le syndic en vertu de l'article 5, le client ou la personne dont la demande s'est soldée par un échec, peut demander l'arbitrage.

Pour ce faire, il ou elle doit, sous peine de déchéance, dans les 30 jours de l'expédition du rapport, transmettre au directeur général le formulaire, signé, prévu à l'annexe I, ainsi qu'une copie du rapport et le montant qu'il reconnaît devoir.

Aux fins du présent règlement, les délais sont computés conformément aux dispositions du *Code de procédure civile*.

8. Sur réception d'une demande conformément à l'article 7, le directeur général transmet à l'avocat une copie du formulaire.

9. La demande ne peut être retirée que par écrit et avec le consentement de l'avocat.

10. L'avocat qui reconnaît devoir rembourser un montant, doit le déposer chez le directeur général.

11. La somme déposée en vertu des articles 7 ou 10 est remise par le directeur général à la partie en faveur de qui cette reconnaissance a eu lieu.

Dans ce cas, l'arbitrage se poursuit uniquement sur l'excédent du montant en litige.

§ 2. *Formation du conseil d'arbitrage*

12. Le conseil d'arbitrage est composé de trois arbitres, lorsque le montant contesté est de 7 000 \$ ou plus, et d'un seul dans les autres cas.

Dans le premier cas, le différend peut également être entendu par un seul arbitre, à la demande de toutes les parties.

13. Le bâtonnier du Québec nomme le conseil d'arbitrage. S'il est composé de trois arbitres, il nomme un président et un secrétaire parmi eux. S'il n'y a qu'un seul arbitre, celui-ci remplit à la fois les fonctions de président et de secrétaire.

14. La formation du conseil d'arbitrage est annoncée, par un avis écrit aux arbitres et aux parties, par le directeur général.

15. Un arbitre peut être récusé dans les cas prévus à l'article 234 du *Code de procédure civile*, sauf le paragraphe 7 dudit article. La demande doit être communiquée par écrit au directeur général, au conseil d'arbitrage et aux parties ou à leur avocat dans les 10 jours de l'avis prévu à l'article 14 ou de la connaissance du motif de récusation.

Le bâtonnier du Québec adjuge sur cette demande et, le cas échéant, pourvoit au remplacement.

§ 3. *Audience*

16. Le secrétaire ou le directeur général donne aux parties, ou à leur avocat, un avis écrit d'au moins 10 jours de la date, de l'heure et du lieu de l'audience.

17. Dans les cas où l'arbitrage a lieu devant un seul arbitre, les témoins sont assignés par le directeur général. Dans les autres cas, ils le sont par le secrétaire du conseil d'arbitrage.

18. Le président du conseil d'arbitrage peut exiger que le demandeur dépose un cautionnement chez le directeur général, avant l'audience, s'il est à craindre que le recouvrement de la créance de l'avocat ne soit mis en péril.

19. Les parties ont droit de se faire représenter par un avocat ou d'en être assistées.

20. Le conseil d'arbitrage peut ordonner aux parties de lui remettre, dans un délai imparti,

un exposé de leurs prétentions avec les pièces qu'elles invoquent.

21. Le conseil d'arbitrage peut rendre toute ordonnance qu'il juge utile quant à la disposition du dépôt reçu.

22. Le conseil d'arbitrage, avec diligence, entend les parties, reçoit leur preuve ou constate leur défaut; il suit les règles de preuve et adopte la procédure qui lui paraissent les plus appropriées.

23. Si une partie requiert l'enregistrement des témoignages, elle en assume le coût.

24. S'il est formé une inscription de faux, le conseil d'arbitrage renvoie les parties au tribunal compétent qui peut ordonner que le délai de l'arbitrage soit suspendu jusqu'au jour de la décision définitive sur l'incident.

25. Au cas de décès ou d'incapacité d'agir d'un arbitre, les autres, à condition de représenter la majorité du conseil d'arbitrage, terminent l'affaire.

Dans le cas d'un conseil d'arbitrage formé d'un arbitre unique, celui-ci est remplacé selon l'article 13 et l'affaire est réinstruite.

26. Le secrétaire dresse et signe le procès-verbal de l'audience qui mentionne si les parties ont requis l'enregistrement; le procès-verbal fait preuve *prima facie* de son contenu.

§ 4. Sentence arbitrale

27. Le conseil d'arbitrage doit rendre sa sentence dans les 45 jours de la fin de l'audience.

28. La sentence est rendue, le cas échéant, à la majorité des voix, et doit être motivée et signée par les membres du conseil d'arbitrage qui y ont souscrit.

29. Dans la sentence, le conseil d'arbitrage peut adjuger sur les frais de l'arbitrage, soit les dépenses encourues par le Barreau pour la tenue de l'arbitrage. Toutefois, le montant total

des débours ne peut excéder 15 % du montant qui fait l'objet de l'arbitrage.

Le conseil d'arbitrage peut aussi, lorsque le compte en litige est maintenu en totalité ou en partie ou lorsqu'un remboursement est accordé, y ajouter l'intérêt prévu à l'article 1618 et l'indemnité calculée à l'article 1619 du *Code civil du Québec*, à compter de la demande de conciliation.

30. Dans la sentence, le conseil d'arbitrage peut maintenir ou diminuer le compte litigieux, et peut également déterminer, s'il y a lieu, le remboursement auquel une partie peut avoir droit.

À ces fins, il peut notamment tenir compte de la qualité des services rendus.

31. La sentence arbitrale est définitive, sans appel, lie les parties et est exécutoire conformément aux articles 946 à 946.6 du *Code de procédure civile* (L.R.Q., c. C-25).

Les parties doivent se soumettre à la sentence arbitrale.

32. Le secrétaire dépose la sentence chez le directeur général qui la transmet aux parties ou à leurs avocats, ainsi qu'au syndic.

Il lui transmet également le dossier complet d'arbitrage, dont des copies conformes ne peuvent être transmises qu'aux parties, à leurs avocats et au syndic.

SECTION III DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

33. (*Omis*).

34. (*Omis*).

ANNEXE 1 **DEMANDE D'ARBITRAGE DE COMPTE**

(art. 7)

Je, soussigné

(nom)

(prénom)

(adresse)

(occupation)

expose ce qui suit :

1) En date du, _____ maître _____ a fait parvenir
à _____

(nom du client qui demande l'arbitrage)

un compte de _____ \$, pour services professionnels.

2) Cochez *a* ou *b* selon le cas :

a) je suis le client qui demande l'arbitrage ;

b) je suis le mandataire du client qui demande l'arbitrage et suis dûment autorisé, en vertu d'une autorisation dont copie est annexée, à signer, en son nom, la présente.

3) Cochez *a* ou *b* selon le cas, et motivez :

a) je refuse d'acquitter ce compte ;

b) je demande un remboursement de _____ \$;

Motifs :

4) En conciliation, j'ai reconnu devoir le montant de _____ \$ et conséquemment, je dépose, avec la présente demande, un chèque visé, à l'ordre du Directeur général du Barreau du Québec «en fidéicomis».

5) Je m'engage à me soumettre à la procédure prévue au *Règlement sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes des avocats* et à la décision d'arbitrage qui en découlera.

6) Aux fins de la prescription, je renonce au bénéfice du temps écoulé.

(Date)

(Signature)

**RÈGLEMENT SUR LES REGISTRES
DES DISPOSITIONS TESTAMENTAIRES
ET DES MANDATS DONNÉS EN PRÉVISION
DE L'INAPTITUDE**

HISTORIQUE LÉGISLATIF

Décision du 28/03/03, (2003) 135 G.O. II,
3795A

Entré en vigueur: 28 août 2003

CE RÈGLEMENT REMPLACE LES RÈGLEMENTS SUIVANTS :

Règlement sur le registre des mandats du Barreau du Québec, (1991) 123

G.O. II, 4589 [B-1, r. 11.1]

Décret 1046-91 du 24/7/91, (1991) 123

G.O. II, 4589.

Entré en vigueur: 29 août 1991

Modifié par:

Avis, (1997) 129 G.O. II, 7108

Entré en vigueur: 4 décembre 1997

Règlement sur le registre des testaments du Barreau du Québec [R.R.Q., c. B-1, r. 12]

A.C. 1706-79 du 13/6/79, (1979) 111 G.O. II, 4783

Entré en vigueur: 1^{er} décembre 1979

Avis, (1981) 113 G.O. II, 4362

Entré en vigueur: 14 octobre 1981

Règlement refondu:

R.R.Q., 1981, c. B-1, r. 12

Entré en vigueur: 1^{er} août 1982

Modifié par:

Décret 131-86 du 19/2/86, (1986) 118 G.O. II, 633

Entré en vigueur: 3 avril 1986

Avis, (1997) 129 G.O. II, 7108

Entré en vigueur: 4 décembre 1997

RÈGLEMENT SUR LES REGISTRES DES DISPOSITIONS TESTAMENTAIRES ET DES MANDATS DONNÉS EN PRÉVISION DE L'INAPTITUDE

TABLE DES MATIÈRES

	Dispositions préliminaires	1 à 3
Section I	Formalités et modalités relatives aux registres	4 à 9
Section II	Conservation des dispositions testamentaires, des mandats et des registres	10 et 11
Section III	Honoraires	12 et 13
Section IV	Défaut	14
Section V	Dispositions finales	15 et 16

**RÈGLEMENT SUR LES REGISTRES
DES DISPOSITIONS TESTAMENTAIRES
ET DES MANDATS DONNÉS EN PRÉVISION
DE L'INAPTITUDE,
Avis, (2003) 135 G.O. II, 3795A [c. B-1, r. 11.01]**

Loi sur le Barreau
(L.R.Q., c. B-1, art. 15)

1. Dans le présent règlement, on entend par :

1° «**disposition testamentaire**» : un testament, un codicille ou une révocation de disposition testamentaire ;

2° «**mandat**» : un mandat donné en prévision de l'incapacité du mandant, en application de l'article 2166 du *Code civil du Québec* (L.Q. 1991, c. 64).

2. Le registre des testaments et le registre des mandats du Barreau du Québec, constitués respectivement en vertu du *Règlement sur le registre des testaments du Barreau du Québec* (R.R.Q., 1981, c. B-1, r. 12) et du *Règlement sur le registre des mandats du Barreau du Québec*, approuvé par le décret n° 1046-91 du 24 juillet 1991, sont continués par le présent règlement.

3. Les registres sont tenus au siège du Barreau du Québec.

SECTION I
FORMALITÉS ET MODALITÉS
RELATIVES AUX REGISTRES

4. L'avocat qui cède une disposition testamentaire ou un mandat à un autre avocat ou qui remet telle disposition testamentaire ou mandat au testateur, au mandant ou à leur fondé

de pouvoir respectif, en avise le registraire sans délai et transmet un rapport conforme aux articles 6 et 7.

L'avocat qui cesse volontairement d'exercer sa profession ou ses activités relatives aux dispositions testamentaires ou aux mandats ou qui accepte une fonction qui l'empêche de compléter ses dossiers, en avise également le registraire par la transmission d'un rapport conforme aux articles 6 et 7, dans les 30 jours précédant la cessation d'exercice, la cessation d'activités ou l'entrée en fonction.

Le syndic qui prend possession des dossiers, livres et registres d'un avocat transmet au registraire, aussitôt que possible, une liste des dispositions testamentaires ou des mandats et précise, pour chacun d'eux, les renseignements prévus à l'article 6. Si le syndic cède les dispositions testamentaires ou les mandats saisis, il en avise le registraire conformément à l'article 7.

5. Un avocat est tenu de produire périodiquement au registraire du Barreau du Québec un rapport, pour chacun des registres, des dispositions testamentaires ou des mandats qui lui ont été confiés au cours de la période. Une première période couvre du 1^{er} au 15 de chaque mois et une seconde, du 16 à la fin du mois. Un rapport est complété sur le formulaire fourni à cette fin par le registraire et est attesté de la signature de l'avocat. Il est transmis sous pli cacheté, accompagné des frais prévus à l'article 12, et doit être reçu par le registraire au

plus tard cinq jours suivant la fin de chaque période.

6. Un rapport contient les renseignements suivants relativement à chaque disposition testamentaire ou mandat qui y est inscrit :

1° les nom, prénoms, qualité, date de naissance, domicile, résidence et, dans la mesure du possible, le numéro d'assurance sociale du mandant ou du testateur ;

2° la date du mandat ou de la disposition testamentaire, et le cas échéant, la date de la fin du mandat ou de cession de la disposition testamentaire ou du mandat.

7. Un rapport fait également mention d'une disposition testamentaire ou d'un mandat qui, depuis son inscription à l'un ou l'autre des registres, a été cédé à un autre avocat ou remis au mandant, au testateur ou à leur fondé de pouvoir respectif. L'avocat précise les nom, prénoms, qualité, domicile professionnel ou résidence, suivant le cas, du cessionnaire.

8. Le registraire ne doit divulguer aucun renseignement contenu au registre des dispositions testamentaires si ce n'est au testateur ou à son mandataire muni d'un mandat exprès à cette fin ou à un avocat en exercice, sauf si une copie d'acte de décès ou un certificat de décès émanant du Directeur de l'état civil lui est fourni.

Il ne peut également divulguer aucun renseignement contenu au registre des mandats si ce n'est au mandant, à son mandataire, à un avocat en exercice ou au curateur public. Toutefois, sur production d'une évaluation médicale et psychosociale récente constatant l'inaptitude du mandant ou d'un rapport récent du directeur général d'un établissement de santé ou de services sociaux constatant l'inaptitude du mandant à prendre soin de lui-même ou à administrer ses biens, le registraire peut transmettre les renseignements contenus à ce registre à toute personne qui accompagne

sa demande d'une déclaration assermentée établissant son intérêt pour le mandant.

Le registraire peut en outre divulguer un renseignement contenu à l'un ou l'autre des registres au registraire de la Chambre des notaires du Québec ou à l'un de ses préposés, de même qu'à un tiers visé par le troisième alinéa de l'article 9.

9. Le résultat d'une recherche qui est versé à même un fichier électronique, doit être chiffré et signé de façon électronique, mécanique ou autrement avant sa transmission.

Le certificat émis sur papier et attestant du résultat d'une recherche doit porter la signature du registraire du Barreau du Québec.

Advenant le cas où le certificat de recherche est imprimé par un tiers, le registraire autorise ce dernier à reproduire, de façon numérique, sa signature sur les certificats imprimés pour autant que les données y apparaissant aient été transmises au tiers conformément au premier alinéa.

SECTION II

CONSERVATION DES DISPOSITIONS TESTAMENTAIRES, DES MANDATS ET DES REGISTRES

10. L'avocat conserve dans ses dossiers les dispositions testamentaires ou mandats qui lui ont été confiés de même que copie des rapports les concernant dans un local ou un meuble auquel le public n'a pas librement accès et pouvant être fermé à clé.

11. Les renseignements transmis au registraire sont tenus et conservés aux registres soit matériellement, soit au moyen de microphotographies ou au moyen d'un support faisant appel aux technologies de l'information.

SECTION III HONORAIRES

12. Les frais exigibles pour toute inscription dans les registres sont de 10 \$.

13. Les frais exigibles pour effectuer une recherche dans les registres sont de 20 \$ lorsque la demande est présentée sur support papier. Ils sont de 15 \$ lorsque la demande est présentée par voie électronique.

SECTION IV DÉFAUT

14. Le registraire envoie à un avocat en défaut un avis par courrier recommandé ou par tout autre moyen permettant d'en établir la réception. Dans ce cas, les frais additionnels exigibles de l'avocat pour tout rapport tardif des inscriptions dans les registres sont de 125 \$.

La preuve de l'envoi de cet avis peut être faite par le serment du registraire ou de ses préposés.

SECTION V DISPOSITIONS FINALES

15. (*Omis*).

16. (*Omis*).

RÈGLEMENT SUR LES RÈGLES DE FONCTIONNEMENT DU COMITÉ SUR LA STÉNOGRAPHIE

HISTORIQUE LÉGISLATIF

Décret 335-2005 du 13/04/05, (2005)

137 *G.O.* II, 1499

Entré en vigueur: 27 avril 2005

**RÈGLEMENT SUR LES RÈGLES
DE FONCTIONNEMENT DU COMITÉ
SUR LA STÉNOGRAPHIE,
D. 335-2005, (2005) 137 G.O. II, 1499 [c. B-1, r. 12.001]**

Loi sur le Barreau

(L.R.Q., c. B-1, art. 140.4, 1^{er} al., par. 3^o)

1. Le siège du Comité sur la sténographie est situé à la Maison du Barreau du Québec, au 445, boulevard Saint-Laurent à Montréal (Québec) H2Y 3T8.

2. Les dirigeants du comité sont le président, le vice-président et le secrétaire. Ils sont désignés par le comité et, dans le cas du président et du vice-président, parmi ses membres.

En cas d'absence ou d'empêchement d'agir du président, il est remplacé par le vice-président.

3. Le mandat du secrétaire est d'une durée indéterminée; il se termine à la date établie par les membres du comité.

4. Le président préside et anime les réunions du comité. Il demande au secrétaire de convoquer les réunions aux dates convenues entre les membres. Une réunion peut également être convoquée à la demande du président ou d'au moins trois autres membres du comité.

5. Une réunion du comité est convoquée par le secrétaire au moyen d'un avis transmis à chacun des membres au moins sept jours avant la date de la tenue de la réunion.

En cas d'urgence invoquée par le président ou par au moins trois autres membres du comité, le délai de convocation peut être réduit à au moins 24 heures avant la date de la tenue de la réunion.

6. Le quorum du comité est fixé à trois membres dont un avocat et un sténographe.

7. Les réunions se tiennent au siège du comité ou à tout autre endroit désigné par le président, à l'heure et à la date convenues entre les membres.

8. Une réunion peut également se tenir par vidéo conférence, par conférence téléphonique ou sous forme de groupe de discussion informatique.

9. Toute décision du comité est prise à la majorité des membres qui participent à la réunion. Toutefois, cette majorité doit comporter le vote d'au moins un avocat et un sténographe.

En cas d'égalité des voix, le président a un vote prépondérant.

10. Une résolution signée par tous les membres du comité équivaut à une résolution adoptée lors d'une réunion et doit être conservée avec les procès-verbaux du comité.

11. Le secrétaire dresse le procès-verbal des réunions, assume le suivi des décisions, tient les registres du comité et effectue ou fait effectuer toute recherche requise par le comité.

12. Les registres du comité comprennent notamment les procès-verbaux, les pièces justificatives reliées aux dépenses et aux revenus du comité, le tableau des sténographes et le registre des décisions disciplinaires.

13. Le secrétaire du comité doit remettre au ministre de la Justice, au Conseil général du Barreau du Québec et à l'Association profes-

sionnelle des sténographes officiels du Québec
un rapport des activités du comité au plus tard
le 30 juin de chaque année.

14. (*Omis*).

RÈGLES DE PRATIQUE DU TRIBUNAL DES PROFESSIONS

HISTORIQUE LÉGISLATIF

Règlement refondu:

R.R.Q., 1981, c. C-26, r. 6

Entré en vigueur: 1^{er} août 1982

Modifié par:

Décret 967-96 du 7/8/96, (1996) 128 *G.O.* II,
5013

Entré en vigueur: 1^{er} septembre 1996

RÈGLES DE PRATIQUE DU TRIBUNAL DES PROFESSIONS

TABLE DES MATIÈRES

Section I	Interprétation.	1
Section II	Signification et avis	2 et 3
Section III	Production de la requête en appel et du dossier.	4 à 6
Section IV	Actes de procédure.	7 à 12
Section V	Mémoire	13 à 19
Section VI	Changement du lieu d'audition.	20
Section VII	Rôle d'audience.	21 à 23
Section VIII	Audience	24 à 29
Section IX	Renvoi du dossier	30 à 32

RÈGLES DE PRATIQUE DU TRIBUNAL DES PROFESSIONS, D. 967-96, (1996) 128 G.O. II, 5013 [c. C-26, r. 6.1]

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, art. 184.2)

SECTION I INTERPRÉTATION

1. Les articles 6 à 8 du *Code de procédure civile* (L.R.Q., c. C-25) régissent l'application des présentes règles.

SECTION II SIGNIFICATION ET AVIS

2. À moins de disposition contraire, les significations prévues au *Code des professions* (L.R.Q., c. C-26) et aux présentes règles sont faites conformément au *Code de procédure civile* (L.R.Q., c. C-25.1). Les pouvoirs du juge ou du greffier de la Cour du Québec prévus à l'article 138 du *Code de procédure civile* sont exercés par un juge du Tribunal des professions.

3. À moins de disposition contraire, toute requête préliminaire ou incidente à l'audition de l'appel doit être signifiée avec avis de présentation aux parties intéressées ; s'il s'agit d'une requête présentée en vertu du paragraphe b du sixième alinéa de l'article 164 ou de l'article 182.2 du *Code des professions* (L.R.Q., c. C-26), elle doit également l'être au secrétaire du comité de discipline, du Bureau ou du comité administratif dont la décision est en appel. Cette signification doit être faite dans les délais prévus à ces articles.

La partie détermine avec le greffier du tribunal la date de sa présentation.

La présente règle s'applique également aux requêtes présentées en vertu des articles 177.1 et 182.2 du *Code des professions*.

SECTION III PRODUCTION DE LA REQUÊTE EN APPEL ET DU DOSSIER

4. Le greffier de la Cour du Québec du district judiciaire où une requête en appel est produite doit en aviser immédiatement le président du tribunal et lui fournir tous les renseignements relatifs à cet appel, notamment le nom des parties, le numéro de la cause ainsi que le nom et l'adresse des avocats des parties.

5. Dès qu'il a transmis au greffier du tribunal l'original et les trois exemplaires du dossier visé à l'article 164 ou 182.2 du *Code des professions* (L.R.Q., c. C-26), le secrétaire doit en faire parvenir un exemplaire à chacune des parties ou à leurs avocats.

Sur réception, le greffier du tribunal produit au greffe du district judiciaire de la Cour du Québec où est inscrit l'appel, un avis indiquant la production de ce dossier.

6. Le dossier que le secrétaire doit transmettre au tribunal et à chacune des parties doit être préparé en divers volumes n'excédant pas 200 pages chacun.

Chaque volume est relié de façon à ce que les feuilles ne soient imprimées que sur la page de droite.

Chaque volume est présenté sur un papier blanc de bonne qualité, de format 21,5 cm sur 35,5 cm. Chaque page renferme environ 50 lignes, numérotées dans la marge de gauche à toutes les 10 lignes.

Chaque volume comporte, au début, une table générale des matières. La pagination est faite dans le coin supérieur droit de chaque page. S'il y a plusieurs volumes, le numéro de chacun et la séquence des pages contenues dans chaque volume sont indiqués sur le plat supérieur de la couverture et la tranche inférieure des volumes.

Les documents faisant partie du dossier et précisés à l'article 164 du *Code des professions* (L.R.Q., c. C-26) doivent être insérés dans l'ordre suivant :

- 1° la table des matières ;
- 2° la requête en appel ;
- 3° la plainte ;
- 4° les décisions du comité de discipline et, le cas échéant, les rapports de signification des décisions ;
- 5° les autres procédures, y compris les procès-verbaux de l'instruction ;
- 6° les pièces produites ;
- 7° la transcription des audiences.

Dans le cas de l'appel régi par l'article 182.1 du *Code des professions*, les documents faisant partie du dossier doivent respecter l'ordre prévu à l'article 182.2 de ce code.

SECTION IV ACTES DE PROCÉDURE

7. Le format du papier est de 21,5 cm sur 35,5 cm.
8. Dans tout acte de procédure, l'intitulé comprend, dans l'ordre, les noms de l'appelant, de l'intimé et, le cas échéant, des autres parties. Sous le nom de chaque partie, sa position en

instance d'appel doit être indiquée en lettres majuscules, et en première instance, en lettres minuscules.

L'intitulé demeure identique dans tous les actes de procédure en cours d'instance d'appel.

9. Le titre de la requête, porté à l'endos et en première page de l'acte, indique la position en instance d'appel de la partie qui la présente, suivi de la référence précise aux dispositions des lois ou règlements sur lesquelles elle s'appuie.

10. Toute requête destinée au juge unique doit être produite au greffe avec ses annexes, avec copie de la requête et de ses annexes au greffe du tribunal situé au palais de justice de Montréal, 1, rue Notre-Dame Est, Montréal, (Québec), H2Y 1B6, au moins un jour juridique franc avant le jour fixé pour sa présentation.

Toute requête destinée au tribunal est produite au greffe avec ses annexes et trois copies de la requête et de ses annexes doivent y être également produites au moins cinq jours juridiques francs avant le jour fixé pour sa présentation.

La partie requérante détermine avec le greffier du tribunal la date de sa présentation.

11. Les allégations contenues dans un acte de procédure doivent faire l'objet de paragraphes distincts et numérotés consécutivement.

12. Dans un acte de procédure, les renvois à une loi ou à un règlement doivent être faits en donnant le titre et la référence et en indiquant la disposition à laquelle on se réfère.

SECTION V MÉMOIRE

13. Le contenu du mémoire est divisé en cinq parties identifiées par des chiffres romains. Sauf avec la permission d'un juge obtenue sur requête, l'ensemble des quatre premières parties ne peut excéder 50 pages.

Il contient les parties suivantes :

1^o Partie I — Les faits :

L'appelant y expose succinctement les faits. L'intimé indique sa position vis-à-vis de l'exposé des faits de l'appelant et, au besoin, expose les autres faits qu'il estime pertinents ;

2^o Partie II — Les questions en litige et les moyens :

L'appelant énumère les questions en litige et ses moyens ; l'intimé indique sa position à cet égard en suivant l'ordre adopté par l'appelant et énumère, au besoin, les autres points qu'il entend débattre ;

3^o Partie III — L'argumentation :

Les parties y développent chacun des moyens de fait et de droit annoncés ;

4^o Partie IV — Les conclusions :

Les parties formulent de façon précise les conclusions recherchées ;

5^o Partie V — Les autorités :

Les parties donnent, pour la jurisprudence et la doctrine, une liste des autorités citées.

14. La présentation du mémoire et des annexes doit satisfaire aux normes suivantes :

1^o la couleur de la couverture varie selon les parties : le jaune pour l'appelant, le vert pour l'intimé et le gris pour les autres parties ;

2^o le plat supérieur de la couverture présente les indications suivantes :

a) le numéro du dossier attribué par le greffier ;

b) les noms de l'appelant, de l'intimé et, le cas échéant, des autres parties, dans cet ordre ; sous le nom de chaque partie, sa position en instance d'appel doit être indiquée, en lettres majuscules, et en première instance, en lettres minuscules ;

c) l'identification du mémoire par la position de la partie qui le produit ;

d) le nom de l'avocat.

15. Chaque volume du mémoire comporte, au début, une table générale des matières. La pagination est faite dans le coin supérieur droit de chaque page. S'il y a plusieurs volumes, le numéro de chacun et la séquence des pages contenues dans chaque volume sont indiqués sur le plat supérieur de la couverture et la tranche inférieure des volumes.

16. Le mémoire est relié de façon à ce que les feuilles ne soient imprimées que sur la page de droite.

Il est présenté sur un papier blanc de bonne qualité, de format 21,5 cm sur 35,5 cm. Chaque page renferme environ 50 lignes, numérotées dans la marge de gauche à toutes les 10 lignes.

17. La partie qui invoque des dispositions législatives autres que celles du *Code des professions* (L.R.Q., c. C-26), du *Code civil du Québec* (L.Q. 1991, c. 64) ou du *Code de procédure civile* (L.R.Q., c. C-25.1) doit les reproduire dans son mémoire ou en annexe ou en fournir trois exemplaires aux membres du tribunal.

Les dispositions réglementaires invoquées doivent être semblablement reproduites ou fournies.

18. Le mémoire d'une partie doit être transmis au greffier du tribunal et aux autres parties dans les délais prévus à l'article 167 du *Code des professions* (L.R.Q., c. C-26).

19. La partie qui désire produire un cahier d'autorités doit le transmettre aux autres parties et en produire trois exemplaires au greffe du tribunal avant la date fixée pour l'audition du pourvoi. Les documents contenus dans ce cahier sont séparés par des onglets numérotés consécutivement.

SECTION VI

CHANGEMENT DU LIEU D'AUDITION

20. Lorsqu'il est décidé, conformément à l'article 172 du *Code des professions* (L.R.Q., c. C-26), que l'appel ne sera pas entendu dans le district judiciaire où la requête en appel a été produite, le greffier de ce district transmet le dossier à celui du district judiciaire où le tribunal doit siéger.

SECTION VII

RÔLE D'AUDIENCE

21. Pour chaque cause, le greffier du tribunal indique au rôle d'audience, à la demande du président du tribunal ou d'un juge que désigne le président, le temps alloué pour la plaidoirie de chacune des parties.

22. Au moins 30 jours avant la date de l'audience, le greffier du tribunal fait parvenir un exemplaire du rôle aux avocats des parties ou aux parties non représentées, à l'adresse indiquée aux procédures ou, à défaut, au dossier, ainsi qu'au secrétaire.

Ces formalités valent avis de la date fixée pour l'audience.

23. Dès que survient un désistement, les parties intéressées doivent en aviser le greffier par écrit.

SECTION VIII

AUDIENCE

24. L'audience débute à 10 heures ou à toute autre heure fixée par le tribunal.

25. À chaque session, les causes sont plaidées dans l'ordre du rôle, à moins que le tribunal n'en décide autrement.

26. À l'appel d'une cause, si aucune partie n'est prête à plaider, le tribunal radie la cause du rôle, en prononce la remise ou rejette l'appel.

Si seul l'appelant est prêt à plaider, le tribunal entend les plaidoiries ou prononce la remise de la cause.

Si seule la partie intimée est prête à plaider, le tribunal radie la cause du rôle, en prononce la remise ou rejette l'appel. [D. 967-96, art. 26]

27. Dans les affaires contestées au fond, aucun membre du Barreau n'est admis à s'adresser au tribunal sans être revêtu soit d'une toge noire avec veston noir, pantalon foncé et chemise, col et rabat blancs, soit d'une toge noire fermée devant, à encolure relevée, manches longues et rabat blanc.

L'avocate peut porter, au lieu de ce qui précède, toge noire et rabat blanc avec robe noire à manches longues ou jupe ou pantalon foncé et chemisier blanc à manches longues.

28. Dans les affaires contestées au fond, les stagiaires ne sont pas admis à s'adresser au tribunal sans être revêtus soit d'une toge noire avec complet foncé, chemise blanche et cravate foncée, soit d'une toge noire fermée devant, à encolure relevée et manches longues.

La stagiaire peut porter, au lieu de ce qui précède, toge noire avec jupe ou pantalon foncé et chemisier blanc à manches longues ou vêtements foncés.

29. La lecture des journaux, la photographie, la cinématographie, la radiodiffusion et la télévision sont interdites à l'audience. Y est également interdit l'enregistrement sonore des débats autre que celui fait par le tribunal.

SECTION IX

RENVOI DU DOSSIER

30. Dans les 30 jours de la décision finale du tribunal, le greffier du tribunal renvoie au secrétaire l'original du dossier visé à l'article 164 ou 182.2 du *Code des professions* (L.R.Q., c. C-26).

31. (*Omis*).

32. (*Omis*).

RÈGLEMENT SUR LES STAGES DE PERFECTIONNEMENT DU BARREAU DU QUÉBEC

HISTORIQUE LÉGISLATIF

Décret 727-86 du 28/5/86, (1986) 118 G.O. II,
1935

Entré en vigueur: 10 juillet 1986

RÈGLEMENT SUR LES STAGES DE PERFECTIONNEMENT DU BARREAU DU QUÉBEC, D. 727-86, (1986) 118 G.O. II, 1935 [c. B-1, r. 12.1]

Code des professions

(L.R.Q., c. C-26, art. 94, par. j)

1. Le Comité administratif du Barreau du Québec peut imposer un stage de perfectionnement à un avocat qui :

1° s'est inscrit au tableau plus de 5 ans après avoir obtenu son permis ;

2° s'est réinscrit au tableau après avoir fait défaut de s'y inscrire pendant plus de 5 ans ;

3° s'est réinscrit au tableau après en avoir été radié pendant plus de 5 ans ;

4° fait l'objet d'une recommandation en ce sens de la part du comité d'inspection professionnelle ou du comité de discipline en vertu de l'article 113 du *Code des professions* (L.R.Q., c. C-26) ou de l'article 119 de la *Loi sur le Barreau* (L.R.Q., c. B-1) ;

5° a accompli un stage jugé non conforme aux objectifs et aux modalités fixés par le Comité administratif.

2. Le stage de perfectionnement peut comprendre :

1° des activités d'ordre juridique dans un cabinet juridique de pratique privée, dans un contentieux public ou privé ou devant un tribunal, sous la surveillance et la responsabilité d'un maître de stage ;

2° un programme de cours d'appoint ou de perfectionnement autorisé par le Comité administratif ;

3° des travaux de recherche préalablement définis et autorisés par le Comité administratif sous la surveillance et la responsabilité d'un maître de stage.

3. Un stage peut s'échelonner sur une période d'au plus 12 mois consécutifs.

4. Avant d'imposer un stage et, le cas échéant, de limiter le droit d'exercice d'un avocat, le Comité administratif doit donner à la personne visée l'occasion de se faire entendre, et à cette fin, lui donner un avis écrit d'au moins 30 jours de la date d'audition.

5. La décision du Comité administratif d'imposer un stage de perfectionnement à un avocat et, le cas échéant, de limiter l'exercice de ses activités professionnelles pendant ce stage doit être motivée, établir la durée, les objectifs et les modalités de ce stage et de cette limitation et désigner un avocat ou un juge qui a accepté d'agir comme maître de stage.

Elle doit être transmise à l'avocat par signification conformément au *Code de procédure civile* (L.R.Q., c. C-25) ou par courrier recommandé ou certifié.

Cette décision doit aussi être transmise à l'employeur de l'avocat, le cas échéant.

6. Une décision imposant un stage et, le cas échéant, limitant le droit d'exercice d'un avocat prend effet 30 jours après son expédition ou sa signification à celui-ci.

7. Le maître de stage a la responsabilité de diriger et d'assister l'avocat au cours de son

stage et de vérifier si le stage ou une partie du stage est conforme aux objectifs et modalités fixés par le Comité administratif.

8. Le Comité administratif délivre à tout avocat auquel il a imposé un stage de perfectionnement une carte indiquant sa situation professionnelle de même que les limitations du droit d'exercice qui lui sont imposées.

9. Le maître de stage, dans les 15 jours suivant la fin de ses fonctions, doit faire parvenir au Comité administratif et à l'avocat, un rapport motivé indiquant si l'avocat a agi, alors qu'il était sous sa surveillance et responsabilité, conformément aux objectifs et modalités fixés.

10. Le Comité administratif peut exiger que des rapports supplémentaires lui soient soumis par l'avocat ou son maître de stage, et ce, aux dates qu'il détermine.

11. De tels rapports du maître de stage ou de l'avocat doivent être transmis à l'avocat ou au maître de stage, selon le cas.

12. Le Comité administratif étudie chacun des rapports mentionnés aux articles 9 et 10 et décide dans les 30 jours suivant la réception de ceux-ci, si le stage est conforme aux objectifs et modalités fixés.

13. Une décision du Comité administratif statuant sur la validité du stage complété doit être rendue par écrit, motivée et transmise à l'avocat, au maître de stage et à l'employeur de l'avocat, le cas échéant, par signification conformément au *Code de procédure civile* ou par courrier recommandé ou certifié.

14. Pendant la durée d'un stage, le Comité administratif peut, sur demande motivée de l'avocat et communiquée à son maître de stage, réduire la durée ou les exigences du stage et, s'il y a lieu, diminuer les conditions de la limitation du droit d'exercice de celui-ci.

15. (*Omis*).

TARIF D'HONORAIRES POUR SERVICES PROFESSIONNELS FOURNIS AU GOUVERNEMENT PAR DES AVOCATS OU DES NOTAIRES

HISTORIQUE LÉGISLATIF

A.C. 2349-78 du 19/7/78, (1978) 110 *G.O.* II,
5521

Entré en vigueur: 23 août 1978

Règlement refondu:

R.R.Q. 1981, c. A-6, r. 31

Entré en vigueur: 1^{er} août 1982

Modifié par:

Décret 234-84 du 1/2/84, (1984) 116 *G.O.* II,
1219

Entré en vigueur: 3 mars 1984

TARIF D'HONORAIRES POUR SERVICES PROFESSIONNELS FOURNIS AU GOUVERNEMENT PAR DES AVOCATS OU DES NOTAIRES

TABLE DES MATIÈRES

Section I	Dispositions générales	1 à 4
Section II	Méthodes de paiement d'honoraires	5 à 12
Annexe 1	Classification, admissibilité et honoraires maxima admissibles	

**TARIF D'HONORAIRES POUR SERVICES
PROFESSIONNELS FOURNIS AU
GOUVERNEMENT PAR DES AVOCATS
OU DES NOTAIRES,
R.R.Q., 1981, c. A-6, r. 31 [c. A-6.01, r. 8]**

Loi sur l'administration publique
(L.R.Q., c. A-6.01)

**SECTION I
DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

1. Ce tarif est adopté en vertu de l'article 49 de la *Loi sur l'administration financière* (L.R.Q., c. A-6).

2. À moins de disposition contraire d'une loi ou d'un règlement, ce tarif s'applique aux ministères et aux organismes dont le budget est voté par l'Assemblée nationale.

3. Dans ce tarif, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

a) «avocat» : un membre du Barreau du Québec qui, dans la pratique privée, exerce la profession d'avocat ;

b) «client» : un ministère ou un organisme assujetti à ce tarif ;

c) «mandat» : l'ensemble des services confiés à un avocat ou un notaire, la considération de même que les modalités d'exécution de ces services dans un écrit signé par les parties ;

d) «notaire» : un membre de la Chambre des notaires du Québec qui, dans la pratique privée, exerce la profession de notaire.

4. Aux fins de ce tarif, les services professionnels rendus par un avocat ou un notaire sont ceux reconnus par le ministre de la Justice

et pour lesquels un mandat est confié par le ministre de la Justice ou, avec son autorisation générale ou spéciale, par le client au sens du *Règlement sur les contrats de services du gouvernement* (chapitre A-6, r. 8). Cette autorisation porte sur le choix de l'avocat ou du notaire affecté au mandat, de même que sur ses qualifications et sur le tarif de ses honoraires.

**SECTION II
MÉTHODES DE PAIEMENT
D'HONORAIRES**

5. Pour les fins du tarif, il y a 2 méthodes de paiement d'honoraires, à savoir :

a) la méthode horaire ;

b) la méthode à forfait.

On ne peut utiliser qu'une seule de ces méthodes pour un service donné.

6. 1° La méthode horaire peut s'appliquer à tous les services d'avocats ou de notaires et elle est basée sur le paiement des honoraires de chaque avocat ou notaire autorisé à travailler à la réalisation du mandat.

2° Les modalités d'application de la méthode horaire sont les suivantes :

a) l'avocat ou le notaire affecté au mandat doit rencontrer les critères d'admissibilité à l'une des classes prévues dans la classification figurant à l'annexe 1 ;

b) à moins d'une autorisation expresse du Conseil du trésor, le taux horaire maximal admissible pour chaque avocat ou notaire est limité aux taux figurant à l'annexe 1.

3° Le nombre d'heures, à la demi-heure près, consacré par l'avocat ou le notaire à chaque mandat doit être dûment enregistré chaque jour.

7. 1° La méthode à forfait est basée sur le paiement d'une somme forfaitaire négociée entre le client et l'avocat ou le notaire, laquelle est évaluée à partir d'une estimation du nombre d'heures nécessaires à l'accomplissement du mandat sur la base des taux prévus à la méthode horaire.

2° Dans chaque cas où cette méthode est utilisée, le mandat confié doit être explicite et précis quant aux résultats escomptés et quant à la méthodologie de son exécution.

8. L'avocat ou le notaire est payé suite à la présentation mensuelle de son compte d'honoraires selon l'avancement du mandat et ce compte doit être approuvé par le ministre de la Justice avant paiement.

9. Les dépenses autorisées par le client et ayant trait au voyage et à la subsistance de l'avocat ou du notaire peuvent être remboursées conformément aux *Règles sur les frais de déplacement du personnel engagé à honoraires* (chapitre A-6, r. 17).

10. Les déboursés relatifs à l'engagement par l'avocat ou le notaire d'experts-consultants dans le cadre de l'exécution de son mandat sont remboursés par le client selon leurs coûts, et ce, sur présentation de pièces justificatives.

Toutefois, le remboursement de ces déboursés est conditionnel à l'acceptation écrite par le client de cet engagement et du tarif d'honoraires, et cette acceptation doit être signifiée à l'avocat ou au notaire avant que ce dernier ne retienne leurs services.

10.1 Les coûts réels des déboursés effectués par l'avocat ou le notaire au chapitre des frais d'appels téléphoniques interurbains, de photocopie et de messagerie et nécessaires à l'exécution de son mandat sont remboursés sur présentation des pièces justificatives.

11. Le client doit fournir à l'avocat ou au notaire les renseignements dont il a besoin pour accomplir le mandat.

12. Si le mandat confié à l'avocat ou au notaire est abandonné ou différé en tout ou en partie par le client, l'avocat ou le notaire est alors payé proportionnellement à l'avancement des travaux concernant les services pour lesquels il a été mandaté, sur présentation de pièces justificatives.

ANNEXE 1
CLASSIFICATION, ADMISSIBILITÉ ET HONORAIRES
MAXIMA ADMISSIBLES

(art. 6)

CLASSIFICATION	ADMISSIBILITÉ	RÉMUNÉRATION MAXIMALE
Classe 1	Avoir de 0 à 5 ans de pratique depuis l'obtention du plein droit d'exercice de la profession	50 \$ / heure
Classe 2	Avoir de 5 à 10 ans de pratique depuis l'obtention du plein droit d'exercice de la profession	70 \$ / heure
Classe 3	Avoir plus de 10 ans de pratique depuis l'obtention du plein droit d'exercice de la profession	100 \$ / heure

[D. 234-84, art. 2]

TARIF DES HONORAIRES EXIGIBLES DU DÉBITEUR POUR L'EXÉCUTION PAR LES HUISSIERS ET LES AVOCATS D'UN JUGEMENT AUX PETITES CRÉANCES

HISTORIQUE LÉGISLATIF

*Loi portant réforme du Code de procédure
civile* (L.Q. 2002, c. 7)

Décret 228-2003 du 26 février 2003, (2003)
135 G.O. II, 1456

Entrée en vigueur: 27 mars 2003

Modifié par:

L.Q. 2004, c. 17, art. 2

Entrée en vigueur: 1^{er} juillet 2004

**TARIF DES HONORAIRES EXIGIBLES
DU DÉBITEUR POUR L'EXÉCUTION PAR
LES HUISSIERS ET LES AVOCATS
D'UN JUGEMENT AUX PETITES CRÉANCES,
D. 228-2003, (2003) 135 G.O. II, 1456 [c. C-25, r. 9.2]**

Code de procédure civile

(L.R.Q., c. C-25, art. 997, par. a)

1. (*Abrogé*). [L.Q. 2004, c. 17, art. 2]

2. Les honoraires des huissiers et des avocats assumés par le créancier pour l'exécution d'un jugement rendu suivant les dispositions du livre VIII de ce code ou d'une décision de la Régie du logement relative à une demande ayant pour seul objet le recouvrement d'une créance visée dans l'article 73 de la *Loi sur la Régie du logement* (L.R.Q., c. R-8.1) peuvent être réclamés du débiteur, en vertu de l'article 993 du *Code de procédure civile* remplacé par l'article 148 du chapitre 7 des lois de 2002, pour un montant qui équivaut à 25 % du montant du jugement à exécuter jusqu'à concurrence de 100,00 \$.

3. (*Omis*).

**RÈGLEMENT RATIFIANT L'ENTENTE ENTRE
LE MINISTRE DE LA JUSTICE ET LE BARREAU
DU QUÉBEC INTERVENUE LE 4 AVRIL 2008
SUR LES CONDITIONS D'EXERCICE, LA PROCÉDURE
DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LE TARIF
DES HONORAIRES DES AVOCATS DANS LE CADRE
DU RÉGIME D'AIDE JURIDIQUE**

HISTORIQUE LÉGISLATIF

Décret 2327-84 du 17/10/84, (1984) 116 *G.O.* II, 5207

Entré en vigueur: 31 octobre 1984

Remplacé par:

Décret 785-90 du 6/6/90, (1990) 122 *G.O.* II, 2233

Entré en vigueur: 20 juin 1990

Décret 1171-96 du 18/9/1996, (1996) 128 *G.O.* II, 5510

Entré en vigueur: 17 octobre 1996

Décret 1455-97 du 5/11/1997, (1997) 129 *G.O.* II, 7086

Entré en vigueur: 4 décembre 1997

Décret 539-2001 du 9 mai 2001, (2001) 133 *G.O.* II, 3039

Entré en vigueur: 7 juin 2001

Erratum, (2001) 133 *G.O.* II, 3651

Remplacé par:

Décret 911-2008 du 24/09/2008, (2008) 140 *G.O.* II, 5429

Entré en vigueur: 23 octobre 2008

RÈGLEMENT RATIFIANT L'ENTENTE ENTRE LE MINISTRE DE LA JUSTICE ET LE BARREAU DU QUÉBEC INTERVENUE LE 4 AVRIL 2008 SUR LES CONDITIONS D'EXERCICE, LA PROCÉDURE DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LE TARIF DES HONORAIRES DES AVOCATS DANS LE CADRE DU RÉGIME D'AIDE JURIDIQUE

TABLE DES MATIÈRES

	Dispositions préliminaires	1 et 2
Chapitre I	Conditions d'exercice	3 à 26
Section I	Le libre choix de l'avocat	3 à 7
Section II	Les libertés professionnelles	8 à 13
Section III	Le régime de rémunération	14 à 26
Chapitre II	Procédure de règlement des différends	27 à 40
Chapitre III	Dispositions diverses	41 à 53
Section I	Comité de surveillance	41 à 44
Section II	Les consultations et l'information	45 à 53
Annexe I	Directive de la Commission des services juridiques relative à l'application de l'article 69 de la Loi sur l'aide juridique	
Annexe II		
Partie 1	Règles générales d'interprétation et d'application	T1-T12
Partie 2	Règles particulières d'interprétation et d'application en matières civiles	T13-T19.1
Partie 3	Tarif civil général	T20-T94
Partie 4	Tarification en matières criminelles et pénales et en vertu de la Loi sur le système pénal pour adolescents	T95-T186
Partie 5	Tarif en matières diverses	T187-T236

**RÈGLEMENT RATIFIANT L'ENTENTE ENTRE
LE MINISTRE DE LA JUSTICE ET LE BARREAU
DU QUÉBEC INTERVENUE LE 4 AVRIL 2008
SUR LES CONDITIONS D'EXERCICE, LA PROCÉDURE
DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LE TARIF
DES HONORAIRES DES AVOCATS DANS LE CADRE
DU RÉGIME D'AIDE JURIDIQUE,
D. 911-2008, (2008) 140 G.O. II, 5429 [c. A-14, r. 1.4]**

Loi sur l'aide juridique

(L.R.Q., c. A-14, art. 81)

1. Est ratifiée l'entente ci-annexée, intervenue le 4 avril 2008 entre le ministre de la Justice et le Barreau du Québec et portant sur les conditions d'exercice, la procédure de règlement des différends et le tarif des honoraires des avocats dans le cadre du régime d'aide juridique.

2. (*Omis*).

ANNEXE ENTENTE

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

1. Pour l'application de la présente entente, le terme «**organisme d'aide juridique**» désigne un centre d'aide juridique, un bureau d'aide juridique ou la Commission des services juridiques ; il comprend tout organisme ou personne qui délivre des attestations d'admissibilité à l'aide juridique.
2. La présente entente régit, pour les fins du régime d'aide juridique, tout avocat qui accepte de rendre des services professionnels à un bénéficiaire de l'aide juridique, à l'exception de l'avocat qui est à l'emploi d'un centre d'aide juridique.

CHAPITRE I CONDITIONS D'EXERCICE

SECTION I LE LIBRE CHOIX DE L'AVOCAT

3. Une personne financièrement admissible peut consulter un avocat exerçant en cabinet privé avant de soumettre une demande d'aide juridique en vertu de l'article 62 de la *Loi sur l'aide juridique* (L.R.Q., c. A-14).
4. Une demande d'aide juridique peut être soumise par l'avocat lui-même pour le compte d'une personne en faveur de laquelle une attestation conditionnelle d'admissibilité peut être émise en vertu de la loi. En pareil cas, la demande est verbale.
5. Un organisme d'aide juridique doit, selon les critères établis par la loi, répartir équitablement entre les avocats les mandats pour lesquels des bénéficiaires désirent être représentés par un avocat inscrit au régime d'aide juridique, sans avoir fait de choix particulier.
6. Lors d'une substitution de procureur à laquelle s'applique l'article 81 du *Règlement d'application de la Loi sur l'aide juridique*, le centre d'aide juridique doit aviser, par écrit, l'avocat au dossier que le bénéficiaire a requis une substitution de procureur et l'informer du nom du nouveau procureur.

La disposition précédente s'applique de la même façon lorsque l'avocat au dossier ou le nouveau procureur est un avocat à l'emploi d'un organisme d'aide juridique.

7. L'avocat qui représente une personne en regard de l'exercice d'un droit pour lequel elle devient bénéficiaire de l'aide juridique conserve son mandat, sous réserve des dispositions de la loi.

En pareil cas, l'organisme d'aide juridique qui décerne l'attestation d'admissibilité doit en aviser l'avocat au dossier et requérir son acceptation de continuer le mandat, aux conditions établies par la *Loi sur l'aide juridique* et les règlements pris en application de cette loi.

SECTION II

LES LIBERTÉS PROFESSIONNELLES

8. Le régime d'aide juridique doit respecter les libertés professionnelles de l'avocat ; tout particulièrement, le régime reconnaît l'autonomie professionnelle de l'avocat et sauvegarde le caractère personnel et privilégié de sa relation avec le bénéficiaire.

9. L'avocat conserve, dans le cadre du régime d'aide juridique, son autonomie professionnelle. Il est de son ressort de décider des services qu'il doit rendre, dans le cadre du mandat d'aide juridique, en recherchant le meilleur intérêt du bénéficiaire.

L'avocat se conforme au mandat qu'il reçoit d'un organisme d'aide juridique pour le compte du bénéficiaire ; les conditions de ce mandat ont pour objet l'identification du genre d'aide juridique que requiert le bénéficiaire.

10. L'organisme d'aide juridique s'abstient d'intervenir dans l'exercice du mandat de l'avocat ; il peut toutefois s'assurer de son exécution. L'exercice du mandat de l'avocat comprend le recours aux expertises que justifient, selon les pratiques professionnelles reconnues, la nature et l'importance de la cause et cela en conformité avec la loi et les règlements. L'avocat doit obtenir l'autorisation du directeur général du centre d'aide juridique avant de recourir aux expertises. Le directeur fixera un montant maximum concernant les honoraires et les frais d'expertise.

11. Il est loisible à l'avocat d'accepter un mandat d'aide juridique.

12. Il peut, selon les normes d'exercice reconnues, mettre fin à tout mandat ; en pareil cas, il en avise par écrit l'organisme d'aide juridique et le bénéficiaire.

13. L'avocat rend compte au bénéficiaire de l'exercice de son mandat et fait rapport, auprès de l'organisme d'aide juridique dont il a reçu le mandat, des services professionnels qu'il a rendus.

Dans ses communications avec la Commission ou un organisme d'aide juridique, l'avocat doit respecter le secret professionnel.

SECTION III

LE RÉGIME DE RÉMUNÉRATION

14. Tout service juridique, rendu conformément aux dispositions de la *Loi sur l'aide juridique* et de la présente entente par l'avocat ou, dans la mesure prévue à l'article 52 de cette loi, par un stagiaire agissant sous sa supervision, est rémunéré selon le tarif qui apparaît à l'annexe II de l'entente.

Un service professionnel relatif à l'exercice d'un droit découlant d'une loi ou d'un règlement et pour lequel la présente entente ne prévoit pas un taux ou le paiement d'une considération spéciale, fait l'objet d'une rémunération.

En pareil cas, l'organisme d'aide juridique apprécie le relevé d'honoraires de l'avocat et fixe le montant de la rémunération. Cette décision peut faire l'objet d'un différend.

15. L'avocat fait parvenir son relevé d'honoraires à l'organisme d'aide juridique qui lui a confié le mandat dans les trois ans qui suivent la fin de son mandat. Ce délai est de rigueur. Lorsque

le mandat se termine par un jugement, le délai de trois ans court à compter du 30^e jour qui suit la date du jugement. Le paiement est effectué dans les 30 jours de la réception du relevé d'honoraires.

Dans les cas déterminés par règlement, le relevé d'honoraires est transmis à la Commission et acquitté par elle dans le même délai.

Lorsqu'il y a eu remplacement d'avocat en vertu de l'article 81.1 du *Règlement d'application de la Loi sur l'aide juridique*, le relevé d'honoraires est transmis par l'avocat à qui le mandat a été confié et le paiement des honoraires et débours est effectué comme s'il n'y avait pas eu remplacement.

16. Un relevé d'honoraires représente un compte intérimaire ou final. Cette facturation se fait par voie électronique ou sur le formulaire fourni par le bureau d'aide juridique.

Un compte intérimaire porte sur les services professionnels rendus dans une cause en état au 30 juin d'une année. Les services professionnels rendus pour la préparation des formulaires de renseignements personnels visés à l'article T219 de l'annexe II peuvent faire l'objet d'un compte intérimaire.

Un compte intérimaire porte également sur les services professionnels rendus depuis 12 mois.

17. Tout montant dû et non acquitté sur un relevé d'honoraires, complété conformément à la loi et à la présente entente, porte, 30 jours après sa réception par l'organisme d'aide juridique ou, le cas échéant, par la Commission, un intérêt annuel.

Ce taux d'intérêt est égal aux taux d'escompte de la Banque du Canada en vigueur les 1^{er} avril et 1^{er} octobre de chaque année, augmenté de un et demi pour cent (1,5 %). Le taux ainsi fixé a cours durant les six (6) mois suivants.

18. Un relevé d'honoraires est complet lorsqu'il mentionne les services rendus selon la nomenclature du tarif prévu à l'annexe II.

19. Les débours comprennent les frais d'expertise ainsi que les autres frais afférents aux instances et procédures incidentes au mandat d'aide juridique, y compris les frais de signification par huissier ou par courrier recommandé ou certifié.

Les débours peuvent faire l'objet d'une facturation distincte. Ils sont acquittés par l'organisme d'aide juridique qui a confié le mandat ou, le cas échéant, par la Commission, dans les 30 jours de la réception d'un état des débours.

20. L'avocat ne reçoit aucune indemnité de déplacement ni remboursement de ses frais de stationnement pour un parcours à l'intérieur d'un rayon de 25 km de son étude.

L'avocat a droit à l'indemnité maximale pour frais de transport fixée par les *Règles sur les frais de déplacement des fonctionnaires*, pour l'utilisation d'un véhicule automobile personnel, telles qu'édictees par le Conseil du trésor en vertu de la *Loi sur l'administration publique* (L.R.Q., c. A-6.01):

1^o selon la distance effectivement parcourue, s'il s'agit d'un déplacement excédant un rayon de 25 km de son étude et effectué dans les limites du district judiciaire où se situe son étude;

2° selon la distance effectivement parcourue, jusqu'à concurrence de 200 km, s'il s'agit d'un déplacement excédant un rayon de 25 km de son étude et effectué hors des limites du district judiciaire où se situe son étude;

3° selon la distance effectivement parcourue s'il s'agit, soit d'une vacation à la Cour suprême du Canada, à la Cour d'appel du Québec ou à la Cour fédérale effectuée hors d'un rayon de 25 km de son étude et hors des limites du district judiciaire où se situe son étude, soit d'une vacation à un tribunal ou un organisme qui exerce ses attributions hors des limites du district judiciaire où se situe l'étude de l'avocat; toutefois, l'avocat dont l'étude est située dans un autre district judiciaire que celui où est localisé le centre d'aide qui a délivré le mandat reçoit, à son choix, l'indemnité fixée au paragraphe 2° ou une indemnité établie selon la distance entre le lieu où le mandat a été délivré et celui où siège le tribunal concerné;

4° selon la distance effectivement parcourue par l'avocat s'il s'agit d'un déplacement effectué, avec l'autorisation du directeur général du centre d'aide juridique, hors des limites du district judiciaire où se situe son étude, lorsque la nature ou la complexité de l'affaire exige que le mandat soit confié à cet avocat.

L'avocat qui, suivant les dispositions du présent article, a droit à une indemnité a également droit au remboursement des frais de stationnement qu'il a supportés.

L'indemnité de déplacement et les frais de stationnement ne peuvent toutefois excéder les frais réels de transport que l'avocat a effectivement supportés.

21. Lorsque le tarif prévu à l'annexe II prévoit un montant forfaitaire pour l'ensemble des services et que le mandat est accompli par plus d'un avocat, chaque avocat, s'il exerce en cabinet privé, a droit, sous réserve des dispositions du troisième alinéa de l'article 15, à la partie du forfait correspondant aux services qu'il a rendus.

22. Lorsque les mandats émis au nom d'un avocat pendant un exercice financier donné lui ont généré des honoraires dont la somme excède 140 000 \$ les honoraires qui lui sont payables pour les services qu'il rend dans le cadre de ces mandats et qui excèdent ce montant sont réduits de 35 %.

23. L'avocat qui représente un bénéficiaire auquel l'aide juridique est suspendue ou retirée ou un bénéficiaire qui cesse d'être admissible à cette aide, est rémunéré selon les dispositions de la présente entente pour les services rendus avant la réception d'un avis de l'organisme d'aide juridique, transmis par voie postale ou par voie de télécommunication, l'informant de la cessation de l'aide juridique et des motifs de la décision.

La disposition précédente s'applique également lorsque le bénéficiaire renonce à l'aide juridique.

24. Dans un cas de cessation de l'aide juridique, l'avocat peut toutefois inclure au relevé d'honoraires les services juridiques rendus après la réception de l'avis de l'organisme d'aide juridique pour la prestation des actes conservatoires nécessaires à la préservation des droits de la personne ou requis par le tribunal.

25. Un organisme d'aide juridique qui refuse d'acquitter un relevé d'honoraires doit, dans le délai imparti pour son paiement, en aviser par écrit l'avocat et cet avis doit énoncer les motifs de son refus.

La disposition précédente régit la Commission dans les cas où elle assume le paiement des honoraires.

26. Un refus d'honoraires porte sur la non-conformité des honoraires réclamés en vertu des dispositions de la loi et de la présente entente.

CHAPITRE II

PROCÉDURE DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

27. Un différend s'entend de toute mésentente concernant l'interprétation ou l'application de la présente entente, y compris toute mésentente sur un relevé d'honoraires.

28. Un différend ne peut porter sur une matière de la compétence disciplinaire du Barreau du Québec.

29. Avant de soumettre un différend conformément à l'article 32, l'avocat peut recourir à la conciliation par un avis écrit à l'organisme qui lui refuse le paiement de son relevé d'honoraires ainsi qu'à la section du Barreau du Québec à laquelle il appartient.

30. Dans les 15 jours de la réception de l'avis, le directeur général du centre régional de même que le bâtonnier de la section désignent respectivement un avocat.

31. Dans les 30 jours de leur désignation, les avocats ainsi nommés et l'avocat réclamant se rencontrent, examinent réciproquement leurs prétentions et s'efforcent d'en arriver à une entente.

31.1. Le centre régional et la section du Barreau du Québec concernée doivent tenir au moins une séance de conciliation par semestre, le cas échéant.

32. Un différend est soumis par l'avocat au moyen d'un avis adressé au centre régional ou, le cas échéant, à la Commission. L'avis doit contenir un exposé sommaire des faits et du correctif requis.

Un différend concernant une contestation d'honoraires doit être soumis dans un délai de six mois de la réception d'un avis de refus de paiement ou de la réclamation en remboursement; en pareil cas, copie de l'avis de différend est transmise au centre régional.

33. Le recours à la conciliation interrompt la prescription de six mois.

34. Sur réception d'un avis de différend, le centre régional ou la Commission, le cas échéant, donne par écrit sa réponse.

35. Si la réponse ne satisfait pas l'avocat, ou si aucune réponse ne lui est transmise dans les 30 jours de la soumission de l'avis de différend, l'avocat soumet le différend à l'arbitrage par une lettre adressée au juge en chef de la Cour du Québec, dans les six mois. Copie de cette lettre est expédiée par l'avocat au centre régional ou à la Commission selon le cas et au Barreau du Québec. Le juge en chef, ou le cas échéant, le juge en chef associé de la Cour du Québec désigne l'un des juges de cette cour pour agir en qualité d'arbitre.

36. Le Barreau du Québec peut directement soumettre à l'arbitrage tout différend d'intérêt général et, en ce cas, il en donne avis à la Commission.

Notamment, peut faire l'objet d'un différend d'intérêt général toute prétendue atteinte aux dispositions relatives au libre choix de l'avocat ou aux libertés professionnelles.

Le Barreau du Québec peut, sur avis à la Commission d'au moins 30 jours, soit intervenir, soit prendre fait et cause de tout différend soumis par un avocat.

37. L'arbitre a compétence à l'exclusion de tout tribunal pour décider d'un différend au sens de la présente entente. Il peut maintenir, modifier ou annuler la décision qui fait l'objet d'un différend et selon les termes de sa sentence, ordonner un paiement ou fixer une compensation, rétablir un droit, ou rendre toute ordonnance qu'il juge équitable dans les circonstances.

Toutefois, l'arbitre ne peut modifier les dispositions de la présente entente. La sentence de l'arbitre est finale et lie les parties.

38. En tout temps, l'arbitre peut rendre une sentence intérimaire.

39. Les frais de sténographie ou de reproduction d'un enregistrement des débats judiciaires sont assumés, s'il en est, par le centre régional ou par la commission, selon le cas.

40. L'arbitre transmet toute sentence, sous pli recommandé, aux parties et au Barreau du Québec.

CHAPITRE III DISPOSITIONS DIVERSES

SECTION I COMITÉ DE COORDINATION

41. Le ministre de la Justice, le Barreau du Québec et la Commission des services juridiques forment un comité chargé de superviser l'application de la présente entente, de la *Loi sur l'aide juridique* et de leur application uniforme dans l'ensemble du réseau de l'aide juridique.

42. Le comité est formé d'au plus trois représentants du ministre de la Justice, d'au plus trois représentants du Barreau du Québec et d'au plus trois représentants de la Commission des services juridiques.

43. Sur demande, la Commission des services juridiques et les centres d'aide juridique mettent à la disposition du comité les documents, statistiques et renseignements dont il a besoin dans l'exercice de son mandat.

44. Le comité tient des procès-verbaux de ses séances. Il en transmet copie au ministre de la Justice, au bâtonnier du Québec et au président de la Commission des services juridiques. Le comité détermine, lors de sa première réunion la nature de son mandat.

SECTION II LES CONSULTATIONS ET L'INFORMATION

45. Le ministre consulte le Barreau du Québec en regard de tout règlement que la Commission lui soumet pour approbation par le gouvernement.

46. Le ministre consulte le Barreau du Québec sur tout projet de règlement d'exclusivité de services visé à l'article 52.1 de la *Loi sur l'aide juridique* qu'il entend proposer au gouvernement pour édicter. Il informe également le Barreau des faits justifiant l'édiction de ce règlement.

47. La Commission consulte le Barreau du Québec sur tout projet de directive qui concerne la demande ou l'octroi d'une attestation d'admissibilité ou les services d'un avocat.

48. La Commission consulte le Barreau du Québec dans la mise en place des mécanismes administratifs requis pour assurer l'exercice du libre-choix de l'avocat.

49. La Commission consulte le Barreau du Québec lorsqu'elle entend établir ou modifier des formules que l'avocat doit remplir aux fins du régime d'aide juridique.

50. Conformément à l'article 22.1 de la *Loi sur l'aide juridique*, la Commission des services juridiques et les centres d'aide juridique transmettent au Barreau du Québec copie de tout guide d'application de la *Loi sur l'aide juridique* et des règlements pris en vertu de cette loi ainsi que de toute directive s'y rapportant et portant notamment sur l'admissibilité financière ou sur les services pour lesquels l'aide juridique est accordée et sur les directives écrites concernant le paiement des relevés d'honoraires. La Commission et les centres d'aide juridique transmettent également au Barreau du Québec toute mise à jour de ce guide ou de ces directives.

51. L'annexe I reproduit la directive de la Commission des services juridiques sur les modalités d'application de l'article 69 de la *Loi sur l'aide juridique*.

52. (*Omis*).

53. (*Omis*).

Elle s'applique aux mandats délivrés à compter du 1^{er} avril 2007, à l'exception des articles T201.1 à T201.2 pour lesquels elle s'applique aux mandats délivrés à compter du 1^{er} janvier 2008.

L'entente prend fin le 31 mars 2010. Malgré son expiration, elle continue de s'appliquer jusqu'à son remplacement. Les parties conviennent que les prochaines négociations devront être entreprises suffisamment tôt pour permettre une entente négociée à l'échéance de la présente entente.

ANNEXE I

**DIRECTIVE DE LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES RELATIVE À
L'APPLICATION DE L'ARTICLE 69 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE***(art. 51)*

À chacun des directeurs généraux des centres d'aide juridique,

La *Loi sur l'aide juridique* (L.R.Q., c. A-14) a pour objet de permettre aux personnes financièrement admissibles de bénéficier de services juridiques. Cependant, le régime d'aide juridique n'a pas à assumer les coûts qu'un requérant est en mesure de payer à même le montant qu'il pourra vraisemblablement percevoir dans sa cause. En conséquence, lorsqu'une entente, quant aux honoraires extrajudiciaires dans les affaires justifiant de tels honoraires, est possible entre un requérant et un avocat exerçant en cabinet privé, le directeur général ou son représentant doit référer le requérant au praticien du secteur privé.

La présente directive s'applique également aux affaires matrimoniales en regard desquelles l'état et les facultés du conjoint permettent raisonnablement d'anticiper l'octroi au requérant d'une pension alimentaire d'un montant supérieur aux critères d'admissibilité au bénéfice de l'aide juridique ou encore d'une prestation compensatoire ou d'une valeur équivalant à sa part du patrimoine familial, qui rendrait normalement cette personne inadmissible au bénéfice de l'aide juridique.

ANNEXE II*(art. 14)***PARTIE 1****RÈGLES GÉNÉRALES D'INTERPRÉTATION ET
D'APPLICATION**

T1. Les honoraires de l'avocat à qui un organisme d'aide juridique confie un mandat de conseil, font l'objet d'une demande de considération spéciale.

T2. Dans une cause qui justifie une assistance professionnelle, l'avocat assistant reçoit des honoraires de 200 \$ par jour, pour les services en regard desquels son assistance a été requise.

L'avocat qui désire se faire assister doit, au préalable, obtenir l'autorisation de l'organisme d'aide juridique.

Le présent article ne s'applique pas dans les cas où la présente annexe prévoit une assistance professionnelle et détermine les honoraires applicables.

T3. Pour toute requête pour cesser d'occuper : 60 \$

T4. Pour toute mise en demeure de se constituer un nouveau procureur, les honoraires prévus à l'article T32a s'appliquent.

T5. L'audition comprend une audition par téléphone, par vidéoconférence ou par tout autre moyen électronique.

T6. En cas de refus ou d'impossibilité de procéder du tribunal énoncé en présence des parties le jour même fixé pour l'audition : 100 \$

T7. Lorsque le tribunal demande ou autorise de plaider par écrit, des honoraires additionnels de 160 \$ sont payables.

T7.1. Lorsque l'organisme d'aide juridique demande à l'avocat de justifier par écrit une demande visant à obtenir le mandat d'aide juridique des honoraires de 75 \$ sont payables, si le mandat est accordé.

T8. Les services professionnels de l'avocat font l'objet d'un dépassement des honoraires prévus au tarif lorsque le mandat d'aide juridique comporte un caractère exceptionnel en raison des circonstances de son accomplissement ou de la complexité de l'affaire. En pareil cas, l'avocat soumet, avec son relevé d'honoraires ou dans les six mois de l'envoi de son relevé d'honoraires, une demande de considération spéciale.

T9. La Commission apprécie la demande et fixe, le cas échéant, le montant du dépassement des honoraires. Cette décision peut faire l'objet d'un différend conformément au chapitre II de l'entente.

T10. Dans la révision d'une décision relative à l'opportunité d'accorder une considération spéciale, l'arbitre vérifie si le mandat d'aide juridique comporte un caractère exceptionnel en raison des circonstances de son accomplissement ou de la complexité de l'affaire.

T11. Dans la révision d'une décision relative au montant du dépassement des honoraires, l'arbitre applique à la décision les critères jurisprudentiels quant à l'application de l'article 15 du *Tarif des honoraires judiciaires des avocats* (R.R.Q. 1981, c. B-1, r. 13) relatif aux honoraires spéciaux.

T12. Les articles T8 à T11 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, en regard des services professionnels pour lesquels la présente annexe prévoit expressément le paiement d'une considération spéciale.

PARTIE 2

RÈGLES PARTICULIÈRES D'INTERPRÉTATION ET D'APPLICATION EN MATIÈRES CIVILES

T13. Les mots «*demande*», «*cause*», «*recours*» ou «*action*» signifient une instance, qu'elle commence par un bref de saisie avant jugement, une requête, ou tout autre écrit introductif d'instance.

T13.1 Les mots «*incident*», «*demande incidente*» ou «*mesure incidente*» signifient une procédure accessoire à un recours introductif d'instance notamment prévu aux articles 152 à 171, 199 à 273.2, 482 à 490 du *Code de procédure civile* (L.R.Q., c-25.1).

T14. Le mot «*enquête*» signifie l'interrogatoire d'une partie ou d'un témoin ainsi que la présentation au tribunal de tout document portant admission de faits, suivie d'une plaidoirie.

Les mots «*règlements*» ou «*action réglée*» comprennent l'arrêt des procédures ou la fin d'un mandat pour toute cause comprenant notamment un désistement ou un avis de surseoir. Au cas de substitution de procureur, de cessation d'un mandat d'aide juridique ou lorsque l'avocat cesse d'occuper, il est rémunéré pour les services rendus à ce stade des procédures.

T15. Le mot «*contestation*» comprend toute opposition à une demande d'une autre partie.

T16. L'avocat qui accepte un mandat qui lui est confié par un organisme d'aide juridique doit, dans sa demande, conclure aux frais.

T17. Dans le cas où l'avocat d'un bénéficiaire a droit à des dépens contre la partie adverse qui n'est pas bénéficiaire, celui-ci peut ou bien exécuter son mémoire de frais contre la partie adverse ou bien réclamer paiement à l'organisme d'aide juridique qui lui a confié le mandat, conformément à la présente annexe.

T18. Le fait d'exécuter son mémoire de frais contre la partie adverse équivaut, pour tel avocat, à donner quittance à l'organisme d'aide juridique qui lui a confié le mandat.

Si l'avocat choisit de réclamer paiement à l'organisme d'aide juridique, il subroge ce dernier dans ses droits jusqu'à concurrence du montant de son mémoire de frais dûment taxé.

T19. L'avocat reçoit un montant fixe de 11 \$ à titre de remboursement de ses frais de photocopie, de télécopie, de messagerie et de timbres-poste.

T19.1 Pour toute participation de l'avocat à une conférence de règlement à l'amiable ou à une conférence de gestion particulière de l'instance, l'avocat a droit à 165 \$ par demi-journée.

PARTIE 3

TARIF CIVIL GÉNÉRAL

Classes d'actions

T20. I. La demande dont la somme ou la valeur en litige n'atteint pas 3 000 \$;

II. La demande dont la somme ou la valeur en litige se situe entre 3 000 \$ et 10 000 \$ exclusivement :

III. La demande dont la somme ou la valeur en litige :

a) se situe entre 10 000 \$ et 25 000 \$ exclusivement ;

b) se situe entre 25 000 \$ et 50 000 \$ exclusivement ;

IV. La demande dont la somme ou la valeur en litige se situe à 50 000 \$ et au-delà.

T21. Pour les procédures ou les actions que le tarif ne prévoit pas spécifiquement, mais régies par le *Code de procédure civile* (C.p.c.), les honoraires sont fixés suivant ce que prévoit l'entente pour des procédures ou des actions analogues. Une telle procédure ou action dont la somme ou la valeur en litige est indéterminable ou inexistante tombe sous la classe II.

T22. Pour les procédures relatives à la filiation, au désaveu et à la déchéance de l'autorité parentale, les honoraires sont ceux de la classe III A.

T23. Les recours hypothécaires sont considérés comme des recours purement personnels et la valeur du litige est déterminée par le solde de l'obligation.

T24. Dans un recours où le créancier exerce un droit de devenir propriétaire irrévocable d'un immeuble, la classe de l'action est déterminée suivant la valeur de l'immeuble.

T25. À moins de dispositions contraires de la loi, toute action en annulation de contrat ou de testament est classée selon la valeur du contrat ou de la succession ; si une somme d'argent est en plus réclamée, le montant total détermine la classe de l'action.

T26. Lorsque plusieurs défendeurs produisent des contestations distinctes, l'avocat du demandeur reçoit pour chaque contestation additionnelle la moitié des honoraires prévus à l'article T35 ou à l'article T36 de la présente annexe, selon l'état des procédures. Pour l'application de cette règle, l'intervenant, le mis en cause et le défendeur en garantie, s'ils concluent au rejet de l'action principale, sont considérés comme un défendeur produisant une contestation distincte.

T27. Si plusieurs demandes incidentes peuvent être formulées dans une même procédure, les honoraires ne sont exigibles qu'une seule fois malgré la multiplicité des procédures.

T28. En matière de jugement déclaratoire et d'adjudication sur un point de droit, l'intérêt en jeu, s'il peut être évalué en argent, détermine la classe de l'action ; dans les autres cas, les honoraires sont ceux prévus pour la classe II.

T29. Dans un cas de révision de taxation d'un mémoire de frais, les frais sont basés sur la classe d'action correspondant au montant des frais en litige.

T30. Il n'y a pas de montant d'honoraires distinct dans le cas d'une demande reconventionnelle mais la classe d'action est déterminée par celui des montants accordés qui est le plus élevé.

T31. Advenant un règlement entre les parties ou l'abandon du recours avant la délivrance de la procédure introductive d'instance, l'avocat a droit aux honoraires prévus pour une action de cette classe, en regard d'un tel règlement intervenant après la délivrance de la procédure introductive d'instance et avant signification d'une défense ou d'une contestation au fond.

Première instance

I	II	IIIa)	IIIb)	IV
0-3	3-10	10-25	25-50	50 et +
\$	\$	\$	\$	\$

T32. a) Pour tout avis ou mise en demeure précédant la procédure introductive d'instance et requis par la loi

75 75 75 75 75

b) Pour tout avis ou mise en demeure précédant la procédure introductive d'instance et non requis par la loi, un seul montant d'honoraires est exigible

50 50 50 50 50

T33. Pour toute action réglée après la procédure introductive d'instance et avant la signification d'une défense ou d'une contestation

a) au procureur du demandeur

170 205 275 375 475

b) au procureur du défendeur

105 170 240 375 440

T34. Sur jugement au fond, par défaut de comparaître ou de plaider;

Au procureur du demandeur

a) sans enquête

190 240 340 440 540

b) avec enquête

240 310 400 510 610

Au procureur du défendeur

c) s'il n'assiste pas à l'enquête ou s'il n'y a pas d'enquête

70 110 140 180 240

d) S'il y a enquête et qu'il y assiste

140 205 275 375 475

T35. Pour une action réglée après la signification d'une défense ou d'une contestation au fond, ou pour une demande rejetée sur requête fondée sur l'article 165 C.p.c.

340 475 610 750 880

T36. Pour jugement au fond de la cause dans une action contestée	475	680	950	1085	1360
T37. a) Sur tout incident contesté	100	100	100	100	100
b) Si l'incident a pour effet de mettre fin au litige, les honoraires applicables sont ceux de l'article 34a.					
T38. Pour interrogatoire d'une partie, avant ou après production d'une défense, à l'exclusion d'un interrogatoire lors d'une mesure incidente ou du procès	100	100	100	100	100
T39. a) Pour l'inscription au bureau de la publicité des droits du jugement ou de tout acte tendant à la conservation de droits réels	50	50	50	50	50
b) Pour la préparation et l'inscription au bureau de la publicité des droits d'une priorité ou d'une hypothèque légale ou d'une mise en demeure selon l'article 1743 du <i>Code civil du Québec</i> (L.Q. 1991, c. 64)	100	100	100	100	100
c) Pour la préparation et l'inscription d'une réquisition relative à la radiation de l'inscription d'un droit	50	50	50	50	50
d) Pour la production de toute déclaration de dépôt volontaire et pour toute réclamation sur saisie des traitements, salaires ou gages ou sur dépôt volontaire.	50	50	50	50	50
T40. a) Pour la délivrance de tout bref d'exécution, quel qu'en soit la nature ou le nombre, un seul montant d'honoraires	50	50	50	50	50
b) L'interrogatoire suivant l'article 543 C.p.c.	75	75	75	75	75
T41. Pour tout jugement par défaut contre un tiers saisi ou sur sa déclaration	50	50	50	50	50
T42. Pour toute saisie avant jugement, les honoraires additionnels suivants	100	100	100	100	100
T43. Si une cause dure plus d'une journée, pour chaque demi-journée additionnelle	165	165	165	165	165

T44. Pour toute conférence préparatoire tenue selon les dispositions de l'article 279 du C.p.c. et avant le jour fixé pour enquête et audition, les honoraires sont ceux prévus à l'article T38.

T45. Pour la taxation d'un mémoire de frais : 50 \$

Pour la taxation si contestée : 115 \$

T46. L'injonction demandée sans autres conclusions que celle de l'article 751 du C.p.c. est considérée comme une action de la classe IIIA. Si d'autres conclusions sont recherchées, les honoraires sont ceux de la classe prévue pour telles conclusions, sans cependant être inférieurs à ceux prévus pour la classe IIIA. Les honoraires se calculent de la façon suivante : lorsque le jugement sur la requête en injonction interlocutoire termine la cause ou que le jugement sur la requête en injonction permanente n'est pas précédé d'un jugement sur une requête en injonction interlocutoire, l'avocat a droit aux honoraires taxables sur un jugement au mérite de la cause. Dans le cas où le jugement sur la requête en injonction permanente intervient après un jugement sur une requête en injonction interlocutoire, l'avocat a droit aux honoraires taxables sur un jugement au mérite majorés de la moitié.

T47. En matière de bornage, de possessoire et de pétitoire, de séquestre, d'action déclaratoire ou négatoire de servitude, les honoraires sont ceux prévus pour la classe II.

T48. En matière de partage et licitation en justice, la classe d'action suit la valeur de l'objet en litige.

T49. En matière de procédures relatives aux personnes morales, de recours extraordinaires notamment la révision judiciaire, l'évocation (article 846 C.p.c.) et d'*Habeas corpus* prévus aux titres cinquième, sixième et septième du Livre cinquième du *Code de procédure civile*, les honoraires sont ceux prévus pour la Classe II.

T50. En matière non contentieuse, les honoraires sont ceux de l'article T37a, classe II, à l'exception de la procédure de vente du bien d'autrui prévue au chapitre X du Livre sixième du *Code de procédure civile* dont la classe est déterminée par la valeur des biens.

T51. En matière d'adoption, les honoraires sont ceux prévus pour la classe II.

Constituent des instances distinctes la demande en déclaration d'admissibilité à l'adoption, la demande de placement de l'enfant et la demande d'adoption. Toute autre demande constitue un incident et est rémunérée comme tel.

Lorsque l'avocat présente des demandes distinctes pour plusieurs enfants d'une même famille et que le fondement des diverses demandes est le même, les honoraires payables pour chaque demande additionnelle à la première sont fixés à 100 \$.

T52. Pour la requête en rectification des registres de l'état civil : 115 \$

T53. En matière d'évaluation foncière, y compris la cassation ou la contestation d'un rôle, les honoraires tant devant le Tribunal administratif du Québec qu'en appel devant la Cour du Québec sont ceux prévus pour la classe II du tarif en première instance ; l'article T55 ne s'y applique pas et le coût des expertises n'est pas inclus dans le mémoire de frais.

T54. En matière d'expropriation, la classe d'action est déterminée par le montant de l'indemnité.

Des honoraires additionnels de un pour cent (1 %) de l'indemnité s'ajoutent aux honoraires lorsque, sur requête accompagnée d'un affidavit de l'avocat, il est établi à la satisfaction du Tribunal administratif du Québec que les services de l'avocat lors de la préparation de la cause ou lors de l'enquête et audition, ou au cours des négociations qui ont conduit à une transaction, le justifient.

La contestation du droit à l'expropriation est une instance en soi. Les honoraires applicables sont ceux prévus à la classe II

Pour toute procédure faite en vertu de la *Loi sur l'expropriation* (L.R.Q., c. E-24) devant un tribunal autre que celui du Tribunal administratif du Québec section immobilière les honoraires applicables sont ceux prévus à la classe II article T3a.

Pour toute procédure non contestée relative au paiement des deniers alloués, les honoraires sont ceux prévus à l'article T39b

T55. Sur un jugement rendu contradictoirement, condamnant la partie défenderesse à payer un montant supérieur à 100 000 \$ en capital, le procureur de la partie demanderesse a droit aux honoraires additionnels suivants :

- 1 % de l'excédent de 100 000 \$, jusqu'à concurrence d'une condamnation de 1 000 000 \$;
- plus, lorsque le montant du jugement excède 1 000 000 \$, 1/10 de 1 % de l'excédent de 1 000 000 \$.

Sur un jugement rejetant l'action dont le montant réclamé est supérieur à 100 000 \$, le procureur de la partie défenderesse a droit aux honoraires additionnels suivants :

- 1 % de l'excédent de 100 000 \$, jusqu'à concurrence d'un montant réclamé de 1 000 000 \$;
- plus, lorsque le montant réclamé dans l'action excède 1 000 000 \$, 1/10 de 1 % de l'excédent de 1 000 000 \$.

Lorsque intervient un règlement hors cour avant la production d'une défense, l'avocat n'a droit qu'au tiers des honoraires additionnels prévus au présent article.

Lorsque intervient un règlement hors cour après la production d'une défense, l'avocat n'a droit qu'aux deux tiers des honoraires additionnels prévus au présent article.

Ces honoraires additionnels ne sont dus à un avocat qu'une fois, quelque soit le nombre de demandeurs ou défendeurs.

REPRÉSENTATION DES ENFANTS EN COUR SUPÉRIEURE

T56. Ensemble des services rendus, pour l'obtention de tout jugement dans le cadre de la représentation d'un enfant selon l'article 394.1 du C.p.c.

- a) sans contestation : 300 \$
- b) avec contestation : 350 \$

Toutefois, l'avocat n'a droit à ces honoraires que pour un maximum de deux jugements dans une même affaire.

TARIF PARTICULIER AUX AFFAIRES MATRIMONIALES

Les règles de la partie I, de la partie II et de la partie III de la présente annexe s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires aux affaires matrimoniales.

Procédures principales

T57. a) Sur réconciliation ou abandon des procédures intervenant après la délivrance de l'acte introductif d'instance;

Au procureur de la partie demanderesse : 220 \$

b) Sur réconciliation ou abandon des procédures intervenant après comparution et avant signification d'une contestation;

Au procureur de la partie défenderesse : 220 \$

c) Advenant une réconciliation, l'abandon ou le désistement réputé du recours en séparation par accord ou du recours en divorce par accord avant le jugement.

Au procureur représentant les deux parties : 380 \$

T58. Sur réconciliation, abandon ou désistement réputé des procédures intervenant après la signification d'une contestation et avant jugement au fond.

Au procureur de la partie demanderesse : 430 \$

Au procureur de la partie défenderesse : 325 \$

T59. Sur jugement par défaut de comparaître ou de plaider;

Au procureur de la partie demanderesse : 550 \$

T60. Sur jugement par défaut de comparaître ou de plaider;

Au procureur de la défenderesse : 380 \$

T61. a) Sur jugement au fond rendu contradictoirement avec ou sans demande reconventionnelle de la part de la partie défenderesse;

À chaque procureur : 850 \$

b) Sur jugement au fond octroyant la séparation ou le divorce par accord;

Au procureur représentant les deux parties : 850 \$

Jugements sur mesures provisoires, ordonnances intérimaires et incidents en matière familiale

T62. Sur le premier jugement relatif aux mesures applicables pendant l'instance, qu'il s'agisse d'un jugement sur mesures provisoires ou d'une ordonnance intérimaire, à chaque procureur, un seul montant d'honoraires :

a) après entente ou transaction : 275 \$

b) après enquête : 325 \$

T63. Sur tout jugement rendu, dans le cadre des articles T57 à T68 inclusivement, subséquemment à un jugement visé à l'article T62 et :

1. Qui prolonge l'application des mesures ordonnées par le jugement précédent ou qui reconduit le jugement précédent :

À chaque procureur, un seul montant d'honoraires : 85 \$

Chaque avocat n'a droit à ces honoraires que pour un maximum de deux de ces jugements de prolongation ou de reconduction dans une même affaire.

2. Qui modifie les mesures ordonnées ou prolongées par le jugement précédent, à chaque procureur, un seul montant d'honoraires :

a) après entente ou transaction : 275 \$

b) après enquête : 325 \$

Lorsque le greffier spécial refuse d'entériner une entente ou transaction et réfère les parties au juge, le tarif de T63 par 2b) s'applique.

T64. a) Sur tout incident contesté non visé aux articles T62 et T63 : 100 \$

b) Pour interrogatoire d'une partie, avant ou après production d'une défense, à l'exclusion d'un interrogatoire lors d'une mesure incidente ou du procès : 100 \$

c) Si l'audition dure plus d'une journée ; pour chaque demi-journée additionnelle : 165 \$

T65. Si une requête distincte est présentée par chaque partie quant à une même mesure provisoire ou intérimaire, un seul montant d'honoraires est payable malgré le nombre de requêtes.

T66. Si un nouveau mandat est délivré pour une ou plusieurs nouvelles instances en séparation de corps ou en divorce dans les 12 mois de la délivrance d'un premier mandat, la demie seulement des honoraires ci-haut est payable lorsque le même procureur représente la même partie en demande à chaque occasion ; dans tous les autres cas où un nouveau mandat est délivré dans cette même période, les honoraires sont payables intégralement.

Exécution du jugement

T67. a) Sur interrogatoire suivant l'article 543 du C.p.c. : 75 \$

b) Sur réquisition de tout bref de saisie avant jugement : 75 \$

c) Sur réquisition de tout bref de saisie de meubles et d'immeubles après jugement, ou les deux à la fois : 75 \$

d) Sur réquisition de toute saisie-arrêt après jugement : 75 \$

e) Sur jugement sur saisie-arrêt après jugement : 100 \$

f) Un seul des deux honoraires prévus aux paragraphes d et e peut être réclamé.

g) Pour l'inscription du jugement au bureau de la publicité des droits : 50 \$

Requêtes postérieures au jugement final

T68. *a)* Nomination d'un praticien : 50 \$

b) Pour homologation du rapport d'un praticien : 50 \$

c) Inscription suivant rapport homologué : 50 \$

d) Sur tout jugement relatif à une requête pour modification de pension, changement de garde d'enfants, droits de visite ou de sortie réglé sans enquête ; à chaque procureur, un seul montant d'honoraires : 325 \$

e) Sur jugement après enquête quant à toutes les mesures décrites au paragraphe *d* ; à chaque procureur, un seul montant d'honoraires : 425 \$

Les paragraphes *d* et *e* s'appliquent sous réserve des dispositions de l'article T63.

Recours exercé en matière familiale non prévu aux articles T57 à T68 (article 813.8 C.p.c. tel qu'il se lisait avant janvier 2003)

T69. *a)* Sur le jugement disposant du recours au mérite, sans enquête ;

- à chaque procureur : 400 \$

Chaque avocat n'a droit à ces honoraires qu'une seule fois dans une même affaire.

b) Sur le jugement disposant du recours au mérite, rendu contradictoirement après enquête ;

- à chaque procureur : 500 \$

Chaque avocat n'a droit à ces honoraires qu'une seule fois dans une même affaire.

c) Sur tout jugement qui ordonne des mesures pour valoir pendant l'instance.

À chaque procureur, un seul montant d'honoraires :

i. après entente ou transaction : 300 \$

ii. après enquête : 400 \$

d) Sur tout jugement rendu qui prolonge l'application pendant l'instance des mesures ordonnées par le jugement précédent ou qui reconduit le jugement précédent sans le modifier ;

À chaque procureur, un seul montant d'honoraires : 85 \$

Chaque avocat n'a droit à ces honoraires que pour un maximum de deux de ces jugements de prolongation ou de reconduction dans une même affaire.

Déclaration de résidence familiale

T70. Rédaction et inscription au bureau de la publicité des droits de la déclaration de résidence familiale : 100 \$

T71. Le fait pour l'avocat de produire une preuve par affidavit sans assister à l'enquête ne modifie pas les honoraires payables en vertu des articles T57 à T69.

COUR D'APPEL

T72. Les déboursés encourus pour la confection et l'impression du mémoire sont ajoutés au relevé d'honoraires.

T73. Les articles T47 à T49 du tarif en première instance s'appliquent à la Cour d'appel.

I	II	IIIa)	IIIb)	IV
0-3	3-10	10-25	25-50	50 et +
\$	\$	\$	\$	\$

T74. Après production de l'inscription ; pour toute cause terminée, appel abandonné, rejeté ou déserté

190 525 560 750 950

T75. Après production de l'inscription ; pour toute cause terminée, appel abandonné, rejeté ou déserté

a) à l'appelant

560 850 1050 1320 1600

b) à l'intimé

280 560 660 850 1050

T76. Requête pour prolonger le délai de production du mémoire

Si non contestée : 100 \$

Si contestée : 170 \$

T77. Après production du mémoire de l'intimé et avant l'audition ; pour toute cause terminée, appel abandonné ou déserté

660 950 1120 1400 1700

T78. Pour jugement au fond de la cause

950 1400 1600 1900 2240

T79. Sur requête pour permission d'appeler, requête pour rejet d'appel ou tout autre incident contesté

190 190 190 190 190

T80. Sur appel de tout jugement interlocutoire, à l'exclusion de l'injonction, des recours extraordinaires et de l'*Habeas Corpus*, les honoraires applicables sont la demie des honoraires prévus pour le jugement final, selon la classe d'action déterminée par le montant en litige.

T81. L'injonction demandée sans autres conclusions que celles de l'article 751 du C.p.c. est considérée comme une action de la classe II. Si d'autres conclusions sont recherchées, les honoraires sont ceux de la classe prévue pour telles conclusions, sans cependant être inférieurs à ceux prévus à la classe II. Les honoraires se calculent de la façon suivante : lorsque le jugement de la Cour d'appel sur la requête en injonction interlocutoire termine la cause ou que le jugement de la Cour d'appel sur l'action en injonction permanente n'est pas précédé d'un jugement de la Cour

d'appel sur une requête en injonction interlocutoire, l'avocat a droit aux honoraires taxables sur jugement au fond de la Cour d'appel. Dans le cas où le jugement de la Cour d'appel sur l'action en injonction intervient après un jugement de la Cour d'appel sur une requête en injonction interlocutoire, le montant d'honoraires pour le jugement au fond est égal à la demie des honoraires de la classe qui s'y applique.

T82. En matière de recours extraordinaires et d'*Habeas Corpus* prévus aux titres VI et VII du livre V du C.p.c., les honoraires pour le jugement au fond sont ceux prévus à la classe II.

I	II	IIIa)	IIIb)	IV
0-3	3-10	10-25	25-50	50 et +
\$	\$	\$	\$	\$

T83. Pour production d'un mémoire additionnel à la demande du tribunal. 280 280 280 280 280

T84. Si l'audition d'une cause dure plus d'une journée, pour chaque demi-journée additionnelle 285 285 285 285 285

TARIF PARTICULIER AUX AFFAIRES MATRIMONIALES EN APPEL

T85. Les déboursés encourus pour la confection et l'impression du mémoire incluant le plan d'argumentation et les annexes sont ajoutés au relevé d'honoraires.

T86. Après production de l'inscription : pour toute cause terminée, appel abandonné ou réputé déserté : 270 \$

T87. Après production du mémoire de l'appelant pour toute cause terminée, appel abandonné ou réputé déserté :

1) à l'appelant : 620 \$

2) à l'intimé : 350 \$

T88. Après production du mémoire de l'intimé et avant audition : pour toute cause terminée, appel abandonné ou réputé déserté : 800 \$

T89. Pour jugement au fond de la cause : 1 315 \$

T90. Sur requête pour permission d'appeler, requête pour rejet d'appel et tout autre incident contesté : 270 \$

T91. Sur appel de tout jugement interlocutoire, les honoraires applicables sont la demie des honoraires prévus pour un jugement final.

T92. Pour production d'un mémoire additionnel à la demande du tribunal : 270 \$

T93. Si l'audition d'une cause au fond dure plus d'une journée, pour chaque demi-journée additionnelle : 285 \$

COUR SUPRÊME DU CANADA

T94. Les services rendus dans une instance devant la Cour suprême du Canada font l'objet d'une demande de considération spéciale.

PARTIE 4

TARIFICATION EN MATIÈRES CRIMINELLES ET PÉNALES ET EN VERTU
DE LA LOI SUR LE SYSTÈME PÉNAL POUR ADOLESCENTS**Règles particulières d'interprétation et d'application**

T95. Lorsqu'une rémunération forfaitaire est prévue par la présente partie pour des services professionnels, l'avocat à qui un mandat est confié en cours d'instance et qui termine le dossier a droit à l'honoraire forfaitaire en entier, si aucun autre service juridique n'a été rendu au bénéficiaire, dans le cadre ou non de la *Loi sur l'aide juridique*, dans la même affaire par un avocat à l'emploi d'un centre d'aide juridique ou par un autre avocat exerçant en cabinet privé.

T96. Lorsque le tarif prévoit une rémunération « par jour » pour des services professionnels, l'avocat n'a droit qu'à la moitié des honoraires prévus lorsque sa présence à la cour n'a pas été nécessaire durant plus d'une demi-journée.

Pour les fins du présent article, 13 h situe le milieu de la journée.

Les services professionnels rendus par un avocat lors d'une audition en soirée (après 19 h) donnent droit à une rémunération équivalente à une demi-journée en sus de celle à laquelle l'avocat peut avoir droit, le cas échéant, en vertu des articles précédents.

T97. La rémunération payable pour des services professionnels rendus par un avocat lors d'une déclaration ou d'un plaidoyer de culpabilité à une infraction moindre et incluse est celle qui aurait été payable en vertu de l'accusation telle que portée.

T98. Lorsqu'un avocat représente un client inculpé de plus d'une dénonciation et que le procès ou encore une audition au cours de laquelle il y a un plaidoyer de culpabilité quant aux divers chefs d'accusation a lieu à la même cour et la même journée, l'avocat a droit à la pleine rémunération pour la dénonciation la mieux rémunérée et à la moitié du tarif prévu pour chacune des autres dénonciations.

T99. Lorsqu'un avocat représente deux bénéficiaires ou plus, inculpés pour la même infraction ou d'une infraction similaire découlant d'un même événement et lorsque les procédures ont lieu à la même cour et à peu près au même moment, l'avocat a droit à la moitié de la rémunération prévue pour les services professionnels rendus à chacun des autres bénéficiaires, sauf le cas d'une considération spéciale.

T100. En première instance, sauf dispositions contraires, la rémunération prévue au présent tarif ne s'applique qu'aux services professionnels rendus au prévenu.

En appel, sauf dispositions contraires, la rémunération prévue au présent tarif ne s'applique qu'aux services professionnels rendus à la personne qui, en première instance, était le prévenu.

T101. L'avocat a droit au remboursement du coût des photocopies, lorsque des procédures sont faites par écrit ou pour fins de production d'autorités, le taux payé est de 0.10 \$ la page.

T102. Ne sont pas considérés comme aspects essentiels du mandat de l'avocat, la comparution devant un juge de paix, la comparution devant un juge pour enregistrer un plaidoyer de non culpabilité et faire option ainsi que la remise.

T103. Ensemble des services professionnels relatifs à une demande d'extension de délai concernant l'exécution d'une peine ou d'une ordonnance du tribunal : 80 \$

T104. Ensemble des services professionnels relatifs à une demande de transfert d'un dossier dans un autre district judiciaire lorsque l'effet est de perdre le dossier : 80 \$

T104.1 Pour assister à la comparution d'une personne arrêtée sur mandat émis dans un autre district judiciaire : 100 \$

T104.2 Pour toute participation à une conférence pénale de facilitation, l'avocat a droit à 215 \$ par demi-journée.

T104.3 Pour toute comparution par voie téléphonique en vertu du *Code criminel* et de la *Loi sur les tribunaux judiciaires* (art. 174) un montant de 150 \$.

PREMIÈRE INSTANCE

Actes criminels relevant de la juridiction exclusive de la Cour supérieure de juridiction criminelle, en vertu de l'article 469 du Code criminel (Canada)

T105. Préparation de l'enquête préliminaire, y compris entretiens avec l'accusé et les témoins, visites des lieux du crime, recherches en droit (jusqu'à l'enquête préliminaire inclusivement) : 270 \$

T106. Ensemble des services rendus sur un moyen préliminaire présenté hors du cadre de l'enquête préliminaire ou du procès, si le jugement qui y fait droit met fin à la poursuite : 800 \$

T107. Préparation du procès, y compris entretiens avec l'accusé et les témoins, visites des lieux du crime, recherches en droit (entre l'enquête préliminaire et la détermination de la peine s'il y a lieu) : 800 \$

Ces honoraires ne sont payables que si le procès est effectivement tenu et le jugement rendu.

T108. Comparution et tous stades des procédures franchis ce jour-là : 75 \$

La prestation ci-haut prévue comprend la rémunération pour le travail de préparation de ces stades de procédures.

T109. Lorsque la poursuite s'objecte à la remise en liberté, pour l'enquête sur cautionnement effectivement tenue : 160 \$

T110. Renonciation à l'enquête préliminaire en vertu de l'article 549 du *Code criminel* (Canada) : 100 \$

T111. Enquête préliminaire, par jour : 430 \$

T112. Vacation pour décision sur l'enquête préliminaire ou pour examen volontaire (sans que des témoins soient entendus): 60 \$

T113. Procès, par jour: 800 \$

Dans les procès de longue durée, ces honoraires peuvent faire l'objet de relevés d'honoraires intérimaires pour les services rendus au cours des trente jours précédents.

T114. Avocat assistant au procès, par jour: 200 \$

La prestation ci-haut prévue ne s'applique que dans les cas d'accusation de meurtre au premier ou deuxième degré et avec l'approbation préalable expresse du directeur général. L'avocat assistant n'a pas droit à des honoraires de préparation.

T115. Vacation aux fins d'enregistrer un plaidoyer de culpabilité: 150 \$

T116. Retrait d'un plaidoyer de culpabilité: 250 \$

T117. Représentations ou représentations et prononcé: 165 \$

T118. Prononcé seulement: 80 \$

L'une ou l'autre des prestations prévues aux articles T117 ou T118 ne s'applique que si la vacation pour fins de sentence a lieu un autre jour que celui où le client a été trouvé coupable ou que celui où il a enregistré un plaidoyer de culpabilité.

T119. Vacation pour ajournement devant la cour supérieure de juridiction criminelle ou devant une Cour de juridiction criminelle: 25 \$

L'avocat ne peut réclamer les honoraires de plus de deux ajournements obtenus à sa demande.

Actes criminels autres que ceux relevant de la juridiction exclusive de la Cour supérieure de juridiction criminelle, en vertu de l'article 469 du Code criminel (Canada) et autres que ceux relevant de la juridiction exclusive d'un juge d'une Cour provinciale en vertu de l'article 553 du Code criminel (Canada)

T120. Ensemble des services professionnels rendus jusqu'à disposition finale du cas en première instance: 550 \$

T121. Malgré l'article T120 et s'il y a lieu, lorsque la poursuite s'objecte à la remise en liberté, pour l'enquête sur cautionnement effectivement tenue: 150 \$

T122. Malgré l'article T120, si la cause nécessite une enquête préliminaire d'une durée supérieure à une journée, par demi-journée additionnelle: 215 \$

T123. Malgré l'article T120, si la cause nécessite un procès d'une durée supérieure à une journée, par demi-journée additionnelle de procès;

a) procès devant juge et jury: 400 \$

b) procès devant juge seul: 215 \$

Actes criminels prévus par l'article 553 du Code criminel (Canada)

T124. Ensemble des services professionnels rendus jusqu'à disposition finale du cas en première instance : 330 \$

T125. Malgré l'article T124, si la cause nécessite un procès d'une durée supérieure à une journée, par demi-journée additionnelle de procès : 215 \$

T126. Malgré l'article T124 et s'il y a lieu, lorsque la poursuite s'objecte à la remise en liberté, pour l'enquête sur cautionnement effectivement tenue : 150 \$

Déclarations de culpabilité par procédure sommaire (accusations portées en vertu de la partie XXVII du Code criminel du Canada)

T127. Ensemble des services professionnels rendus jusqu'à disposition finale du cas en première instance : 330 \$

T128. Malgré l'article T127, si la cause nécessite un procès d'une durée supérieure à une journée, par demi-journée additionnelle de procès : 215 \$

T129. Malgré l'article T127 et s'il y a lieu, lorsque la poursuite s'objecte à la remise en liberté, pour l'enquête sur cautionnement effectivement tenue : 150 \$

Déjudiciarisation

T130. La rémunération pour l'ensemble des services professionnels rendus dans le cadre du processus de déjudiciarisation fera l'objet d'une négociation spécifique lorsque les modalités inhérentes en seront connues. Cette rémunération ne sera pas inférieure à celle prévue au processus judiciaire, soit selon le cas la rémunération de l'article T120, T124 ou T127.

Audiences tenues en vertu de l'article 742.6 du Code criminel

T131. Ensemble des services professionnels rendus jusqu'à disposition finale : 200 \$

Audiences tenues en vertu des articles 110, 111, 112, 810.01 (5) et 810.2 (5) du Code Criminel

T131.1 Ensemble des services professionnels rendus jusqu'à disposition finale : 200 \$

Détention préventive

T132. Préparation du dossier d'une contestation de demande de détention préventive en vertu de la partie XXIV du *Code criminel* du Canada, y compris entrevues et autres services nécessaires : 1 000 \$

T133. Audition de la requête de détention préventive, par jour : 430 \$

Recours extraordinaires (*Habeas Corpus, Certiorari, Prohibition, Mandamus*)

T134. Préparation et signification de la procédure : 300 \$

T135. Audition au fond : 215 \$

Requête en cautionnement ou en révision de cautionnement pour un prévenu inculpé d'un acte criminel

T136. Pour tous services relatifs à une requête adressée à un juge de la Cour supérieure de juridiction criminelle: 200 \$

Dispositions particulières applicables en vertu de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents.

T137. Ensemble des services rendus, jusqu'à décision finale inclusivement, sur une demande en vertu de l'article 64 (1) de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*: 425 \$

T138. Ensemble des services rendus, jusqu'à décision finale inclusivement, sur une demande d'examen en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*: 185 \$

APPELS

Appel par procès *de novo* (devant un juge de la Cour supérieure de juridiction criminelle)

T139. Rédaction de toutes les procédures antérieures à l'audition, y compris les vacations: 110 \$

T140. Audition sur appel de jugement, par jour: 430 \$

T141. Audition sur appel de la peine seulement: 170 \$

T142. Audition sur appel de jugement et de la peine, par jour: 430 \$

Appel par exposé de cause

T143. Rédaction et préparation de la demande d'exposé: 210 \$

T144. Vacation nécessaire auprès du juge de première instance pour la préparation de l'exposé de cause: 110 \$

T145. Préparation de toutes autres procédures y compris les vacations: 110 \$

T146. Préparation et rédaction de l'avis d'appel: 100 \$

T147. Audition de l'appel: 430 \$

Appel à la Cour d'appel sur des questions de droit en matière de déclarations de culpabilité par procédure sommaire

T148. Préparation de toutes les procédures préliminaires à l'audition incluant rédaction, dépôt de l'avis d'appel, préparation du dossier conjoint et les vacations nécessaires: 110 \$

T149. Requête pour prolongation du délai d'appel: 200 \$

T150. Audition de la demande de permission d'en appeler: 220 \$

T151. Préparation de l'argumentation et du mémoire: 325 \$

T152. Audition de l'appel: 325 \$

Appel à la Cour d'appel

A) Après un verdict prononcé par un jury

T153. Préparation de toutes les procédures préliminaires à l'audition incluant rédaction, dépôt de l'avis d'appel, préparation du dossier conjoint et les vacations nécessaires : 600 \$

T154. Audition de la demande de permission d'en appeler : 220 \$

T155. Requête pour prolongation du délai d'appel : 200 \$

T156. Préparation de l'argumentation et du mémoire s'il y a lieu : 800 \$

T157. Audition de l'appel : 800 \$

B) Appel d'un jugement rendu par un juge sans jury, un juge de la Cour du Québec, Chambre criminelle, ou un juge de la Cour du Québec, Chambre de la jeunesse en vertu de la Loi sur le système de justice pénale pour adolescents

T158. Préparation de toutes les procédures préliminaires à l'audition incluant rédaction, dépôt de l'avis d'appel, préparation du dossier conjoint et les vacations nécessaires : 220 \$

T159. Audition de la demande de permission d'en appeler : 220 \$

T160. Requête pour prolongation du délai d'appel : 200 \$

T161. Préparation de l'argumentation et du mémoire, s'il y a lieu : 335 \$

T162. Audition de l'appel : 335 \$

C) Appel de la sentence seulement

T163. Préparation de toutes les procédures préliminaires à l'audition incluant rédaction, dépôt de l'avis d'appel, préparation du dossier conjoint et les vacations nécessaires : 220 \$

T164. Audition de la demande de permission d'en appeler : 220 \$

T165. Requête pour prolongation du délai d'appel : 200 \$

T166. Préparation de l'argumentation et du mémoire, s'il y a lieu : 200 \$

T167. Audition de l'appel : 220 \$

D) Appel du verdict ou jugement et de la peine

T168. Les honoraires prévus à A ou B s'ajoutent à ceux prévus à C.

E) Cautionnement

T169. Demande de cautionnement sur appel (toutes procédures y compris l'audition) : 270 \$

Appel à la Cour suprême du Canada

T170. Les services rendus dans une instance devant la Cour suprême du Canada font l'objet d'une demande de considération spéciale.

Appel d'un jugement en matière de détention préventive

T177. Préparation de toutes les procédures préliminaires à l'audition incluant rédaction, dépôt de l'avis d'appel, préparation du dossier conjoint et les vacations nécessaires : 225 \$

T178. Préparation de l'argumentation et du mémoire, s'il y a lieu : 535 \$

T179. Audition de l'appel : 335 \$

Appel en matière de recours extraordinaires (*Habeas Corpus, Certiorari, Prohibition, Mandamus*)

T180. Préparation de toutes les procédures préliminaires à l'audition incluant rédaction, dépôt de l'avis d'appel, préparation du dossier conjoint et les vacations nécessaires : 225 \$

T181. Préparation de l'argumentation et du mémoire, s'il y a lieu : 535 \$

T182. Audition de l'appel : 335 \$

T183. La préparation et l'audition d'une requête incidente, en appel, telle que requête pour être relevé d'un jugement déclarant l'appel déserté : 225 \$

Procédures en vertu de l'article 732.2 (5) du Code criminel du Canada.

T184. Ensemble des services rendus pour une demande de modification : 150 \$

Procédures en vertu de l'article 734.7 du Code criminel du Canada ou de l'article 346 du Code de procédure pénale

T186. Ensemble des services rendus pour une demande d'imposition d'une peine d'emprisonnement à défaut de paiement d'amendes : 220 \$

PARTIE 5

TARIF EN MATIÈRES DIVERSES

Règles particulières d'interprétation et d'application

T187. Lorsqu'un avocat représente deux ou plusieurs bénéficiaires groupés juridiquement ou de fait et parties à un ou des litiges basé(s) sur une cause d'action de même nature instruit(s) devant un même tribunal ou une même autorité administrative et à peu près au même moment, l'avocat n'a droit qu'à la rémunération prévue pour les services professionnels rendus à un bénéficiaire sauf le cas d'une considération spéciale.

T188. Lorsqu'une fois commencée, l'audition ne peut se terminer avant 19 h la même journée, l'avocat a droit pour la soirée de même que pour chaque demi-journée additionnelle à des honoraires de : 165 \$

Pour les fins de la présente règle, 13 h situe le milieu de la journée.

T189. Lorsqu'il y a appel à la Cour du Québec, les honoraires sont ceux prévus pour la classe II du tarif civil de première instance compte tenu des adaptations nécessaires le cas échéant.

T190. Lorsqu'il y a appel à la Cour supérieure, les honoraires sont ceux prévus pour la classe IIIA du tarif civil de première instance compte tenu des adaptations nécessaires le cas échéant.

T191. Lorsqu'il y a appel à la Cour d'appel, les honoraires sont ceux prévus pour la classe II du tarif de la Cour d'appel.

T192. L'avocat reçoit un montant fixe de 11 \$ à titre de remboursement de ses frais de photocopies, de télécopies, de messagerie, et de timbres-poste.

Loi sur la protection de la jeunesse (L.R.Q., c. P-34.1)

T193. Intervention auprès du Directeur de la protection de la jeunesse incluant, le cas échéant, les mesures volontaires antérieurement à l'intervention judiciaire; par vacation: 100 \$

T194. Ensemble des services rendus devant la Cour du Québec, Chambre de la jeunesse, jusqu'à décision finale incluant, le cas échéant, les mesures sur une requête visant à faire déclarer la sécurité ou le développement d'un enfant compromis: 410 \$

T195. Ensemble des services rendus devant la Cour du Québec, Chambre de la jeunesse, jusqu'à décision finale inclusivement, sur une demande de révision d'une décision ou d'une ordonnance: 410 \$

Le tarif prévu au présent article est payable nonobstant les dispositions de l'article T196 si la contestation d'une des parties en litige nécessite la tenue d'une audition.

T196. Toutefois, lorsque la décision finale prévue aux articles T194 et T195 est rendue alors qu'il y a consentement et sans qu'il n'y ait audition de témoin, l'avocat n'a droit qu'à la moitié des honoraires, soit: 205 \$

T197. Lorsque le recours prévu aux articles et T195 se termine par un désistement: 175 \$

T198. a) Ensemble des services rendus jusqu'à décision finale inclusivement, sur une requête pour hébergement provisoire: 140 \$

b) Lorsque le recours se termine par un désistement: 80 \$

T199. a) Ensemble des services rendus jusqu'à décision finale sur une requête en prolongation de la mesure d'urgence: 140 \$

b) Lorsque le recours se termine par un désistement: 80 \$

c) Ensemble des services rendus jusqu'à décision finale sur une requête pour intervention visant à être déclarée partie ou personne intéressée

i. si non contesté: 140 \$

ii. si contesté: 300 \$

T200. Vacation pour remise: 25 \$

T201. Vacation pour prononcé du jugement: 50 \$

T201.1 Malgré l'article T187, lorsqu'un avocat représente plus d'un enfant de la même famille:

- Les honoraires prévus pour le premier enfant sont majorés de 50 % pour le deuxième enfant.

- Les honoraires prévus pour le premier enfant sont majorés de 50 % pour l'ensemble des autres enfants.

T201.2 Lorsqu'un avocat représente un parent dont plus d'un enfant est visé par les procédures du Directeur de la protection de la jeunesse, il a droit aux honoraires prévus à T201.1 avec les adaptations nécessaires.

T201.3 Pour toute participation à une séance de conciliation ou de médiation qui ne met pas fin au litige, l'avocat a droit à 165 \$ par demi-journée.

T201.4 Pour toute participation à une séance de conciliation ou de médiation qui met fin au litige, l'avocat a droit aux honoraires prévus à T194, plus 165 \$ par demi-journée de conciliation ou de médiation à compter de la troisième demi-journée.

Régie du logement

T202. Ensemble des services rendus devant le régisseur :

a) Sur décision finale obtenue sans contestation, y compris un règlement hors cours ou sur décision finale donnant acte d'un désistement : 225 \$

b) Sur décision finale obtenue après contestation à l'audition : 310 \$

T203. a) Ensemble des services rendus sur une demande de révision devant la Régie jusqu'à décision finale inclusivement : 300 \$

b) Sur production d'un règlement hors cours ou sur production d'un désistement : 160 \$

T204. a) Requête incidente : 80 \$

b) Requête en rétractation de jugement : 160 \$

T205. a) Pour jugement sur toute requête présentée à la Cour du Québec en vertu de l'article 91 de la *Loi sur la Régie du logement* (L.R.Q., c. R-8.1) :

à chaque procureur : 215 \$

b) Sur règlement survenu avant l'audition : 160 \$

T206. Sur toute requête visant à demander l'exécution provisoire ou la suspension d'exécution d'une décision de la Régie du logement : 120 \$

T206.1 Pour toute participation à une séance de conciliation ou de médiation qui ne met pas fin au litige, l'avocat a droit à 165 \$ par demi-journée.

T206.2 Pour toute participation à une séance de conciliation ou de médiation qui met fin au litige, l'avocat a droit aux honoraires prévus à T202b), plus 165 \$ par demi-journée de conciliation ou de médiation à compter de la troisième demi-journée.

Recours en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles, d'indemnisation des victimes d'actes criminels, de sécurité du revenu, d'assurance emploi, de rentes, d'assurance automobile ou recours en vertu de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (L.R.Q. c. E-20.1)

A) Révision de la décision d'un agent administratif

T207. a) Ensemble des services rendus sur la demande de révision jusqu'à décision finale inclusivement, en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles : 270 \$

b) Ensemble des services rendus sur la demande de révision dans une matière autre que celle visée à l'article T207a) jusqu'à décision finale inclusivement : 235 \$

B) Recours devant le tribunal administratif de dernière instance

i. Pour l'ensemble des services rendus lorsqu'il n'y a pas de séance de conciliation en vertu des articles 120 et suivants de la Loi sur la justice administrative (L.R.Q., c. J-3) et 429.44 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., c. A-3.001)

T208. Lorsque le recours se termine par un désistement ou un règlement hors cour avant enquête et audition au Tribunal administratif du Québec : 270 \$

T209. Lorsqu'il y a enquête et audition devant le Tribunal administratif du Québec : 500 \$

ii. Pour l'ensemble des services rendus lorsqu'il y a séance de conciliation en vertu des articles 120 et suivants de la Loi sur la justice administrative et 429.44 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles

T210. Lorsque le recours se termine par un désistement ou un règlement hors cours en conciliation ou après conciliation : 500 \$

T211. Lorsqu'il y a enquête et audition devant le Tribunal administratif du Québec : 500 \$

Plus 200 \$ par demi-journée d'enquête et audition, à compter de la première demi-journée.

Requête pour permission d'en appeler d'une décision du tribunal administratif de dernière instance à la Cour du Québec

T212. Sur jugement pour toute requête pour permission d'en appeler : 220 \$

T213. Sur règlement survenu avant l'audition : 165 \$

Garde en établissement et examen psychiatrique

T214. a) Ensemble des services rendus jusqu'à jugement final inclusivement : 190 \$

b) Sur production d'un désistement : 85 \$

Faillite**A) Demande de libération****T215.** Ensemble des services rendus jusqu'à jugement final inclusivement*a)* sans contestation : 110 \$*b)* avec contestation : 325 \$**T216.** Ensemble des services rendus sur toute requête incidente : 60 \$**B) Contestation de la demande d'ordonnance portant que soit payée au syndic une partie du traitement****T217.** Ensemble des services rendus jusqu'à jugement final inclusivement : 110 \$**C) Demande de soustraire un bien du patrimoine attribué aux créanciers****T218.** Ensemble des services rendus jusqu'à jugement final inclusivement : 110 \$**IMMIGRATION****Avis de revendication****T218.1** Préparation du formulaire et rencontre avec le requérant, des honoraires de : 100 \$**T218.2** Vacation à l'entrevue au bureau d'immigration Canada des honoraires de : 200 \$**A) Commission de l'immigration et du statut de réfugié****T219.** Préparation du formulaire de renseignements personnels (P.I.F) :*a)* formulaire du requérant principal : 200 \$*b)* formulaire de chacun des autres membres de la famille dans le même dossier : 75 \$**Section d'arbitrage du statut de réfugié****T220.** *a)* Ensemble des autres services rendus, jusqu'à décision finale inclusivement, devant la section d'arbitrage ou la section du statut de réfugié : 330 \$**Section d'appel de la Commission de l'Immigration et du statut de réfugié***b)* Ensemble des autres services rendus, jusqu'à décision finale inclusivement devant la section d'appel de la Commission de l'immigration et du statut du réfugié : 550 \$*c)* Si le recours se termine par un désistement : 285 \$**Audition relative à la détention***d)* Pour les services rendus lors d'une audition relative à la détention devant la Commission de l'immigration et du statut de réfugié : 200 \$

CONCILIATION OU MÉDIATION

e) Pour toute participation à une séance de conciliation ou de médiation qui ne met pas fin au litige, l'avocat a droit à 165 \$ par demi-journée.

f) Pour toute participation à une séance de conciliation ou de médiation qui met fin au litige, l'avocat a droit aux honoraires prévus à T220a) ou T220b), selon le cas, plus 165 \$ par demi-journée de conciliation ou de médiation à compter de la troisième demi-journée.

B) Cour fédérale (section de première instance)

T221. Préparation de la demande d'autorisation à exercer un recours en contrôle judiciaire : 500 \$

T221.1 Pour toute demande de sursis : 400 \$

T221.2 Préparation de l'audition au fond : 585 \$

T221.3 Pour tout autre incident contesté : 120 \$

T222. Audition au fond, par demi-journée : 220 \$

C) Cour fédérale (section d'appel)

T223. Après production de l'avis d'appel, pour toute cause terminée ou appel abandonné : 425 \$

T224. Audition de l'appel au fond : 1 130 \$

Demande de résidence permanente présentée au Canada (considérations d'ordre humanitaire)

T224.1 Préparation du formulaire de demande de résidence permanente présentée au Canada (considérations d'ordre humanitaire) : 200 \$

T224.2 Les soumissions écrites additionnelles au formulaire peuvent faire l'objet d'une demande de considération spéciale.

Tarif en matière de libération conditionnelle**Devant la Commission québécoise des libérations conditionnelles****Demande d'examen d'une libération conditionnelle, demande de révision d'une condition, demande post-suspension**

T225. Ensemble des services rendus, jusqu'à décision finale inclusivement, que la décision soit prise sur vue du dossier à partir des représentations écrites soumises ou après audition : 225 \$

Devant la Commission nationale des libérations conditionnelles**Audience régulière**

T226. a) Préparation de l'audience régulière : 375 \$

b) Audience régulière par demi-journée: 200 \$

Audience sur dossier incluant représentations écrites

T226.1 Préparation, rédaction et production des représentations écrites: 475 \$

Demande « post-suspension »

Audience régulière

T227. a) Préparation de l'audience: 125 \$

b) Audience par demi-journée: 200 \$

Audience sur dossier

T227.1 Préparation, rédaction et production des représentations écrites: 225 \$

T228. a) Pour l'ajournement lorsque la Commission n'a pas commencé à entendre la cause: 30 \$

b) Pour l'ajournement lorsque la Commission a commencé à entendre la cause, le montant d'honoraires de la demi-journée prévu à l'article T226 est payable.

c) Les dispositions de l'article T6 s'appliquent malgré l'article T228a).

Appel devant la Commission nationale ou la Commission québécoise des libérations conditionnelles

T229. Ensemble des services rendus devant la Commission nationale: 865 \$

T229.1 Ensemble des services rendus devant la Commission québécoise des libérations conditionnelles: 415 \$

T230. a) Préparation d'une demande de contrôle judiciaire à la Cour fédérale, d'une décision de la Commission nationale des libérations conditionnelles ou du service correctionnel du Canada (incluant son tribunal disciplinaire): 1 000 \$

b) Pour toute vacation devant le tribunal, y compris pour la présentation du cas par demi-journée: 220 \$

c) Pour tout interrogatoire ou contre-interrogatoire d'un affiant du demandeur ou du défendeur: 150 \$

T230.1 L'article T49 s'applique pour toute demande de révision judiciaire d'une décision de la Commission québécoise des libérations conditionnelles, en faisant les adaptations nécessaires

Droit carcéral en matière disciplinaire

T231. a) Préparation d'audience: 130 \$

b) Audience: 120 \$

T232. Les dispositions des articles T228a, T228b et T228c s'appliquent en faisant les adaptations nécessaires.

T232.1 Contestation de transfert: 200 \$

Demande de révision judiciaire dans le cadre de l'article 745.6 du Code criminel

T232.2 Ensemble des services rendus sur la requête au juge en chef de la Cour Supérieure: 250 \$

T232.3 Les articles T105 à T119 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la rémunération des services professionnels rendus devant juge et jury.

Commission d'examen (672.38 et suivants du Code criminel)

T232.4 La rémunération des services professionnels rendus devant une Commission d'examen dans le cadre des articles 672.38 et suivants du *Code criminel* est déterminée conformément aux articles T208 et T211, avec les adaptations nécessaires.

Enquête du Coroner

T233. Préparation de l'enquête du coroner, y compris les entretiens avec tous les témoins, visites des lieux du décès le cas échéant, recherche en droit: 100 \$

T234. Vacation à l'enquête du coroner, par jour: 430 \$

Comité de révision de la Commission des services juridiques

T235. Audition devant le comité de révision de la Commission des services juridiques si l'avocat obtient gain de cause: 110 \$

Requête administrative pour changement de nom

T236. Requête administrative pour changement de nom: 110 \$

TARIF DES HONORAIRES JUDICIAIRES DES AVOCATS

HISTORIQUE LÉGISLATIF

1894

Un tarif des honoraires des avocats dans les causes devant la Cour du Banc du Roi, siégeant en appel, la Cour supérieure et la Cour de Circuit est adopté par le Conseil général le 30 octobre 1888. Il est approuvé par le lieutenant en conseil le 27 juin 1891. *Avis d'adoption* publié à (1891) 23 *G.O.*, 2227

Entré en vigueur: 1^{er} septembre 1891

Modifié par:

A.C. 99 du 26/2/1894, (1894) 26 *G.O.*, 673
Promulgué le 10 mars 1894

1907

Tarif des honoraires des avocats dans les causes devant la Cour supérieure de la Province de Québec, Adopté par le Conseil général le 9 janvier 1903
(1907) 39 *G.O.*, 304

Entré en vigueur: 1^{er} janvier 1907

1912

Tarif des honoraires des avocats dans les causes devant la Cour du Banc du Roi (en appel), Adopté par le Conseil général le 26 octobre 1911
(1912) 44 *G.O.*, 1654

Entré en vigueur: 1^{er} septembre 1912

Tarif des honoraires des avocats dans les causes devant la Cour supérieure de la Province de Québec, (1912) 44 *G.O.*, 1656

1920

Tarif des honoraires des avocats dans les causes devant la Cour du Banc du roi, en appel, et devant la Cour supérieure et la Cour de circuit de la province de Québec, Adopté par le Conseil général le 7 octobre 1920

A.C. 2135 du 12/11/1920, (1920) 52 *G.O.*, 2566

Entré en vigueur: 1^{er} décembre 1920

Erratum – Correction d'erreurs typographiques à (1920) 52 *G.O.*, 2599

Modifié par:

A.C. du 19/7/1923, (1923) 55 *G.O.*, 2284

Entré en vigueur: 19 juillet 1923

A.C. 603 du 20/5/1953

Entré en vigueur: 1^{er} juin 1953

1975

Règlement abrogeant le règlement précédent à l'exclusion des dispositions qui régissent le domaine de l'expropriation et de la Cour d'Appel

Adopté par le Conseil général le 22 novembre 1974

A.C. 358-75 du 29/1/75 (1975) 107 *G.O.* II, 169

Entré en vigueur: 1^{er} février 1975

Erratum -Règlement publié à nouveau à la suite d'erreurs typographiques dans la version française à (1975) 107 *G.O.* II, 967

Historique:

Modifié par:

A.C. 1408-75 du 11/4/75, (1975)
107 *G.O.* II, 1679

Entré en vigueur: 1^{er} février 1975

1976

Adopté par le Conseil général le
5 décembre 1975

Le projet de règlement a été publié à
(1976) 108 *G.O.* II, 2673, le 14 avril 1976
A.C. 2067-76 du 16/6/76, (1976)
108 *G.O.* II, 3991

Entré en vigueur: 14 juillet 1976

Modifié par:

L'arrêté de correction A.C. 2234-76 du
30/6/76, (1976) 108 *G.O.* II, 4073

Règlement refondu:

R.R.Q., 1981, c. B-1, r. 13

Entré en vigueur: 1^{er} août 1982

Modifié par:

L.Q. 1988, c. 21, art. 66

Entré en vigueur: 31 août 1988

L.Q. 1997, c. 43, art. 851

Entré en vigueur: 1^{er} décembre 1997

TARIF DES HONORAIRES JUDICIAIRES DES AVOCATS

TABLE DES MATIÈRES

Section I	Classes d'actions.	1
Section II	Règles générales.	2 à 20
Section III	Première instance	21 à 43
Section IV	Tarif particulier aux affaires matrimoniales	44 à 55
§ 1	Procédures principales.	44 à 49
§ 2	Mesures provisoires et incidents.	50 et 51
§ 3	Exécution du jugement	52
§ 4	Requêtes postérieures au jugement final	53
§ 5	Requête suivant l'article 827 du Code de procédure civile	54 et 55
Section V	Tarif judiciaire des causes civiles en appel – Cour d'Appel	56 à 69
Section VI	Tarif particulier aux affaires matrimoniales en appel.	70 à 80

TARIF DES HONORAIRES JUDICIAIRES DES AVOCATS, R.R.Q., 1981, c. B-1, r. 13

Loi sur le Barreau

(L.R.Q., c. B-1, art. 125)

Code des professions

(L.R.Q., c. C-26, art. 95)

SECTION I CLASSES D'ACTIONS

1. La classe d'action est déterminée suivant la demande dont la somme ou la valeur en litige se situe entre :

classe I -A :	0,00 \$ à 300 \$	exclusivement
classe I -B :	300 \$ à 500 \$	exclusivement
classe I -C :	500 \$ à 1 000 \$	exclusivement
classe II -A :	1 000 \$ à 3 000 \$	exclusivement
classe II -B :	3 000 \$ à 10 000 \$	exclusivement
classe III -A :	10 000 \$ à 25 000 \$	exclusivement
classe III -B :	25 000 \$ à 50 000 \$	exclusivement
classe IV :	50 000 \$ et plus.	

SECTION II RÈGLES GÉNÉRALES

2. Le mot « **demande** » « **cause** » ou « **action** » signifie une instance, qu'elle commence par un bref, une requête, un mémoire conjoint, ou tout autre écrit introductif d'instance.

3. Le mot « **enquête** » signifie l'interrogatoire d'une partie ou d'un témoin ainsi que la présentation au tribunal de tout document portant admission de faits, suivie d'une plaidoirie.

4. Le mot « **contestation** » comprend toute opposition à une demande d'une autre partie.

5. Pour les procédures ou les actions que le tarif ne prévoit pas spécifiquement, les honoraires sont fixés d'après le tarif de procédures ou d'actions analogues. Une telle procédure ou action dont la somme ou la valeur en litige est indéterminable ou inexistante tombe sous la classe II-A.

- 6.** Les frais dans les actions en revendication de biens mobiliers sont taxés contre le demandeur suivant la valeur des biens revendiqués et contre le défendeur suivant la valeur des biens pour lesquels jugement est rendu.
- 7.** Les actions hypothécaires sont considérées comme des actions purement personnelles.
- 8.** Dans une action où le créancier exerce un droit pour devenir propriétaire irrévocable d'un immeuble, la classe de l'action est déterminée selon le solde dû sur la créance.
- 9.** Dans une action en reddition de comptes, les frais sont taxés contre le demandeur suivant le montant qu'il réclame et contre le défendeur suivant le montant dont il est tenu de rendre compte.
- 10.** À moins de dispositions contraires de la loi, toute action en annulation de contrat ou de testament est classée selon la valeur du contrat ou de la succession ; si une somme d'argent est en plus réclamée, le montant total détermine la classe de l'action.
- 11.** Dans les actions en réclamation de deniers, les frais sont taxés contre le demandeur suivant le montant qu'il réclame, et contre le défendeur suivant la classe de l'action à laquelle correspond le montant du jugement définitif.
- 12.** Le coût des pièces littérales, des copies de plans, des actes ou des autres documents, ainsi que le coût des expertises produites sont inclus dans le mémoire de frais, à moins que le juge n'en ordonne autrement.
- 13.** Lorsque plusieurs défendeurs produisent des contestations distinctes, l'avocat du demandeur reçoit pour chaque contestation additionnelle la moitié de l'honoraire prévu à l'article 24 ou à l'article 25 du tarif selon l'état des procédures. Pour les fins de cet article, l'intervenant, le mis-en-cause et le défendeur en garantie, s'ils concluent au rejet de l'action principale, sont considérés comme un défendeur produisant une contestation distincte.
- 14.** Si plusieurs demandes incidentes peuvent être formulées dans une même procédure, un seul honoraire est exigible malgré la multiplicité des procédures.
- 15.** La Cour peut, sur demande ou d'office, accorder un honoraire spécial, en plus de tous autres honoraires, dans une cause importante.
- 16.** En matière de jugement déclaratoire et d'adjudication sur un point de droit, l'intérêt en jeu, s'il peut être évalué en argent, détermine la classe de l'action ; dans les autres cas, les honoraires sont ceux prévus pour la classe II-B.
- 17.** Dans un cas de révision de taxation d'un mémoire de frais, les frais sont basés sur la classe d'action correspondant au montant des frais en litige.
- 18.** Sous réserve de l'article 477 du *Code de procédure civile* (L.R.Q., c. C-25), et à l'exclusion des frais d'exécution, dans toutes les actions de la classe I-A, les frais taxés contre la partie qui succombe ne peuvent être supérieurs au montant de la condamnation.
- 19.** Il n'y a pas d'honoraire distinct dans le cas d'une demande reconventionnelle mais la classe d'action est déterminée par celui des montants accordés qui est le plus élevé.
- 20.** Lorsque des lois ou règlements réfèrent à l'ancien tarif, on doit procéder suivant le présent tarif.

SECTION III
PREMIÈRE INSTANCE

	I			II		III		IV
				1-3	3-10	10-25	25-50	50
	A \$	B \$	C \$	A \$	B \$	A \$	B \$	\$
21. 1) Pour tout avis ou mise en demeure précédant la procédure introductive d'instance et requis par la loi	5	10	15	25	25	25	25	25
2) Pour tout avis ou mise en demeure précédant la procédure introductive d'instance et non requis par la loi, un seul honoraire est exigible	5	10	15	20	20	20	20	20
22. Pour toute action réglée après la procédure introductive d'instance et avant la signification d'une défense ou d'une contestation au fond:								
a) au procureur du demandeur	30	60	75	125	150	200	275	350
b) au procureur du défendeur	20	25	30	75	125	175	250	325
23. Sur jugement au fond, par défaut ou <i>ex parte</i> au procureur du demandeur:								
a) sans enquête	35	70	90	140	175	250	325	400
b) avec enquête	40	80	100	175	225	300	375	450
au procureur du défendeur:								
c) s'il n'assiste pas à l'enquête ou s'il n'y a pas d'enquête	20	25	30	50	80	100	135	175
d) s'il y a enquête et qu'il y assiste	30	60	75	100	150	200	275	350
24. Pour une action réglée après la signification d'une défense ou d'une contestation au fond, ou pour une demande rejetée sur requête fondée sur l'article 165 du <i>Code de procédure civile</i>	40	80	100	250	350	450	550	650
25. Pour jugement au mérite de la cause dans une action contestée	75	125	200	350	500	700	800	1000
26. 1) Sur tout incident contesté	10	15	20	50	50	50	50	50

2) Si l'incident a pour effet de mettre fin au litige, l'honoraire applicable est le suivant	35	70	90	140	175	250	325	400
27. Pour interrogatoire d'une partie, avant ou après production d'une défense à l'exclusion d'un interrogatoire lors d'une mesure incidente ou du procès	10	15	20	30	30	30	30	30
28. Lorsque le juge demande ou autorise de plaider par écrit, un honoraire additionnel de	10	20	30	50	50	100	100	100
29. 1) Pour l'enregistrement du jugement ou de tout acte tendant à la conservation de droits réels	5	10	15	25	25	25	25	25
2) Pour la préparation et l'enregistrement d'un privilège ou d'un avis selon l'article 1040a) du <i>Code civil du Québec</i> (L.Q. 1991, c. 64)	10	20	30	75	75	75	75	75
3) Préparation et mainlevée de l'enregistrement d'un privilège	5	10	15	25	25	25	25	25
4) Production de réclamation dans le cas de dépôt volontaire et réclamation sur saisie-arrêt	5	10	15	25	25	25	25	25
30. 1) Pour la délivrance de tout bref d'exécution, quel qu'en soit la nature ou le nombre, un seul honoraire suivant la classe du montant réclamé	5	10	15	25	25	25	25	25
2) L'interrogatoire suivant l'article 543 du <i>Code de procédure civile</i>	5	10	10	15	15	15	15	15
31. Pour tout jugement par défaut contre un tiers-saisi ou sur sa déclaration	5	10	15	25	25	25	25	25
32. Pour toute saisie avant jugement, un honoraire additionnel suivant la classe de l'action principale	10	15	20	40	40	40	40	40
33. 1) Si une cause dure plus d'une journée, pour chaque demi-journée additionnelle	25	35	40	50	50	50	50	50
2) En cas de refus de procéder du tribunal énoncé en présence des parties, le jour même fixé pour l'audition	10	15	20	50	50	50	50	50

34. Pour toute conférence préparatoire tenue selon l'article 279 du *Code de procédure civile*, et avant le jour fixé pour enquête et audition, les honoraires sont ceux prévus à l'article 27.

35. L'injonction demandée sans autres conclusions que celles de l'article 751 du *Code de procédure civile*, est considérée comme une action de la classe II-B. Si d'autres conclusions sont recherchées, les honoraires sont ceux de la classe prévue pour telles conclusions, sans cependant être inférieurs à ceux prévus à la classe II-B. Les honoraires se calculent de la façon suivante : lorsque le jugement sur la requête en injonction interlocutoire termine la cause ou que le jugement sur la requête en injonction permanente n'est pas précédé d'un jugement sur une requête en injonction interlocutoire, l'avocat a droit aux honoraires taxables sur un jugement au mérite de la cause. Dans le cas où le jugement sur la requête en injonction permanente intervient après un jugement sur une requête en injonction interlocutoire, l'avocat a droit aux honoraires taxables sur un jugement au mérite majoré de la moitié.

36. En matière de bornage, de possessoire et de pétitoire, de séquestre, d'action déclaratoire ou négatoire de servitude, les honoraires sont ceux prévus pour la classe II-B.

37. En matière de partage et licitation en justice, la classe d'action suit la valeur de l'objet en litige.

38. En matière de procédures relatives aux corporations, de recours extraordinaires et d'*Habeas Corpus* prévus aux titres V, VI et VII du livre V du *Code de procédure civile*, les honoraires sont ceux prévus pour la classe II-B.

39. En matière non contentieuse, l'honoraire est celui du paragraphe 1 de l'article 29, classe II, à l'exception de la vente volontaire de biens des incapables et de biens inventoriés prévue aux chapitres VII et XI du livre VI du *Code de procédure civile* dont la classe est déterminée par la valeur des biens.

40. En matière d'évaluation foncière, y compris la cassation ou la contestation d'un rôle, les honoraires tant devant le Tribunal administratif du Québec qu'en appel devant la Cour du Québec sont ceux prévus pour la classe II-A du tarif en première instance ; l'article 42 ne s'y applique pas et le coût des expertises n'est pas inclus dans le mémoire de frais. [L.Q. 1988, c. 21, art. 66; L.Q. 1997, c. 43, art. 851]

41. En matière d'expropriation, la classe d'action est déterminée par le montant de l'indemnité.

Un honoraire additionnel de 1 % du premier 100 000 \$ ou moins d'indemnité s'ajoute aux honoraires judiciaires lorsque, sur requête accompagnée d'un affidavit de l'avocat, il est établi à la satisfaction du Tribunal administratif du Québec, ou de son président ou vice-président siégeant en vertu de la juridiction à lui conférée par l'article 10 de la *Loi sur l'expropriation* (L.R.Q., c. E-24), que les services de l'avocat lors de la préparation de la cause ou lors de l'enquête et audition, ou au cours des négociations qui ont conduit à une transaction, le justifient.

La contestation du droit à l'expropriation est une instance en soi. Les honoraires applicables sont ceux prévus à la classe II-B.

Pour toute procédure faite en vertu de la *Loi sur l'expropriation* devant un Tribunal autre que le Tribunal administratif du Québec, les honoraires applicables sont ceux prévus à la classe IIB, au paragraphe 1 de l'article 26.

Pour toute procédure non contestée relative au paiement des deniers alloués, les honoraires sont ceux prévus au paragraphe 2 de l'article 29. [L.Q. 1986, c. 61, art. 66; L.Q. 1988, c. 21, art. 66; L.Q. 1997, c. 43, art. 851]

42. Dans le cas d'une demande dont la somme ou la valeur en litige est supérieure à 100 000 \$, un honoraire additionnel de 1 % sur l'excédent de 100 000 \$, est taxable.

43. Le présent tarif s'applique à toute instance commencée après le 14 juillet 1976 ; il ne s'applique pas à une nouvelle procédure dans une instance commencée avant cette date.

SECTION IV

TARIF PARTICULIER AUX AFFAIRES MATRIMONIALES

§1. Procédures principales

44. Action en séparation de corps ou requête en divorce réglée après signification ; au procureur de la partie demanderesse 150 \$

45. Action en séparation de corps ou requête en divorce réglée après comparution ; au procureur de la partie défenderesse : 100 \$

46. Sur jugement *ex parte* ou par défaut ; au procureur de la partie demanderesse : 225 \$

47. Sur jugement *ex parte* ou par défaut ; au procureur de la partie défenderesse qui assiste à l'enquête : 150 \$

48. Sur jugement par défaut ou *ex parte* ; au procureur de la partie défenderesse qui n'assiste pas à l'enquête : 100 \$

49. Sur jugement au fond rendu contradictoirement avec ou sans demande reconventionnelle de la part de la partie défenderesse ; à chaque procureur : 300 \$

§2. Mesures provisoires et incidents

50. 1) Sur jugement relatif aux mesures provisoires, après entente ou transaction, mais sans enquête, à chaque procureur, un seul honoraire : 75 \$

2) Sur jugement, après enquête, sur toute requête pour mesures provisoires, à chaque procureur, un seul honoraire : 100 \$

51. 1) Sur tout incident contesté non visé à l'article 50 : 50 \$

2) Pour interrogatoire d'une partie, avant ou après production d'une défense, à l'exclusion d'un interrogatoire lors d'une mesure incidente ou du procès : 30 \$

3) Lorsque le juge demande ou autorise de plaider par écrit : 50 \$

4) Si une cause dure plus d'une journée, pour chaque demi-journée additionnelle : 50 \$

5) En cas de refus de procéder du tribunal lors de l'audition au fonds, énoncé en présence des parties le jour même fixé pour l'audition : 50 \$

§3. Exécution du jugement

- 52.** 1) Sur interrogatoire suivant l'article 543 du *Code de procédure civile*: 15 \$
- 2) Sur réquisition de tout bref de saisie avant jugement: 25 \$
- 3) Sur réquisition de tout bref de saisie *de bonis, de terris*, après jugement ou les deux à la fois: 25 \$
- 4) Sur réquisition de toute saisie-arrêt après jugement: 25 \$
- 5) Sur jugement sur saisie-arrêt après jugement: 50 \$
- 6) Un seul des 2 honoraires prévus aux paragraphes 4 et 5 peut être réclamé.
- 7) Pour l'enregistrement du jugement: 25 \$

§4. Requêtes postérieures au jugement final

- 53.** 1) Nomination de praticien: 10 \$
- 2) Pour homologation d'un rapport de praticien: 10 \$
- 3) Inscription suivant rapport homologué: 10 \$
- 4) Sur tout jugement relatif à une requête pour modification de pension, changement de garde d'enfants, droit de visite ou de sortie réglé sans enquête, à chaque procureur, un seul honoraire: 75 \$
- 5) Sur jugement après enquête quant à toutes les mesures décrites au paragraphe 4, à chaque procureur, un seul honoraire: 100 \$

§5. Requête suivant l'article 827 du Code de procédure civile

- 54.** Sur tout jugement sans enquête, relatif à une requête présentée en vertu de l'article 827 du *Code de procédure civile*, à chaque procureur: 75 \$
- 55.** Sur tout jugement rendu contradictoirement après enquête et relatif à une requête présentée en vertu de l'article 827 du *Code de procédure civile*, à chaque procureur: 100 \$

SECTION V
TARIF JUDICIAIRE DES CAUSES CIVILES EN APPEL

COUR D'APPEL

I			II		III		IV
			1-3	3-10	10-25	25-50	50
A \$	B \$	C \$	A \$	B \$	A \$	B \$	\$

56. Les déboursés encourus pour la confection du dossier conjoint et des mémoires sont taxables contre la partie défaillante sur production de pièces justificatives.

57. Les articles 36, 37, et 38 du tarif en première instance s'appliquent à la Cour d'appel.

58. Après production de l'inscription : Pour toute cause terminée ou appel abandonné

	100	100	100	100	250	300	400	500

59. Après production du mémoire de l'appelant : Pour toute cause terminée ou appel abandonné :

a) à l'appelant	250	250	250	300	450	550	700	850

b) à l'intimé	125	125	125	150	300	350	450	550

60. Après production du mémoire de l'intimé et avant audition : Pour toute cause terminée ou appel abandonné

	300	300	300	350	500	600	750	900

61. Pour jugement sur le mérite de la cause

	450	450	450	500	750	850	1000	1200

62. Sur requête pour permission d'appeler, requête pour rejet d'appel et tout autre incident contesté

	100	100	100	100	100	100	100	100

63. Sur appel de tout jugement interlocutoire à l'exclusion de l'injonction, des recours extraordinaires et de l'*Habeas Corpus*, l'honoraire applicable est la demie de l'honoraire prévu pour un jugement final, selon la classe d'action déterminée par le montant en litige.

64. L'injonction demandée sans autres conclusions que celles de l'article 751 du *Code de procédure civile*, est considérée comme une action de la classe II-B. Si d'autres conclusions sont recherchées, les honoraires sont ceux de la classe prévue pour telles conclusions, sans cependant être inférieurs à ceux prévus à la classe II-B. Les honoraires se calculent de la façon suivante : Lorsque le jugement de la Cour d'appel sur la requête en injonction interlocutoire termine la cause ou que le jugement de la Cour d'appel sur l'action en injonction permanente n'est pas précédé d'un jugement de la Cour d'appel sur une requête en injonction interlocutoire, l'avocat a droit aux honoraires taxables sur jugement au fond de la Cour d'appel. Dans le cas où le jugement de la Cour d'appel sur l'action en injonction intervient après un jugement de la Cour d'appel

pel sur une requête en injonction interlocutoire, le montant de l'honoraire pour le jugement au fond est égal à la demie de l'honoraire de la classe qui s'y applique.

65. En matière de recours extraordinaires et d'*Habeas Corpus* prévus aux titres VI et VII du livre V du Code de procédure civile : En appel sur émission du bref, les honoraires sont ceux prévus à la classe II-B. Il en est de même pour le jugement au fond, qui n'a pas été précédé d'un appel sur émission. Toutefois, lorsque le jugement au fond en appel a été précédé d'un jugement en appel sur émission, le montant de l'honoraire pour le jugement au fond est égal à la demie de l'honoraire de la classe II-B.

I			II		III		IV
			1-3	3-10	10-25	25-50	50
A \$	B \$	C \$	A \$	B \$	A \$	B \$	\$

66. Pour production d'un mémoire additionnel à la demande du tribunal 100 100 100 150 150 150 150 150

67. Pour chaque voyage de tout autre district à Montréal ou à Québec, fait spécialement pour l'audition, l'avocat a droit à une indemnité équivalente à l'indemnité payable à un juge en vertu de la loi.

68. Si l'audition d'une cause dure plus d'une journée, pour chaque demi-journée additionnelle 100 100 100 100 100 100 100 100

69. Le présent tarif s'applique à tout appel interjeté après le 14 juillet 1976; il ne s'applique pas à une nouvelle procédure dans un autre appel commencé avant cette date.

SECTION VI

TARIF PARTICULIER AUX AFFAIRES MATRIMONIALES EN APPEL

70. Les déboursés encourus pour la confection du dossier conjoint et des mémoires sont taxables contre la partie défaillante sur production de pièces justificatives.

71. Après production de l'inscription :

Pour toute cause terminée ou appel abandonné : 150 \$

72. Après production du mémoire de l'appelant :

Pour toute cause terminée ou appel abandonné :

a) à l'appelant : 350 \$

b) à l'intimé : 200 \$

73. Après production du mémoire de l'intimé et avant audition :

Pour toute cause terminée ou appel abandonné : 450 \$

74. Pour jugement sur le mérite de la cause : 600 \$

75. Sur requête pour permission d'appeler, requête pour rejet d'appel et tout autre incident contesté : 100 \$

76. Sur appel de tout jugement interlocutoire, l'honoraire applicable est la demie de l'honoraire prévu pour un jugement final.

77. Pour production d'un mémoire additionnel à la demande du tribunal : 150 \$

78. Pour chaque voyage de tout autre district à Montréal ou à Québec, fait spécialement pour l'audition, l'avocat a droit à une indemnité équivalente à l'indemnité payable à un juge en vertu de la loi.

79. Si l'audition d'une cause au mérite dure plus d'une journée, pour chaque demi-journée additionnelle : 100 \$

80. (*Omis*).

TARIF DES HONORAIRES POUR LA PRISE ET LA TRANSCRIPTION DES DÉPOSITIONS DES TÉMOINS

HISTORIQUE LÉGISLATIF

Décret 2253-83 du 1/11/83, (1983)

115 *G.O.* II, 4533 [S-33, r. 2]

Entré en vigueur: 26 novembre 1983

Abroge le Tarif d'honoraires des
sténographes judiciaires (R.R.Q., 1981,
c. S-33, r. 1)

Remplacé par:

Décret 239-06 du 29/03/06; (2006)

138 *G.O.* II, 1520

Entré en vigueur: 1^{er} mai 2006

**TARIF DES HONORAIRES POUR LA PRISE
ET LA TRANSCRIPTION
DES DÉPOSITIONS DES TÉMOINS
D. 239-2006, (2006) 138 G.O. II, 1520 [c. S-33, r. 3]**

Loi sur les sténographes

(L.R.Q., c. S-33, art. 4)

Loi sur les tribunaux judiciaires

(L.R.Q., c. T-16, art. 224)

Loi sur l'aide juridique

(L.R.Q., c. A-14, art. 81)

1. Le présent tarif s'applique à la prise par un sténographe des dépositions en sténotypie, sténographie ou au moyen d'un appareil connu sous le nom de «*sténomasque*». Il s'applique aussi à la prise des dépositions au moyen d'un appareil d'enregistrement du son uniquement ou du son et de l'image lorsqu'elle est effectuée par un sténographe.

Ce tarif s'applique également à la transcription des dépositions prises conformément au premier alinéa et à celles prises au moyen d'un appareil d'enregistrement du son uniquement ou du son et de l'image fourni par le ministère de la Justice.

2. Un sténographe a droit à des honoraires de 70 \$ l'heure pour la prise des dépositions. Les honoraires sont calculés en tenant compte de toute période de temps pendant laquelle il demeure disponible pour effectuer la prise des dépositions. Les fractions d'heure sont calculées en proportion d'une heure complète. Dans tous les cas, il a droit à des honoraires minimaux équivalant aux honoraires exigibles pour 1 heure.

3. La transcription des dépositions s'effectue conformément à l'annexe I.

4. Sous réserve des articles 5 et 6, pour la transcription des dépositions, un sténographe a droit à des honoraires de 2,90 \$ la page lorsqu'il s'agit d'un témoin ordinaire ou de 3,50 \$ la page lorsqu'il s'agit d'un témoin expert. Dans tous les cas, il a droit à des honoraires minimaux de 17 \$.

Les honoraires pour la transcription des dépositions des témoins experts s'appliquent à la transcription des plaidoiries et des jugements.

5. Sous réserve de l'article 6, un sténographe a droit à des honoraires de 3,70 \$ la page pour la transcription des dépositions lorsque la prise est effectuée au moyen d'un appareil d'enregistrement du son uniquement ou du son et de l'image fourni par le ministère de la Justice et que le sténographe n'a pas procédé à la prise des dépositions.

6. Lorsqu'un sténographe est requis d'effectuer une transcription dans un délai inférieur à 5 jours ouvrables, il a droit à une fois et demie le montant des honoraires prévus à l'article 4 ou 5, selon le cas.

Toutefois, pour une transcription requise dans un délai inférieur à 24 heures de la prise des dépositions, un sténographe a droit au double du montant des honoraires prévus à l'article 4 ou 5, selon le cas.

7. Un sténographe a droit à des honoraires de 2 \$ pour la préparation de chacun des éléments suivants lorsqu'ils sont requis :

- 1° une page titre ;
- 2° une table des matières ;
- 3° une liste des pièces ;
- 4° une liste des témoins ;
- 5° une liste des objections ;
- 6° une liste des engagements.

8. La personne qui paie les honoraires de transcription peut obtenir une copie de cette transcription, en plus de l'original, pour 0,30 \$ la page. Sur paiement des frais exigibles pour une copie de la transcription, elle peut également obtenir une copie de celle-ci sur un support faisant appel aux technologies de l'information pour 6 \$ l'unité.

Toute autre personne peut obtenir la copie d'une transcription pour 15 \$ et 0,60 \$ la page à compter de la vingt-sixième page de la copie. Sur paiement des frais exigibles pour une copie de la transcription, elle peut également obtenir une copie de celle-ci sur un support faisant appel aux technologies de l'information pour 11 \$ l'unité.

9. Le présent tarif n'interdit pas une entente entre un sténographe et la partie qui retient ses services pour des frais de déplacement, pour la réservation de services ainsi que pour des services non mentionnés au présent tarif. Toutefois, les montants payés au sténographe en application de telles ententes ne peuvent être taxés contre la partie adverse.

10. Lorsque la prise des dépositions est effectuée au moyen d'un appareil d'enregistrement du son uniquement ou du son et de l'image fourni par le ministère de la Justice, les droits de greffe exigibles pour un extrait d'enregistrement, incluant le support technique d'enregistrement, sont de 8 \$ et de 0,30 \$ la minute à compter de la vingt-sixième minute d'enre-

gistement. La durée est calculée à partir du procès-verbal d'audience.

11. Les honoraires et les frais relatifs à la transcription des dépositions prévus par les articles 4 à 8 s'appliquent aux transcriptions requises à compter du 1^{er} mai 2006.

12. (*Omis*).

13. (*Omis*).

ANNEXE I DESCRIPTION DE LA PAGE TYPE DE TRANSCRIPTION

(art. 3)

1. La transcription des dépositions est faite sur du papier de format 21,5 centimètres sur 28 centimètres de qualité Bond et d'un poids de 60 ou de 75 grammes au mètre carré.
2. Un seul côté de la feuille est utilisé.
3. La page type de transcription comporte une marge à gauche mesurant environ 44 millimètres et une marge à droite mesurant environ 16 millimètres délimitées par une ligne verticale ainsi que 25 lignes séparées d'un double interligne et numérotées consécutivement dans la marge gauche ou droite.
4. La transcription des dépositions commence à la droite de la ligne verticale de gauche et se poursuit sur 14 centimètres à moins qu'il s'agisse de la dernière ligne de la déposition ou que le sens ne nécessite un changement de ligne.
5. Une ligne de texte est constituée de mots avec un caractère de 12 points correspondant au type « Courier », « Courier New » ou équivalent.
6. Le numéro de dossier et la date de l'interrogatoire sont inscrits dans l'espace situé entre le coin supérieur gauche de la page et la première ligne.

Le nom de la personne interrogée est inscrit dans l'espace situé entre le coin supérieur droit de la page et la première ligne. Sous le nom de la personne interrogée, le sténographe doit indiquer s'il s'agit d'un interrogatoire, réinterrogatoire ou contre-interrogatoire. Sous cette dernière indication, doit apparaître le nom de la personne qui procède à l'interrogatoire.

Les pages sont numérotées consécutivement. Le numéro de page apparaît dans l'espace situé avant la première ou après la dernière ligne de la transcription.

7. Les questions sont précédées de la lettre Q et les réponses de la lettre R.

INDEX ANALYTIQUE DES RÈGLEMENTS ET DES TARIFS

L'information entre crochets renvoie aux numéros qui apparaissent dans les carrés noirs sur chaque document. Les chiffres qui suivent renvoient à l'article, à la section ou à l'annexe le cas échéant, tel que spécifié.

A

Acte professionnel pouvant être posé par des non-membres [B-1, r. 0.01] 1

Acte testamentaire (Voir Registre des dispositions testamentaires et des mandats)

Admissibilité à l'aide juridique (Voir Application de la Loi sur l'aide juridique; Tarif des avocats aux fins de la Loi sur l'aide juridique)

- Attestation d'admissibilité [A-14, r. 0.2] 30-37.1
- Cessation de l'admissibilité financière [A-14, r. 0.2] 37.2; 37.3
- Demande d'aide juridique [A-14, r. 0.2] 30-37.1
- Détermination des revenus [A-14, r. 0.2] 6-17
- Recouvrement des coûts de l'aide juridique [A-14, r. 0.2] 37.4-43
- Règles d'interprétation [A-14, r. 0.2] 1-5
- Services juridiques pour lesquels l'aide juridique est accordée [A-14, r. 0.2] 43.1-45.1
- Suspension et retrait de l'aide juridique [A-14, r. 0.2] 37.2; 37.3
- Versement de la contribution [A-14, r. 0.2] 26-29.1

Aide juridique (Voir Application de la Loi sur l'aide juridique; Conditions d'exercice suite à l'entente entre le ministre de la Justice et le Barreau du Québec intervenue

le 4 avril 2008 dans le cadre du régime d'aide juridique; Règlement des différends suite à l'entente entre le ministre de la Justice et le Barreau du Québec intervenue le 4 avril 2008, dans le cadre du régime d'aide juridique; Tarif des honoraires des avocats suite à l'entente entre le ministre de la Justice et le Barreau du Québec intervenue le 4 avril 2008, dans le cadre du régime d'aide juridique)

Application de la Loi sur l'aide juridique

- Aide juridique refusée ou retirée [A-14, r. 1] 73; 74
- Attestation d'admissibilité [A-14, r. 1] 72
- Avis de refus d'un avocat ou d'un notaire [A-14, r. 1] 77
- Choix de l'avocat [A-14, r. 1] 76
- Demande de rapport [A-14, r. 1] 65
- Demandes relatives à la jeunesse [A-14, r. 1] 69.1
- Dispositions préliminaires [A-14, r. 1] 1; 2
- Libre-choix de l'avocat ou du notaire [A-14, r. 1] 56.1
- Lieu de demande par exception [A-14, r. 1] 69
- Limitation des services professionnels [A-14, r. 1] 60
- Liste des avocats et notaires disponibles [A-14, r. 1] 57; 61; 62
- Registres [A-14, r. 1] 63; 64

- Remplacement d'un avocat ou d'un notaire [A-14, r. 1] 81.1
- Substitution d'un avocat ou d'un notaire [A-14, r. 1] 81

Arbitrage

- Audience
 - Assignation des témoins [B-1, r. 9.2] 17
 - Avis [B-1, r. 9.2] 16
 - Cautionnement [B-1, r. 9.2] 18; 21
 - Exposé des prétentions [B-1, r. 9.2] 20
 - Preuve et procédures [B-1, r. 9.2] 22-24; 26
 - Représentation par avocat [B-1, r. 9.2] 19
 - Retrait de la demande [B-1, r. 9.2] 9
- Conseil d'arbitrage
 - Formation [B-1, r. 9.2] 12-14
- Demande [B-1, r. 9.2] 7; 8
- Dépôt des sommes [B-1, r. 9.2] 10; 11
- Récusation [B-1, r. 9.2] 15
- Sentence arbitrale [B-1, r. 9.2] 27-32
 - Décision finale et sans appel [B-1, r. 9.2] 31
 - Délai [B-1, r. 9.2] 27
 - Dépôt [B-1, r. 9.2] 32
 - Frais [B-1, r. 9.2] 29
 - Indemnité et intérêt [B-1, r. 9.2] 29
 - Portée de la sentence [B-1, r. 9.2] 30
 - Vote [B-1, r. 9.2] 28
- Suspension des poursuites [B-1, r. 9.2] 4
- Transmission de la sentence et du dossier [B-1, r. 9.2] 32

Arbitrage international [B-1, r. 0.01] 1

Arbitre

- Incapacité d'agir [B-1, r. 9.2] 25
- Nomination [B-1, r. 9.2] 12-14
- Récusation [B-1, r. 9.2] 15

Argent (Voir Définition)

Argent en fidéicommiss (Voir Définition)

Assemblée générale annuelle des membres (Voir Conseil général – Règle de délibération) [B-1, r. 4] 2.01; 2.02

Assurance-responsabilité professionnelle

- Application du Fonds [B-1, r. 12.01] 1; 2
- Demande d'exemption [B-1, r. 12.01] 3
- Dispositions transitoires [B-1, r. 12.01] 4-6
- Souscription obligatoire [B-1, r. 12.01] 1
- Souscription obligatoire, exclusions [B-1, r. 12.01] 2

Attestation sous serment (Voir Déclaration assermentée)

Avis de congédiement (Voir Congédiement)

Avis de non-observance (Voir Compte en fidéicommiss)

Avocat (Voir Définition)

- Droit d'être représenté ou assisté [B-1, r. 9.2] 19; [B-1, r. 10] 4.07

B

Bâtonnier

- Clôture du scrutin pour l'élection du bâtonnier du Québec [B-1, r. 4] 3.01

C

Carte de stage (Voir Formation professionnelle)

Certificat de sténographe

- Condition d'émission [B-1, r. 6.1] 1

Cessation d'exercice de la profession

- Application [B-1, r. 0.2] 1
- Conservation des dossiers [B-1, r. 0.2] 11
- Décès [B-1, r. 0.2] 3, 7
- Employé [B-1, r. 0.2] 1
- Exercice à son propre compte
 - Cession involontaire [B-1, r. 0.2] 6
 - Cession volontaire [B-1, r. 0.2] 5
- Exercice en société [B-1, r. 0.2] 2-4
- Syndic
 - Avis [B-1, r. 0.2] 5; 9; 10
 - Rôle [B-1, r. 0.2] 6; 7
 - Transmission du dossier pour motifs impérieux [B-1, r. 0.2] 8

Client (*Voir Définition*)

Comité administratif

- Assemblée générale [B-1, r. 4] 2.01
- Gestion du Fonds d'indemnisation [C-26, r. 19.2] 2.04; 2.05
- Ordre du jour [B-1, r. 4] 2.01
- Pouvoirs du Conseil général [B-1, r. 10] 6.04

Comité consultatif des intérêts des comptes en fidéicommiss

- Membres [B-1, r. 5] 4.04
- Recommandation [B-1, r. 5] 4.05

Comité de la formation des avocats

- Composition [B-1, r. 2.1] 3
- Constitution [B-1, r. 2.1] 1
- Fonctions [B-1, r. 2.1] 5
- Informations pertinentes [B-1, r. 2.1] 6
- Mandat [B-1, r. 2.1] 2, 4
- Procédure [B-1, r. 2.1] 7-10
- Procès-verbal [B-1, r. 2.1] 10
- Quorum [B-1, r. 2.1] 9
- Rapport [B-1, r. 2.1] 11; 12
- Réunion [B-1, r. 2.1] 8

Comité de formation professionnelle
(*Voir Formation professionnelle*)

Comité d'inspection professionnelle
(*Voir Inspection professionnelle*) [C-26, r. 19.2.01]

Comité spécial (*Voir Congédiement*)

Comité sur la sténographie [B-1, r. 12.001] 1-14

Compte en fidéicommiss

- Avances d'honoraires et de déboursés [B-1, r. 5] 3.07
- Déclaration assermentée [B-1, r. 3] 4.02
- Déclaration initiale [B-1, r. 5] 3.01
- Déclaration supplémentaire [B-1, r. 3] 4.03
- Dépôt [B-1, r. 3] 3.01-3.03
- Dépôt non requis [B-1, r. 3] 3.04; 3.05
- Inspection [B-1, r. 3] 4.01-4.03
- Intérêts réclamés par le client [B-1, r. 5] 3.05; 3.06
- Livre de comptabilité [B-1, r. 3] 2.01; 2.02

- Modalité de retrait [B-1, r. 3] 3.07
- Nombre de comptes [B-1, r. 3] 3.02
- Recours de l'avocat [B-1, r. 3] 3.09
- Retrait [B-1, r. 3] 3.06
- Syndic [B-1, r. 3] 4.01-4.03
- Transfert des intérêts [B-1, r. 5] 3.04
- Utilisation personnelle [B-1, r. 3] 3.08

Conciliation

- Demande [B-1, r. 9.2] 1
- Devoirs du syndic [B-1, r. 9.2] 3; 5
- Paiement partiel [B-1, r. 9.2] 2
- Rapport [B-1, r. 9.2] 6
- Suspension des poursuites [B-1, r. 9.2] 4

Conditions d'exercice suite à l'entente entre le ministre de la Justice et le Barreau du Québec intervenue le 4 avril 2008, dans le cadre du régime d'aide juridique

- Demande d'aide juridique
 - Avocat [A-14, r. 1.4] 4
 - Personne admissible à l'aide juridique [A-14, r. 1.4] 3
- Droits et obligations de l'avocat
 - Autonomie professionnelle [A-14, r. 1.4] 8; 9 al. 1
 - Demande d'aide juridique pour le compte du client [A-14, r. 1.4] 4
 - Droit à une indemnité maximale pour frais de transport [A-14, r. 1.4] 20
 - Droit à une rémunération [A-14, r. 1.4] 14
 - Droit de recourir aux expertises [A-14, r. 1.4] 10
 - Mandat d'aide juridique [A-14, r. 1.4] 11
 - Obligation de demander une autorisation pour se faire assister [A-14, r. 1.4] T2, al. 2
 - Obligation de faire un rapport auprès de l'organisme d'aide juridique [A-14, r. 1.4] 13
 - Obligation de rendre compte au bénéficiaire [A-14, r. 1.4] 13
 - Obligation de respecter le secret professionnel [A-14, r. 1.4] 13

- Obligation de se conformer au mandat reçu [A-14, r. 1.4] 9, al. 2
- Pouvoir de mettre fin au mandat [A-14, r. 1.4] 12
- Privilège de la relation avec le bénéficiaire [A-14, r. 1.4] 8
- Expertise [A-14, r. 1.4] 10
- Organisme d'aide juridique
 - Abstention d'intervenir dans l'exercice du mandat de l'avocat [A-14, r. 1.4] 10
 - Définition [A-14, r. 1.4] 1
 - Obligation d'une répartition équitable des mandats [A-14, r. 1.4] 5
 - Pouvoir de s'assurer de l'exécution du mandat [A-14, r. 1.4] 10
- Régime de rémunération
 - Avocat d'un bénéficiaire auquel l'aide juridique est suspendue [A-14, r. 1.4] 23; 24
 - Débours [A-14, r. 1.4] 19
 - Frais d'expertise [A-14, r. 1.4] 19
 - Frais de signification par huissier [A-14, r. 1.4] 19
 - Frais de stationnement [A-14, r. 1.4] 20
 - Frais de transport [A-14, r. 1.4] 20
 - Indemnité de déplacement [A-14, r. 1.4] 20
 - Montant forfaitaire [A-14, r. 1.4] 21
 - Procédure [A-14, r. 1.4] 15
 - Réduction des honoraires payables [A-14, r. 1.4] 22
 - Refus d'acquitter un relevé d'honoraires [A-14, r. 1.4] 25; 26
 - Relevé d'honoraires [A-14, r. 1.4] 15-18

Conférence téléphonique (Voir Réunion extraordinaire)

- Substitution de procureur [A-14, r. 1.4] 6

Congédiement

- Cadre [B-1, r. 4] 4.02
- Compensation versée au témoin lors de l'instruction d'une plainte [B-1, r. 4] 5.02
- Employé [B-1, r. 4] 4.01

Conseil général

- Compensation [B-1, r. 4] 5.07

- Congédiement [B-1, r. 4] 4.01
- Règle de délibération [B-1, r. 4] 5.03

Conseiller en loi (Voir Tableau de l'ordre)

Cotisation (sténographes)

- Date d'exigibilité [B-1, r. 6.1] 11
- Majoration [B-1, r. 6.1] 12
- Retard [B-1, r. 6.1] 12
- Utilisation [B-1, r. 6.1] 15

D

Définition

- Action [B-1, r. 13] 2
- Argent [B-1, r. 3] 1.01
- Argent en fidéicommiss [B-1, r. 3] 1.01
- Autres biens de valeur détenus en fidéicommiss [B-1, r. 3] 1.01
- Avocat [B-1, r. 3] 1.01; [A-6.01, r. 8] 3, par. a)
- Cause [B-1, r. 13] 2
- Client [B-1, r. 3] 1.01; [A-6.01, r. 8] 3, par. b)
- Comité [B-1, r. 10] 1.01
- Compte général en fidéicommiss [B-1, r. 5] 1.01
- Contestation [B-1, r. 13] 4
- Demande [B-1, r. 13] 2
- Disposition testamentaire [B-1, r. 11.01] 1
- Dossier [B-1, r. 10] 1.01
- Dossiers de fidéicommiss [B-1, r. 3] 1.01
- Enquête [B-1, r. 13] 3
- Enquêteur [B-1, r. 10] 1.01
- Équivalence de diplôme [C-26, r. 19.2.1] 1, al. 2
- Équivalence de formation [C-26, r. 19.2.1] 1, al. 2
- Mandat [A-6.01, r. 8] 3, par. c)
- Notaire [A-6.01, r. 8] 3, par. d)
- Représentant institutionnel [B-1, r. 2.1] 1.01

Déontologie des avocats (Voir également Publicité)

- Abus de procédures [B-1, r. 1] 3.02.11
- Accessibilité du dossier [B-1, r. 1] 3.07.01

- Actes dérogatoires [B-1, r. 1] 4.02.01; 4.02.02
- Aide juridique, admissibilité [B-1, r. 1] 3.01.05
- Application de la loi, contestation [B-1, r. 1] 2.01
- Aptitudes, limites [B-1, r. 1] 3.01.01
- Autorité des tribunaux, soutien [B-1, r. 1] 2.01.01
- Avancement de la profession [B-1, r. 1] 4.04.01
- Avis d'absence [B-1, r. 1] 2.07
- Biens confiés [B-1, r. 1] 3.02.06
- Caractère de lucre et de commercialité [B-1, r. 1] 3.08.03
- Cautionnement [B-1, r. 1] 3.05.11
- Cesser d'agir, motif raisonnable [B-1, r. 1] 3.03.04
- Chèque, endossement [B-1, r. 1] 3.02.07
- Choix de l'avocat [B-1, r. 1] 3.05.02
- Compensation raisonnable du témoin [B-1, r. 1] 3.02.02
- Compétence, fausse représentation [B-1, r. 1] 3.02.03
- Comptes en souffrance, intérêts [B-1, r. 1] 3.08.07
- Conduite de l'avocat [B-1, r. 1] 2.00.01
- Confidences, renseignements et documents confidentiels [B-1, r. 1] 3.06.01-3.06.04
- Conflit d'intérêts [B-1, r. 1] 3.06.06
- Confrère, bonne foi [B-1, r. 1] 4.03.03
- Consultation d'un confrère ou expert par un client [B-1, r. 1] 3.01.02
- Coût des services [B-1, r. 1] 3.08.04
- Cumul de fonctions auprès du même tribunal [B-1, r. 1] 3.05.10
- Déclaration publique [B-1, r. 1] 2.01.01; 2.08
- Défense, opinion personnelle [B-1, r. 1] 2.04
- Dénonciation d'un avocat [B-1, r. 1] 4.03.00.01
- Dénonciation d'une violation au client [B-1, r. 1] 3.05.18
- Devoir de compétence [B-1, r. 1] 3.00.01
- Diligence [B-1, r. 1] 3.03.01
- Disponibilité [B-1, r. 1] 3.03.01
- Écrits contraires aux lois [B-1, r. 1] 2.01
- Éducation, information [B-1, r. 1] 2.10
- Empêchement à l'admission d'un candidat [B-1, r. 1] 4.03.00.02
- Exercice d'activités professionnelles ne constituant pas l'exercice de la profession d'avocat [B-1, r. 1] 4.01.00.01-4.01.00.02
- Exercice de la profession au sein d'une société [B-1, r. 1] 3.05.16; 3.08.07.01
- Expert, correspondance [B-1, r. 1] 4.03.02
- Fonction publique [B-1, r. 1] 3.05.09
- Harcèlement sexuel [B-1, r. 1] 4.02.01, par. y)
- Honoraires
 - Abandon [B-1, r. 1] 3.08.06
 - Explications [B-1, r. 1] 3.08.05; 3.08.08
 - Facture d'un avocat exerçant en société [B-1, r. 1] 3.08.04.01
 - Fixation [B-1, r. 1] 3.08.02
 - Justes et raisonnables [B-1, r. 1] 3.08.01
 - Partage [B-1, r. 1] 3.05.14
- Identification d'un document au nom de l'avocat [B-1, r. 1] 7.02
- Incitation du client à l'accomplissement d'actes injustes ou immoraux [B-1, r. 1] 3.03.04
 - Obligation de l'avocat de cesser d'agir pour le client [B-1, r. 1] 3.03.04
- Indépendance professionnelle [B-1, r. 1] 3.06.05
- Inspecteur, correspondance [B-1, r. 1] 4.03.02
- Intégrité [B-1, r. 1] 3.02.01
- Intimidation [B-1, r. 1] 4.02.01, par. z)
- Juge (cessation) [B-1, r. 1] 4.01.02
- Juge municipal [B-1, r. 1] 3.05.07
- Loyauté [B-1, r. 1] 3.00.01-3.05.17
- Multiplication des actes professionnels, des procédures [B-1, r. 1] 3.02.11
- Offre de règlement [B-1, r. 1] 3.02.10
- Paroles contraires aux lois [B-1, r. 1] 2.01
- Participation de l'avocat à un conseil ou un comité [B-1, r. 1] 4.03.01
- Présence requise [B-1, r. 1] 2.07

- Procédé purement dilatoire [B-1, r. 1] 2.05
- Provoquer de la dissension dans le but d’obtenir un contrat [B-1, r. 1] 2.02
- Publicité [B-1, r. 1] 5.01-5.06; 6.02-6.05
 - Exercice au sein d’une société [B-1, r. 1] 5.05.01; 6.04; 6.05
 - Obligation de conserver toute publicité [B-1, r. 1] 5.04
 - Publicité susceptible d’influencer des personnes vulnérables [B-1, r. 1] 5.05
 - Reproduction du symbole graphique [B-1, r. 1] 6.02
 - Restrictions [B-1, r. 1] 5.01; 5.02
 - Symbole graphique du Barreau du Québec [B-1, r. 1] 6.01-6.05
 - Tarif forfaitaire [B-1, r. 1] 5.03
 - Témoignage d’appui concernant un avocat [B-1, r. 1] 5.06
 - Utilisation du symbole graphique [B-1, r. 1] 6.03
- Raison sociale [B-1, r. 1] 7.01
- Rapport, commentaires faux à l’égard d’un tribunal ou de l’un ses membres [B-1, r. 1] 2.08
- Relation de confiance mutuelle [B-1, r. 1] 3.01.03
- Rendre compte [B-1, r. 1] 3.03.03
- Renseignement confidentiel [B-1, r. 1] 3.06.01-3.06.04
- Représailles [B-1, r. 1] 4.02.01, par. z)
- Responsabilité, tenter de l’éviter [B-1, r. 1] 3.04.01
- Rétention [B-1, r. 1] 3.02.08
- Risque inhérent aux mesures recommandées [B-1, r. 1] 3.02.04
- Ristourne ou autre avantage [B-1, r. 1] 3.05.13
- Salaire [B-1, r. 1] 3.08.06
- Secret professionnel [B-1, r. 1] 3.06.01
 - Levée du secret professionnel en vue d’assurer la protection des personnes [B-1, r. 1] 3.06.01.01-3.06.01.05
- Services professionnels
 - Acceptation d’un mandant et conflit [B-1, r. 1] 3.06.02

- Biens litigieux [B-1, r. 1] 3.05.08
- Capacité [B-1, r. 1] 3.01.01
- Délégation [B-1, r. 1] 3.01.04
- Devoir d’information [B-1, r. 1] 3.02.04; 3.03.02
- Explication nécessaire [B-1, r. 1] 3.03.02
- Liberté d’accepter ou de refuser [B-1, r. 1] 3.05.01
- Prérequis [B-1, r. 1] 3.01.01
- Refus obligatoire [B-1, r. 1] 3.05.05-3.05.07
- Règlement [B-1, r. 1] 3.02.10
- Révocation [B-1, r. 1] 3.02.09
- Témoignage [B-1, r. 1] 3.05.06
- Situations d’incompatibilité [B-1, r. 1] 4.01.01-4.01.02.02
- Sommes perçues, emprunt [B-1, r. 1] 3.05.12
- Syndic, correspondance [B-1, r. 1] 4.03.02
- Témoin (compensation) [B-1, r. 1] 3.02.02

Déontologie des sténographes

- Actes dérogatoires [B-1, r. 6.1] 27
- Aptitudes, limites [B-1, r. 6.1] 19
- Autorité des tribunaux, soutien [B-1, r. 6.1] 19
- Cesser d’agir, motif raisonnable [B-1, r. 6.1] 25
- Comité, correspondance [B-1, r. 6.1] 24
- Compétence, fausse représentation [B-1, r. 6.1] 19
- Conduite du sténographe [B-1, r. 6.1] 21
- Confidences, renseignements et documents confidentiels [B-1, r. 6.1] 31
- Conflit d’intérêts [B-1, r. 6.1] 26
- Conservation des documents [B-1, r. 6.1] 30
- Courtoisie [B-1, r. 6.1] 28
- Devoir de compétence [B-1, r. 6.1] 17
- Dignité [B-1, r. 6.1] 20
- Diligence [B-1, r. 6.1] 22
- Honoraires
 - Explications [B-1, r. 6.1] 36
 - Facture [B-1, r. 6.1] 43
 - Fixation [B-1, r. 6.1] 35

- Frais de séjour et de déplacement [B-1, r. 6.1] 34
- Justifiés et proportionnels [B-1, r. 6.1] 34
- Indépendance professionnelle [B-1, r. 6.1] 25
- Intégrité [B-1, r. 6.1] 17
- Non-discrimination [B-1, r. 6.1] 29
- Normes de pratique [B-1, r. 6.1] 17
- Obligations
 - Prise de témoignage [B-1, r. 6.1] 32
 - Remise de transcriptions [B-1, r. 6.1] 33
- Politesse [B-1, r. 6.1] 28
- Règles de l'art [B-1, r. 6.1] 18
- Renseignement confidentiel [B-1, r. 6.1] 31
- Représentant du Comité sur la sténographie, correspondance [B-1, r. 6.1] 24
- Respect
 - Engagements [B-1, r. 6.1] 22
 - Tribunaux [B-1, r. 6.1] 20
- Services professionnels
 - Acceptation d'un mandant et conflit [B-1, r. 6.1] 26
 - Cas fortuit ou de force majeure [B-1, r. 6.1] 23
 - Conflit d'intérêts [B-1, r. 6.1] 26
 - Impossibilité d'agir [B-1, r. 6.1] 23
 - Prérequis [B-1, r. 6.1] 19
 - Qualité des services [B-1, r. 6.1] 17
 - Refus [B-1, r. 6.1] 25; 26
- Situations d'incompatibilité [B-1, r. 6.1] 25; 26
- Tenue vestimentaire [B-1, r. 6.1] 28
- Domicile professionnel** (*Voir* Tenue du domicile professionnel)
- Dossier** (*Voir* Tenue des dossiers)
 - Autorisation d'en prendre possession [B-1, r. 10] 5.04
 - Détenu par un tiers [B-1, r. 10] 5.04
- Dossiers de fidéicommiss** (*Voir* Définition)

E

- École du Barreau** [B-1, r. 7.3] 1; 2
- Élection du bâtonnier et du vice-président** [B-1, r. 4] 3.01-3.03
- Enquête spéciale** (*Voir* Comité d'inspection professionnelle)
- Enquêteur** [B-1, r. 10] 4.06
- Examen – avocats** (*Voir* Formation professionnelle; Normes d'équivalence de diplôme et de formation)
- Examen – sténographes**
 - Condition d'admissibilité [B-1, r. 6.1] 2
 - Examen – conditions et modalités [B-1, r. 6.1] 4-10
 - Inscription [B-1, r. 6.1] 3
- Exercice de la profession** (*Voir* Cessation d'exercice de la profession)
 - Exercice occasionnel, frais [B-1, r. 8] 5.02
 - Exercice occasionnel, permission [B-1, r. 8] 5.01
- Exercice de la profession d'avocat en société et en multidisciplinarité** [C-26, r. 19.1.2]
 - Administrateurs ou associés [C-26, r. 19.1.2] 5
 - Autres personnes autorisées à exercer au sein d'une société [C-26, r. 19.1.2] Ann. A
 - Avis de non-conformité [C-26, r. 19.1.2] 1
 - Conditions à respecter [C-26, r. 19.1.2] 5
 - Déclaration annuelle [C-26, r. 19.1.2] 8
 - Déclaration du membre [C-26, r. 19.1.2] 4
 - Détention des droits de vote [C-26, r. 19.1.2] 5
 - Engagement de la société [C-26, r. 19.1.2] 3; Ann. B
 - Exerce ses activités professionnelles [C-26, r. 19.1.2] 1
 - Frais prescrits [C-26, r. 19.1.2] 4; Ann. B, par. 3^o, e); par. 6^o
 - Garantie de la responsabilité professionnelle [C-26, r. 19.1.2] 10; 11
 - Modifications à l'engagement de la société [C-26, r. 19.1.2] 8

- Radiation ou révocation du permis professionnel [C-26, r. 19.1.2] 2
- Répondant [C-26, r. 19.1.2] 6-8

F

Fonds d'assurance-responsabilité professionnelle (*Voir Assurance-responsabilité professionnelle*)

Fonds d'études juridiques

- Composition [B-1, r. 5] 2.01
- Compte en fidéicommiss
 - Avis de non-observance [B-1, r. 5] 3.02; 3.03
 - Compte particulier, déclaration [B-1, r. 5] 3.05
 - Compte spécial en fidéicommiss [B-1, r. 5] 3.07
- Gestion du fonds [B-1, r. 5] 4.01-4.05
- Placements [B-1, r. 5] 4.02
- Répartition des fonds [B-1, r. 5] 4.03

Fonds d'indemnisation

- Constitution [C-26, r. 19.2] 2.01
- Indemnité maximale [C-26, r. 19.2] 4.03
- Indemnité maximale dépassée [C-26, r. 19.2] 4.04
- Montant minimal [C-26, r. 19.2] 2.03
- Placement des fonds [C-26, r. 19.2] 2.05
- Réclamation [C-26, r. 19.2] 3.01.02
 - Acceptation [C-26, r. 19.2] 4.01
 - Avis au comité administratif [C-26, r. 19.2] 3.01.1
 - Délai [C-26, r. 19.2] 3.03
 - Forme [C-26, r. 19.2] 3.01
 - Preuve [C-26, r. 19.2] 3.02
 - Rapport [C-26, r. 19.2] 4.02
- Recommandation d'indemnisation [C-26, r. 19.2] 3.01.2
- Subrogation [C-26, r. 19.2] 4.05

Formation continue obligatoire des avocats

- Activités de formation [C-26, r. 19.2.001] 4, al. 2 par. 1^o-4^o
 - Obligatoire en raison d'une réforme majeure [C-26, r. 19.2.001] 5, al. 1

- Annulation de la reconnaissance d'une activité de formation [C-26, r. 19.2.001] 12
- Application
 - Avocats inscrits au tableau de l'ordre [C-26, r. 19.2.001] 1, al. 1
 - Exception [C-26, r. 19.2.001] 1, al. 1
- Conseil général
 - Attribution de la durée aux activités de formation [C-26, r. 19.2.001] 6
 - Décision sur les demandes de dispense [C-26, r. 19.2.001] 16, al. 4
 - Décision sur les demandes de reconnaissance d'activités [C-26, r. 19.2.001] 10
 - Détermination des activités de formation reconnues [C-26, r. 19.2.001] 6, al. 1
 - Détermination des activités obligatoires en raison d'une réforme [C-26, r. 19.2.001] 5
 - Pouvoir d'accorder les dispenses [C-26, r. 19.2.001] 16, al. 2
 - Pouvoir d'annuler la reconnaissance d'une activité de formation [C-26, r. 19.2.001] 12
 - Pouvoir de modifier le nombre d'heures attribuées à une activité de formation [C-26, r. 19.2.001] 12
 - Pouvoir de radier un membre du tableau de l'Ordre [C-26, r. 19.2.001] 19, al. 1
 - Pouvoir de vérification [C-26, r. 19.2.001] 13, al. 2
- Défaut de se conformer aux obligations de la formation continue [C-26, r. 19.2.001] 18
- Demande de reconnaissance d'une activité de formation
 - Contenu de la demande [C-26, r. 19.2.001] 8
 - Procédure de la demande [C-26, r. 19.2.001] 7
- Demande de reconnaissance d'une activité de formation non reconnue
 - Délai [C-26, r. 19.2.001] 9, al. 1

- Dispense de formation
 - Demande de dispense [C-26, r. 19.2.001] 16
 - Force majeure [C-26, r. 19.2.001] 15
 - Impossibilité [C-26, r. 19.2.001] 15; 17
 - Exigences
 - Droit de choisir ses activités de formation [C-26, r. 19.2.001] 4, al. 1
 - Durée obligatoire de formation [C-26, r. 19.2.001] 2, al. 1; 3
 - Obligation de suivre les activités de formation [C-26, r. 19.2.001] 2, al. 1
 - Période de référence (Début) [C-26, r. 19.2.001] 2, al. 2; 3
 - Modes de contrôle
 - Déclaration de formation [C-26, r. 19.2.001] 13, al. 1
 - Pouvoir de vérification du Conseil [C-26, r. 19.2.001] 13, al. 2
 - Modification du nombre d'heures attribuées à une activité de formation [C-26, r. 19.2.001] 12
 - Objet
 - Acquisition des compétences professionnelles [C-26, r. 19.2.001] 1, al. 2
 - Amélioration des compétences professionnelles [C-26, r. 19.2.001] 1, al. 2
 - Approfondissement des compétences professionnelles [C-26, r. 19.2.001] 1, al. 2
 - Maintien des compétences professionnelles [C-26, r. 19.2.001] 1, al. 2
 - Mise à jour des compétences professionnelles [C-26, r. 19.2.001] 1, al. 2
 - Protection du public [C-26, r. 19.2.001] 1, al. 1
 - Obligation de conserver les pièces justificatives [C-26, r. 19.2.001] 14
 - Radiation du tableau de l'Ordre
 - Durée [C-26, r. 19.2.001] 20
 - Pouvoir de radier du Conseil général [C-26, r. 19.2.001] 19, al. 1
 - Refus de la demande de reconnaissance d'une activité de formation [C-26, r. 19.2.001] 9
 - Renouvellement de reconnaissance d'une activité de formation [C-26, r. 19.2.001] 11
 - Validité de la reconnaissance d'une activité de formation [C-26, r. 19.2.001] 11
- Formation professionnelle des avocats**
- Admission à l'école
 - Activité spécifique de formation [B-1, r. 7.3] 13
 - Annulation de l'admission [B-1, r. 7.3] 7
 - Carte d'étudiant [B-1, r. 7.3] 7
 - Conditions [B-1, r. 7.3] 5; 7
 - Cours préparatoires [B-1, r. 7.3] 11; 12
 - Demande [B-1, r. 7.3] 8
 - Désistement [B-1, r. 7.3] 8
 - Évaluation [B-1, r. 7.3] 10; 13
 - Frais [B-1, r. 7.3] 6
 - Modalités [B-1, r. 7.3] 4; 9
 - Comité de formation professionnelle [B-1, r. 7.3] 1
 - Contenu des cours [B-1, r. 7.3] 3
 - École du Barreau [B-1, r. 7.3] 1
 - Étudiants sous un ancien programme [B-1, r. 7.3] 32-35
 - Évaluations [B-1, r. 7.3] 14-16; 18
 - Absence [B-1, r. 7.3] 16
 - Conflit d'intérêts [B-1, r. 7.3] 19
 - Contravention au bon ordre [B-1, r. 7.3] 17
 - Écrite [B-1, r. 7.3] 14
 - Évaluateur [B-1, r. 7.3] 18; 20
 - Fraude [B-1, r. 7.3] 2
 - Fraude, tricherie [B-1, r. 7.3] 17
 - Orale [B-1, r. 7.3] 14
 - Résultat [B-1, r. 7.3] 15
 - Stage
 - Carte [B-1, r. 7.3] 25
 - Changements [B-1, r. 7.3] 30
 - Contenu [B-1, r. 7.3] 22; 27
 - Durée et délai [B-1, r. 7.3] 21; 23
 - Maître de stage [B-1, r. 7.3] 26; 28
 - Rapport et attestation [B-1, r. 7.3] 29; 31
 - Stage à l'extérieur du Québec [B-1, r. 7.3] 24

H

Honoraires (*Voir* Tarif d'honoraires pour services professionnels rendus au gouvernement par des avocats ou des notaires; Tarif des avocats aux fins de la Loi sur l'aide juridique; Tarif des honoraires judiciaires; Tarif des honoraires suite à l'entente entre le ministre de la Justice et le Barreau du Québec survenue le 4 avril 2008 dans le cadre du régime d'aide juridique)

I

Inscription au tableau de l'Ordre (*Voir* Tableau de l'Ordre)

Inscription au tableau des sténographes (*Voir* Tableau des sténographes)

Inspection professionnelle

- Avis d'inspection [C-26, r. 19.2.01] 9
 - Date nouvelle en cas d'impossibilité [C-26, r. 19.2.01] 10
 - Impossibilité de prendre connaissance de l'avis [C-26, r. 19.2.01] 11
- Comité d'inspection professionnelle
 - Audition [C-26, r. 19.2.01] 25
 - Avis à l'avocat [C-26, r. 19.2.01] 23; 25
 - Décision immédiate [C-26, r. 19.2.01] 24
 - Décision motivée [C-26, r. 19.2.01] 26
 - Représentation écrite [C-26, r. 19.2.01] 25
 - Suivi de la décision [C-26, r. 19.2.01] 26
 - Transmission de la décision [C-26, r. 19.2.01] 26
 - Composition [C-26, r. 19.2.01] 1
 - Membres [C-26, r. 19.2.01] 1
 - Pouvoir [C-26, r. 19.2.01] 1
 - Président [C-26, r. 19.2.01] 1
 - Recommandations [C-26, r. 19.2.01], 22
 - Secrétaire [C-26, r. 19.2.01] 2
 - Secrétariat [C-26, r. 19.2.01] 2

- Directeur du Service de l'inspection professionnelle
 - Pouvoirs [C-26, r. 19.2.01] 3
- Dossiers
 - Conservation [C-26, r. 19.2.01] 2
 - Consultation [C-26, r. 19.2.01] 7
 - Contenu [C-26, r. 19.2.01] 6
 - Copie [C-26, r. 19.2.01] 7
 - Ouverture [C-26, r. 19.2.01] 5
 - Préparation [C-26, r. 19.2.01] 2
 - Secrétariat [C-26, r. 19.2.01] 4
- Enquêtes [C-26, r. 19.2.01] 18
 - Avis [C-26, r. 19.2.01] 19; 20
 - Procédure [C-26, r. 19.2.01] 21
- Inspection
 - Avis [C-26, r. 19.2.01] 9
 - Avis à l'avocat [C-26, r. 19.2.01] 17
 - Dossiers détenus par un tiers [C-26, r. 19.2.01] 14
 - Entrevue orale [C-26, r. 19.2.01] 16
 - Guide d'auto-évaluation [C-26, r. 19.2.01] 8
 - Interrogatoire de l'avocat [C-26, r. 19.2.01] 16
 - Présence requise [C-26, r. 19.2.01] 13; 15
 - Questionnaire [C-26, r. 19.2.01] 16
 - Rapport [C-26, r. 19.2.01] 15
 - Rapport d'inspection [C-26, r. 19.2.01] 17
 - Refus ou négligence [C-26, r. 19.2.01] 15
 - Syndic [C-26, r. 19.2.01] 15
 - Vérification des dossiers [C-26, r. 19.2.01] 14; 16

Intérêts (*Voir* Fonds d'études juridiques – Gestion du fonds)

M

Mandat (*Voir* Registre des dispositions testamentaires et des mandats)

- Mandat du Bâtonnier [B-1, r. 4] 3.02
- Mandat du vice-président [B-1, r. 4] 3.02

Multidisciplinarité (*Voir Exercice de la profession d’avocat en société et en multidisciplinarité*)

N

Normes d’équivalence de diplôme et de formation

- Critères pour l’équivalence de diplôme [C-26, r. 19.2.1] 6-7
- Critères pour l’équivalence de formation [C-26, r. 19.2.1] 8-10
- Décision [C-26, r. 19.2.1] 11
- Définitions [C-26, r. 19.2.1] 1
- Demande [C-26, r. 19.2.1] 2
- Examen [C-26, r. 19.2.1] 14-22
- Exemption [C-26, r. 19.2.1] 13
- Procédure [C-26, r. 19.2.1] 3-5
- Révision [C-26, r. 19.2.1] 12

Normes de tenue de domicile professionnel

- Aménagement [C-26, r. 19.2.2] 11-13
- Correspondance [C-26, r. 19.2.2] 15
- Domicile professionnel (définition) [C-26, r. 19.2.2] 1, al. 1, par. 1^o
- Équipement
 - Bibliothèque / documentation juridique [C-26, r. 19.2.2] 12
 - Télécopieur [C-26, r. 19.2.2] 11
 - Téléphone [C-26, r. 19.2.2] 11
- Gestion des absences [C-26, r. 19.2.2] 14

Normes de tenue des dossiers des avocats

- Avocat à l’emploi d’une personne physique ou morale [C-26, r. 19.2.2] 3
- Confidentialité des dossiers [C-26, r. 19.2.2] 7
- Conservation des dossiers
 - Actif [C-26, r. 19.2.2] 8, al. 1 et 4
 - Destruction [C-26, r. 19.2.2] 8, al. 3
 - Inactif [C-26, r. 19.2.2] 8, al. 2
- Contenu du dossier [C-26, r. 19.2.2] 4
- Dossier (définition) [C-26, r. 19.2.2] 1, al. 1, par. 2^o
- Ouverture des dossiers [C-26, r. 19.2.2] 2

- Système
 - Agenda et aide-mémoire [C-26, r. 19.2.2] 10
 - Classement [C-26, r. 19.2.2] 5; 6
 - Dates de prescription [C-26, r. 19.2.2] 9
 - Délais [C-26, r. 19.2.2] 9

Normes de tenue des dossiers des sténographes

- Confidentialité des dossiers [B-1, r. 6.1] 31
- Conservation des dossiers [B-1, r. 6.1] 30
- Contenu [B-1, r. 6.1] 41; 44
- Correspondance – mentions obligatoires [B-1, r. 6.1] 45
- Système
 - Agenda et aide-mémoire [B-1, r. 6.1] 40
 - Classement [B-1, r. 6.1] 42
 - Facturation [B-1, r. 6.1] 43
 - Note personnelle [B-1, r. 6.1] 41

O

Ordre du jour (*Voir Assemblée générale annuelle des membres*)

P

Permis (*Voir Normes d’équivalence de diplôme et de formation*)

Permis spéciaux

- Accord sur le commerce extérieur [C-26, r. 19.1.1.1] 1
- Accord de libre-échange nord-américain [C-26, r. 19.1.1.1] 1
- Accord général sur le commerce des services [C-26, r. 19.1.1.1] 1
- Activités autorisées [C-26, r. 19.1.1.1] 10
- Autorisation d’exercer [C-26, r. 19.1.1.1] 4
- Avis d’ordre juridique [C-26, r. 19.1.1.1] 9; 15
- Avocat hors du Québec [C-26, r. 19.1.1.1] 3-5
- Certificat [C-26, r. 19.1.1.1] 7, 10, 13
- Comité administratif [C-26, r. 19.1.1.1] 2; 3

- Comité de vérification [C-26, r. 19.1.1.1] 3
 - Compétence législative [C-26, r. 19.1.1.1] 6; 9
 - Conseiller juridique canadien [C-26, r. 19.1.1.1] 3; 8; 9
 - Conseiller juridique d'entreprise ou «c.j.ent.» [C-26, r. 19.1.1.1] 3; 10-12
 - Conseiller juridique étranger ou «c.j.é.» [C-26, r. 19.1.1.1] 3; 13-15
 - Consultation [C-26, r. 19.1.1.1] 9; 15
 - Décision [C-26, r. 19.1.1.1] 3
 - Déclaration [C-26, r. 19.1.1.1] 7; 10
 - Délivrance [C-26, r. 19.1.1.1] 2
 - Demande [C-26, r. 19.1.1.1] 2
 - Directeur général [C-26, r. 19.1.1.1] 5
 - Droit
 - De compétence fédérale [C-26, r. 19.1.1.1] 9
 - De la province ou du territoire [C-26, r. 19.1.1.1] 9
 - International public [C-26, r. 19.1.1.1] 9; 15
 - Employeur [C-26, r. 19.1.1.1] 10; 12
 - État [C-26, r. 19.1.1.1] 6; 11; 14
 - Filiale [C-26, r. 19.1.1.1] 10; 12
 - Formulaire [C-26, r. 19.1.1.1] 2; 7; 10; 13
 - Inscription [C-26, r. 19.1.1.1] 9; 12; 15
 - Intégration professionnelle [C-26, r. 19.1.1.1] 1
 - Limitation [C-26, r. 19.1.1.1] 7; 10; 13
 - Membre du barreau
 - Autre province ou territoire [C-26, r. 19.1.1.1] 7; 8
 - Hors du Canada [C-26, r. 19.1.1.1] 10; 13
 - Observations écrites [C-26, r. 19.1.1.1] 3
 - Permis spécial [C-26, r. 19.1.1.1] 2; 3
 - Préfixe «Me» ou «M^{tre}» [C-26, r. 19.1.1.1] 8; 11; 14
 - Procédure [C-26, r. 19.1.1.1] 9
 - Radiation [C-26, r. 19.1.1.1] 7; 10; 13
 - Refus [C-26, r. 19.1.1.1] 3
 - Requête [C-26, r. 19.1.1.1] 9
 - Société d'avocats [C-26, r. 19.1.1.1] 10
 - Société multidisciplinaire [C-26, r. 19.1.1.1] 10
 - Suspension [C-26, r. 19.1.1.1] 7; 10; 13
 - Tableau de l'Ordre [C-26, r. 19.1.1.1] 9; 12
 - Titulaire [C-26, r. 19.1.1.1] 4; 5; 8; 9; 14
 - Tribunal [C-26, r. 19.1.1.1] 9
 - Unités territoriales [C-26, r. 19.1.1.1] 6
- Placement des fonds** (*Voir* Fonds d'indemnisation)
- Plainte**
- Avis de plainte disciplinaire par le comité administratif [B-1, r. 10] 4.10
 - Frais au témoin [B-1, r. 4] 5.02
- Président** (*Voir* Comité d'inspection professionnelle)
- Processus disciplinaire** (sténographes)
- Audition
 - Avis [B-1, r. 6.1] 53
 - Comparution [B-1, r. 6.1] 54
 - Contestation [B-1, r. 6.1] 55
 - Date [B-1, r. 6.1] 57
 - Huis clos [B-1, r. 6.1] 61
 - Lieu [B-1, r. 6.1] 57
 - Non-publication [B-1, r. 6.1] 61
 - Prise en sténographie [B-1, r. 6.1] 60
 - Signification de la plainte [B-1, r. 6.1] 53
 - Témoignage [B-1, r. 6.1] 66
 - Comité de discipline
 - Formation [B-1, r. 6.1] 56
 - Comité d'examen
 - Constitution [B-1, r. 6.1] 52
 - Décision
 - Écrite [B-1, r. 6.1] 68
 - Motivée [B-1, r. 6.1] 68
 - Rectification [B-1, r. 6.1] 79
 - Transmission [B-1, r. 6.1] 68
 - Plainte
 - Contenu [B-1, r. 6.1] 47
 - Décision [B-1, r. 6.1] 50; 51
 - Écrite [B-1, r. 6.1] 46
 - Examen [B-1, r. 6.1] 49; 50
 - Modification [B-1, r. 6.1] 65
 - Transmission [B-1, r. 6.1] 46
 - Registre [B-1, r. 6.1] 48

- Représentation
 - Sur sanction [B-1, r. 6.1] 69
- Sanction
 - Déboursés [B-1, r. 6.1] 71; 72
 - Imposition [B-1, r. 6.1] 70
 - Peine [B-1, r. 6.1] 73-76

Publication

- Avis de radiation [B-1, r. 4] 5.04

Publicité (*Voir* Déontologie) [B-1, r. 1] 5.01-5.06; 6.02-6.05

- Exercice au sein d’une société [B-1, r. 1] 5.05.01; 6.04; 6.05
- Obligation de conserver toute publicité [B-1, r. 1] 5.04
- Publicité susceptible d’influencer des personnes vulnérables [B-1, r. 1] 5.05
- Reproduction du symbole graphique [B-1, r. 1] 6.02
- Restrictions [B-1, r. 1] 5.01; 5.02
- Symbole graphique du Barreau du Québec [B-1, r. 1] 6.01-6.05
- Tarif forfaitaire [B-1, r. 1] 5.03
- Témoignage d’appui concernant un avocat [B-1, r. 1] 5.06
- Utilisation du symbole graphique [B-1, r. 1] 6.03

Q

Quorum (*Voir* Assemblée générale annuelle des membres) [B-1, r. 4] 2.02

R

Radiation (*Voir* Publication; Stage de perfectionnement)

Raison sociale des sociétés d’avocats (*Voir* Déontologie) [B-1, r. 1] 7.01

Réclamation (*Voir* Fonds d’indemnisation)

Reddition de compte (*Voir* Déontologie – Rendre compte)

Registre des dispositions testamentaires et des mandats [B-1, r. 11.01]

- Avocat cessant d’exercer [B-1, r. 11.01] 4
- Certificat de recherche [B-1, r. 11.01] 9

- Cession [B-1, r. 11.01] 4
- Continuation des registres [B-1, r. 11.01] 2
- Défaut [B-1, r. 11.01] 14
- Définition [B-1, r. 11.01] 1
- Divulgence de renseignements [B-1, r. 11.01] 8
- Frais d’inscription [B-1, r. 11.01] 5; 12
- Frais de recherche [B-1, r. 11.01] 13
- Honoraires [B-1, r. 11.01] 5; 12; 13
- Méthode d’archivage et de conservation [B-1, r. 11.01] 10; 11
- Prise de possession par le syndic [B-1, r. 11.01] 4
- Rapport sur les dispositions testamentaires et des mandats [B-1, r. 11.01] 5-7
 - Contenu [B-1, r. 11.01] 6; 7
 - Formulaire [B-1, r. 11.01] 5
- Registre [B-1, r. 11.01] 2; 3
- Résultat d’une recherche [B-1, r. 11.01] 9

Règlement des différends suite à l’entente entre le ministre de la Justice et le Barreau du Québec intervenue le 4 avril 2008, dans le cadre du régime d’aide juridique

- Arbitrage [A-14, r. 1.4] 36
 - Compétence [A-14, r. 1.4] 37
 - Pouvoir de l’arbitre [A-14, r. 1.4] 38
 - Transmission de la sentence de l’arbitre [A-14, r. 1.4] 40
- Conciliation [A-14, r. 1.4] 29-31.1; 33
- Domaine d’application [A-14, r. 1.4] 27; 28
- Soumission de différend
 - Contenu [A-14, r. 1.4] 32
 - Interruption de la prescription [A-14, r. 1.4] 33
 - Prescription [A-14, r. 1.4] 32, al. 2
 - Procédure [A-14, r. 1.4] 32; 34; 35

Répondant – sténographe [B-1, r. 6.1] 39

Représentant institutionnel (*Voir* Définition)

Réunion extraordinaire [B-1, r. 4] 5.06

S

Scrutateur (*Voir* Élection du Bâtonnier et du vice-président)

Secrétaire (*Voir* Comité d'inspection professionnelle)

Secrétariat (*Voir* Comité d'inspection professionnelle)

Sentence arbitrale (*Voir* Arbitrage)

Serment (*Voir* Comité d'inspection professionnelle)

Serment d'allégeance [B-1, r. 8] 2.01

Siège social [B-1, r. 4] 5.05

Société par actions/Société en nom collectif à responsabilité limitée (*Voir* Exercice de la profession d'avocat en société et en multidisciplinarité)

Souscription obligatoire au Fonds (*Voir* Assurance-responsabilité professionnelle)

Stage (*Voir* Formation professionnelle)

Stage de perfectionnement

- Carte de membre limitative [B-1, r. 12.1] 8
- Comité administratif (pouvoirs) [B-1, r. 12.1] 4; 14
- Contenu
 - Activités juridiques [B-1, r. 12.1] 2, al. 1, par. 1°
 - Cours d'appoint ou de perfectionnement [B-1, r. 12.1] 2, al. 1, par. 2°
 - Travaux de recherche [B-1, r. 12.1] 2, al. 1, par. 3°
- Durée [B-1, r. 12.1] 3; 5; 14
- Imposition (conditions)
 - Conditions préalables [B-1, r. 12.1] 4
 - Décision
 - • Entrée en vigueur [B-1, r. 12.1] 6
 - • Modalité [B-1, r. 12.1] 5
 - • Motif [B-1, r. 12.1] 5
 - Défaut d'inscription [B-1, r. 12.1] 1, par. 2°
 - Inscription tardive [B-1, r. 12.1] 1, par. 1°
 - Radiation [B-1, r. 12.1] 1, par. 3°

- Recommandation [B-1, r. 12.1] 1, par. 4°
- Stage non conforme [B-1, r. 12.1] 1, par. 5°
- Tableau de l'ordre [B-1, r. 12.1] 1, par. 1°
- Maître de stage
 - Rapport [B-1, r. 12.1] 9
 - Rôle [B-1, r. 12.1] 7
- Rapport par le maître de stage [B-1, r. 12.1] 9
- Rapport supplémentaire [B-1, r. 12.1] 10
 - Copies [B-1, r. 12.1] 11
- Validité du stage
 - Décision [B-1, r. 12.1] 12
 - Forme de la décision [B-1, r. 12.1] 13
 - Signification (décision) [B-1, r. 12.1] 13

Stagiaire (*Voir* Formation professionnelle)

Sténographe (*Voir* aussi Tarif des honoraires pour la prise et la transcription des dépositions des témoins)

- Absence momentanée [B-1, r. 6.1] 38
- Renseignements obligatoires [B-1, r. 6.1] 37
- Répondant [B-1, r. 6.1] 39

Symbole graphique du Barreau du Québec [B-1, r. 1] 6.01

Syndic (*Voir* Comité d'inspection professionnelle; Compte en fidéicomis; Conciliation; Déontologie – Syndic)

- Conciliation [B-1, r. 9.2] 3; 5
- Inspection des comptes en fidéicomis [B-1, r. 3] 4.01-4.03
- Plainte [B-1, r. 5] 3.02

T

Tableau de l'Ordre

- Conseillers en loi [B-1, r. 8] 4.01; 4.02
- Exercice occasionnel [B-1, r. 8] 5.01; 5.02
- Membres de barreaux d'autres provinces [B-1, r. 8] 3.01-3.03
- Réinscription [B-1, r. 8] 6.01; 6.02
- Serment d'allégeance [B-1, r. 8] 2.01

Tableau des sténographes

- Inscription [B-1, r. 6.1] 13
- Radiation [B-1, r. 6.1] 12
- Réinscription [B-1, r. 6.1] 78
- Retrait [B-1, r. 6.1] 39

Tarif des honoraires des avocats suite à l'entente entre le ministre de la Justice et le Barreau du Québec intervenue le 4 avril 2008, dans le cadre du régime d'aide juridique

- Actions non prévues spécifiquement par le tarif [A-14, r. 1.4] T21
- Appel à la Cour du Québec [A-14, r. 1.4] T189
- Auditions ne pouvant se terminer avant 19 h [A-14, r. 1.4] T188
- Classes d'actions
 - Action en annulation [A-14, r. 1.4] T25
 - Contestations distinctes des défendeurs [A-14, r. 1.4] T26
 - Demande reconventionnelle [A-14, r. 1.4] T30
 - Demandes incidentes dans une même procédure [A-14, r. 1.4] T27
 - En matière de jugement déclaratoire [A-14, r. 1.4] T28
 - Procédure relative à la filiation [A-14, r. 1.4] T22
 - Recours hypothécaire [A-14, r. 1.4] T23
 - Recours sur l'acquisition irrévocable d'un immeuble [A-14, r. 1.4] T24
 - Règlement ou abandon du recours [A-14, r. 1.4] T31
 - Révision de taxation [A-14, r. 1.4] T29
- Comité de révision de la Commission des services juridiques [A-14, r. 1.4] T235
- Considération spéciale [A-14, r. 1.4] T8-T12
- Cour fédérale
 - Section d'appel [A-14, r. 1.4] T223; T224
 - Section de première instance [A-14, r. 1.4] T221-T222
- Définition
 - Action [A-14, r. 1.4] T13
 - Action réglée [A-14, r. 1.4] T14
 - Cause [A-14, r. 1.4] T13
 - Contestation [A-14, r. 1.4] T15
 - Demande [A-14, r. 1.4] T13
 - Demande incidente [A-14, r. 1.4] T13.1
 - Enquête [A-14, r. 1.4] T14 al. 1
 - Incident [A-14, r. 1.4] T13.1
 - Mesure incidente [A-14, r. 1.4] T13.1
 - Recours [A-14, r. 1.4] T13
 - Règlements [A-14, r. 1.4] T14
- Demande de résidence permanente [A-14, r. 1.4] T224.1; T224.2
- Droit aux dépens [A-14, r. 1.4] T17; T18
- Droit carcéral en matière disciplinaire [A-14, r. 1.4] T231-T232.4
- Enquête du Coroner [A-14, r. 1.4] T233; T234
- Faillite
 - Contestation [A-14, r. 1.4] T217
 - Demande de libération [A-14, r. 1.4] T215; T216
 - Demande de soustraction d'un bien du patrimoine [A-14, r. 1.4] T218
- Frais de participation à une conférence de règlement à l'amiable [A-14, r. 1.4] T19.1
- Frais de photocopies et timbres [A-14, r. 1.4] T19
- Procédures devant la Régie du logement [A-14, r. 1.4] T202-T206.2
- Procédures relatives à la *Loi sur la protection de la jeunesse* [A-14, r. 1.4] T193-T201
- Représentation de deux ou plusieurs bénéficiaires [A-14, r. 1.4] T187
- Requête administrative pour changement de nom [A-14, r. 1.4] T236
- Tarification en Cour d'appel
 - Audition durant plus d'une journée [A-14, r. 1.4] T84
 - Déboursés pour la confection du mémoire [A-14, r. 1.4] T72
 - En matière d'*Habeas corpus* [A-14, r. 1.4] T82
 - En matière de recours extraordinaire [A-14, r. 1.4] T82

- Jugement interlocutoire [A-14, r. 1.4] T80
- Production d'un mémoire additionnel [A-14, r. 1.4] T83
- Tarification en cour de première instance
 - Action déclinatoire ou négatoire [A-14, r. 1.4] T47
 - Avocat assistant [A-14, r. 1.4] T2
 - En matière d'adoption [A-14, r. 1.4] T51
 - En matière de bornage [A-14, r. 1.4] T47
 - En matière de cassation ou contestation d'un rôle [A-14, r. 1.4] T53
 - En matière d'évaluation foncière [A-14, r. 1.4] T53
 - En matière d'expropriation, [A-14, r. 1.4] T54
 - En matière d'*Habeas corpus* [A-14, r. 1.4] T49
 - En matière de partage et licitation en justice [A-14, r. 1.4] T48
 - En matière de séquestre [A-14, r. 1.4] T47
 - En matière de servitude [A-14, r. 1.4] T47
 - En matière non contentieuse [A-14, r. 1.4] T50
 - En matière pétitoire [A-14, r. 1.4] T47
 - En matière possessoire [A-14, r. 1.4] T47
 - Honoraires additionnels [A-14, r. 1.4] T55
 - Honoraires additionnels pour plaidoirie [A-14, r. 1.4] T7
 - Pour la justification écrite d'une demande [A-14, r. 1.4] T7.1
 - Procédures relatives aux personnes morales [A-14, r. 1.4] T49
 - Recours extraordinaires [A-14, r. 1.4] T49
 - Représentation d'un enfant [A-14, r. 1.4] T56
 - Requête en rectification des registres de l'état civil [A-14, r. 1.4] T52
- Tarification en Cour suprême
 - Demande de considération spéciale [A-14, r. 1.4] T94
- Tarification en droit administratif
 - Garde en établissement et examen psychiatrique [A-14, r. 1.4] T214
 - Recours devant le tribunal administratif de dernière instance [A-14, r. 1.4] T208-T211
 - Requête pour permission d'appel [A-14, r. 1.4] T212; T213
 - Révision de la décision d'un agent administratif [A-14, r. 1.4] T207
- Tarification en droit de l'immigration
 - Audition relative à la détention [A-14, r. 1.4] T220 d); e); f)
 - Avis de revendication [A-14, r. 1.4] T218.1, T218.2
 - Commission de l'immigration et du statut de réfugié [A-14, r. 1.4] T219
 - Section d'appel [A-14, r. 1.4] T220 b); c)
 - Section d'arbitrage du statut de réfugié [A-14, r. 1.4] T220 a)
- Tarification en matière criminelle et pénale et en vertu de la Loi sur le système pénal pour adolescents
 - Actes criminels autres [A-14, r. 1.4] T120-T23
 - Actes criminels prévus par l'art. 553 du *Code criminel* [A-14, r. 1.4] T124-T126
 - Actes criminels relevant de la juridiction exclusive de la Cour supérieure [A-14, r. 1.4] T105-T119
 - Appel à la Cour suprême du Canada [A-14, r. 1.4] T170
 - Appel après un verdict prononcé par jury [A-14, r. 1.4] T153-T157
 - Appel d'un jugement en matière de détention préventive [A-14, r. 1.4] T177-T179
 - Appel de la sentence [A-14, r. 1.4] T163-T167
 - Appel du verdict et de la peine [A-14, r. 1.4] T168

- Appel en matière de déclaration de culpabilité par procédure sommaire [A-14, r. 1.4] T148-T152
 - Appel en matière de recours extraordinaires [A-14, r. 1.4] T180-183
 - Appel par exposé de cause [A-14, r. 1.4] T143-T147
 - Appel par procès *de novo* [A-14, r. 1.4] T139-T142
 - Appels autres [A-14, r. 1.4] T158-T162
 - Audiences tenues (en vertu de l'article 742.6 du Code criminel) [A-14, r. 1.4] T131
 - Audiences tenues (en vertu des articles 110-112, 810.01, par. 5° et 810.2, par. 5° du Code criminel) [A-14, r. 1.4] T131.1
 - Audition en soirée [A-14, r. 1.4] T96
 - Avocat d'un inculpé de plus d'une dénonciation [A-14, r. 1.4] T98
 - Avocat représentant deux bénéficiaires pour la même infraction [A-14, r. 1.4] T99
 - Comparution par voie téléphonique [A-14, r. 1.4] T104.3
 - Déclaration de culpabilité par procédure sommaire [A-14, r. 1.4] T127-T129
 - Déjudiciarisation [A-14, r. 1.4] T130
 - Demande de cautionnement sur appel [A-14, r. 1.4] T169
 - Demande sur la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents [A-14, r. 1.4] T137; T138
 - Détention préventive [A-14, r. 1.4] T132; T133
 - Participation à une conférence pénale de facilitation [A-14, r. 1.4] T104.2
 - Plaidoyer de culpabilité à une infraction moindre [A-14, r. 1.4] T97
 - Procédures (en vertu de l'article 732.2, par. 5° du Code criminel) [A-14, r. 1.4] T184
 - Procédures (en vertu de l'article 734.7 du Code criminel) [A-14, r. 1.4] T186
 - Recours extraordinaires [A-14, r. 1.4] T134; T135
 - Remboursement du coût des photocopies [A-14, r. 1.4] T101
 - Rémunération forfaitaire [A-14, r. 1.4] T95
 - Requête en cautionnement [A-14, r. 1.4] T136
 - Requête en révision de cautionnement [A-14, r. 1.4] T136
 - Tarification en matière de libération conditionnelle [A-14, r. 1.4] T225-T230.1
 - Tarification particulière aux affaires matrimoniales
 - Appel de jugement interlocutoire [A-14, r. 1.4] T91
 - Audition durant plus d'un jour [A-14, r. 1.4] T93
 - Déboursés pour la confection du mémoire [A-14, r. 1.4] T85
 - Déclaration de résidence familiale [A-14, r. 1.4] T70
 - Exécution de jugement [A-14, r. 1.4] T67
 - Incidents en matière familiale [A-14, r. 1.4] T62-T66
 - Jugements sur mesures provisoires [A-14, r. 1.4] T62-T66
 - Ordonnances intermédiaires [A-14, r. 1.4] T62-T66
 - Procédures principales [A-14, r. 1.4] T57-T61
 - Production de preuve par affidavit [A-14, r. 1.4] T71
 - Production d'un mémoire additionnel [A-14, r. 1.4] T92
 - Recours non prévus aux articles T57 à T68 [A-14, r. 1.4] T69
 - Requêtes postérieures au jugement final [A-14, r. 1.4] T68
- Tarif des honoraires judiciaires**
- Classes d'actions [B-1, r. 13] 1
 - Règles générales
 - Actions et procédures imprévues par le Tarif [B-1, r. 13] 5
 - Actions hypothécaires [B-1, r. 13] 7

- Adjudication sur un point de droit [B-1, r. 13] 16
- Ancien tarif cité [B-1, r. 13] 20
- Annulation
 - • Contrat [B-1, r. 13] 10
 - • Testament [B-1, r. 13] 10
- Biens mobiliers, revendication [B-1, r. 13] 6
- Codéfendeurs [B-1, r. 13] 13
- Contestations distinctes [B-1, r. 13] 13
- Copies de plans [B-1, r. 13] 12
- Défendeur en garantie [B-1, r. 13] 13
- Demande reconventionnelle [B-1, r. 13] 19
- Droit de propriété immobilier [B-1, r. 13] 8
- Expertise [B-1, r. 13] 12
- Frais taxés, maximum [B-1, r. 13] 18
- Honoraires spéciaux [B-1, r. 13] 15
- Intervenant [B-1, r. 13] 13
- Jugement déclaratoire [B-1, r. 13] 16
- Mémoire de frais, révision [B-1, r. 13] 17
- Mis en cause [B-1, r. 13] 13
- Multiplicité des procédures [B-1, r. 13] 14
- Pièces littérales [B-1, r. 13] 12
- Réclamation de deniers, frais [B-1, r. 13] 11
- Reddition de compte, frais [B-1, r. 13] 9
- Valeur en litige indéterminable [B-1, r. 13] 5
- Tarif des honoraires judiciaires, Affaires matrimoniales
 - Demi-journée additionnelle [B-1, r. 13] 51
 - Enregistrement [B-1, r. 13] 52
 - Incident [B-1, r. 13] 51
 - Interrogatoire [B-1, r. 13] 51
 - Interrogatoire selon 543 Code de procédure civile [B-1, r. 13] 52
 - Jugement au fond [B-1, r. 13] 49
 - Jugement *ex parte* ou par défaut [B-1, r. 13] 46-48
 - Mesures provisoires [B-1, r. 13] 50
 - Modification de droits de visite [B-1, r. 13] 53
 - Modification de pension, garde d'enfant [B-1, r. 13] 53
 - Plaidoirie écrite [B-1, r. 13] 51
 - Praticien [B-1, r. 13] 53
 - Refus de procéder [B-1, r. 13] 51
 - Règlement après comparution [B-1, r. 13] 45
 - Règlement après signification [B-1, r. 13] 44
 - Requête selon 827 Code de procédure civile [B-1, r. 13] 54; 55
 - Saisie [B-1, r. 13] 52
- Tarif des honoraires judiciaires des causes civiles en appel
 - Application du tarif [B-1, r. 13] 69
 - Bornage (Voir Honoraires judiciaires, Première instance) [B-1, r. 13] 36; 57
 - Cause réglée après inscription [B-1, r. 13] 58
 - Cause réglée après mémoire [B-1, r. 13] 59; 60
 - Demi-journée additionnelle [B-1, r. 13] 68
 - Déplacements [B-1, r. 13] 67
 - Dossiers conjoints [B-1, r. 13] 56
 - *Habeas corpus* (Voir Honoraires judiciaires, Première instance) [B-1, r. 13] 38
 - Incident contesté (Voir Honoraires judiciaires, Première instance) [B-1, r. 13] 62
 - Injonction [B-1, r. 13] 64
 - Jugement interlocutoire, sauf injonction [B-1, r. 13] 63
 - Jugement sur le mérite [B-1, r. 13] 61
 - Licitatation (Voir Honoraires judiciaires, Première instance) [B-1, r. 13] 37; 57
 - Matières relatives aux corporations (Voir Honoraires judiciaires, Première instance) [B-1, r. 13] 38; 57
 - Mémoire additionnel [B-1, r. 13] 66
 - Mémoires [B-1, r. 13] 56
 - Partage (Voir Honoraires judiciaires, Première instance) [B-1, r. 13] 36; 57

- Pétitoire (*Voir* Honoraires judiciaires, Première instance) [B-1, r. 13] 36; 57
 - Possessoire (*Voir* Honoraires judiciaires, Première instance) [B-1, r. 13] 36; 57
 - Recours extraordinaires [B-1, r. 13] 65
 - Requête pour permission d'appeler ou rejet d'appel) [B-1, r. 13] 62
 - Tarif des honoraires judiciaires, Affaires matrimoniales en appel
 - Action réglée
 - • Après inscription [B-1, r. 13] 71
 - • Après mémoire [B-1, r. 13] 72; 73
 - Application [B-1, r. 13] 80
 - Demi-journée additionnelle [B-1, r. 13] 79
 - Déplacement [B-1, r. 13] 78
 - Dossier conjoint [B-1, r. 13] 70
 - Incident contesté [B-1, r. 13] 75
 - Jugement interlocutoire [B-1, r. 13] 76
 - Jugement sur le fond [B-1, r. 13] 74
 - Mémoire [B-1, r. 13] 70
 - Mémoire additionnel [B-1, r. 13] 77
 - Requête pour permission d'appeler ou rejet d'appel [B-1, r. 13] 75
 - Tarif des honoraires judiciaires, Première instance
 - Action réglée [B-1, r. 13] 22
 - • Après défense [B-1, r. 13] 24
 - • Avant contestation au fond [B-1, r. 13] 22
 - Application du tarif [B-1, r. 13] 43
 - Avis [B-1, r. 13] 21
 - Bornage [B-1, r. 13] 36
 - Bref d'exécution [B-1, r. 13] 30
 - Conférence préparatoire [B-1, r. 13] 34
 - Demi-journée additionnelle [B-1, r. 13] 33
 - Enregistrement [B-1, r. 13] 29
 - Évaluation foncière [B-1, r. 13] 40
 - Expropriation, honoraires additionnels [B-1, r. 13] 41
 - *Habeas corpus* [B-1, r. 13] 38
 - Honoraires additionnels [B-1, r. 13] 28; 42
 - Incident contesté [B-1, r. 13] 26
 - Injonction [B-1, r. 13] 35
 - Interrogatoire avant ou après défense [B-1, r. 13] 27
 - Interrogatoire selon 543 Code de procédure civile [B-1, r. 13] 30
 - Jugement au fond, par défaut ou *ex parte* [B-1, r. 13] 23
 - Jugement au mérite [B-1, r. 13] 25
 - Jugement par défaut contre un tiers saisi [B-1, r. 13] 31
 - Licitatation [B-1, r. 13] 37
 - Matière non contentieuse [B-1, r. 13] 39
 - Matières relatives aux corporations [B-1, r. 13] 38
 - Mise en demeure [B-1, r. 13] 21
 - Partage [B-1, r. 13] 37
 - Pétitoire [B-1, r. 13] 36
 - Plaidoirie écrite [B-1, r. 13] 28
 - Possessoire [B-1, r. 13] 36
 - Recours extraordinaires [B-1, r. 13] 38
 - Refus de procéder en présence des parties [B-1, r. 13] 33
 - Saisie avant jugement [B-1, r. 13] 32
 - Séquestre [B-1, r. 13] 36
 - Servitude [B-1, r. 13] 36
- Tarif des honoraires pour services professionnels rendus au gouvernement par des avocats ou des notaires**
- Champ d'application du Tarif [A-6.01, r. 8] 2
 - Déboursés [A-6.01, r. 8] 10; 10.1
 - Définitions [A-6.01, r. 8] 3
 - Dépenses autorisées [A-6.01, r. 8] 9
 - Mandat abandonné ou différé par le client [A-6.01, r. 8] 12
 - Obligation de fournir des renseignements [A-6.01, r. 8] 11
 - Paiement des honoraires [A-6.01, r. 8] 8
 - Services professionnels rendus [A-6.01, r. 8] 4
 - Tarification
 - Forfaitaire [A-6.01, r. 8] 7
 - Horaire [A-6.01, r. 8] 6

Tarif des honoraires pour la prise et la transcription des dépositions des témoins

- Application [S-33, r. 3] 1, 11
- Déposition prise par appareil d'enregistrement
 - Honoraires [S-33, r. 3] 10
- Ententes particulières [S-33, r. 3] 9
- Honoraires minimaux [S-33, r. 3] 2
- Page type [S-33, r. 3] 3
- Préparation de page titre, table de matières ou listes [S-33, r. 3] 7
- Tarif / horaire [S-33, r. 3] 2
- Transcription
 - Appareil d'enregistrement [S-33, r. 3] 5
 - Au jour le jour [S-33, r. 3] 6
 - Copie [S-33, r. 3] 8
 - Délai [S-33, r. 3] 6
 - Forme [S-33, r. 3] 3
 - Honoraires [S-33, r. 3] 4-6
 - Jugement [S-33, r. 3] 4
 - Plaidoiries [S-33, r. 3] 4

Tarif des honoraires pour la signification d'une demande portant sur une créance liquide et exigible et pour l'exécution par les huissiers et les avocats d'un jugement aux petites créances exigibles du débiteur

- Honoraires des avocats pour l'exécution d'un jugement
 - De la Cour des petites créances [C-25, r. 9.2] 2

Testaments (*Voir* Registre des dispositions testamentaires et des mandats)

Tribunal des professions (Règles de pratique)

- Actes de procédure [C-26, r. 6.1] 7-12
- Audience
 - Horaire des audiences [C-26, r. 6.1] 24
 - Impossibilité de plaider lors de l'appel de la cause [C-26, r. 6.1] 26
 - Interdictions [C-26, r. 6.1] 29
 - Ordre d'audience [C-26, r. 6.1] 25
 - Tenue vestimentaire [C-26, r. 6.1] 27; 28

- Changement du lieu d'audition [C-26, r. 6.1] 20
- Mémoire
 - Cahier d'autorités [C-26, r. 6.1] 19
 - Communication du mémoire [C-26, r. 6.1] 18
 - Contenu [C-26, r. 6.1] 13, 17
 - Forme du mémoire [C-26, r. 6.1] 14-16
- Production de la requête en appel et du dossier
 - Forme du dossier [C-26, r. 6.1] 6
 - • Rôle du greffier [C-26, r. 6.1] 4
 - • Rôle du secrétaire [C-26, r. 6.1] 5
- Renvoi du dossier [C-26, r. 6.1] 30
- Rôle d'audience
 - Avis d'audience [C-26, r. 6.1] 22
 - Désistement [C-26, r. 6.1] 23
 - Temps alloué pour les plaidoiries [C-26, r. 6.1] 21
- Signification et avis
 - Modes de signification [C-26, r. 6.1] 2
 - Requêtes [C-26, r. 6.1] 3

U

Urgence (*Voir* Réunion extraordinaire)

V

Validité du stage (*Voir* Formation professionnelle; Stage de perfectionnement)

Vice-président [B-1, r. 4] 3.01

Maison du Barreau

445, boulevard St-Laurent
Montréal (Québec) H2Y 3T8

T 514 954-3400
Sans frais 1 800 361-8495

information@barreau.qc.ca
www.barreau.qc.ca

Barreau
du Québec 

ISBN 978-2-89635-362-0

